

COTUTELLE INTERNATIONALE DE THÈSE
COTUTELA INTERNACIONAL DE TESIS

UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE LA DÉFENSE
École doctorale Lettres, Langues et Spectacles 138
Doctorat de Langues, Littératures et Civilisations Romanes
Spécialité Espagnol

UNIVERSIDAD DE CÁDIZ
Departamento de Historia Moderna, Contemporánea, de América y del Arte
Doctorado en Geografía e Historia

Canela LLECHA LLOP

LE MOVIMIENTO IBÉRICO DE LIBERACIÓN (MIL) ET SES REPRÉSENTATIONS DANS LA PRESSE :
MYTHES ET MYSTIFICATIONS

EL MOVIMIENTO IBÉRICO DE LIBERACIÓN (MIL) Y SUS REPRESENTACIONES EN LA PRENSA:
MITOS Y MISTIFICACIONES

Thèse dirigée par / **Tesis dirigida por**
Madame la Professeure Marie-Claude CHAPUT (Université Paris Ovest Nanterre La Défense)
et Monsieur le Professeur Julio PÉREZ SERRANO (Universidad de Cádiz)

Présentée et soutenue publiquement le / **Presentada y defendida públicamente el**
12-12-2014

Jury / **Tribunal**

Madame la Professeure Bénédicte BRÉMARD (Université de Bourgogne)
Madame la Professeure Marie-Claude CHAPUT (Université Paris Ovest Nanterre La Défense)
Monsieur le Professeur Francis DÉMIER (Université Paris Ovest Nanterre La Défense)
Madame la Professeure Géraldine GALEOTE (Université Paris Sorbonne)
Madame la Professeure Pilar MARTINEZ-VASSEUR (Université de Nantes)
Monsieur le Professeur Julio PÉREZ SERRANO (Universidad de Cádiz)

À mes ami.e.s

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont très sincèrement, et non par simple convention, à mes directeurs de thèse, Marie-Claude Chaput et Julio Pérez Serrano. Parce que si la « liberté n'a pas de prix », elle a parfois des noms. Je leur suis reconnaissante pour leur ouverture d'esprit, leur soutien et leurs conseils précieux.

Je remercie également l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense et l'Universidad de Cádiz qui ont rendu possible ce travail en cotutelle ; la Société des Hispanistes Français et l'ensemble du département d'espagnol de Nanterre qui m'ont permis de réaliser cette thèse dans les meilleures conditions.

On affirme souvent que la thèse est un travail profondément solitaire. L'expérience montre pourtant le contraire : la thèse, comme toute entreprise intellectuelle, est foncièrement collective.

Tous mes remerciements :

À mes lectrices : Anaëlle, Claire et surtout l'infatigable Anne-Laure, pour avoir traqué mes multiples imperfections.

À mes traducteurs : Artur, Claire et surtout Brice, sans qui cette thèse n'aurait jamais pu être finie dans les temps.

À l'ensemble des doctorants (pour la plupart, ex-doctorants maintenant) de Nanterre et de Cádiz, pour les moments partagés, et très particulièrement à Allison et à Eva, pour les encouragements permanents.

Aux Llopets de Barcelone, et à Féroce, parce que cette thèse n'aurait pas eu lieu sans les moments exceptionnels passés avec eux.

À nos lieux : le « Jardí », le « Soto's », las « Euras », le « Joalí », et aussi à « Camp d'en Briçot ».

À Loïc et AL, pour les moments à Montpellier, Paris, Barcelone, Madrid, Rome, Toronto ou Breilbon.

À Pauline et à Nico, pour les rencontres heureuses.

Aux amies de toujours : Blanca, Claire et Sara, dans la distance.

À Sara, et aussi à Nura, pour les moments parfois durs mais toujours revitalisants passés à la « Losa ».

À la Guineu, pour les retrouvailles à la « Caseta », au Topito, pour les galeries creusées sous le sable, et à la Nutria, toujours les pieds dans la mer.

À Tere, Kira et Joan, pour les petits déjeuners, l'évasion et aussi la réalité.

À Lluna, parce qu'il est toujours plus facile de parcourir des sentiers battus, et pour son humour.

À Marina, pour les chemins de traverse, et le retour à l'essentiel.

À Gilles et à Pilar, pour la radicalité de la pensée, et les mots croisés à Maurici.

À Prince, pour son amour.

À Anne-Laure, pour sa présence.

TABLE DES MATIÈRES

PRINCIPAUX SIGLES UTILISÉS	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	15
PREMIÈRE PARTIE. LE MOVIMIENTO IBÉRICO DE LIBERACIÓN :	
CONTEXTUALISATION ET AUTO PORTRAIT	39
<i>Introduction de la première partie</i>	<i>41</i>
CHAPITRE 1. 1960-1970 : GUERRE FROIDE ET GÉNÉRALISATION DE LA CONTESTATION....	43
1.1. Le contexte de la guerre froide	43
1.1.1. La formation des deux blocs : de la doctrine Truman au Kominform	43
1.1.2. Crises en Europe : de l'OTAN au Pacte de Varsovie	46
1.1.3. Course aux armements et menace d'une guerre nucléaire	48
1.2. 1968 ou des lendemains qui (désen)chantent	51
1.2.1. La montée des tensions.....	51
1.2.2. L'explosion de la contestation, et son extension idéologique	56
1.3. Conservation systémique et nouvelles formes de combats	63
1.3.1. De la répression à la récupération de Mai 68	63
1.3.2. De nouvelles formes de combats : les guérillas urbaines inspirées des expériences latino-américaines.....	65
CHAPITRE 2. LE MOVIMIENTO IBÉRICO DE LIBERACIÓN EN ACTION(S).....	73
2.1. Le contexte sociopolitique de l'Espagne des années cinquante à la fin du franquisme : vers une intégration européenne ?	74
2.1.1. Le modèle économique : l'Espagne sera capitaliste ou ne sera pas	74
2.1.2. Une progressive ouverture sur l'Europe ?	82
2.2. Manos arriba, esto es un atraco : naissance et coup d'envoi du Movimiento Ibérico de Liberación	92
2.2.1. Mais d'où viennent-ils ? Qui sont-ils ? Où vont-ils ?	92
2.2.2. « Grandeur et décadence » du groupe dit MIL-GAC	103
CHAPITRE 3. DIRE LE MONDE POUR SE DIRE : AUTOREPRÉSENTATION ET TENTATIVE DÉFINITIONNELLE	111

3.1. La revue <i>Conspiración Internacional Anarquista</i> : en/quête sur les influences et les présupposés théorico-idéologiques	111
3.1.1. CIA n°1 : anarchistes.....	112
3.1.2. CIA n°2 : ... ou communistes ?	130
3.2. Dis-moi ce que tu publies et je te dirai (peut-être) qui tu es : les « Ediciones Mayo-37 »	141
3.2.1. Un texte de présentation	142
3.2.2. La gauche de l'Est anti-léniniste et anti-trotskyte.....	148
3.2.3. Réflexions sur le capitalisme et études de cas sur la situation espagnole	159
3.2.4. Dans la ligne de mire : la violence et la solidarité révolutionnaires au crible d'« Ediciones Mayo-37 »	169
<i>Conclusion de la première partie : un groupe anticapitaliste ?</i>	<i>179</i>

DEUXIÈME PARTIE : « GANGSTERS OU RÉVOLUTIONNAIRES » ?

CONSTRUCTIONS ET MUTATIONS DES CATÉGORIES D'APPRÉHENSION DU MIL 185

Introduction de partie..... 187

CHAPITRE 4. LA PRESSE FACE AUX ÉVÉNEMENTS, UNE RHÉTORIQUE DÉPOLITISANTE ?.. 189

4.1. Les actions du MIL dans la presse : un manque de visibilité ?..... 189

4.1.1. La presse sous le franquisme : quelques précisions législatives

4.1.2. Dépersonnalisation, extranéité, marginalisation : un dispositif d'invisibilisation (octobre 1972-mars 1973)

4.2. De « bandoleros » à « asesinos » : quand classer veut dire dominer

4.2.1. Une question de genre : la forme du fait divers.....

4.2.2. Fait divers et déréalisation : l'événement dépolitisé

4.2.3. Diabolisation, criminalisation et moralisation de l'actualité : la « fait-diversification » de l'information

4.3. Le procès et l'exécution de Puig Antich: de la « fait-diversification » à la « fait-diversion »

4.3.1. Objectivation de l'écriture, objectivité de l'information ?

4.3.2. L'information manipulée : gangster, terroriste, anarchiste, de l'exécution physique à la mort herméneutique

4.3.3. « Au nom du respect des Droits de l'Homme » : la presse française face au procès et à l'exécution de Puig Antich

CHAPITRE 5. 1974-1979, DES CATÉGORIES EN <i>TRANSITION</i> : DÉMOCRATIE	
CONSTITUTIONNALISTE ET CONSTRUCTION DU CITOYEN.....	231
5.1. Discours sur la violence et délégitimation des options révolutionnaires : vers une	
démocratie consensuelle.....	232
5.1.1. « L'affaire Baltasar Suárez » : violence terroriste ou solidarité envers les inculpés de	
Barcelone ?.....	233
5.1.2. Au nom du MIL, au nom de Puig Antich.....	239
5.1.3. Terrorisme extrémiste et délégitimation politique	243
5.2. Autour des revendications d'amnistie : de terroriste à « prisonnier politique »,	
inclusion et exclusion du jeu démocratique.....	249
5.2.1. L'amnistie : déclinaisons	250
5.2.2. Une amnistie à plusieurs vitesses ?	253
5.3. L'affaire « Els Joglars », « affaire-test » de la liberté d'expression.....	266
CHAPITRE 6. LE MIL ENTRE « MÉMORIALISATION » ET « CULTURALISATION » :	
TENDANCES ÉMERGENTES ET RÉCITS EN MUTATION.....	281
6.1. Entre permanences et tendances revisitées : quelques usages politiques.....	282
6.1.1. La question de la peine de mort.....	282
6.1.2. Violence révolutionnaire et antifranquisme	284
6.2. « Culturalisation » de la matière historique : dépolitisations et repolitisations de la	
figure de Puig Antich.....	288
6.2.1. Objet d'engagement politique ou simple repère temporel ?.....	289
6.2.2. Puig Antich, Barça et catalanisme : un même combat ?	295
6.3. L'éclosion de la question mémorielle.....	299
<i>Conclusion de partie</i>	<i>313</i>
TROISIÈME PARTIE : LA MÉMOIRE, POMME DE TOUTES LES DISCORDES.....	317
<i>Introduction.....</i>	<i>319</i>
CHAPITRE 7. PUIG ANTICH, MÉTONYMIE DES REVENDICATIONS MÉMORIELLES	323
7.1. Le processus de « récupération de la mémoire historique ».....	324
7.1.1. Les mouvements sociaux pour la « récupération » de la mémoire historique.....	325
7.1.2. La « Loi de mémoire historique » et ses polémiques	328
7.1.3. L' « affaire Baltasar Garzón »	336

7.2. Le « cas Puig Antich », d'une « affaire paradigmatique » à l' « individu métonymique »	340
7.2.1. Des démarches qui n'en finissent pas.....	341
7.2.2. Puig Antich : un paradigme de la révision des procès.....	345
7.2.3. Chronique d'un procès exemplaire : Puig Antich, entre paradigme et métonymie..	348
Conclusion de chapitre	359
CHAPITRE 8. « RÉCUPÉRATION DE LA MÉMOIRE » ET RÉCUPÉRATION POLITIQUE : LES NOMS DE PUIG ANTICH	363
8.1. L' « anarchiste Puig Antich »	364
8.2. Puig Antich catalan, Puig Antich catalaniste ?	368
8.1.2. Une constellation lexico-sémantique.....	370
8.1.2. Le garrot infâme au cœur de la mésentente.....	373
8.1.3. Puig Antich, dernière victime catalane du franquisme.....	379
8.3. Vers la construction d'un mythe de l'antifranquisme	387
Conclusion de chapitre	393
CHAPITRE 9. SALVADOR, OMBRES ET LUMIÈRES D'UNE TENTATIVE DE RÉPARATION SYMBOLIQUE	397
9.1. Un film médiatique : une grande publicité pour un film à gros budget	399
9.1.1. Un précédent important : Compte enrere. La historia de Salvador Puig Antich.....	400
9.1.2. Une grande publicité autour du film : mise en scène et intentionnalité.....	403
9.2. Salvador ou l'incarnation de l'histoire	415
9.2.1. La construction du personnage et ses déclinaisons.....	416
9.2.2. Reconstruction et recontextualisation : une représentation présentiste ?.....	424
9.2.3. Homogénéisation par la culture et la consommation de masse.....	428
9.3. Radiographie de la réception : succès, débats et polémiques	432
9.3.1. De nombreux prix et un public nombreux : une réussite... commerciale ?.....	432
9.3.2. Commentaires, critiques et polémiques : une réception mitigée ?.....	435
Conclusion de chapitre	445
<i>Conclusion de partie</i>	<i>449</i>
CONCLUSION GÉNÉRALE	453
ANNEXES	467

RESUMEN. EL MOVIMIENTO IBÉRICO DE LIBERACIÓN (MIL) Y SUS REPRESENTACIONES EN LA PRENSA: MITOS Y MISTIFICACIONES	502
CORPUS ET BIBLIOGRAPHIE.....	530

PRINCIPAUX SIGLES UTILISÉS

AC : <i>Acción Comunista</i>	GRAPO : <i>Grupos de Resistencia Antifascista Primero de Octubre</i>
AST : <i>Acción Sindical de Trabajadores</i>	HOAC : <i>Hermanidad Obrera de Acción Católica</i>
BIRD : <i>Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement</i>	ICO : <i>Informations Correspondance Ouvrières</i>
CAL : <i>Comités d'Action Lycéens</i>	IC-V : <i>Iniciativa per Catalunya – Verds</i>
CC. OO. : <i>Comisiones Obreras</i>	IRA : <i>Irish Republican Army</i>
CFC : <i>Círculos de Formación de Cuadros</i>	IS : <i>Internationale Situationniste</i>
CGPJ : <i>Consejo General del Poder Judicial</i>	IU-ICV : <i>Izquierda Unida-Iniciativa per Catalunya Verds</i>
CGT : <i>Confédération Générale du Travail</i>	JCC : <i>Juventuts Comunistes de Catalunya</i>
CISE : <i>Comité de Información y de Solidaridad con España</i>	JCR : <i>Jeunesse Communiste Révolutionnaire</i>
CiU : <i>Convergència i Unió</i>	JUR : <i>Juventudes Universitarias Revolucionarias</i>
CNS : <i>Central Nacional-Sindicalista</i>	LCR : <i>Liga Comunista Revolucionaria</i>
CODHOS : <i>Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale</i>	MCE : <i>Movimiento Comunista de España</i>
ERC : <i>Esquerra Republicana de Catalunya</i>	MIL : <i>Movimiento Ibérico de Liberación</i>
ESBA : <i>Euskadiko Sozialisten Batasuna / « Union des Socialistes d'Euskadi »</i>	OC : <i>Organización de Clase</i>
ETA : <i>Euskadi Ta Askatasuna / « Pays Basque et liberté »</i>	OCDE : <i>Organisation de Coopération et de Développement Économique</i>
FAC : <i>Front d'Alliberament Català</i>	OCE-BR : <i>Organización Comunista de España-Bandera Roja</i>
FAI : <i>Federación Anarquista Ibérica</i>	OECE : <i>Organisation Européenne de Coopération Économique</i>
FJLI : <i>Federación Anarquista de Juventudes Libertarias</i>	OICE : <i>Organización de Izquierda Comunista de España</i>
FLP ou « FELIPE » : <i>Frente de Liberación Popular</i>	OMLE : <i>Organización de Marxistas Leninistas Españoles</i>
FMI : <i>Fonds Monétaire International</i>	ORT : <i>Organización Revolucionaria de Trabajadores</i>
FNL : <i>Front National de Libération (Viêt-nam)</i>	OTAN : <i>Organisation de Traité de l'Atlantique Nord</i>
FOC : <i>Front Obrer de Catalunya</i>	PCE : <i>Partido Comunista de España</i>
FRAP : <i>Frente Revolucionario Antifascista y Patriótico</i>	PCE(i) : <i>Partido Comunista de España (internacional)</i>
FSF : <i>Forces Socialistes Federals</i>	PCE(m-l) : <i>Partido Comunista de España (marxista-leninista)</i>
GAC : <i>Grupos Autónomos de Combate</i>	
GARI : <i>Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste</i>	
GOA : <i>Grupos Obreros Autónomos</i>	

PCE(r) : *Partido Comunista de España*
(reconstituïdo)

PCF : Parti Communiste Français

PCI : *Partito Comunista Italiano*

PCUS : Parti Communiste de l'Union
Soviétique

PP : *Partido Popular*

PSOE : *Partido Socialista Obrero Español*

PSUC : *Partit Socialista Unificat de*
Catalunya

PTE : *Partido del Trabajo de España*

RAF : *Rote Armee Fraktion* / Fraction
Armée Rouge

RDA : République Démocratique
d'Allemagne

RFA : République Fédérale d'Allemagne

RI : Radicaux Indépendants

SDEUB : *Sindicat Democràtic*
d'Estudiants de la Universitat de
Barcelona

SDS : *Sozialistischer Deutscher*
Studentenbund (« Ligue des
étudiants socialistes allemands »)

TOP : *Tribunal de Orden Público*

TS : Tribunal Suprême

UDC : *Unió Democràtica de Catalunya*

UDR : Union pour la défense de la
République

URSS : Union des Républiques Socialistes
Soviétiques

UVF : *Ulster Volunteer Force*

VOJ : *Vanguardias Obreras Juveniles*

VOS : *Vanguardia Obrera Social*

INTRODUCCIÓN GÉNÉRAL

Dans un texte intitulé « Congrès 1973 : autodissolution de l'organisation politico-militaire appelée M.I.L. », publié dans le second numéro de la revue *C.I.A. Conspiración Anarquista Internacional*¹, le *Movimiento Ibérico de Liberación* (MIL) revient sur son expérience et expose certaines des raisons qui l'ont poussé à se dissoudre. Voici comment le MIL se présente en 1973 dans ce texte qui signe l'éclatement d'un groupe éphémère, né à la fin des années soixante et dont les premières actions retentissantes se produisent en 1972 :

La práctica del M.I.L. va unida [...] al desarrollo del Movimiento Comunista formando parte de él. Por ello se propone atacar toda clase de mistificaciones. La sociedad actual tiene sus leyes, su Justicia, sus Guardianes, sus Jueces, sus Tribunales, sus Prisiones, sus Delitos, su "Normalidad". Frente a ello, aparecen una serie de órganos políticos (partidos y sindicatos, reformismo [...]), que fingen contrarrestar esta situación cuando en realidad no hacen otra cosa que consolidar la sociedad actual. La justicia en la calle no es más que denunciar y atacar todas las mistificaciones de la actual sociedad (partidos, sindicatos, reformismo [...], leyes, justicia, guardianes, jueces, tribunales, prisiones, delitos, es decir, su "normalidad")².

Quarante ans plus tard, les historiens Javier Tusell et Genoveva García Queipo de Llano publient un ouvrage sur le Gouvernement Arias Navarro (1973-1976)³. Ils s'attachent à analyser les dernières années du franquisme et le début du processus transitionnel en Espagne, détaillant les événements les plus importants de la période. L'année 1974 s'ouvre sur le célèbre discours prononcé aux Cortès Espagnoles par Carlos Arias Navarro, nouvellement élu président, qui pose les bases d'un programme timidement réformiste baptisé « l'esprit du 12 février ». Prononcée à l'orée d'une année « d'espoirs et de désarrois », cette première annonce prometteuse est suivie de deux événements qui pointent les limites de l'ouverture : l'affaire Añoveros⁴ et la confirmation de la peine de mort pour Salvador Puig Antich, membre du MIL arrêté en 1973, accusé de l'assassinat d'un policier, et exécuté au garrot le 2 mars 1974.

¹ Il s'agit de la revue éditée par le MIL, qui compte deux numéros. Nous y reviendrons longuement dans le chapitre trois.

² « Congreso 1973: auto-disolución de la organización político-militar dicha M.I.L. », *C.I.A. Conspiración Anarquista Internacional*, n°2, [s.l.], Edita MIL, [s.d.], p. 2-9, p. 7, <http://www.mil-gac.info/IMG/pdf/cia2p1-31.pdf>.

³ TUSELL, Javier et GARCÍA QUEIPO DE LLANO, Genoveva, *Tiempo de incertidumbre. Carlos Arias Navarro entre el franquismo y la transición (1973-1976)*, Barcelone, Crítica, 2003.

⁴ Le 24 février, l'évêque de Bilbao, Monseigneur Añoveros, publie une lettre pastorale dans laquelle il réclame la reconnaissance de l'identité linguistique et culturelle basque. Il est accusé par le Gouvernement Arias d'attenter à l'unité nationale, ce qui vient aggraver une situation diplomatique déjà tendue avec le Vatican – ce dernier prenant la défense de l'ecclésiastique.

Commentant ces épisodes, notamment l'exécution de Puig Antich, Tusell et García Queipo de Llano rendent compte en ces termes de l'expérience du MIL :

En sus actuaciones, entre lúdicas y gansteriles, sus miembros “disfrutaban como enanos” y se declaraban con orgullo “hijos de mayo del 68”. Desde 1972 iniciaron los atracos a entidades pero sin perder el talante original irreverente y humorístico. [...] Algunos militantes apenas tenían dieciséis años y otros secaban piel de plátano para fumársela como sustitutivo de droga. [...] En marzo de 1973 su suerte declinó cuando en el curso de un atraco dejaron ciego a un empleado. Lo que había parecido hasta entonces una broma o una aventura romántica basculó hacia la tragedia. [...] Como en tantas ocasiones, el terrorismo había creado un modo de vida: los miembros del MIL subsistían en un círculo vicioso consistente en atracar bancos para obtener dinero para atracar bancos. Eso, como es lógico, favorecía la inestabilidad emocional⁵.

Quarante ans à peine séparent ces deux textes, et pourtant, plus rien ne semble les relier : ni le langage, ni la forme, ni même le contenu. Le statut générique de ces textes n'est évidemment pas le même : le premier, émanant d'un groupe révolutionnaire, est une déclaration d'intentions et une analyse politique du présent dans lequel il s'insère ; le second relève du récit historiographique. Dans sa déclaration, le MIL condamne la « normalité » de la société, évoquant à travers elle un système d'organisation socio-politique du commun, un mode de gestion qu'il prétend combattre. Dans leur texte, les historiens Tusell et García Queipo de Llano rejettent précisément le MIL de l'autre côté de la « normalité », celle-ci étant à entendre sur un double plan, à la fois politique et psychique. Terrorisme et inconstance se trouvent inextricablement mêlés, l'action politique étant davantage le fruit d'une inconséquence, voire d'une pathologie, que d'un programme théorique et pratique. Une rupture s'est produite, le discours tenu en 1973 par le MIL devenant proprement incompréhensible : il est tout à la fois indéchiffrable, inaudible et impensable dans le présent démocratique qui, pourtant, en produit le récit. Notre travail voudrait partir de ce premier constat d'un écart irréductible entre les récits.

Par ailleurs, ce que l'on a appelé le « long 68⁶ », le « moment 68⁷ » ou encore « les années 68⁸ », pour exprimer un phénomène complexe, de longue durée et multifocal dont l'« événement mai 68 » ne serait que le moment paroxystique, voit la multiplication des groupes d'« extrême gauche » au niveau international. Cette dernière notion, construite par le pouvoir, par des journalistes ou par les analystes – politologues, sociologues, historiens, etc. – pour

⁵ TUSELL, Javier et GARCÍA QUEIPO DE LLANO, Genoveva, *Tiempo de incertidumbre...*, op. cit., 2003, p. 74-75.

⁶ Voir notamment : TREGLIA, Emanuele, « Presentación », dans TREGLIA, Emanuele (Éd.), « Dossier: Las izquierdas radicales más allá de 1968 », *Ayer*, n°92, 2013 (4), p. 13-20, p. 13, http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer92_Izquierdasradicales_1968.pdf, consulté le 30/09/2014.

⁷ ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, *Le moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008.

⁸ DREYFUS-ARMAND, et. al. (Coords.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Éditions Complexes, IHTP-CNRS, 2000.

délégitimer, nommer ou classer un ensemble de partis, de mouvements, d'organisations, de syndicats, recouvre des idéologies et des praxis diverses, parfois même contradictoires. Cette catégorie est également au cœur de débats et de tentatives de différenciation d'avec des notions voisines comme celles de « gauche de la gauche », de « gauche radicale », ou encore de « gauche révolutionnaire ». Christine Pina expose ainsi ces différences :

Si l'expression « extrême gauche » renvoie précisément à une position dans l'espace politique et à un héritage – lui aussi composite mais dans lequel la Révolution de 1917 tient une place importante –, les termes « gauche radicale » ou « gauche de la gauche » semblent désigner des catégories plus vastes ayant vocation à réunir les mouvements, organisations ou partis situés « à gauche » des partis communistes historiques. Ces expressions regroupent donc, au-delà de l'extrême gauche, aussi bien les mouvements anarchistes voire autonomes que l'ultragauche, ainsi réunis du fait de la radicalité des discours et/ou des modes opératoires divers dans lesquels le parti ne constitue pas *a priori* un type d'organisation obligé⁹.

Malgré ces mises en garde, ces expressions sont bien souvent utilisées indifféremment. Pour notre part, nous retiendrons principalement l'expression d'« extrême gauche » qui nous semble être, malgré les controverses que la catégorie suscite, la plus usitée. Nous l'emploierons génériquement pour nommer, à l'instar d'Emanuele Treglia, « [...] ces groupes et organisations qui se situaient alors à gauche des partis communistes et socialistes traditionnels et qui considéraient la révolution comme une perspective viable à court et à moyen terme [...]»¹⁰. Si l'extrême gauche a fait l'objet de nombreuses études historiographiques, journalistiques ou sociologiques, et a été un sujet fécond pour la littérature, le documentaire et le cinéma en Europe occidentale (notamment en Italie, en France et en Allemagne) et aux États-Unis¹¹, en Espagne, elle a longtemps été ignorée. Si quelques études réalisées par des politologues ou des sociologues se saisissent de la question, celle-ci reste un objet minoritaire au sein des études historiographiques¹². Pourtant, malgré les circonstances particulières que vit l'Espagne,

⁹ PINA, Christine, « L'extrême gauche. Définition(s) et diversité des positionnements politiques », *Grande Europe*, n°16, 2010, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000559-l-extreme-gauche.-definition-s-et-diversite-des-positionnements-politiques-par/article>, consulté le 19/09/2013.

¹⁰ « [...] aquellos grupos y organizaciones que se situaban entonces a la izquierda de los partidos comunistas y socialistas tradicionales y consideraban la revolución como una perspectiva viable a corto-medio plazo [...] ». » TREGLIA, Emanuele, « Presentación », dans TREGLIA, Emanuele (Éd.), « Dossier: Las izquierdas radicales más allá de 1968 », *op. cit.*, p. 13-14. Nous traduisons.

¹¹ La bibliographie sur cette question est extrêmement importante, et nous ne pouvons la synthétiser ici. Nous renvoyons à l'important travail effectué par la revue *Dissidences* qui a proposé un recueil de pistes documentaires et bibliographiques autour des notions de révolution, de lutte armée, et de terrorisme, et des liens qu'elles entretiennent. Si cette compilation ne saurait couvrir l'ensemble de l'« extrême gauche », elle est à nos yeux une excellente et indispensable base de travail. Pour une vue panoramique sur l'extrême gauche, on pourra se reporter à : HORN, Gerd-Rainer, *The Spirit of '68: Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

¹² ROCA, José Manuel (Éd.), *El proyecto radical. Auge y declive de la izquierda revolucionaria en España (1964-1992)*, Madrid, La Catarata, 1994 ; ROCA, José Manuel, *Poder y pueblo. Un análisis del discurso de la prensa de la izquierda radical sobre la Constitución española de 1978*, thèse de doctorat en sociologie dirigée par le

l'effervescence des « années 68 » se fait également sentir, et de nombreux groupes et formations voient le jour à la gauche du Parti Communiste. Dès lors, comment expliquer ce manque de considération scientifique pour un phénomène pourtant fondamental de la fin du XX^e siècle ? Cette lacune est à mettre avant tout en lien avec la persistance en Espagne d'une « culture de la Transition¹³ » qui n'a probablement pas favorisé l'intérêt porté à ces récits « déviants », non-conformes aux logiques de réconciliation inhérentes au consensus transitionnel. Cependant, le début de la crise économique internationale est venue interrompre un processus d'évolution politique et social qui avait permis de consolider la monarchie parlementaire, remettant en cause la stabilité dont semblait jouir l'Espagne du consensus. Cette incertitude a relancé sans aucun doute les études cherchant à interroger le fondement du système démocratique actuel, notamment le mythe de la Transition modèle¹⁴. Ces perspectives critiques frayent ainsi de nouveaux chemins de recherche, et les groupes d'extrême gauche qui ont défendu la rupture face à la réforme, jusque-là peu étudiés, se voient érigés au rang d'objets légitimes. Ce renouveau critique est une des raisons qui explique, à notre sens, que les historiens se soient récemment emparés de la question. Parmi ces récents travaux, on compte quelques études

professeur Fernando Ariel del Val Merino, soutenue à l'*Universidad Complutense* de Madrid en mars 1995, <http://biblioteca.ucm.es/tesis/19911996/S/3/S3003901.pdf> ; LAÍZ, Consuelo, *La lucha final. Los partidos de la izquierda radical durante la transición española*, Madrid, La Catarata, 1995 ; CUCÓ I GINER, Josepa, « La izquierda de la izquierda. Un estudio de antropología política en España y Portugal », *Papeles del CEIC, International Journal on Collective Identity Research*, n°1, 2007, consultable en ligne à partir du site web de Dialnet : <http://dialnet.unirioja.es/servlet/autor?codigo=80309> ; CUCÓ I GINER, Josepa, « Recuperando una memoria en la penumbra: el Movimiento Comunista y las transformaciones de la extrema izquierda española », *Historia política. Ideas, procesos y movimientos sociales*, n°20, 2008, p. 73-96.

¹³ Le rôle qu'a pu jouer la culture dans l'établissement ou le renforcement du consensus démocratique a récemment été étudié dans un ouvrage collectif : MARTÍNEZ, Guillem (Éd.), *CT o la Cultura de la Transición. Crítica a 35 años de cultura española*, Barcelone, Debolsillo, 2012.

¹⁴ Voir notamment BABY, Sophie, *Le mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

panoramiques, mais aussi des articles monographiques¹⁵ s'intéressant à un groupe ou à un courant en particulier¹⁶.

Au sein de ces productions, les études consacrées au *Movimiento Ibérico de Liberación* occupent, du moins en volume, une place privilégiée.

Il existe à ce jour plusieurs publications sur ce groupe, que nous jugeons utile de présenter brièvement. Premièrement, on trouve des brochures – monographiques, ou dont une partie est consacrée au MIL –, et des ouvrages à visée documentaire réalisés exclusivement par des militants¹⁷ : il s'agit, pour l'essentiel, de chronologies sur les actions et les publications du groupe, ou de recueils documentaires assortis d'une petite présentation. Ces ouvrages, quand bien même ils seraient limités au niveau analytique, présentent un double intérêt : à la fois dans

¹⁵ Il existe à ce jour, à notre connaissance, encore peu d'études d'ensemble, même si la question suscite un intérêt croissant. Signalons l'existence de quelques numéros monographiques de revues comme : PÉREZ LEDESMA, Manuel (Coord.), *Las izquierdas en la España democrática, Historia y Política*, n°20, 2008, <http://www.cepc.gob.es/publicaciones/revistas/revistaselectronicas?IDR=9&IDN=662> et TREGLIA, Emanuele (Éd.), « Dossier: Las izquierdas radicales más allá de 1968 », *Ayer*, n°92, 2013 (4). Faisons également référence à quelques articles : BABY, Sophie et MUÑOZ, Javier, « El discurso de la violencia en la izquierda durante el último franquismo y la transición », dans José Luis LEDESMA, Javier MUÑOZ et Javier RODRIGO (Éds.), *Culturas y políticas de la violencia*, Madrid, Siete Mares, 2005, p. 279-304 ; PÉREZ SERRANO, Julio, « Orto y ocaso de la izquierda revolucionaria en España (1959-1994) », dans Rafael QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (Éd.), *Los partidos en la transición. Las organizaciones políticas en la construcción de la democracia española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2013, p. 249-289 ; MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, « A la izquierda de lo posible. Las organizaciones revolucionarias durante el tardofranquismo y más allá », dans Javier TÉBAR HURTADO (Coord.), *Resistencia ordinaria. La militancia y el antifranquismo catalán ante el Tribunal de Orden Público (1963-1977)*, Valencia, PUV, 2013, p. 147-157 ; MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, « La izquierda revolucionaria de ámbito estatal, de los setenta a los ochenta: una brevísima historia », *Viento Sur*, n°126, 2013, p. 108-118.

¹⁶ GARCÍA ALCALÁ, Julio Antonio, *Historia del «Felipe» (FLP, FOC, ESBA). De Julio Cerón a la liga Comunista Revolucionaria*, Madrid, CEPC, 2001 ; DOMINGUEZ RAMA, Ana, « La violencia revolucionaria del FRAP durante el tardofranquismo », dans Carlos NAVAJAS et Diego ITURRIAGA (Éds.), *Novísima. Actas del II Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo*, Logroño, Universidad de La Rioja, 2010, p. 393-410 ; TERRÉS, Jordi, « La izquierda radical española y los modelos del Este: el referente albanés en la lucha antifranquista », *Ayer*, n°67, 2007, p. 159-176 ; MARTÍN RAMOS, José Luis (Éd.), *Pan, trabajo y libertad. Historia del partido del Trabajo de España*, Barcelone, El Viejo Topo, 2011 ; MIR, Jordi, « Salir de los márgenes sin cambiar de ideas. Pensamiento radical, contracultural y libertario en la Transición española », *Ayer*, n°81, 2011, p. 83-108 ; WILHELMI, Gonzalo, *El movimiento libertario en la Transición. Madrid, 1975-1982*, Madrid, FSS, 2012 ; MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, « La LCR más allá del franquismo: de la unidad trotskista al Partido de los Revolucionarios y la fusión con el MC (1978-1991) », *Viento Sur*, n°115, 2011, p. 64-71, www.vientosur.info/articulosabierto/VS115_Martinez_LCRMasAlla.pdf ; CAUSSA, Martí et MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard (Éds.), *Historia de la Liga Comunista Revolucionaria (1970-1991)*, Madrid, La Oveja Roja/Viento Sur, 2014.

¹⁷ Pour exemples, « CORTADE, André », *Le 1000 : histoire désordonnée du MIL, Barcelone 1967-1974*, Paris, Éditions de l'oubli, 1974 ; « COMITÉ DE SOLIDARIDAD PRESOS M.I.L. » *Dossier M.I.L.: del Movimiento Ibérico de Liberación a los Grupos Autónomos de Combate y Ediciones Mayo-37*, [S.l.], COMITÉ DE SOLIDARIDAD PRESOS M.I.L., 1973 ; *Gangsters ou révolutionnaires ? : la vérité sur les emprisonnés de Barcelone*, Paris, [Vérité pour les révolutionnaires espagnols], 1974 ; *Chronologie étoffée et documentée du MIL [1967-1974]*, [s.l.], Hobolo réédition, 2005 ; *Retour sur les années de brasse. Les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, Toulouse, Éditions du CRAS, 2005 ; DUHOURCQ, Jean-Claude et MADRIGAL, Antoine, *MIL, mémoires de rebelles*, Toulouse, CRAS, 2007 ; « NOSOTROS... », *Il y a trente ans, Salvador Puig Antich. Fragments du mouvement de l'histoire*, Sant-Amand-Montrond, La Remembrance, 2004.

leur dimension médiatrice, en tant que *passers* de sources primaires, et dans leur qualité d'agents révélateurs des questionnements politiques du moment de leur parution.

Nous disposons également de deux ouvrages réalisés par des journalistes. Il s'agit, pour le premier, d'un travail collectif réalisé à la fin des années quatre-vingt par un groupe d'étudiants¹⁸ en Sciences de l'Information de l'*Universitat Autònoma* de Barcelone : véritable travail de recherche coordonné par le journaliste et professeur Ramon Barnils¹⁹, cette publication répond au critère du journalisme d'enquête ou d'investigation, et correspond à la première tentative, en Espagne, de ramener à la mémoire la figure politique de Puig Antich en la reliant à l'histoire du MIL²⁰. Dans le second cas, l'ouvrage est écrit par Francesc Escribano²¹, professeur associé en Communication Audiovisuelle à l'*Universitat Autònoma* de Barcelone et journaliste travaillant depuis près de trente ans principalement pour la télévision. Ce volume porte plus précisément sur Salvador Puig Antich – sans aucun doute, le plus connu de tous les membres du MIL –, et est de ce fait écrit depuis une perspective volontairement individuelle : « Au travers d'une narration agile et captivante, *Compte à rebours* fournit un portrait non seulement politique, mais également personnel de Salvador Puig Antich, et expose les raisons qui l'ont poussé à agir comme il l'a fait²². » Le journaliste se fait écrivain et, mêlant impressions, faits avérés et paroles rapportées, livre au lecteur le récit des derniers mois de vie de Puig Antich. Cet ouvrage, qui fait appel à de très nombreux témoignages, effectue cependant une dramatisation de l'histoire de par la manière dont celle-ci est mise en récit²³.

Dans un tout autre registre, on trouve les ouvrages écrits par Jean-Marc Rouillan, ancien membre du MIL, militant des GARI, puis d'Action Directe : des textes que l'on pourrait ranger,

¹⁸ Tous les étudiants qui ont participé à ce projet collectif travaillaient parallèlement, ou avaient déjà travaillé, en tant que journalistes.

¹⁹ Il s'agit de l'ouvrage « CARLOTA TOLOSA », *La torna de la torna: Salvador Puig Antich i el MIL*, Barcelone, Empúries, 1985. «Carlota Tolosa» est le pseudonyme du collectif formé par Ramón Barnils, Elisabet Bonshoms, Montse Majench, Xavier Montanyà, Margarida Palomar, Carles Ruiz, Elisabet Sabartés, Rosa Serra, Carles Serrat et Dolors Tubau.

²⁰ Dans un article du 24 octobre 2010 intitulé « *Periodisme d'investigació? És que n'hi ha d'altre?* » [« Journalisme d'investigation ? Mais y en a-t-il un autre ? »], Xavier Montanyà rappelle que l'ouvrage dirigé par Barnils – auquel il a lui-même participé – est paru « quan molts no en volien ni sentir parlar, quan encara hi havia por, silenci i molta mala consciència » [quand personne ne voulait en entendre parler, quand régnaient encore la peur, le silence et la mauvaise conscience], et ajoute : « Cal dir la veritat tan aviat com sigui possible, quan incomoda, quan molesta, quan encara serveix d'alguna cosa » [Il faut dire la vérité le plus tôt possible, quand elle gêne, quand elle dérange, quand cela sert encore à quelque chose]. Nous traduisons. MONTANYÀ, Xavier, « Periodisme d'investigació? És que n'hi ha d'altre », *Vilaweb*, 24/10/2006, <http://www.vilaweb.cat/mailobert/2106540/article.html>, consulté le 26/09/2009.

²¹ ESCRIBANO, Francesc, *Compte enrere: la història de Salvador Puig Antich*, Barcelone, Edicions 62, 2001; publié simultanément en espagnol : *Cuenta atrás: la historia de Salvador Puig Antich*, Barcelone, Península, 2001.

²² « A través d'una narració àgil i captivadora, *Compte enrere* forneix un retrat no solament polític, sinó també personal, de Salvador Puig Antich i exposa les raons que el van portar a actuar com ho va fer », extrait de la quatrième de couverture de l'édition catalane. Nous traduisons.

²³ Le script du film *Salvador* que Manuel Hueriga réalise en 2006 est tiré de cet ouvrage d'Escribano.

selon les cas, dans le genre de la littérature carcérale, ou dans celui des mémoires. De par leur composante autobiographique, ces ouvrages sont intéressants à la fois comme témoignage et comme lieu d'une écriture de la mémoire *en marche*²⁴. Dans la même logique littéraire, nous trouvons l'œuvre d'un autre ex-membre du MIL, Emili Pardiñas Viladrich, qui cède sa voix au personnage-narrateur Ramón Barnils – en hommage au journaliste – pour retracer ce que lui-même appelle les « péripéties du MIL »²⁵.

En outre, il existe à ce jour trois ouvrages d'historiens à proprement parler, ou de journalistes et historiens, qui abordent l'étude du MIL²⁶. Ceux-ci sont parus à des moments et dans des pays différents²⁷ : vingt-cinq ans séparent la publication du premier et du dernier. L'ouvrage le plus abouti est sans doute celui de Sergi Rosés Cordovilla. Bénéficiant du recul temporel suffisant qui lui permet un accès aux sources plus exhaustif²⁸, il présente les aspects factuels de l'histoire du groupe, tout en le replaçant dans un contexte idéologique précis, ce qui lui permet d'approcher de façon synthétique et globale ce qu'a pu être l'expérience du MIL. En éclairant certaines questions importantes concernant le MIL, l'analyse montre à quel point théorie et pratique révolutionnaires sont imbriquées dans l'histoire du groupe, celui-ci évoluant au gré de la réflexion, celle-ci dépendant grandement des actions entreprises.

Pour finir, signalons la récente parution, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'exécution de Salvador Puig Antich (2014), de deux nouveaux ouvrages sur la question. D'abord, *Salvador Puig Antich, cas obert*²⁹, du journaliste Jordi Panyella, revient sur l'« affaire Puig Antich », analysant dans le détail le procès qui conduisit ce dernier à être accusé d'assassinat et exécuté. Cette étude s'insère pleinement dans l'actualité puisqu'elle s'attèle à

²⁴ ROUILLAN, Jean-Marc, *Je hais les matins*, Paris, Denoël, 2001 ; ROUILLAN, Jean-Marc, *De mémoire (1)*, Marseille, Agone, 2007 ; ROUILLAN, Jean-Marc, *De mémoire (2)*, Marseille, Agone, 2009 ; ROUILLAN, Jean-Marc, *De mémoire (3)*, Marseille, Agone, 2011.

²⁵ Dans un dernier chapitre à la première personne, Pardiñas Viladrich écrit : « Podía haber narrado en primera persona las experiencias vividas entre 1968 y 1978. Pero he preferido ceder el eco de mi voz a Ramón Barnils [...]. Le he cedido el eco, no mi voz, pues desaparecido el narrador que un día tuvo el proyecto de novelar nuestras peripecias en el MIL, he tenido que relevarle. [...] Lanzarme a esta pequeña aventura literaria es una nueva forma de atrevimiento, y homenaje al más atrevido articulista de *Tele-Exprés* y comentarista de Catalunya Ràdio. », PARDIÑAS VILADRICH, Emili, *Si este año no tocamos la revolución me aventuro con los caballos salvajes*, Paiporta (Valence), Editorial Denes, 2004, p. 117.

²⁶ TAJUELO, Telésforo, *El Movimiento Ibérico de Liberación, Salvador Puig Antich y los grupos de Acción Revolucionaria Internacionalista: teoría y práctica, 1969-1976*, Paris, Ruedo Ibérico, 1977 ; TÉLLEZ SOLÁ, Antonio, *El MIL y Puig Antich*, Barcelone, Virus, 1994 ; ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una història política*, Barcelone, Alikornio, 2002.

²⁷ Comme il est signalé sur la page de garde, l'ouvrage de Telésforo Tajuelo, édité en 1977 par Ruedo Ibérico, est un extrait du mémoire de maîtrise réalisé par Jean-Pierre Colin et l'auteur lui-même, sous la direction de J. Droz et J. Maitron à l'Université de Paris I (Sorbonne), ayant pour titre *Le MIL et les GARI. Théorie et pratique, 1965-1975*. Les deux autres ouvrages ont été réalisés et publiés plus tardivement en Espagne.

²⁸ Son ouvrage s'appuie sur une multitude de sources primaires (tracts, lettres, communiqués, publications, etc.), ainsi que sur des entretiens réalisés par lui-même à des ex-membres du MIL.

²⁹ PANYELLA, Jordi, *Salvador Puig Antich, cas obert*, Barcelone, Angle, 2014.

montrer le manque de garanties dans la procédure pénale et encourage à la réouverture de l'affaire, faisant ainsi écho aux démarches judiciaires que les sœurs de Puig Antich réalisent depuis le milieu des années quatre-vingt-dix pour demander la révision du procès de leur frère. D'autre part, l'historien Gutmaro Gómez Bravo vient de publier un ouvrage intitulé *Puig Antich, la transición inacabada*³⁰ qui se concentre également sur le procès intenté à Puig Antich afin d'éclairer les raisons qui ont conduit le régime à l'exécuter, et la démocratie à ignorer la demande des sœurs.

Le foisonnement et la multiplicité des approches traduisent un intérêt pour le MIL qui apparaît comme hautement paradoxal au vu du temps limité de son existence (1970-1973), du caractère local de son action (essentiellement Barcelone et sa région industrielle, bien que des déplacements dans l'axe Barcelone-Perpignan-Toulouse aient lieu), et du nombre restreint de ses militants³¹. Notre travail part ainsi également de ce second constat, pour le moins surprenant : l'importance numérique des travaux consacrés au MIL eu égard à son impact réel. En ce sens, il est indéniable que l'événement que constitue l'exécution tardive de Salvador Puig Antich, le 2 mars 1974, par la méthode brutale du garrot, et surtout sa médiatisation, sont essentiels pour comprendre le nombre d'études auxquelles le MIL a donné lieu. Par ailleurs, plus récemment, c'est le mouvement pour la « récupération de la mémoire historique », en particulier la médiatisation des péripéties judiciaires des sœurs de Puig Antich, qui explique l'intérêt que continue de susciter l'affaire.

Si une partie importante de la bibliographie sur le MIL a été consacrée aux aspects les plus spectaculaires et médiatisés du groupe – les multiples braquages de banques réalisés au cours des années 1972-1973, puis l'exécution de Puig Antich, et récemment la demande de révision de son procès –, la médiatisation d'un groupe comme le MIL en tant que telle n'a en revanche jamais fait l'objet d'une étude systématique. Or, nous l'avons dit, le MIL *est* avant tout par les récits médiatiques qui en sont produits. C'est précisément l'analyse des représentations médiatiques, et en particulier journalistiques, dont a fait l'objet le MIL entre 1972 et 2014 que notre travail se propose d'explorer. Notre recherche part ainsi d'une série de questions, que l'on peut formuler de la sorte : quelles sont les modalités rhétoriques et discursives d'apparition du MIL dans les médias ? Dans quelle mesure contrastent-elles avec l'*ethos* politique – l'identité politique – que le MIL construit de lui-même dans ses textes

³⁰ GÓMEZ BRAVO, Gutmaro, *Puig Antich. La transición inacabada*, Madrid, Taurus, 2014.

³¹ Nous y reviendrons longuement dans la première partie de ce travail.

fondateurs ? Des constantes émergent-elles, qui éclaireraient la configuration discursive dans laquelle elles naissent ?

Cette étude se trouve ainsi au croisement de trois domaines distincts mais complémentaires : les études sur les médias, les travaux sur le présent et les réflexions sur la « mémoire historique » en Espagne.

Il convient d'emblée de souligner la grande influence qu'exercent les *mass media* dans la construction et la diffusion des connaissances historiques, ce qui fait dire, par exemple, à l'historienne Elena Hernández Sandoica :

[...] nos mostramos quejosos tantas veces del poder que han alcanzado los *mass media*, esas plataformas de poder a las que pocas veces accedemos, y en las que reconocemos un enemigo superior, por su capacidad de intervención sobre el común de la ciudadanía. Una capacidad de persuasión incomparablemente mayor, más rápida y duradera, que la nuestra propia³²...

Nous partons du postulat que les médias, en tant qu'instrument d'information, reflètent non seulement la réalité, mais ont également la capacité de la configurer en retour³³, au travers notamment des choix éditoriaux et des procédures de construction de la nouvelle mis en oeuvre, ainsi que par les mécanismes de circulation qui leur sont propres. Ainsi, si « le média est producteur de sens autant qu'il contribue à la diffusion de vérités fondées en-dehors de lui³⁴ », si « les médias sont le lieu où les sociétés industrielles produisent notre réel³⁵ » et si les journaux aspirent à constituer une « communauté d'interprétation homogène de la réalité³⁶ », l'analyse des représentations médiatiques d'un groupe d'extrême gauche devrait nous permettre d'éclairer un certain nombre des présupposés qui sous-tendent les perceptions majoritairement véhiculées. Parce qu'elle diffuse des cadres et des catégories interprétatives qui contribuent à

³² HERNÁNDEZ SANDOICA, Elena, « La Historia del Tiempo Presente y la reflexión sobre el pasado reciente y la memoria », dans Gonzalo CAPELLÁN DE MIGUEL et Julio PÉREZ SERRANO (Éds.), *Sociedad de masas, medios de comunicación y opinión pública*, vol. 1, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2008, p. 19-33, p. 31.

³³ Pour une synthèse efficace de cette idée, voir par exemple : FONTCUBERTA, Mar de, et VELÁZQUEZ, Teresa, « La interpretación en la noticia periodística », *Métodos de análisis de la prensa: encuentros sobre metodología del análisis de la prensa (en torno a El País)*, Madrid, Casa de Velázquez, 1987, p. 91-111 ou SÁNCHEZ GONZÁLEZ, Juan, « La reconstrucción del acontecimiento histórico a través de los medios de comunicación », dans Mario Pedro DÍAZ BARRADO (Coord.), *Historia del tiempo presente. Teoría y metodología. Congreso de Historia del Tiempo Presente 1º 1997 Cáceres*, Cáceres, Universidad de Extremadura, Instituto de Ciencias de la Educación, Seminario de Historia del Tiempo Presente, 1998, p. 109-120.

³⁴ ALMEIDA, Fabrice d', « Histoire des médias, histoire critique, histoire sociale », dans Fabrice d'ALMEIDA (Dir.), *La question médiatique. Les enjeux historiques et sociaux de la critique des médias*, Paris, Seli Arslan, 1997, p. 7-19, p. 12.

³⁵ VERÓN, Eliseo, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Miles Island*, Paris, Éditions de Minuit, 1981, p. 8.

³⁶ ESQUENAZI, Jean-Pierre, *L'écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2002, p. 20.

faire le départ entre ce qui est visible et ce qui ne l'est pas, entre ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, la presse joue un rôle majeur dans la transmission des idéologies et dans la formation des comportements collectifs³⁷. C'est précisément parce que la réalité nous est donnée de façon exponentielle par les médias, et que ce sont principalement eux qui transmettent les faits en événements, que nous choisissons d'analyser la représentation du MIL par leur filtre.

Si la presse a longtemps été considérée en Espagne comme le moteur de la démocratisation de la société³⁸, ce qui lui a valu les qualificatifs de « quatrième pouvoir » ou de « parlement de papier³⁹ », elle se constitue progressivement comme un pouvoir à part entière tandis que les grands groupes – notamment financiers – interviennent de façon croissante à travers elle. C'est le constat que fait José Felix Tezanos :

Le problème n'est pas que les médias aient beaucoup de pouvoir – ce qui pourrait être également problématique pour une démocratie bien équilibrée – mais plutôt qu'ils représentent dans une large mesure un pouvoir tellement concentré et tellement défini économiquement et politiquement qu'il remet en cause dans la pratique les règles du jeu propres à la démocratie ; en premier lieu, sans aucun doute, l'égalité des chances⁴⁰.

Ce sont par ailleurs les mécanismes même de la presse, en particulier le phénomène de « circulation circulaire de l'information⁴¹ » mis en évidence par Pierre Bourdieu, qui induisent une homogénéisation de l'information. Celle-ci est en partie le résultat de la logique de concurrence à l'œuvre entre les différents journaux⁴². Si cette homogénéisation est imputable,

³⁷ Voir notamment, DESVOIS, Jean-Michel, « Quelques considérations préalables », dans Paul AUBERT et Jean-Michel DESVOIS (Éds.), *Presse et pouvoir en Espagne 1868-1975*, Colloque international de Talence (26-27 novembre 1993), Maison des pays ibériques – Casa de Velázquez, 1996, p. 5-14.

³⁸ Se reporter par exemple à CHAPUT, Marie-Claude, « Del "parlamento de papel" (1962-1982) al periódico de referencia *El País* (1976-...) », dans Gonzalo CAPELLÁN DE MIGUEL et Julio PÉREZ SERRANO (Éds.), *Sociedad de masas, medios de comunicación y opinión pública*, vol. 2, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2008, p. 297-316.

³⁹ Voir par exemple, RENAUDET, Isabelle, *Un parlement de papier. La presse d'opposition au franquisme durant la dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*, Madrid, Casa de Velázquez, 2003.

⁴⁰ « El problema no es que los medios de comunicación tengan mucho poder –que también puede serlo para una democracia bien equilibrada– sino que en gran parte representan un poder tan concentrado y tan definido económica y políticamente que da lugar a un cuestionamiento práctico de las reglas de juego propias de una democracia; la primera de las cuales es, desde luego, la igualdad de oportunidades. » TEZANOS, José Félix, *La democracia incompleta: el futuro de la democracia postliberal*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002, p. 228. Nous traduisons.

⁴¹ Cette expression désigne chez Bourdieu le phénomène selon lequel les médias reproduisent l'information véhiculée par d'autres médias, dans un mouvement de reprise en forme de boucle, d'où l'idée de circularité.

⁴² Bourdieu affirme ainsi : « [...] les produits journalistiques sont beaucoup plus homogènes qu'on ne le croit. Les différences les plus évidentes, liées notamment à la coloration politique des journaux (qui d'ailleurs, il faut bien le dire, se décolorent de plus en plus...), cachent des ressemblances profondes, liées notamment aux contraintes imposées par les sources et par toute une série de mécanismes, dont le plus important est la logique de la concurrence. On dit toujours, au nom du credo libéral, que le monopole uniformise et que la concurrence diversifie. Je n'ai rien, évidemment, contre la concurrence, mais j'observe seulement que, lorsqu'elle s'exerce entre des journalistes ou des journaux qui sont soumis aux mêmes contraintes, aux mêmes sondages, aux mêmes annonceurs (il suffit de voir avec quelle facilité les journalistes passent d'un journal à l'autre), elle homogénéise. » BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision*, suivi de *L'emprise du journalisme*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1996, p. 23.

en temps de dictature, à un strict contrôle de la presse par le biais de la censure, elle s'explique en démocratie à la fois par la concentration des médias sous l'égide de quelques conglomérats financiers, par les mécanismes de concurrence, ou encore par l'injonction à séduire l'audimat. Nous partons ainsi de ce postulat : le champ journalistique tend à l'homogénéisation, au conformisme, et *in fine* à la dépolitisation des informations. Ces phénomènes se cristallisent au sein de discours majoritaires, que l'on pourrait qualifier dans les termes de « discours dominant », du moins selon un critère quantitatif. Notre objectif est de montrer quelles sont les catégories de perception et d'appréhension que ce discours majoritaire construit et véhicule, et comment celles-ci évoluent au gré de l'agenda politique et sociétal du moment. Nous ne réaliserons pas une étude des structures de la presse en tant que telle⁴³, mais choisissons de nous en tenir à l'analyse des discours construits sur le MIL afin d'éclairer ce que ce les nominations du groupe révèlent du moment de leur parution, c'est-à-dire comment elles contribuent à renforcer ou non les partages établis propres à la société dans laquelle elles paraissent.

Si les médias procèdent à une mise en récit des événements, ils sont également d'excellents révélateurs de l'état des mentalités du moment. C'est pourquoi nous nous attacherons à recontextualiser et, partant, à historiciser sans cesse les représentations médiatiques dont fait l'objet le MIL. De ce fait, ce travail s'inscrit également dans la lignée des importantes recherches effectuées sur l'analyse historique du présent, au sein d'une jeune discipline appelée tantôt « Histoire immédiate », « Histoire actuelle », tantôt « Histoire du présent » ou encore « Histoire du temps présent », qui dans tous les cas « a pour caractéristique principale d'avoir été vécue par l'historien ou ses principaux témoins⁴⁴ ». Ce sont les débats théoriques qui ont eu lieu ces dernières années, et notamment les réflexions autour de la place qu'occupe le chercheur dans sa recherche, qui imprègnent constamment et de manière décisive notre démarche. Nous partageons ainsi les postulats énoncés par Juan Sánchez González :

Lo real es por esencia ininteligible, los hechos sólo se iluminan cuando se convierten en noticia, los sucesos sólo adquieren categoría histórica cuando alcanzan la dimensión de acontecimiento, es decir cuando se introducen en el mundo de la realidad, cuya dimensión es discursiva, y por tanto inteligible, susceptible de ser explicada, comprendida, aunque nunca con criterios estrictamente objetivos, ya que todo discurso, y la realidad lo es, pertenece al campo de las representaciones. [...] Y aunque resulte obvio decirlo, la subjetividad epistemológica no conduce ni “al todo

⁴³ Une analyse plus sociologique de la presse viendrait sans aucun doute compléter et éclairer parfaitement nos propres développements, mais des choix s'imposant, nous préférons nous concentrer sur les discours eux-mêmes.

⁴⁴ SOULET, Jean-François, *L'histoire immédiate*, Paris, PUF, 1994.

vale”, ni por supuesto a la renuncia de explicaciones rigurosas y racionales del acontecer histórico. La subjetividad es un límite y no una limitación⁴⁵.

Les sciences sociales ayant montré l'impossible neutralité du chercheur⁴⁶, nous assumons, malgré ce « nous » d'écriture hérité d'une convention que l'on a décidé de reconduire un peu malgré nous, la « subjectivité épistémologique » de notre recherche. Ce sillage méthodologique nous invite à penser constamment notre position face à l'objet d'étude qui nous occupe, et en premier lieu le choix qui lui a présidé. Que l'on ait retenu un tel sujet n'est pas anodin : cette décision part d'une volonté de retracer la genèse d'un discours que la démocratie ne comprend plus, et qui se trouve de ce fait exclu des récits disponibles sur le passé. Il s'agit pour nous à la fois de rendre intelligible un discours qui portait sur les dernières années du franquisme une tout autre conception de celle qui s'est finalement imposée, et surtout de mettre au jour les mécanismes et les dispositifs aux travers desquels ce discours est disqualifié. En ce sens, cette thèse possède une composante politique que nous assumons pleinement, en entendant ici politique au sens où le faisait Bourdieu :

On sait en effet que l'ordre social doit pour une part sa permanence au fait qu'il impose des schèmes de classement qui, étant ajustés aux classements objectifs, produisent une forme de reconnaissance de cet ordre, celle qu'implique la méconnaissance de l'arbitraire de ses fondements : la correspondance entre les divisions objectives et les schèmes classificatoires, entre les structures objectives et les structures mentales est au principe d'une sorte d'adhésion originaire à l'ordre établi. La politique commence, à proprement parler, avec la dénonciation de ce contrat tacite d'adhésion à l'ordre établi qui définit la doxa originaire ; en d'autres termes, la subversion politique présuppose une subversion cognitive, une conversion de la vision du monde⁴⁷.

Cependant, nous sommes également consciente que la limite première de ce travail est sa propre historicité. De ce fait, nous ne prétendons nullement établir des vérités définitives et immuables, celles-ci étant très largement sujettes à nos propres présupposés. Nous voudrions simplement proposer une interprétation qui pourrait à notre sens éclairer le sujet traité, notamment en

⁴⁵ SÁNCHEZ GONZÁLEZ, Juan, « La reconstrucción del acontecimiento histórico », dans Mario Pedro DÍAZ BARRADO (Coord.), *Historia del tiempo presente...*, op. cit., p. 112.

⁴⁶ « Nous sommes d'accord pour penser que tous les chercheurs sont enracinés dans un ensemble social spécifique, et donc utilisent inévitablement des présupposés et préjugés qui interfèrent avec leurs perceptions et interprétations de la réalité sociale. Dans ce sens, il ne peut y avoir un chercheur “neutre”. Nous sommes d'accord aussi pour penser qu'une représentation quasi-photographique de la réalité sociale est impossible. Toutes les données sont des sélections de la réalité, fondées sur des conceptions du monde ou des modèles théoriques de l'époque, tels que filtrés par les positions particulières de chaque groupe. Dans ce sens, les bases de la sélection sont historiquement construites, et changeront toujours comme change le monde. », *Ouvrir les sciences sociales, Rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales, présidée par Immanuel Wallerstein*, édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay le 15 septembre 2006, à Chicoutimi, http://www.allianceathena.fr/sites/default/files/telechargements/ouvrir_les_sciences_sociales.pdf, p. 86.

⁴⁷ BOURDIEU, Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982, p. 149-150.

l'historicisant. Ainsi, si ce travail n'est sans doute pas neutre, il se veut du moins honnête et assume sa radicale historicité. Nous prenons ainsi toute la mesure de ces mots :

Conviene ser conscientes, por tanto, de que no hay *una* interpretación correcta y definitiva de cada texto, y que, puesto que “la relación del presente con la verdad es móvil”, no sólo todas nuestras interpretaciones son inevitablemente provisionales y sujetas a revisión, sino que las propias preguntas son transitorias, e incluso los supuestos categoriales que subyacen a nuestros actuales debates probablemente quedarán superados antes o después por nuevos paradigmas epistemológicos⁴⁸.

Sans aucun doute, notre présent est fortement imprégné par les langages qui sont ceux des luttes des mémoires qui ont cours en Espagne depuis le début des années quatre-vingt-dix. En ce sens, notre objet d'étude se trouve intimement lié à ce paradigme mémoriel, notamment à la faveur du développement de ce que l'on appelle en Espagne le « mouvement pour la récupération de la mémoire historique ». Sans vouloir entrer dans les discussions scientifiques que suscite la notion de « mémoire historique⁴⁹ », nous nous intéresserons à la question mémorielle en tant que phénomène historique qui cristallise d'importants débats – au niveau sociétal, gouvernemental et scientifique – sur le mode de construction du passé récent de l'Espagne. Nous convenons avec Peter Burke que :

Dado que la memoria colectiva, como la individual, es selectiva, es necesario identificar los principios de selección y observar cómo varían en cada sitio o en cada grupo, y cómo cambian en el tiempo. La memoria es maleable y debemos entender cómo se modela y por quién [...]. La historia social de la memoria intenta responder a tres grandes preguntas: ¿cuáles son las formas de transmisión de los recuerdos públicos y cómo han cambiado en el tiempo? ¿Cuáles son los usos de esos recuerdos, del pasado, y cómo han cambiado? Y, a la inversa, ¿cuáles son los usos del olvido?⁵⁰

Dans cette optique, l'analyse des représentations du MIL dans la presse a également pour objectif de mettre au jour les mécanismes de construction de ladite « mémoire historique » en Espagne, les phénomènes d'inclusion et d'exclusion qui y sont à l'œuvre, ainsi que les limites d'un tel paradigme.

Finalement, si la question mémorielle est au centre de notre intérêt, le présent est également fortement marqué par un état de crise qui vient rompre l'illusion d'une Transition

⁴⁸ FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, « Textos, conceptos y discursos políticos en perspectiva histórica », *Ayer*, n°53, 2004, p. 131-151, p. 149.

⁴⁹ Voir entre autres ARÓSTEGUI, Julio, « Retos de la memoria y trabajos de la historia », *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, n°3, Alicante, 2004, p. 15-36 ; FABER, Sebastiaan, SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, et IZQUIERDO MARTÍN, Jesús, « El poder de contar y el paraíso perdido. Polémicas públicas y construcción colectiva de la memoria en España », *Política y sociedad*, n°3, vol. 48, 2011, p. 463-480, http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCUQFjAA&url=http%3A%2F%2Frevistas.ucm.es%2Findex.php%2FPOSO%2Farticle%2Fdownload%2F36423%2F36916&ei=46I6VK3JB87xaIvXgdgB&usq=AFQjCNH5yEtvCVvmwvy0onFK164UvFwB_g&bvm=bv.77161500,d.d2s.

⁵⁰ BURKE, Peter, *Formas de historia cultural*, Madrid, Alianza Editorial, 2006, p. 69.

modèle à laquelle, probablement pour une question générationnelle, nous ne nous sentons plus reliée. Ces deux éléments conjoints nous engagent à chercher de nouveaux récits capables de rendre intelligible le présent que l'on habite.

La délimitation de notre sujet de recherche est initialement motivée par le fait que la spécificité du journalisme est celle d'être un « champ orienté vers la production de ce bien hautement périssable que sont les *nouvelles*⁵¹ ». En ce sens, la présence importante et durable du MIL ou de Salvador Puig Antich dans la presse indique que le groupe est toujours *nouvelle* et donc à l'ordre du jour – un ordre du jour variable mais toujours recommencé. La *nouvelle* se donne toujours dans un récit construit, elle « consiste en une façon de connaître la réalité ainsi qu'en une manière de transmettre cette connaissance au moyen d'un récit⁵² ». C'est pourquoi nous voudrions, très humblement, inscrire notre étude dans la lignée de celles qui font

[u]na historia que se interesa menos por los determinantes que por sus efectos; menos por las acciones memorizadas e incluso conmemoradas que por el rastro de estas acciones y por el juego de estas conmemoraciones; que se interesa menos por los acontecimientos en sí mismos que por su construcción en el tiempo, por su desaparición y por el resurgir de sus significaciones; menos por el pasado tal como ha acontecido que por su reutilización, sus malos usos, su impronta sobre los sucesivos presentes; menos por la tradición que por la manera en la que ha sido formulada y transmitida. [...] Una historia que no se interesa por la memoria como recuerdo, sino como economía general del pasado en el presente⁵³.

Ainsi, nous ne prétendons pas faire une histoire sociale du MIL – ce qui, au demeurant, a déjà été fait –, mais nous entendons mettre en lumière les modes de saisie du MIL par la presse. Selon les usages qui sont faits du MIL, nous tenterons de « comprendre comment se construisent socialement les compétitions autour des classements et des catégories⁵⁴ ». Il s'agira alors de dégager les cadres interprétatifs des événements, les schèmes majoritaires d'appréhension d'un groupe comme le MIL, ou encore d'éclairer le type de traitement que le groupe reçoit et les éventuelles continuités ou discontinuités qui existent entre les différents récits médiatiques produits à son endroit. Nous prêterons une attention particulière aux moments précis où le MIL apparaît, nous appréhenderons les grilles de lecture mobilisées dans la presse dominante. Il s'agira, en outre, d'étudier les discours produits sur le passé et les modalités d'apparition du

⁵¹ BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision*, suivi de *L'emprise du journalisme*, *op. cit.*, p. 85.

⁵² « [...] consiste en un modo de conocer la realidad y un modo de comunicar ese conocimiento mediante un relato. » ORIHUELA COLLIVA, José Luis, « La noticia como conocimiento y relato », dans Carlos BARRERA et Miguel Ángel JIMENO (Éds.), *La información como relato*, Pampelune, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Navarra, 1991, p. 25. Nous traduisons.

⁵³ NORA, Pierre, « La aventura de “Les lieux de mémoire” », dans Josefina CUESTA BUSTILLO (Éd.), *Memoria e historia*, *Revista Ayer*, n°32, 1998, p. 25-26.

⁵⁴ LOEZ, André, NOIRIEL, Gérard et OLIVERA, Philippe, « Michel Dobry : “Penser = classer ?” », entretien avec Michel Dobry, *Genèses*, n°59, 2005/2, p. 151-165, citation p. 161.

passé dans le présent, c'est-à-dire d'interroger le présent à partir du passé qu'il fait émerger, de la construction du passé qu'il fournit, du récit sur le passé qu'il construit.

Le but de notre étude est en définitive de mettre au jour quel est le discours majoritairement produit sur le MIL pendant près de quarante ans. La notion de « discours dominant » retient notre attention pour des raisons d'ordre quantitatif et politique. Elle implique de considérer l'état du champ discursif comme étant traversé par des partages et des découpages, une notion que Jacques Rancière a récemment théorisée sous l'expression « partage du sensible » :

J'appelle partage du sensible ce systèmes d'évidences sensibles qui donnent à voir en même temps l'existence d'un commun et les découpages qui y définissent les places et les parts respectives. Un partage du sensible fixe donc en même temps un commun partagé et des parts exclusives. Cette répartition des parts et des places se fonde sur un partage des espaces, des temps, et des formes d'activité qui déterminent la manière même dont un commun se prête à participation et dont les uns et les autres ont part à ce partage⁵⁵.

Dans une telle configuration, le discours médiatique joue un rôle capital, dans la mesure où il construit, met en circulation et légitime des rhétoriques et des systèmes de représentation au détriment d'autres. Ce « discours dominant » renvoie à l'état du champ discursif à un moment historique donné, se caractérisant par le déploiement de langages et de représentations majoritaires qui conduisent à reléguer dans la marge un certain nombre de représentations alternatives. C'est ce mouvement de relégation qui fait l'objet de notre étude.

Pour analyser les représentations médiatiques majoritaires du MIL, nous avons choisi comme corpus principal de notre étude la presse écrite, considérant à l'instar de Gérard Imbert, qu'elle est

[...] un lieu stratégique de constitution du discours social ; à travers la presse, c'est le social tout entier qui parle en tant que celle-ci est le point de convergence d'une multitude de paroles. Dans la schématisation du réel, travail éminemment formel, le discours journalistique informe à la fois sur le monde et sur la façon dont il faut percevoir celui-ci : il informe, met en forme le réel, introduit un ordre là où il n'y a que chaos, il « construit l'événement » (Eliseo Verón) et, par là même, produit du réel ou pour le moins il le reconstitue à travers des « effets de réel »⁵⁶.

Ainsi, nous avons choisi de retenir, selon le triple critère de la fréquence, de la diffusion et de la diversité, quatre principaux titres. Ont été écartés de cette étude les journaux militants ou alternatifs ne contribuant pas à l'élaboration du discours dominant, et n'ont été sélectionnées

⁵⁵ RANCIÈRE, Jacques, *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, Paris, La Fabrique, 2000, p. 12.

⁵⁶ IMBERT, Gérard, « Stratégies discursives et non-dit dans le discours de la presse – À propos de “El País” », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 18-1, 1982, p. 361-379, p. 362, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/casa_0076-230X_1982_num_18_1_2372, consulté le 01/09/2014.

que des publications quotidiennes à très fort tirage qui rendent compte de différentes sensibilités politiques : *El País*, *El Mundo*, *ABC*, et *La Vanguardia*, auxquels a été ajouté pour la période 1972-1975 le journal hebdomadaire de faits divers *El Caso*⁵⁷. Une précision s'impose toutefois. Notre travail cherchant à embrasser un objet en mutation sur une période chronologique large, ce sont les articles de presse qui se réfèrent au MIL, à ses actions ou à l'un de ses membres parus entre l'année 1972 et l'année 2014 qui ont été retenus. En ce qui concerne les bornes chronologiques de notre étude, nous avons choisi deux dates représentatives : celle de 1972 qui correspond aux premières actions réalisées par le MIL dont la presse rend compte, et celle de 2014, date de la commémoration du quarantième anniversaire de l'exécution de Salvador Puig Antich.

Cependant, nous avons été d'emblée confrontée à une double difficulté méthodologique. Tout d'abord, au vu de l'amplitude de la période considérée et des ruptures essentielles qui s'y produisent, seulement deux quotidiens permettaient de couvrir l'ensemble de la chronologie – *ABC* et *La Vanguardia*. En effet, *El País* ne paraît qu'à partir de 1976, *El Mundo* à partir de 1989, tandis qu'*El Caso* disparaît en 1997 – son influence décline très nettement avec l'avènement de la démocratie et le journal périclité à partir des années quatre-vingt. Une volonté d'exhaustivité présidant à notre démarche, nous avons ainsi choisi de privilégier le critère quantitatif au critère de continuité : l'analyse se limite aux périodiques dans lesquels le nombre d'apparitions de notre objet d'étude était le plus fréquent. Nous avons cependant tâché de respecter les critères de diversité idéologique et de diffusion.

D'autre part, une difficulté supplémentaire est venue s'ajouter, qui tient aussi bien à la volonté d'exhaustivité de notre étude qu'au mode même de fonctionnement de la presse. Il s'agit non seulement de faire l'histoire d'un objet médiatique qui ressurgirait avec une acuité accrue à l'occasion de certains événements, mais aussi de pister, de suivre à la trace, toutes les apparitions de l'« événement-MIL » dans une perspective diachronique, ce qui exige une recherche systématique dans les médias retenus. Par ailleurs, la presse produisant les mêmes effets qu'une loupe, elle oriente son attention sur certains éléments selon une logique de recherche de la nouvelle et du spectaculaire. Dans ce sens, elle se concentre rapidement, et ce de façon quasi-exclusive sur la figure de Puig Antich, laissant ce faisant de côté le MIL et les

⁵⁷ L'importance et le succès de cette publication jusqu'au début des années quatre-vingt a largement été mise en évidence par les travaux de Marie Franco. Se reporter notamment à FRANCO, Marie, « Le fait divers en Espagne : exemplarité et tradition littéraire (*El Caso*, 1955), *Mélanges de la Casa de Velázquez*, Tome 30-3, 1994, p. 143-167, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/casa_0076-230x_1994_num_30_3_2715 et FRANCO, Marie, *Le sang et la vertu. Fait divers et franquisme. Dix années de la revue El Caso*, Madrid, Casa de Velázquez, 2004.

autres membres du groupe. La difficulté pour nous, observatrice et sélectionneuse, était précisément de ne pas nous laisser entraîner dans le même mouvement de personnalisation, en tenant compte de ce dispositif de façon distanciée. Il a été essentiel de ne pas oublier ces autres aspects au moment de réaliser dans les hémérothèques la recherche des articles qui constituent la base de notre corpus d'étude. Au moment d'analyser les textes, nous nous sommes également focalisée sur ces absences, celles-ci pouvant s'avérer être d'excellents révélateurs des tabous et des non-dits, et étant à ce titre tout aussi signifiantes que la dimension explicite ou les « pleins » du discours.

Le MIL évoluant dans le périmètre Barcelone-Perpignan-Toulouse, et une partie de ses membres étant française, il nous a également semblé bon de consulter ponctuellement la presse outre-Pyrénées, notamment pour la période comprise entre l'arrestation de Salvador Puig Antich (septembre 1973) et le moment de son exécution (mars 1974). Il s'agissait d'établir un contrepoint éclairant à la presse espagnole, fortement contrôlée par le régime. Ont été ainsi consultés les articles de *La Dépêche* de Toulouse, de *L'Indépendant* de Perpignan, du *Figaro*, du *Monde* et de *Libération* (Paris) portant sur le MIL ou sur Puig Antich auxquels nous avons pu accéder⁵⁸.

Outre la presse écrite, nous avons choisi d'inclure dans notre corpus d'étude le film *Salvador* du réalisateur Manuel Hueriga sorti en salle en 2006. Bien que les codes, les langages, les modes de fonctionnement et de circulation des productions cinématographiques diffèrent grandement de ceux des périodiques, plusieurs raisons nous ont poussée à cette inclusion. D'une part, le prisme de l'étude choisi – celui d'une tentative d'appréhension du discours dominant – rendait difficile l'exclusion d'une production qui, en termes d'impact sur le public, est décisive. D'autre part, parce qu'elle a été précédée d'un battage médiatique extraordinaire et qu'elle a provoqué une déferlante d'articles dans les périodiques considérés, la parution du film constitue un événement majeur dans les représentations du MIL, qu'il nous était impossible d'ignorer.

Finalement, pour mener à bien ce travail, il nous a fallu revenir sur l'histoire du MIL en contextualisant son apparition au sein du phénomène des « années 68 » afin de tenter d'établir l'*ethos* que le groupe s'est construit à travers ses discours. Cette étape préalable s'avère essentielle pour pouvoir mesurer les éventuels écarts entre cet *ethos* et la construction médiatique dont le MIL fait l'objet. Pour ce faire, nous avons inclus dans notre corpus d'étude tous les textes publics émanant du MIL que nous avons pu recenser. Il a ainsi été indispensable

⁵⁸ Contrairement aux journaux espagnols consultés, l'accès en ligne aux hémérothèques des journaux français reste à ce jour très limité. Aussi, nous avons retenu des articles qui se trouvaient dans des « dossiers presse » disponibles dans les centres d'archives sur le MIL consultés.

de réaliser un dépouillement d'archives dans le but d'accéder au plus grand nombre possible de ces publications. Cette tâche, bien que souvent longue, a été rendue facile, un nombre assez restreint de documents étant disponibles et ceux-ci étant conservés dans quelques centres d'archives seulement. Parmi eux, on compte le CEHI, *Centre d'Estudis Històrics Internacionals – Pavelló de la República* et du *Centre de Documentació Històrico-Social* de Barcelone, le Centre de recherche sur l'alternative sociale (CRAS) de Toulouse, et enfin le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne. Par ailleurs, la possibilité d'y accéder, et surtout de s'y déplacer, découle directement des conditions exceptionnellement bonnes dont nous avons bénéficié, élément que nous tenions à souligner ici.

Nous avons d'abord effectué la compilation de tous les articles en lien avec le MIL, avec ses actions ou avec l'un de ses membres. Si nous avons débuté ce travail en 2009, notre cadre chronologique s'étendant jusqu'au mois de mars 2014, nous avons été obligée de réaliser une veille régulière de l'actualité, afin de repérer et d'inclure progressivement de nouveaux articles à notre corpus initial. Puis, ce travail en marche, nous avons procédé à un classement et à une codification des nouvelles par journal, par date et par thématique. Nous nous sommes particulièrement attachée à mettre en lumière la fréquence de l'apparition de l'« objet MIL » dans la presse selon les périodes, à quels sujets il est le plus fréquemment associé, dans quelle mesure les articles font référence au groupe dans son ensemble ou à un seul de ses membres, et enfin quels sont les éléments mis en avant, ou au contraire passés sous silence, par la presse. Le but de cette démarche était de mettre au jour les catégories de perception et d'appréhension d'un groupe comme le MIL, dans une perspective à la fois synchronique et diachronique. L'analyse du discours produit par la presse dans la synchronie nous a permis de repérer les convergences ou les divergences entre les divers médias retenus ; tandis que l'étude diachronique nous a été utile pour dessiner l'évolution du traitement médiatique dont fait l'objet le MIL selon les variations qui se produisent dans le contexte socio-politique et économique.

Ce travail sur la partie principale de notre corpus a été complété, tout d'abord, par un travail bibliographique sur les médias, et notamment sur leur capacité à limiter ou à élargir le champ de pensée des possibles sociaux et politiques, au travers des cadres interprétatifs qu'ils fournissent. L'étude de ces catégories nominatives véhiculées par la presse nous ont poussée à nous demander ce qu'elles révélaient du moment historique dans lequel elles paraissent, mais également quelles tendances traversant la société elles contribuent à renforcer. Ainsi, si ce

travail primordial sur le corpus journalistique nous a permis de mettre en évidence les grandes tendances représentatives à l'œuvre dans la formulation d'un « sujet-MIL » par la presse, nous avons par la suite été naturellement amenée à les mettre en regard avec les travaux historiographiques disponibles sur le groupe et le discours que lui-même produit. Pour ce faire, nous avons analysé l'ensemble des documents du groupe ne relevant pas de la correspondance privée, pour tenter d'en définir l'identité politique le plus précisément possible. Mais ce travail définitionnel impliquait également, d'une part, de pouvoir manier adéquatement les langages à l'œuvre, ce qui nous a conduite à nous intéresser plus précisément à la théorie politique, multiple et protéiforme, qui se développe dans les années soixante et soixante-dix. D'autre part, nous avons jugé indispensable d'historiciser les discours produits par le MIL, ce qui a supposé un important travail d'analyse de la bibliographie portant sur les mouvements politiques d'extrême gauche, sur les années soixante et soixante-dix – tant sur le plan local (luttres ouvrières de Barcelone) ou national (grandes transformations économiques et importants mouvements d'opposition au régime) qu'international (guerre froide, « années 68 »).

L'étendue chronologique de la période considérée couvrant des moments aussi riches que distincts, nous nous sommes longuement penchée sur l'abondante historiographie disponible sur le franquisme tardif et sur la période transitionnelle, afin de replacer inlassablement les discours produits par la presse dans leur contexte d'énonciation. Les années les plus récentes ne faisant que rarement l'objet d'études systématiques, nous avons eu recours, ponctuellement, aux apports de la philosophie politique. Si ces ouvrages proposent bien souvent une compréhension globale de la réalité et des phénomènes complexes qui y ont cours, ils fournissent également des clefs interprétatives majeures pour appréhender le présent démocratique.

Un important pan de notre travail portant sur la question de la « récupération de la mémoire historique » en Espagne, nous avons consulté de nombreuses productions sur la mémoire et sur les usages publics du passé. La bibliographie sur la question étant extrêmement vaste, nous nous sommes essentiellement concentrée sur les analyses que la « mémoire historique » a suscitées en Espagne. À l'intérieur de cette aire géographique, signalons plus précisément les travaux réalisés par Josefina Cuesta Bustillo et Paloma Aguilar, auxquels notre travail doit beaucoup. En Espagne, nous le verrons, la question mémorielle a également connu dans les dernières années un important phénomène de judiciarisation. C'est pourquoi nous avons ponctuellement eu recours à des études plus spécialisées, d'autant qu'il s'agissait d'un domaine, et de langages, qui nous étaient étrangers.

Enfin, notre recherche s'est amplement nourrie d'un champ très vaste qui se configure autour de la notion de « violences politiques », celles-ci se voyant fréquemment rangées dans la catégorie « terrorisme ». La question de la violence politique en lien avec notre objet d'étude, présente thématiquement dans la presse pendant les dernières années du franquisme et le processus transitionnel, est peu, voire nullement, verbalisée en démocratie. Pourtant, cette problématique sous-tend l'ensemble des représentations mémorielles dont fait l'objet le MIL en démocratie. Il s'agit là d'un paradoxe majeur que nous tenterons d'élucider.

Il nous semble que ce travail de recherche est intéressant à plusieurs égards. Si le MIL s'inscrit théoriquement et pratiquement dans les mouvements contestataires développés au niveau international dans les « années 68 », ses caractéristiques idéologiques sont dans l'ensemble absentes de la grande presse, quand bien même les nominations que le groupe se voit attribuées varieraient dans le temps. Si journalistes et historiens ont saisi le MIL comme objet d'étude, l'aspect théorique du groupe a été peu travaillé. Bien que son originalité ait été soulignée, une analyse plus précise et systématique de sa production théorique devrait nous permettre de mieux saisir sa spécificité : celle d'être un groupe dont les présupposés et développements théoriques dépassent largement les revendications pro-démocratiques qui ont cours en Espagne au même moment. Par ailleurs, à travers l'analyse du discours de la presse, ce travail prétend mettre en évidence les catégories interprétatives que celle-ci a diffusées dans les quarante dernières années à l'endroit du MIL, ce qui n'a, jusqu'à présent, jamais été fait. Finalement, les aspects historique (histoire des idées politiques) et rhétorique (analyse du discours de la presse) de notre travail sont complétés par une réflexion sur le processus de construction de la mémoire du passé le plus récent de l'Espagne, notamment sur les mécanismes d'inclusion et d'exclusion qui y sont à l'œuvre.

Les hypothèses de départ qui président à cette étude pourraient être formulées ainsi : bien que les médias écrits aient indéniablement contribué à faire connaître le MIL, ils ont systématiquement déformé ou passé sous silence l'idéal révolutionnaire défendu par le groupe, soit en dépolitisant son action, soit en utilisant politiquement l'histoire ou la mémoire du groupe pour établir, affirmer, ou renforcer des narrations exogènes. Ces procédés de mystifications aboutiraient à une disqualification *de facto* de l'option politique défendue par le MIL, et partant, à une restriction du champ des possibles idéologiques. L'analyse du cas du traitement du MIL par la presse dominante depuis une perspective diachronique devrait nous permettre de mettre en évidence quels sont les présupposés catégoriels sous-jacents dans les débats de chaque

moment historique. En ce sens, elle devrait non seulement permettre de montrer par l'exemple la radicale historicité de toute interprétation, mais également d'élucider les mécanismes de construction d'une mémoire idéalisée, mythifiée ou mystifiée, du MIL. Nous partons de l'hypothèse que tout pouvoir, y compris celui à l'œuvre en démocratie, cherche à imposer l'univocité de sa narration canonique et qu'il a besoin pour ce faire de délégitimer ou d'absorber les narrations parallèles. Nous postulons que l'évolution que subit le traitement médiatique du MIL est significative d'une tendance plus générale : l'évacuation plus ou moins insidieuse au sein même de la démocratie des narrations alternatives par les médias.

Pour éprouver ces hypothèses, nous avons adopté une structure tripartite.

L'ensemble de l'analyse repose sur la mesure des éventuels écarts entre les représentations multiformes produites par la presse sur le MIL pendant près de quarante ans, et l'identité politique du groupe qui se donne à lire de façon privilégiée dans ses textes. Pour apprécier à quel point les récits que la presse véhicule sur le MIL sont mystifiants ou mythifiants, il nous fallait revenir en premier lieu sur le MIL lui-même. Notre première partie s'attache ainsi à présenter longuement le contexte de parution du MIL en le replaçant dans le cadre national et international, le but étant d'historiciser les discours qu'il produit. La naissance d'un groupe comme le MIL est indissociable de la forte activité qui caractérise les « années 68 » au niveau international. Nous le verrons, le contexte de la guerre froide et notamment de l'après-68 est marqué par le surgissement de nouvelles formations politiques, par de nouvelles revendications, mais également par un intense débat au sein de la gauche sur les modes d'action à adopter au moment même où le modèle de l'État providence semble entrer en crise, et dévoiler pleinement son rôle normatif. Se développent un certain nombre de groupes révolutionnaires qui, n'aspirant plus à conquérir le pouvoir, font de l'État et de la violence qu'il représente la cible privilégiée de leur lutte⁵⁹. Si l'Espagne est souvent présentée comme un cas à part dans le monde occidental, nous tenterons de mettre en lumière comment les problématiques qui lui sont propres sont toutefois intimement liées à la situation internationale. Au cours des années soixante, d'importantes transformations sociales et économiques se produisent, qui font miroiter à l'Espagne une intégration dans la Communauté Économique Européenne, et qui relancent par ailleurs l'organisation syndicale, tandis que l'opposition au franquisme s'organise, malgré une répression toujours féroce. C'est précisément dans ce contexte que le

⁵⁹ Nous pouvons ici citer deux des exemples les plus célèbres – parce que les plus actifs aussi : les *Brigate Rosse* (Brigades Rouges) italiennes, et la *Rote Armee Fraktion* (Fraction Armée Rouge, RAF).

MIL fait son apparition à Barcelone à la fin des années soixante. Inextricablement relié au développement des luttes ouvrières qui se succèdent dans la capitale catalane, il hérite à la fois d'une composante libertaire certaine, mais s'inscrit également dans les nouveaux mouvements internationaux. En effet, nous le verrons, le MIL emprunte des pratiques liées traditionnellement aux mouvements libertaires – comme le braquage de banques –, mais ses allers-retours entre la France et l'Espagne lui permettent de prendre part aux débats qui se produisent à gauche, et de développer une théorie politique qui dépasse largement le cadre des luttes antifranquistes. L'analyse de la production du MIL, notamment des deux numéros de la revue *C.I.A. Conspiración Internacional Anarquista*, et des publications qu'il effectue au travers de la maison d'édition « Ediciones Mayo-37 », nous permettra ainsi de le définir politiquement de façon précise.

Dans la deuxième partie, nous aborderons plus précisément les modes de saisie du MIL, en prenant notamment en compte la concomitance entre les faits et leur mise en récit journalistique. Ainsi, nous reviendrons tout d'abord sur les dernières années du franquisme, moment où le MIL réalise ses actions les plus retentissantes, qui correspond également à une période de répression farouche. L'arrestation de Puig Antich et son exécution en mars 1974 constituent ainsi des temps forts que la presse représentera dans les limites que permet le cadre du régime. Nous verrons comment la presse, au travers de processus rhétoriques et visuels précis, réactive à cette occasion des termes qui, quarante ans durant, ont servi à disqualifier tout mouvement de résistance, évacuant du même coup la charge révolutionnaire du MIL. Par la suite, nous analyserons les mutations que subit la représentation du groupe dans les années de Transition. Saisi maintenant à l'aune de l'actualité la plus stricte – question de l'amnistie, question de la liberté d'expression, question militaire, question régionale –, le MIL reçoit des nominations nouvelles, qui sont à comprendre comme le résultat de glissements et de resémentisations intervenus au sein du discours porté sur le groupe. Nous tenterons de comprendre dans quelle mesure ces reconfigurations discursives rendent compte de la promotion d'un nouveau modèle de citoyenneté dans le contexte de consolidation d'un cadre judiciaire, que nous tenterons d'éclairer. Nous envisagerons finalement les mutations qui ont lieu depuis l'approbation de la Constitution, sur laquelle repose l'édifice démocratique, jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix. Ces années sont marquées par un abandon progressif de la référence au MIL en tant que collectif, et par l'apparition d'une nouvelle modalité, plus privée, de la représentation. Ce phénomène de personnalisation va de pair avec

une culturalisation de l'histoire, et fait de Puig Antich, ou plutôt de son exécution, un véritable événement de la fin du franquisme.

Nous analyserons en troisième partie comment la naissance et le développement du « mouvement pour la récupération de la mémoire historique » sont symptomatiques de la promotion d'un paradigme mémoriel à l'aune duquel va désormais être appréhendé le MIL. Plus précisément, nous verrons que le phénomène de personnalisation allant croissant, Salvador Puig Antich est désormais presque exclusivement le seul nom cité. Les références au MIL dans la presse sont ainsi inévitablement médiatisées au prisme de la question de la révision du procès de Puig Antich que ses sœurs demandent. L'« affaire Puig Antich », c'est-à-dire la médiatisation de cette démarche judiciaire, devient la métonymie de toutes les revendications mémorielles. Mais ce processus de métonymisation ne se fait pas sans une réduction à un certain nombre de caractéristiques. Nous examinerons ainsi par la suite les multiples nominations dont fait l'objet Puig Antich, qui sont autant de tentatives de construction de récits mémoriels souvent contradictoires. Nous tenterons de mettre au jour comment, progressivement, la figure de Puig Antich intègre le panthéon de l'antifranquisme, condition *sine qua non* de sa réhabilitation morale. Finalement, c'est par l'étude du film *Salvador* de Manuel Hueriga que nous voudrions clore ce travail, considérant qu'il est hautement emblématique de ce processus de « récupération de la mémoire historique », qu'il en exemplifie à la fois les vertus et les travers.

Si nous avons décidé de présenter ce travail en trois parties, c'est avant tout dans un souci de clarté, mais également parce que chacune d'elles recouvre un mode de représentation distinct. Dans ce schéma tripartite, le premier moment de l'analyse occupe sans aucun doute une place à part. C'est le point sur lequel s'appuie l'ensemble de la démonstration, le moment fondamental du raisonnement : le mode de représentation ici à l'œuvre est en effet celui dicté par le MIL lui-même, la construction d'un *ethos* révolutionnaire se faisant par la publication d'un certain nombre de textes de théorie jugés fondamentaux. La deuxième partie est motivée par la coïncidence temporelle de l'actualité du MIL et de sa représentation journalistique. Enfin, la troisième partie est celle de la mémoire, celle de l'action non plus des membres du MIL eux-mêmes, ce qui induit une forme de saisie dans l'après-coup. Si un principe chronologique informe bel et bien la structure de cette étude, davantage que le pré-supposé d'une histoire linéaire ou téléologique, c'est la volonté de présenter un portrait évolutif du MIL qui a motivé cette organisation.

**PREMIÈRE PARTIE. LE MOVIMIENTO
IBÉRICO DE LIBERACIÓN :
CONTEXTUALISATION ET AUTOportrait**

Introduction de la première partie

Avant d'entrer pleinement dans l'étude des représentations médiatiques du *Movimiento Ibérico de Liberación*, et afin d'évaluer les possibles écarts entre ces figurations et son *histoire*, il est nécessaire de présenter le groupe : ses actions, mais surtout, sa pensée, ses présupposés théorico-idéologiques et ses spécificités.

Si le MIL fait partie de ces groupes qui apparaissent dans les années soixante et soixante-dix, et qui conçoivent le combat révolutionnaire comme une lutte qui ne peut être circonscrite à une situation gouvernementale particulière – quand bien même leurs actions auraient un caractère local – ; s'il présente des caractéristiques « internationalistes » non seulement par sa conception de la lutte, mais également au niveau idéologique – influences hétérogènes dans des années d'effervescence théorique et pratique –, alors, et pour ne pas manquer de perspective historique, il semble opportun et essentiel de replacer le surgissement de ce groupe dans son contexte international. Le MIL, en tant que produit de l'histoire, n'apparaît pas ex-nihilo mais s'inscrit bien dans une situation historique et théorique concrète : celle de la guerre froide et de l'après-68, marquée par l'apparition de nouvelles formations, de nouvelles formes d'actions et de nouvelles revendications ; mais également, au niveau théorique, par les débats qui se produisent à gauche. C'est ce que nous analyserons dans le premier chapitre de cette partie.

Puis, dans les deux chapitres suivants, nous nous attacherons à présenter le *Movimiento Ibérico de Liberación* et à replacer son histoire, étape absolument cruciale, nous semble-t-il, qui fonde tout le développement postérieur de notre analyse. Comme nous l'avons déjà signalé, s'il existe à ce jour plusieurs publications sur ce groupe – de qualité et d'intérêt variables pour un usage scientifique –, l'ouvrage le plus abouti est sans doute celui de Sergi Rosés Cordovilla qui rend compte de façon synthétique et globale de ce qu'a pu être le MIL, et qui a le mérite de montrer à quel point théorie et pratique *révolutionnaires* sont imbriquées dans l'histoire du groupe – celui-ci évoluant au gré de la réflexion, celle-ci dépendant grandement des actions entreprises. Pour des raisons pratiques nous prenons, quant à nous, le parti de séparer de façon absolument artificielle – et très peu fidèle aux principes révolutionnaires eux-mêmes – la *pratique* du groupe de sa *théorie*. Ainsi, dans le deuxième chapitre nous nous attèlerons à replacer la naissance du MIL dans le contexte de renouveau en Espagne d'un mouvement ouvrier fort, mais également d'éclatement de la gauche qui se produit à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix ; puis, nous essayerons de résumer en quelques lignes les actions qu'il réalise au cours de sa courte durée de vie – ce qui nous amènera à parler

des modes d'action adoptés –, et de rappeler la répression policière qu'il essuie dès septembre 1973.

Par ailleurs, notre propos général portant sur la *représentation*, nous nous attarderons plus longuement dans le troisième chapitre sur la théorie du groupe, et plus précisément sur la projection publique de celle-ci, à travers l'étude de la production – ou reproduction – intellectuelle du MIL, que cela se fasse par le biais de la maison d'édition « Ediciones Mayo-37 », ou de la revue *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, tout cela configurant un autoportrait d'autant plus précieux qu'il a été peu travaillé, et d'autant plus important qu'il contraste fortement avec le discours que la presse porte sur le groupe. Au travers de l'examen de la pensée politique du MIL, il s'agira de préciser quels sont les éléments de réponse que celui-ci apporte aux questions les plus prégnantes de la gauche de ces années-là ; c'est-à-dire de comprendre quelle est la position que le groupe adopte par rapport à la question organisationnelle, à l'épineuse question de l'articulation entre théorie et pratique, et à la question de l'usage de la violence. En définitive, il s'agira de voir ce qui fait l'originalité du groupe, à savoir sa pensée politique dans le contexte de l'Espagne du franquisme tardif, puisque comme le rappellent entre autres Alberola¹ et Gransac :

Dado que sólo pueden contar con «sus» propios recursos y con los frutos de su acción clandestina, su lucha estará fundamentalmente orientada a la creación y consolidación de una subestructura de sostén y a la sensibilización de la opinión en torno a su línea estratégica de acción [...]. Buena parte de sus acciones van orientadas a la consecución de los medios necesarios para el sostenimiento de la lucha, y la verdadera proyección revolucionaria de ésta se encuentra en sus textos más que en sus actos [...]².

¹ Octavio Alberola Surinach est un militant anarchiste espagnol né en 1928. Après la victoire des franquistes en 1939, il part en exil au Mexique avec sa famille, où il commence sa militance dans les Jeunesses Libertaires et la CNT espagnole au Mexique. Au début des années soixante, de retour en Europe, il intègre la lutte clandestine au sein de l'organisation « Défense Intérieure » (« Defensa Interior »). À partir de ce moment, il participe avec la Fédération Anarchiste des Jeunesses Libertaires (FJIL, « Federación Anarquista de Juventudes Libertarias ») et les GARI à diverses actions contre la dictature.

² Alberola et Gransac font référence ici à la « Brigade de la Colère » et à la « Fraction de l'Armée Rouge », mais ces propos nous semblent convenir à l'expérience du MIL. Dans ALBEROLA, Octavio et GRANSAC, Ariane, *El anarquismo español y la acción revolucionaria 1961-1974*, Barcelone, Virus, [1975] 2004, p. 274, <http://www.periodicolibertad.com.ar/files/13642555456.pdf>.

Chapitre 1. 1960-1970 : guerre froide et généralisation de la contestation

Au niveau international, un des éléments les plus significatifs de cette période est sans aucun doute la persistance de la « guerre froide », cet affrontement constant au niveau politique, idéologique, militaire, scientifique, technologique, économique, informationnel et même sportif, entre les deux grandes puissances qui surgissent à la fin de la Seconde Guerre mondiale : l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) qui domine le bloc oriental occupé par l'Armée rouge et les forces communistes, et les États-Unis qui contrôlent le bloc occidental capitaliste. Tenter de synthétiser les tenants et les aboutissants de la guerre froide dans son ensemble nous semblant une prétention vaine, nous développerons cependant dans les pages à suivre les éléments qui nous paraissent les plus pertinents pour la compréhension des enjeux majeurs de la période eu égard à notre objet d'étude.

1.1. Le contexte de la guerre froide

1.1.1. La formation des deux blocs : de la doctrine Truman au Kominform

En Europe, les lignes de partage sont tracées lors des grandes conférences qui ont lieu à la fin de la Seconde Guerre mondiale – la conférence de Yalta puis celle de Postdam –, malgré quelques hésitations autour des cas de l'Allemagne et de l'Autriche, qui se soldent par la partition de la première, et le retrait de toutes les forces d'occupation de la seconde.

La constitution des deux blocs intervient ainsi dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, et précipite la détérioration des relations entre l'URSS et les États-Unis. L'Union Soviétique tente de garantir sa sécurité en s'entourant de pays alliés le long de ses frontières, Staline cherchant à mettre l'URSS à l'abri de nouvelles agressions en créant un rempart physico-territorial et idéologique qui éloigne la menace des limites soviétiques. Aussi, l'URSS repousse ses bordures en annexant les pays baltes et une partie de la Pologne, elle impose également des gouvernements prosoviétiques dans les pays d'Europe orientale et centrale (à l'exception de l'Autriche). Avant même la fin des hostilités avec l'Allemagne nazie, l'URSS a établi sa domination dans les territoires libérés par l'Armée rouge. Cette politique « protectionniste » est très rapidement perçue par les pays occidentaux comme une politique expansionniste et hégémonique menaçante, à laquelle ils ne tardent pas à répondre. Le 11 mars 1947, le président

américain Truman rend publique sa politique du *containment* (endiguement) du communisme, appelée désormais « doctrine Truman », qui envisage l'opposition Est/Ouest comme un conflit entre deux systèmes antinomiques : « démocratie » contre « totalitarisme ». De plus, « Truman promet [...] le concours de l'Amérique à tout pays menacé de subversion, interne comme externe, par le communisme¹ ». L'idée que l'action militaire ne suffit pas à maintenir l'équilibre du pouvoir en Europe, et qu'il faut enrayer les problèmes politiques et économiques pour éviter que l'Europe Occidentale ne bascule sous influence communiste semble se propager aux États-Unis. Eu égard à ces idées, la doctrine Truman est complétée dès juin 1947 par la mise en place du Programme de Redressement de l'Europe, plus connu sous le nom de Plan Marshall :

Las premisas del Plan Marshall fueron varias: que la amenaza más grave para los intereses occidentales en Europa no era la perspectiva de una intervención militar soviética, sino la de que el hambre, la pobreza y la desesperación llevara a los europeos a votar a los partidos comunistas, quienes se plegarían obedientemente a los dictados de Moscú; que la ayuda económica estadounidense tendría un beneficio psicológico inmediato, además de otras ventajas materiales capaces de invertir esta tendencia; que la Unión Soviética no aceptaría esta ayuda ni permitiría que lo hicieran sus países satélites, con lo que las relaciones entre éstos se resentiría; y que entonces Estados Unidos podría tomar tanto la iniciativa geopolítica como la iniciativa moral en la Guerra Fría².

Il s'agit d'une aide économique proposée à toute l'Europe – y compris aux pays de l'Est, et même à l'Union soviétique –, destinée à la reconstruction des systèmes politiques et économiques, mais également à freiner l'accès potentiel au pouvoir des partis communistes dans les pays occidentaux (notamment en France et en Italie où plus d'un quart de l'électorat vote communiste³), par la consolidation des structures économiques capitalistes et le développement des démocraties parlementaires. Cette aide à la reconstruction se compose ainsi d'une partie financière – injection de capitaux américains au travers de subventions et de prêts – et d'une partie en denrées alimentaires et équipements divers. Il ne faut pas oublier que les États-Unis possèdent, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'économie la plus forte du monde – économie, rappelons-le, qui a été fortement stimulée par l'industrie de guerre –, et que le capitalisme américain a donc besoin d'un marché pour écouler sa production. Étant donné qu'en 1946, à peu près 42% des exportations américaines sont destinées à l'Europe occidentale, l'effondrement économique de l'Europe aurait eu des répercussions sur l'économie américaine elle-même. Le Plan Marshall est de ce fait conçu pour permettre aux pays européens d'acheter aux États-Unis approvisionnements et équipements tout en assurant un débouché aux produits

¹ FONTAINE, André, Préface à *La guerre froide 1944-1994*, Paris, Le Monde Éditions, 1994, p. 6.

² GADDIS, John Lewis, *La Guerra Fría*, Barcelone, RBA Libros, 2008, p. 46-47.

³ Aux élections de 1946, le *Partito Comunista Italiano* (PCI) obtient 19% des voix, tandis que le Parti Communiste Français (PCF) remporte 28,6% des voix. Cf. JUDT, Tony, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Fayard/Pluriel, 2010, p. 104-105.

américains⁴, dans un espace économique sous domination du dollar suite aux accords de Bretton Woods. De plus, selon les mots de Pierre Grosser,

[...] la politique de productivité mise en œuvre en Europe occidentale après la guerre permettait d'intégrer la classe ouvrière et de brider ses vellétés révolutionnaires. [...] Il y eut consensus autour du but du Plan Marshall (empêcher les progrès du communisme) et des moyens (hausse du niveau de vie, consommation et loisirs, bref, « du pain et des jeux »)⁵.

Il est en outre assorti de deux conditions : d'une part, l'aide américaine doit être gérée par des institutions européennes communes, et d'autre part, le gouvernement fédéral américain se réserve un droit de regard sur sa répartition. Staline hésite, puis, fin juin, fait part de son refus. La Pologne et la Tchécoslovaquie, qui dans un premier temps avaient donné une réponse favorable à la proposition américaine, se voient obligées de la refuser à leur tour. Finalement, seize pays, rejoints en 1949 par l'Allemagne de l'Ouest (RFA), acceptent le plan Marshall : la France et le Royaume-Uni – qui en sont les principaux bénéficiaires –, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Turquie. En avril 1948, ces seize pays fondent l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE), qui devient un peu plus tard – suite à l'intégration de l'Espagne en 1958, et des États-Unis et du Canada en 1961 – l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), organisme supranational dont la fonction première est de gérer et de répartir l'aide américaine entre les pays membres. Ainsi,

[p]ar la guerre froide, les États-Unis, puissance hégémonique, combattaient toutes les forces antisystémiques, soutenues de façon discontinue par l'Union soviétique, qui s'opposaient au triomphe de l'ordre économique sous hégémonie américaine. Ils favorisaient l'intégration dans le système-monde capitaliste et, parce qu'ils étaient l'État le plus puissant, ils prétendaient gérer la contradiction fondamentale entre les impératifs internationalistes du capitalisme et les instincts autarciques du système d'États-Nations. La prospérité des années 1945-73 fut le produit de cette hégémonie : système de Bretton Woods, marché commun ouest-européen, système régional de croissance d'Asie orientale...⁶

D'un point de vue économique, la riposte ne se fait pas attendre : en janvier 1949, suite à la création de l'OECE, l'URSS fonde le COMECON pour contrecarrer les effets du Plan Marshall. Ce conseil d'assistance économique mutuelle est chargé de coordonner les économies des démocraties populaires – spécialisation des économies nationales pour reconstruire les pays socialistes endommagés par la guerre –, et de planifier les échanges commerciaux entre elles. En réponse à la doctrine Truman et au Plan Marshall, qui d'après l'URSS visent à ébrécher le

⁴ Sur ce point, voir JUDT, Tony, *Après-guerre...*, *op. cit.*, p. 118 et suivantes.

⁵ GROSSER, Pierre, *Les temps de la guerre froide*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p. 24.

⁶ *Ibid.*, p. 50-51.

contrôle soviétique sur l'Europe Occidentale par l'asservissement économique et politique, lors de la conférence fondatrice du Kominform⁷, Andreï Jdanov, secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS), dénonce l'« impérialisme américain » qui place les économies européennes sous la tutelle de Washington. Lors de cette réunion constitutive, Jdanov formule, à la suite de Truman, la doctrine soviétique en matière de politique internationale. Le monde est désormais divisé en deux camps antagonistes : d'un côté, un « camp impérialiste et anti-démocratique » dont les États-Unis sont la principale force ; de l'autre, un camp « anti-impérialiste et démocratique » placé sous l'égide de Moscou⁸. Le Kominform, organisation qui a pour but de maintenir l'orthodoxie idéologique communiste à l'intérieur du mouvement communiste international, devient dans la pratique un mécanisme de contrôle des politiques des états satellites soviétiques, ayant pour fin de coordonner l'idéologie et les actions des partis communistes du Bloc de l'Est.

1.1.2. Crises en Europe : de l'OTAN au Pacte de Varsovie

C'est dans ce contexte qu'éclate la première grande crise entre les deux puissances, autour du partage de Berlin. En juillet 1945, à la conférence de Postdam, les trois dirigeants des principales puissances alliées – Churchill (puis Attlee) pour l'Angleterre, Truman pour les États-Unis et Staline pour l'URSS – avaient convenu de la division de l'Allemagne, de son ancienne capitale Berlin, et de l'Autriche en quatre secteurs d'occupations : américain, britannique, français et soviétique. En 1948, les Occidentaux décident de transformer à brève échéance leurs zones allemandes en un État souverain ouest-allemand. La première phase du processus est la création du *Deutsche Mark*, qui devient le 20 juin la monnaie commune aux trois zones occidentales. Staline proteste contre cette division de fait de l'Allemagne et, le 23

⁷ La réunion de constitution du Kominform se tient en Pologne entre le 22 et le 27 septembre 1947. Il s'agit du bureau d'information commun des partis communistes, qui regroupe neuf partis membres : les six partis communistes au pouvoir en Europe centrale et orientale – soviétique, yougoslave, bulgare, roumain, hongrois, polonais, tchécoslovaque –, et les deux partis communistes les plus forts de l'Europe de l'Ouest – français et italien. Puis huit membres, suite à l'éviction du Parti communiste yougoslave. De plus, « [c]onsacrant le partage du monde en deux camps, le Bureau d'information va se faire le porte-parole du camp socialiste. » HAUPT, Georges, « KOMINFORM », *Encyclopædia Universalis*, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/kominform/>, consulté le 30/06/2014. Voir également : FONTAINE, André, *La guerre froide, 1917-1991*, Paris, Éditions de la Martinière, 2004, p. 121-122.

⁸ « Ainsi deux camps se sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste et anti-démocratique, qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme », passage de la déclaration sur la situation internationale publiée par les dix-huit leaders communistes réunis fin septembre à Varsovie, cité dans l'article « Le Kominform, nouvelle internationale », du journal *Le Monde* du 7 octobre 1947, disponible dans l'ouvrage *La guerre froide 1944-1994*, Paris, Le Monde Éditions, 1994, p. 17-18.

juin 1948, profite de l'isolement géographique de Berlin pour bloquer tous les accès terrestres et fluviaux des secteurs occidentaux. Pour sauver la ville de l'asphyxie, Britanniques et Américains décident de mettre en place un pont aérien, et le 12 mai 1949, Staline lève le blocus. La division de l'Allemagne devient officielle le 23 mai 1949 par la promulgation de la « Loi fondamentale », acte de naissance de la République Fédérale d'Allemagne (RFA), dont la capitale fédérale est Bonn. Le 7 octobre 1949, la zone soviétique se constitue à son tour en un État souverain : la République Démocratique Allemande (RDA), dont la capitale est Berlin-Est⁹.

Suite aux événements du blocus de Berlin, et pour compléter d'un point de vue militaire les effets au niveau idéologique de la doctrine Truman et au niveau économique du Plan Marshall, se constitue l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Par ce traité, signé à Washington le 4 avril 1949, les États-Unis « s'engageaient pour la première fois à la défense de l'Europe occidentale en temps de paix¹⁰ ». Pour contrer la création de l'OTAN – plus particulièrement suite à la ratification par les pays occidentaux des accords de Paris qui valident l'adhésion le 9 mai 1955 de la République Fédérale d'Allemagne –, et jugeant que l'Allemagne occidentale est en « voie de remilitarisation », la plupart des États du bloc communiste concluent une alliance militaire de coopération et d'assistance mutuelle le 14 mai 1955, connue sous le nom de Pacte de Varsovie.

Malgré la division de l'Allemagne en deux États, Berlin demeure toujours une frontière ouverte et mal contrôlée entre le monde capitaliste et le monde communiste, les Berlinois pouvant circuler librement entre les secteurs oriental et occidental de la ville. Une première crise diplomatique éclate le 27 novembre 1958 lorsque Khrouchtchev pose un ultimatum aux États-Unis, au Royaume-Uni, à la France, ainsi qu'au gouvernement de la RFA. Dans une note envoyée aux trois occupants occidentaux, il propose d'abroger l'occupation quadripartite de la ville et de transformer Berlin en une « ville libre » démilitarisée et dotée d'un gouvernement propre, menaçant de transférer le contrôle des droits d'accès à la ville aux Allemands de l'Est, qui auront alors tout loisir de les étouffer. Selon Khrouchtchev, la partition de Berlin est devenue anachronique et ne se justifie plus. Qui plus est, la présence occidentale à Berlin est devenue illégitime, en particulier à la suite de la création de la République Fédérale d'Allemagne, et surtout après l'autorisation du réarmement de la RFA. Les Américains prennent acte de la note en dénonçant son caractère unilatéral et marquent ostensiblement leur

⁹ Sur cette crise, ses enjeux et ses conséquences, se reporter à JUDT, Tony, *Après-guerre...*, *op. cit.*, p. 181-183.

¹⁰ « [S]e comprometía[n] por primera vez en la defensa de Europa occidental en tiempos de paz », GADDIS, John Lewis, *La Guerra Fría*, *op. cit.*, p. 49. Nous traduisons.

présence à Berlin. Le 7 décembre ont lieu des élections municipales à Berlin-ouest : le maire social-démocrate Willy Brandt et le chancelier fédéral démocrate-chrétien, Konrad Adenauer, font campagne ensemble pour battre les communistes. Le 31 décembre de la même année, les puissances occidentales envoient une réponse formelle commune à la proposition de Khrouchtchev, réaffirmant leur droit d'être à Berlin et imputant la responsabilité de la crise à l'URSS, mais faisant également part de leur ouverture à des négociations concernant l'ensemble de l'Allemagne. Puis, en juin 1961, Kennedy et Khrouchtchev se rencontrent à Vienne, ce dernier annonce son intention de signer un traité de paix avec la RDA, ce qui priverait les États-Unis de leur accès à Berlin-Ouest. Aussi, Khrouchtchev envoie son armée devant Berlin-Ouest, tandis que Kennedy riposte en disposant les chars américains devant les forces soviétiques et en augmentant le budget militaire américain. Sous la pression, et pour éviter un conflit armé ouvert, le dirigeant soviétique recule son armée. Finalement, le 13 août 1961, la construction du mur de Berlin entre le secteur soviétique et les trois secteurs occidentaux met fin au problème berlinois¹¹.

1.1.3. Course aux armements et menace d'une guerre nucléaire

L'apparition de l'arme atomique en 1945, utilisée pour la première fois par les États-Unis au Japon, et que l'Union Soviétique acquiert dès 1949, contribue à faire des deux pays les deux plus grandes puissances mondiales, au détriment notamment de la Grande-Bretagne et de la France – aux prises, en outre, avec la décolonisation. La capacité de destruction inégalée de ces armes, qui pour la première fois rendent les États-Unis réellement vulnérables à une attaque et mettent en jeu la survie même des deux superpuissances, et la course aux armements stratégiques qui va résulter de la crainte qu'a chacun de se voir dépassé et donc mis en situation d'infériorité par son rival, deviennent paradigmatiques de cette « guerre froide » que se livrent les deux puissances.

a) La guerre de Corée

À la différence de l'Europe, l'extension de la guerre froide à l'Asie n'a pas résulté de politiques volontaristes de la part des deux grandes puissances, mais d'évènements initiés par des pays d'Asie eux-mêmes : la Chine, le Viêt-nam et la Corée. À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, si les États-Unis ont clairement établi leur suprématie sur le Japon, l'avancée des troupes soviétiques dans la péninsule de Corée a toutefois permis de créer les conditions de

¹¹ JUDT, Tony, *Après-guerre...*, *op. cit.*, p. 301-306.

l'établissement d'un État communiste, la Corée du Nord. La guerre de Corée a pour contexte la victoire en Chine du communiste Mao Zedong – sur le nationaliste Tchang Kai-chek – qui proclame la République populaire de Chine 1^{er} octobre 1949. Les Nord-Coréens, bientôt soutenus par les Chinois, font pression sur Staline pour que soit lancée une offensive militaire contre la Corée du Sud. En réaction, les États-Unis vont appliquer leur doctrine d'endiguement, d'autant plus justifiée à leurs yeux dans le cas présent que laisser la Corée du Nord accomplir impunément son agression contre un allié américain augmenterait le risque d'un basculement d'allégeance du Japon. En outre, dans la logique de création d'un ordre multilatéral du capitalisme libéral, les États-Unis tiennent à ce que le Japon continue d'exercer sur l'Asie du Sud-Est l'influence qu'il avait pendant sa période coloniale ; c'est ce que souligne Grosser lorsqu'il affirme qu'il

s'est mis en place en effet un système organisé par les États-Unis et centré sur le Japon, qui a permis à celui-ci de retrouver son rôle dans la division régionale du travail qu'il avait instaurée durant la période coloniale, et qui a permis à un pays comme la Corée du Sud de poursuivre une industrialisation entamée sous occupation japonaise¹².

Ainsi, le 25 juin 1950, l'armée nord-coréenne soutenue par la Chine, avec l'accord de Staline, franchit le 38^e parallèle. Le 27 juin, les Nations Unies condamnent l'agression nord-coréenne et décident de venir en aide à la Corée du Sud, le général MacArthur étant nommé commandant en chef des forces de l'ONU. Suite à près de deux ans de guerre, le front finit par se stabiliser autour du 38^e parallèle en mars 1951. Pour remporter la victoire, MacArthur propose alors un plan d'escalade du conflit à Truman qui envisage, le cas échéant, l'emploi de l'arme atomique. Truman, convaincu qu'une telle initiative provoquera une intervention soviétique, destitue MacArthur et le remplace par le général Matthew Ridgway. Le 27 juillet 1953, après la mort de Staline et deux ans de pourparlers, l'armistice est signé à Panmunjom, même s'il n'est suivi d'aucun traité de paix¹³. Aussi, après trois années d'une guerre qui a fait plus d'un million de morts, et face à la menace de l'emploi de la bombe atomique, le conflit s'achève avec une frontière revenue quasiment au stade initial d'avant-guerre : c'est le *statu quo ante bellum*.

b) La crise des missiles

La crise des missiles cubains met encore plus nettement en évidence la menace d'une guerre nucléaire. Le 4 septembre 1962, Cuba conclut un accord d'assistance militaire avec l'Union soviétique et, une semaine plus tard, Moscou déclare que toute attaque contre Cuba

¹² GROSSER, Pierre, *Les temps de la guerre froide*, op. cit., p. 51.

¹³ Pour plus de précisions sur la guerre de Corée, voir FONTAINE, André, *Histoire de la guerre froide II : de la guerre de Corée à la crise des alliances*, Paris, Fayard, 1967, p. 11-80.

provoquera une riposte nucléaire. Pour sa part, le Congrès américain vote le 3 octobre une résolution qui met en demeure contre toute « action subversive dans l'hémisphère occidental ». Début octobre 1962, les États-Unis découvrent que l'Union Soviétique est en train d'installer des missiles à tête nucléaire à Cuba. D'après Khrouchtchev, il s'agit là d'une manœuvre purement défensive, pour éviter que les États-Unis ne retentent, comme en avril 1961, une invasion de l'île. D'un autre côté, il est de notoriété publique que les Soviétiques tiennent à répondre à l'installation par les États-Unis de missiles Jupiter II en Turquie et en Italie, capables d'atteindre le sud-ouest soviétique. Face à une menace d'escalade de l'affrontement, et suite à d'ardues négociations, Khrouchtchev accepte les conditions de Kennedy et retire, courant novembre, les missiles de l'île cubaine. Officiellement, Kennedy s'engage à ne pas agresser Cuba et à lever le blocus ; extra-officiellement, il retire les missiles de Turquie courant 1963.

Après avoir frôlé le conflit nucléaire, l'installation du célèbre « téléphone rouge » – ligne directe entre Moscou et Washington –, et l'ouverture de négociations sur la limitation des armements concrétisent le retour à la rationalité. On peut ainsi dire, avec Claude Delmas,

[qu'] après la force, puis la foi, puis la Loi, la peur a sous-tendu la paix : c'est moins la sagesse ou le respect de « l'autre » qui ont incité les hommes d'État à la prudence et au non-recours à la violence, que la crainte des conséquences, pour eux-mêmes, en raison de l'inéductibilité des représailles qu'en tout état de cause l'agressé resterait en état d'exercer. De la considération du rapport enjeu-risque, on est arrivé à reconnaître l'irrationalité du recours à la force¹⁴.

Cependant, malgré la signature du traité de limitation des essais nucléaires en 1963, puis du traité de non-prolifération des armes nucléaires en 1968, la nouvelle doctrine de l'OTAN adoptée en 1968 de *flexible response* (riposte « graduée »), maintient la menace d'une possible guerre conventionnelle qui évoluerait en conflit nucléaire.

Ainsi, et malgré une rhétorique de menace constante – rhétorique du conflit nucléaire –, réactualisée à l'occasion des grandes crises (Berlin, guerre de Corée, crise des missiles), le maître mot de la période est bien celui de « cohabitation pacifique »:

La singularidad de la guerra fría estribaba en que, objetivamente hablando, no había ningún peligro inminente de guerra mundial. Más aún: pese a la retórica apocalíptica de ambos bandos, sobre todo del lado norteamericano, los gobiernos de ambas superpotencias aceptaron el reparto global de fuerzas establecido al final de la segunda guerra mundial, lo que suponía un equilibrio de poderes muy desigual pero indiscutido¹⁵.

L'expression « guerre froide » devient de ce fait l'oxymore pour décrire la situation d'un monde bipolaire où les deux camps en lice évitent à tout prix la confrontation armée directe ; il s'agit

¹⁴ DELMAS, Claude, *Armements nucléaires et guerre froide*, Paris, Flammarion, 1971, p. 115.

¹⁵ HOBBSAWM, Eric, *Historia del siglo XX*, Barcelone, Crítica, (1995) 2003, p. 230.

d'une « limitation des moyens au service d'enjeux illimités¹⁶ », ce qui peut expliquer que l'opposition indirecte des Américains et des Soviétiques, au travers notamment de leurs alliés respectifs, ait donné lieu à une série de conflits importants au niveau international, particulièrement meurtriers pour la population civile et militaire – guerre de Corée, guerre d'Indochine puis guerre du Viêt-nam, guerre d'Afghanistan ultérieurement.

Mais le partage du monde en deux blocs, et la volonté de chacun de conserver son hégémonie dans les limites de ses « frontières » – moyennant une action répressive souvent exacerbée – est sans doute le fait marquant de ces années-là :

La guerre froide aurait été ainsi la juxtaposition de deux systèmes nécessaires l'un à l'autre (Noam Chomsky parlait de deux donjons), se renforçant mutuellement par leur opposition, produisant de l'ordre, de la légitimité, de l'identité et du nationalisme, mais aussi de l'intolérance à l'intérieur comme à l'extérieur. La guerre froide serait une guerre de consolidation systémique¹⁷.

1.2. 1968 ou des lendemains qui (désen)chantent

1.2.1. La montée des tensions

1.2.1.1. Mouvement des non-alignés et interventionnisme international

Du fait du processus de décolonisation, la plupart des Nations et des gouvernements qui surgissent en Asie et en Afrique essaient d'éviter de s'aligner sur le bloc pro-capitaliste ou procommuniste. En 1955, pendant la Conférence de Bandung, des dizaines de pays – que l'on appelle désormais le « Tiers-Monde » – décident de se maintenir à l'écart de la dynamique de la guerre froide, en se protégeant de l'influence des États-Unis et de l'URSS, qui cherchent à rallier ces nouvelles nations à leurs causes. Ce consensus s'exprime de façon claire par la création en 1961 du Mouvement des Pays Non-alignés. Comme le souligne Gaddis, « [L]a stratégie de “non-alignement” fournit aux leaders des pays du Tiers-Monde la possibilité de s'incliner en évitant le risque de chuter ; l'idée était de ne s'engager avec aucun des deux camps qui s'affrontaient dans la guerre froide, tout en laissant ouverte la possibilité de le faire¹⁸ ». Les

¹⁶ L'expression est de Claude Delmas, *Armement nucléaire et guerre froide*, op. cit., p. 22.

¹⁷ GROSSER, Pierre, *Les temps de la guerre froide*, op. cit., p. 185.

¹⁸ « [L]a estrategia de «no alineación» ofreció a los líderes de los países del Tercer Mundo la posibilidad de inclinarse sin peligro de caer; la idea era no comprometerse con ninguno de los bandos enfrentados en la Guerra Fría, pero dejando abierta la posibilidad de hacerlo », GADDIS, John Lewis, *La Guerra Fría*, op. cit., p. 136. Nous traduisons.

mouvements indépendantistes réussissent ainsi à créer un scénario sensiblement plus pluriel qui permet en partie de sortir de l'affrontement bipolaire d'après-guerre, et à poser les bases sur lesquelles vont s'appuyer les nationalistes en Asie et en Amérique Latine.

Si l'URSS est censée être naturellement anticolonialiste, les États-Unis ne sont pas *a priori* eux non plus des défenseurs acharnés de cette forme de domination qu'ils considèrent à bien des égards obsolète – leur histoire étant marquée par la guerre d'indépendance qui supposa leur émancipation par rapport à la métropole. Pour autant, ils ne sont pas prêts à se dissocier des Britanniques, des Français, des Hollandais ou des Portugais, pour la simple raison que la stabilité militaire et économique de l'Europe est la priorité absolue. Or,

[e]n esta situación, el riesgo de que los «nacionalistas» del Tercer Mundo asociaran Estados Unidos con el imperialismo era muy elevado. Tampoco había garantías de que los resentimientos generados por la ocupación colonial a lo largo de tantos siglos no transformarían el comunismo en una alternativa atractiva. [...] Todo ello significaba que los nuevos Estados independientes podían alterar el equilibrio de poder durante la Guerra Fría¹⁹.

De plus, puisque la doctrine Truman prévoit d'assister tout pays qui combattrait l'expansionnisme soviétique pour conserver son indépendance, son application amène les États-Unis à intervenir loin de leur territoire en faveur, bien souvent, de régimes dictatoriaux. Aussi, en vertu de son économie interventionniste, Washington a recours à plusieurs reprises à la CIA pour épauler certaines administrations, ou en faire basculer d'autres – renversement de gouvernements suspectés d'être procommunistes – ; c'est le cas, par exemple, du gouvernement guatémaltèque démocratiquement élu de Jacobo Arbenz Guzmán remplacé par une dictature en 1954 après un coup d'État. Les États-Unis s'allient en outre plus ou moins ouvertement – au travers notamment d'une aide économique et/ou militaire – aux dictatures d'Europe, celles-ci étant perçues comme des remparts efficaces contre la montée du communisme : l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar, la Grèce du régime des colonels à partir de 1967, le régime militaire turc après le coup d'État de 1980. En Amérique Latine – considérée zone privilégiée d'influence des États-Unis depuis la doctrine Monroe et surtout avec le corollaire Roosevelt²⁰ –

¹⁹ *Ibid.*, p. 134-135.

²⁰ La doctrine Monroe marque la politique étrangère des États-Unis pendant le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle. En effet le 02 décembre 1823, le président américain républicain James Monroe expose dans un message annuel au Congrès quel est désormais le rôle des États-Unis, synthétisé dans la célèbre formule : « Aux Européens, le vieux continent, aux Américains le Nouveau Monde. » Puis, dans son message du 06 décembre 1904, Théodore Roosevelt soutient que « [...] dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe pouvait les forcer, malgré eux, à intervenir dans les affaires d'un autre État américain et à exercer des pouvoirs internationaux de police ». FOHLEN, Claude, « MONROE doctrine de », *Encyclopædia Universalis*, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/doctrine-de-monroe/>, consulté le 30/06/2014. Voir également, DREYFUS, François-Georges, « La doctrine de Monroe, un impérialisme masqué », en ligne : http://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/la_doctrine_de_monroe_un_imperialisme_masque.asp consulté le 30/06/2014.

, la disposition interventionniste nord-américaine s'est caractérisée par une importante militarisation des forces contre-révolutionnaires et des régimes autoritaires : les États-Unis soutiennent ainsi à partir de 1964 le régime militaire brésilien, le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973, et la junte de Videla en Argentine à partir de 1976. Suivant cette logique, on peut dire avec Grosser – qui reprend l'approche analytique des systèmes-monde (*World-systems approach*) développée par Immanuel Wallerstein²¹ –, que « [l]a guerre froide a été l'instrumentalisation de la menace soviétique par les États-Unis, centre du système, pour contraindre les pays du Tiers-Monde à entrer dans le système, et les alliés capitalistes à se maintenir dans une position subordonnée²² ».

À l'Est cette fois-ci, et de la même façon que « [l]es États-Unis n'étaient pas [...] prêts à tolérer des communistes ou des philo-communistes au pouvoir en Italie, au Chili ou au Guatemala », l'URSS n'est pas prête à renoncer « au droit d'envoyer ses troupes aux républiques sœurs ayant des gouvernements dissidents, comme la Hongrie ou la Tchécoslovaquie²³ ». Si la politique interventionniste des Soviétiques est de prime abord moins évidente, c'est bien dans sa sphère d'action préférentielle qu'elle va se déployer de façon manifeste : il en est ainsi, par exemple, de l'insurrection de Budapest. Cet événement, connu également sous le nom de « Révolution de 1956 », désigne la révolte nationale spontanée qui a lieu entre le 23 octobre et le 10 novembre contre la République populaire de Hongrie. La révolte, qui débute à Budapest, gagne très vite toute la Hongrie, entraînant à sa suite la chute du gouvernement. Des milliers de personnes s'organisent alors en milices pour affronter la police secrète et les troupes soviétiques, tandis que des conseils improvisés luttent contre le contrôle municipal du Parti des travailleurs hongrois au pouvoir et demandent des changements politiques. Le nouveau gouvernement dissout formellement la police secrète, déclare son intention de se retirer du Pacte de Varsovie et promet d'organiser des élections libres. Le Politburo, qui a dans un premier temps annoncé sa volonté de négocier un retrait des forces soviétiques, change d'avis et décide d'écraser la révolution. Le 4 novembre, une importante armée soviétique envahit Budapest et les autres régions du pays. La résistance hongroise se poursuit jusqu'au 10 novembre, mais est brutalement écrasée par les chars soviétiques sans réelle réaction du bloc de l'Ouest²⁴.

²¹ Voir notamment WALLERSTEIN, Immanuel, *El capitalismo histórico*, Madrid, Siglo XXI, 2012.

²² GROSSER, Pierre, *Les temps de la guerre froide*, op. cit., p. 50.

²³ « Los Estados Unidos no estaban [...] dispuestos a tolerar a comunistas o filocomunistas en el poder en Italia, Chile o Guatemala [y la Unión Soviética no estaba dispuesta a renunciar] al derecho de mandar a sus tropas a las repúblicas hermanas con gobiernos disidentes, como Hungría y Checoslovaquia », HOBBSAWM, Eric, *Historia del siglo XX*, op. cit., p. 256. Nous traduisons.

²⁴ Voir FONTAINE, André, *La guerre froide, 1917-1991*, op. cit., p. 216-228.

Ainsi, si au nom de la doctrine Truman, l'anticommunisme a pu justifier l'intervention des États-Unis en Amérique Latine, le supposé soutien des États-Unis²⁵ aux forces « contre-révolutionnaires » a justifié quant à lui, au nom du Pacte de Varsovie, l'ingérence de l'URSS dans les affaires des pays de l'Europe Orientale.

1.2.1.2. La guerre du Viêt-nam : catalyseur de la contestation²⁶

Si la politique d'intervention des États-Unis – de plus en plus perçue comme impérialiste –, la politique d'ingérence de l'URSS, jugée despotique, et la course aux armements soulèvent à l'Est comme à l'Ouest de vives réactions pacifistes, c'est bien la guerre du Viêt-nam – et l'enlisement progressif des États-Unis dans celle-ci – qui tient lieu de déclencheur de véritables mouvements de contestation, voire de révolte.

La amenaza de guerra constante generó movimientos pacifistas internacionales, dirigidos fundamentalmente contra las armas nucleares, que ocasionalmente se convirtieron en movimientos de masas en parte de Europa [...]. Los movimientos en pro del desarme nuclear tampoco resultaron decisivos, aunque un movimiento antibelicista en concreto, el de los jóvenes norteamericanos que se opusieron a ser reclutados para participar en la guerra de Vietnam (1965-1975), demostró ser más eficaz²⁷.

Suite aux accords de Genève de 1954, la France quitte l'Indochine, tandis que l'indépendance est accordée au Viêt-nam qui, à l'instar de la Corée, est divisé au niveau du 17^e parallèle : au Sud, la République du Viêt-nam – dont la capitale est Saïgon – est présidée par Ngô Đình Diêm, soutenu dans un premier temps par Washington, et qui refuse les élections générales prévues à Genève ; au Nord, la République démocratique du Viêt-nam constitue un État socialiste – dont la capitale est Hanoi – présidé par Hô Chi Minh. Les dirigeants de la République démocratique du Viêt-nam sont cependant déterminés, dès 1959, à engager la lutte armée contre le Sud : le Front National de Libération (FNL) est fondé en décembre 1960 et des opérations de terrorisme et de sabotage, des infiltrations d'hommes et de matériels s'intensifient

²⁵ C'est bien ce qu'allègue le représentant soviétique à la séance du Conseil de Sécurité de l'ONU du 28 octobre 1956, lorsqu'il affirme que « [...] le Congrès des États-Unis affecte des millions de dollars aux activités subversives dirigées contre les gouvernements légitimes des pays de démocratie populaire, en vue de renverser ces gouvernements et de les remplacer par des régimes réactionnaires que les travailleurs des pays d'Europe de l'Est ont déjà chassés ». Intervention du représentant soviétique à la séance du Conseil de Sécurité de l'ONU du 28 octobre 1956, [S/PV. 746, 28 octobre 1956, p. 3, par. 15] citée par CORTEN, Olivier, « Intervention en Hongrie (1956) », *Ius contra bellum. Un dossier électronique du centre de droit international de l'Université Libre de Bruxelles*, <http://iusadbellum.files.wordpress.com/2011/07/hongrie-1956.pdf>, consulté le 12/09/2011.

²⁶ Pour plus de renseignements sur les liens entre la guerre du Viêt-nam et la contestation sociale et culturelle de Mai 68, voir DREYFUS-ARMAND, Geneviève et PORTES, Jacques, « Les interactions internationales de la guerre du Viêt-nam et Mai 68 », dans DREYFUS-ARMAND, Geneviève *et al.* (Dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000, p. 50-68.

²⁷ HOBBSAWM, Eric, *Historia del siglo XX, op.cit.*, p. 241.

dans le Sud par les voies de la piste Hô Chi Minh. L'armée sud-vietnamienne, encadrée en décembre 1961 par 15 000 « conseillers » américains, ne réussit pas à enrayer le développement du FNL. L'échec politique et militaire du régime de Diêm conduit le président américain à permettre un coup d'État de la part généraux sudistes : Diêm est assassiné avec son frère le 2 novembre 1963. Trois semaines plus tard, Kennedy l'est à son tour, à Dallas.

La détérioration de la situation au Viêt-nam incite son successeur, Lyndon Johnson, à s'engager davantage : bombardements sur le Nord, utilisation d'agents chimiques, intervention directe dans le Sud à partir de mars 1965. Aux États-Unis, l'opinion publique est sensibilisée par l'envoi au Viêt-nam des « appelés » et frappée par la cruauté des images d'un conflit qui est, pour la première fois dans l'histoire, diffusé par les médias. En effet, « [l']accélération [de la contestation] provient de la résistance de jeunes contre le départ au Viêt-nam. [...] Il ne s'agit plus de protester arbitrairement contre la guerre mais de réagir face à une menace [...]»²⁸. Devant l'impuissance américaine à obtenir une victoire rapide, la contestation fleurit sur les campus universitaires et gagne tout le pays. Aux prises avec un déficit budgétaire aggravé, le président Johnson alterne bombardements intensifs sur le Nord et propositions de trêve conditionnelle. Bien que lourdement frappé, le Nord ne cède pas. Il dispose d'atouts d'une importance croissante : la mauvaise conscience de l'Occident, l'appui des partis communistes frères et des courants neutralistes, et l'assistance matérielle de l'URSS et de la Chine. L'offensive communiste généralisée, dite « offensive du Têt », lancée le 30 janvier 1968, s'avère être un échec militaire pour le Viêt-Cong, mais l'armée américaine est sérieusement mise en difficulté.

Le retentissement croissant dans l'opinion publique américaine pousse Johnson à renoncer à un nouveau mandat et à décider d'arrêter sans conditions les bombardements au Nord en mai 1968, tandis que des mouvements de révolte se multiplient dans tout le pays :

La oposición a la Guerra de Vietnam se intensificó en Estados Unidos a lo largo de ese verano hasta el punto de desafiar todas las fuentes de la autoridad: gubernamentales, militares, empresariales y educativas. Por aquel entonces cerca de 550.000 militares estadounidenses combatían en Vietnam. [...] Los jóvenes estadounidenses tenían razones tanto ideológicas como personales para protestar contra una guerra que muchos consideraban injusta e imposible de ganar, pese a lo cual serían reclutados. [...] Al mismo tiempo estallaban disturbios por temas raciales en todo el país, y dos líderes especialmente admirados por la juventud, Martin Luther King y Robert F. Kennedy eran asesinados²⁹.

Dans ce contexte, des négociations préliminaires aboutissent à l'ouverture officielle de la conférence de Paris en janvier 1969. La politique de « vietnamisation » de Richard Nixon, qui

²⁸ DREYFUS-ARMAND, Geneviève et PORTES, Jacques, « Les interactions internationales... », *art. cit.*, p. 52.

²⁹ GADDIS, John Lewis, *La Guerra Fría, op. cit.*, p. 155.

succède à Johnson début 1969, vise désormais à un retrait total des forces terrestres américaines après renforcement des armées sud-vietnamiennes. Alors que le nombre de manifestations contre la guerre ne décroît pas aux États-Unis, un accord de cessez-le-feu – marquant le retrait total des États-Unis du conflit – est signé à Paris le 27 janvier 1973. Mais dès octobre 1974, le Nord-Viêt-nam considère officiellement les accords de Paris caducs et engage les préparatifs de l'invasion. En mars 1975, les communistes lancent une nouvelle offensive d'envergure. Thiêu quitte le pouvoir le 21 avril et les blindés nord-vietnamiens entrent à Saigon le 30 avril 1975. Le nouvel État unifié prend, le 2 juillet 1976, le nom de République socialiste du Viêt-nam, et adopte la constitution de l'ancien Nord-Viêt-nam.

La guerre du Viêt-nam est donc essentielle non seulement parce qu'elle se solde par un échec des États-Unis – le premier dans leur histoire, et le plus cuisant et marquant qui leur soit infligé durant la guerre froide –, mais surtout parce qu'elle va précipiter la contestation généralisée. Ainsi, les mouvements d'opposition à la guerre qui se développent aux États-Unis et en Europe vont critiquer activement l'impérialisme américain, dépassant en cela les positions pacifistes. Ainsi pour exemple, en mai 1968, les universités d'Allemagne :

[...] llevaban todo un año de protestas, y los principales disturbios, motivados por la intervención de Estados Unidos en Vietnam, se producían en la ciudad defendida por el ejército estadounidense: Berlín occidental. La Universidad Libre de Berlín, fundada con ayuda de Washington en pleno bloqueo de la ciudad, en 1948, se convirtió en hervidero de actividad revolucionaria, [...]. Estados Unidos y sus aliados de Europa occidental se habían convertido en «imperialistas», anunció el líder estudiantil Rudi Dutschke³⁰³¹.

1.2.2. L'explosion de la contestation, et son extension idéologique

1.2.2.1. La gestation de mai 68 : vers une remise en cause généralisée

Bien que l'explosion de la contestation³² ait lieu en France courant mai 68, celle-ci est déjà en gestation dans tous les mouvements étudiants de rébellion qui au sein des deux blocs

³⁰ *Ibid.*, p. 154-155.

³¹ Rudi Dutschke, sociologue marxiste allemand et un des principaux leaders de la Ligue des étudiants socialistes allemands (SDS), est un des représentants les plus connus du mouvement étudiant de 1968 en Allemagne de l'Ouest. Le 11 avril 1968, il est victime d'un attentat, des séquelles duquel il meurt en décembre 1979. Voir « Attentat contre le leader étudiant Rudi Dutschke », dans « Le Quotidien de 1968 », *Le Nouvel Observateur*, 12/04/2008, <http://tempsreel.nouvelobs.com/le-quotidien-de-1968/20080404.OBS8211/attentat-contre-le-leader-etudiant-rudi-dutschke.html>, consulté le 03/07/2014.

³² À l'instar de Robert Frank, nous choisissons d'employer le terme de « contestation » pour nous référer au phénomène de mai 68, considérant que ce terme englobe adéquatement la pluralité de manifestations qui ont lieu dans les « années 68 ». Voir notamment FRANK, Robert, « Introduction », dans DREYFUS-ARMAND, Geneviève, *et al.* (Dir.), *Les années 68...*, *op. cit.*, p. 13-21.

déplorent une rigidité idéologique répressive et autoritaire – produite par un *statu quo* international qu'elle contribue également à renforcer.

Comme terreau propice à l'éruption contestataire et à son développement – qu'il s'agisse du mouvement pacifiste, de libération de la femme, pour les droits civils des Noirs, ou pour la libération sexuelle –, on retrouve avant tout l'explosion démographique mondiale de la population étudiante. En effet,

Las matriculaciones en las universidades de Estados Unidos se triplicaron entre 1955 y 1970, financiadas en buena parte por el Gobierno Federal. El número de universitarios en la Unión Soviética se multiplicó por 2,5, mientras en Francia se cuadruplicaba e incluso en China se duplicaba en 1965 [...].

Los Gobiernos no habían previsto que el aumento de una población joven y dotada de mejor educación en un contexto de estancamiento internacional pudiera desencadenar la insurrección³³.

Ensuite, l'opposition à la guerre du Viêt-nam – qui apparaît aux yeux du monde comme une guerre impérialiste particulièrement brutale et scandaleuse, et qui met également en évidence la position « neutraliste » de moins en moins justifiable des États dits socialistes face à cette tentative des États-Unis d'imposer leur politique et leur idéologie au monde –, va déclencher une vague de manifestations au niveau international. Ainsi pour exemple, en France et en Italie les événements du Viêt-nam sont suivis de près, et les mobilisations étudiantes contre la guerre se multiplient. En Espagne, si les manifestations étudiantes du printemps 1968 sont davantage centrées sur

[l]'exigence de liberté d'expression, de réunion et d'opinion [...], les groupes gauchistes reprennent [cependant] les engagements pro-vietnamiens et anti-impérialistes de leurs homologues internationaux et les intègrent à leur combat contre la dictature, d'autant que le général Franco a laissé l'*US Air Force* utiliser ses installations espagnoles³⁴.

L'exceptionnalité du cas espagnol dans le panorama de l'Europe occidentale a souvent été soulignée, mais il ne faut cependant pas oublier que, depuis le milieu des années cinquante, d'importantes vagues d'émigration d'Espagnols vers le Nord de l'Europe se produisent³⁵. Ces mouvements migratoires se traduisent, sur le plan économique, par des envois d'argent (*remesas*), par une plus libre circulation de personnes, sur le plan démographique, et par la propagation – quoique fortement contrôlée – des idées venues de l'extérieur. Aussi, les autorités espagnoles redoutent en 1968 que les mobilisations en France ne se répercutent en Espagne, notamment à l'Université où le mouvement étudiant est très actif. De ces inquiétudes rend compte la dépêche n°623/EU envoyée le 10 juin 1968 au Ministère des Affaires Étrangères par

³³ GADDIS, John Lewis, *La Guerra Fría*, op. cit., p. 157.

³⁴ DREYFUS-ARMAND, Geneviève et PORTES, Jacques, « Les interactions internationales... », art. cit., p. 66-67.

³⁵ Nous y reviendrons un peu plus avant, p. 78.

Robert de Boissésou, ambassadeur de France en Espagne. En effet, l'ambassadeur souligne les conséquences immédiates de ces événements en Espagne, et en premier lieu leurs répercussions économiques. Boissésou rappelle les principales difficultés d'acheminement de marchandises et de personnes qui ont touché les secteurs commerciaux et privés. Par ailleurs, il affirme qu'« [u]n certain nombre de travailleurs espagnols qui se trouvaient déjà en France sont rentrés en Espagne, non pas tant par crainte des événements, mais du fait que leurs entreprises se trouvaient en grève [...] »³⁶. Si le diplomate assure que « M. Bartoli, directeur de l'Office national d'immigration d'Irun, m'a affirmé en tout cas qu'aucun incident fâcheux ne s'était produit », la crainte que le mouvement ne se propage en Espagne est bien réelle. Revenant sur les mesures prises par les autorités espagnoles pour éviter tout risque de contagion, l'ambassadeur français rapporte :

Il m'a été affirmé entre autres que toute occupation de locaux universitaires serait rigoureusement combattue, même s'il fallait utiliser des explosifs pour détruire l'entrée de ces locaux et procéder par la force à leur évacuation.

Sur un autre plan, on laisse entendre à Madrid que la récente mesure concernant l'interdiction pour les présidents-directeurs généraux et administrateurs de banque de cumuler plusieurs fonctions, a été inspirée au Conseil des ministres par le désir d'adopter une mesure libérale, de caractère quelque peu démagogique, afin de satisfaire cette partie de l'opinion espagnole qui considère comme trop conservatrice, autoritaire et capitaliste, l'administration actuelle du pays.

En sens inverse, on m'a également assuré que les mouvements d'extrême gauche, que ce soit le parti communiste espagnol de Santiago Carrillo, ou les groupements pro-castristes ou pro-chinois, vont tenter de multiplier les incidents et les actes de violence au sein de l'Université, notamment à la rentrée d'octobre.

À ce sujet, une des préoccupations majeures du gouvernement espagnol serait le rôle, paraît-il très actif, joué dans les récents désordres à l'Université de Paris par les étudiants latino-américains et l'éventuelle influence qu'ils pourraient exercer sur les douze ou quinze mille de leurs camarades qui étudient dans les Universités espagnoles³⁷.

Mai 68, en tant que conjonction de l'activisme révolutionnaire et de la rébellion étudiante, débouche ainsi sur un mouvement de contestation et de subversion de toutes les structures hiérarchiques de la société, et des dogmatismes idéologiques en vigueur – autant le capitalisme prôné par les États-Unis que le socialisme autoritaire développé par l'URSS. Il s'agit en effet de trouver un nouveau modèle révolutionnaire à même de dépasser les contradictions qui, au sein des formations révolutionnaires « classiques », empêchent l'avènement de la révolution – que ce soit par l'acceptation de la légalité bourgeoise réformatrice et de ses institutions, ou par l'incapacité à surmonter les divisions internes qui ont jusque-là paralysé la gauche.

³⁶ VAÏSSE, Maure (Dir.), *Mai 68 vu de l'étranger*, Paris, CNRS Éditions, 2008, p. 59.

³⁷ *Ibid.*, p. 62.

L'année 1968 semble ainsi marquer le point culminant de la prise de conscience par la jeunesse du rôle normatif des institutions étatiques participant à la conservation d'un système répressif et aliénant, jusque-là subi dans une apparente atmosphère de résignation. La famille, l'école, le milieu culturel et la société de consommation sont de ce fait identifiés comme des mécanismes de contrôle d'autant plus pervers qu'ils semblent lâches : « La violence (père, professeur ou policier) n'est pas nécessaire si le consentement est ancré dans la conscience elle-même du jeune-étudiant-ouvrier-consommateur³⁸ », puisqu'elle devient en quelque sorte naturelle, et bride à la base toute velléité revendicative.

La division du monde en deux impérialismes à bien des égards similaires, la menace constante d'une guerre nucléaire, l'aliénation ouvrière dans le monde du travail et de la consommation, le progressif mépris de la part de la jeunesse pour les institutions traditionnelles prescriptives conduisent progressivement à la rupture :

El resultado fue el descontento con el mundo tal como era, ya se hablara de armas nucleares, de injusticia racial, social y económica, de la Guerra de Vietnam, de la represión en Europa del Este o incluso de las propias universidades, convertidas para los jóvenes en herramientas de un orden obsoleto que era preciso derrocar. Se trataba de un fenómeno nunca visto, de una revolución que trascendía lo nacional para atacar directamente al poder, cualquiera que fuese su ideología³⁹.

1.2.2.2. Les faits de mai 68 et leur propagation

En France, les événements de mai 68⁴⁰ revêtent un aspect particulier, plus spectaculaire et plus global, lorsque la révolte étudiante débouche sur une grève générale capable de paralyser le système productif du pays, et partant sur une crise politique et sociétale généralisée.

Les premiers incidents se produisent début 1968 sur le campus de Nanterre, lorsque certains étudiants réclament le droit d'accès pour les garçons aux résidences universitaires des filles. Ce qui n'est au début qu'une critique de questions de mœurs, dérive progressivement vers des mouvements anti-impérialistes et antiautoritaires qui prônent la révolte contre

³⁸ « La violencia (padre, profesor o policía) no es necesaria si la aceptación está arraigada en la propia conciencia del joven-estudiante-obrero-consumidor [...]. » ALBEROLA, Octavio et GRANSAC, Ariane, *El anarquismo español...*, *op. cit.*, p. 228. Nous traduisons.

³⁹ GADDIS, John Lewis, *La Guerra Fría*, *op. cit.*, p. 157-158.

⁴⁰ Pour une chronologie des principaux événements en France et à l'international de janvier à décembre 1968, se reporter à VAÏSSE, Maurice (Dir.), *Mai 68 vu de l'étranger*, *op. cit.*, p. XIX-XXIII. Pour une chronologie des principaux événements en France, voir entre autres : MARTELLI, Roger, *Mai 68*, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1988 ; ou « Chronologie » élaborée par le CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale), dans « Mai-68.fr. 1968-2008 : retour aux sources », http://www.mai-68.fr/dossiers/dossiers.php?val=6_presentation+codhos, consulté le 21/12/2013.

l'institution universitaire, considérée comme un des dispositifs de contrôle de la société capitaliste – rejoignant en cela d'autres revendications similaires au niveau international. Les chocs se multipliant sur le campus, l'université est fermée le 2 mai, et l'action se déplace vers le centre de Paris, déclenchant rapidement une crise nationale⁴¹. Le 3 mai, la police réprime féroce­ment un meeting tenu dans la cour de la Sorbonne, provoquant immédiatement la solidarité du milieu étudiant universitaire puis lycéen dans son ensemble. L'apogée est atteint dans la nuit du 10 au 11 mai lorsqu'étudiants et CRS s'affrontent dans le Quartier Latin, faisant des centaines de blessés. Suite à cette « nuit des barricades », le 13 mai, les syndicats manifestent dans toute la France avec les étudiants pour répruver la violence policière⁴².

La crise prend une nouvelle dimension quand le 14 mai, une vague de grèves s'enclenche : le mouvement s'étend sans consigne de la part des syndicats jusqu'au 22 mai, plusieurs millions⁴³ de grévistes déclarés paralysant ainsi le pays. Leurs revendications dépassent les demandes typiques des grèves « classiques » : aux exigences quantitatives traditionnelles (augmentation des salaires, meilleures conditions de travail, etc.), s'ajoutent également des revendications qualitatives (autonomie, responsabilité du salarié, cogestion des entreprises, etc.). Le pouvoir finit par réagir et le 24 mai le général De Gaulle propose, lors d'une intervention télévisée, un référendum sur la rénovation universitaire, sociale et économique. Cette annonce reste sans effet, et ne fait que susciter une nuit de barricades plus violente que la précédente⁴⁴. La situation prenant un tour insurrectionnel, le Parti Communiste Français (PCF), par l'intermédiaire des syndicats, essaie de reprendre la tête du mouvement et accueille avec bienveillance la proposition du Premier ministre, Georges Pompidou, qui a joué la carte de la négociation sociale. En pleine crise, les négociations de Grenelle⁴⁵ (25 et 27 mai) mettent ainsi au jour les contradictions au sein du mouvement de contestation : tandis que d'un côté, les groupes étudiants « gauchistes » (anarchistes, maoïstes, trotskistes, situationnistes, etc.) réclament un changement radical des structures sociales, et que les grévistes portent des

⁴¹ Voir : JOFFRIN, Laurent, *Mai 68. Histoire des événements*, Paris, Seuil, 1988. Voir notamment le chapitre 3 de la première partie, intitulé « Janvier-mai 1968. Nanterre allume l'incendie », p. 56-72.

⁴² « Événements de mai 1968 », *Encyclopédie Larousse*, http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/%C3%A9v%C3%A9nements_de_mai_1968/131140, consultée le 13/10/2013.

⁴³ Il existe un flottement quant au nombre de grévistes, celui-ci oscillant entre 5 et 11 millions. Selon une étude statistique publiée en 1970, le chiffre serait à placer entre 6 et 7 millions : ADAM, Gérard, « Étude statistique des grèves de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, n°1, vol. 20, 1970, p. 105-119, p. 118, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1970_num_20_1_393216, consulté le 25/02/2013.

⁴⁴ « Chronologie » élaborée par le CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale), dans « Mai-68.fr. 1968-2008 : retour aux sources ».

⁴⁵ Pour plus de renseignements, se reporter à l'article de ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Retour sur Grenelle : la cogestion de la crise ? », dans DREYFUS-ARMAND *et al.* (Dir.), *Les Années 68...*, *op. cit.*, p. 443-460.

revendications qui mettent en cause les rapports au travail et les structures de pouvoir à l'entreprise, le PCF et la CGT insistent, de leur côté, sur les demandes professionnelles et salariales. Le 27 mai, les représentants du gouvernement, des syndicats et du patronat signent le « constat » de Grenelle⁴⁶, qui porte entre autres sur une augmentation de 10% en moyenne des salaires réels, une revalorisation de 35% du SMIG, et la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Cependant, ces accords ne résolvent pas immédiatement le conflit et la grève continue ; le pouvoir, à court de propositions, semble vacant, et la crise sociale débouche ainsi sur une crise politique.

Les divergences entre le mouvement de contestation et les partis de gauche deviennent de plus en plus manifestes : la possibilité maximaliste d'une issue révolutionnaire à la crise ne parvient pas à se concrétiser, se heurtant à l'hostilité manifeste du PCF qui reste très méfiant face à un mouvement qu'il ne contrôle pas. Du côté des formations traditionnelles de gauche, ce sont les réponses classiques qui sont envisagées : gouvernement provisoire, élection présidentielle et législatives anticipées. Mitterrand se proclame candidat à la présidence de la République tandis qu'étudiants et grévistes crient à la récupération ; la rupture semble formelle, et le terrain libre pour une riposte du pouvoir qui désormais va mettre à profit ces divergences, ainsi que l'inquiétude d'une partie de l'opinion. Le 30 mai, après une disparition de plusieurs heures qui crée un véritable coup de théâtre, dans une allocution radiodiffusée, De Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée et la tenue d'élections anticipées. Le soir même, la manifestation organisée par les gaullistes rassemble jusqu'à un million de personnes, marquant ainsi le retournement d'une grande partie de l'opinion publique, qui n'entrevoit d'autre issue à la crise et à la paralysie économique que le retour à l'ordre⁴⁷. La gauche est prise de court : si les gauchistes dénoncent cette manœuvre⁴⁸, les partis traditionnels⁴⁹ se pressent de se rallier aux élections annoncées par le général. Si bien des grévistes se sentent dupés, ils sont cependant de plus en plus isolés, et les grèves cessent progressivement. Le 12 juin, plusieurs organisations

⁴⁶ Michelle Zancarini-Fournel rappelle : « Ouvertes le 25 mai à 15 heures dans les locaux du ministère des Affaires sociales, sis rue de Grenelle, les discussions engagées avec les représentants syndicaux et ceux des entreprises par le gouvernement, se terminent le lundi matin 27 mai à 7 heures 30 sur, non pas des accords comme il est trop souvent écrit [...], mais un "constat", le terme est de Georges Séguy, ou un "protocole d'accord", terme plus officiel qui vient de Georges Pompidou. » *Ibid.*, p. 446.

⁴⁷ « Chronologie » élaborée par le CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale), dans « Mai-68.fr. 1968-2008 : retour aux sources ».

⁴⁸ Le 1^{er} juin a lieu une manifestation parisienne de l'UNEF au slogan de « Élections, trahison », *Idem*.

⁴⁹ Au sujet du rôle jugé contre-révolutionnaire du PCF lors des événements de mai 1968, Alberola et Gransac avancent cette réflexion – depuis une position libertaire ouvertement déclarée – : « Con medios materiales diferentes, pero con las mismas prácticas, los comunistas franceses se situaban –sin vergüenza alguna– en la línea de la ortodoxia bolchevique que había justificado, en 1956, el restablecimiento del orden en Hungría y que, pocos meses después de mayo de 1968, repetiría la proeza en la Checoslovaquia del "socialismo de faz humana" », dans ALBEROLA, Octavio et GRANSAC, Ariane, *El anarquismo español...*, op. cit., p. 247.

d'extrême gauche sont dissoutes. Finalement, les 23 et 30 juin, le scrutin donne une majorité écrasante à la droite gouvernante⁵⁰.

Dans l'immédiat, et malgré l'échec politique du mouvement de mai 68 en France, s'ensuit, à l'international, une vague de rébellion étudiante. Les répercussions du mai français se font sentir rapidement, ravivant les révoltes : se succèdent ainsi les occupations de campus universitaires et les affrontements avec les forces de l'ordre. En Espagne, si « [...] la contestation étudiante trouve davantage son unité dans la volonté de créer des syndicats démocratiques pour faire pièce aux associations mises en place par le gouvernement franquiste⁵¹ », les répercussions des événements français se font sentir durablement, notamment dans la recherche de nouvelles formes de combat et de nouvelles stratégies⁵². La revendication de l'autogestion de l'Université vient ainsi, par exemple, s'ajouter aux exigences de liberté d'expression et de réunion :

Lo que el movimiento se plantea, no es un simple No a una reforma, a una política, sino lo que en la práctica ya es una realidad: el que la dirección de la Universidad esté exclusivamente en manos de estudiantes y profesores; que ningún plan les pueda ser impuesto desde fuera; que la Universidad además de ser [...] un centro de agitación abierto hacia la ciudad, tenga una función estrictamente distinta a la suya tradicional [...]. El trabajo en equipo, la discusión libre, han sustituido a los exámenes. La dirección de la Universidad, o mejor, la autogestión por estudiantes y profesores, la Universidad crítica son otras tantas conquistas⁵³.

Nonobstant le début des vacances, les affrontements se multiplient et la dynamique répressive s'accroît au sein des deux blocs. Aux États-Unis :

El presidente Johnson, que había decidido no presentarse a la reelección, estaba prácticamente prisionero en la Casa Blanca, cercado de día y de noche por el ruido de los manifestantes, y sólo comparecía públicamente desde bases militares celosamente protegidas. El congreso del Partido Demócrata en el mes de agosto se convirtió en una batalla campal, y la policía de Chicago apaleó a miles de jóvenes enfurecidos, desilusionados [...]⁵⁴.

⁵⁰ Ainsi, au deuxième tour des élections législatives, l'UDR (Union pour la défense de la République), les RI (Radicaux Indépendants) et les gaullistes dissidents regroupent 50,88 % des voix. Voir GOGUEL, François, « Les élections législatives des 23 et 30 juin 1968 », *Revue française de science politique*, n°5, vol. 18, 1968, p. 837-858, p. 844,

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1968_num_18_5_393112, consulté le 25/11/2013.

⁵¹ DREYFUS-ARMAND, Geneviève et PORTES, Jacques, « Les interactions internationales de la guerre du Viêt-nam et Mai 68 », *art. cit.*, p. 66-67.

⁵² Sur ce point, voir : GALCERAN HUGUET, Montserrat, « El mayo del 68 francés y su repercusión en España », *Dossiers féministes*, n°12, 2008, p. 77-98, p. 88-89.

⁵³ Tract du SDEUM (*Sindicato Democrático de Estudiantes de la Universidad de Madrid*) : « La situación actual en Francia y el papel de la lucha estudiantil », SDEUM, 3 juin 1968, cité par GALCERAN HUGUET, Montserrat, « El mayo del 68 francés... », *op. cit.*, p. 88.

⁵⁴ GADDIS, John Lewis, *La Guerra Fría*, *op. cit.*, p. 155.

À l'Est cette fois-ci, mais en août également, les troupes du Pacte de Varsovie entrent de façon spectaculaire en Tchécoslovaquie, mettant fin au « Printemps de Prague » et rétablissant *via* la répression l'orthodoxie idéologique que ce « socialisme à visage humain » met en péril :

Ese mismo verano de 1968, Brezhnev y sus colaboradores preparaban la invasión de un Estado socialista hermano, Checoslovaquia, con la intención de frenar las reformas que ellos mismos habían estimulado; como ya ocurriera en Alemania oriental en 1953, al igual que en Polonia y Hungría en 1956, las reformas fueron más allá de lo previsto por Moscú y amenazaban con desestabilizar Europa del Este, incluso la propia URSS⁵⁵.

En septembre, l'agitation reprend de plus belle tandis que la répression ne semble plus avoir de limites. Au niveau international, le point culminant de la répression des manifestations contestataires est atteint le 2 octobre, lors du massacre des étudiants et du peuple à la *Plaza de las Tres Culturas* de la ville de Mexico. Les événements de Mexico montrent que la répression d'État (massacre imputé conjointement au groupe paramilitaire *Batallón Olimpia* et à l'Armée mexicaine) n'a pas de frontières, et que la violence de l'ordre établi s'exerce impunément, et est seule légitime.

L'élection, lors du scrutin présidentiel américain du 5 novembre, du républicain Richard Nixon – qui a promis le rétablissement de la loi et de l'ordre (*law and order*) –, met un terme à cette frénétique, bouillonnante et contestataire année 1968.

1.3. Conservation systémique et nouvelles formes de combats

1.3.1. De la répression à la récupération de Mai 68

L'année 1968 arrive ainsi à sa fin, marquée, à l'Est comme à l'Ouest, par une répression féroce de tous les mouvements de contestation : de Mexico à Prague en passant par Berkeley et Chicago. Au-delà de ce que Alberola et Gransac appellent « la froide et impudente trahison du PCF et du syndicalisme communiste⁵⁶ », la leçon de la contestation de 1968 – ou plutôt, de son écrasement –, est bien que ces deux camps qui se présentent aux yeux du monde comme deux systèmes diamétralement opposés cherchent avant tout à se conserver – à conserver leur pouvoir –, et sont pour cela prêts à s'allier :

⁵⁵ *Ibid.*, p. 154.

⁵⁶ « La gran lección de mayo de 1968 fue, indiscutiblemente, la fría y descarada traición del PCF y del sindicalismo comunista. Puestos ante el dilema de adoptar una actitud revolucionaria o de colaborar con el régimen gaullista en la restauración del Orden, optaron por esta última actitud, defraudando las esperanzas revolucionarias de la juventud, rompiendo el impulso combativo de la clase trabajadora movilizada en un movimiento de huelga general sin precedentes y que quizá ya no vuelva a repetirse », dans ALBEROLA, Octavio et GRANSAC, Ariane, *El anarquismo español...*, *op. cit.*, p. 231-232. Nous traduisons.

Cierto que sacudieron [los revolucionarios de 1967 y 1968] el poder en todas partes, pero al final no lograron derrocarlo; lo que hicieron fue convencer a quienes ejercían el poder de la necesidad de cooperar para evitar amenazas similares en el futuro. Entre los convencidos figuraban los gobiernos de Estados Unidos, la Unión Soviética, Alemania occidental y Alemania oriental, además del siempre flexible Mao Zedong⁵⁷.

Dans la logique de la guerre froide, la menace communiste ou, au contraire, le maintien de l'orthodoxie et la menace capitaliste, servent à réprimer tout mouvement subversif à « l'intérieur ». Le discours idéologique est ainsi utilisé à des fins de conservation systémique, chaque camp faisant glisser sous le concept « communiste » ou « capitaliste » respectivement tout mouvement alternatif. Aussi, il semblerait que « l'idéologie qui en fait a dominé durant la guerre froide est celle du pouvoir de l'État, que l'on appelle le réalisme (la puissance, la sécurité nationale et l'intérêt d'État) et la géopolitique⁵⁸ ».

Comme nous l'avons vu, l'URSS n'hésite pas à intervenir *manu militari* dans les pays satellites lorsque les réformes engagées menacent son hégémonie. Ce mode d'intervention s'avère efficace, même si cela n'est vrai qu'à moyen ou court terme.

Aux États-Unis, et surtout en Europe, l'appareil d'État va brandir la menace soviétique pour délégitimer tous les courants d'extrême gauche, et récupérer le mouvement de contestation pour le compte du Système : face aux conditions de vie des pays à l'Est, mais contraintes également au niveau symbolique à concurrencer le mouvement communiste, les élites politiques et économiques font preuve de bonne volonté, faisant des concessions qui visent à améliorer les conditions de travail et à consolider l'État Providence. La réussite occidentale dans l'entreprise de récupération de la révolte de 1968 passe ainsi par la capacité à assimiler les forces contestataires en mêlant répression et intégration politique et sociale.

Si les réformes ont été l'instrument de récupération privilégié en Europe, il en va autrement en Amérique Latine, où le mode d'action préférentiel du « bloc capitaliste » est avant tout répressif et militaire (encouragement des coups d'État, financement des guérillas contre-révolutionnaires et des groupes paramilitaires, etc.). Ainsi,

[...] l'élaboration d'un discours sur la menace soviétique a permis d'expliquer et de combattre (par les réformes, l'intégration transnationale ou les armes) les problèmes rencontrés par le système des démocraties capitalistes. La supériorité militaire servait à avoir les mains libres pour mener les politiques de renforcement du système et de répression des activités antisystémiques⁵⁹.

Outre le désamorçage politique du mouvement de mai 68, il faut signaler sa réappropriation symbolique – stade ultime de la récupération –, au travers cette fois-ci de l'entreprise culturelle, et de la marchandisation qu'elle implique. Comme l'indiquent Alberola et Gransac,

⁵⁷ GADDIS, John Lewis, *La Guerra Fría*, op. cit., p. 159.

⁵⁸ GROSSER, Pierre, *Les temps de la guerre froide*, op. cit., p. 30.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 181.

[a]unque fuera sabido de siempre (al menos, desde que hay retórica), que los medios de comunicación, el lenguaje y los signos en general podían servir para imponer o modificar los esquemas de conducta de los hombres, jamás se había visto a una sociedad buscar la recuperación de las fuerzas que la negaban y la combatían a través de la difusión masiva de su literatura, como si, a un cierto nivel del desarrollo económico, la literatura revolucionaria, convertida en mercancía, contribuyese a la salud del Sistema, sirviendo como agente subconsciente de transformación de la inquietud revolucionaria en esfuerzo literario de escribir o leer⁶⁰.

Au moment même où le mouvement d'agitation devient en quelque sorte dangereux par son étendue et sa profondeur, il est soumis à un triple processus de récupération : il est tantôt dénaturisé par son intégration dans le cadre de réformes légales, tantôt réduit à un folklore vendeur, tantôt assimilé à un phénomène marginal et sectaire.

1.3.2. De nouvelles formes de combats : les guérillas urbaines inspirées des expériences latino-américaines

La guerre *sui generis* que se livrent les deux blocs, les ruptures à l'intérieur du camp communiste suite à la dégradation des relations sino-soviétiques, ainsi que les événements de l'année 1968 qui ont secoué le système à l'Est comme à l'Ouest, vont avoir au moins deux grandes conséquences qui peuvent en partie expliquer le surgissement ou le renouveau d'une forme d'action révolutionnaire au niveau international – bien qu'avec des différences non négligeables selon les régions.

1.3.2.1. Guérillas et terrorisme d'État en périphérie

D'une part, la rupture sino-soviétique dans les années soixante est à l'origine de la scission des groupes communistes au niveau international entre ceux qui restent fidèles à Moscou et ceux qui suivent désormais la ligne idéologique marquée par Mao : celui-ci dénonce, suite au retrait des missiles de Cuba, une capitulation de l'URSS face aux États-Unis, un réformisme croissant et un embourgeoisement des dirigeants du socialisme soviétique. Refusant la thèse d'une possibilité de passage pacifique au socialisme, il affirme en retour le primat de la pratique⁶¹, et entend adapter le marxisme au cas des pays en voie de développement. De plus,

⁶⁰ ALBEROLA, Octavio et GRANSAC, Ariane, *El anarquismo español...*, *op. cit.*, p. 264-265.

⁶¹ Affirmer le « primat de la pratique » revient à poser que le seul critère de la vérité est la pratique historique. Sur ce point voir PIOTTE, Jean-Marc, *Marxisme et pays socialistes*, édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, [1979], Chicoutimi, 2002,

http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/marxisme_et_socialisme/marxisme.html, consulté le 12/09/2014. Par rapport à Mao, et le citant, Jean-Marc Potte écrit : « Mao [...] est le fidèle disciple de Marx : il ne réduit pas la théorie à la pratique (empirisme) ni celle-ci à celle-là (idéisme) et, en matérialiste conséquent,

la récupération du mouvement de mai 68 par l'orthodoxie partisane – de parti – contribue elle aussi certainement à la naissance, par différenciation, de nouvelles formations révolutionnaires philo-communistes⁶². Plus précisément, c'est sans doute le rôle qu'a pu jouer le parti communiste dans l'écrasement systématique des révoltes en Europe et dans les pays de l'Est sous influence de l'URSS qui a favorisé l'émergence autour des années soixante-dix d'une ribambelle de groupes employant la lutte armée, si l'on considère avec Michel Wieviorka que :

À l'intérieur d'un système politique, les processus qui mènent à la violence et parfois, en fin de compte, au terrorisme prennent la forme principale de la scission ou du fractionnement. [...] C'est à travers des modifications considérables apportées à la matrice classique du marxisme-léninisme que des groupes se constituent, favorables à la lutte armée, et non dans le droit-fil de cette matrice. Les grandes crises, les schismes, les déchirements de l'univers communiste sont bien plus décisifs dans la production d'organisations combattantes que l'intervention soutenue des gardiens moscovites de l'orthodoxie⁶³.

Si l'émergence de groupes revendiquant la lutte armée est en partie la conséquence des dissensus qui se produisent à l'intérieur du camp communiste, le contexte précis de la guerre froide – dans lequel l'affrontement direct entre les deux blocs reste difficile du fait de la menace atomique – est également un terrain tout à fait favorable au surgissement de conflits indirects dans la périphérie :

[...] l'affrontement direct étant sinon impossible, du moins peu vraisemblable et peu probable, dans les zones marginales une nouvelle forme d'action pouvait se développer, la subversion, qui [...] en complément de la dissuasion nucléaire, est elle aussi devenue une donnée permanente des relations internationales. Le franchissement des frontières par les armées régulières est condamné, leur franchissement par les guérilleros ne peut pas l'être [...]⁶⁴.

Par ailleurs, les États périphériques cherchant « à contourner la double hégémonie [vont tâcher] d'utiliser la rivalité centrale pour se doter des bases de la puissance⁶⁵ ». L'on voit ainsi se multiplier les mouvements de libération nationale qui, privés de la puissance effective des deux grands, vont utiliser des stratégies spécifiques qui se développent fortement à cette période, notamment la guerre de guérillas :

Les détournements des technologies civiles, les achats illicites d'armements, la construction d'industries de défense périphérique, voire le recours au terrorisme, qui caractérisaient déjà cette époque, formaient la réponse, due à la faiblesse et à la

admet le primat de la pratique sur la théorie : «La philosophie marxiste – le matérialisme dialectique – a deux particularités évidentes. La première, c'est son caractère de classe [...], la seconde, c'est son caractère pratique : elle met l'accent sur le fait que la théorie dépend de la pratique, que la théorie se fonde sur la pratique et, à son tour, sert la pratique [...]. Le critère de la vérité ne peut être que la pratique sociale. Le point de vue de la pratique, c'est le point de vue premier, fondamental de la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance". », *Ibid.*, p. 25.

⁶² Ce processus se produit également en Espagne, ce qui montre, une fois de plus, les limites de l'« exception espagnole ». Nous le verrons un peu plus avant, p. 53 et suivantes.

⁶³ WIEVIORKA, Michel, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988, p. 40.

⁶⁴ DELMAS, Claude, *Armements nucléaires et guerre froide*, *op. cit.*, p. 104.

⁶⁵ PARMENTIER, Guillaume, *Le retour de l'histoire. Stratégie et relations internationales pendant et après la Guerre froide*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1993, p. 137.

dépendance, d'États souhaitant exercer pleinement leur souveraineté dans un système international qui ne leur permettait pas de le faire⁶⁶.

Ainsi, et malgré la répression implacable exercée par les corps détenant le monopole de la force légitime sur les mouvements de contestation surgis autour de mai 68 et dans sa déferlante, l'on assiste au développement au niveau régional de conflits sociaux exacerbés, et à la multiplication, notamment en Amérique Latine, de guérillas rurales, urbaines ou mixtes portant bien souvent des revendications de libération nationale.

Cependant, la réplique ne se fait pas attendre : dans le cadre de la guerre froide, et au nom de la doctrine de sécurité nationale devant empêcher l'expansion du communisme, s'installent à partir des années soixante-dix dans la plupart des pays latino-américains des dictatures répressives qui vont instaurer un régime de terreur, le pouvoir militaire faisant un usage systématique de la violence, de la torture et de la disparition. Se développe ainsi ce qu'on a appelé une « guerre sale⁶⁷ », qui se caractérise par une répression clandestine et policière « [...] dirigée contre les population sympathisantes des mouvements guérilleros plutôt que contre leurs cadres militaires ». Cette action a pour objectif de démanteler tous les mouvements jugés séditieux à travers la construction d'« [u]ne rupture entre les organisations armées et le mouvement populaire, en “ciblant” (blessés, morts, séquestrés) les espaces d'articulation entre les mouvements sociaux et les organisations armées de gauche⁶⁸ ». De façon plus appropriée, nous pouvons parler d'un terrorisme d'État ayant cours dans plusieurs pays d'Amérique Latine, et qui dans des études récentes sur le cas argentin – même au niveau juridique – est souvent couplé au concept de génocide, celui-ci rendant compte d'un projet global dans lequel l'exercice de la terreur et sa diffusion à tous les niveaux sociétaux aurait eu pour objectif la réorganisation sociale et nationale. Cette perspective impliquerait ainsi :

Que el inicio de las acciones [represivas] no se explica por el conflicto previo, sino por la persistente y paciente construcción de un proyecto de reorganización social a través del terror, que si bien articuló como excusa la “lucha contra la subversión”, venía siendo diseñado con anterioridad a la existencia de organizaciones armadas de izquierda en la Argentina o a la radicalización de sectores populares y que, por tanto, en tanto proyecto continental —expresado en la Doctrina de Seguridad Nacional con

⁶⁶ *Idem.*

⁶⁷ Feierstein critique l'emploi de l'expression « guerre sale » rappelant que « [...] es destacable que el concepto de “guerra sucia”, creado por los perpetradores y utilizado sólo por ellos en la Argentina, hegemonizó sin embargo la literatura extranjera sobre el caso argentino y en el siglo XXI comenzó incluso a ser utilizada en numerosos trabajos académicos argentinos, sin explicitar en qué sentido se asume dicho concepto y cómo se vincula con la visión de los perpetradores », dans FEIERSTEIN, Daniel, « Sobre conceptos, memorias e identidades: guerra, genocidio y/o terrorismo de Estado en Argentina », *Política y sociedad*, vol. 48, n°3, 2011, p. 571-586, p. 574, <http://revistas.ucm.es/index.php/POSO/article/view/36417>, consulté le 08/07/2013.

⁶⁸ « [D]irigida contra las poblaciones simpatizantes de los movimientos guerrilleros en lugar de atacar a sus cuadros militares, [construyendo] un quiebre entre las organizaciones armadas y el movimiento popular, centrandolo las “bajas” (heridos, muertos, secuestrados) en los espacios de articulación entre movimientos sociales y organizaciones armadas de izquierda », *Idem.* Nous traduisons.

base en los EE.UU.— contaba con cierta autonomía e independencia del poder de fuego con el que podían contar las organizaciones insurgentes, lo cual queda de manifiesto al observar que dicho proyecto fue implementado por igual en situaciones de clara guerra civil (como El Salvador), en situaciones con fuerzas insurgentes sin capacidad de combate militar abierto (Guatemala o Argentina) e incluso allí donde casi no existía una izquierda armada (Chile, Haití o Bolivia)⁶⁹.

1.3.2.2. Méfiance vis-à-vis de l'État et des organisations « classiques » dans le centre

D'autre part, s'il est vrai que le mouvement de mai 68 en France n'a pas remporté la victoire, il a du moins « détruit l'illusion d'une société réconciliée avec elle-même par la croissance et la prospérité, remplacé le mirage du bien commun et de la rationalité sociale par le rappel aux contradictions et aux luttes de la société⁷⁰ ». Il est en cela le soubresaut d'une société prenant conscience qu'elle

[...] lutte non plus contre un groupe dirigeant défendant des intérêts privés, mais contre une emprise généralisée sur la vie sociale et culturelle. [À] mesure que l'emprise des forces dirigeantes de la société s'étend, que la capacité d'intégration du système augmente, la lutte des classes change non seulement d'acteurs, mais de forme et d'objectifs. L'adversaire n'est plus une personne ou une catégorie sociale, le monarque ou la bourgeoise. Il est l'ensemble des moyens d'action, dépersonnalisés, « rationalisés », bureaucratisés, du pouvoir économique-politique. Il est l'ordre social [...]. Il est l'appareil de production, qui renverse les barrières de la vie privée, de la vie locale, de la vie professionnelle⁷¹.

À cet « ordre social » – culturel, économique et politique, pourrions-nous ajouter – au visage imprécis va répondre une action visant sa déstabilisation ; à la violence qui s'exerce de façon diffuse, constante et ubiquiste, va répliquer – bien qu'avec des moyens inférieurs – une violence tout aussi épars. La récupération de mai 68 dans la normalité politico-institutionnelle par le réformisme politique, le comportement des formations classiques qui participent de cette récupération contribuant à étouffer le mouvement de révolte initial, ainsi que la complicité avérée du pouvoir dans les crimes qui ont lieu au sein des deux blocs, sont autant de raisons qui peuvent expliquer – notamment en Europe – le renouveau de la critique antiautoritaire : l'idéologie anarchiste du pouvoir et du bureaucratisme va retrouver par là une nouvelle jeunesse dans les milieux révolutionnaires.

De plus, sans affirmer catégoriquement que l'influence des luttes anti-impérialistes menées par les guérillas en Amérique Latine soit à la base du renouveau de l'activité révolutionnaire en Europe, on peut malgré tout souligner l'existence de points communs. Parmi ces luttes armées, celle qui a lieu en Uruguay est un exemple à part, et précieux, parce que

⁶⁹ *Ibid.*, p. 576.

⁷⁰ Touraine, Alain, *Le communisme utopique. Le mouvement de mai 1968*, Paris, Seuil, 1968, p. 14.

⁷¹ *Ibid.*, p. 47-48.

mieux adapté au contexte européen : suite à l'échec qu'a supposé la tentative d'exportation du modèle de révolution guévariste, et au démantèlement du mouvement guérillero mixte de Marighella au Brésil, il ne reste plus comme référent que la lutte de guérilla urbaine des Tupamaros. Le parallèle peut d'autant plus facilement être fait que les caractéristiques de l'Uruguay – ou du moins l'image qu'il projette à l'international – semblent le permettre : en comparaison avec les autres pays de la région, il s'agirait d'un pays stable du point de vue politique – régime démocratique –, éminemment urbain, et ayant une classe moyenne consolidée. Voici ce qu'en disent les Tupamaros eux-mêmes :

La “*Suiza de América*”: esa es la imagen que se tenía del Uruguay y que aún muchos tienen. Uruguay no tiene ni selvas ni montañas, ni muchos campesinos. Uruguay es chico, “democrático”, culto, la gente vive en las ciudades, vive bien, goza de una avanzada legislación social. Uruguay tiene una numerosa y optimista clase media. En Uruguay “no pasa nada”. Es una excepción en América latina. Todo esto era hasta cierto punto verdad⁷².

Le *Movimiento de Liberación Nacional* surgit en pleine crise économique – ce qui a la vertu de montrer les limites du système et d'en pointer les inégalités inhérentes –, et est intégré ou appuyé en premier lieu – mais non exclusivement – par une classe moyenne déclassée : étudiants, employés et fonctionnaires secondaires. Selon les Tupamaros, c'est le système lui-même qui, tendant à préserver les privilèges de la classe dominante en temps de crise et creusant insidieusement les injustices, collapserait, ne pouvant provoquer qu'une seule réaction : « le pire – ou le meilleur –, c'est qu'au sein du régime actuel il n'y a aucune perspective, par conséquent, la seule issue qui se précise chaque fois davantage c'est la révolution, le changement profond de toutes les structures⁷³ ». Le modèle des Tupamaros se présente en outre comme une « [r]éférence d'autant plus appréciée par l'activisme anarchisant européen qu'il impliquait, essentiellement, une nette prise de distance avec l'objectif castriste de la prise du pouvoir⁷⁴ ». Ceux-ci ne prétendent aucunement se constituer en avant-garde de la classe ouvrière, cherchant à la diriger ou à se substituer à elle, « ils font essentiellement sauter les apories, c'est-à-dire les verrous psychologiques que le quiétisme social-démocrate et la terreur bourgeoise posent et, chaque jour, renforcent au point de leur donner une apparence de légitimité et d'invulnérabilité⁷⁵ ». Il s'agit pour eux à chaque fois de « montrer concrètement

⁷² *Actas Tupamaras. Una experiencia de guerrilla urbana*, Madrid, Editorial Revolución, 1982, p. 29-30.

⁷³ « [L]o peor de todo —o lo mejor— es que dentro del actual régimen no hay ninguna perspectiva, por lo tanto la única salida que cada vez se ve más clara es la revolución, el cambio profundo de todas las estructuras », *Ibid.*, p. 30.

⁷⁴ « Referencia tanto más apreciada por el activismo anarquizante europeo cuanto que, en lo esencial, implicaba un neto distanciamiento con el objetivo castrista de toma del poder. » ALBEROLA, Octavio et GRANSAC, Ariane, *El anarquismo español...*, *op. cit.*, p. 261. Nous traduisons.

⁷⁵ MARENSIN, Émile, « De la préhistoire à l'histoire », dans *La « bande à Baader » ou la violence révolutionnaire*, Paris, Éditions Champ Libre, 1972, p. 45.

que le champ réel du possible était plus étendu qu'il ne paraissait, qu'il ne se confondait pas avec sa partie connue⁷⁶ ». En outre, et suivant une théorie de la lutte armée selon laquelle l'État lui-même fixerait le quota de violence que les révolutionnaires peuvent et doivent employer, ils sont amenés à

le mesurer [le quota de violence] et agir à cette dimension précise. En-dessous, l'action serait dérisoire ou réformiste, au-delà elle serait aventureuse. En deçà, elle décevrait les masses qui attendent la réponse en supputant ce qu'elle sera ; au-delà, elle les effaroucherait et pourrait même les horrifier⁷⁷.

C'est parce que l'état d'avancement du capitalisme – c'est-à-dire les circonstances politiques, économiques et systémiques – de l'Uruguay semble être analogue à celui de certains pays européens ; parce que l'action des Tupamaros n'est pas directement orientée vers une prise du pouvoir ; parce qu'au travers d'un usage sélectif de la terreur leur lutte vise à montrer les failles du système, que cette référence a pu être appréciée par les activistes révolutionnaires européens.

1.3.2.3. Nouveaux mouvements en Europe

Nous pouvons dire que, dans une certaine mesure, mai 68 signe en Europe le passage à une conception révolutionnaire inexplorée : si jusque-là les luttes étaient essentiellement polarisées autour de la droite et de la gauche – ces deux formations ayant pour objectif commun la prise du pouvoir –, l'on voit surgir à la suite des événements de mai une multitude de groupes qui, ne visant pas explicitement à conquérir le pouvoir, ont néanmoins une volonté de transformation de la société. La divergence entre les groupes qui prétendent accéder au pouvoir – que ce soit pour y rester, ou au contraire, pour le rendre au peuple –, et ceux qui n'ont que faire de celui-ci, est en définitive une opposition sur la conception de l'État qui implique des choix différents dans la stratégie de lutte. Il apparaît, d'une part, que si l'accès au pouvoir d'État en tant que structure médiatrice a ponctuellement donné à la gauche « classique » la capacité d'agir sur la politique d'accumulation de capital en en modifiant les rapports de distribution, il n'a pas pour autant permis d'en finir avec lui – l'exploitation effective des travailleurs demeurant quand bien même leur situation se serait améliorée – :

La toma del poder estatal prometía al menos cambiar el equilibrio de poder entre los grupos contendientes. Es decir, la toma del poder representaba una *reforma* del sistema. Las reformas de hecho mejoraban la situación, pero siempre a costa de reforzar también el sistema⁷⁸.

⁷⁶ *Idem.*

⁷⁷ *Ibid.*, p. 46-47.

⁷⁸ WALLERSTEIN, Immanuel, *El capitalismo histórico*, op. cit., p. 57.

D'autre part, le renoncement des partis parlementaires à représenter une partie croissante du prolétariat et du sous-prolétariat, ainsi que la frustration – par récupération – des perspectives de transformation dont les luttes de mai 68 étaient porteuses, ont sans doute contribué à la crise d'identité de la gauche, et favorisé une critique accrue de l'État. Dans son interprétation du terrorisme européen de gauche des années soixante-dix comme un phénomène inhérent au capitalisme tardif, Luigi Ferrajoli pointe ainsi les

[...] transformaciones profundas del sistema político, que [...] reflejan instancias ya de carácter estructural del capitalismo maduro: en particular, la función de estabilidad social, por vía de integración o, alternativamente, de marginación de las capas subalternas, cada vez asignada con más rigor al Estado y al conjunto de las instituciones políticas, y al mismo tiempo la creciente impermeabilidad de este último a necesidades o demandas anticapitalistas y su prioritaria función de control y disciplinamiento social⁷⁹.

Les démocraties parlementaires semblent désormais incapables de représenter les intérêts de la classe subalterne, les partis au pouvoir ayant une action conservatrice ou au mieux réformiste, et l'État dévoilant de façon croissante son rôle normatif, de nouvelles formations armées apparaissent dont l'objectif stratégique n'est plus la conquête du pouvoir d'État mais sa destruction, et par là-même la destruction des rapports de production à la base du capitalisme. Il s'agit, par exemple, de la « Brigade de la Colère » en Angleterre, de la « Fraction Armée Rouge » en Allemagne ou encore des groupes « Lutte continue », « Pouvoir ouvrier » et les « Brigades Rouges » en Italie.

Ainsi, ces mouvements révolutionnaires d'après-68 en Europe tendent à sortir de leur cadre référentiel initial – qu'il soit soviétique ou maoïste – en réintégrant à leur théorie révolutionnaire des idées antiautoritaires. Ils s'interrogent notamment sur le rôle conservateur de l'État, et sur le monopole de la violence qu'il détient – la virulence avec laquelle les États ont réprimé les mouvements contestataires de mai 68 pouvant remettre en cause leur légitimité dans l'emploi de la force et permettant à bien des égards la réaction puisque « [l]orsqu'un gouvernement réprime fortement, la contre-violence accède à une certaine légitimité et, dans une démocratie, recueille des adhésions et des sympathies qui la renforcent [...] »⁸⁰. Aussi, ces groupes conçoivent l'État comme un instrument de domination du capitalisme, consubstantiel à son développement. Dans le texte « Sur la lutte armée en Europe occidentale », la Fraction Armée Rouge affirme ainsi par exemple que :

⁷⁹ FERRAJOLI, Luigi, « Terrorismo y crisis tardocapitalista », dans Ventura PÉREZ MARIÑO (Comp.), *Justicia y Delito*, Madrid, Universidad Internacional Menéndez Pelayo, 1981, p. 53.

⁸⁰ WIEVIORKA, Michel, *Sociétés et terrorisme*, op. cit., p. 45.

La démocratie bourgeoise parlementaire, le droit libéral, sont le résultat de la révolution antiféodale, démocratique bourgeoise. Les profiteurs de ces conquêtes ont été, en premier lieu, les fractions bourgeoises du capitalisme concurrentiel⁸¹.

Le régime parlementaire n'y apparaît que comme une forme voilée de la domination de la bourgeoisie qui permet de canaliser les velléités combattantes du prolétariat ; l'instauration de dictatures en Europe au cours du XX^e siècle est lue comme une manifestation violente de domination qui surgit lorsque l'existence de la bourgeoisie en tant que classe est menacée, ou encore comme la manifestation des efforts que fait le capital pour se maintenir au pouvoir. C'est la même lecture critique que le MIL effectue, nous le verrons plus avant⁸². L'État en tant que structure de domination est en tout et pour tout dans le collimateur de la réflexion, et ses représentants sont directement visés.

Après la Seconde Guerre mondiale, on assiste à l'émergence d'un nouvel ordre international polarisé. Les deux blocs qui semblaient irréconciliables laissent progressivement entrevoir leur dénominateur commun : la répression de tout mouvement de contestation pouvant ébranler leur domination. Aussi, les conflits, guerres et révoltes écrasées à l'Est comme à l'Ouest, indiquent le primat d'une logique de conservation systémique. Cependant, de fortes réactions se font sentir, notamment autour de l'événement mai 68 dans sa dimension internationale, coïncidant avec l'apparition de nouvelles critiques. L'écrasement brutal et la récupération du mouvement de mai ne correspondent pas pour autant à la fin de la contestation. Au contraire, face à une vague de répression généralisée, de nouveaux combats apparaissent ainsi que des formes de revendication inédites qui remettent en question toute forme de domination.

S'il nous a semblé capital de proposer ici un détour par le contexte international, c'est parce que malgré le mythe de l'exceptionnalité de l'Espagne, et sans en nier les spécificités, celle-ci est fortement influencée par la conjoncture politique du moment, comme l'indique la floraison des nombreux mouvements de contestation que nous proposons à présent d'analyser.

⁸¹ Fraction Armée Rouge, « Sur la lutte armée en Europe occidentale », dans *La « bande à Baader » ou la violence révolutionnaire*, op. cit., p. 192-193.

⁸² Se reporter au troisième chapitre de cette partie, notamment à la page 142 et suivantes.

Chapitre 2. Le Movimiento Ibérico de Liberación en action(s)

Pour présenter le *Movimiento Ibérico de Liberación*, son surgissement et surtout son idéologie, il est avant tout absolument essentiel de revenir sur le contexte de l'Espagne des années soixante qui, nous le verrons, s'inscrit malgré sa singularité dans la situation internationale dont nous venons de parler. En effet, dans le panorama international d'après la Seconde Guerre mondiale, et plus précisément dans la partie occidentale de l'Europe, l'Espagne semble se présenter comme un cas à part : malgré la défaite des pays de l'Axe, le régime dictatorial de Franco se maintient au pouvoir, imposant au niveau économique, diplomatique et culturel des mesures autarciques qui coupent amplement le pays du contact avec l'extérieur, et ce jusqu'à la fin des années cinquante. À bout de souffle, étouffant par trop d'enfermement, l'Espagne est contrainte de s'ouvrir puisqu'il en va dans ce mouvement d'ouverture de la survie du régime. Avec le soutien des États-Unis, qui voient dans le régime franquiste un allié naturel dans la lutte contre le communisme, l'Espagne va appliquer un certain nombre de réformes – notamment sur le plan économique – qui vont lui permettre d'intégrer progressivement les institutions européennes.

Il ne s'agit pas de revenir ici sur les débats historiographiques opposant ceux qui centrent leur analyse sur les exploits économiques de l'Espagne, qui – parce qu'exclusivement attribuables à l'action de la dictature – contribueraient à racheter partiellement le régime de Franco ; à ceux qui, sans nier le succès de l'économie espagnole, prétendent revoir l'histoire économique de la période en insistant sur la contrainte intérieure et extérieure qui aurait poussé le régime à s'adapter, et sur le fait que l'économie espagnole aurait bénéficié pour une large part d'un cycle d'expansion économique plus large, d'ampleur internationale. Il s'agit de déplacer légèrement la focale pour comprendre dans quelle mesure ces transformations vont de pair avec le développement exponentiel des luttes ouvrières de la période. Il s'agit aussi de souligner l'indissociabilité de ces éléments – développement de nouvelles luttes politico-sociales et restructuration économique s'insérant dans une dynamique internationale de libéralisation –, ce qui devrait nous permettre de replacer le mouvement ouvrier espagnol dans l'histoire du mouvement ouvrier européen, en dépit – ou au-delà – de la situation particulière que vit l'Espagne, et d'introduire par-là le surgissement du MIL. Il importe, en définitive, de mettre l'accent sur ce que les luttes ouvrières et les mouvements revendicatifs des années soixante et soixante-dix en Espagne ont en commun avec les mouvements qui se développent dans les pays occidentaux, l'« opposition antifranquiste » étant bien souvent, notamment dans

les lectures historiographiques et mémorielles, une catégorie analytique qui recouvre et englobe l'hétérogénéité des conflits sociaux et politiques de la période. Comme le signalent Casanelles et Martínez i Muntada :

Desde el final del proceso de cambio político que culminó con la instauración de una democracia parlamentaria en el Estado español, el legado de la izquierda revolucionaria ha sido, por lo general, ignorado. Y algunos de los escasos trabajos que se han aproximado a ella se han visto condicionados por la restringida definición del campo de lo posible que era hegemónica en el momento de su propia elaboración. Ello ha comportado que, a menudo, las organizaciones revolucionarias aparezcan como extravagantes artefactos cuyas expectativas –un derrocamiento del franquismo que abriera el camino a una transformación social profunda– resultaban irreales en una sociedad, la española de los años 60 y 70, caracterizada por una “moderación” de la cual la clase obrera sería uno de los principales exponentes. Esta visión, no precisamente exenta de determinismo retrospectivo, sobredimensiona elementos de cultura moderada realmente existentes y tiende a ignorar un conflicto social en el marco del cual se formularon de modo significativo propuestas que, situándose a la izquierda del campo de lo posible, pugnaban por ampliarlo¹.

Ainsi, sans nier le rôle et le caractère fédérateur de cette catégorie (l'antifranquisme étant une composante importante des combats de cette époque, mais pas la seule), il nous semble pertinent d'insister sur les luttes qui dépassent le strict cadre de l'opposition au régime de Franco, sur ces combats et ces groupes de la gauche révolutionnaire qui, s'éloignant en Espagne aussi des partis traditionnels, ont comme horizon politique la révolution, qui formulent une théorie politique anticapitaliste et placent, pour certains, au centre de leur réflexion l'idée de l'auto-organisation de la classe ouvrière.

2.1. Le contexte sociopolitique de l'Espagne des années cinquante à la fin du franquisme : vers une intégration européenne ?

2.1.1. Le modèle économique : l'Espagne sera capitaliste ou ne sera pas

2.1.1.1. Ostracisme et autarcie : une économie au bord de l'effondrement

Après la Seconde Guerre mondiale, et malgré la défaite des pays de l'Axe auxquels l'Espagne a donné son support, le régime de Franco réussit à se maintenir au pouvoir. Cependant, l'ostracisme politique sera le prix que l'Espagne paiera pour cette collaboration infâme – les démocraties européennes bloquant systématiquement son accès aux nouveaux

¹ MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, « La izquierda de la izquierda », p. 8, traduction augmentée de l'article publié initialement en catalan : CASANELLES, Pau, et MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, « L'esquerra de l'esquerra », *Quaderns d'Illacrua* n°128, p. 1-3, supplément de *Directa* n°295, 2012. Texte cité disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://cartografiaculturasradicales.files.wordpress.com/2013/05/la-izquierda-de-la-izquierda1.pdf>.

organismes et institutions créés pour structurer le nouvel ordre mondial. Aussi, lors de la réunion de rédaction de la Charte des Nations Unies à San Francisco en juin 1945, le régime de Franco est formellement condamné et le veto est posé à l'entrée de l'Espagne dans l'ONU. Quelques mois plus tard, les gouvernements français, anglais et américain émettent une nouvelle déclaration renouvelant cette condamnation, tandis que la frontière entre l'Espagne et la France est fermée en février 1946². Vers le milieu des années quarante, l'Espagne semble de cette façon se retrouver dans une situation inédite d'isolement et de rejet de la part de l'Europe occidentale et de l'ensemble de la communauté internationale. La dégradation des relations entre l'URSS et les États-Unis va, toutefois, contribuer à adoucir quelque peu la situation³ : à partir de la formulation de la doctrine Truman, l'Espagne franquiste est perçue comme un allié potentiel dans l'entreprise nord-américaine d'endiguement du communisme, en venant même à être initialement incluse dans la liste des pays pouvant bénéficier du Plan Marshall. En dépit du soutien des États-Unis, la Grande-Bretagne et la France maintiennent leur positionnement, refusant l'accès de l'Espagne au Plan Marshall, puis son entrée dans l'OCEE (créée en mars 1948), posant un veto à sa participation dans la fondation de l'OTAN (avril 1949), et au Conseil Européen (créé en mai 1949). L'exclusion de l'Espagne de Franco du processus d'intégration européenne en marche est avant tout l'œuvre des démocraties européennes elles-mêmes qui « [...] la condamnèrent ainsi à une extrême dépendance vis-à-vis des États-Unis⁴ » (« la condenaron así a una extrema dependencia de los Estados Unidos »). Le bannissement politique dont l'Espagne fait l'objet ne s'accompagne cependant pas d'une exclusion économique. La preuve en est le refus des pays occidentaux de soutenir le boycott total de l'Espagne que l'URSS propose lors de l'Assemblée Générale de l'ONU en décembre 1946, pensant que cela pourrait provoquer un basculement des allégeances nocif pour leurs intérêts dans le nouveau contexte international qui se dessine. Ainsi, et malgré ce que l'on pourrait penser,

² L'année 1946 se caractérise par une forte activité de la guérilla espagnole, et par une détérioration des relations entre l'Espagne et la France. Les frontières sont fermées suite à l'exécution en février de Cristino García, guérillero espagnol *et* ancien officier dans la Résistance française, malgré les nombreuses pressions de la France pour empêcher sa mise à mort. Voir sur ce point : CHAPUT, Marie-Claude, « Representaciones de las guerrillas en la prensa: ABC, Madrid, La Vanguardia Española (1944-1951) », dans Marie-Claude CHAPUT, Odette MARTÍNEZ-MALER, et Fabiola RODRÍGUEZ LÓPEZ, (Éds.), *Maquis y guerrillas antifranquistas, Regards*, n°7, Université de Paris X – Nanterre, 2004, p. 43-63, p. 50 et suivantes.

³ Pour plus de renseignements sur la politique de la France à l'égard de l'Espagne pour la décennie 1945-1955, se reporter à : DULPHY, Anne, « La politique espagnole de la France (1945-1955) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°68, 2000, p. 29-42, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_2000_num_68_1_3933, consulté le 12/06/2014.

⁴ POWELL, Charles, « España en Europa: de 1945 a nuestros días », dans Florentino PORTERO (Éd.), *La política exterior de España en el siglo XX*, Ayer n°49, 2003, p. 83, disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer49_PoliticaExteriorEspanaXX_Portero.pdf.

[...] ninguna de estas potencias se negó a comerciar con España, hasta tal punto que en 1948 los Estados Unidos, Gran Bretaña y Francia (que reabrió su frontera ese año) ya eran los principales receptores de productos españoles, sobre todo agrícolas, restableciéndose la situación existente antes de la guerra civil. Ello es atribuible tanto al peso de unos lazos comerciales urdidos a lo largo de muchas décadas, como a la creencia, ampliamente compartida en Europa, de que el bloqueo económico dañaría más a la población española que al régimen al que se pretendía hostigar, hasta el punto de llegar a resultar contraproducente⁵.

Les raisons de la faible intégration de l'Espagne dans l'économie internationale sont donc à chercher en partie dans l'ostracisme qu'elle subit, mais également dans la politique économique clairement autarcique que les vainqueurs de la guerre civile ont instaurée, Franco exposant lui-même dès 1938 dans un entretien avec Henri Massis son approche de la question : « España es un país privilegiado que puede bastarse a sí mismo. Tenemos todo lo que nos hace falta para vivir, y nuestra producción es lo suficientemente abundante para asegurar nuestra propia subsistencia. No tenemos necesidad de importar nada⁶. » La période qui s'étend de 1939 à la fin des années quarante se caractérise ainsi par l'ingérence du gouvernement dans la vie économique du pays. À la fin des années quarante et au début des années cinquante, l'Espagne présente un retard évident face aux pays capitalistes vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, la situation macro-économique étant désastreuse : l'État est au bord de la faillite et ne peut renouveler les mécanismes de productivité sans effectuer des importations de plus en plus considérables, les aliments sont – dix ans après la fin de la guerre – toujours rationnés, l'appareil productif est sur le point de s'effondrer, et l'inflation est rampante, voire galopante. À cela s'ajoutent tous les effets pervers d'une politique d'ingérence qui se distingue par le caractère discrétionnaire des décisions en matière d'attribution d'aides et de faveurs : modification des comportements des agents économiques – spéculation, clientélisme, corruption –, création de grands monopoles et holdings, et accroissement des inégalités.

2.1.1.2. Les années cinquante et le Plan de Estabilización : une renaissance pour le mouvement ouvrier et une libéralisation progressive de l'économie

a) Autarcie et conflictualité au travail

À partir des années cinquante, l'Espagne va essayer par tous les moyens de s'ouvrir sur l'extérieur, d'autant que la nouvelle situation internationale lui est favorable – la guerre de Corée venant confirmer la dégradation des relations entre Américains et Soviétiques. Si au

⁵ *Ibid.*, p. 83-84.

⁶ Cité dans PALAFOX GÁMIR, Jordi, « España y la economía internacional », Florentino PORTERO (ed.), *La política exterior...*, op. cit., p. 175, disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer49_PoliticaExteriorEspanaXX_Portero.pdf.

niveau diplomatique le rapprochement avec les États-Unis va permettre à l'Espagne d'intégrer des organismes internationaux tels que l'Organisation Mondiale de la Santé (1951), l'UNESCO (1952) ou encore l'Organisation Mondiale du Travail (1953), au niveau économique, les nouvelles relations bilatérales vont se traduire par l'obtention d'importants crédits et d'aides gouvernementales à partir de 1950, et se confirmer par les accords signés en 1953 par lesquels l'Espagne cédait l'usage de bases militaires aux Américains en échange d'une aide militaire et économique. Il s'agit pour l'Espagne de normaliser progressivement l'économie – dans le sens d'une mise aux normes occidentales – pour assurer la survie de son régime, d'autant que la politique autarcique suivie jusque-là « sólo podía conducir a un desastre económico de consecuencias sociales y políticas imprevisibles, fracaso que se debería en parte a la exclusión de España del incipiente proceso de integración europea⁷ ». En effet, au niveau européen, le bannissement de l'Espagne de l'OECE excluait également celle-ci de l'Union Européenne des Paiements créée en 1950, ce qui impliquait la non-convertibilité de la *peseta* et rendait de ce fait l'exercice du commerce extérieur encore plus ardu⁸.

Au niveau interne, ces années-là sont ponctuées par de nouveaux mouvements ouvriers, faisant par-là même voler en éclats l'idéal de société pacifiée sans lutte des classes. Évoquons à titre d'exemple la grève générale de Barcelone de 1951. À la base de ce mouvement de grève se trouve le boycott du tramway par les usagers pour protester contre l'augmentation du prix du billet, qui survient dans un contexte d'augmentation générale des prix des produits de première nécessité. Suite à la réussite de ce grand mouvement de masse – il parvient à faire revenir le prix du billet au coût initial –, se déclenche une grève générale contre « la vie chère », et en solidarité avec les personnes arrêtées pendant le boycott, qui déborde largement tous les espoirs. Évoquons également les mouvements grévistes de 1953-1954, puis 1956-1958, dans les Asturies, en Catalogne et au Pays Basque. Ces turbulences ont dans l'ensemble pour origine l'inflation, inflation inhérente d'un côté au modèle autarcique lui-même, et alimenté d'un autre côté par des dépenses publiques toujours croissantes – augmentation spectaculaire des salaires, par exemple – visant à calmer les revendications ouvrières et à maîtriser une situation sociale potentiellement explosive. Ainsi,

[a] comienzos de 1957 se superponen tres elementos de crisis. A nivel económico, la inflación galopante y el agotamiento de las divisas; a nivel político las fuerzas

⁷ POWELL, Charles, « España en Europa: de 1945 a nuestro días », *op. cit.*, p. 86.

⁸ Cela fait dire à Marie-Claude Chaput que : « L'autarcie imposée par les puissances occidentales après la Seconde Guerre Mondiale avait montré ses limites ; pour prospérer le capitalisme avait besoin de marchés extérieurs. » CHAPUT, Marie-Claude, « La presse critique face aux mutations économiques de la deuxième étape du franquisme (1962-1975) », dans Francis DÉMIER et Elena MUSIANI (Dir.), *La démocratie européenne à l'épreuve des changements économiques et sociaux, XIX^e-XX^e siècle*, Bologne, Bolonia University Press, 2011, p. 77-88, p. 79.

falangistas y católicas son incapaces de vehicular un proyecto burgués coherente; a nivel social, los movimientos de clase siguen una progresión ascendente. La clase obrera ha descubierto en el salario el talón de Aquiles del sistema, el terreno específico en el cual el choque de clases le permite desarrollar su propia organización y subjetividad⁹.

Ces mouvements présentent, en outre, de nouvelles caractéristiques qui vont se développer au cours de la décennie suivante, conduisant notamment au développement de formes originales d'organisation : malgré des débats houleux entre les formations communistes et anarchistes traditionnelles pour s'arroger la paternité de ces grèves – notamment celle de Barcelone –, ces mouvements peuvent être qualifiés de spontanés, étant exempts d'une véritable organisation préméditée, réunissant à la fois – à titre individuel – des militants des groupes traditionnels de l'opposition et des participants de nouveaux groupes comme les étudiants et les catholiques, l'assemblée devenant le véritable moteur des luttes. Les grèves minières de Gijón de 1958 voient ainsi la création de la première *Comisión Obrera* connue, forme que prend l'auto-organisation ouvrière.

Face à la nécessité d'en finir avec la rigidité qui régent l'établissement des conditions de travail afin d'activer les mécanismes de marché et, partant, d'augmenter la productivité des entreprises – en un mot, afin de libéraliser l'économie par une libéralisation des conditions de travail –, et pour contrôler cette poussée de revendications ouvrières, est approuvée en 1958 la *Ley de Convenios Colectivos Sindicales*. Si jusque-là la relation capital/travail était fondamentalement inégalitaire, et s'instaurait à un niveau individuel (de particulier à particulier) pour empêcher tout conflit collectif, avec la nouvelle loi, un petit pas vers l'autonomie des parties est effectué, même si l'ingérence de l'État est encore amplement prégnante. Celui-ci peut, par exemple, édicter des normes auxquelles les parties sont obligées de se tenir lorsque chefs d'entreprise et travailleurs n'arrivent pas à un accord au terme de leurs négociations.

b) Le Plan de Estabilización et ses conséquences : vers une économie de marché capitaliste moderne ?

D'un autre côté, le *Plan de Estabilización* lancé en 1959, va permettre à l'Espagne de normaliser son économie pour intégrer à moyen terme les institutions européennes de coopération et de développement fraîchement créées. Dans cette entreprise, le soutien économique et diplomatique des États-Unis et l'apport technique d'un groupe d'économistes

⁹ LÓPEZ PETIT, Santiago, « La relación capital/trabajo durante el Franquismo » [1980], dans Fundación Espai en Blanc (Coord.), *Luchas autónomas en los años setenta. Del antagonismo obrero al malestar social*, Madrid, Traficantes de sueños, 2008, p. 31.

vont se révéler essentiels. Comme nous l'avons vu, à partir de l'année 1953 et suite aux accords signés avec les États-Unis, l'Espagne entreprend de libéraliser progressivement son économie.

Dans ce sens,

[l]a ayuda contribuyó a aliviar coyunturalmente la balanza de pagos española y a reorientar el rumbo de la economía en sentido liberalizador. Tuvo un efecto a la vez estabilizador y expansivo, financiando las importaciones de bienes de consumo, materias primas indispensables y bienes de inversión que permitieron una parcial modernización de los equipos productivos, dinamizando el proceso productivo interno y mejorando las expectativas empresariales¹⁰.

Au niveau interne, une réorganisation ministérielle a lieu avec le changement de gouvernement en 1957 : l'arrivée au pouvoir des technocrates que sont López Rodó, Mariano Navarro Rubio et Alberto Ullastres¹¹ – tous trois sont membres de l'Opus Dei, ont bénéficié d'une solide formation intellectuelle dans le domaine de l'économie, et défendent ouvertement l'économie de marché européenne – vient ainsi confirmer la politique économique de libéralisation amorcée. L'ouverture de l'économie espagnole à l'économie de marché doit permettre d'enrayer la situation potentiellement explosive que vit le pays, et va de pair avec une nécessité de s'adapter à la nouvelle situation européenne. La même année où Franco change de Conseil des Ministres, le Traité de Rome est signé et consacre le Marché Commun des six pays pionniers : l'Italie, la France, l'Allemagne, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg. Quelques mois plus tard, grâce à l'influence diplomatique des États-Unis, les efforts libéralisateurs au niveau économique s'institutionnalisent : l'Espagne intègre les organismes économiques internationaux que sont le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), et l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE). En 1959, le Ministre des Finances envoie au Conseil des Ministres un *Memorandum* – squelette de la nouvelle politique économique qui va être menée à bien ; grandes lignes du *Plan de Estabilización* adopté par la suite –, tandis que l'OECE publie son premier rapport sur l'économie espagnole, demandant une stabilisation.

Le *Plan* est adopté par le gouvernement le 6 mars 1959 et présenté aux Cortes par le ministre Ullastres le 28 juillet 1959 après avoir surmonté les nombreuses résistances internes. Publié en juillet 1959 dans la revue *Información Comercial Española*, le *Plan* a, selon Ullastres, quatre objectifs : *Convertibilidad, estabilización, liberalización, integración*. Il s'agit de réduire l'inflation, de libéraliser le commerce extérieur et l'activité intérieure ; c'est-à-dire, de profiter

¹⁰ BARCIELA, Carlos [et al.], *La España de Franco (1939-1975). Economía, op. cit.*, p. 160.

¹¹ À ce sujet, Marie-Claude Chaput rappelle que « [s]i Franco s'est attribué l'essor spectaculaire du pays, c'est l'aide financière américaine qui l'a d'abord sauvé dans le contexte de la Guerre froide puis dix ans plus tard l'entrée au gouvernement des technocrates de l'*Opus dei* très liés à la Banque mondiale et au Fonds Monétaire International ». CHAPUT, Marie-Claude, « La presse critique face aux mutations... », art. cit., p. 80.

de la conjoncture mondiale pour obtenir un développement rapide et l'intégration dans l'économie internationale. Concrètement, il met en œuvre une série de mesures que l'on peut résumer en quelques points : convertibilité de la *peseta* ; augmentation du taux de change avec le dollar pour donner une stabilité à la *peseta* ; augmentation des taux d'intérêts, limitation de l'octroi de prêts bancaires et blocage des salaires pour tenter de réduire l'inflation ; encouragement des investissements étrangers avec une nouvelle législation sur ce sujet qui permet désormais la participation de capitaux étrangers dans les entreprises espagnoles ; réforme fiscale, qui prévoit l'augmentation des impôts et la réduction des dépenses publiques – notamment celles liées à certaines entreprises publiques en augmentant les tarifs (transports et téléphone) – afin d'atténuer le déficit.

Les effets de ses réformes se font sentir rapidement : la balance des paiements est excédentaire de 70 millions de dollars, les réserves en devises du *Banco de España* augmentent, l'inflation passe d'un 12,6% en 1958 à un 2,4% en 1960, les investissements étrangers affluent et le tourisme¹² se développe – grâce entre autres choses à la dévaluation de la *peseta* qui fait de l'Espagne une destination attractive pour les voisins européens. Ainsi, « [a] corto y medio plazo, se consiguió la estabilización y liberalización de la economía, y, a largo plazo, el desarrollo y la integración con las economías occidentales¹³ ».

Mais la stabilisation, comme tous les processus de ce genre, implique aussi un ralentissement non négligeable de l'économie espagnole avec un coût social énorme : blocage des salaires, fortes chutes de la consommation et de l'investissement, et augmentation importante du chômage.

La supresión de primas y horas extraordinarias en gran parte de las líneas de producción hubo de traducirse de inmediato al consumo de las clases obreras industriales. La Dirección General de Empleo estimaba en 1959 en más de 500.000 el número de obreros afectados por la supresión de las horas extraordinarias en sus ingresos. Y la reducción de ganancias por supresión de horas y primas se estimaba en un 23 por 100, durante el año 1959. El crecimiento del paro obrero hasta finales de 1960, añadió pues, nuevos elementos deprimentes a la demanda de consumo privado¹⁴.

Cette augmentation rapide du chômage provoque, d'une part, une émigration massive d'Espagnols à la recherche d'un emploi en direction de l'Europe. Ce phénomène permet de réduire, d'un côté, le nombre effectif de chômeurs sur le territoire espagnol et d'atteindre ainsi pratiquement le plein emploi – brisant par-là même les mouvements de grève amorcés dans les

¹² En effet, « [l']afflux de devises dû au tourisme et l'émigration a permis un décollage économique rapide [...] ». *Idem*.

¹³ BARCIELA, Carlos [*et al.*], *La España de Franco (1939-1975). Economía, op. cit.*, p. 194.

¹⁴ GONZÁLEZ, Manuel-Jesús, *La economía política del franquismo (1940-1970). Dirigismo, mercado y planificación*, Madrid, Editorial Tecnos, 1979, p. 227-230.

années cinquante. D'un autre côté, l'économie espagnole bénéficie des envois d'argent (*remesas*) par ces émigrés, ce qui fait dire à Baklanoff que « [...] la dinámica de expansión de la economía mundial durante todo ese período constituyó una condición necesaria para la realización del acelerado desarrollo de España. Pues fue la economía internacional, y muy especialmente la Comunidad Económica Europea [...] la que empleó una buena parte de su "excedente" de mano de obra¹⁵ ».

D'autre part, la loi du 22 juillet 1961, par laquelle s'établit le *Seguro Nacional de Desempleo*, contribue également à contenir la situation de chômage provoquée par la stagnation économique, en même temps qu'elle encourage les mouvements migratoires intra-sectoriels et intra-régionaux. En effet, les indemnités de chômage, couplées à l'action des organismes de formation professionnelle et d'emploi, doivent permettre une meilleure distribution des travailleurs selon les besoins, et donc soutenir la vague de migrations du monde rural vers les villes sous l'effet de l'accélération de l'industrialisation. Sans son préambule, le texte de loi expose ainsi à la fois les possibles causes du chômage et l'objectif social de l'instauration de ces indemnités :

La tarea de transformar progresivamente a la nación produce inevitables situaciones del paro llamado friccional, signo de una economía en evolución [...]. El [Seguro] logra plena efectividad y contribuye de manera directa a la obra de progreso moral y económico del país al atender a esas consecuencias friccionales apuntadas y corregir desamparos individuales y de grupos provenientes de defectos o cambios estructurales o de cualesquiera otras circunstancias, inevitables incluso en los países más potentes y mejor instrumentados¹⁶.

Et il ajoute :

El Seguro de Desempleo, cuando se enfoca así, viene a ser palanca en lugar de freno para el desarrollo del país; para seguir un camino franco de progreso en la elevación del nivel de vida de todos los españoles. Ofrece amplias posibilidades no sólo remediando la necesidad urgente, sino al constituir instrumento de acción eficaz para ayudar y capacitar a los ciudadanos que necesiten o deseen cambiar de puesto de trabajo, coordinando su obra con las Instituciones de Formación Profesional y las de Empleo, contribuyendo con ello a la mejor distribución de la fuerza laboral, factor el más poderoso para el sostenimiento de los pueblos¹⁷.

¹⁵ BAKLANOFF, Enric M., *La transformación económica de España y Portugal (la economía del franquismo y del salazarismo)*, Madrid, Espasa-Calpe, 1980, p. 89.

¹⁶ « Ley 62/1961, de 22 de julio, por la que se implanta el Seguro Nacional de Desempleo », *BOE* n°175, 24 juillet 1961, disponible à l'adresse suivante : <http://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1961-14138>.

¹⁷ *Idem*.

2.1.2. Une progressive ouverture sur l'Europe ?

2.1.2.1. De mutations économiques et de grèves relancées

a) Fordisme et État-providence

Les années soixante se caractérisent par les mutations qui sont en train de se produire dans la société espagnole. La nouvelle politique économique, plus libéralisée, stimule les changements intérieurs : concentration financière, développement industriel avec l'exode rural qu'il implique, accentuation de la division du travail et progressive spécialisation, mobilité sociale croissante (migrations internationales et intra-régionales), etc. L'Espagne, à l'instar des autres pays capitalistes occidentaux, se dirige vers le système fordiste de production qui implique une conception particulière du salaire corrélé à la productivité. Si jusque-là le salaire n'était considéré que comme une variable qui intervient dans le coût de production, on passe progressivement à une conception keynésienne du salaire comme investissement qui va stimuler la consommation, faire augmenter la demande et donc la production. Mais cela n'a de sens que dans une économie qui a une stratégie d'expansion de son marché. La logique interne semble être la suivante : s'il y a un plus grand nombre d'unités d'un produit quelconque (intensification de la production que permettent, entre autres, les avancées technologiques) et que son coût est réduit (rendement permis par la réduction du temps d'exécution), il y aura un excédent dans la production qui sera supérieur à la capacité de consommation de l'élite traditionnelle – auparavant seule consommatrice de technologie. Pour déverser et écouler ce surplus, pour corriger la tendance à la surproduction du capitalisme, l'expansion du marché s'impose : d'où une libéralisation des échanges internationaux, et une expansion interclassiste qui repose sur l'intérêt à augmenter le pouvoir d'achat des salariés à l'intérieur du pays, désormais devenus travailleurs et consommateurs¹⁸.

Au début des années soixante, la mise en place de ce système fordiste se trouve encore, en Espagne, à l'état embryonnaire. D'une part, la priorité est donnée en premier lieu à la stabilisation économique et au développement de la productivité – forte taylorisation. D'autre part, il manque en Espagne cet élément essentiel du fordisme qu'est la gestion du champ

¹⁸ Samir Amin résume cela dans ces termes : « La nouvelle organisation du capital créait simultanément les conditions pour qu'apparaisse un système nouveau de régulation, devenu objectivement nécessaire du fait que la tendance spontanée du capitalisme à la surproduction s'exacerbait. La productivité du travail, relevée dans de fortes proportions par la rationalisation taylorienne, aurait généré une production excédentaire, non absorbable si les salaires réels étaient restés relativement stables. » AMIN, Samir, « La nouvelle mondialisation capitaliste. Problèmes et perspectives », *Alternatives Sud*, vol. I, Louvain-la-Neuve, Cahiers édités par le Centre Tricontinental (CETRI), 1994, p. 4, <http://www.cetri.be/spip.php?article392&lang=fr>, consulté le 25/09/2013.

politique par la démocratie sociale, ou la social-démocratie – qui assure l’existence d’une protection sociale, de libertés individuelles et politiques, de structures permettant l’expression apaisée du conflit de classe comme les syndicats et les comités d’entreprise, etc. –, condition *sine qua non* de l’adhésion de la figure de l’« ouvrier-masse » au système :

[...] Le compromis social impliquait une transformation dans les attitudes fondamentales de la classe ouvrière, renonçant à son projet socialiste, pour lui substituer une adhésion à l’idéologie nouvelle de la consommation de masse. [...] Cette idéologie bourgeoise se fondait sur une séparation entre le champ du politique, dont elle concevait la gestion par la démocratie bourgeoise (les libertés, le multipartisme, l’élection comme mode de désignation des pouvoirs, etc.), et celui de l’économique, réservé à un mode de gestion (non démocratique) fondé sur la propriété privée, la concurrence et les lois du marché¹⁹.

Il nous semble intéressant d’avancer l’hypothèse selon laquelle cette contradiction fondamentale expliquerait – pour la période allant du début des années soixante à la fin du franquisme – le mouvement dialectique de l’État franquiste, pris entre maintien de la répression et nécessité de l’ouverture.

D’une part, la nature dictatoriale du franquisme implique que le processus d’expansion économique que vit l’Espagne ne s’accompagne pas, comme dans les autres pays capitalistes européens, de la mise en place depuis l’État d’une véritable politique de protection sociale²⁰ – celle-ci étant inséparable de l’idée de citoyenneté et donc d’un certain nombre de droits civils (État-providence), cela risquerait d’ébranler le régime. En ce sens, les déséquilibres que provoque le développement économique, notamment la conflictualité ouvrière, ont tendance à être maîtrisés au travers d’une répression virulente – exercée par les forces policières et/ou la législation. Les exemples abondent entre 1960 et 1975. Mentionnons, à titre d’exemples, les exécutions exemplaires de Julián Grimau²¹, de Granados et Delgado²², ou de Salvador Puig

¹⁹ AMIN, Samir, « La nouvelle mondialisation capitaliste. Problèmes et perspectives », *op. cit.*, p. 5.

²⁰ Sur la construction de l’Europe démocratique et sociale en lien avec le capitalisme, Francis Démier rappelle que dans les années cinquante, « [s]eul le capitalisme économiquement le plus efficace, affirme-t-on alors, peut assurer une redistribution susceptible d’ajouter à la démocratie politique la dimension d’une démocratie sociale qui fait reculer les barrières de classe et efface les traits négatifs du capitalisme. Ce scénario a pu paraître très crédible durant les Trente Glorieuses et la mise en place d’un État providence qui est devenu une caractéristique de l’Europe à l’échelle mondiale ». DÉMIER, Francis, « La démocratie face aux marchés », dans Francis DÉMIER et Elena MUSIANI, *La démocratie européenne...*, *op. cit.*, p. 9-20, p. 10.

²¹ Julián Grimau (1911-1963) milite dans sa jeunesse dans les partis républicains puis intègre le Parti Communiste d’Espagne (PCE) au début de la Guerre civile. Élu en 1954 membre du Comité Central du PCE, il est arrêté en novembre 1962, jugé par un conseil de guerre pour des délits qu’il aurait commis pendant la Guerre civile, et exécuté le 20 avril 1963, malgré les fortes pressions de la communauté internationale. Voir, entre autres, la page qui lui est consacrée sur le site du « Foro por la Memoria », une des organisations qui militent en Espagne pour la « récupération de la mémoire historique » : http://www.foroporlamemoria.info/julian_grimau.htm.

²² Francisco Granados et Joaquín Delgado sont deux militants libertaires. Arrêtés à Madrid le 1^{er} août 1963, accusés d’avoir commis les attentats qui se sont produits quelques jours plus tôt, ils sont jugés par un conseil de guerre. Condamnés à mort, ils sont exécutés au moyen du « garrot vil » à la prison de Carabanchel le 17 août 1963. Voir notamment le documentaire réalisé par Lala Gomà et Xavier Montanyà en 1993, intitulé « Granados y Delgado: Un crimen legal », <http://videotecaalternativa.net/granados-y-delgado-un-crimen-legal>.

Antich²³, les nombreux conseils de guerre, les détentions (suivies de tortures) qui se comptent par milliers, les blessés et les morts suite à des affrontements avec la police, le recours récurrent à l'état d'exception, le *Decreto sobre rebelión militar, bandidaje y terrorismo* de 1960 (rétabli par la suite en 1968), la *Ley de Orden Público* de 1971 (durcissement de celle de 1959), ou encore la *Ley Antiterrorista* de 1975. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'Espagne prétend intégrer les organismes européens, et qu'elle est à ce titre obligée de faire bonne figure à l'international ; mais, en même temps, la répression – aussi violente soit-elle – semble ne plus suffire pour arrêter l'escalade des affrontements. Ces deux éléments conjoints contraignent ainsi en partie le régime à devoir contrôler plus efficacement les débordements ouvriers et les mouvements sociaux. Cela passe par un semblant de libéralisation politique – dont la limite est l'impératif de conservation du régime – qui se traduit, entre autres choses, par la création de certains canaux permettant l'expression encadrée du conflit de classes²⁴.

b) Conflictualité ouvrière, réformisme et opposition au franquisme : conjonction dans une revendication démocratique ?

Du début des années soixante à la fin du franquisme, la conflictualité ouvrière suit un mouvement ascendant, mais passe par des phases assez différenciées. Dans bien des cas, les cycles de grèves qui ont lieu en Espagne s'insèrent pleinement dans les cycles européens de luttes, que ce soit par les causes communes – augmentation des prix, inflation, début du déclin du charbon en faveur du pétrole, en solidarité avec d'autres secteurs –, par les revendications semblables – demandes d'augmentations salariales, améliorations des conditions de travail, etc. –, ou par les formes analogues qu'elles prennent – grève générale, auto-organisation, occupation d'usines, débordement dans bien des cas des structures syndicales, présence de catégories jusque-là absentes des luttes comme les employés, les étudiants ou les universitaires, etc. Mais la spécificité espagnole dont nous avons parlé, c'est-à-dire le caractère dictatorial du régime qui empêche ou freine la création de véritables circuits pour encadrer légalement ces mouvements, fait que les grèves en Espagne ont tendance à se politiser plus rapidement. Cependant, le double rôle – représentatif de la classe ouvrière et réformiste – que jouent dans les démocraties les syndicats va être tenu en partie en Espagne par les mouvements d'une

²³ Nous y reviendrons à plusieurs reprises longuement.

²⁴ Citons pêle-mêle pour exemples la *Ley de Convenios Colectivos* (1958), une amnistie partielle en 1963, la création des *Tribunales de Orden Público* – juridictions civiles qui va juger une partie des délits auparavant sanctionnés par les tribunaux militaires, comme les grèves ou les manifestations – (1964), la *Ley de Asociaciones* (1964 puis 1970), la modification du Code Pénal (1965), la *Ley de Prensa e Imprenta* (1966), les élections syndicales (1966, 1971, etc.), la *Ley Orgánica del Estado* (1967), le Décret du 22 mai 1970 « *sobre regulación de conflictos colectivos de trabajo* », l'*Estatuto de Asociaciones* (1974), etc.

opposition au franquisme que l'on pourrait qualifier – malgré son hétérogénéité – d'alégale²⁵, opposition qui transforme progressivement les luttes ouvrières de classe en luttes portant exclusivement sur des revendications de démocratisation. En découle un mouvement oscillatoire de convergence-divergence entre deux types de luttes agissant parfois ensemble, l'une recouvrant et absorbant l'autre par moments, ou chacune se manifestant séparément. Sans entrer dans les détails du déroulement des cycles de grève, nous pourrions distinguer de façon grossière, pour des raisons d'efficacité analytique, trois grandes phases dans le mouvement ouvrier espagnol entre 1960 et 1975²⁶.

Un premier cycle de luttes correspondrait à la période allant de 1961 à 1963. Pendant ces trois années, les grèves qui se développent en Espagne s'inscrivent pleinement dans la conflictualité qui s'exprime au niveau européen, et sont caractéristiques d'une phase d'expansion économique. Le décalage existant entre la situation macroéconomique marquée par un fort développement de la productivité, et la situation à l'échelle microéconomique des travailleurs – dont les salaires réels peinent à suivre le même rythme de croissance global – est propice au développement du conflit :

Como sabemos, durante el período de expansión la característica predominante en las relaciones sociales ha sido el conflicto, planteado generalmente en torno a reivindicaciones salariales o a tensiones provocadas por las deliberaciones de los convenios colectivos, todo ello según convenía al proceso de expansión neocapitalista²⁷.

En Espagne, le libéralisme économique de la nouvelle politique du *Plan de Estabilización* a remplacé la stabilité dans la misère et l'exploitation des salariés par une mobilité sociale accrue, et a creusé les inégalités :

Así pues, la expansión económica de nuestro país en estos últimos años [...] sigue sustancialmente la trayectoria de las expansiones del mundo neocapitalista en este aspecto preciso, objeto de nuestro tema: el crecimiento se apoya en la *dialéctica de la desigualdad*, el crecimiento visible requiere unos *costes invisibles* –la “cara oscura”– que, por la naturaleza intrínseca del propio desarrollo, son el soporte de la misma expansión²⁸.

²⁵ Le terme est de Juan José Linz, qui distingue l'opposition « alégale » de l'opposition « illégale ». La première, plus ou moins tolérée, récuserait la légalité du régime sans pour autant affronter les appareils de répression ; la seconde refuse non seulement la légalité du régime, mais elle a tendance à s'organiser en partis, syndicats ou groupes et à recourir à des actions armées. Voir notamment, MONTERO, José Ramón et MILEY, Thomas Miley (Éds.), *Juan J. Linz. Obras escogidas*, vol. 3, *Sistemas totalitarios y regímenes autoritarios*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009.

²⁶ Pour une analyse détaillée de l'évolution de la conflictualité ouvrière, et depuis des perspectives très distinctes voir : LÓPEZ PETIT, Santiago, « La relación capital/trabajo durante el Franquismo », *op. cit.* ; MALERBE, Pierre, *La oposición al franquismo 1939/1975*, Oviedo, Ediciones Naranco, 1977 ; YSÀS, Pere, *Disidencia y subversión. La lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004.

²⁷ COMÍN, Alonso C., « La cara oscura de la expansión económica », *Cuadernos para el diálogo*, numéro IX extraordinaire, juillet 1968, p. 8.

²⁸ *Idem.*

Ainsi, d'importants mouvements de lutte éclatent dans le bassin minier des Asturies au cours de l'année 1962 pour – lorsque la répression ne l'empêche pas – se propager à d'autres aires géographiques et à d'autres secteurs d'activité (les paysans de l'arrière-pays de Cadix, les grandes entreprises du métal de Barcelone, de Madrid et du Pays Basque, etc.), et finissent par arracher d'importantes augmentations salariales. Ces grèves, emmenées frontalement par les ouvriers, sans la médiation organisatrice des syndicats et partis historiques (terriblement affaiblis par la répression), voient la formation de commissions ouvrières spontanées – qui naissent et meurent avec chaque conflit –, et pourraient être perçues comme le lieu d'une expression autonome de classe²⁹. Pendant ce temps, en Europe, des luttes comparables surviennent, comme la grève générale de 1961 en Belgique, ou le fort mouvement des mineurs en France en 1963, avec une même particularité : ces mouvements prennent tous leur source dans le secteur des métallurgistes pour se propager par la suite à d'autres secteurs, et l'on note déjà la présence de catégories précédemment absentes des luttes – ou ayant un poids moindre – comme les employés, les étudiants, et les universitaires.

Un deuxième cycle de luttes ouvrières semble se dessiner entre les années 1964 et 1968. En Europe, entre 1964 et 1966, le développement de la classe moyenne, l'accès d'une part grandissante de la population à la société de consommation, et la protection sociale que fournissent encore pour une large part les États-providence, fonctionnent pour cette période comme un frein au développement des luttes ouvrières. Cependant, un tournant semble se produire vers l'année 1966, qui marque le début de grands mouvements ouvriers encadrés par les syndicats – notamment en Angleterre – évoluant progressivement vers des grèves sauvages, et dont l'expression culminante sera la rupture entre syndicats et base ouvrière qui se produit en France à la suite de mai 1968. S'interrogeant sur l'existence d'un mai 68 en Angleterre, Marie Scot souligne que :

Après les élections générales de mai 1966, la « lune de miel » entre le gouvernement travailliste et la Trade Union Congress (TUC) prend fin avec le gel des prix et salaires. Une grève des marins dure quarante-sept jours en 1966, bientôt suivie par celle des dockers en 1967 ; les cheminots, les mécaniciens et les camionneurs revendiquent avec force jusqu'à ce que la dévaluation du 18 novembre annonce une politique d'austérité accrue. Des grèves « sauvages » ou « illégales » se multiplient en 1968, les conservateurs dénoncent l'« irresponsabilité des syndicats » et réclament la limitation du droit de grève dans les branches d'intérêt national. [...] La vitalité du mouvement ouvrier britannique est [...] assez forte pour mettre en échec le gouvernement. Néanmoins, le contexte économique et social n'est pas favorable à la mobilisation : la

²⁹ À ce sujet, López Petit rappelle que : « Las organizaciones autónomas del proletariado, la asamblea y la comisión obrera representativa, son el lugar de unificación política de la clase como tal. No son pues, en absoluto, el lugar de “encuentro” de distintas opciones sindicales políticas, una mera plataforma para la unidad de acción. Es decir, la asamblea es antes que una organización unitaria, organización autónoma de clase, expresión de la autonomía obrera », LÓPEZ PETIT, Santiago, « La relación capital/trabajo durante el Franquismo », *op. cit.*, p. 34.

stagflation et le chômage se combinent avec la dévaluation de la livre et des discours sur le « déclin britannique » (*British Disease*)³⁰.

En Espagne, les luttes ouvrières se succèdent à un rythme constant tout au long de la période. Mais l'élément primordial pour comprendre leur dynamique est certainement la consolidation de *Comisiones Obreras* (CC.OO.) – en tant que mouvement organisé –, et son évolution jusqu'en 1968. Si les premières actions de CC.OO. se déroulent en 1964, la caractéristique la plus saillante est sans doute que ce *movimiento*³¹ va emprunter de façon croissante la voie légale – le Syndicat Vertical et les conventions collectives (*convenios*) –, et par-là basculer dans des pratiques réformistes – abandonnant au passage le caractère autonome qui les distinguait³². Ces pratiques réformistes sont possibles parce qu'il existe désormais les conditions favorables à leur développement : les réformes semi-libéralisatrices du gouvernement – conventions collectives (*convenios*) d'entreprise, non-intervention de la police lorsque les luttes n'envahissent pas les rues, hausses sectorielles des salaires qui tendent à diviser la classe ouvrière, etc. –, ainsi que les luttes internes pour la direction de CC. OO.³³ entre les différentes tendances présentes qui aboutissent à l'adoption de la stratégie d'entrisme préconisée par le PCE – majoritaire – et adoptée à l'occasion des premières élections syndicales, un tant soit peu libres, de 1966. Il s'agit d'utiliser la classe ouvrière « para dirigir la reproducción ampliada de la clase obrera. Para en definitiva, sin alterar la estructura de clases, intervenir sobre su dinámica promoviendo un proceso de convergencia democrática que reduzca a un mínimo la base social de apoyo de la Dictadura³⁴ ». Si les élections syndicales semblent au premier abord confirmer la réussite et le bien-fondé de la ligne empruntée – accès de CC. OO. à des postes clés à l'intérieur de l'OSE –, le succès du référendum de 1966 qui entérine la *Ley Orgánica del Estado*, la répression violente que subissent les CC. OO. à partir d'octobre 1967, et leur déclin en 1968, marquent l'échec de la politique interclassiste du PCE – qui entraîne dans sa défaite tout le mouvement ouvrier. En effet, l'inflation croissante et le

³⁰ SCOT, Marie, « Y eut-il un 'Mai 1968' en Angleterre ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°6, septembre-décembre 2008, <http://www.histoire-politique.fr/documents/06/dossier/pdf/HP6-Marie-Scot-PDF.pdf>, consulté le 08/10/2013.

³¹ « [...] los hombres de las CC.OO. iniciales quisieron que éstas conservaran su carácter de movimiento amplio, sin estructurarse prematuramente como organización sindical, ya que en tal caso se hubiese institucionalizado la división, al convertirse CC.OO. en un sindicato más entre los siete u ocho existentes. Por eso, afirmaban que CC.OO. era un *movimiento* que debía conducir a la clase obrera hacia un Congreso Constituyente, a escala del país. », DÍAZ, José Antonio, *Luchas internas en Comisiones Obreras. Barcelona 1964-1970*, Barcelone, Editorial Bruguera, 1977, p. 12.

³² « La razón de su crecimiento y de su fuerza radicaba ante todo en su *autonomía*, en su independencia ideológica, en su origen esencialmente obrero, y en su capacidad de adaptación a las condiciones del momento, gracias a la flexibilidad de sus estructuras. », *Idem*.

³³ À ce sujet, voir notamment l'ouvrage de DÍAZ, José Antonio, *Luchas internas en Comisiones Obreras. Barcelona 1964-1970*, *op. cit.*

³⁴ LÓPEZ PETIT, Santiago, « La relación capital/trabajo durante el Franquismo », *op. cit.*, p. 43.

déficit commercial qu'accuse l'Espagne début 1967, provoquant une semi-paralyse du cycle, ne font qu'accroître l'activité syndicale à visage découvert. À ceci s'ajoute la mobilisation et les manifestations croissantes de secteurs de plus en plus larges de la société – l'Université, les intellectuels, l'Église –, ce qui fait prendre conscience à l'État que

[...] por primera vez, se le puede escapar la dinámica de la reproducción de las clases, en el sentido que se segregue un bloque políticamente unificado por la reivindicación «democrática». A nivel político se está librando una verdadera batalla entre un capital progresivamente desasistido y un reformismo obrero que ha sido capaz de castrar los movimientos de clase al orientarlos políticamente hacia unos objetivos democráticos³⁵.

La réponse à cette menace passera ainsi avant tout par la répression : la veille de la journée convoquée pour le 27 octobre, les dirigeants publics de CC.OO. sont arrêtés et emprisonnés, les CC.OO. jusque-là tolérées sont officiellement déclarées illégales par le Tribunal Suprême en novembre. Au cours de l'année 1968 – sous la menace de sanctions et de réduction des effectifs –, des centaines d'ouvriers et de délégués de CC.OO., connus de tous, sont emprisonnés, tandis que la police entre à nouveau dans les usines et les entreprises en lutte.

L'année 1968 pourrait ainsi marquer le passage à une troisième phase dans le cycle des luttes qui, de façon discontinue, s'étendrait jusqu'à la fin du franquisme et même au-delà – avec des différences substantielles par la suite. L'échec de la stratégie entriste produit une forte crise au sein des organisations ouvrières et conduit à d'importantes ruptures et scissions, notamment du PCE et du FLP – amorcées cependant dès le milieu des années soixante. Ainsi par exemple, dans la ville de Barcelone, les luttes intestines au sein des CC. OO. provoquent une remise en question du rôle des partis dans la direction du mouvement ouvrier – quand bien même ceux-ci se voudraient révolutionnaires –, qui débouche sur une critique des avant-gardes jugées trop éloignées du mouvement réel³⁶. Cette crise se solde dans un premier moment par la réaffirmation des objectifs anticapitalistes³⁷ et d'auto-organisation de la classe ouvrière, avant

³⁵ *Ibid.*, p. 44-45.

³⁶ « Los dos principales grupos organizados que existen en C.O. de Barcelona se libran una lucha constante por el control de las mismas, para poder utilizarlas como plataforma para desarrollar su programa [...]. Esta política partidista provoca un alejamiento cada vez mayor de aquellos trabajadores con inquietudes y espíritu de lucha, que son incapaces, de momento, de comprender y aceptar unas batallas ideológicas que ellos no creen que supongan un avance –por sí solas– para la clase obrera. El sentimiento de ser manejados por uno u otro de ambos partidos es, además, muy intenso », extrait du document « Para conocimiento de todos los militantes » de janvier 1969, reproduit dans DÍAZ, José Antonio, *Luchas internas en Comisiones Obreras. Barcelona 1964-1970, op. cit.*, p. 253-254.

³⁷ Dans un document intitulé « ¡¡Comisiones obreras-poder obrero!! », signé par *Las Comisiones Obreras de la Zona Sur de Barcelona*, daté d'avril 1969, sont réaffirmés les objectifs d'auto-organisation de la classe ouvrière ainsi que les objectifs anticapitalistes dans une perspective internationaliste: « Nuestra lucha junto a la lucha de los obreros italianos, franceses, americanos... y a la del heroico pueblo vietnamita, ES LA LUCHA CONTRA LA OPRESIÓN Y LA EXPLOTACIÓN CAPITALISTA A ESCALA MUNDIAL. Por tanto, nuestro apoyo y aportación a la lucha que mantienen todos los explotados del mundo es ampliar cada vez con más fuerza la lucha

que de nouvelles scissions³⁸ ne s'opèrent et que le PC-PSUC ne reprenne leur direction. Ainsi, comme ailleurs en Europe, et malgré les divisions internes des CC. OO., l'activité ouvrière ne faiblit point. Au contraire, elle se développe pour, dans bien des cas, se dérouler en marge des syndicats et des partis classiques, voire malgré eux, remettant à l'ordre du jour des formes d'auto-organisation³⁹ : mai 68 en France, des grèves qui débordent les syndicats en Italie en 1969, une grève sauvage des mineurs limbourgeois (Belgique) soutenus par les étudiants en 1969, des mouvements de grève en Espagne qui se succèdent à partir de 1968 (SEAT, Roca et le port à Barcelone, l'entreprise textile Hytasa à Séville, la Wilcox de Bilbao, etc.), et des manifestations de plus en plus importantes d'étudiants et d'intellectuels.

Parallèlement, les petits groupes « gauchistes » se multiplient en Espagne au même titre qu'en France, tandis que les forces ouvrières se recomposent au contact de luttes quotidiennes anticapitalistes, ce qui fait penser à une réémergence révolutionnaire. Le pouvoir répond immédiatement à ce durcissement des conflits ouvriers et à la radicalisation du mouvement étudiant par un renforcement de la répression : rétablissement de la *Ley de Bandidaje y Terrorismo*, déclaration de l'état d'exception qui s'applique en premier lieu en 1968 au Pays Basque – où l'activité violente de l'ETA contre les forces de police⁴⁰ intensifie tout particulièrement le climat d'agitation – pour être étendu ensuite à l'ensemble du pays (1969), détention d'intellectuels et de prêtres, attaques de maisons d'édition, exclusion de professeurs de l'Université, etc. En dépit de cette recrudescence répressive, les années 1970 voient une généralisation des luttes sur tout le territoire, et dans tous les secteurs : les mines aux Asturies, les journaliers de Jerez, la MTM (usine métallurgique « Maquinista Terrestre y Marítima ») et le port de Barcelone, la construction de Grenade, le Métro de Madrid.

À ces manifestations exclusivement ouvrières s'ajoutent également les mobilisations d'ouvriers, d'intellectuels⁴¹ et d'étudiants⁴² en solidarité avec les seize membres de l'ETA jugés

anticapitalista en nuestro país », reproduit dans DÍAZ, José Antonio, *Luchas internas en Comisiones Obreras...*, *op. cit.*, p. 257-260.

³⁸ Pour un exposé des grands conflits au sein des CC.OO. à Barcelone, et une présentation des documents de celles-ci voir : DÍAZ, José Antonio, *Luchas internas en Comisiones Obreras...*, *op. cit.* ; SANZ OLLER, Julio, *Entre el fraude y la esperanza. Las CC.OO. de Barcelona*, Paris, Ruedo Ibérico, 1971.

³⁹ Utilisation de formes organisatrices et de pratiques de lutte diverses : commissions autonomes, assemblées, piquets de grève, sabotage, occupations d'usines ou de l'espace public, caisses de résistances, etc.

⁴⁰ Assassinat le 2 août 1968 du chef de la *Brigada de Investigación Social* de San Sébastien, Melitón Manzanás.

⁴¹ Le 12 décembre 1970, pendant le procès de Burgos, 300 intellectuels catalans s'enferment dans le monastère de Montserrat et demandent, à travers un manifeste, l'amnistie, l'abolition de la peine de mort, la suppression des tribunaux d'exception, le retour à la démocratie et le droit à l'autodétermination pour la Catalogne.

⁴² Sur le mouvement étudiant, voir par exemple : CARRILLO-LINARES, Alberto, « Movimiento estudiantil antifranquista, cultura política y transición política a la democracia », *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, n°5, 2006, p. 149-170, http://rua.ua.es/dspace/bitstream/10045/5922/1/PYM_05_08.pdf, consulté le 10/0/2013 ; HERNÁNDEZ SANDOICA, Elena, RUIZ CARNICER, Miguel Ángel et BALDÓ LACOMBA, Marc,

lors du Procès de Burgos. Celles-ci reflètent une politisation des luttes, dans la mesure où elles montrent le caractère répressif de l'État franquiste, mais « separadas del resto del ciclo, es decir, aisladas como lucha específica que es lo que hace el reformismo, adquieren un carácter de manifestación popular interclasista, por lo menos fuera de Euskadi⁴³ ». Les années suivantes sont marquées au niveau international par les conflits et les grèves sauvages qui tendent à montrer les limites du système fordiste – et ce faisant des États-providence – fondé sur un modèle productiviste en phase d'essoufflement et que la crise du pétrole et les restructurations économiques qui s'ensuivent viendront compléter : grandes grèves chez Renault en 1971, mutineries dans de nombreuses prisons aux États-Unis, grèves en Italie des années 1972-1973, grèves des mineurs et des dockers en Angleterre, révolte des ghettos aux États-Unis, etc. En Espagne, les luttes se propagent – Madrid, Bilbao, Grenade, El Ferrol, Vigo, Vallès, Sant Adrià del Besòs, Barcelone (Harry-Walker, SEAT), etc –, et se diversifient : les ouvriers, le personnel sanitaire, la banque, l'enseignement, les associations de riverains, l'Université, les intellectuels.

La grève générale locale se développe dans les petites villes ou les quartiers fortement industrialisés : les luttes sortent de l'usine pour envahir le quartier, dans lequel se produit un mouvement de solidarité des associations de riverains et d'étudiants dont la vie tourne autour de l'usine. Pour briser l'expansion de ce mouvement de classe, l'État répond par un plus grand interventionnisme au travers de la nouvelle Loi Syndicale de 1973. Il permet également aux entreprises d'octroyer des augmentations de salaires si cela peut empêcher les conflits⁴⁴, et continue d'exercer sans relâche une violence farouche. Mais la situation économique ne fait qu'empirer : la productivité n'arrivant plus à réabsorber l'augmentation du coût de fabrication, les prix ont tendance à augmenter et, par-là même, à multiplier les conflits. En outre, la crise du pétrole commence à se faire sentir et l'inflation devient incontrôlable. La réponse passera encore une fois par une manœuvre politique combinant ouverture (discours d'Arias Navarro du 12 février 1974, tolérance vis-à-vis des forces politiques de l'opposition aléale qui s'organisent de plus en plus ouvertement) et répression (des mouvements révolutionnaires au travers de décrets antiterroristes) ; assortie d'une politique économique d'austérité. Malgré cela, les luttes continuent de s'intensifier, et l'État hésite entre une politique anti-inflationniste et une politique antidépressive, ce qui se traduit bien souvent par une augmentation des salaires.

Estudiantes contra Franco (1939-1975), Madrid, La Esfera de los Libros, 2007 ; YSÀS, Pere, *Disidencia y subversión...*, *op. cit.*

⁴³ LÓPEZ PETIT, Santiago, « La relación capital/trabajo durante el Franquismo », *op. cit.*, p. 54.

⁴⁴ Ainsi par exemple, entre 1970 et 1975, chez SEAT la production augmente de 261 points tandis que les salaires augmentent de 703 points, dans MIGUÉLEZ, Fausto, *SEAT: la empresa modelo del régimen*, Barcelone, Dopesa, 1977.

Les deux stratégies adoptées – répression et austérité – par un État en mal de pouvoir depuis 1970 ne réussissent plus à freiner l’offensive qui arrive de tous côtés, et la crise se généralise : crise économique, crise sociale, et *in fine* crise politique. Le franquisme entre dans une phase de décomposition marquée par la généralisation de la répression qui touche désormais la société dans son ensemble, celle-ci tendant en retour à s’homogénéiser, et à faire corps en laissant de côté les aspects propres à la lutte anticapitaliste pour constituer des alliances interclassistes, dont les valeurs culturelles sont celle de la démocratie. L’absence d’une véritable alternative révolutionnaire, et l’influence qu’exercent désormais le réformisme dans le milieu ouvrier et les plateformes interclassistes – l’alliance des élites bourgeoises et ce qui s’apparente de plus en plus à la classe moyenne – dans l’ensemble de la société, remettent plus que jamais à l’ordre du jour les revendications de démocratie, reléguant du même coup le processus de lutte des classes à plus tard. S’impose ainsi :

La defensa del civismo, la utilización del miedo. Frente a la huelga como práctica [el reformismo] opone el derecho de huelga; frente a las asambleas obreras y su práctica generalizada, el derecho de asamblea; frente a la organización autónoma de clase, el sindicato de clase. Las libertades políticas burguesas, los derechos legales, son introducidos para ser reconocidos por la burguesía, cuando el proletariado los ha hecho suyos hace tiempo. [...] La forma más política que la crisis de dominación burguesa adopta en el Estado español no ha generado un movimiento anticapitalista y de clase, sino un movimiento político reformista convergente con el capital⁴⁵.

À l’exigence frontale d’une augmentation de salaire, d’une réduction du temps de travail, de l’autogestion de la force de travail, etc., se substitue la seule revendication du droit à demander – sous la protection de l’État – une augmentation de salaire, une réduction du temps de travail, l’autogestion de la force de travail, etc. ; à l’existence de tout un chacun, il s’agit en quelque sorte de substituer la légalisation – et donc la reconnaissance depuis l’État – de l’existence de tout un chacun : la démocratie ainsi comprise fait de tout acteur politique potentiel un citoyen apaisé participant à la vie politique à travers les mécanismes de représentation plus ou moins directe que l’État met à sa disposition.

En Espagne, les luttes de cette période sont à la fois expression anticapitaliste, lorsque le mouvement ouvrier s’autonomise et s’allie avec les secteurs les plus radicalisés de la société – notamment les étudiants, ou jeunes universitaires, mais également un secteur de l’Église –, et réformisme, lorsque ces luttes convergent avec – ou sont récupérées par – une opposition que nous avons qualifiée d’alégale. Une opposition qui, s’appuyant sur les revendications de ceux qui sont de plus en plus nombreux à intégrer la classe moyenne en essor – qui soutient la lutte anticapitaliste dans la limite des objectifs antifascistes –, négociera non sans peine avec le

⁴⁵ LÓPEZ PETIT, Santiago, « La relación capital/trabajo durante el Franquismo », *op. cit.*, p. 72.

pouvoir franquiste déliquéscent, pour instaurer une démocratie – permettant d’apaiser à moyen terme le conflit, tout en effectuant un remplacement de certaines élites.

Comme ailleurs en Europe, les luttes de la fin des années soixante et des années soixante-dix, qui tendent à s’autonomiser en dépassant les formations classiques – que ce soient les syndicats ou les partis –, provoquent d’importants débats au sein de la gauche. Ceux-ci portent notamment sur la question de l’abandon de la référence révolutionnaire, et donc sur le réformisme, ainsi que sur les modes d’action à adopter face à un capital progressivement globalisé et totalisant qui impose un nouvel ordre mondial⁴⁶. L’Espagne, qui à partir des années soixante intègre progressivement le système économique, connaîtra les mêmes débats à gauche, avec la spécificité que ceux-ci seront en plus traversés par la question de la gestion de l’après Franco, par la question du passage – ou pas – à la démocratie.

2.2. Manos arriba, esto es un atraco : naissance et coup d’envoi du Movimiento Ibérico de Liberación

Pour mener à bien cette partie, nous allons nous servir essentiellement des trois ouvrages historiographiques cités en introduction, de l’étude collective de « Carlota Tolosa », ainsi que de plusieurs brochures retraçant chronologiquement les actions du MIL. Nous agrémenterons le tout de quelques précisions et données que nous jugeons essentielles sur l’éclatement de la gauche à la fin des années soixante⁴⁷.

2.2.1. Mais d’où viennent-ils ? Qui sont-ils ? Où vont-ils ?

S’il y a bien un point commun à toutes les publications portant sur le *Movimiento Ibérico de Liberación*, c’est que toutes s’accordent à dire que la naissance du groupe est, d’une part, à replacer dans le contexte des multiples scissions qui se produisent au sein de la gauche communiste à la fin des années soixante ; d’autre part, qu’elle ne peut être comprise en-dehors de l’existence au début des années soixante-dix du mouvement ouvrier révolutionnaire de Barcelone.

⁴⁶ À ce sujet, voir entre autres, DÉMIER, Francis, « La démocratie face aux marchés », art. cit.

⁴⁷ Pour une étude détaillée sur le dessous des cartes du MIL, nous renvoyons évidemment aux ouvrages historiques déjà cités.

2.2.1.1. Rupture au sein de la gauche ? Groupuscularisation et auto-organisation

En effet, comme ailleurs en Europe, les années soixante sont marquées en Espagne par le fractionnement que connaissent les partis historiques de la gauche⁴⁸, et par l'émergence d'une gauche radicale qui s'emploie à critiquer la politique de Réconciliation Nationale prônée par le *Partido Comunista de España* (PCE) depuis le milieu des années cinquante et sa postérieure proposition de *Pacto por la Libertad*, en remettant à l'ordre du jour l'idée de révolution comme transformation totale de l'ordre social. Nous pouvons rappeler, sommairement, que cette gauche révolutionnaire qui agit intensément dans les années soixante-dix surgit au cours des années soixante, souvent en dissidence avec les quatre grandes organisations – ou familles d'organisations – dont elle provient : le *Partido Comunista de España* et le *Partit Socialista Unificat de Catalunya* (PCE-PSUC) ; la *Vanguardia Obrera Social* (VOS) et autres groupes catholiques progressistes ; les *Organizaciones Frente* (regroupant le *Frente de Liberación Popular* (FLP) et ses fédérations catalanes, le *Front Obrer de Catalunya* – FOC –, et basque, le *Euskadiko Sozialisten Batasuna* – ESBA –) ; et l'organisation *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA).

Suite au schisme sino-soviétique, le *Partido Comunista de España* connaît le premier une scission, qui donne naissance à Bruxelles au *Partido Comunista de España (marxista-leninista)* – PCE(m-l) – en 1964. Formé par des étudiants de Madrid provenant d'une scission du PCE et par des membres du PCE en exil, le PCE(m-l) développe une critique marxiste-léniniste, prône la révolution démocratique et adopte un discours anticolonial, augurant l'avènement d'un combat contre l'impérialisme américain, ce qui fait dire à Consuelo Laiz, que « [d]e todos los partidos de la izquierda radical que se aproximan a las tesis maoístas, la línea del PCE(m-l) es la que más se ajusta a los planteamientos de la revolución china y a la creencia en la viabilidad, en España, de la guerra popular [...] »⁴⁹. À partir de 1971, et suite au procès de Burgos, il impulse la création du *Frente Revolucionario Antifascista y Patriótico* (FRAP), qui tend progressivement à se radicaliser et à cheminer vers l'usage de la violence, réalisant des actions armées à partir de 1975.

Au sein de la même famille, une partie des communistes catalans – parmi lesquels on dénombre des intellectuels, des étudiants et des ouvriers – se sépare du PSUC en 1967, se regroupe autour du journal *Unidad*, et forme, également en Belgique, le *Partido Comunista de*

⁴⁸ Notamment la gauche communiste puisque : « En el ámbito de la izquierda política, las especificidades eran la práctica ausencia del PSOE y la hegemonía del PCE-PSUC en la oposición interior », MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, « La izquierda de la izquierda », art. cit., p. 2.

⁴⁹ LAIZ, Consuelo, *La lucha final. Los partidos de la izquierda radical durante la transición española*, Madrid, Los libros de la catarata, 1995, p. 77.

España (internacional) PCE(i). Celui-ci embrasse la théorie de Lénine sur la construction d'un parti ouvrier d'avant-garde capable de diriger la révolution, et reçoit l'influence de la révolution culturelle menée en Chine par Mao Zedong. Cependant, et malgré une volonté affirmée de retour à l'orthodoxie marxiste, un certain éclecticisme idéologique caractérisera toujours ce groupe. D'ailleurs, après quelques années de forte activité, le PCE(i) se plonge à partir de 1973 dans l'élaboration d'une politique d'alliance de toutes les forces opposées à la dictature. En effet,

[...] durante una primera etapa, el PCE(i) destacó por la contundencia de sus acciones de agitación y por la reivindicación de la lucha armada. Entre 1972 y 1973, sin embargo, se produjo una profunda reorientación hacia una "línea de masas" que supuso el regreso a CC.OO. –abandonadas a fines de los 60– y una orientación sistemática hacia el movimiento de mujeres –más adelante, también específicamente hacia el feminismo–, la juventud, el campesinado y los cuarteles⁵⁰.

Le PCE(i) change de nom en 1975 et devient le *Partido del Trabajo de España* (PTE).

Également en Catalogne, un secteur du PCE(i) en gestation, réticent à la radicalisation révolutionnaire de celui-ci, constitue le groupe *Bandera Roja* – du nom de son bulletin. Il s'agit d'un groupe marxiste-léniniste maoïste, présent notamment dans le milieu de l'enseignement, dans les milieux catholiques progressistes et au sein de l'Université et du mouvement de quartiers. Suite à son expansion à d'autres zones, le groupe se constitue en parti et adopte le nom d'*Organización Comunista de España-Bandera Roja* (OCE-BR). Il pâtit cependant, à partir de 1974, de nouvelles scissions, et une bonne partie de ses militants intègreront à nouveau le PSUC.

Enfin, en ce qui concerne les grandes scissions du PCE-PSUC, l'*Organización de Marxistas Leninistas Españoles* (OMLE) est fondée à Bruxelles en 1968 par réunion de plusieurs groupes. Elle formule, d'une part, une critique acérée du révisionnisme de l'Union Soviétique, et prétend, d'autre part, réaliser l'union de toutes les forces marxistes léninistes qui existent en Espagne, afin construire le « vrai » parti communiste espagnol. L'OMLE se dissout en 1975, et laisse place au *Partido Comunista de España (reconstituido)* PCE(r), marxiste-léniniste, antirévionniste et antifasciste, qui décide de créer une « section technique », les *Grupos de Resistencia Antifascista Primero de Octubre* (GRAPO), qui réalisent des actions armées à partir de 1975.

Suite à la coordination des groupes ouvriers catholiques des *Vanguardias Obreras Juveniles* (VOJ), de la *Hermandad Obrera de Acción Católica* (HOAC), et des cercles de jeunes catholiques progressistes influencés par l'idéologie marxiste, naît en 1964 l'*Acción Sindical de*

⁵⁰ MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, « La izquierda de la izquierda », *op. cit.*, p. 4-5.

Trabajadores (AST) qui de Madrid s'étend vers l'Andalousie, la Navarre et la Catalogne, synthétisant des éléments chrétiens, libertaires et communistes. En conflit ouvert avec le PCE, notamment au sein des CC.OO., elle dépasse le syndicalisme et décide de créer, autour de 1970, une nouvelle formation politique, l'*Organización Revolucionaria de Trabajadores* (ORT). Définie comme marxiste-léniniste, et par la suite plus précisément comme maoïste, elle ne défend pas la révolution socialiste, mais bien une révolution démocratique – tout en restant très critique vis-à-vis du réformisme du PCE.

Le *Frente de Liberación Popular* (FLP, plus connu sous le nom de « FELIPE »), qui possède une structure fédéralisée, a un noyau à Paris autour d'Antonio López Campillo, dont fait partie Carlos Semprún. Ce dernier, accompagné par une partie des militants du groupe, va quitter le FLP en 1965 et former l'organisation *Acción Comunista* (AC), qui sympathise avec certaines analyses de Trotski et entretient des relations avec Ernest Mandel et la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR) dirigée par Alain Krivine, mais n'intègre pas la Quatrième Internationale. Ultérieurement, suite à la forte crise que connaît le FLP vers 1969 – imputable en partie à sa trop grande hétérogénéité idéologique – surgit, sous influence du mouvement étudiant français et notamment de la JCR, le groupe *Comunismo* composé par des militants du FLP de Madrid et par un groupe du FOC barcelonais. Se rapprochant du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale – le principal courant international d'inspiration trotskiste –, il forme la *Liga Comunista Revolucionaria* (LCR). Défendant le boycott des élections syndicales, la Ligue décide de ne pas travailler au sein des CC.OO., avant que des différends internes ne provoquent une nouvelle scission en 1972 entre la LCR et la LC. Puis, en 1973, la LCR s'unit à *ETA VI Asamblea*, prônant la nécessité de renverser la dictature par une action révolutionnaire de masse – et d'accéder par-là à une révolution socialiste –, elle défend par la suite la rupture radicale avec le franquisme comme premier pas vers le socialisme.

Dans la même famille politique, en 1969, un certain nombre d'ouvriers abandonnent le FOC et se regroupent autour de la revue *¿Qué hacer ?* dirigée par José Antonio Díaz et Manuel Murcia. Considérant que les partis politiques instrumentalisent le mouvement ouvrier, ils sont notamment opposés à l'influence du PSUC dans les CC.OO. Après six numéros, et une réflexion approfondie sur le rôle des avant-gardes au sein des CC.OO. et de la question de l'autonomie ouvrière, le mensuel annonce sa dissolution fin 1969. Suite à cela naissent, d'une part, les *Círculos de Formación de Cuadros*, destinés à former les nouvelles avant-gardes parmi la classe ouvrière, qui éclateront en 1971. Les membres migrent alors, pour une large part, dans les *Círculos Obreros Comunistas*, qui s'unissent en 1974 aux *Núcleos Obreros Comunistas del País Vasco* pour créer l'*Organización de Izquierda Comunista de España* (OICE). Tout au long

de sa trajectoire, l'organisation puise dans diverses traditions marxistes, défendant un programme anticapitaliste sans renoncer pour autant à l'idée de construire un parti révolutionnaire. Elle met l'accent sur l'auto-organisation de la classe ouvrière, développe les *Plataformas Anticapitalistas* et les *Comisiones Obreras Anticapitalistas*, et intègre ensuite les CC.OO. D'autre part, certains des membres réunis initialement autour de *¿Qué hacer ?* poursuivent une réflexion organisationnelle sur la question de l'autonomie. Ils créent les *Plataformas de Comisiones Obreras*, organisation autonome des travailleurs, et publient à partir de 1969 la revue *Nuestra Clase* dans laquelle collaborent de futurs membres du MIL. Particulièrement actives dans l'aire géographique de Barcelone, les *Plataformas* croissent rapidement, se nourrissant notamment de la déliquescence du FOC et d'*Acción Comunista*. Après la grève de la Harry Walker, le noyau fondateur de ces *Plataformas* se sépare et forme les *Grupos Obreros Autónomos* (GOA).

Enfin, au Pays Basque, un secteur ouvriériste expulsé de l'*Euskadi Ta Askatasuna* en 1967 forme l'organisation *ETA-berri* (« Nouvelle ETA »), fortement imprégnée des idées de la révolution cubaine, puis de l'œuvre de Lénine. En 1969, l'organisation change de nom pour s'appeler désormais *Komunistak-Movimiento Comunista Vasco*. Elle évolue à partir de 1970 vers le maoïsme et envisage de s'étendre sur le territoire. En 1971, elle s'unit à l'*Organización Comunista* de Saragosse, et fonde en 1972 le *Movimiento Comunista de España* (MCE). Initialement marqué par le tiers-mondisme, il défend l'idée de la guerre populaire contre les États-Unis pour une « indépendance nationale ». Puis, progressivement, il s'attache à des objectifs plus immédiats, revendiquant la dissolution des organes répressifs, et insistant sur la nécessité de faire advenir à long terme une révolution socialiste.

Ce résumé synthétique des grandes scissions survenues dans les années soixante, s'il ne prétend aucunement à l'exhaustivité, a cependant l'avantage, en premier lieu, de nous permettre de replacer les membres du futur MIL dans une lignée politique – puisque certains d'entre eux suivent l'évolution de certaines de ces formations, pour s'en défaire ultérieurement. En second lieu, il nous conduit à remarquer avec Consuelo Laiz, qu'après la recrudescence de la conflictualité étudiante, sociale et ouvrière des années 1966-1969,

[e]l declive del movimiento estudiantil, la crisis del Sindicato Democrático de Estudiantes y la represión policial, acabaron con las movilizaciones y la amplia participación política e igual que ocurre en Francia y en Italia, se origina un alza organizativo en toda la izquierda radical. [...] Los líderes de las movilizaciones de estudiantes creen llegado el momento de crear partidos políticos que sean críticos con las doctrinas y los programas de los partidos tradicionales y capaces de dirigir la revolución; la necesidad de la organización pasa a ser prioritaria⁵¹.

⁵¹ LAIZ, Consuelo, *La lucha final...*, op. cit., p. 65-66.

Ce qui, dans les faits, comme nous l'avons vu, se traduit en général par la propension de ces nouvelles formations à s'inspirer du maoïsme – lors de la rupture entre l'URSS et la Chine –, considérant que le communisme soviétique est devenu réformiste. Cette diversification des formes de l'organisation se manifeste également par la souscription de ces groupes au marxisme-léninisme, revendiquant la nécessité d'une avant-garde, et défendant la formation de nouveaux partis qui n'auraient pas trahi le peuple. À l'évolution de l'URSS et des partis analogues vers la voie de la détente et de la coexistence pacifique – qui mènera à l'eurocommunisme – jugées antirévolutionnaires, les groupes de la gauche radicale préfèrent un repli dans l'orthodoxie marxiste qui s'accompagne d'un retrait organisationnel, ce qui explique le phénomène de groupuscularisation – qui n'est, par ailleurs, pas propre à l'Espagne –, c'est-à-dire la prolifération tendanciellement chaotique de groupuscules gauchistes dont la *traçabilité* est plus ou moins grande. C'est dans ce contexte, au contact et surtout *contre* ce phénomène, que le MIL fait son apparition.

2.2.1.2. Trombinoscope et brève genèse du groupe

Si, au vu des divergences entre les auteurs des travaux existants à ce jour sur le MIL⁵², il est difficile de chiffrer précisément le nombre de membres qui vont le composer, l'ouvrage le plus récent – son auteur ayant eu accès à un plus grand nombre de sources – de Rosés Cordovilla parle d'une vingtaine de personnes au maximum qui, de façon continue ou ponctuelle, auraient pleinement collaboré aux activités du groupe. Les informations dont nous disposons sur les membres du groupe sont également variables : certains d'entre eux sont connus du fait de leur incarcération, d'autres – les mêmes dans bien des cas – sont souvent nommés dans les documents disponibles sur le groupe ou émanant de lui, d'autres encore sont intervenus dans des débats publics postérieurs ou ont répondu à des questionnaires, mais certains restent inconnus du fait qu'ils n'ont jamais été arrêtés et qu'ils n'ont jamais voulu, ou n'ont pas eu l'occasion, de revenir sur la question. Dans tous les cas, concernant les membres établis du groupe, et d'un point de vue sociologique,

⁵² Antonio Téllez Solá dresse la biographie de neuf membres du groupe, et en évoque quelques autres. Dans son ouvrage de 1977, Telésforo Tajuelo parie – il voit large – sur une cinquantaine de membres : « En su mejor época, este grupo debió estar compuesto por unas cincuenta personas, incluyendo a los que no expropiaban pero escribían. Se trata, es cierto, de una estimación completamente personal en la medida en que nuestra documentación no nos permite ser exactos sobre este punto. », *El MIL, Puig Antich y los GARI, op. cit.*, p. 51. Le collectif « Carlota Tolosa » dénombre une quinzaine de membres, même si elle n'est pas formelle sur le nombre exact. Francesc Escibano, quant à lui, parle des « six du MIL ».

[e]n conjunto se trata de personas jóvenes, de una media de poco más de veinte años, sin haber pasado por la universidad o con la carrera sólo comenzada, de extracción pequeño-burguesa, y residentes en Barcelona, excepto el núcleo de Toulouse, así como Santi Soler, que vive en Badalona y no se traslada a Barcelona hasta más adelante; algunos, como Santi Soler, proviene de familia más adinerada, otros como Garriga o Puig Antich han trabajado anteriormente; en el caso de los tolosanos, también Rouillan procede de familia pequeño-burguesa, siendo hijo de un inspector de juventud y deportes, mientras que Torres es un estudiante hijo de exiliado leridano e inmigrante italiana; sólo la vinculación de Núñez y López aportaría un componente inequívocamente obrero⁵³.

Nous pouvons rappeler synthétiquement le parcours des éléments les plus connus du groupe avant qu'ils n'intègrent le MIL, en essayant de retracer – lorsque cela est possible – leur généalogie politique et les circonstances de leur rencontre.

Oriol Solé Sugranyes (« Víctor »), commence sa militance au sein du SDEUB – *Sindicat Democràtic d'Estudiants de la Universitat de Barcelona* – entre 1965 et 1967. Arrêté lors de la célèbre « Caputxinada », il est jugé par le TOP – *Tribunal de Orden Público* – et absous du délit de propagande illégale. En 1967, il adhère au *Joventuts Comunistes de Catalunya* – JCC – , passe ensuite au groupe « Unidad », avant de s'affilier au PCE(i). C'est à ce moment qu'il abandonne ses études et qu'il commence à travailler en tant que typographe. En septembre 1968, il est arrêté à Gérone, accusé de propagande illégale et d'association illicite et condamné à deux ans de prison – qu'il purge à Jaén. À sa sortie, il participe à des actions de soutien à la grève de l'usine de glaces Camy et rencontre José Antonio Díaz et Manolo Murcia – ils font partie du groupe qui édite *¿Qué hacer?* – avec qui il va collaborer plus tard en éditant *Nuestra Clase*, la revue phare de *Plataformas de Comisiones Obreras*. Surpris par la police alors qu'il participe à une réunion contre le procès de Burgos au *Casal de Montserrat* de Barcelone, il s'exile en France en septembre 1969 où il milite dans les milieux espagnols et portugais de l'émigration. C'est à Toulouse qu'il rencontre en mars 1970 Jean-Marc Rouillan, Jean-Claude Torres et Enric Oller, tous trois membres du Groupe Autonome Libertaire (GAL)-1871-Vive la Commune ; c'est également depuis Toulouse qu'il devient un des membres du noyau originel du MIL.

Santi Soler Amigó (« Petit », « Fede »), a une licence de Philosophie et de Lettres et travaille comme journaliste. Il commence son activité politique dans les cercles intellectuels des *Forces Socialistes Federals* (FSF⁵⁴) où il rencontre Xavier Garriga Paituví. À la fin de

⁵³ ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una historia política*, op. cit., p. 155.

⁵⁴ Cf. diccionari Catalunya durant el franquisme p. 87.

l'année 1967, il intègre *Acción Comunista* (AC) où il fait la connaissance d'Ignasi Solé Sugranyes (« Montes »). Celui-ci avait, avant d'entrer à AC, milité dans les Jeunesses Communistes du PCE et dans le parti lui-même. Ensemble, ils forment un groupe d'étude, qu'eux-mêmes baptiseront *a posteriori* *Equipo Teórico* – ce qui ne signifie pas pour autant qu'une constitution formelle ait lieu. C'est ultérieurement, lors d'un congrès d'*Acción Comunista* tenu à Francfort en 1969, que Santi Soler et Ignasi Solé décident d'abandonner les rangs de cette organisation – considérant qu'elle devient un groupuscule trotskisant de plus. L'été de l'année suivante, Santi Soler se rend avec Xavier Garriga à Paris où ils rencontrent Jean Barrot⁵⁵ qui les initie au conseillisme⁵⁶ et au situationnisme⁵⁷. À son retour de Paris, il écrit avec Ignasi Solé le texte « *El movimiento obrero en Barcelona* », édité en février 1970. La très mauvaise qualité de cette première impression explique qu'Ignasi Solé propose d'envoyer le manuscrit à son frère Oriol Solé en exil à Toulouse, qui va le rééditer de façon anonyme en avril 1970. Santi Soler va également collaborer à l'élaboration du *Diccionario del militante obrero* – auquel il rajoute cinquante termes – écrit par José Antonio Díaz et Manolo Murcia, édité par Oriol Solé à Toulouse et signé « *Edita Equipo Exterior-Nuestra Clase* ».

Francesc Xavier Garriga Paituví (« Carlos », « Secretari ») fait ses études avec Ignasi Solé à l'*Institut Maragall*, et c'est lui qui mettra ce dernier en contact avec Santi Soler. Il a également fait partie des FSF dans le secteur de *prolétarisation*. À partir de 1968, il travaille dans les ateliers des Éditions Ariel à Esplugues del Llobregat, et participe à plusieurs luttes des Commissions Ouvrières des Arts Graphiques. Licencié alors qu'il participe à une grève dans son entreprise, il commence à travailler à partir de ce moment-là dans les Commissions

⁵⁵ Pseudonyme de Gilles Dauvé. Il adhère en 1965 à l'organisation Pouvoir Ouvrier, où il rencontre Pierre Guillaume et Jacques Baynac. Il quitte Pouvoir Ouvrier en 1966 et rejoint la librairie « La Vieille Taupe » fondé par Guillaume. Se constitue autour de la librairie un groupe de réflexion informel s'intéressant aux groupes d'extrême gauche.

⁵⁶ Le « conseillisme » ou communisme des conseils est un courant théorique et pratique marxiste anti-léniniste qui se réclame des conseils ouvriers tels qu'ils existèrent en Allemagne en novembre et en décembre 1918. Ce courant place les conseils ouvriers – forme de démocratie directe – au cœur de la révolution, rejette les syndicats, et refuse de participer aux élections. Nous en reparlerons dans le troisième chapitre, p. 108.

⁵⁷ Le situationnisme est un courant contestataire philosophique, artistique et politique incarné dans l'Internationale Situationniste, une plateforme créée dans les années cinquante par plusieurs artistes. S'il prétend, à ses débuts, dépasser les tentatives révolutionnaires des avant-gardes du XX^e siècle, il s'oriente rapidement vers une critique de la société du spectacle, qualifiée de « spectaculaire-marchande ». Le plus connu de ses théoriciens est Guy Debord, qui dans la *Société du Spectacle* (1967) avance le concept de « spectacle » entendu non pas tellement comment un « ensemble d'images » mais comme le « rapport social entre des personnes, médiatisé par des images ». Le projet situationniste repose sur la révolution de la vie quotidienne et le communisme des conseils. Il défend ainsi l'autogestion, la suppression des rapports marchands et l'abolition du spectacle en tant que rapport social, la réalisation de l'individu et l'abolition du travail en tant qu'aliénation et activité séparée de la vie. Voir par exemple, MARCOLINI, Patrick, *Le mouvement situationniste. Une histoire intellectuelle*, Montreuil, éditions L'échappée, 2012. Nous y reviendrons plus avant, p. 159.

Ouvrières de Quartier jusqu'en 1969, moment où il s'oriente vers l'activité théorique et se consacre à la formation politique des militants ouvriers.

Josep Lluís Pons Llobet (« Queso ») – le plus jeune des membres du MIL – commence à militer dans les *Juventudes Universitarias Revolucionarias* (JUR) alors qu'il est au lycée. Expulsé de celui-ci lorsqu'il participe aux luttes des étudiants, il rejoint le MIL début 1973.

Salvador Puig Antich (« Gustavo », « El Metge ») travaille comme employé de bureau tandis qu'il étudie en parallèle, assistant aux cours du soir de l'*Institut Maragall*, où il rencontre Xavier Garriga Paituví et Ignasi Solé Sugranyes. En 1968, il s'engage dans la lutte clandestine dans les Commissions Ouvrières de Quartier, avant d'être envoyé à Ibiza où il réalise son service militaire, affecté à l'infirmerie, ce qui lui vaut le surnom d'*El Metge* – « Le Médecin ». Par le truchement de Xavier Garriga, il rejoint le groupe qui va former le MIL en novembre 1971, et interrompt ses études pour se consacrer pleinement aux activités « subversives ».

Emilio Pardiñas Viladrich (« Pedrals ») a participé activement au SDEUB. Il continue ses études en France et, à Paris, prend part à l'insurrection étudiante de mai 68 au cours de laquelle il est arrêté, condamné à un an de prison puis expulsé de France. De retour à Barcelone, il travaille pour les Ediciones Redondo, puis à l'Université. Il intègre le MIL à partir d'octobre 1972, collaborant aux « Ediciones Mayo-37 » et s'occupant des traversées clandestines de la frontière.

Jean-Marc Rouillan (« Negro », « Sebas ») a 16 ans lorsqu'éclatent les révoltes de mai 68 et qu'il décide d'intégrer les Comités d'Action Lycéens (CAL). Par la suite, il entre au GAL-1871-Vive la Commune, où il rencontre Jean-Claude Torres, Enric Oller (« La Carpe »)⁵⁸, puis en 1970 Oriol Solé, avec lesquels il forme le noyau originel du « 1000 », futur MIL.

Jean-Claude Torres⁵⁹ (« Cri-cri ») est toulousain, fils de la militante libertaire Hortensia Torres Cuadrado, et petit-fils du militant libertaire de Lleida José Torres Tribó – engagé dans l'armée française, arrêté à Dunkerque par l'armée allemande et déporté à Dachau puis Mathausen-Gusen où il décède en 1941. Il fait partie, comme Jean-Marc Rouillan et Enric Oller, du GAL-1871-Vive la Commune, où il rencontre en mars 1970 Oriol Solé Sugranyes.

Jordi Solé Sugranyes (« Sancho ») est le frère d'Oriol et d'Ignasi Solé Sugranyes.

Les autres membres ou collaborateurs du MIL dont les noms sont récurrents – dans les documents du groupe comme dans les travaux sur celui-ci – mais pour lesquels nous ne

⁵⁸ La seule donnée sur Enric Oller est fournie, encore une fois, par Sergi Rosés Cordovilla, qui précise qu'il vient d'une famille anarchiste d'Olot, et qu'il est, des trois Toulousains, celui qui est le plus influencé par le situationnisme. Cf. *EL MIL: una historia política*, op. cit., p. 34.

⁵⁹ Nous ne disposons pas de beaucoup d'informations le concernant.

disposons pas de données biographiques sont : Nicole Entremont (« Aurora »), Beth Casalpeu-Layret, María Angustias Mateos Fernández (compagne de Josep Lluís Pons Llobet, ce qui lui vaudra le surnom de « Quesita »), Maria Lluïsa Piguillem Mateos, Ricard Vargas et Ernest Núñez (« Chato ») et Marcelo López (« Rubio »)⁶⁰.

Quant à la formation du groupe, la plupart des écrits sur le *Movimiento Ibérico de Liberación* font référence à l'existence de trois équipes au sein de celui-ci : l'*Equipo Exterior* (EE), l'*Equipo Teórico* (ET) et l'*Equipo Obrero*. Or, Rosés Cordovilla a montré dans son étude que cette partition répond davantage à une construction *a posteriori* à usage analytico-explicatif qu'à une réalité concrète. Ainsi, il n'y a pas de constitution formelle en équipes⁶¹, le groupe se déployant en réseau, au gré des rencontres entre différentes personnes et de l'évolution de la réflexion politique de chacune : « El MIL mai no es constitueix formalment. No neix en un congrés, sinó com a punt de confluència d'històries personals i d'experiències comunes⁶². »

La naissance du MIL ne peut ainsi être comprise que dans le contexte des scissions des partis traditionnels, mais surtout des luttes intestines au sein des CC.OO., et tout particulièrement du développement à Barcelone d'une conflictualité ouvrière anticapitaliste qui lutte pour l'autonomie de la classe ouvrière, et en réaction au contrôle de cette dernière par les partis politiques. Les parcours de ces militants – qui au cours de la fin des années soixante ont été amenés à collaborer, que ce soit dans la réalisation de tâches éditoriales, théoriques ou de mobilisation ouvrière – se croisent, se rencontrent et s'agglutinent au début de l'année 1971 autour du groupe MIL, dont Oriol Solé, exilé à Toulouse, est l'un des principaux instigateurs. C'est lui qui

[...] consigue unir dos núcleos de personas en torno a un proyecto consistente en la creación de grupos de acción que apoyen las luchas de la clase obrera: por un lado, jóvenes tolosanos provenientes de medios libertarios y dispuestos a pasar a la acción (entre ellos, Jean-Marc Rouillan), y por el otro, en Barcelona, otros jóvenes provenientes de un grupo marxista heterodoxo, Acción Comunista. Este segundo núcleo está formado por uno de los hermanos de Oriol Solé Sugranyes, Ignasi, y Santi Soler Amigó, que buscan seriamente una salida al marasmo grupuscular que existe en

⁶⁰ Les deux derniers proviennent des *Círculos de Formación de Cuadros*, sont des ouvriers des CC.OO., et ont une influence importante dans le quartier de Pomar de Badalone, et dans les usines de Faessa et Bultaco respectivement. Après les CFC, ils se tournent vers l'ORT, mais, considérant que l'organisation devient trop maoïste, en sortent pour se rapprocher de positions plus autonomes.

⁶¹ À ce sujet Sergi Rosés Cordovilla écrit : « [...] ni existe una "línea [sic] recta evolutiva", ni la existencia de tres entes –"equipos"– debe aceptarse como un hecho indiscutible. La denominación de "equipos" fue una denominación que Santi Soler designó *a posteriori* para trazar un esquema del nacimiento del MIL que ha sido aprovechado después por varios autores, pero estos "equipos" no designaban "grupos", ni partes ("exterior", "teórica" u "obrera") constitutivas de un todo (el MIL, o el "pre-MIL"). », *El MIL: una historia política, op. cit.*, p. 65-66. Nous parlerons, au risque d'être imprécis et quand bien même cela ne serait pas absolument conforme à la réalité, de « groupes de personnes » ou de « secteurs ».

⁶² « TOLOSA, Carlota », *La torna de la torna, op. cit.*, p. 35.

aquel momento [...]. A todas estas personas se añadirán muy poco después otros compañeros⁶³.

C'est également au travers des relations qu'ils entretiennent avec Díaz, Murcia et le groupe *¿Qué hacer?* que ceux qui constituent du deuxième noyau, davantage portés sur la réflexion théorique, vont avoir la possibilité de diffuser leurs écrits parmi la classe ouvrière de Barcelone et sa région – notamment au travers de l'édition de tracts, de la revue *C.I.A.: Consipiración Internacional Anarquista*, et de la création de la maison d'édition « Mayo-37 ».

Dans la genèse du groupe, tous les ouvrages soulignent unanimement l'importance de la grève de la Harry Walker (décembre 1970) comme point de cristallisation du futur GAC-MIL. Celle-ci voit en effet la collaboration active et effective entre les différents groupes de personnes, qui se concrétise dans de multiples discussions, échanges de documents, et publications conjointes⁶⁴, malgré les différends qui commencent d'affleurer. Ce n'est que quelque temps après la fin de la grève et des élections syndicales que les désaccords entre le groupe théorique et le groupe ouvrier se manifestent explicitement : les éléments ouvriers considèrent, notamment, que la dynamique syndicale est toujours valable, alors que les éléments théoriques l'écartent. D'autre part, le groupe plus théorique refuse une forme d'activité séparée – ou une spécialisation – et défend la nécessité d'un fonctionnement unitaire des trois secteurs existants, tandis que les ouvriers dirigeants de *Plataformas* veulent, quant à eux, garder leur autonomie et plaident en ce sens pour se constituer en conseils ouvriers. La formation des *Grupos Obreros Autónomos* par des dirigeants ouvriers consomme la rupture des liens avec le groupe théorique, mais cela n'empêchera pas une partie des bases de *Plataformas* de collaborer avec les membres du MIL – notamment au sein du projet de constitution d'une bibliothèque.

En mars 1971, à l'approche des élections syndicales convoquées pour le mois de mai⁶⁵, les éléments théoriques publient avec l'aide des « extérieurs » – qui sont à Toulouse – un texte appelant au boycott des élections, intitulé « *Boicot a las elecciones sindicales: no a la legalidad burguesa* », et signé pour la première et la dernière fois par le chiffre « 1000 » transpercé de fusils. C'est qu'en janvier 1971, le groupe de Toulouse s'est constitué en « 1000 » et que, sous l'influence d'Oriol Solé Sugranyes, il a décidé de passer à l'action armée. C'est donc à partir

⁶³ ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, « Un esbozo de la historia del MIL », dans *Por la memoria anticapitalista. Reflexiones sobre la autonomía*, Eibar [et al.], Barbantxo Beltza Banaketak [et al.], Coordination éditoriale : Editorial Klinamen, 2009, p. 262.

⁶⁴ Sergi Rosés signale que la plupart du matériel nécessaire à l'impression est le résultat d'expropriations et de passages de frontière du « 1000 ».

⁶⁵ Les élections avaient été repoussées depuis l'instauration de l'état d'exception en 1969.

de ce moment-là que l'on peut véritablement parler du MIL, même s'il ne s'agit pour l'instant que du chiffre « 1000 ». Il est en outre déjà significatif que,

[...] tanto las primeras acciones del 1000 (robo de imprentas, intentos de atracos para ayudar económicamente a los huelguistas de Harry Walker) como su presentación oficial en un folleto por el boicot a las elecciones sindicales estén relacionadas con la luchas de la clase obrera barcelonesa, lo que muestra la intención del grupo de constituirse sólo como “grupo de apoyo”⁶⁶.

Lors du transport de cette brochure entre Toulouse et Barcelone, Oriol Solé Sugranyes, Jean-Marc Rouillan et Vicente Sánchez sont arrêtés par la police française. Oriol Solé – à qui la police avait antérieurement saisi un pistolet, et qui s'était fait interpeler en février alors qu'il conduisait une voiture volée à Carcassonne – est condamné à trois et six mois de prisons, tandis que Rouillan et Sánchez sont libérés. Ce dernier ne participera plus aux actions du groupe). Oriol Solé fait une tentative de fugue début août, mais celle-ci ayant échoué, sa peine est augmentée de huit mois supplémentaires : il est emprisonné à Montpellier, puis à Montauban, du 25 mars 1971 au 29 mai 1972. Au retour à Barcelone d'Oriol Solé, à l'occasion de sa sortie de prison durant l'été 1972, les attaques armées « économiques » commencent. C'est également à ce moment-là qu'est créée l'appellation *ad-hoc* du groupe : le chiffre « 1000 » devient l'acronyme « MIL » – signifiant désormais arbitrairement *Movimiento Ibérico de Liberación* –, auquel est ajouté le sigle GAC – *Grupos Autónomos de Combate* –, plus significatif de ce que veut être le groupe, une combinaison qui donne MIL-GAC.

2.2.2. « Grandeur et décadence » du groupe dit MIL-GAC

Après avoir retracé la gestation du MIL-GAC, il convient de faire un petit détour par ses actions armées, menées entre 1972 – date de la sortie de prison d'Oriol Solé Sugranyes – et 1973 – moment de l'autodissolution du groupe et du début de la répression –, puisqu'il s'agit sans aucun doute de l'aspect le plus spectaculaire du groupe⁶⁷. C'est précisément cette dimension spectaculaire et potentiellement sensationnaliste, qui va en faire un matériau privilégié par la presse, que nous aimerions retracer à présent.

⁶⁶ ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una historia política*, op. cit., p. 99.

⁶⁷ Quand bien même il serait, au demeurant, le moins original.

2.2.2.1. La pratique du Movimiento Ibérico de Liberación : des réussites, quelques déboires et une autodissolution

Si le MIL s'est déjà essayé à quelques actions⁶⁸, remportant à ces occasions un succès mitigé, c'est mi-septembre 1972 qu'il réalise sa première « action économique » retentissante. Le 15 septembre, deux hommes armés d'un pistolet braquent à visage découvert la *Caja de Ahorros* de Bellver de Cerdanya (Lleida) et emportent un million de *pesetas*. Cette première « expropriation⁶⁹ », pour reprendre le terme du MIL, qui se solde par un succès, dénote cependant une expérience limitée – le fait de la réaliser à visage découvert semblant rajouter à l'opération un risque inutile. Trois jours plus tard à Pau, alors qu'ils sont en voiture et qu'ils se font contrôler par les gendarmes, Oriol Solé Sugranyes et Jean-Marc Rouillan – sur lesquels pèse un mandat d'arrêt – s'enfuient en direction de Toulouse. Le 20 septembre, sont arrêtés Oriol Solé et Jean-Claude Torres, tandis que Jean-Marc Rouillan réussit à prendre la fuite : c'est dans leur appartement toulousain que sont saisis des documents qui permettent de relier pour la première fois Puig Antich au MIL. Le procès n'a lieu cependant que le 8 mars 1973 : Oriol Solé Sugranyes est condamné à un an de prison et Jean-Claude Torres à six mois ; Jean-Marc Rouillan est condamné à un an de prison et Salvador Puig Antich⁷⁰ à six mois, mais ils ne purgent jamais ces peines.

Malgré ce contretemps, commence ce que « Carlota Tolosa » a appelé l'« *escalada d'atracaments* »⁷¹, c'est-à-dire une période qui s'étend d'octobre 1972 à mars 1973 au cours de laquelle le MIL réalise au moins cinq braquages de banques réussis, que nous inventorions ici :

- Le 21 de octobre 1972, le MIL braque l'agence de la *Caja de Ahorros Layetana* de Mataró (Barcelone) et remporte 1 000 000 de *pesetas*.

⁶⁸ Il réalise le 1^{er} juillet 1972 un braquage dans une caisse de vieillesse (*Oficina de Pagos para la Vejez*) rue Mallorca à Barcelone. En août, le MIL s'empare à Toulouse de matériel d'imprimerie, mais celui-ci va être récupéré par les gendarmes dans une ferme louée par des membres du MIL à 30 kilomètres de Toulouse et rendu aux propriétaires légaux quelques semaines plus tard. À cette occasion, un mandat d'arrêt est émis contre Oriol Solé Sugranyes et Jean-Marc Rouillan ; dans la nuit du 13 au 14 décembre de la même année, le MIL se réapproprie de l'imprimerie perdue en septembre. Le 13 septembre ? il fait deux tentatives ratées d'attaque à main armée : contre un payeur à Salou (Tarragone) et à la *Caja de Ahorros* d'Igualada (Barcelone).

⁶⁹ L'« expropriation », pratiquée par des groupes appartenant à la famille libertaire, est un moyen de financement qui se caractérise par la réalisation de hold-up. Cette « méthode » est particulièrement importante dans les années vingt et trente. En Espagne, elle est rendue célèbre par les actions du groupe des « Solidarios ». Les « Solidarios », également appelés « Crisol » est un groupe formé à Barcelone entre 1922 et 1923 par, entre autres, Francisco Ascaso, Buenaventura Durruti, Joan García Oliver, Gregorio Jover, et Ricardo Sanz, pour faire face à la répression à laquelle est soumise le mouvement ouvrier anarcho-syndicaliste de Barcelone. Pour plus de renseignements, voir PAZ, Abel, *Durruti : le peuple en armes*, [Bordeaux], Éditions de la Tête de feuilles, 1972.

⁷⁰ Rappelons, qu'à ce moment-là, celui-ci avait déjà été exécuté en Espagne...

⁷¹ « TOLOSA, Carlota », *La torna de la torna...*, *op. cit.*, p. 41.

- Le 18 novembre, deux hommes munis de pistolets et un troisième individu armé d'une mitraillette Sten, font irruption à la *Caja de Pensiones* au 58, rue de l'Escorial à Barcelone et s'emparent de 169 000 pesetas.

- Dix jours plus tard, le 28 novembre, des membres du MIL entrent à l'agence du *Banco Central*, au 245, avenida Valldaura (Barcelone), et repartent avec un butin de 1 000 000 pesetas⁷².

- Le 29 décembre le MIL attaque la *Caja de Ahorros Layetana* de Badalona, et dérobe 764 000 pesetas.

- Le 18 janvier 1973, il braque la *Caja de Ahorros Provincial* dans le quartier de Sarrià de Barcelone, située au rez-de-chaussée du même bâtiment où vivent des agents de la *Brigada Político Social*⁷³ : il repart avec 658 000 pesetas.

Les actions menées par le MIL ont eu dans tous les cas jusque-là une issue heureuse, et ont montré que le groupe a gagné en performance tactique, mettant aussi en évidence le manque d'efficacité de la police. La plus grande partie de la bibliographie sur le sujet s'accorde cependant sur le fait que le braquage réalisé le 2 mars 1973 va marquer un tournant important dans la dynamique du groupe car pour la première fois, un employé va être blessé au cours de l'attaque. En effet, le 2 mars, plusieurs membres du MIL entrent au *Banco Hispano-Americano*, au 313 avenue Frabra i Puig de Barcelone. Or, celui-ci est sous la surveillance de deux inspecteurs de la *Brigada de Investigación Criminal*. Pour arriver à s'échapper, les assaillants pensent à prendre des otages, mais dans la lutte avec un employé qui résiste un accident se produit : un coup de feu part, blessant le comptable Melquiades Flores Jiménez. Les membres du groupe réussissent pourtant à sortir de la banque, tirant des coups de feu à tort et à travers, et à franchir les cinq mètres de trottoir qui les séparent de la voiture conduite par Puig Antich avant de s'enfuir à toute vitesse. Si le braquage a rapporté un butin de 1 300 000 *pesetas*, il s'agit également de la première fois que le MIL combat frontalement, les armes à la main, les forces de l'ordre. C'est également la première fois que le sang coule, ce qui peut potentiellement avoir des conséquences nouvelles au niveau judiciaire, et impose des conditions de clandestinité plus draconiennes.

Après l'événement, la plupart des membres du MIL battent en retraite, de façon échelonnée, en direction de Toulouse, où les tensions accumulées vont éclater. Suite aux

⁷² « Carlota Tolosa » indique que lors de ce braquage, le MIL revendique pour la première fois une attaque économique : il vole les papiers de deux employés de la banque et leur retourne par courrier postal assortis d'un tract explicatif, *La torna de la torna...*, *op. cit.*, p. 45.

⁷³ *Ibid.*, p. 50.

discussions, Ignasi Solé Sugranyes est expulsé du groupe, et deux grandes tendances commencent à se profiler. Ceux qui défendent la primauté de la pratique pour résoudre les problèmes que pose la relation entre « pratique théorique » et « pratique armée » s'opposent à ceux qui pensent au contraire que la « pratique armée » déliée d'une « pratique théorique » ne peut que mener à la spécialisation. Dans tous les cas, « [I]a rápida espiral de violencia, con un sector que iba adquiriendo las características de un grupo diferenciado, y la expulsión de Ignasi Solé, señalaban que alguna cosa comenzaba a fallar dentro del grupo⁷⁴ ».

À ces questions internes, viennent s'ajouter des problématiques plus proprement logistiques, puisque la police accumule de plus en plus d'indices sur les membres du MIL, et se rapproche dangereusement du groupe. Ainsi par exemple, à partir de plaintes déposées portant sur la disparition des voitures louées par Jordi Solé Sugranyes, la police arrive à relier les dates auxquelles les locations ont été effectuées avec les dates des braquages réalisés par le MIL. Or, les frères Solé Sugranyes sont fichés par la police et les employés des agences de location arrivent à reconnaître facilement la photo de Jordi. Par ailleurs, une note d'Interpol signale que celui-ci est également recherché par la police française pour un délit d'appropriation indue, ce qui fait peser d'autant plus de doutes sur lui, l'enquête policière s'élargissant même à ses frères.

Malgré ces difficultés, le MIL remet à plus tard l'analyse des polémiques internes. Pour l'heure, n'ayant plus réalisé d'« opérations économiques » depuis le 2 mars, il a avant tout besoin, pour assurer sa survie, de remplir sa caisse de résistance. Il se remet ainsi en marche et réalise de nouveaux braquages. La première cible est l'agence du *Banco de Bilbao*, rue Major de Sarrià à Barcelone, le MIL remportant à cette occasion un butin de 300 000 *pesetas*, et laissant derrière lui des tracts revendicatifs. Quelques jours plus tard, le 19 juin, il s'en prend, au sein d'une action spectaculaire, à l'agence de la banque de crédit *Banesto* située sur l'avenue de la Gran Vía de Carlos III, soutire 3 074 000 *pesetas* qu'il reverse à des chômeurs et laisse encore une fois des tracts explicatifs. Si, après ces deux derniers coups réussis, la dynamique des hold-up semble relancée, une nouvelle bévue est commise lorsque Salvador Puig Antich oublie à la sortie d'un café un sac contenant plusieurs pièces d'identité avec photo⁷⁵, un pistolet et deux chargeurs, une somme considérable d'argent et plusieurs jeux de clefs. Après avoir trouvé ce sac, la police se rend au domicile de Puig Antich – que celui-ci a déjà quitté –, et

⁷⁴ ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una historia política*, op. cit., p. 175.

⁷⁵ Il s'agit de plusieurs fausses pièces d'identité, mais également de sa pièce d'identité authentique.

découvre deux appartements clandestins à Barcelone, où elle saisit du matériel⁷⁶ et plusieurs documents reliés au MIL. Cette maladresse oblige encore une fois tous les membres du groupe à s'enfuir vers Toulouse, où les attend Oriol Solé Sugranyes, qui vient d'être relâché.

Si, dès son apparition, le MIL formule principalement deux projets – agitation armée ; publications –, et si ces derniers ont été menés tant bien que mal de façon parallèle, l'entrée dans ce que l'on a appelé avec « Carlota Tolosa » l'« *escalada d'atracaments* », fait basculer l'ensemble du groupe dans une dynamique d'illégalité absolue, d'autant que la police accumule de plus en plus d'indices confondants. Il convient ainsi avant tout de rappeler que l'autodissolution a lieu dans un contexte d'insécurité, un grand nombre des membres les plus actifs du groupe étant fichés par la police espagnole et/ou française, et le MIL ayant perdu des éléments d'infrastructure essentiels à sa survie. Mais ces difficultés pratiques, si elles sont importantes, ne suffisent pas à expliquer l'autodissolution du MIL. En effet, comme nous l'avons signalé auparavant, des différends importants avaient déjà éclaté quelques mois plus tôt, lors de la première *retirada* des membres du groupe à Toulouse. Les nouveaux événements ne font en ce sens que les accentuer : les membres qui s'occupent du projet de bibliothèque et qui sont en contact avec les ouvriers souhaitent de plus en plus explicitement la séparation des deux projets – craignant que si la police parvient à les associer, la « chute » des éléments impliqués dans les actions armées n'entraîne à la longue celle des éditions elles-mêmes.

Au vu de la situation précaire qu'ont produit les événements récents, et des désaccords latents qui existent depuis le printemps, le MIL décide de réaliser un congrès mi-août à Toulouse, où sont présents la plupart des membres qui ont dû quitter Barcelone et sa région, ainsi qu'Oriol Solé Sugranyes qui se trouve déjà sur place. Lors de cette rencontre, deux secteurs – pas toujours clairement définis⁷⁷ – s'opposent ouvertement. Tout d'abord, l'articulation des deux projets existants pose problème depuis que le groupe semble être entré dans une spirale d'actions armées ayant pour but et pour justification, selon une logique croissante et tautologique, la conservation du groupe lui-même. Se pose avec acuité le traditionnel problème de l'accord entre la théorie et la pratique, et plus précisément d'une question de priorités entre un projet armé – faisant que le groupe se militarise tendanciellement,

⁷⁶ « La policia encontró en los apartamentos descubiertos en Barcelona cargadores para metralla, mechas para detonadores, abundantes municiones y otros objetos relacionados con sus actividades (máscaras, pelucas, etc.) », TAJUELO, Telesforo, *El MIL, Puig Antich y los GARI, op. cit.*, p. 85.

⁷⁷ Sergi Rosés Cordovilla a étudié précisément le déroulement du congrès à partir des documents disponibles, et conclut : « Sea como fuere, lo importante en lo que respecta a la vida del grupo es que, independientemente de las personas que integraron cada sector, la tensión interna [...] había llevado al grupo a una crisis desde la primavera que obligó, después de un compromiso precario, a la preparación de unas discusiones (“congreso”) », *El MIL: una historia política, op. cit.*, p. 203. Pour une étude détaillée, se référer aux pages 199-209.

puisque'une partie des membres souhaite passer à un « stade supérieur » de violence –, et un projet plus intellectuel. Par ailleurs, c'est au fond la question organisationnelle qui revient sur le devant de la scène, opposant ceux qui maintiennent la nécessité d'éviter la groupuscularisation⁷⁸ et ceux qui défendent l'utilité de se constituer en groupes autonomes de combat⁷⁹ (GACs). Reste qu'au terme d'une semaine de discussions, que tous les ouvrages sur la question qualifient d'agitée, le *Movimiento Ibérico de Liberación* décide de s'auto-dissoudre de façon à séparer le projet de bibliothèque⁸⁰ de celui d'agitation armée, sans pour autant renier ce qui a été jusque-là accompli. L'autodissolution montre *de facto* l'incapacité qu'a eue le groupe à créer une dynamique de fonctionnement conjointe.

2.2.2.2. Vague d'arrestations et désarticulation de l'ex-MIL

Si le MIL disparaît formellement en août 1973, la répression qui s'abat dès le mois de septembre sur les ex-membres du groupe entrave définitivement le souhait final de celui-ci, exposé dans les dernières lignes de son texte d'autodissolution :

Hablar de acción armada [sic] y de preparación de la insurrección es lo mismo: hoy día, no es válido hablar de organizaciones político-militares; tales organizaciones forman parte del racket político. Por ello, el M.I.L. se autodisuelve como organización político-militar y sus miembros se disponen a asumir la profundización comunista del movimiento social⁸¹.

En effet, malgré la dissolution du groupe, quelques anciens membres réalisent, le 15 septembre 1973, soit exactement un an après le premier braquage, une nouvelle incursion à la *Caja de Pensiones* de Bellever de Cerdanya, remportant 700 000 *pesetas* et prenant la fuite en voiture. Mais, cette fois-ci, la police est sur ses gardes : elle se rend sur les lieux plus rapidement et organise une course poursuite. Les braqueurs sont contraints d'abandonner leur voiture pour continuer à pied, mais la Guardia Civil assiège les lieux dans la nuit, et au petit matin, Oriol Solé Sugranyes et Josep Lluís Pons Llobet sont arrêtés, tandis que Jordi Solé Sugranyes arrive à passer en France. Ce sont les premières détentions d'une série de chutes qui s'étend par effet domino. Le 19, María Angustias Mateos, compagne de Salvador Puig Antich, est arrêtée au domicile des parents de ce dernier. Le 21, c'est le tour de Maria Lluïsa Piguillem et d'Emilio

⁷⁸ Position anti-groupusculaire défendue par Santi Soler

⁷⁹ Il s'agit de la position défendue essentiellement par Jean-Marc Rouillan.

⁸⁰ Le MIL se donne pour objectifs principaux de fournir un soutien aux luttes ouvrières de Barcelone, et la réalisation d'une « bibliothèque socialiste » pour diffuser des textes de théorie révolutionnaires peu connus en Espagne. Nous y reviendrons longuement plus avant, p. 102 et suivantes.

⁸¹ « CONGRESO 1973: AUTO-DISOLUCION DE LA ORGANIZACION POLITICO-MILITAR DICHA M.I.L. », dans *C.I.A. Conspiración Internacional Anarquista*, n°2, p. 8.

Pardiñas Viladrich. Le 24 septembre, Santi Soler Amigó est arrêté par deux membres de la police alors qu'il quitte son domicile, et interrogé tout l'après-midi à la Comisaría de Vía Laietana. Suite à ses déclarations et à des notes retrouvées dans son appartement, la police découvre qu'il a rendez-vous le lendemain avec Xavier Garriga Paituví. Le 25 septembre, la police escorte Santi Soler sur le lieu de rendez-vous qui est surveillé⁸² de près. Quelques minutes après l'heure fixée, Xavier Garriga arrive en compagnie de Salvador Puig Antich – qui n'était pas initialement attendu au rendez-vous. Six policiers les entourent et les repoussent à coup de culasse dans un porche de la rue Girona, où une fusillade éclate. Xavier Garriga Paituví et Santi Soler Amigó sont arrêtés et conduits au commissariat de Vía Laietana. Salvador Puig Antich et le sous-inspecteur Francisco Anguas Barragán sont conduits à l'hôpital *Clínico* : le premier a reçu deux balles et est blessé au crâne et à la mâchoire, tandis que le second, qui a reçu cinq projectiles, meurt avant d'arriver à l'hôpital. Jean-Marc Rouillan et Jean-Claude Torres, qui sont en voiture non loin du lieu où se produisent ces événements, s'enfuient et se réfugient en France.

Suite à cette vague d'arrestations, les 7 et 8 janvier 1974 se tient à Barcelone le Conseil de Guerre qui condamne Salvador Puig Antich à la peine de mort, Josep Lluís Pons Llobet à trente ans de prison, et María Angustias Mateos à cinq ans de prison. Le 16 janvier, Jean-Claude Torres est arrêté avec deux autres jeunes Français à Paris. Le Conseil des Ministres du 1^{er} mars 1974 entérine la peine de mort de Puig Antich, qui est garroté dans la cour de la Cárcel Modelo de Barcelone le 2 mars au matin. Le 13 mai 1974, Ignasi Solé Sugranyes est arrêté à la frontière suisse, alors qu'il essaie d'abandonner le territoire français muni de faux papiers d'identité. Le 24 juillet 1974, Oriol Solé Sugranyes et Josep Lluís Pons Llobet – qui purgeait déjà une peine de trente ans depuis le mois de janvier – sont condamnés par un Conseil de Guerre à Barcelone à quarante-huit ans et vingt-et-un ans de prison respectivement, suite au procès du 23 juillet où ils sont accusés d'actes de terrorisme, d'injures et de désobéissance aux Forces de l'ordre. Deux ans plus tard, le 5 avril 1976, vingt-neuf prisonniers politiques, pour la plupart des militants de l'ETA, quelques militants du *Front d'Alliberament Català* (FAC), quelques trotskistes de la *Liga Comunista* et deux ex-membres du MIL – Josep Lluís Pons Llobet et Oriol Solé Sugranyes –, réalisent une évasion spectaculaire de la prison Central de Segovia. Tous seront capturés à l'exception de quatre prisonniers qui arrivent à passer en France, et d'Oriol Solé

⁸² Téllez Solá souligne que « El martes 25, por si la cita era anulada o cambiada, cinco miembros de la Brigada antiMIL, junto con Santi Soler, se instalaron en su domicilio. Los policías eran: el jefe de la Brigada antiMIL inspector Santiago Bocigas; los inspectores de primera clase Francisco Rodríguez y Timoteo Fernández; los inspectores de segunda Francisco Anguas Barragán y Luis Miguel Algar. », *El MIL, Puig Antich y los GARI*, *op. cit.*, p. 74.

Sugranyes qui le 6 avril 1976 est capturé et assassiné par la Guardia Civil, alors qu'il se trouve tout près de la frontière française.

Comme nous l'avons vu, le MIL surgit à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix dans le sillage des scissions survenues au sein des formations traditionnelles, et au contact des importantes luttes du mouvement ouvrier autonome de Barcelone qui ont cours dans ces années-là. Réalisant et réussissant un nombre important de braquages dans Barcelone et sa région au cours de l'année 1972 et 1973, le MIL comme formation politique s'auto-dissout et connaît une répression implacable – qui culmine avec la condamnation à mort et l'exécution de Salvador Puig Antich le 2 mars 1974.

Aussi, nous pouvons affirmer que cette expérience qui se conclut par un échec cuisant, est dans la pratique fortement redevable à l'anarchisme historique, notamment par la remise au goût du jour du procédé de l'« expropriation » qu'elle effectue. Si dans la praxis, le MIL ne semble point se distinguer d'autres formations anarchistes ou de tendance anarchiste qui surgissent dans les années soixante et soixante-dix dans le monde, c'est du côté de la théorie – dans la réactualisation ou l'introduction de certains textes théoriques révolutionnaires méconnus en Espagne –, que nous devons surtout chercher son originalité.

Chapitre 3. Dire le monde pour se dire : autoreprésentation et tentative définitionnelle

Puisque notre propos porte essentiellement sur les représentations du MIL dans la presse, nous pensons qu'il est à présent nécessaire d'analyser, en contrepoint et pour pouvoir par la suite mesurer les possibles écarts, les divers documents publics produits par le groupe qui contribuent à en construire son *ethos*¹ afin d'en dégager les grandes lignes de pensée théorique. Plus précisément, nous tenterons de voir au travers de sa propre production – ou des traductions et éditions de textes étrangers qu'il réalise – comment le MIL se place dans ce que l'on pourrait appeler le « champ théorique révolutionnaire » de ces années-là. Nous chercherons ainsi à appréhender quelles influences il reçoit et quelles sont ses positions par rapport à deux grandes questions qui traversent la gauche de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix : la question de l'organisation – et la question corollaire de la dynamique *théorie/pratique* ou *avant-garde/masse* –, et la question des modes d'action adoptés qui découle de la première. Il aurait été sans doute intéressant de présenter ces documents selon une logique thématique, mais par un souci de clarté dans l'exposition nous préférons une organisation suivant un critère générique : il s'agira ainsi de faire en début de chapitre l'analyse des deux numéros de la revue publiée par le MIL, pour étudier ensuite les textes choisis et publiés par « Ediciones Mayo-37 », ainsi que les préfaces ou postfaces rédigées par les éditeurs.

3.1. La revue *Conspiración Internacional Anarquista* : en/quête sur les influences et les présupposés théorico-idéologiques

Les travaux réalisés sur le MIL ont souvent fait état, de façon très traditionnelle, de la présence de deux « tendances » à l'intérieur du groupe, l'une plutôt anarchiste et l'autre plutôt communiste, ce que reflèteraient les différences existant entre les deux numéros de la revue *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*. Une analyse superficielle des deux numéros de la revue pourrait confirmer ce partage : le nom de la revue d'abord, mais également les nombreux articles portant de près ou de loin sur l'anarchisme dans le premier numéro, face aux

¹ En ce sens, malgré l'intérêt certain que peuvent présenter certains des textes circulant en interne, nous nous cantonnerons ici aux documents circulant dans l'espace public et donc pouvant être connus – bien que par un public toujours plus ou moins restreint, s'agissant de publications qui demeurent clandestines.

textes s'intéressant à des groupes plutôt communistes dans le second ; ou encore les images et les bandes dessinées semblant prôner une forme d'anti-autoritarisme face aux photographies de Marx, etc. Pour comprendre de quoi il retourne, nous allons réaliser tout d'abord une analyse esthétique de ces revues – notamment du premier numéro, qui contient un grand nombre d'éléments graphiques –, mais également une étude des textes publiés, ce qui devrait nous permettre de mieux saisir les influences qui s'exercent sur le MIL et les idées qu'il a développées.

3.1.1. CIA n°1 : anarchistes...

Force est de constater que le premier numéro de la revue signée et publiée par le MIL, qui constitue pour le groupe une forme de carte de visite, mobilise une esthétique particulière qu'il est intéressant d'analyser en détail, dans la mesure où elle nous semble révéler l'existence d'influences importantes. D'autre part, il importe d'examiner ce premier numéro avec d'autant plus de soin qu'il est en grande partie responsable de la future inscription du MIL dans le seul courant anarchiste.

Arrêtons-nous tout d'abord quelques instants sur la couverture. Le nom de la revue « *C.I.A.* », qui apparaît en majuscules et en gras est d'emblée un jeu de mots ironique : ce sigle renvoie bien évidemment à l'Agence Centrale d'Intelligence américaine, mais, un peu plus bas, apparaît le sous-titre de la revue (dans la nébuleuse de fumée d'une bombe qu'un personnage à la barbe et aux cheveux en bataille tient dans la main), qui délivre le véritable sens de ces initiales, à savoir « *Conspiración Internacional Anarquista* ». Ce premier élément graphique, au travers duquel il s'agit de moquer l'Agence d'Intelligence Américaine en renvoyant à l'une de ses obsessions (une prétendue conspiration internationale), indique quel sera le ton général de la revue, mais constitue également un élément accrocheur pour le public. D'ailleurs, il est important de rappeler le contexte de parution de ce numéro, celui-ci expliquant dans une grande partie les traits anarchisants de son enveloppe. La revue est élaborée essentiellement par Jean-Marc Rouillan et Jordi Solé Sugranyes à Toulouse, où ils se sont réfugiés après le braquage à-demi raté du 2 mars 1973, avant que n'arrivent leurs camarades. Sergi Rosés Cordovilla précise que :

[...] el resto de miembros de Barcelona verá la revista como un hecho consumado, cuando vayan llegando a Toulouse semanas más tarde tras la salida escalonada de Barcelona. Su nombre, ideado como una broma/provocación [...] fue escogido para poder presentarse públicamente entre los sectores anarquistas del exilio en Toulouse –lugar donde se distribuyó mayoritariamente la corta tirada de unos pocos centenares de ejemplares que se hizo–, pero muestra también ciertamente una influencia

anarquista en sus redactores, especialmente en Rouillan, que jamás había roto con su pasado libertario².

Sur le plan du contenu, la revue se compose à la fois d'articles théoriques, d'articles historico-descriptifs, d'articles sur l'expérience militante, et d'une série non-négligeable d'éléments graphiques – dont trois BD, quelques illustrations insérées dans le corps des articles, et quelques photomontages –, que nous souhaitons présenter ici.

3.1.1.1. Une drôle d'esthétique : l'influence situationniste ?

Si l'inclusion de bandes dessinées dans une revue militante a sans doute pour objectif premier d'agrémenter la lecture des parties plus théoriques, dont la tendance jargonante peut souvent paraître âpre, nous pouvons cependant rappeler qu'historiquement, la satire politique à travers le dessin de presse a longtemps été considérée comme étant l'arme du pauvre. Dans ce sens, Milagros Arizmendi note que « [...] bien qu'il faille signaler la fonction échappatoire comme finalité première de la BD, nous ne devons pas oublier que, parfois, la bande dessinée prétend réaliser et réalise une importante fonction critique, exerce une influence positive sur le public [...] »³. De fait, les illustrations dépassent bien souvent leur fonction de distraction puisqu'elles sont un moyen précieux d'incitation à la lecture et de transmission d'idées, tout particulièrement grâce à leur exceptionnelle éloquence visuelle⁴.

Les deux premières BD qui apparaissent dans le premier numéro de la revue sont l'œuvre du dessinateur français Gotlib⁵, et sont à l'origine osées – compte tenu de leur contenu sexuel et scatologique explicite.

La première bande dessinée, intitulée dans sa version originale « Au p'tit bois – p'tit bois charmant quand on y va on est à l'aise » est parue en France en 1973, dans le deuxième numéro de la revue *L'Écho des Savanes*. Cette histoire, composée de six planches en noir et blanc,

² ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una historia política, op. cit.*, p. 176-177.

³ « [A]unque es necesario señalar la función evasiva como la finalidad primordial del comic, no se puede soslayar que, a veces, la historieta pretende y lleva a cabo una importante función crítica, ejerce una influencia positiva, en el público [...]. » ARIZMENDI, Milagros, *El cómic*, Barcelone, Editorial Planeta, 1975, p. 52. Nous traduisons.

⁴ Pour une étude du rôle de la BD comme satire politique, voir par exemple : LAYRIS-DUBOSQUET, Françoise, « "El Roto" o *Chroniques d'une haine ordinaire* », dans Marie-Claude CHAPUT (Coord.), *Humor y sociedad en el mundo hispánico contemporáneo*, PILAR : Université Paris X – Nanterre, 2007, p. 91-108, <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=2779485> ; ou LOPATA, Marine, « *El Papus* (1973-1986): una revista de humor políticamente comprometida durante la Transición democrática española », dans GARCÍA GALINDO, Juan Antonio et GREGORIO, Pierre-Paul (Coords.), *Prensa, cultura y sociedad*, PILAR : Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2012, p. 35-44, <http://dialnet.unirioja.es/servlet/libro?codigo=521128>.

⁵ Gotlib est le pseudonyme du célèbre dessinateur français Gotlieb, né à Paris en 1934. Sa carrière de dessinateur décolle avec la publication de ses travaux dans le magazine *Pilote*, mais il est particulièrement connu en Europe pour être en 1972 le fondateur avec Nikita Mandryka et Claire Bretécher du journal *L'Écho des Savanes*. Deux ans plus tard il crée avec Jacques Diament son propre journal *Fluide Glacial*.

présente les mésaventures d'un personnage endormi au bureau sur le dossier sur lequel il est censé travailler. Dans son sommeil agité, le protagoniste déambule dans un bois déroutant : sa confusion croît au gré des rencontres avec des personnages illustres de conte – le Petit Chaperon Rouge et le Loup, Blanche-Neige et les Sept Nains, et même Sancho Panza – qui se trouvent dans des positions sexuelles de plus en plus explicites, jusqu'à ce qu'il rencontre un Tarzan sexuellement inquiétant. Ce rêve étrange, troublant et menaçant, est interrompu par quelques coups frappés à la porte qui tirent le personnage principal de son sommeil. Dans la revue du MIL, le titre de cette BD est tout autre, et nous permet d'identifier de façon plus précise l'identité du personnage principal : « Les commissaires aussi font des rêves érotiques⁶ » (« Los comisarios también tienen sueños eróticos »). Il nous semble particulièrement intéressant d'évoquer ici cette BD pour la double manipulation qu'elle produit : à un premier niveau, l'œuvre même de Gotlib pervertit, *stricto sensu*, les contes classiques, les chargeant d'un contenu sexuel explicite dont ils sont originellement exempts ; à un second niveau, le MIL opère un détournement, en extrayant la BD de son milieu naturel – un magazine de bandes dessinées – pour l'inclure dans une revue à caractère militant, et en l'adaptant au contexte socio-historique de l'Espagne du début des années soixante-dix. Au-delà de la modification du titre, nous pouvons identifier d'autres éléments référentiels : notons, par exemple, l'inclusion dans la troisième vignette des mots « Dossier MIL », et des bulles « Je devrais être au commissariat à cette heure-ci » (« Debería estar en comisaría a estas horas ») et « Allez ! Allez ! Faites entrer l'accusé » (« ale, ale, hagan pasar al acusado »), qui insistent à nouveau sur la fonction socioprofessionnelle – commissaire – du protagoniste. Mais cette première histoire, qui se moque d'ores et déjà d'un représentant de l'ordre public, ne fait sens qu'une fois mise en lien la suivante.

La deuxième bande dessinée de Marcel Gotlib qui apparaît, de thématique moins sexuelle et plus scatologique, s'intitulait originellement « Le joli matin tout plein de lumière » et fut publiée en France en 1972. Le MIL effectue ici un seul changement, particulièrement significatif toutefois, en l'intitulant « Le dernier matin d'Antonio Juan Creix⁷ » (« La última mañana de Antonio Juan Creix »). Le seul personnage dessiné ici est le même qui apparaissait dans la BD antérieure : une ligne de continuité entre les deux histoires s'établit, permettant en cela une compréhension complète du récit. En effet, cette nouvelle précision nous permet de comprendre rétrospectivement qu'il s'agit bel et bien du même personnage, Antonio Juan Creix. Cette fois-ci, les dix planches en noir et blanc qui forment cette bande dessinée narrent de façon

⁶ Voir annexe n°1, p. 469.

⁷ Voir annexe n°2, p. 475.

plastique un matin quelconque du commissaire Creix, depuis son réveil jusqu'à son départ de la maison, sans lésiner sur les détails scatologiques et grossiers. Pour comprendre à quel niveau se situe la critique, un petit détour par la biographie d'Antonio Juan Creix est nécessaire. Creix (1914-1985) est un policier qui s'illustre pendant la période franquiste pour ses activités dans la répression : il est connu pour avoir pris part de façon répétée à des actes de torture. Immédiatement après la fin de la guerre d'Espagne, il est envoyé à Barcelone où, en 1941, il est nommé chef de la redoutable *Brigada Político-Social*. Après un premier succès retentissant – qui conduit au démantèlement de l'appareil guérillero du PSUC en Catalogne et qui se solde par l'arrestation et la fusillade de quatre militants –, il arrête et torture au cours des années cinquante plusieurs militants antifranquistes. En 1958, il passe plusieurs mois aux États-Unis où il apprend des techniques développées par le FBI contre la « subversion » communiste. On lui attribue notamment la conception de la stratégie qui conduit à la mort l'anarchiste Quico Sabater en 1960. En 1963, il est nommé chef de la *VI Brigada Regional de Investigación Social* à Barcelone, et parmi ses actions répressives les plus célèbres, on compte la dispersion de la « caputxinada » et l'arrestation – puis la torture – des personnes impliquées dans les « Fets del Palau de la Música⁸ ». Suite à l'assassinat en 1968 de Melitón Manzanas, il est envoyé au Pays Basque où il participe à l'arrestation de la plupart des membres de l'ETA qui seront ensuite jugés lors du célèbre « Procès de Burgos ». En août 1970, il est envoyé à Séville en tant que Commandant Supérieur d'Andalousie, où il contribue à la détention de la direction des Commissions Ouvrières, jugée lors du « Procès 1001 ». À Barcelone, son équipe est chargée de la persécution des membres du MIL. L'horizon démocratique se dessinant avec chaque fois plus de netteté, les méthodes de Creix tombent cependant en disgrâce : accusé de corruption, il est sacrifié par le régime et suspendu quelques années. En attendant la conclusion de la procédure disciplinaire, il est affecté comme agent de police à l'aéroport de Barcelone, jusqu'à son épuration définitive⁹. Cette digression biographique nous permet de mieux appréhender la portée satirique de cette BD revisitée par le MIL : Antonio Juan Creix est un commissaire connu de tous dans le milieu militant espagnol, tout particulièrement à Barcelone. Ainsi, avec des moyens limités et minimalistes, le MIL atteint un effet maximal : l'usage dans ces deux petites

⁸ Il s'agit des événements survenus le 19 mai 1960 au *Palau de la Música Catalana* de Barcelone lors de l'hommage organisé par l'*Orfeo Català* – en présence de ministres de Franco – au poète catalan Joan Maragall pour fêter le centenaire de sa naissance. À cette occasion, et malgré l'interdiction gouvernementale d'interpréter le *Cant de la Senyera* initialement prévu au programme, une partie du public décide de l'entonner. La situation dégénère et les troubles débouchent sur l'arrestation de plusieurs personnes.

⁹ Pour plus d'informations, voir : BATISTA, Antoni « *El gran torturador franquista* » dans *Sàpiens: Descobreix la teva història*, n°95, septembre 2010, p. 45-53 ; et BATISTA, Antoni, *La Carta: historia de un comisario franquista*, Barcelone, Debate, 2010.

histoires parsemées d'éléments sexuels et scatologiques sert à tourner en dérision, et partant, à démystifier, un personnage redoutable et redouté, l'exposition de sa facette la plus privée visant à faire de lui un antihéros ridicule.

Enfin, le MIL verse également au premier numéro de la revue *C.I.A.* une histoire des célèbres « Fabuleux Freak Brothers » de Gilbert Shelton – un des auteurs de bande dessinée étasuniens les plus importants du *comic underground*. Une fois de plus, l'apport majeur du MIL¹⁰ consiste en l'introduction du titre « Fusillade à la prison de Carabanchel » (« Fusilada en la cárcel de Carabanchel ») et en l'adaptation de la BD au contexte espagnol, grâce à un détail référentiel de la deuxième vignette : le nom du journal « Tele-expres ». Adoptant volontairement une esthétique du laid au sein de dix planches en noir et blanc, cette BD narre l'histoire de trois personnages qui prétendent libérer un camarade emprisonné à Carabanchel. Après une série d'affrontements avec la police, et alors qu'un des personnages est cerné, la BD se clôt sur une dernière vignette révélant que l'ensemble n'a été qu'un rêve psychédélique et halluciné de l'un d'eux. Cette histoire conserve essentiellement les éléments graphiques et thématiques des bandes dessinées de Shelton, principalement le rôle central des drogues. En effet, les trois « Freak Brothers » inspirés des trois « Stooges » – ces personnages du cinéma américain qui à l'époque de la prohibition sont en quête d'alcool – cherchent bien souvent de la marijuana. Si cette bande dessinée est essentiellement comique, elle permet néanmoins, grâce à la pratique du détournement, de moquer copieusement l'inaptitude de la police.

Dans les trois cas que nous venons d'évoquer, les histoires prétendent singer l'autorité en montrant son aspect le plus grotesque et donc le moins terrifiant, et sont destinées à démystifier les forces de sécurité de l'État. En même temps, comme le souligne Rosés Cordovilla, ce qui prévaut avant tout, ce sont les éléments qui font référence à la lutte armée, ce premier numéro de la revue *C.I.A.* étant pour l'historien la « transcription sur papier d'une conception propre au groupe toulousain de ce que devaient être la nature et le fonctionnement du groupe, caractérisé par la prééminence du secteur "militaire" sur celui de la bibliothèque¹¹ ».

Au niveau esthétique, ce traitement critique et iconoclaste des sujets publics, exposant leur aspect le plus intime et grossier est propre au *comix*¹² ou *comic underground*. Le

¹⁰ Nous n'avons pas à ce jour trouvé la version originale de cette bande dessinée, et nous ne pouvons donc donner ni son titre ni sa date de parution. Par ailleurs, n'étant pas en mesure de comparer la version remaniée par le MIL à la version originale, les commentaires que nous pourrions faire seront également limités.

¹¹ « [P]lasmación en papel de una concepción diferente por parte del grupo tolosano de cómo debían ser el grupo y su funcionamiento, caracterizado por una preeminencia del sector "militar" sobre el de la biblioteca. » ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una historia política*, op. cit., p. 179. Nous traduisons.

¹² Pour pouvoir être distinguée de la bande dessinée classique (*comic*), et dans le but de faire ressortir ses nouvelles thématiques et esthétiques, la bande dessinée qui fleurit à l'ombre de la presse *underground* des années soixante aux États-Unis prend le nom de « *comix* », avec un x final.

mouvement *underground* – intimement lié à celui de la contreculture, dont il est l’expression suprême – naît aux États-Unis dans les années soixante dans un esprit révolutionnaire et une volonté de critiquer tous les interdits bourgeois, aux niveaux esthétique et social¹³. Ce mouvement, modestement présent en Espagne à la fin des années soixante, connaît un important essor dans les premières années de la transition et un véritable boom dans les années 1979-1980.

De la même façon que nous soulignons l’influence du mouvement de contreculture sur la fabrique de ces bandes dessinées, nous devons à présent signaler l’ascendant esthétique des situationnistes, aisément repérable dans la pratique du détournement au sein des illustrations et des photomontages. En effet, outre les bandes dessinées, le MIL insère dans le corps même des textes du premier numéro des vignettes de la série *Valentina* – du dessinateur italien Guido Crepax – à caractère fortement érotique, mais qui se trouvent subverties par l’inclusion de déclarations révolutionnaires. Ainsi par exemple, dans une sorte de mélange entre la bande dessinée détournée et le photomontage, le MIL inclut une *Valentina* avec le slogan « Vive la grève insurrectionnelle !!! » (« ¡¡Viva la huelga insurreccional!! ») tatoué sur son corps nu. Dans une autre des vignettes utilisées, *Valentina* apparaît couchée sur un lit, se dénudant de façon suggestive. Deux bulles lui sont alors accolées : dans la première, nous pouvons lire les pensées du personnage – « Aaahh les conseils ouvriers » (« Aaahhh los consejos obreros ») –, tandis que dans la seconde, *Valentina* proclame : « La violence révolutionnaire me rend heureuse » (« Me hace feliz la violencia revolucionaria »). Ce genre d’hybridation graphique se manifeste également – au point de vue plastique comme sur le plan thématique – dans le seul photomontage présent dans la revue¹⁴.

Il s’agit de la photographie en noir et blanc d’une femme pratiquement nue – à peine couverte d’un long manteau ouvert devant – qui est en train de se masturber debout contre un arbre et qui invite – excite et incite – le lecteur à poursuivre la lecture de l’article dont le titre – « Chronologie des groupes autonomes de combat » (« Cronología de los grupos autónomos de combate ») – apparaît en surimpression. Si, outre le fait de leur parenté esthétique manifeste, il nous semble opportun de commenter conjointement les vignettes et le photomontage, c’est parce qu’il est question dans les deux cas d’unir l’idée de révolution à celle de plaisir sans

¹³ Faisant référence au mouvement étasunien, Pablo Dopico commente : « La contracultura encontró en el cómic un vehículo versátil con el que podía expresarse sin trabas de ningún tipo, convirtiéndose en una nueva forma de protesta y reivindicación social con la que sus autores llevaron a cabo la crítica y desmitificación de los valores tradicionales, la ridiculización del hombre medio, e intentaron destruir los tabúes más sagrados de la sociedad, como la patria, el estado, la religión, la familia y el sexo », DOPICO, Pablo, *El cómic underground español, 1970-1980*, Madrid, Cátedra, 2005, p. 14.

¹⁴ Voir annexe n°3, p. 485.

tabous, mais surtout de ne pas cloisonner les diverses sphères de l'existence. S'inspirant une fois encore – au niveau esthétique comme au niveau théorique – des situationnistes français¹⁵ et prolongeant la devise soixante-huitarde « changer la vie », le MIL formule la nécessité de décoloniser la vie, de faire voler en éclats quelques interdits, de défaire des évidences tout en pensant la libération sexuelle comme consubstantielle de la libération politique. Ainsi, les vignettes de *Valentina* et le photomontage qui fait office de couverture à l'un des articles de la revue, à l'image des photomontages situationnistes, prétendent rétablir l'aspect subversif du dessin ou de la bande dessinée – des arts graphiques en général, qui sont susceptibles et se doivent d'impressionner le lecteur-spectateur plus efficacement qu'un quelconque discours ampoulé. Ce type de détournement se présente comme une ressource artistique permettant de s'éloigner de l'élitisme culturel de la gauche ; il sert simultanément une critique de la société de consommation, et surgit en réaction à une réalité définie comme « Société du Spectacle » – qui se caractérise par le fétichisme de la marchandise et l'aliénation qui en découle. Il s'agit d'utiliser les codes visuels que la société brasse, de recycler des éléments graphiques extraits des *mass media* et d'employer le détournement, moyen par lequel ces éléments perdent leur autonomie, sont décontextualisés, distordus, puis réinsérés dans un nouveau contexte pour créer un sens inédit – le procédé visant à produire un effet critique, dénaturisant¹⁶. En ce sens, les

¹⁵ Les idées situationnistes commencent à être diffusées dans les milieux étudiants espagnols à partir de 1966 – influence qui révèle une plus grande perméabilité et donc une certaine ouverture sur l'étranger –, à travers des brochures qui surprennent par l'utilisation des photographies en tant que vignettes, assorties de bulles inhabituelles, qui n'ont pas cours dans la bande dessinée traditionnelle. Ces bulles ne prétendent ni narrer ni même établir les linéaments d'une histoire, mais se présentent et fonctionnent explicitement comme des slogans. En guise d'exemple, nous citerons les photomontages situationnistes qui ont circulé clandestinement en Espagne à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, dans lesquels des femmes complètement nues et dans des positions suggestives proclament des consignes politiques telles que : « ¡La emancipación de los trabajadores será obra de ellos mismos! » et « Donde hay libertad, no existe Estado », ou encore des devises comme « La felicidad es una idea nueva en España » et « ¡Que la tortilla se vuelva, que los pobres coman pan y los ricos mierda! », ou des phrases-slogans plus ou moins cocasses et au contenu érotico-politique comme « Los falangistas no tienen cojones » et « No hay nada mejor que joder con un minero asturiano, ¡esos sí que son hombres! ». Des images de ces photomontages :

<http://www.tea-tron.com/tinapaterson/blog/2012/05/08/situacionismo-y-tias-en-bolas>.

¹⁶ Ainsi les situationnistes précisent que : « Il s'agit pour nous de relier la critique théorique de la société moderne à la critique en actes de cette même société. Sur-le-champ, en détournant les propositions mêmes du spectacle, nous donnerons les raisons des révoltes du jour et du lendemain. Je propose que nous nous attachions :

1. à l'expérimentation du détournement des *photos-romans*, des photographies dites pornographiques, et que nous infligions sans ambages leur vérité en rétablissant de vrais dialogues. [...] Dans le même esprit, il est également possible de détourner, au moyen de phylactères, toutes les affiches publicitaires. [...]

3. à la mise en place de *comics situationnistes*. Les bandes dessinées sont la seule littérature vraiment populaire de notre siècle. [...] On voit que cette méthode prend le contrepied du *Pop'art* qui décompose en morceaux le *comics*. Ceci vise au contraire à rendre au *comics* sa grandeur et son contenu. », dans VIENET, René, « Les situationnistes et les nouvelles formes d'action contre la politique et l'art », dans *Internationale Situationniste*, numéro 11, octobre 1967, p. 32-34, disponible en ligne à l'adresse suivante :

http://www.larevuedesressources.org/IMG/pdf/internationale_situationniste_11.pdf.

images ne fonctionnent pas ici comme des éléments autonomes¹⁷ et doivent de ce fait, et sous peine d'en faire une lecture erronée, être lues de concert avec les textes plus théoriques.

3.1.1.2. Quelques concepts, un peu d'histoire et des actualités politiques

a) *Quelques notions sur le mouvement ouvrier à Barcelone et l'emploi de la violence*

Analysons tout d'abord le texte « Sur l'agitation armée » (« Sobre la agitación armada »), inclus dans n°1 de *C.I.A.*, tamponné « MIL-Grupos Autónomos de Combate », et daté d'octobre 1972. Ce texte est composé de deux moments distincts : une première partie qui avance le concept d'« agitation armée », et une deuxième partie intitulée « Radicalisation de la lutte des classes » (« Radicalización de la lucha de clases ») qui fait un court rappel historique de l'état des luttes.

La première partie du texte est particulièrement importante en ce qu'elle tente de théoriser le concept d'« agitation armée » que les auteurs opposent à la lutte armée ou militaire. Si cette dernière est le propre des groupes qui estiment être l'avant-garde de la lutte, l'agitation armée serait le propre des groupes qui sont directement en lien avec la lutte des classes : « [...] un groupe d'agitation armée est un groupe de soutien qui situe sa propre activité au sein de l'ensemble de la lutte des classes du prolétariat, et fait partie de cette lutte¹⁸. » La distinction établie recouperait des positions contraires en termes de classe : celles de la petite bourgeoisie qui conçoit l'activité révolutionnaire comme un putsch – prétendant remplacer l'offensive généralisée par des actions armées qui demeurent, par la force des choses, minoritaires –, et celles du prolétariat qui considère que le capitalisme engendre ses propres contradictions et chemine en ce sens vers sa propre destruction. Cela ne signifie pas pour autant, rappellent les auteurs, qu'il faille idéaliser les luttes ouvrières, puisque celles-ci présentent des limites évidentes – revendications partielles, forte répression, isolement, etc. –, d'où l'idée qu'elles devraient abandonner la position défensive pour passer à l'offensive, radicaliser leurs revendications – en mettant en pratique la lutte violente au détriment du pacifisme – et

¹⁷ Comme nous le signalions dans l'article « Del MILitante subversivo a un MILitantismo de la subversión » (à paraître) – dont les lignes précédentes s'inspirent très largement –, pris de façon autonome, tous ces éléments graphiques et visuels qui fermentent depuis la fin des années soixante ont déjà dans la revue du MIL quelque chose de l'esthétique « pop » qui connaît en Espagne un véritable boom après la mort de Franco, et qui perd progressivement sa charge subversive initiale pour ne garder – notamment dans le phénomène du « destape » – que l'aspect esthétique. Voir Canela LLECHA LLOP, « Del MILitante subversivo a un MILitantismo de la subversión », Colloque « Subversion(s) dans la littérature et les arts de l'Espagne actuelle », Université Paul Valéry – Montpellier III, 20-21 octobre 2011, à paraître.

¹⁸ « [...] un grupo de agitación armada es un grupo de apoyo que sitúa su propia actividad en el seno del conjunto de la lucha de clases del proletariado, que forma parte de dicha lucha ». « Sobre la agitación armada », *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, n°1, [Toulouse], [s.n.], [1973], p. 4-6. Nous traduisons.

s'organiser. C'est précisément à ce niveau qu'interviendrait l'« agitation armée » puisque « [m]ediante su práctica de acciones necesariamente limitadas, la agitación armada muestra que el nivel de violencia en el que se puede actuar aquí y ahora, y en el que por lo tanto debe de actuarse, es muy superior de lo que generalmente se suele creer¹⁹ ». L'agitation armée serait en ce sens un des aspects de la lutte de classe du prolétariat, le moyen par lequel celui-ci passerait du niveau actuel du combat à l'insurrection généralisée : en tant que soutien des luttes de masse, elle serait ainsi l'apanage d'une conception prolétaire de la révolution, renversant la conception des avant-gardes militaires et politiques pour lesquelles la lutte de masse ne serait qu'une activité de soutien à leurs propres organisations. Les auteurs concluent : « Es este orden de prioridades y esta diferencia de apreciación del conjunto lo que distingue a los comunistas de los pequeño-burgueses en el seno de la lucha de clases²⁰. »

La deuxième partie de ce texte prétend faire un point sur l'état de luttes présentes, ce qui doit permettre de justifier, ou du moins de confirmer, la pertinence du recours à l'« agitation armée » telle qu'elle a été définie au préalable. Les auteurs affirment ainsi que : « La lucha de clases en la península está sufriendo un proceso de progresiva radicalización. La evolución a nivel mundial confirma y refuerza esta evolución²¹. » Pour démontrer cela, ils proposent de résumer en quelques lignes les grandes tendances du mouvement ouvrier des dernières années. D'après leur analyse, les luttes prolétaires ont tenté de passer en quelques années d'une spontanéité sans suite à une manière d'organisation autour des Commissions Ouvrières. Celles-ci ont pourtant été rapidement envahies et manipulées par le réformisme du Parti Communiste, qui les a institutionnalisées au sein d'un processus de bureaucratisation. Or, la crise économique est venue freiner le réformisme du PC et le réformisme syndical, le système étant incapable de satisfaire la moindre de leur revendications. Face à la crise internationale du réformisme, de nouveaux groupes et groupuscules se situant à la gauche du PC voient le jour, mais ceux-ci se limitent pour l'essentiel à s'instaurer en nouveaux leaders, en nouvelles avant-gardes, ne faisant au fond que remplacer le PC lui-même. La surenchère répressive qu'a provoquée la crise économique a cependant rapidement désavoué ces nouvelles stratégies, les groupuscules s'étant en outre fourvoyés en de vaines dissensions et scissions internes qui les ont séparés des masses. Les auteurs voient dans le procès de Burgos le moment où les « chemins du réformisme et des groupuscules avant-gardistes » se sont définitivement fermés pour la classe ouvrière. Après une courte phase de découragement, une nouvelle période s'ouvre pour la lutte ouvrière qui ne peut

¹⁹ *Ibid.*, p. 5.

²⁰ *Idem.*

²¹ *Idem.*

être caractérisée désormais que par sa radicalité, comme le montrent, d'après les auteurs, les révoltes à Barcelone (SEAT), où à El Ferrol et à Vigo. C'est donc « dans de telles circonstances, propices aux attitudes radicales, que l'on doit situer et comprendre les tâches que nous assignons actuellement à l'agitation armée²² ». Ce serait parce qu'au travers de sa propre expérience le prolétariat a compris que les voies proposées par le réformisme et les avant-gardes étaient désormais inenvisageables, et qu'il a néanmoins durci sa lutte, que l'agitation armée – comme expression parmi d'autres de la lutte des classes – aurait sa place.

Ce nonobstant, la différence établie par les auteurs entre « agitation armée » et « lutte armée ou militaire » est pour le moins ténue, l'emploi de la violence ou de la force armée semblant être, dans les deux cas, inévitablement extérieure à la classe. Ce point ne manquera pas d'ailleurs de faire postérieurement l'objet d'une critique, puis d'une autocritique²³. Cependant, la tentative de définition du concept d'« agitation armée » traduit une véritable volonté de la part des auteurs de résoudre l'épineuse question de la contradiction entre un élitisme révolutionnaire éclairé (avant-gardes) et un mouvement de masses, en s'évertuant à créer une dialectique entre les deux.

« Bilan et perspectives de la lutte ouvrière » (« Balance y perspectivas de la lucha obrera²⁴ ») s'inscrit pleinement dans la continuité du texte précédent, en proposant une analyse pragmatique de la situation des luttes ouvrières en Espagne, et notamment un petit historique – un peu plus développé qu'auparavant – de la dynamique de ces luttes depuis les années soixante. Le texte fait ainsi référence à la renaissance d'un puissant mouvement ouvrier au début des années soixante qui s'est constitué en Commissions Ouvrières – dont la raison d'être première était la réalisation de l'unité de classe dans la lutte par l'auto-organisation du prolétariat, débordant en cela les objectifs de parti. Les auteurs soulignent ensuite la progressive infiltration de « groupes ou partis politiques dirigistes » (« grupos o partidos políticos dirigistas ») dans les Commissions Ouvrières, ce qui entre en contradiction avec l'objectif fondamental d'auto-organisation de la classe. Selon eux, ce noyautage a accéléré le processus de bureaucratisation de ces Commissions, qui sont devenues des structures permanentes à la marge des luttes concrètes, défendant chaque fois davantage « une politique réformiste intégrée au système franquiste » (« una política reformista integrada al sistema franquista ») – revendications économiques répondant à une logique capitaliste, ambition chimérique

²² « [Es] en tales circunstancias, propicias a las actitudes radicales, que debe de situarse y comprenderse las tareas que actualmente asignamos a la agitación armada », *Ibid.*, p. 6. Nous traduisons

²³ Se reporter à la p. 169169.

²⁴ « Balance y perspectivas de la lucha obrera », *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, n°1, [Toulouse], [s.n.], [1973], p. 7-10.

d'obtenir une légalisation, participation aux élections de la CNS en 1966. D'après l'analyse réalisée par les auteurs, tout cela aurait mené les CC.OO. à une impasse : les délégués élus au CNS sont pris dans une alternative intenable – soit ils trahissent les intérêts de la classe, soit ils s'exposent à être arrêtés à l'avenir, lors d'éventuelles instaurations de l'état d'exception. L'effort d'implantation d'une ligne anticapitaliste (et anti-PC) au sein des Commissions emmené par des groupuscules d'avant-garde a échoué, ne faisant au fond qu'introduire de nouveaux dirigismes au sein du mouvement ouvrier. Depuis la toute fin des années soixante, de nouvelles tentatives d'organisation ouvrière relativement autonomes voient le jour, mais elles sont « plus ou moins limitées, plus ou moins manipulées ou utilisées par une masse de groupuscules [...], plus ou moins dispersées ou isolées²⁵ ». Comme dans le texte antérieur, les auteurs postulent qu'autour de l'année 1970 se produit un changement de circonstances fondamental : crise économique empêchant le cheminement des revendications réformistes modérées, aggravation des mesures répressives mettant en évidence les limites de la stratégie de semi-légalité adoptée par les réformistes (état d'exception, loi de répression du banditisme et du terrorisme, procès de Burgos, *Tribunal de Orden Público*, tribunaux militaires, etc.), désenchantement au sein du mouvement ouvrier face à l'échec des stratégies des Commissions Ouvrières et des groupuscules. Or, tandis que

[t]odos los análisis consideran que se ha entrado en un punto muerto de la lucha, que la situación se ha deteriorado [...], es precisamente durante estos años que la lucha obrera prosigue y se radicaliza, llegando a un nivel de lucha notable, dando un visible paso en adelante, sobre todo si se tiene en cuenta la creciente represión que sufre la clase obrera²⁶.

Les auteurs en veulent pour preuve la multiplication, du moins en Catalogne, d'occupations d'usines²⁷, de grèves sauvages et de grèves de solidarité avec d'autres usines en grève autour de revendications semblables²⁸.

La conclusion du texte synthétise assez bien l'ensemble et dévoile clairement l'inclination de ses auteurs : malgré une répression accrue, et face aux tentatives réformistes du PC et au

²⁵ « [...] más o menos limitadas, más o menos manipuladas o utilizadas por una masa de grupúsculos [...], más o menos dispersadas o aisladas », *Ibid.*, p. 8. Nous traduisons.

²⁶ *Ibid.*, p. 9.

²⁷ Ils proposent comme exemple paradigmatique l'occupation de la Harry Walker, filiale de SOLEX, en 1970-1971. Cette grève se caractérise par l'occupation de l'usine trois mois durant, par le fait d'avoir été décidée par une assemblée d'ouvriers et menée par un comité unitaire en marge des groupuscules et des syndicats, et par le soutien qu'elle a reçu à la fois d'autres usines de la région et des usines françaises et italiennes du même groupe.

²⁸ Les auteurs avancent à titre d'exemple de grève sauvage celle de SEAT de Barcelone en 1972 où « [...] los trabajadores de SEAT estaban acostumbrados a participar en las grandes huelgas reivindicativas, pues es una de las fábricas punta de la industria barcelonesa, pero esta vez se lanzaron a la ocupación violenta de la fábrica sin presentar ninguna reivindicación, respondiendo a la baja del comportamiento de la patronal con la violencia revolucionaria. » Ils citent également les grèves au sein des entreprises PHILIPS, FENWICK, FAESSA, MACOSA, CORBERO, STARLUX, ou encore celle de Sant Andrià del Besòs.

dirigisme des groupuscules, voire même contre eux, les luttes ouvrières continuent de se développer et de se radicaliser dans un sens de plus en plus antiautoritaire. Les auteurs critiquent ainsi ce qu'ils pensent être l'incapacité des partis, syndicats et groupuscules de gauche à comprendre l'extension du mouvement ouvrier du fait de leur réformisme ou de leur repli sectaire. Ils replacent cette résurgence combative et violente dans la lignée des luttes entamées aux Asturies en 1962, faisant de celle-ci le développement logique de celles-là : ces luttes tendraient à l'auto-organisation de la classe ouvrière. Ils réaffirment ainsi leur position, proclamant que :

La consolidación de la lucha revolucionaria de la clase obrera pasa por su auto-organización, en los lugares de trabajo, a través de los "comités de fábrica", y de la coordinación y generalización de la lucha por el medio de los organismos como plataformas en Cataluña, aplicando una línea de lucha de clases y escapando al control no sólo de los reformistas sino de todo dirigismo²⁹.

b) Un peu d'histoire sur l'anarchisme et l'anarchosyndicalisme

Puisque tous deux portent sur l'histoire de l'anarchisme, il convient d'analyser de façon consécutive les textes « Pour l'anniversaire des 50 ans de la F.A.I.³⁰ » (« A los 50 años de la F.A.I. ») et « Les résistants anarchistes en Catalogne. La légende de Quico Sabaté³¹ » (« Los resistentes anarquistas en Cataluña. La leyenda del Quico Sabaté »), mais en distinguant clairement les approches.

Dans le premier article, les auteurs exposent brièvement l'histoire de la *Federación Anarquista Ibérica* (FAI), font un bilan critique et essayent d'en tirer un enseignement applicable à la situation présente. Ils retracent ainsi tout d'abord en quelques dates-clé la naissance de la FAI : les circonstances économiques et politiques (grandes luttes ouvrières et escalade de la répression de la part de la bourgeoisie) qui, depuis le début des années vingt, exigent la création d'une organisation anarchiste forte, capable de réunir tous les groupes de la Péninsule idéologiquement proches ; la tenue en 1922 du congrès anarchiste de Catalogne et des Baléares, convoqué par le groupe les « Solidarios », au cours duquel est créée une commission régionale ; la dictature de Primo de Rivera et la clandestinité obligée de la CNT ; le regroupement des noyaux anarchistes jusque-là disséminés en France ; puis en juillet 1927, la création de la *Federación Anarquista Ibérica* (FAI), lors du congrès national des groupes

²⁹ « Balance y perspectivas de la lucha obrera », *op. cit.*, p. 10.

³⁰ « A los 50 años de la F.A.I. », dans *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, n°1, [Toulouse], [s.n.], [1973], p. 11-18.

³¹ « Los resistentes anarquistas en Cataluña. La leyenda del Quico Sabaté », dans *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, n°1, [Toulouse], [s.n.], [1973], p. 19-28.

anarchistes à Valence. Citant Josep Peirats³², les auteurs résument ensuite les principales caractéristiques de cette fédération, c'est-à-dire sa structuration en groupes constitués par « affinités » et coordonnés par des fédérations locales, puis par des fédérations régionales, et enfin par un comité péninsulaire, et son ambition d'« animer la révolution, de veiller sur l'essentiel du Mouvement Libertaire Espagnol, en évitant le risque de déviation déjà présent dans l'esprit de certains leaders de la C.N.T. dans ces dernières années de Dictature³³ ». La FAI est ainsi présentée à la fois comme la garante de l'orthodoxie – « pureté » – idéologique du mouvement libertaire espagnol et de son efficacité dans la pratique révolutionnaire – puisqu'elle est censée conduire les forces en présence à l'insurrection, avec pour objectif final l'instauration du communisme libertaire.

Au sein d'un discours largement élogieux³⁴, les auteurs du texte rappellent par la suite le rôle historique de la FAI avant la guerre d'Espagne (grèves insurrectionnelles, proclamation du communisme libertaire dans plusieurs communes catalanes, mouvement révolutionnaire de la CNT-FAI particulièrement important en Aragon, congrès de la CNT de Saragosse) et dans les premiers mois de celle-ci (collectivisations et expériences pratiques du communisme libertaire – notamment en Catalogne et en Aragon –, milices, organisation de l'économie, dans le but de mener à bien simultanément la guerre et la révolution). Dans un deuxième moment, les auteurs retracent, de façon critique³⁵, les grands événements qui ont entraîné la rupture entre les bases et la direction de la CNT-FAI, cette dernière ayant précipité le mouvement libertaire dans « les filets de l'antifascisme³⁶ ». Les auteurs affirment ainsi que le mouvement libertaire a dû tout d'abord affronter un double mouvement contre-révolutionnaire : « la contrerévolution franquiste et [...] la contrerévolution des défenseurs du caractère bourgeois de la république

³² Josep Peirats i Valls (Vall de Uxó, Castellón, 1908-1989) est un syndicaliste espagnol, militant reconnu de la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT), et rédacteur en 1934 de *Solidaridad Obrera*, l'organe de la CNT. Il critique particulièrement la participation de la CNT aux gouvernements républicains. Lorsqu'éclate la guerre d'Espagne, il participe à la contre-offensive avant de s'engager comme volontaire dans la *Columna Durruti* avec laquelle il part au front d'Aragon. À la fin de la guerre, il part en exil en France, puis en Amérique Latine, avant de revenir s'installer en France où il occupe à deux reprises le poste de Secrétaire Général de la CNT. Il est également connu pour ses travaux historiographiques sur l'anarchisme et l'anarchosyndicalisme, et notamment pour son œuvre en trois volumes : *La CNT en la Revolución española*, Toulouse, Éd. CNT, 1951-1953 ; rééd. Paris, Ruedo Ibérico, 1971.

³³ « [...] animar la revolución, velar sobre lo esencial del Movimiento Libertario Español, evitando el peligro de desviacionismo presente ya en el ánimo de ciertos líderes de la C.N.T. en estos últimos años de Dictadura », Peirats cité dans « A los 50 años de la F.A.I. », *op. cit.*, p. 13. Il s'agit, bien sûr, de la dictature de Primo de Rivera. Nous traduisons.

³⁴ Ils affirment ainsi par exemple que : « El ejemplo histórico dado por la F.A.I. es una muestra pocas veces superada de firmeza y decisión revolucionarias », *Ibid.*, p. 14.

³⁵ Les idées exposées ici sont très proches de celles développées dans le texte « Guerra de clases 1937, guerra de clases 1973 », qui sert de préambule à l'édition de BERNERI, Camillo, *Entre la revolución y las trincheras*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973]. Se reporter à la page 142141.

³⁶ « A los 50 años de la F.A.I. », *op. cit.*, p. 16.

espagnole ³⁷», parce que d'un côté, face à la menace que constitue le soulèvement militaire de juillet 1936, la République refuse d'armer les milices de la CNT-FAI, et parce que, de l'autre, les dirigeants de la CNT-FAI eux-mêmes modèrent leurs positions en entrant dans le gouvernement de Front Populaire au nom de l'union antifasciste. Ce mouvement débouche, d'après les auteurs, sur les journées de mai 1937 au cours desquelles, les dirigeants de la FAI appelant leurs bases à déposer les armes, la rupture définitive est consommée. Le divorce se produit entre les bases et la position officielle de la CNT-FAI. La rupture se maintient au-delà de la fin de guerre, ce qu'illustre l'existence de deux types d'activités opposées : résistance armée exercée à l'intérieur par les uns, et participation – stérile précisent-ils – à des alliances avec les forces antifascistes espagnoles dans la recherche de soutien auprès des démocraties pour les autres.

La dernière partie de ce texte fait une très brève analyse de la situation contemporaine de la CNT-FAI, et s'attache en particulier à tirer les enseignements pertinents de cette expérience. Aussi, si la CNT-FAI ne semble absolument plus capable de mener à bien les « tâches indispensables pour l'avancée de la lutte révolutionnaire actuelle³⁸ » (« tareas indispensables para el avance de la lucha revolucionaria actual »), en revanche, les circonstances qui ont motivé la création de la FAI « conservent une pleine actualité dans le présent³⁹ » (« conservan plena actualidad en la situación presente ») : clandestinité et faiblesse organisationnelle d'un mouvement ouvrier soumis à une pression étatique constante, danger de déviationnisme de certains secteurs ouvriers dans un sens réformiste, et besoin d'unifier les tendances antiautoritaires. Il s'agit d'aborder la question organisationnelle, c'est-à-dire de se demander quelle formation sera capable de garantir à la fois la radicalité du mouvement révolutionnaire et une réussite pratique. En ce sens, l'exemple de la FAI permet de clarifier cette question en apportant quelques éléments de réponse, son expérience montrant, d'après les auteurs, que le mouvement ouvrier doit renforcer son organisation et intensifier ses luttes en incorporant la violence révolutionnaire et que, chose surprenante, les groupes d'avant-garde peuvent se constituer en groupes autonomes d'action coordonnés pour se fixer des objectifs « plus avancés que ceux que pourrait entreprendre un large mouvement de masses⁴⁰ » (« más avanzados que los que por sí sólo puede emprender un amplio movimiento de masas »). Si cette dernière affirmation semble s'écarter des exigences de non-extériorité à la classe formulées jusque-là

³⁷ « [...] contrarrevolución franquista y [...] la contrarrevolución de los defensores del carácter burgués de la república española ». *Idem.* Nous traduisons.

³⁸ *Ibid.*, p. 17.

³⁹ *Idem.*

⁴⁰ *Ibid.*, p. 18.

par le MIL, elle est rapidement amendée par quelques précisions qui ne manquent pas cependant de faiblesse au niveau théorique. Ces groupes d'action ne peuvent en aucun cas s'instaurer en parti ou en direction du mouvement ouvrier, mais ne doivent être qu'une avant-garde dans les faits par le soutien apporté aux luttes concrètes. Ils doivent en outre ne pas être extérieurs à la classe ouvrière mais, au contraire, en faire partie. Autrement dit, « une organisation d'avant-garde ne peut être efficace et positive que si elle abandonne toute prétention à la substitution et fait sienne dans la pratique la norme selon laquelle L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES » (« una organización de vanguardia sólo puede ser realmente eficaz y positiva si abandona toda pretensión sustituita y hace suyo en la práctica la norma según la cual LA EMANCIPACIÓN DE LOS TRABAJADORES SERÁ LA OBRA DE LOS TRABAJADORES MISMOS »). L'article a beau se clore opportunément sur la plus célèbre phrase de Marx, il n'en reste pas moins que l'argumentaire n'est pas véritablement convaincant : la distinction entre les avant-gardes tant critiquées dans d'autres écrits pour leur extériorité à la classe ouvrière et leur sectarisme, et des avant-gardes qui feraient partie de la classe ouvrière est pour le moins subtile. Les auteurs semblent ici, malgré un effort notable de clarification, butter eux aussi sur l'un des problèmes centraux de l'articulation entre l'avant-garde et la masse : comment conjuguer à la fois radicalité et vaste mouvement de masses ?

Le deuxième article, « Los resistentes anarquistas en Cataluña. La leyenda de Quico Sabaté », est un véritable panégyrique du guérillero anarcho-syndicaliste Francisco Sabaté Llopart, et constitue le seul texte écrit ou publié par le MIL qui s'inscrive pleinement et sans réserve dans le mouvement de pensée anarchiste. Sur un ton hautement lyrique, le texte retrace ainsi la vie, les exploits et la mort de celui qui est ici considéré comme un héros, et idéalisé comme tel⁴¹. Nous n'allons pas analyser ici en détail ce texte, puisqu'il s'agit pour l'essentiel d'une biographie qui ne présente pas un intérêt direct pour notre étude⁴². En revanche, il est intéressant de se demander quelle est la place réelle qu'occupe ce texte dans la production du MIL. Si les quelques lignes d'introduction laissent entendre que l'inclusion de ce texte vise, dans une optique didactique, à se remémorer des figures et des expériences passées pour mieux comprendre l'apparition de groupes autonomes de combat au sein du mouvement ouvrier, il

⁴¹ Pour exemple, citons ces quelques lignes, extrêmement éloquentes : « Su mundo era un mundo donde los hombres son llevados por las puras exigencias de la consciencia moral de cada cuál, donde no hay ni pobreza, ni gobierno, ni cárceles, ni policías, donde no hay ninguna obligación y disciplina que no sea dictada por la luz interior; donde no existen más lazos sociales que la fraternidad y el amor; donde no hay ni mentiras, ni propiedad, ni burocracia. En este mundo, los hombres son puros, como Sabaté [...] ». dans « Los resistentes anarquistas en Cataluña. La leyenda del Quico Sabaté », *op. cit.*, p. 21.

⁴² Pour plus d'informations sur la vie de ce guérillero espagnol, se reporter à l'ouvrage de TÉLLEZ SOLÁ, Antonio, *Sabaté. Guérilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, Toulouse, Repères-Silena, 1990 ; ou encore à celui de EYRE, Pilar, *Quico Sabaté, el último guerrillero*, Barcelone, Península, 2001.

n'est en fait question que de replacer dans une lignée connue, et qui plus est héroïque, les actions du MIL. Il en ressort, comme cela a été signalé par Rosés Cordovilla⁴³ pour l'ensemble de ce premier numéro de la revue *CIA*, que la problématique centrale ne se poserait pas tellement en termes d'adhésion à l'anarchisme ou au communisme, mais plutôt en termes de nécessité ou non de l'action armée. Comme il est précisé, ces groupes autonomes de combat se destinent « [...] sur l'exemple des résistants d'après-guerre, à réaliser des actions armées (notamment l'expropriation ou des braquages de banque) pour renforcer la cause⁴⁴ ». Ce texte, parce qu'il est particulièrement élogieux – voire même catégoriquement héroïsant – constitue au fond un véritable plaidoyer pour les actions armées du groupe, au détriment par conséquent du projet éditorial⁴⁵, puisque : « La propaganda se hace por la acción, no por la palabra. » Publié en 1973 à Toulouse sans l'accord de la plupart des membres, cet article sur Sabaté, et plus largement le n°1 de la revue *CIA*, montrerait déjà en filigrane les divergences internes du groupe qui, quelques mois après la parution de la revue, éclatent et se soldent par son autodissolution.

c) *Conspiration internationale anarchiste ? Le « procès de la Angry Brigade » en Angleterre*

Le texte, à visée informative, intitulé « Le procès de huit de Stoke Newington⁴⁶ », présente dans les grandes lignes les tenants et les aboutissants du procès en 1972 de John Barker, Christopher Bott, Stuart Christie, Hilary Creek, Jim Greenfield, Catherine McLean, Anna Mendelson et Angela Weir, arrêtés sous l'inculpation vague de « conspiration en vue de provoquer des explosions » du fait de leur prétendue appartenance à la *Angry Brigade*⁴⁷ – à laquelle sont imputés vingt-cinq attentats. Il s'agit d'un dossier épais qui se divise en plusieurs parties, dont nous pouvons résumer l'essentiel en quelques phrases⁴⁸. L'article, qui reprend,

⁴³ ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una historia política*, op. cit., p. 174 et suivantes.

⁴⁴ « [Siguiendo el] ejemplo de los resistentes de la posguerra, a llevar a cabo acciones armadas (especialmente la expropiación o atracos de bancos) para el reforzamiento de la causa », « Los resistentes anarquistas en Cataluña. La leyenda del Quico Sabaté », op. cit., p. 20. Nous traduisons.

⁴⁵ Nous l'avons dit, Sergi Rosés Cordovilla écrit à ce sujet que l'apparition du premier numéro de *CIA* est en fait la « plasmación en papel de una concepción diferente por parte del grupo tolosano de cómo debían ser el grupo y su funcionamiento, caracterizado por una preeminencia del sector “militar” sobre el de la biblioteca y por una tendencia a la actuación sin establecer una estrategia a largo o medio plazo », dans ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una historia política*, op. cit., p. 179.

⁴⁶ « El proceso de los ocho de Stoke Newington », dans *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, n°1, [Toulouse], [s.n.], [1973], p. 35-46.

⁴⁷ Nous disons bien « prétendue », puisque les inculpés ont toujours nié leur appartenance à ce groupe. Pour plus d'informations sur la *Angry Brigade*, le texte introduit par Jean Weir *The Angry Brigade 1967-1984 : documents and chronology*, Londres, Elephant Editions, 1985 propose une chronologie et quelques communiqués du groupe ; l'ouvrage de ROCHA, Servando, *Nos estamos acercando. La historia de Angry Brigade*, Madrid, La Felguera, 2008, constitue pour sa part une étude extrêmement aboutie.

⁴⁸ La qualité de l'article est assez déficiente, le texte étant à certains passages illisibles du fait des nombreuses fautes d'orthographe et de frappe, ou d'erreurs dans la construction grammaticale d'un grand nombre de phrases.

synthétise et explicite certains documents d'information produits par le comité de soutien *Stoke Newington Eight Defence Group*, expose d'abord brièvement le résultat du jugement : condamnation à dix ans de prison pour quatre des huit inculpés dans le plus long procès qu'ait connu l'Angleterre jusqu'à cette date, puisqu'il débute le 30 mai 1972 et se termine le 6 décembre de la même année.

Les auteurs s'attachent par la suite à montrer son importance en tant qu'exemple de procès politique dans un pays démocratique qui se targue de ne point en faire, le juge James – qui a présidé l'affaire – déclarant le 24 novembre 1972 que : « CECI N'EST PAS UN PROCÈS POLITIQUE. UN PROCÈS POLITIQUE EST UN PROCÈS DANS LEQUEL LES INDIVIDUS SONT INculpÉS POUR AVOIR DÉFENDU DES OPINIONS CONTRAIRES À CELLES DU GOUVERNEMENT. CE TYPE DE PROCÈS N'EXISTE PAS DANS NOTRE PAYS⁴⁹. » Les auteurs essaient par la suite de prouver en quoi l'accusation de « conspiration » est douteuse, et le manque de preuves évident : la participation des accusés aux vingt-cinq attentats imputés à la *Angry Brigade* n'a pu être prouvée. D'autres personnes ont déjà été condamnées comme responsables de certains des attentats attribués à la « conspiration ». De plus, un doute demeure sur la provenance de « l'arsenal » d'armes confisqué, puisqu'aucune empreinte n'a pu être relevée. L'idée est de montrer que la seule véritable conspiration est celle de l'État qui prétend disqualifier d'un seul coup tout la « nouvelle gauche », en gravant dans les esprits l'association « Bombes = Anarchisme = Nouvelle Gauche⁵⁰ ». C'est également l'appartenance des condamnés à cette « nouvelle gauche⁵¹ » que les auteurs qualifient de spontanéiste et de libertaire, qui expliquerait que la gauche et l'extrême gauche « classiques » aient fermé les yeux face à l'apparition de la violence de la *Angry Brigade*, étant incapables de mener une réflexion profonde sur la question de l'usage de la violence révolutionnaire de classe. Par ailleurs, dans une période de crise mondiale, la bourgeoisie britannique soutiendrait l'existence d'un complot – ourdi par l'association de malfaiteurs composée de « nouveaux éléments de gauche », de « vieux délinquants » et de « poseurs de bombes ». Cette version servie à une opinion publique inquiète face à la violence permet, encore une fois, de discréditer tous les « incontrôlables », tout en

⁴⁹ « ESTE NO ES UN PROCESO POLÍTICO. UN JUICIO POLÍTICO ES UN JUICIO DONDE LOS INDIVIDUOS SON INculpADOS POR HABER TENIDO OPINIONES OPUESTAS A LAS DEL GOBIERNO. ESTE TIPO DE PROCESO NO EXISTE EN NUESTRO PAÍS ». Cité dans « El proceso de los ocho de Stoke Newington », *op. cit.*, p. 35-36.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 38.

⁵¹ Celle-ci est ainsi définie par les auteurs : « [...] reagrupa todos los elementos que se ha determinado en llamar "el movimiento"; Los movimientos de liberación de la mujer, de los homosexuales, los grupos de "squatters", los organismos de defensa de los intereses de los beneficiarios del "Estado-Providencia" en particular los parados y las madres solteras (Claimant's Unions), de defensa de los prisioneros (PROP), los movimientos como Black Power, los periódicos underground, etc. », *Ibid.*, p. 38-39.

fonctionnant à la manière d'un rideau de fumée qui dissimule les opérations de l'État et du patronat, faisant oublier l'existence d'un

[...] aumento real de descontentos que expresan claramente las ocupaciones de fábricas y las huelgas masivas provocadas por la oposición de los sindicatos y trabajadores a la « Industrial Relations Act » (ley anti-huelga), como las huelgas de los obreros portuarios este verano o la huelga de mineros en invierno de este mismo año, y que muestran, a otros niveles, la multiplicación de incidentes raciales o motines en las cárceles⁵².

La thèse du complot permettrait, en outre, de justifier *a posteriori* l'abandon « d'une certaine façade progressiste » et de faire accepter sans remous à l'opinion publique les mesures répressives – c'est-à-dire le durcissement économique et policier en Grande Bretagne. Les auteurs dénoncent finalement une « conspiration du silence » de la part de la presse, de la radio et de la télévision, qui ne diffuseraient pas les aspects violents de la lutte des classes en Grande Bretagne. Cela permettrait au pouvoir de présenter le cas de l'Irlande du Nord comme un cas isolé et même comme une « aberration locale⁵³ », calcul politique qui aurait porté ses fruits, d'après les auteurs, puisque « la gauche traditionnelle a refusé la “violence” et s'est désolidarisée des inculpés⁵⁴ » (« la izquierda tradicional ha rechazado la “violencia” y se ha desolidarizado de los inculpados »). Dans la dernière partie de ce texte, intitulée, comme la revue elle-même, « C.I.A. = Conspiración Internacional Anarquista? », les auteurs insistent sur l'actualité et l'importance de cette affaire au niveau européen puisque le commandant Ernest Bond – à la charge de celle-ci – viendrait d'être nommé à la tête d'un organisme censé coordonner les sections de la répression du terrorisme des différentes polices européennes⁵⁵.

C'est l'apparition du terme de « terrorisme » comme nouvelle catégorie stigmatisante et répressive subsumant toute action contraire au gouvernement qui est ici particulièrement intéressante, puisqu'elle sera par la suite appliquée au MIL lui-même⁵⁶. La thèse d'un complot anarchiste international revient en force, le commandant Bond déclarant : « Il n'existe pas une Brigade de la Colère Internationale, ce qui est international c'est l'anarchisme⁵⁷ » (« No existe una Brigada de la Cólera Internacional, lo que es internacional es el anarquismo »), ce qui fait dire aux auteurs de ce texte que « [l]'internationale policière n'a pas attendu la consolidation

⁵² *Ibid.*, p. 39.

⁵³ *Ibid.*, p. 43.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 44.

⁵⁵ Nous n'avons pas réussi à identifier de quel organisme il s'agit. Nous pouvons, tout au plus, avancer l'hypothèse selon laquelle il s'agirait peut-être de l'antécédent immédiat de la structure TREVI – un groupe informel et intergouvernemental qui a pour but d'élaborer des politiques anti-terroristes et d'échanger des informations au niveau européen – créée officieusement en 1976, qui est à son tour un des ancêtres de l'Europol – dotée, elle, d'une existence légale – dont la convention de création a été signée et ratifiée par tous les États membres de l'Union Européenne en juillet 1999.

⁵⁶ Se reporter au deuxième chapitre de la deuxième partie, p. 233 et suivantes.

⁵⁷ « El proceso de los ocho de Stoke Newington », *op. cit.*, p. 45.

de l'internationale de l'argent et l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun pour s'organiser⁵⁸ » (« [l]a internacional policíaca no ha esperado a la consolidación de la internacional del dinero y la entrada de Gran Bretaña en el Mercado Común para organizarse »).

Au-delà de l'information sur l'existence d'expériences similaires – par leur caractère antiautoritaire – à celle du MIL, l'un des objectifs essentiels de ce texte est de démontrer que la répression politique existe, contrairement à ce que l'on pense habituellement, même dans les pays démocratiques lorsque le système économique est menacé. C'est en ce sens que les auteurs affirment que la lutte ne doit point se cantonner à un État mais, au contraire, s'internationaliser puisqu'« il serait temps de rappeler que l'internationalisme n'est pas une vertu, mais une nécessité pour tout révolutionnaire conséquent⁵⁹ » (« [s]ería tiempo de recordar que el internacionalismo no es una virtud, sino una necesidad para todo revolucionario consecuente »).

3.1.2. CIA n°2 : ... ou communistes ?

Si le premier numéro de la revue publiée par le MIL pourrait s'inscrire – avec toutes les réserves auparavant formulées – dans une tendance libertaire, le second est, quant à lui, clairement classable, de par ses images et son contenu, dans une lignée marxiste. Ce numéro est composé du texte d'autodissolution du MIL, de trois articles – un sur les Brigades Rouges italiennes, un sur l'IRA, et un sur l'avenir de la révolution communiste –, d'une bande dessinée et de quelques images *détournées*⁶⁰.

3.1.2.1. Congrès du MIL : autodissolution

Le premier document du deuxième numéro de la revue, intitulé « Congreso 1973: auto-disolución de la organización político-militar dicha M.I.L.⁶¹ », est à la fois le texte du MIL le plus attendu mais peut paraître également, et sans doute à cause de cela, le plus décevant. Cependant, si celui-ci s'est vu reprocher⁶² de ne pas réaliser, comme cela aurait été souhaitable,

⁵⁸ *Ibid.*, p. 46.

⁵⁹ *Idem.*

⁶⁰ Ces éléments ayant ici un poids moindre par rapport aux textes, nous n'allons pas les analyser dans le détail. Signalons néanmoins que la bande dessinée publiée à la fin de ce numéro proclame – en indiquant ce que le groupe n'a pas réussi à faire – : « vendrá un momento en que la “teoría y la práctica se encontrarán de verdad” ».

⁶¹ « Congreso 1973: auto-disolución de la organización político-militar dicha M.I.L. », dans C.I.A., *Conspiración Internacional Anarquista*, n°2, [s.l.], [s.n.], [1973], p. 2-9.

⁶² Sergi Rosés Cordovilla écrit ainsi par exemple : « No existe en este texto una auto-crítica seria y profunda, tal y como tampoco había sucedido en C.I.A. n°1, sobre la trayectoria del grupo; sólo que aquí, en el momento de auto-disolverse, aún era más pertinente haberla hecho », dans ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una historia política*, *op. cit.*, p. 208.

une critique en profondeur de la trajectoire du groupe, les circonstances agitées de sa rédaction peuvent contribuer à expliquer cette insuffisance analytique⁶³. D'autre part, tous les éléments théoriques qui ont été développés jusque-là par le MIL sont bien repris dans ces conclusions, voire à certains moments critiqués en vue d'un dépassement. À l'image d'autres textes publiés par le MIL ou par « Ediciones Mayo-37 », celui-ci se construit comme un patchwork rassemblant des éléments d'analyse marxiste sur l'évolution du capitalisme, des fragments plus historiques sur la situation des luttes ouvrières en Espagne – notamment à Barcelone –, et des extraits théoriques nettement influencés par les analyses situationnistes. En ce sens, il reprend les différents courants dont s'est nourri le groupe, et condense parfaitement la pensée, parfois confuse, qu'il a développée tout au long de sa trajectoire, définissant ce faisant, ne serait-ce qu'en filigrane, l'identité politique du groupe lui-même.

Dans la première partie du texte, les auteurs partent d'une courte synthèse historique du développement du capitalisme au cours des XIX^e et XX^e siècles – et par-là, en sourdine, de l'évolution des Internationales Communistes –, pour contextualiser l'apparition du MIL. Ils affirment ainsi qu'au début du XX^e siècle, contre la prévision des théoriciens du mouvement ouvrier⁶⁴, le capital continue de se reproduire, ce qui montre que ni les partis ni les syndicats réformistes ne sont les organes de la révolution sociale, mais qu'ils semblent plutôt être ceux de la contrerévolution du capital – la révolution socialiste adoptant désormais des pratiques anti-réformistes et antiparlementaires. Après l'époque de la montée des fascismes, du crack de 1929 et de la Seconde Guerre mondiale – au cours de laquelle les objectifs de la lutte anticapitaliste sont restreints à ceux de la lutte antifasciste –, s'ouvre une nouvelle période marquée par l'antiparlementarisme et l'objectif de l'organisation de la classe ouvrière. Cette affirmation fait dire aux auteurs que depuis la moitié des années soixante, un renouveau révolutionnaire se produit dans le monde. En Espagne, les grèves sauvages et les manifestations violentes sont de plus en plus nombreuses, les années 1970-1973 étant marquées également dans la Péninsule par la renaissance des grandes luttes prolétaires qui refusent tout contrôle hiérarchique. Les auteurs affirment ainsi que c'est dans ce contexte de combat démystificateur du réformisme et des groupuscules qu'apparaît le MIL, en tant que groupe spécifique de soutien aux luttes les plus radicales du mouvement ouvrier de Barcelone. Les auteurs du texte insistent ici sur la critique développée à l'encontre du réformisme, des gauchismes, du dirigisme, de

⁶³ Se reporter aux pages 104 et suivantes.

⁶⁴ En effet, après l'échec de la révolution internationale de 1848, les théoriciens du mouvement ouvrier prévoyaient pour la fin du siècle une incapacité du système capitaliste à se reproduire. En ce sens, les syndicats et les partis réformistes sont présentés comme les deux organes de la lutte des classes et de la révolution socialiste.

l'autoritarisme et des groupuscules. Selon eux, c'est la rupture avec les organisations de base qui veulent s'emparer des luttes et des expériences réalisées conjointement qui va petit à petit les pousser à s'isoler politiquement et à s'enfermer dans les actions armées, oubliant du même coup les perspectives antérieures.

La deuxième partie du texte, plus générale et actuelle, insiste sur la nécessité pour le mouvement communiste de lutter systématiquement contre le mouvement ouvrier traditionnel et ses alliés, mais également contre les stratégies adoptées jusque-là par les révolutionnaires. Dans un élan d'optimisme, les auteurs affirment que le prolétariat impose actuellement sa propre stratégie, c'est-à-dire la destruction du capitalisme par l'auto-négation de la classe ouvrière. Dans ce contexte : « La seule forme d'action possible est la violence révolutionnaire à travers l'acte et la parole⁶⁵ » (« La única forma posible de acción es la violencia revolucionaria mediante el acto y la palabra »). Le développement de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière passerait ainsi tout d'abord par l'auto-organisation dans les lieux de travail, au travers de comités d'usine ou de quartier, et par la critique de toutes les mystifications existantes. En ce sens, un groupe – ou plutôt une « association » – de révolutionnaires doit mener une critique unitaire du monde, c'est-à-dire une critique globale de toutes les formes de pouvoir, de séparation socio-économique, qui envahissent tous les aspects de la vie. Ils ajoutent que cette critique :

No va hacia la simple auto-gestión del mundo actual por las masas sino hacia su transformación ininterrumpida, la descolonización total de la vida cotidiana, la crítica radical de la economía política, la destrucción y superación de la mercancía y del trabajo asalariado. Tal asociación rechaza toda reproducción en ella misma de las condiciones jerárquicas del mundo dominante. La crítica a las ideologías revolucionarias no es otra cosa que el desenmascaramiento de los nuevos especialistas de la revolución, de las nuevas teorías que se sitúan por encima del proletariado⁶⁶.

L'influence situationniste est encore une fois sensible, puisque les auteurs reprennent et traduisent ici des passages entiers de la « Définition minimum des organisations révolutionnaires » adoptée par la 7^e conférence de l'IS, et parue dans le n°11 de l'*Internationale Situationniste* en octobre 1967⁶⁷.

En rappelant ensuite que le « gauchisme » et les organisations politico-militaires font aussi partie du « racket » politique et ne sont au fond que des produits du capitalisme, et en posant que toute action n'ayant pas une perspective de refus total du capitalisme est irrémédiablement récupérée par lui, c'est la critique de sa propre trajectoire que le MIL réalise ici. C'est pourquoi « [l]e M.I.L. s'auto-dissout en tant qu'organisation politico-militaire et ses

⁶⁵ « Congreso 1973: auto-disolución de la organización político-militar dicha M.I.L. », *op. cit.*, p. 6.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 7.

⁶⁷ Disponible en ligne : http://www.larevuedesressources.org/IMG/pdf/internationale_situationniste_11.pdf.

membres se disposent à réaliser l'approfondissement communiste du mouvement social⁶⁸ » (« el M.I.L. se autodisuelve como organización político-militar y sus miembros se disponen a asumir la profundización comunista del movimiento social »). Le texte se clôt, cependant, sur un post-scriptum qui accrédite l'usage du terrorisme – par la parole ou par les actes – comme moyen valable et efficace pour la lutte révolutionnaire, réaffirmant ainsi l'utilité de la lutte armée. Il annonce, enfin, la poursuite de l'engagement sous une forme encore mal définie – et qui le restera, les arrestations d'un grand nombre de membres du groupe intervenant peu de temps après la parution de ce numéro –, puisque :

[...] cada individuo tomará –como queda dicho– sus responsabilidades personales en la lucha revolucionaria. No hay individuos que se auto-disuelven, es la organización político-militar M.I.L. que se auto-disuelve: es el paso a la historia lo que nos hace dejar definitivamente la prehistoria de la lucha de clases⁶⁹.

Ce texte, revient ainsi synthétiquement sur les grandes lignes de pensée du MIL : anti-réformisme, anti-dirigisme – anti-léninisme –, anti-gauchisme ; pour l'autonomie et l'auto-organisation de la classe ouvrière qui dans le mouvement communiste doit mener à son auto-négation. L'ensemble est fortement imprégné par l'idée situationniste de critique unitaire du monde et du spectacle, une critique qui, poussée à l'extrême, justifierait théoriquement l'autodissolution du groupe, celui-ci faisant désormais aussi partie du « vieux monde », de la « préhistoire des luttes des classes ». De plus, afin d'avoir une vision d'ensemble, ce texte est à lire conjointement avec les suivants, puisque les dernières publications semblent aller dans le même sens : ils en reprennent des éléments essentiels pour les développer, ou les approfondir, l'ensemble constituant également une réponse ou un amendement aux textes parus dans le n°1 de *CIA* – notamment par rapport à la question de l'organisation et des actions armées, mais également par rapport à celle du nationalisme –, et même un déplacement ou un dépassement de la conception de la révolution communiste qui avait cours jusque-là.

3.1.2.2. Et quelques textes d'amendement et de clarification

L'article intitulé « Italia : “Le Brigate Rosse”⁷⁰ » semble être la reproduction d'un texte des Brigades Rouges qui, dans un mouvement autoréflexif et définitionnel, tentent d'éclaircir au mieux leur position. Il se construit, à la manière d'une entrevue, autour de cinq questions

⁶⁸ « Congreso 1973: auto-disolución de la organización político-militar dicha M.I.L. », *op. cit.*, p. 8.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 9

⁷⁰ « Italia : “Le Brigate Rosse” », dans *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, n°2, [s.l.], [s.n.], [1973], p. 10-16.

auxquelles le texte apporte des éléments de réponse⁷¹. Ainsi, à la question de savoir si les Brigades Rouges sont l'embryon d'une future armée révolutionnaire, celles-ci répondent par un détour qu'il est impossible de l'affirmer, du fait essentiellement de la difficulté à envisager clairement ce que serait une « armée révolutionnaire ». Elles affirment, par ailleurs, que la voie empruntée indiquerait plutôt la possibilité de la formation d'une organisation politique armée. À la question suggérant qu'elles seraient alors un organisme militaire, elles répondent encore une fois par la négative, considérant que la séparation entre organisme politique et organisme militaire est inopérante. Sur la question de l'emploi de la violence clandestine, les Brigades rétorquent que le terme « violence clandestine » n'a aucun sens, et que l'on peut au mieux dire qu'elles emploient l'action directe *organisée* clandestinement du fait de l'action répressive de la police. À l'insinuation d'une mauvaise évaluation de leur part de la phase présente de la lutte, elles répondent en réaffirmant leur conviction de la nécessité de passer d'une réponse spontanée et de masse à une offensive organisée. À la question, enfin, de savoir ce que sont alors les Brigades Rouges, celles-ci répondent :

Son grupos de proletarios que han entendido que para no ser destruidos es necesario actuar con inteligencia, prudencia, y secretamente, es decir de manera organizada. Han entendido que no sirve para nada amenazar con palabras y de vez en cuando explotar durante una huelga. Pero han entendido también que los patronos son vulnerables en sus personas, en sus casas, en sus organizaciones, que grupos clandestinos de proletarios organizados y vinculados a la fábrica, al barrio, a la escuela, y a las luchas pueden hacer la vida imposible a estos señores⁷².

Ce texte se clôt sur la reproduction d'un communiqué rédigé par les Brigades Rouges en 1971, qui vient ratifier ce qui a été dit, notamment en ce qui concerne la filiation communiste dans laquelle elles s'inscrivent : « NOUS NE SOMMES PAS VIOLENTS mais nous ne faiblirons pas à l'heure de défendre et de prolonger par les faits notre autonomie et notre lutte : NOUS SOMMES COMMUNISTES⁷³ ! » (« NOSOTROS NO SOMOS VIOLENTOS pero no nos pararemos cuando se trate de defender y prolongar con los hechos nuestra autonomía y nuestra lucha: NOSOTROS SOMOS COMUNISTAS! »).

On voit bien en quoi les idées exposées dans ce court texte, et notamment la manière dont les Brigades Rouges s'auto-définissent, sont semblables à celles exposées par le MIL. L'inclusion de ce texte semble par ailleurs confirmer la volonté qu'expose maintenant l'ex-MIL de vouloir passer à un niveau supérieur de la lutte.

⁷¹ Il s'agit, comme cela est indiqué dans la courte introduction au texte, de répondre à certaines questions jugées importantes « [...] para facilitar la comprensión y evitar interpretaciones más inspiradas en la imagen que el poder ha intentado dar de nosotros que en nuestra real y modesta capacidad [...] », *Ibid.*, p. 11.

⁷² *Ibid.*, p. 14.

⁷³ *Ibid.*, p. 16.

Le texte « Contra el nacional-socialismo del I.R.A.⁷⁴ », signé par Jean-Yves Bériou, est la traduction d'une partie de l'ouvrage collectif *La révolution communiste en Irlande : contre le national-socialisme de l'I.R.A.*⁷⁵, paru en France en 1973. Ce long texte se présente comme une analyse – non aboutie et devant susciter la discussion – en termes de lutte des classes du conflit irlandais : le postulat de base est celui d'une polarisation de la barbarie. Le texte va tenter de démontrer que lorsque la barbarie de l'armée d'occupation anglaise est dénoncée, cela ne va pas de pair avec une critique de la barbarie de l'IRA. Or, dans les deux cas, la violence est exercée sur le prolétariat, les deux forces en présence faisant partie de la même « sainte alliance » où convergent maoïstes, chrétiens de gauche, gaullistes, nationalistes, monarchistes et « Ordre Nouveau » – c'est-à-dire l'extrême gauche, la droite et l'extrême droite qui forment ensemble ce que l'auteur appelle, les « racketts ». Jean-Yves Bériou développe ainsi l'idée que le besoin qu'a le capitalisme de se moderniser fait surgir et aggrave plusieurs contradictions. Tout d'abord, l'auteur souligne qu'en se développant, le capitalisme produit une division structurelle du travail entre prolétaires exclus du processus de travail et prolétaires – « chair à canon » – producteurs de plus-value, cette division existant également au niveau international. L'Irlande est historiquement une zone-type exclue du capital productif, or les bourgeoisies du Nord et du Sud de l'Irlande ont besoin de se moderniser et de changer les structures de production pour se développer. Ainsi surgit la principale contradiction qui pose comme antagonistes l'intérêt local du capitalisme et son intérêt international. Par ailleurs, si le capital irlandais doit assurer sa domination réelle, c'est-à-dire permettre l'accumulation de capital en se débarrassant des archaïsmes et en se modernisant pour accéder à ladite « citoyenneté capitaliste complète⁷⁶ », les contradictions fondamentales qui l'empêchent d'avancer font apparaître l'existence de forces sociales réactionnaires. D'un côté, la petite et moyenne bourgeoisie protestante qui ne veut point renoncer à ses privilèges ; de l'autre, la petite bourgeoisie catholique qui aspire à une unification dont elle prendrait elle-même la direction, ce qui l'oblige à lutter contre le capital anglais – c'est-à-dire contre l'État britannique et la communauté protestante qui constitue sa base sociale. La bourgeoisie protestante aurait réussi à entraîner le prolétariat protestant en intégrant dans son programme des consignes et des revendications parfaitement ouvrières, puisque l'indépendance impliquerait pour lui des diminutions de salaires, la perte de la Sécurité Sociale et de certains des avantages sociaux que

⁷⁴ BÉRIOU, Jean-Yves, « Contra el nacional-socialismo del I.R.A. », dans *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, n°2, [s.l.], [s.n.], [1973], p. 17-50.

⁷⁵ *La révolution communiste en Irlande : contre le national-socialisme de l'I.R.A.*, [Paris], [Alain Ajax], [1973], supplément à « Négation », n°2.

⁷⁶ BÉRIOU, Jean-Yves, « Contra el nacional-socialismo del I.R.A. », *op. cit.*, p. 23.

garantit le régime britannique. Cependant, les luttes réactionnaires des protestants – emmenées par ceux qui tentent d’empêcher toute modernisation –, si elles vont à l’encontre des intérêts du capitalisme britannique, font malgré elles le jeu du capitalisme international qui, pour sa part, a intérêt à ce que l’Irlande reste un pays sous-développé.

Du côté catholique cette fois-ci, d’après Bériou, c’est un programme classique de libération nationale qui serait proposé, une révolution « bureaucratique » qui aurait pour but de créer ou de développer le capitalisme – l’idée étant de créer le capital national, puis le capitalisme, et avec lui le prolétariat. La petite et moyenne bourgeoisie catholique de l’Irlande sous-développée aurait ainsi réussi à entraîner les paysans du Sud et les ouvriers et les chômeurs catholiques du Nord. Bériou suggère alors que la progression du nationalisme catholique, qu’il qualifie de folklorique et d’archaïque, n’exprimerait qu’un besoin vital du capitalisme. L’I.R.A. essaierait quant à elle de freiner la modernisation du capitalisme irlandais dirigée par la bourgeoisie britannique en proposant un autre chemin : la réunification de l’Irlande sous son étendard. Selon l’auteur, cela ne fait qu’aggraver la situation de crise et éloigner de plus en plus toute possibilité de modernisation, ce qui fait le jeu du capitalisme international dominant dont l’Irlande est exclue. Bériou conclut que « [c]ela montre comment le capitalisme, parvenu à une phase supérieure de son développement, se sert des forces sociales et des idéologies réactionnaires, comme le nationalisme ou la religion⁷⁷ » (« Esto muestra como el capitalismo, en fase superior de desarrollo, se sirve de las fuerzas sociales e ideologías reaccionarias, como el nacionalismo y la religión »). Il affirme également que l’IRA est une force contrerévolutionnaire qui mystifie le prolétariat catholique en l’empêchant de s’unir au prolétariat protestant dans une même lutte prolétaire, et en détournant les luttes radicales pour les orienter vers des combats démocratiques et nationaux. En ce sens, l’IRA, où se retrouvent maoïstes, stalinistes du PC, gauchistes, républicains et extrême droite (Défense de l’Occident Celte), serait d’après lui une organisation anti-prolétaire d’alliance de classe type, qui exerce sa barbarie et son terrorisme sur le dos du prolétariat, c’est pourquoi « [l]es révolutionnaires doivent dénoncer ses crimes comme ils dénoncent les crimes de l’armée anglaise⁷⁸ » (« [l]os revolucionarios deben denunciar sus crímenes de la misma manera que denuncian los crímenes del ejército inglés »).

Malgré ce tableau noir, tout ne semble cependant pas perdu. Par un tour de force pour le moins contestable, et en convoquant le concept d’internationalisme, l’auteur affirme que ces luttes, typiquement bourgeoises, sont potentiellement communistes. Plus les luttes

⁷⁷ *Ibid.*, p. 27.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 38.

réactionnaires et contrerévolutionnaires se développent, plus la situation de l'Irlande est dans une impasse, et plus elle est économiquement délaissée, ce qui la fait entrer – comme par défaut – dans la communauté matérielle du capital. Or, le capital, en étendant son règne de façon contradictoire, permet aussi au communisme de s'installer partout de façon unitaire :

En efecto, en el momento en que el mundo capitalista es una sola nación capitalista, las luchas extra-trabajo del proletariado irlandés se articulan (algunas inconscientemente) a las luchas en los lugares de producción que se desarrollan en Gran Bretaña, USA, en el Norte de Italia. Es este movimiento el que es internacional: la lucha de los proletarios irlandeses, comprendido de esta manera, inserido potencialmente en la lucha proletaria internacional⁷⁹.

À cette idée s'ajoute une lecture idéalisée dépeignant pratiquement la situation irlandaise à la manière d'une robinsonnade : le prolétariat irlandais, de par sa place dans le capitalisme-monde, aura la chance de ne pas devoir se débarrasser des forces et des idéologies liées au développement capitaliste (la social-démocratie, les syndicats, le PC, le gauchisme) et pourra affronter directement la contrerévolution qui sera parfaitement visible, puisqu'il « [s]era porteur de violence et de radicalité de classe totalement immunisée et sans inconvénients⁸⁰ » (« Será portador de violencia y radicalidad de clase totalmente inmunizada y sin inconvenientes »).

D'où la conclusion du texte, qui consiste à dire qu'en Irlande du Nord, les prolétaires, qu'ils soient catholiques ou protestants, luttent contre le capital même si cette lutte commune les conduit à s'affronter les uns les autres, en opposant deux secteurs concurrents du capital. Il n'y a là nul paradoxe, mais une contradiction qui porte en elle-même les germes de son dépassement, puisque d'après l'auteur, selon une vision très optimiste : « En Irlande comme ailleurs, le prolétariat au cours des luttes, mystifiées et gangrénées par la pourriture religieuse et nationaliste, est en passe de s'unifier en tant que classe⁸¹ » (« En Irlanda como en otras partes, el proletariado en el curso de las luchas, mistificadas y gangrenadas por podredumbre religiosa y nacionalista, está en curso de unificarse como clase »). Pour ce faire, le prolétariat irlandais doit se débarrasser de ses organisations – comme l'IRA ou l'UVF –, et se constituer, au moyen de la lutte autonome, en communauté négatrice du capital, la véritable question étant celle du passage au communisme, et non pas celle de l'anti-impérialisme ou du nationalisme – tous deux dénoncés comme étant des mystifications. Enfin, les révolutionnaires doivent contribuer partout à lutter contre le Capital, et dénoncer pour ce faire les manifestations de soutien à l'IRA ou à toute autre force contrerévolutionnaire.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 44.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 45.

⁸¹ *Ibid.*, p. 46.

Bien que développant un sujet qui peut sembler légèrement inattendu, ce texte s'inscrit parfaitement dans la lignée du discours défendu jusque-là par le MIL, notamment par la critique farouche qu'il adresse aux organisations et aux alliances interclassistes – organisations allant de l'extrême gauche à l'extrême droite et qui constituent dans tous les cas ce que les auteurs s'accordent à qualifier de « racket politique ». Cet article insiste également sur le besoin qu'a le prolétariat de s'unir en classe de façon autonome en évitant toutes les mystifications. Outre le développement des idées chères au MIL, la critique de l'anti-impérialisme, mais surtout du nationalisme, effectuée tout au long de ce texte, est pour le MIL un moyen de s'éloigner de toute association possible avec ces derniers. Enfin, l'article suggère également une idée quelque peu nouvelle mais en syntonie avec le texte de dissolution, qui semble indiquer un changement dans la conception révolutionnaire par rapport aux lectures programmatiques développées jusque-là⁸² : « Le prolétariat n'a pas besoin d'essayer d'imposer sa dictature au monde, que ce soit au moyen des Conseils Ouvriers ou du Parti, il n'a qu'à s'auto-nier, qu'à s'abolir⁸³ » (« El proletariado no tiene necesidad de intentar imponer su dictadura en el mundo, sea por los Consejos Obreros o el Partido, no tiene más que auto-negarse, que abolirse »). Cette idée d'auto-abolition du prolétariat va être développée également, et de façon plus précise, dans le texte suivant.

En effet, le dernier article du n°2 de la revue *C.I.A.*, intitulé « De la guerre civile barbare à la guerre civile révolutionnaire⁸⁴ », peut être lu comme une extension du précédent, à la manière d'une scolie qui viendrait préciser et élargir certains éléments évoqués antérieurement, notamment l'idée centrale d'« auto-négation de la classe » comme à-venir de la révolution communiste.

L'article affirme que, contrairement à ce qui se passait au XIX^e siècle, la valeur d'échange est devenue dans le temps présent autonome par rapport à la valeur d'usage : les produits n'existent plus qu'au travers de leur valeur d'échange et c'est alors au système de leur assigner un usage – par le biais notamment de la publicité. D'où le développement de secteurs de production « sans aucune utilité humaine », qui seraient précisément les secteurs à la pointe du capital. D'un autre côté, le capital exclurait des prolétaires de la sphère productive par le développement de la mécanisation, produisant ainsi dans les pays surdéveloppés comme sous-développés des masses de « dépossédés et sans emploi, chômeurs à vie » (« desposeídos y sin

⁸² Nous y revenons plus avant, page 141 et suivantes.

⁸³ *Ibid.*, p. 49.

⁸⁴ « De la guerra civil bárbara a la guerra civil revolucionaria », *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, n°2, [s.l.], [s.n.], [1973], p. 51-62.

trabajo, parados para toda la vida »). Mais ces deux groupes – de « producteurs » et de « marginaux » – que le capital créerait simultanément ont des intérêts immédiatement antagoniques, ce qui expliquerait que les manifestations récentes du prolétariat soient toutes marquées par une double contradiction. D'une part, elles seraient l'expression d'un « besoin immédiat du communisme », et d'autre part, de la « tragique impossibilité de le réaliser ». Le texte s'arrête sur l'exemple d'un mutin à Bastia après une manifestation contre « les boues rouges » – déversement dans la Méditerranée de déchets par l'entreprise électrochimique italienne Montedison :

Hay que comprender este motín como protesta violenta de una región industrialmente subdesarrollada, destinada exclusivamente al turismo, contra el producto del superdesarrollo capitalista: la polución, que destruye las bases mismas de supervivencia de los proletarios – y otros – corsos⁸⁵.

Cette manifestation violente serait ainsi, d'après les auteurs, l'expression d'un « besoin de communisme », mais elle révélerait également objectivement l'antagonisme des mutinés avec les prolétaires de l'entreprise italienne, la guerre civile entre ces factions n'étant pas loin⁸⁶. Des cas similaires, mais plus violents, auraient également eu lieu au Japon, une grève des transports ayant provoqué, dans ce pays hyperindustrialisé, de gigantesques mutineries – au cours desquelles les métros et les grévistes eux-mêmes auraient été violemment attaqués. Les auteurs de ce texte voient dans ce mouvement – opposant deux factions prolétaires – une auto-négation du prolétariat objectivant « la nécessité du communiste⁸⁷ » (« la necesidad del comunismo »), mais dans une version encore barbare, celui-ci étant encore incapable d'apparaître comme la « classe-sujet de sa propre négation ».

À travers ce texte, le MIL reprend certaines des théories développées antérieurement, mais semble vouloir les dépasser par l'introduction du concept de « guerre civile révolutionnaire » devant mener au communisme par l'« auto-négation de la classe-sujet ».

Aussi, d'après les auteurs du texte, la conception de la guerre civile développée ne peut encore s'appliquer à tous les pays : dans ceux où les antagonismes au sein du prolétariat sont peu développés, le réformisme a encore une grande influence, notamment par sa capacité d'intégrer de larges couches sociales au sein de la démocratie. D'un autre côté, puisque la révolution communiste ne peut exister qu'à l'échelle universelle, « le prolétariat ne prendra les armes à l'échelle universelle que pour se nier lui-même » (« el proletariado sólo se armará a

⁸⁵ *Ibid.*, p. 53. Les auteurs soulignent.

⁸⁶ « He aquí un ejemplo que prueba la escisión antagonista entre los “desposeídos” y aquéllos cuya supervivencia todavía está permitida por el Capital y aquéllos para los que ya no lo está », *Ibid.*, p. 54.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 56.

escala universal para negarse a sí mismo⁸⁸ ». Ce qui ne veut pas dire, nous mettent en garde les auteurs, que la révolution communiste se résume à une ou plusieurs insurrections armées : « L'arme, comme son nom l'indique, n'est qu'un moyen nécessaire utilisé par le prolétariat, qui n'exclut pas d'autres moyens, comme la production⁸⁹ » (« El arma como su nombre lo indica, no es más que un medio necesario utilizado por el proletariado que no excluye otros medios, como la producción »).

Par ailleurs, revenant implicitement sur les expériences et les conceptions anarcho-conseillistes, les auteurs affirment que la révolution ne peut se résumer à une occupation et à une réappropriation de l'appareil productif par les producteurs qui mènerait à un affrontement avec l'État, puisque producteurs et appareil productif sont des catégories propres au capital. Aussi, leur utilisation de façon autonome n'est pas révolutionnaire par nature, même si, concèdent les auteurs, selon le mouvement social dans lequel cette réappropriation a lieu, elle peut indiquer un début de négation de la division de la production sociale : « Cette négation, le prolétariat la réalisera bien évidemment les armes à la main, en utilisant l'appareil productif comme catapulte, mais le mouvement devra déjà contenir cette exigence d'auto-négation, sans s'enfermer ni dans la sphère productive ni dans l'insurrection armée⁹⁰. »

Finalement, les auteurs anticipent qu'à la détermination de la révolution communiste s'opposeront les forces militaires de l'État, mais également des forces contrerévolutionnaires. En ce sens, ils prévoient que la contrerévolution sera faite au nom de la démocratie, en tant que « prolongement des mystifications partisans et social-démocrates⁹¹ » (« prolongación de las mistificaciones partisanas y social-demócratas »). Le mouvement communiste, en tant que dépassement immédiat des catégories ouvrières, qui sont des catégories du capital, ne doit point s'attacher particulièrement à combattre ces organisations, mais à dénoncer dans la pratique et théoriquement ce qu'elles sont, c'est-à-dire des formes de « racket ».

Redoublant encore une fois ce qui a été dit dans le texte d'autodissolution, les auteurs affirment qu'« il ne s'agit pas de préparer la guerre civile de demain comme le mouvement social prévoit aujourd'hui cette préparation, il s'agit de participer à l'approfondissement communiste de ce mouvement social⁹² ». Ce texte, qui jusqu'à un certain point se présente

⁸⁸ *Ibid.*, p. 58. Les auteurs soulignent.

⁸⁹ *Idem.*

⁹⁰ « Esta negación, el proletariado la cumplirá evidentemente, con las armas en la mano, sirviéndose del aparato productivo como catapulta, pero el movimiento ya deberá contener en él esta exigencia de auto-negación, sin cerrarse en la esfera productiva ni en la insurrección armada. » *Ibid.*, p. 59. Nous traduisons. Les auteurs soulignent.

⁹¹ *Ibid.*, p. 60.

⁹² « [...] no se trata de preparar la guerra civil de mañana tal como el movimiento social determina hoy esta preparación, se trata de participar en la profundización comunista de este movimiento social ». *Ibid.*, p. 61. Nous traduisons.

comme une tentative de dépassement des contradictions qui ont mené à l'autodissolution du MIL, se clôt cependant derechef par l'affirmation vague selon laquelle le seul moyen de pouvoir participer à la transformation de la « guerre civile barbare » en « guerre civile révolutionnaire » est de la comprendre et d'intervenir « cuando es posible expresar el movimiento real del comunismo⁹³ ».

3.2. Dis-moi ce que tu publies et je te dirai (peut-être) qui tu es : les « Ediciones Mayo-37 »

Si nous avons décidé d'étudier à part la maison d'édition « Ediciones Mayo-37 », c'est d'une part parce qu'il s'agit de la forme qu'adopte le projet de création d'une « bibliothèque socialiste » souhaité par le MIL ; mais également parce que l'important rôle de clarification de la pensée du groupe qu'elle joue nous semble mériter que l'on s'y attarde. Ainsi, dans le document à usage interne d'octobre 1972 intitulé « Tâches politico-pratiques d'une bibliothèque socialiste » (« Tareas político-prácticas de una biblioteca socialista »), les membres du MIL tentent de préciser le but de la création de cette maison d'édition en ces termes :

[...] se impone a todos los revolucionarios la misión de acelerar los ritmos en que se desenvuelve la lucha de clases, esclareciendo las pasadas experiencias y la práctica actual de la lucha día a día. La práctica teórica en general y la Biblioteca socialista en particular es un elemento fundamental para llevar a cabo tal esclarecimiento y acelerar así los ritmos del desarrollo de la lucha de clases.

La práctica teórica que se nos plantea se sitúa pues por encima de los planteamientos sectarios y oportunistas de todo tipo y en oposición radical al reformismo. Se trata de desempolvar y de poner de nuevo en circulación el programa comunista, los textos clásicos de la lucha de la clase, las experiencias revolucionarias más aleccionadoras, proporcionando al mismo tiempo elementos válidos para el análisis de la situación actual del capitalismo, poniendo de manifiesto la relación de todos estos textos y aportaciones con la lucha de clases aquí y ahora⁹⁴.

Pour ce faire, le MIL se propose de publier des textes qui doivent couvrir cinq grandes thématiques : les classiques connus (Trotski, Marx, Lafargue, etc.), les classiques inconnus (gauche italienne, révolution allemande, conseillistes, ex-trotskistes, ultragauche, etc.), les textes sur la guerre d'Espagne (Berneri, Munis, etc.), les études concrètes sur la situation

⁹³ *Ibid.*, p. 62.

⁹⁴ « Tareas político-prácticas de una biblioteca socialista », Barcelone, octobre 1972, consultable sur le site : <http://www.mil-gac.info>.

espagnole (étude économique), l'information actuelle (grèves en Pologne, textes sur la répression sexuelle, etc.).

Bien que les idées de textes à publier soient légion et que le projet soit fort bien défini, celui-ci peine à démarrer du fait que le groupe donne tout d'abord, et pour des raisons logiques, la priorité à la consolidation matérielle de son existence. Cela explique que la plupart des textes qui sont publiés paraîtront quelques mois après la deuxième « socialisation » de machinerie d'imprimerie à Toulouse en décembre 1972, c'est-à-dire à partir de l'été 1973 et, pour la plupart, après l'autodissolution du groupe.

Nous présentons ici les brochures et les ouvrages publiés, assortis d'une analyse plus ou moins fournie des préfaces et/ou postfaces écrites par « Ediciones Mayo-37 » – lorsqu'elles existent.

3.2.1. Un texte de présentation

Commençons par présenter le texte *Entre la revolución y las trincheras*⁹⁵, de Camillo Berneri⁹⁶, et le texte d'introduction « Guerre des classes 1937, guerre des classes 1973 » (« Guerra de clases 1937, guerra de clases 1973 »), signé par « Ediciones Mayo-37 ». Si nous avons décidé de commenter à part, et longuement, cette brochure, c'est pour trois raisons qui, à notre sens, indiquent l'importance que les membres du MIL lui accordent. Tout d'abord, cette publication inclut le plus long texte écrit par « Ediciones Mayo-37 ». Ensuite, apparaît ici un petit paragraphe de présentation des objectifs assignés à la maison d'édition. Enfin, le nom même de la maison d'édition fait référence aux événements de mai 1937 à Barcelone, que Berneri commente et au cours desquels il trouve la mort. Cela fait dire à Rosés Cordovilla que :

El nombre de las ediciones, naturalmente, no es banal: significa una recuperación del último estallido revolucionario proletario en España, y va dirigido tanto contra el

⁹⁵ Pour toutes les citations, nous utilisons la pagination de la brochure BERNERI, Camillo, *Entre la revolución y las trincheras*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973], conservé au CEHI, Centre d'Estudis Històrics Internacionals – Pavelló de la República de Barcelone. Nous corrigeons cependant les nombreuses fautes de frappe et d'orthographe pour faciliter la lecture.

⁹⁶ Camillo Berneri, né en Italie en 1887, est un philosophe, écrivain et militant communiste libertaire. Lorsque la Guerre civile débute, il rejoint la Catalogne et forme, avec d'autres antifascistes italiens, une colonne intégrée dans la colonne Ascaso sur le front d'Aragon. À partir d'octobre 1936, il s'emploie à Barcelone aux tâches de propagande, publiant l'hebdomadaire en langue italienne *Guerra di classe*. Il est assassiné dans la nuit du 5 au 6 mai 1936, probablement par des staliniens du PSUC. Pour plus de renseignements, se reporter notamment à : STIFFONI, Giovanni, *Camillo Berneri (1887-1937). Mythes, racines et réalités d'un intellectuel anarchiste*, thèse de doctorat en Études méditerranéennes, dirigée par Monsieur le Professeur Alessandro LANNDI, soutenue à l'Université Michel de Montaigne – Bordeaux III le 6 décembre 2012, https://tel.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/812425/filename/These-_-Giovanni-_-Stiffoni.pdf.pdf.

Capital como contra la izquierda y extrema izquierda, que en su mayoría es heredera del bando vencedor en los Hechos de Mayo [...]»⁹⁷.

Le texte publié sous le titre *Entre la revolución y las trincheras* est un recueil de neuf articles⁹⁸ écrits par Camillo Berneri entre 1936 et 1937 dans la version barcelonaise du journal *Guerra di classe*⁹⁹. Si Berneri est le seul auteur anarchiste publié par les « Ediciones Mayo-37 », il s'agit pourtant d'un professeur de philosophie et militant anarchiste particulièrement critique de l'action de la CNT-FAI, notamment de sa collaboration avec le Front Populaire et de la voie dirigiste qu'elle emprunte. Aussi, ces articles reportent les événements qui ont cours en Espagne, mais se présentent également comme une importante réflexion critique sur les véritables enjeux de la Guerre civile.

Les idées principales exposées dans ces écrits sur la guerre d'Espagne pourraient être résumées en quelques points :

1) Ce qui était initialement une guerre civile nationale est devenu une guerre civile internationale¹⁰⁰, le développement de la première dépendant donc en grande partie de la politique internationale. En ce sens, se pose la question d'une possible intervention de la part de l'Angleterre, la France et la Russie, mais également de ses conséquences. D'après Berneri, intervention ou non, « [...] c'est la révolution espagnole qui se trouve en danger – *quelle que soit l'issue militaire de la guerre civile* –¹⁰¹ » (« es la revolución española la que se halla en peligro – *sea cual sea la solución militar de la guerra civil* – »). L'auteur ajoute en outre : « Ce serait l'intervention des lions contre les hyènes. Ce serait l'intervention qui arracherait peut-être l'Espagne aux griffes de l'impérialisme italo-allemand, mais pour étouffer l'incendie de la révolution espagnole¹⁰² » (« Sería la intervención de los leones contra las hienas. Sería la intervención que tal vez arrancara a España de las garras del imperialismo ítalo-alemán, pero lo harían para ahogar el incendio de la revolución española »).

⁹⁷ ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una historia política*, op. cit., p. 159.

⁹⁸ Il s'agit plus précisément (nous donnons les titres tels qu'ils apparaissent dans l'ouvrage publié par les Ediciones Mayo-37) de : « Levemos anclas » (9 octobre 1936) ; « Dictadura del proletariado y socialismo de Estado » (5 novembre 1936) ; « Cuidado con la curva peligrosa » (5 novembre 1936) ; « Entre la guerra y la revolución » (16 décembre 1936) ; « Tercera etapa » (18 janvier 1937) ; « La sabiduría de un viejo proverbio » (1^{er} février 1937) ; « Carta abierta a Federica Montseny (14 avril 1937) » ; « Guerra y revolución » (21 avril 1937) ; et enfin « La contrarrevolución en marcha » (5 mars 1937).

⁹⁹ Sur Berneri, et l'importance du journal *Guerra di classe*, se reporter à l'excellent prologue de Carlos M. Rama « Camillo Berneri y la revolución española », dans BERNERI, Camillo, *Guerra de clases en España, 1936-1937*, Barcelone, Tusquets, 1977, p. 7-35.

¹⁰⁰ C'est ce que Berneri appelle, dans l'article du même nom, la « troisième étape ». La première étape renvoie au putsch militaire fasciste contrôlé par les forces révolutionnaires ; la deuxième est celle de la guerre civile à proprement parler ; enfin, la troisième étape est celle de l'internationalisation du conflit. Voir, « Tercera etapa », dans BERNERI, Camillo, *Entre la revolución y las trincheras*, op. cit., p. 23.

¹⁰¹ « Entre la guerra y la revolución », dans BERNERI, Camillo, *Entre la revolución y las trincheras*, op. cit., p. 20.

¹⁰² *Idem*.

2) La guerre civile espagnole est une manifestation de guerre de classes¹⁰³, dans laquelle selon Berneri sont en lice trois grands acteurs – et leurs alliés – incarnés dans diverses villes : « Aujourd’hui Barcelone se trouve entre Burgos, Rome, Berlin, Madrid et Moscou – *Assiégée*¹⁰⁴ » (« Hoy Barcelona está situada entre Burgos, Roma, Berlin, Madrid y Moscú – *Sitiada* »). Burgos, de concert avec Rome et Berlin, représente la bourgeoisie cléricale, militaire et fasciste ; Madrid, avec Moscou, la petite bourgeoisie contrerévolutionnaire bien qu’antifasciste regroupée autour de la social-démocratie, du PC et des partis républicains et régionalistes¹⁰⁵ ; Barcelone représente quant à elle la lutte du prolétariat pour la révolution sociale, combattant sur deux fronts simultanément.

3) La non-intervention de la social-démocratie équivaut à une collaboration de fait, et cette position de neutralité va mener à court terme à la guerre :

La neutralidad anglo francesa ha sido, es y será siempre, una hipócrita intervención en favor del fascismo español, alemán e italiano. [...] *La guerra o el triunfo del fascismo*. Y el triunfo del fascismo será la guerra en un porvenir bien próximo¹⁰⁶.

4) On ne peut pas séparer la guerre antifasciste de la révolution sociale : « Le dilemme: *guerre ou révolution* n’a plus de sens: Le seul dilemme est le suivant: *ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite*¹⁰⁷ » (« El dilema : *guerra o revolución* no tiene ya sentido : El único dilema es éste : *o la victoria sobre Franco gracias a la guerra revolucionaria, o la derrota* »).

5) C’est pourquoi il faut repartir des bases¹⁰⁸, parler aux masses et les appeler à défendre les conquêtes sociales révolutionnaires. En ce sens, Berneri critique ouvertement la participation au gouvernement des dirigeants de la C.N.T.-F.A.I., et les positions qu’ils défendent :

Tengo la pretensión de afirmar que los anarquistas españoles podrían tener una política diferente de la que prevalece [...].

Creo que tú debes plantearte el problema de saber si sirves mejor a la Revolución, si aportas una mayor contribución a la lucha contra el fascismo participando en el gobierno, o si no serías infinitamente más útil llevando a la llama de tu palabra magnífica entre los combatientes y en la misma retaguardia.

¹⁰³ « Guerra de clases: tal es la guerra en la que aquí nos hallamos y en la que nosotros “vivimos”. Y nosotras la reconocemos y la afirmamos como tal. Guerra civil y revolución social son en España dos aspectos de una misma realidad [...] ». Dans l’article du 9 octobre 1936, « Levemos anclas », dans BERNERI, Camillo, *Entre la revolución y las trincheras*, op. cit., p. 11.

¹⁰⁴ « Entre la guerra y la revolución », dans BERNERI, Camillo, *Entre la revolución y las trincheras*, op. cit., p. 20.

¹⁰⁵ Voir pour plus d’informations l’article intitulé « La contrarévolution en marcha », dans BERNERI, Camillo, op. cit., p. 37-40.

¹⁰⁶ « La sabiduría de un viejo proverbio », dans BERNERI, Camillo, op. cit., p. 28-29.

¹⁰⁷ « Carta abierta a Federica Montseny », dans BERNERI, Camillo, op. cit., p. 34.

¹⁰⁸ Berneri écrit : « Se ha cometido un grave error al aceptar fórmulas autoritarias y no porque sean tales desde el punto de vista de la forma, sino porque ellas encarnan errores enormes y fines políticos que no tienen nada que ver con las necesidades de la guerra », *Ibid.*, p. 32-33.

Ha llegado la hora de clasificar la significación unitaria que puede tener nuestra participación en el Gobierno¹⁰⁹.

Au moment où « Ediciones Mayo-37 » décide de publier cet opuscule, et malgré l'importance de ses analyses sur la guerre, Berneri demeure un auteur peu connu : très peu de ses textes sont publiés, et leur circulation en Espagne est faible, voire nulle¹¹⁰. Le recueil est introduit, comme nous l'avons déjà annoncé, par un texte signé « Ediciones Mayo 37 » qui représente le commentaire le plus important que le MIL ait jamais accolé à une publication, et qui, renvoyant clairement au journal *Guerra di classe*, fait intentionnellement le pont avec la situation contemporaine à travers le jeu de mot de son intitulé : « Guerra de clases 1937, guerra de clases 1973 ».

Ce texte présente une structure tripartite, qu'inaugure une épigraphe de Karl Marx, et est assorti d'une petite note expliquant le but de l'existence des « Ediciones Mayo-37 »¹¹¹.

La première partie est une courte notice biographique de Camillo Berneri rappelant l'actualité de ses écrits, et soulignant surtout la nécessité d'en tirer des conclusions pertinentes en 1973. Elle reprend une réflexion formulée par Chomsky en 1969 : « Une édition des oeuvres complètes de Berneri nous aiderait grandement à comprendre la guerre civile espagnole et les problèmes de la guerre révolutionnaire en général¹¹² » (« Una edición de las obras completas de Berneri nos ayudaría grandemente a comprender la guerra civil española y los problemas de

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 34.

¹¹⁰ D'ailleurs, même après la disparition de Franco, la publication et la circulation des textes de Berneri restent très restreintes. La plupart des textes publiés en espagnol sont antérieurs à 1939 : *Mussolini, gran actor*, version espagnole de M.F. et T., Valence, [s.n.], 1934 ; *El delirio racista*, version espagnole par Armadon Panizza, Buenos Aires, Imán, 1935 ; *Mussolini a la conquista de las Baleares*, prologue de D.A. Santillán, Barcelone, Tierra y Libertad, 1937, réédité avec un prologue de Paco Madrid, *Mussolini a la conquista de las Baleares*, Madrid, LaMalatesta Editorial, 2012 ; *Ensayos*, Barcelone, [Tierra y Libertad], 1939. Quelques textes sont publiés depuis l'exil : *La libertad sexual de la mujer: maldiciones bíblicas*, Bordeaux, Tierra y Libertad, 1944, réédité sous le titre *Maldiciones bíblicas*, Madrid, Núñez, 1977, puis sous le titre *El pecado original*, [Barcelone], [s.n.], [1982] ; il existe également une version de *Entre la revolución y las trincheras: páginas de España: recopilación de nueve artículos de Camillo Berneri* / traducción: Ildefonso. [Bordeaux?], Tierra y Libertad, 1946. Finalement, nous avons trouvé la publication de *Guerra de clases en España, 1936-1937*, édition, prologue et notes de Carlos M. Ramos, Barcelone, Tusquets, 1977. Enfin, *Humanismo y anarquismo*, édition de Ernest Cañada, Madrid, Los Libros de la Catarata, 1998.

¹¹¹ Nous reproduisons cette note ici, considérant qu'il s'agit d'une déclaration d'intention dans les règles de l'art : « Ediciones Mayo-37 se propone mostrar la razón y el mecanismo de las luchas pasadas, presentes y futuras del proletariado en su práctica comunista. Vemos que aniquilar todas las mistificaciones del Capital, vengan del Estado, del PC, o de los grupúsculos, es una práctica comunista. Que ello se haga mediante la palabra o el acto responde a las necesidades de cada momento y de cada circunstancia. Participar en la agitación y en la unificación que los movimientos sociales emprenden desde distintas partes es una práctica comunista. A su manera, el Comunismo ha pasado ya al ataque ». « Guerra de clases 1937, guerra de clases 1973 », dans BERNERI, Camillo, *Entre la revolución y las trincheras*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973], p. 11.

¹¹² Cité en épigraphe au prologue de Carlos M. Rama intitulé « Camillo Berneri y la revolución española », à BERNERI, Camillo, *Guerra de clases en España, 1936-1937*, Barcelone, Tusquets, 1977, p. 7-35. La citation est tirée de la note 60 de l'article « Objetividad y cultura liberal », traduction en espagnol d'une partie de l'ouvrage *American Power and the New Mandarins* (1969) de Noam Chomsky, dans *El movimiento libertario español. Pasado, presente y futuro*, Paris, Ruedo Ibérico, 1974, p. 70.

la guerra revolucionaria en general »), mais sur un ton militant : « Por eso decimos que para poder conocer la vía revolucionaria que se perfila a través de las actuales luchas, hay que haber sabido captar el sentido profundo del mensaje de Camillo Berneri; hay que ser capaces de interpretar en el 73 las claras lecciones de mayo 37. »

La deuxième partie du texte s'emploie à retracer les événements qui débouchent sur les tristement célèbres « Journées de mai » 1937 (« jornadas de mayo »)¹¹³. L'auteur replace ainsi le coup d'État du 18 juillet 1936 dans une situation internationale de « décadence du système capitaliste » suite au crack économique de 1929, et l'envisage comme une réaction à cette crise systémique. D'après les éditeurs de « Mayo-37 », la montée du fascisme ainsi que la consolidation des démocraties par la formation de Fronts Populaires en Europe seraient ainsi deux stratégies opposées tendant cependant *in fine* à servir les mêmes intérêts, ceux de la bourgeoisie. En Espagne, ces deux stratégies auraient été appliquées, le soulèvement du général Franco rencontrant, d'après eux, la complicité tacite du gouvernement de la République. Cette thèse est également exposée par Berneri dans l'article intitulé « La contrarrevolución en marcha ». Dans cette logique, ce ne serait que la réponse spontanée de la classe ouvrière – qui conjugue dès le 19 juillet la lutte armée à la grève générale – qui aurait obligé les organisations ouvrières et la bourgeoisie républicaine à sortir de sa position de passivité, et à s'adapter à la situation pour tenter de la contrôler. En ce sens, la bourgeoisie et ce que les éditeurs appellent, à la suite de Berneri, « la Sagrada Alianza de ugetistas, estalinistas y la dirección de la CNT-FAI » auraient pris rapidement le contrôle du *Comité Central de Milicias* et maintenu les « engrenages de l'État » (« engranajes del Estado ») afin de mener à terme la contrerévolution qui se précise en mai 1937¹¹⁴. De cette présentation des « faits de mai 1937 », les éditeurs des

¹¹³ Il s'agit des événements qui ont lieu à Barcelon début mai 1937, et qui signent ce que nombre d'auteurs ont appelé la « revolución española ». Le 3 mai 1937, le conseiller chargé de l'ordre public et membre du PSUC, Rodríguez Sala, se présente au bâtiment de la Telefónica avec un détachement de la police ; sans avertir ni consulter les ministres anarchistes, il vient prendre possession du bâtiment occupé depuis juillet 1936 par les ouvriers de Barcelone, et qui avait fonctionné depuis lors sous le contrôle d'un comité CNT-UGT. Les occupants opposent une violente résistance et la police doit battre en retraite. Les comités locaux de défense dressent des barricades dans toute la ville, alors que Companys et les dirigeants anarchistes enjoignent les travailleurs à déposer les armes. Jusqu'au 6 mai, une trêve est maintenue, mais ce jour-là arrivent les premiers détachements de gardes d'assaut dirigés par l'ancien commandant de la garde civile, le général Pozas, violant en cela les promesses du gouvernement qui avait affirmé que la trêve serait maintenue et que les troupes seraient retirées. La bataille qui s'ensuit fait près de 500 morts et de 1000 blessés.

¹¹⁴ « Fue precisamente en mayo del 37 cuando la contrarrevolución, cumplido su trabajo preparatorio, juzgó llegado el momento de pasar de la ofensiva verbal a la ofensiva armada [...]. Ante la represión conjunta del poder de la burguesía, de las organizaciones obreras contrarrevolucionarias (UGT, estalinistas) y de la dirección de su propia organización –CNT-FAI–, quedó aplastada, no sin resistencia, la última tentativa del proletariado en armas para salvar la revolución. Desarmado física y moralmente el movimiento revolucionario, la victoria franquista era ya únicamente una cuestión de tiempo. ». « Guerra de clases 1937, guerra de clases 1973 », *op. cit.*, p. 6-7.

textes de Berneri tirent l'enseignement suivant, qu'ils proposent d'appliquer à la situation contemporaine :

PARA GARANTIZAR LA REVOLUCIÓN NO BASTA CON QUE LAS MASAS ESTÉN ARMADAS Y HAYAN EXPROPIADO A LOS BURGUESES: ES PRECISO QUE DESTRUYAN DE ARRIBA A ABAJO EL ESTADO CAPITALISTA Y ORGANICEN SU PROPIO SISTEMA, ES PRECISO QUE SEAN CAPACES DE COMBATIR LAS IDEAS REPRESENTADAS POR LOS LIDERES ESTALINISTAS Y REFORMISTAS CON EL MISMO RIGOR CON QUE ATACAN A LOS CAPITALISTAS INDIVIDUALES Y A LOS LIDERES DE LOS PARTIDOS BURGUESES. A partir de mayo 37, toda tentativa revolucionaria que no sepa ser fiel a tal experiencia se condena pura y simplemente a la inexistencia¹¹⁵.

La troisième et dernière partie de ce texte d'introduction souligne tout d'abord le parallèle de la situation internationale contemporaine avec celle de 1937, les deux moments correspondant également à l'entrée dans une nouvelle phase de décadence du capital, après un moment de reprise :

El capitalismo en su fase de decadencia necesitaba recurrir a tales medios tan brutales y expeditivos para prorrogar las contradicciones del sistema: mediante la guerra – destrucción pura y simple de medios de producción, mercancías y hombres– el mercado quedaba temporalmente despejado para poder emprender un nuevo ciclo de acumulación del Capital. Era preciso que el auge económico de la postguerra llegara a su madurez para que afloraran de nuevo las contradicciones del sistema¹¹⁶.

L'après-guerre est qualifiée de moment ne servant qu'à l'intégration « morale et physique » (« moral y física ») du prolétariat au programme du Capital, cette intégration étant menée à bien par les organisations ouvrières – syndicats et/ou partis socialistes et communistes – qui encadrent le prolétariat au travers de structures fortement bureaucratisées. Après une période de reconstruction, les auteurs décèlent la réapparition des contradictions inhérentes au système, et avec elles de l'alternative révolutionnaire au programme du Capital. Ils rappellent ainsi la multiplication de « grèves sauvages » qui a lieu dans les pays développés, signe d'après les éditeurs d'un approfondissement dans l'organisation autonome, signe précurseur également, selon la vision optimiste des éditeurs, d'un mouvement imminent du prolétariat international pour détruire les rapports sociaux existants : « Lo nuevo de las luchas actuales y su fuerza revolucionaria radica en que las condiciones de la revolución comunista existen ya ahora: su desencadenamiento es sólo cuestión de circunstancias. El capitalismo se halla efectivamente amenazado por la menor chispa¹¹⁷ ».

Sur un ton emphatique, le texte conclut : « Comme Berneri en 37, en 73 nous luttons pour la révolution et pour l'Organisation de Classe qui la rendra possible » (« Como Berneri en el

¹¹⁵ Nous respectons la typographie du texte original.

¹¹⁶ « Guerra de clases 1937, guerra de clases 1973 », *op. cit.*, p. 8.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 9.

37, nosotros en el 73 luchamos por la revolución y por la Organización de Clase que la hará posible »).

Ainsi, ce texte résulte d'abord de la volonté d'intégrer la situation espagnole au contexte international : l'Espagne se trouvant au même stade du capitalisme que la plupart des pays avancés, le même type de combat peut et doit s'y dérouler. Cet internationalisme – s'opposant fortement à l'idée largement répandue d'une prétendue « exception espagnole » – ne signifie pas cependant pour autant que l'on nie la spécificité du développement capitaliste en Espagne. D'autre part, ce texte s'attèle à critiquer ouvertement le PC – vu comme une organisation réformiste – mais aussi toutes les formations se réclamant du léninisme, en premier lieu pour leur dirigisme. De même, les groupuscules sont considérés comme des « contre avant-gardes », qui ne seraient au fond que des formes nouvelles de dirigisme. Par contraste, les auteurs réaffirment l'autonomie ouvrière et insistent sur leur propre inscription dans la lutte pour le communisme, celui-ci étant défini comme le système résultant de l'abolition des rapports sociaux tels qu'ils existent – notamment du travail salarié et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

3.2.2. La gauche de l'Est anti-léniniste et anti-trotskyte

3.2.2.1. Le communisme des conseils

Le texte le plus important publié par « Ediciones Mayo-37 » sur la question des conseils ouvriers, quoique très peu commenté par les auteurs eux-mêmes, est sans doute *Los consejos obreros en Alemania*¹¹⁸, de l'un des fondateurs du communisme des conseils, le Néerlandais Anton Pannekoek (1873-1960)¹¹⁹. La brochure éditée par Mayo-37 réunit quatre textes tirés de l'anthologie établie par Serge Bricianer et publiée en France en 1969 par EDI (Étude et Documentation Internationales) dont on sait que la traduction a été effectuée par Santi Soler et Ignasi Solé quelques années avant sa parution¹²⁰. La contribution des éditeurs se résume à

¹¹⁸ PANNEKOEK, Anton, *Los consejos obreros en Alemania*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [s.d].

¹¹⁹ Pour plus de précisions sur Pannekoek, se reporter à :, AUTHIER, Denis et DAUVÉ, Gilles [Préf. et éd.], Jan APPEL [et al.], *Ni parlement ni syndicats : les conseils ouvriers ! Les communistes de gauche dans la Révolution allemande, 1918-1922*, Paris, Les Nuits rouges, 2003 ; ou à MATTICK, Paul, « Anton Pannekoek (1873-1960) », dans MADRID EXPÓSITO, Emiliano [Trad. et éd.] *La izquierda comunista germano-holandesa contra Lenin*, Barcelona, Espartaco Internacional, 2004, p. 241-255. Par ailleurs, plusieurs textes de Pannekoek sont disponibles en français sur le site de l'Archive Internet des Marxistes : <http://www.marxists.org/francais/pannekoek/index.htm>.

¹²⁰ À ce sujet, Sergi Rosés écrit : « Este folleto [...] constituía la edición de parte de las traducciones que Santi Soler e Ignasi Solé habían preparado en 1971 para la editorial Zero/Zyx y que esta editorial no había querido editar. Sin embargo, esta misma editorial aprovecharía dos años después este trabajo para hacer una edición legal:

l'ajout d'une manière de notice biographique sur Anton Pannekoek : il s'agit d'un petit texte d'une dizaine de lignes – qui ne présente pas grand intérêt – croisant la trajectoire individuelle de l'auteur et l'histoire du mouvement ouvrier moderne.

Nous proposons de résumer sommairement les principales lignes directrices développées dans cette brochure. Dans la première partie intitulée « Parti et classe ouvrière » (« Partido y clase obrera »), Pannekoek s'oppose au réformisme et au révisionnisme de la social-démocratie. Il annonce ainsi qu'un nouveau mouvement ouvrier qui tend à s'auto-organiser est né en opposition à l'ancien, ce dernier étant relié aux partis socialiste ou communiste qui, dans leur dérive dirigiste, sont désormais devenus contrerévolutionnaires. Au dirigisme et aux avant-gardes, « [...] nous opposons le principe suivant : la classe ouvrière ne pourra s'affirmer qu'à condition de prendre elle-même son destin en main¹²¹ » (« [...] nosotros oponemos el principio siguiente: la clase obrera no podrá afirmarse más que a condición de tomar ella misma su destino en mano »). La deuxième partie, « Principes d'organisation » (« Principios de organización »), s'intéresse à la question organisationnelle et notamment à ses formes, l'organisation étant « [...] le principe fondamental de combat de la classe ouvrière en vue de son émancipation¹²² » (« [...] el principio fundamental de combate de la clase obrera para su emancipación »). Pannekoek retrace tout d'abord la création des syndicats concomitante de l'expansion du capitalisme, puis résume comment en Europe le mouvement ouvrier s'est fait entraîner par la bourgeoisie dans ses luttes contre l'ordre féodal, pour évoquer enfin le développement des partis politiques de classe. Or, si le parlementarisme et le syndicalisme étaient essentiels au développement du socialisme et de la lutte pour des objectifs immédiats, ils adoptent de façon grandissante une politique de collaboration interclassiste, et sont en ce sens devenus des institutions liées au système capitalisme qui doivent être détruites en même temps que lui.

L'auteur voit ainsi dans les conseils ouvriers (des comités élargis qui apparaissent et disparaissent avec chaque lutte, composés des délégués de chaque usine en grève, ceux-ci étant révocables à tout moment) les organes de la dictature du prolétariat, et dans leurs actions l'amorce d'un nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire et d'une nouvelle organisation sociale – dans laquelle les décisions concernant les questions de production et de distribution sont prises par le prolétariat lui-même. Il écrit ainsi :

PANNEKOEK, Anton. *Escritos sobre los consejos obreros*. Bilbao: Zero, 1975, añadiendo unos estudios introductorios y recuperando tres de estos textos, sin mencionar en ningún momento la autoría de la traducción [...]. », note 49 au chapitre III dans : *El MIL: una historia política*, op. cit., p. 168.

¹²¹ PANNEKOEK, Anton, *Los consejos obreros en Alemania*, op. cit., p. 1.

¹²² *Ibid.*, p. 10.

Las viejas formas de organización, sindicatos y partidos políticos y la nueva forma de consejos (soviets) pertenecen a fases diferentes de la evolución social y tienen funciones también diferentes. Los primeros tenían por objeto fortalecer la situación de la clase obrera en el interior de la clase capitalista y están ligados a su período de expansión. La segunda tiene por fin crear un poder obrero, abolir el capitalismo y la división de la sociedad en clases; está ligada al período del capitalismo decadente¹²³.

Dans la troisième partie intitulée « L'action directe dans les sociétés contemporaines » (« La acción directa en las sociedades contemporáneas »), Pannekoek revient sur la question du socialisme d'État, afin de combattre le léninisme en développant, depuis un point de vue ouvrier, des thèses antibolcheviques, et en réaffirmant la nécessité pour le prolétariat de s'auto-organiser et de disposer, sans médiation, des moyens de production. Ainsi, d'après lui, si le prolétariat a un moment vu dans le socialisme d'État qui exproprierait les capitalistes une possibilité de révolution, il commence à comprendre que le socialisme d'État ne constitue qu'une forme différente d'esclavage. Il écrit ainsi :

En nuestros días, los obreros del mundo entero se encuentran ante dos enemigos de una fuerza inaudita, dos fuerzas capitalistas hostiles y represivas: el capitalismo monopolista de América y Europa, y el capitalismo de Estado ruso¹²⁴.

Le prolétariat cherche donc de nouvelles formes d'organisation exemptes de toute instance de direction, les grèves sauvages semblant dans leur spontanéité, leur autonomie et leur usage de l'action directe révéler et réveiller un nouvel esprit d'indépendance qui, s'il ne suffit pas à détruire le capitalisme, peut être lu comme un signe précurseur d'un mouvement plus large. Encore une fois, l'auteur voit dans les conseils ouvriers, non pas des organisations figées, mais le début de l'autogestion ouvrière de la production et un symptôme de la lutte des classes, de l'action révolutionnaire contre le capitalisme.

Finalement, dans la dernière partie, « La production et la distribution dans le monde nouveau » (« La producción y la distribución en el mundo nuevo »), l'auteur s'attache à définir plus précisément son Utopie en répondant à un certain nombre de questions sur la gestion de la production – c'est-à-dire du travail –, et de la distribution – c'est-à-dire de la quantité et la répartition de la production – dans ce qu'il appelle « le monde nouveau », et que nous proposons pour notre part d'appeler « post-capitalisme ». Ainsi par exemple, il développe l'idée selon laquelle les relations de production n'étant plus marquées par la domination, elles seront le fait d'une libre coopération entre les ouvriers. L'auteur affirme encore que dans une société où la production servirait directement la consommation, les marchés et la valeur n'existeront plus, et le critère de répartition s'établira sur la base horaire – dont l'auteur propose un calcul.

¹²³ *Ibid.*, p. 20.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 37-38.

Dans ce texte, Pannekoek réalise ainsi à la fois une critique d'une social-démocratie devenue contre-révolutionnaire, et de la révolution russe qui n'a fait, *in fine*, que remplacer le capitalisme monopoliste par ce qu'il appelle, indistinctement, un socialisme d'État ou un capitalisme d'État, le prolétariat étant dans les deux cas soumis à une classe dirigeante. D'où la nécessité pour la classe ouvrière de prendre en main les moyens de production par l'autogestion et l'auto-organisation – seule façon de conquérir le pouvoir et ce faisant de se libérer de toute direction.

Dans la mouvance des conseils ouvriers, les « Ediciones Mayo-37 » publient également la brochure intitulée *Organización de clase en la revolución alemana*¹²⁵. Ce texte, attribué au groupe conseilliste ICO est une étude écrite par Henk Canne-Meijer¹²⁶, parue initialement en 1938 à Amsterdam dans le n°3 des cahiers *Radencommunismus* et adaptée en français par l'auteur lui-même pour le numéro 45 (1952) de la revue *Internationalisme*. Après sa mort, une version remaniée est publiée dans le n°101 de *Informations Correspondance Ouvrières* sous le titre « Le mouvement des conseils en Allemagne »¹²⁷. Il s'agit d'une étude sur l'évolution de la lutte ouvrière dans l'Allemagne des années 1920-1930¹²⁸, précédée par une « note éditoriale » de cinq pages signée « Ediciones Mayo-37 ». Comme dans le texte analysé précédemment, cette note d'introduction se divise en trois parties, et est précédée d'une citation placée en épigraphe. Il s'agit ici d'un mot de Rosa Luxemburg, qui résume en quelques lignes l'essentiel de ce qui est développé par la suite : « No es necesario “inventar” la táctica de lucha del movimiento revolucionario, esa táctica es el resultado de una serie de grandes actos creadores de la lucha de clase frecuentemente espontánea que busca su camino... »

¹²⁵ ICO (Informations Correspondance Ouvrières), *Organización de clase en la revolución alemana*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [s.d.].

¹²⁶ Henk Canne-Meijer (1890-1962), ouvrier métallurgiste devenu instituteur, est un des principaux animateurs du *Groep van Internationale Communisten*, le Groupe des communistes internationaux, se réclamant du communisme des conseils. Pour plus d'informations, se reporter à la biographie rédigée par B. A. Sitjes, daté du 15 octobre 1970 et parue en allemand dans MERGNER, Gottfried, *Gruppe Internationale Kommunisten Hollands*, Rowohlt Verlag, 1971, p. 209-210, <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1058>.

¹²⁷ Voir « Notes pour une histoire des conseils ouvriers en Allemagne », dans *Le mouvement des Conseils ouvriers en Allemagne, par Henk Canne-Meijer (1938)*, disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.mondialisme.org/spip.php?article785>.

¹²⁸ Le texte résume ainsi l'évolution de la révolution allemande (différentes tendances et conflits au sein du mouvement ouvrier), et s'attache particulièrement à montrer que l'échec du mouvement des conseils en Allemagne au cours des années vingt est imputable en grande partie à la prégnance des conceptions traditionnelles (parlementarisme et syndicalisme). Il réaffirme ensuite la nécessité de développer à nouveau des formes d'auto-organisation et d'autogestion en vue de l'extension du pouvoir ouvrier, et revient pour cela sur les enseignements des fondements théoriques du mouvement des conseils – reprenant ainsi des idées très proches de celles portées par Pannekoek.

La première partie s'ouvre sur la longue citation d'un message rédigé par Lénine en avril 1919, et adressé à la République des Conseils Ouvriers de Bavière. Cette citation montre la conviction qu'a Lénine – et avec lui les éditeurs de la brochure – de l'importance capitale de la révolution allemande du début du XX^e siècle comme source d'enseignement pour tout révolutionnaire¹²⁹.

En deuxième partie, les auteurs précisent que la question militaire de la révolution allemande ne va pas être traitée, et ce pour trois raisons principales. Tout d'abord, parce que les circonstances historiques dans lesquelles la révolution a lieu ne sont en rien comparables avec la situation présente. Deuxièmement, parce qu'elle a reçu d'importantes et d'incontestables critiques au niveau tactique. Enfin, et cela nous paraît particulièrement intéressant dans la mesure où cette idée vient éclairer la pensée du groupe sur la question, « [...] porque la principal arma que tienen los obreros contra el capital es la economía misma y es a este nivel y no en un campo de batalla –por heroísmos que en él se den– donde vence y se impone la revolución proletaria¹³⁰ ». C'est donc bien la question de l'organisation qui intéresse ici les auteurs, qui soulignent l'alternative des Conseils ouvriers choisie dans et par la pratique de la révolution allemande, et qui concluent : « Hoy que el debate se centra sobre el tema “organización de clase”, [...] el análisis de la dura pero fecunda experiencia de la revolución alemana cobra plena actualidad, colocándose en primera línea de interés¹³¹ ».

La troisième et dernière partie de ce préambule est une présentation du texte résumant les points principaux de l'exposé, et revenant notamment sur la question organisationnelle. Ce qui compte aux yeux des éditeurs est avant tout la façon dont la révolution allemande, loin d'appliquer un modèle exogène préfabriqué, développe ses propres formes organisationnelles au cours des luttes elles-mêmes, en particulier les conseils ouvriers. Il importe également, dans le contexte contemporain de l'écriture de la notice, de questionner le patron d'organisation à emprunter dans la lutte, de tirer les enseignements de l'évolution de la Gauche allemande, et notamment sa capacité à s'adapter au déploiement du mouvement des Conseils :

El último avance en el plano organizativo es el paso de esta organización unitaria de masas que pretende encuadrar a todo el movimiento de la clase, a una organización unitaria de los elementos más conscientes de la clase dedicados a fomentar

¹²⁹ En ce sens les auteurs écrivent : « Nuestro interés por ello está bien fundamentado: como muy bien dice la INTRODUCCIÓN, “lo característico de la Izquierda Alemana es el ser la expresión programática de la revolución anti-capitalista más próxima de la revolución futura”. », « Nota editorial » dans ICO, *Organización de clase en la revolución alemana*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [s.d.], p. 2.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 3.

¹³¹ *Ibid.*, p. 3-4.

activamente la acción autónoma de la clase sin por ello pretender que la acción de la clase quede toda ella encuadrada y dirigida por la propia organización¹³².

Ces deux textes, de deux auteurs proches du communisme des conseils ouvriers allemands, en disent long sur la conception de la question organisationnelle du MIL : si le conseillisme semble être le choix effectué, il ne l'est qu'en tant qu'exemple de forme spontanée adoptée par la classe ouvrière dans le développement de ses luttes. Le conseillisme, n'est pas en soi un modèle à suivre – un modèle pré-inventé qu'il suffirait d'appliquer –, mais bien plutôt une expérience passée qu'il est indispensable de connaître, et dont il convient de tirer des enseignements pertinents. Ainsi,

[e]n realidad, cada circunstancia de la lucha de clase requiere su propia forma organizativa, tanto en la Alemania de 1920 como en la España actual. Lo importante es ser capaz, como lo fue la Izquierda Alemana, de romper con un esquema organizativo tan pronto como las circunstancias exijan y hagan posible un esquema más radical de organización de clase¹³³.

3.2.2.2. Sur la révolution russe : des ex-trotskyistes parlent de leur terre

« Ediciones Mayo-37 » publie également l'ouvrage d'Ante Ciliga, *Lenin y la revolución rusa*¹³⁴. Il s'agit d'un long texte d'une soixantaine de pages, précédé par une préface de trois pages, qui dresse une biographie laudative de Ciliga, et met en évidence les aspects de sa vie qui intéressent les éditeurs. Écrit à la première personne, ce texte se présente comme une analyse critique de la révolution russe, du rôle de Lénine et de l'actuelle URSS, à la lumière des expériences de son auteur. Ciliga a un parcours particulièrement intéressant, puisque depuis des positions officielles et orthodoxes¹³⁵, il évolue vers des positions trotskystes puis bolchéviques-léninistes et finalement vers un anti-léninisme virulent. En effet, appelé à Moscou en 1927 à la direction centrale du Komintern, il devient extrêmement critique avec la direction stalinienne : « Instalado en el corazón del Komintern, Ciliga no tardó en darse cuenta de que la lucha de la oposición de izquierdas era una lucha internacional contra la dirección estalinista, y no solamente válida para su propio país como lo había creído hasta entonces¹³⁶. »

Au cœur du pays de la dictature du prolétariat, Ciliga mène une lutte révolutionnaire clandestine qui fait de lui un ennemi de la cause stalinienne : victime de la répression policière, il est jugé à la prison de Leningrad par la GPU (la police d'État de l'Union Soviétique) et

¹³² *Ibid.*, p. 5.

¹³³ *Idem.*

¹³⁴ CILIGA, Ante, *Lenin y la revolución rusa*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [s.d.].

¹³⁵ Il est un des dirigeants du Parti Communiste yougoslave, en venant même à faire partie du Politburo du Comité Central du P.C. yougoslave et à être distingué par l'état-major du Komintern.

¹³⁶ « Prólogo », dans CILIGA, Ante, *Lenin y la revolución rusa*, *op. cit.*, p. 1-2.

enfermé pendant plusieurs années, avant d'être déporté en Sibérie. C'est en prison qu'il écrit ses ouvrages les plus importants, dans lesquels il approfondit une réflexion sur la révolution russe et ses dérives, passant lui-même de l'admiration pour l'État soviétique à la critique farouche de celui-ci. S'il forme initialement en prison un groupe trotskiste, il est amené à s'en écarter progressivement, les divergences avec le trotskisme devenant de plus en plus importantes. Aussi, il arrive à la conclusion qu'en URSS, c'est un capitalisme d'État qui règne, appuyé aussi bien par Staline que par Trotski et les intellectuels de l'opposition. C'est à ce moment qu'il est arrêté, le 21 mai 1930, à Leningrad, et envoyé au camp de concentration de Verkhneouralsk où il rejoint un collectif bolchévique-léniniste de gauche. Sous l'influence de l'extrême gauche non-trotskiste du camp, il évolue progressivement vers des positions anti-léninistes, tout en se rapprochant de certaines positions du groupe « Centralisme démocratique¹³⁷ », proche du « Groupe Ouvrier¹³⁸ ». Comme le soulignent les auteurs de cette préface biographique, « Ciliga [...] finit par conclure que le léninisme portait en lui les germes inévitables de la décomposition¹³⁹ » (« Ciliga [...] terminó con la conclusión de que el leninismo lleva en él los gérmenes inevitables de la descomposición »), conclusion qui le pousse à concevoir la nécessité d'une philosophie révolutionnaire nouvelle, un retour aux origines du bolchévisme ne pouvant en aucun cas redresser la situation. Allant même plus loin, « Ediciones Mayo-37 » affirme qu'il est « [...] l'un des premiers à exposer les raisons pour lesquelles il est nécessaire de se séparer pour toujours de la “légende de Lénine”. Le léninisme s'est conclu par un fascisme bolchevique délibéré, – par le communisme-fascisme¹⁴⁰ ». En mai 1933, Ciliga sort du camp, puis est déporté pendant près de trois ans en Sibérie où, faisant jouer sa citoyenneté italienne, il réussit à se procurer un passeport et à être expulsé de l'URSS au titre d'étranger¹⁴¹.

Les éditeurs mettent l'accent sur l'analyse de Ciliga sur l'évolution de la révolution russe, et notamment sur l'anti-léninisme virulent sur lequel elle débouche, qui est à actualiser au plus vite : « La tâche révolutionnaire la plus urgente du moment présent consiste à se débarrasser

¹³⁷ Voir à ce sujet, OLIVIER, Michel, *La gauche Bolchevik et le pouvoir ouvrier (1919-1927)*, [s.l.], [s.n.], 2009, disponible en ligne : <http://leftcommunism.org/spip.php?article171&lang=fr>.

¹³⁸ Pour des renseignements plus approfondis sur le « Groupe Ouvrier » se reporter à l'ouvrage OLIVIER, Michel, *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe (1922-1937) – G. Miasnikov*, [s.l.], [s.n.], 2009, <http://www.leftcommunism.org/spip.php?article142&lang=fr>.

¹³⁹ « Prólogo », dans CILIGA, Ante, *op. cit.*, p. 2.

¹⁴⁰ « [...] uno de los primeros que nos expone las razones por las que es necesario para siempre [...] separarnos de la “leyenda de Lenin”. El leninismo ha terminado en un declarado fascismo bolchevique, –en el comunismo-fascismo ». *Ibid.*, p. 3. Nous traduisons.

¹⁴¹ Pour plus d'informations sur Ante Ciliga, voir BOURRINET, Philippe, *Un itinéraire ambigu : Ante Ciliga (1898-1992)*, [s.l.], [s.n.], 1992, brochure conservée au CEDIAS-Musée social, disponible en ligne en espagnol à l'adresse suivante : <http://www.left-dis.nl/e/ciliga.htm>, consulté le 05/02/2014.

des oripeaux fleuris d'une idéologie moribonde¹⁴² » (« La tarea revolucionaria más urgente en el momento actual consiste en principio, en desembarazarnos de los oropeles floridos de una ideología moribunda »). Ce texte est sûrement à rapprocher de celui de Balázs : dans les deux cas, il s'agit d'auteurs ressortissants de l'un des satellites de l'URSS, particulièrement critiques avec celle-ci, et qui développent notamment des thèses anti-léninistes anti-stalinistes et internationalistes.

La brochure intitulée *qué vendrá después del capitalismo ???*¹⁴³ est la traduction en espagnol du texte d'Étienne Balázs *Qui succédera au capitalisme ? Du paradoxe tragique de Lénine à « L'ère des organisateurs »*, paru en France en 1947 sous le pseudonyme de P.L. Tomori¹⁴⁴. Pour mesurer ce que la parution de cette brochure a d'original en 1973, il importe de rappeler qu'il s'agit là de la seule traduction qui existe à ce jour du texte de Balázs, et que celui-ci demeure quasiment inconnu en Espagne. Mais il est, à bien des égards, également méconnu en France. En effet, si ses recherches en sinologie sont notoires¹⁴⁵, ses écrits politiques à proprement parler restent toutefois pratiquement inexplorés. Pour preuve, nous pouvons nous référer à l'article de Françoise Aubin intitulé « Sinologie et politique. Autour d'Étienne Balázs (1905-1963) », paru en 2008, dans lequel la chercheuse formule en ces termes sa surprise face à la trouvaille du texte *Qui succédera au capitalisme ?* :

Un colloque convié au Collège de France par Pierre-Étienne Will le 25 novembre 2005 pour commémorer le centenaire de la naissance d'Étienne Balázs (ou plus exactement Balázs) a contribué à raviver le souvenir de ce grand sinologue. [...] La personnalité qui a été évoquée était celle d'un homme foncièrement meurtri par la vie, discret sur lui-même, réservé et même critique face à ses collègues orientalistes. On le savait de sympathie marxisante, hostile aux communismes russe comme chinois, lui, dont la patrie, la Hongrie, souffrait tant de la présence soviétique. Et rien de plus. Aussi, est-ce une aubaine que de découvrir soudain une documentation nouvelle qui révèle ses options idéologiques profondes et permet de regarder sous un jour nouveau ses interprétations doctrinales de l'histoire administrative chinoise¹⁴⁶.

Elle conclut, suite à la découverte de la facette la plus engagée de Balázs¹⁴⁷ :

¹⁴² « Prólogo », dans CILIGA, Ante, *op. cit.*, p. 3.

¹⁴³ BALÁZS, Esteban, *qué vendrá después del capitalismo ???*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973].

¹⁴⁴ TOMORI, P.L., *Qui succédera au capitalisme ? Du paradoxe tragique de Lénine à « L'ère des organisateurs »*, Cahiers Mensuels Spartacus n°18, Paris, 1947. Nous respectons la graphie originale.

¹⁴⁵ Voir notamment l'ouvrage issu du colloque organisé le 25 novembre 2005 au Collège de France en commémoration du centenaire de Balázs : Pierre-Étienne WILL et Isabelle ANG (Éd.), *Actualité d'Étienne Balázs (1905-1963) – Témoignages et réflexions pour un centenaire*, Paris, Collège de France – Institut des Hautes Études Chinoises, 2010.

¹⁴⁶ AUBIN, Françoise, « Sinologie et politique. Autour d'Étienne Balázs (1905-1963) », dans *Études chinoises*, vol. XXVII, 2008, p. 147-148.

¹⁴⁷ Notamment sa fréquentation, sous le pseudonyme de Philippe, du groupe formé autour du marxologue Maximilien Rubel se réunissant rue des Plantes à Paris. Ce groupe informel est issu de l'éclatement de l'Union Ouvrière Internationale (UOI), qui prendra en 1958 le nom de Groupe d'étude et de réflexion puis, un peu plus tard, celui de Groupe communiste de conseils. Pour plus d'informations, voir AUBIN, Françoise, art.cit., p. 154-

Pour donner sa pleine signification à l'ensemble de son œuvre, il faut admettre qu'il n'était pas le savant désincarné, éloigné de toute réalité, que son abord assez froid laissait supposer. Non ! Il a été extraordinairement engagé dans les problèmes de son temps ; et il a devancé son époque en soupçonnant les dérives despotiques du régime maoïste¹⁴⁸.

La version espagnole de l'opuscule de Balázs – composé d'une petite quarantaine de pages – est précédée d'une note éditoriale structurée, comme pour les préfaces antérieures, en trois parties. La première partie, qui fonctionne à la manière d'une introduction, part d'une citation du texte de Trotski *La U.R.S.S. en guerra* écrit en 1939¹⁴⁹ – un an après l'élaboration du *Programme de Transition* et de la création de la Quatrième Internationale –, que les éditeurs commentent brièvement et utilisent pour critiquer – comme de l'intérieur – les héritiers officiels du trotskisme. Faisant remarquer qu'après la Seconde Guerre mondiale « [...] la Révolution n'a trouvé de prolongement dans aucun pays avancé, mais partout le prolétariat a plutôt reculé » (« la Revolución no halló su continuación en ningún país avanzado sino que el proletariado se vio rechazado hacia atrás en todas partes »), ils constatent que, malgré les conseils du maître, « [...] les héritiers officiels du trotskisme n'ont pas revu leur conception de l'époque et de ses forces, et ne se sont pas posé la question de savoir comment appréhender la perspective historique mondiale pour les prochaines décennies » (« los herederos oficiales del trotskismo no revisaron su concepción de la época actual y de sus fuerzas, ni llegaron a plantearse cómo apreciar la perspectiva histórica mundial para las próximas décadas »), et qu'ils sont de ce fait absolument dépassés par les nouveaux événements.

De la rupture avec la Quatrième Internationale, et contre le soutien inconditionnel que celle-ci apporte à l'URSS – qu'elle continue de qualifier d'« État ouvrier », bien que « dégénéré » –, fleurissent ce que les auteurs de l'introduction appellent les « trotskismes critiques », et que nous pourrions également qualifier de « gauche du trotskisme », constitués par l'ultragauche italienne réunie autour d'Amadeo Bordiga, par la revue « Socialisme ou Barbarie », ou par les organisations d'orientation conseilliste. Cette appréciation catégorique

160 ; ainsi que l'article « biographie de Serge Bricianer », *La question sociale. Revue libertaire de réflexion et de combat*, http://vivelasociale.org/revue-la-question-sociale/html/archives/AR_serger_bricianer.htm#_ftn32, et l'ouvrage VAN, Ngô, *Avec Maximilien Rubel... Combats pour Marx, 1954-1996, une amitié, une lutte*, Montreuil, L'Insomniaque, 1997, auxquels l'article de Françoise Aubin se réfère.

¹⁴⁸ AUBIN, Françoise, art. cit., p. 160.

¹⁴⁹ Nous la reproduisons ici : « Si a despecho de toda verosimilitud, durante la presente guerra o inmediatamente tras ella, la Revolución de Octubre no halla su continuación en uno de los países avanzados, si por el contrario, el proletariado se hallara por doquier rechazado hacia atrás, entonces tendríamos que plantear indudablemente la revisión de nuestra concepción de la época actual y de sus fuerzas motrices. Y la cuestión no sería saber qué etiqueta poner sobre la U.R.S.S. o sobre la pandilla estalinista, sino cómo APRECIAR LA PERSPECTIVA HISTÓRICA MUNDIAL para las próximas décadas, y acaso para los próximos siglos: ¿hemos entrado en la época de la revolución social y de la decadencia estalinista, o en la época de la decadencia y de la burocracia totalitaria? », « Nota editorial », dans BALÁZS, Esteban, *qué vendrá después del capitalismo ???*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973], p. 1.

du « trotskisme officiel » après Trotski, se clôt par une citation du texte de rupture avec la Quatrième Internationale de Natalia Sedova, veuve de Trotski. Dans sa lettre au Comité Exécutif de la Quatrième Internationale, elle reproche aux trotskistes, comme le font les auteurs du prologue, leur obsession pour les formules dépassées et leur obstination à qualifier d'État ouvrier l'État stalinien :

[...] vuestra crítica y vuestra lucha pierden valor y no pueden dar resultado porque vienen determinadas por vuestra posición de defensa del Estado estalinista y subordinadas a la misma. Quien defienda ese régimen de bárbara opresión abandona, independientemente de sus motivos, los principios del Socialismo y del Internacionalismo¹⁵⁰.

En l'auteur de conclure : « La seule issue à la situation présente, c'est la révolution socialiste, c'est l'auto-émancipation du prolétariat mondial¹⁵¹ » (« La única salida a la situación actual es la revolución socialista, es la auto-emancipación del proletariado mundial »).

La critique du trotskisme permet d'introduire, en deuxième partie de la préface, l'auteur de la brochure : Étienne Balázs. Après avoir souligné que Balázs est connu en France pour ses travaux sur la Chine, les auteurs reviennent sur son engagement politique, rappelant qu'il a été l'un des premiers à tenter d'actualiser la pensée révolutionnaire pour l'adapter à la nouvelle situation d'après-guerre – ce que n'ont pas fait les trotskistes officiels. Ils présentent ensuite le texte publié, indiquant qu'il est initialement paru en France en 1947 sous le pseudonyme de P-L. Tomori et que

Balázs no se limita en él a un definitivo ajustar las cuentas con un pasado que su misma terminología evidencia como trotskista o trotskyzante, sino que plantea en brillante síntesis “cómo apreciar la perspectiva histórica mundial” ante los más difíciles problemas, las más complejas situaciones y las más graves decisiones a que se enfrentaba el movimiento revolucionario¹⁵².

Les auteurs de la préface résument ensuite l'essentiel du contenu de la brochure : Balázs part de la critique des thèses que l'ex-trotskiste James Burnham a exposé dans son ouvrage publié à New York en 1941, *The Managerial Revolution* et, passant en revue des sujets très variés¹⁵³, organise son propos autour de trois grandes questions – « El socialismo ha de naufragar en el estatismo? ; Es posible un régimen post-capitalista que no sea el socialismo? ; Es el socialismo algo posible, algo ineluctable? » – et de deux axes majeurs : le concept de capitalisme d'État appliqué aux diverses formes sociales de son temps, et notamment à l'URSS, et la possibilité – voire même la nécessité urgente – du passage au socialisme. En effet, dans

¹⁵⁰ « Carta de Natalia Sedova Trotsky al Comité Ejecutivo de la IV Internacional (México 1951) », cité dans le préface à BALÁZS, Esteban, *qué vendrá después del capitalismo ???*, op. cit., p. 1.

¹⁵¹ *Idem*.

¹⁵² « Nota editorial », dans BALÁZS, Esteban, *qué vendrá después del capitalismo ???*, op. cit., p. 2.

¹⁵³ Ainsi, le capitalisme classique, le travail salarié, le léninisme, la bureaucratie, l'économie de guerre, les nouveaux courants de pensée ou le concept de socialisme, pour n'en citer que quelques-uns.

son opuscule, Balázs distingue trois étapes dans l'évolution du capitalisme – sans que les limites entre elles soient strictement arrêtées – depuis la fin du XVIII^e siècle¹⁵⁴ : le capitalisme classique (ou libéralisme, au XIX^e siècle), le haut capitalisme (ou impérialisme, premier tiers du XX^e siècle) et le bas capitalisme (ou capitalisme d'État, à partir de la crise de 1929). Le capitalisme d'État prend, d'après l'auteur, trois grandes formes historiques : celle du National-socialisme allemand, celle du National-capitalisme que Balázs associe à la voie anglo-saxonne, et celle du « Socialisme-national¹⁵⁵ » de l'URSS. S'attardant davantage sur le cas russe, il s'évertue à montrer les erreurs de Lénine : celui-ci, bien qu'il ait défini le régime russe comme une espèce hybride de capitalisme d'État, pense que la classe ouvrière va en tirer parti. En ce sens, Balázs affirme que :

Lo importante es que el bastardo sucesor del socialista Lenin -el contrarrevolucionario Stalin-, es un auténtico leninista en tanto que constructor del Capitalismo de Estado [...]. Continuar la obra de Lenin en la dirección prescrita por las circunstancias no era pues, en modo alguno, traicionar su pensamiento. Pero presentar tal expediente como la construcción del socialismo fue más que una simple razón de Estado, fue toda una impostura¹⁵⁶.

Il s'attache également à dénoncer les travers de Trotski. S'il considère que Staline a dévoyé la révolution, il est cependant coupable, selon le mot de Balázs, de s'accrocher à la fiction d'un État ouvrier, affirmant qu'il suffirait de changer quelques leaders pour le redresser. Et l'auteur de conclure : « Extraño marxismo éste, que recuerda más bien a una concepción histórica superada hace tiempo, incluso en el seno de la ciencia burguesa, según la que algunos individuos-jefes podrían cambiar arbitrariamente a su antojo el curso de los acontecimientos¹⁵⁷. » Par ailleurs, se caractérisant par un étatismes – c'est-à-dire ici la concentration du capital dans les mains de l'État – assujetti à l'économie de guerre, le capitalisme d'État est voué à la destruction totale puisqu'il institue « la production des moyens de destruction comme son mode de production normal¹⁵⁸ » (« la producción de los medios de destrucción como su modo de producción normal »). L'alternative qui s'offre tient en la formule « Socialisme ou barbarie », ou dans les termes de Balázs : « VIVIR EN EL SOCIALISMO O

¹⁵⁴ Moment où, d'après l'auteur, le capitalisme devient le régime économique et social dominant en Europe occidentale.

¹⁵⁵ L'auteur met lui-même le mot « socialisme » entre guillemets, considérant que l'URSS n'est pas un régime socialiste. À la question posée sur la nature du régime de l'URSS, Balázs répond : « EL RÉGIMEN SOVIÉTICO ES UNA SOCIEDAD DE TRANSICIÓN ENTRE EL PRE-CAPITALISMO Y EL POST-CAPITALISMO, CARACTERIZADO POR UN CAPITALISMO DE ESTADO. », dans BALÁZS, Esteban, *qué vendrá después del capitalismo ???*, op. cit., p. 12.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 11.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 5.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 4.

NAUFRAGAR EN LOS DIVERSOS MODOS DEL SIN-SENTIDO Y DE LA MUERTE A PLAZO MÁS O MENOS BREVE¹⁵⁹. »

La préface se termine par une troisième partie dans laquelle les éditeurs s'emploient à montrer l'actualité du texte de Balázs. Si, comme il est dit de façon caustique, « [a]près Burnham et Balázs, nombre des sujets ici traités ont été “découverts” par les penseurs actuels¹⁶⁰ » (« Después de Burnham y Balazs, muchos de los temas aquí tratados han sido “descubiertos” por los actuales pensadores »), il n'en reste pas moins pour les auteurs que :

[e]l texto escrito por Balazs en la inmediata post-guerra es hoy plenamente actual, llevando mucha ventaja a los textos de los teóricos de la llamada “izquierda”: es más claro, más global, con un mayor sentido de la totalidad de la problemática en cuestión; sus análisis y pinceladas descriptivas resultan más conscientes, más avanzados y más radicales que los que habitualmente tenemos en mano¹⁶¹.

La présentation du texte de Balázs se conclut une fois encore sur une note de grand optimisme, puisque pour les auteurs, le processus révolutionnaire dans sa pratique quotidienne répond aux questions posées plus de vingt ans en arrière : en affirmant que le socialisme ne « naufragera pas » dans le stalinisme, qu'il est le seul régime post-capitaliste possible, qu'il est inévitable.

Ces deux textes, que nous avons choisi d'analyser conjointement du fait de leur ressemblance thématique, vont tout d'abord dans le sens d'un anti-léninisme farouche. En outre, interrogeant la nature du régime soviétique, tous deux définissent l'État stalinien comme une forme de capitalisme d'État. Enfin, les deux auteurs ayant été proches du trotskisme dans leur parcours politique, ils en viennent à le critiquer – du moins dans sa version officielle – pour sa défense de l'État soviétique comme « État ouvrier dégénéré ». En remettant ces textes au goût du jour, c'est donc une critique des formations léninistes et trotskistes espagnoles que le MIL effectue au travers d'« Ediciones Mayo-37 ».

3.2.3. Réflexions sur le capitalisme et études de cas sur la situation espagnole

3.2.3.1. L'ultra-gauche française : de l'Internationale Situationniste à Révolution Internationale

La brochure *Sobre la miseria en el medio estudiantil (considerada bajo sus aspectos económicos, políticos, psicológicos, sexual y particularmente intelectual y sobre algunos medios*

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 37.

¹⁶⁰ « Nota editorial », dans BALÁZS, Esteban, *qué vendrá después del capitalismo ???*, op. cit., p. 2.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 3.

para remediarlo)¹⁶², est une des premières traductions en espagnol¹⁶³ du pamphlet *De la misère en milieu étudiant, considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, rédigé par des membres de l'Internationale situationniste et des étudiants de Strasbourg, et publié pour la première fois en novembre 1966 à l'Université de Strasbourg par l'AFGES (Association Fédérative Générale de Étudiants de Strasbourg), section locale de l'UNEF¹⁶⁴. La traduction et reproduction de la brochure est précédée par un texte d'« Ediciones Mayo-37 » qui présente les situationnistes et leur théorie, notamment à travers la citation de plusieurs passages du « questionnaire » paru dans le n°9 de l'Internationale Situationniste (I.S.) d'août 1969. L'ascendant intellectuel des situationnistes sur les auteurs de cette préface devient évident lorsque ceux-ci attribuent, par exemple, à l'I.S. non seulement

[...] el mérito de haber hecho la crítica moderna del Capital y de todas sus nuevas alienaciones en pleno periodo contrarrevolucionario, sino también de haber iniciado el aspecto primordial de la crítica revolucionaria: la crítica de la vida cotidiana¹⁶⁵.

Après avoir présenté brièvement quelques éléments basiques de la théorie situationniste, les éditeurs dressent un petit historique de l'I.S. : rencontre des membres en 1957 autour de la critique du surréalisme, de l'urbanisme et de l'art et formation du groupe ; action pratique – malgré le fait qu'il s'agisse avant tout d'un groupe de théoriciens – qui culmine en mai 68, à laquelle l'I.S. participe activement essayant de détruire les barrières qui empêchent l'union des prolétaires – d'abord au sein du Comité d'Occupation de la Sorbonne que les membres de l'I.S. abandonnent déplorant la passivité des étudiants, puis dans le Conseil pour le maintien des occupations – ; puis, enfin, disparition de l'I.S. en 1969¹⁶⁶. Finalement, les auteurs de cette introduction rappellent les conditions de la parution de la brochure en France, et le scandale

¹⁶² *Sobre la miseria en el medio estudiantil*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973].

¹⁶³ D'après « Ediciones Mayo-37 », le texte aurait déjà circulé en Espagne en 1968, reproduit par les étudiants de Saragosse et de Madrid, mais nous ne sommes pas parvenue à en trouver des exemplaires. Par ailleurs, une publication du texte a été réalisée postérieurement par Anagrama : *Sobre la miseria en el medio estudiantil*, Barcelone, Anagrama, 1977. La traduction du texte, attribuée à « Ediciones Mayo-37 », est révisée par Angels Martínez Castells. Cette édition inclut également une traduction par Angels Martínez Castells du texte publié dans le numéro 11 d'« Internationale Situationniste » (octobre 1967) : « Nos buts et nos méthodes dans le scandale de Strasbourg ». Dans la note d'introduction, il est en outre précisé que : « Esta es la primera edición legal en España de *Sobre la miseria en el medio estudiantil*. En 1968 se habían hecho ediciones clandestinas en Zaragoza y Madrid. También fue editado en castellano, en Francia, por las Ediciones mayo 37. »

¹⁶⁴ Cette brochure étant largement connue et accessible, nous ne commenterons ici que les remarques des éditeurs.

¹⁶⁵ « Prólogo », dans *Sobre la miseria en el medio estudiantil*, *op. cit.*

¹⁶⁶ Une fois de plus, nous retrouvons ici des traces de la fascination que les situationnistes exercent sans doute sur les auteurs, puisque parlant de la disparition d'I.S., ils reproduisent de façon acritique cette phrase tirée de DEBORD, Guy et SANGUINETTI, *La véritable scission dans l'internationale. Circulaire publique de l'Internationale Situationniste*, Paris, Champ Libre, 1972 : « La I.S. desapareció (1969) cuando las masas se apoderaron de su contenido subversivo. Cuando se generalizó su crítica en el movimiento real. »

qu'elle a suscité ; ils en proclament l'actualité soulignant la ressemblance des circonstances entre le moment de sa publication en France et le moment contemporain espagnol.

Ce texte, quelque peu expéditif au regard des autres préfaces étudiées, se conclut sur une phrase tranchante : « Los que no ven en este texto más que una narración histórica y no tratan de encontrar en él elementos necesarios para el análisis y la superación de su propia realidad, “no hacen más que cavar su propia tumba”¹⁶⁷. »

*Vamos hacia un nuevo 29*¹⁶⁸ est la réunion en une seule publication du texte « *Vamos hacia un nuevo 29?* » signé par Cespéd Giné, et d'extraits du texte « *Voluntarismo y confusión: a propósito del abandono no reformista del “Catastrofismo Revolucionario”* » signé par R. Victor, parus respectivement dans les numéros VI et VII de la revue « *Révolution Internationale* »¹⁶⁹ en janvier-février et mars-avril 1972.

La préface sans titre de ces textes est assurée par les éditeurs, dont l'identité est toujours dissoute, englobée dans le terme générique « *Ediciones Mayo-37* », et datée de février 1973. Ce texte s'ouvre sur une épigraphe de *Socialisme ou Barbarie*¹⁷⁰ datant de 1964 et, suivant une analyse marxiste, met l'accent sur les « crises »¹⁷¹ : celles-ci sont entendues comme les manifestations suprêmes des contradictions fondamentales du capitalisme, mais également comme la porte d'entrée d'une période potentiellement révolutionnaire pour peu que les masses soient prêtes – c'est-à-dire qu'elles aient la conscience et l'autonomie de classe suffisantes. Le texte de « *Ediciones Mayo-37* », divisé en trois parties, débute par le commentaire de cette épigraphe dont l'essence est résumée en une phrase concluante : « Parler des crises du système capitaliste, c'est parler de la possibilité de la révolution » (« *Hablar de las crisis del sistema capitalista es hablar de la posibilidad de la revolución* »).

Dans la première partie, les auteurs soulignent en premier lieu l'existence de conditions à la fois objectives et subjectives pour le développement du processus révolutionnaire, trouvant ainsi un juste milieu entre ce qu'ils appellent une position « catastrophiste » (« *catastrofista* »)

¹⁶⁷ « *Prólogo* », dans *Sobre la miseria en el medio estudiantil*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973], p. 4. Dans un souci de correction, nous avons ajouté les accents manquants dans le texte original.

¹⁶⁸ *Vamos hacia un nuevo 29*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [février 1973].

¹⁶⁹ Il s'agit de l'organe d'expression du groupe « *Révolution Internationale* », qui deviendra plus tard la section en France du Courant Communiste International (CCI), une organisation marxiste internationaliste défendant l'auto-organisation des luttes du prolétariat à travers les conseils ouvriers mais se distinguant des conseillistes par le rôle attribué au Parti – celui-ci devant tracer les orientations politiques du prolétariat sans le diriger.

¹⁷⁰ Il s'agit de la revue publiée de 1949 à 1965 par le groupe révolutionnaire du même nom – reprenant en cela la formule « *Socialisme ou barbarie* » utilisée pour la première fois en 1916 par Rosa Luxemburg. Il s'agit d'une organisation d'orientation anti-léniniste, développant un marxisme antidogmatique, et proche du communisme de conseils.

¹⁷¹ En majuscules dans le texte.

– qui ferait de la révolution un processus inévitable, résultat exclusif du système capitaliste et de ses contradictions –, et une position « volontariste » (« voluntarista ») – qui met la révolution sur le compte de la seule capacité combative du prolétariat, sur son niveau de conscience et sur l’activité de son avant-garde. Ils en viennent ensuite à souligner le mouvement évolutif constant du capitalisme, sa capacité à se régénérer et à s’adapter, mais également sa tendance à reproduire, de façon chronique, les problèmes résultant de ses contradictions internes. D’où la question qui se pose en fin de première partie en ces termes : « [...] pese a las diferencias concretas de la situación del capitalismo actual y de sus nuevos mecanismos en proceso de desgaste a que ha ido recurriendo hasta ahora, no podemos por menos que preguntarnos: VAMOS HACIA UN NUEVO 29^{172?} »

Dans la deuxième partie de la préface, les auteurs reviennent sur la question économique espagnole, remarquant que les études sur le sujet tendent à insister sur les « peculiaridades de las estructuras políticas y económicas del franquismo. » Or, d’après eux, malgré l’existence de « unas trabas al crecimiento propias del pasado y [a la] evolución del capitalismo en España, de unas estructuras muy poco flexibles y anticuadas », il ne faut pas oublier que dans les années cinquante, si l’accumulation du capital est entravée par de graves défauts de structure, « el régimen no desapareció sino que pasó a vincularse más y más al capital extranjero creando para el mismo las condiciones favorables e indispensables mediante el Plan de Estabilización de 1959¹⁷³ ». Les auteurs de ce texte mettent ainsi le doigt sur un élément essentiel : la situation économique de l’Espagne se détériore de façon croissante, d’autant qu’elle est toujours plus vulnérable aux récessions et crises internationales, tandis que le régime tend à se durcir pour faire face à ses faiblesses structurelles. Pourtant, contre les thèses mécanicistes, les expériences de crise passées montrent que le régime ne s’effondre pas de lui-même, et que rien ne peut remplacer l’action résolue des travailleurs en lutte, « non seulement contre le caractère retardataire de certaines structures du capitalisme espagnol mais encore contre le système capitalisme lui-même¹⁷⁴ » (« no sólo contra el carácter retardatario de ciertas estructuras del capitalismo español sino contra el sistema del capitalismo en sí »). Aussi, « Ediciones Mayo-37 » met l’accent, comme il le faisait dans la préface à Berneri, sur la nécessité d’un combat qui dépasserait largement les bornes géographiques de l’Espagne, et idéologiques de l’antifascisme – antifascisme partagé par la bourgeoisie –, pour s’attaquer directement au système capitaliste mondial, réaffirmant en cela son internationalisme :

¹⁷² Préface de « Ediciones Mayo-37 » à *Vamos hacia un nuevo 29*, op. cit., p. 2. En majuscules dans le texte.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 3.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 4.

En definitiva, no se trata de luchar sólo contra el fascismo sino contra el sistema económico, no se trata de enfrentarse a las contradicciones del capitalismo español sino a todo el capitalismo internacional, no se trata de un combate localista sino de una lucha de alcance mundial. En vez de una línea revolucionaria a partir de estudios económicos del franquismo y de las crisis de un capitalismo aislado y como distinto del de los países avanzados, se trata de una línea de revolución internacional y del estudio de la crisis mundial del capitalismo¹⁷⁵.

Dans la brève troisième partie de ce texte introductif, les auteurs présentent sommairement les deux textes publiés dans cette brochure. Ils louent le premier à la fois pour le caractère actuel de son analyse et pour sa capacité à passer du général au particulier, et du particulier au général, dans une dialectique féconde. Ils exposent par la suite les interprétations faites du concept marxiste de « crise », qu'ils considèrent erronées : premièrement, ils critiquent la lecture qui ferait de la baisse du taux de bénéfice une tendance absolue annonçant la crise finale ; ensuite, ils récusent les interprétations de la crise en tant que phénomène découlant d'une situation de sous-consommation – moins de demande pour la même offre. Se rapportant aux volumes II et III du *Capital*, ils considèrent pour leur part que la crise est toujours avant tout une crise de surproduction – augmentation de l'offre et stagnation de la demande –, découlant du mouvement intrinsèque d'accumulation du capital qui exige sa reproduction élargie. Dans ce contexte, le deuxième texte édité est l'occasion pour les auteurs de réaffirmer l'importance de la fidélité à la conception marxiste de la crise, en même temps qu'il permet d'ouvrir un débat sur la question¹⁷⁶.

3.2.3.2. La dynamique de la lutte des classes à Barcelone : études de cas

Le *Dossier Térmica San Adrián del Besós*, également publié par « Ediciones Mayo-37 », est une brochure d'une quarantaine de pages retraçant le déroulement du conflit qui a lieu à San Adrián del Besós entre la fin du mois de mars et le début du mois d'avril 1973, puis le mouvement de solidarité qu'il occasionne. Le texte est une compilation de différents documents et de notes extraits de *CNT informa*, de *Voz Obrera*, d'*API* et du *Boletín de informaciones de CC.OO*. Il rend compte de la grève qui s'est déroulée dans les trois grandes entreprises présentes dans la région – CONTROL Y APLICACIONES, SADE et COPISA – suite à la formation d'une plateforme commune réunissant les noyaux les plus combatifs des trois entreprises et des éléments des Commissions Ouvrières. Il s'agit de la « Comisión Obrera Conjunta de SADE,

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 4-5.

¹⁷⁶ « La importancia de la fidelidad a la concepción marxista de la crisis y su vigencia actual es considerable para la teoría y la práctica revolucionaria. Recogemos pues en anexo amplios extractos de un polémico artículo de R. Victor [...] como adecuado complemento del estudio de C. Giné y punto de referencia para abrir debate », *Ibid.*, p. 6.

COPISA y CONTROL », qui suite à la tenue d'assemblées dans les réfectoires des entreprises, élabore une liste de revendications présentée le 29 avril à la direction des entreprises. Celles-ci ne répondant pas dans le délai accordé, le 2 avril la grève est totale dans les trois entreprises. La police répondant par les armes – plusieurs dizaines de blessés –, le conflit va petit à petit s'étendre, rencontrant la solidarité des habitants de Sant Adrià et des ouvriers des entreprises voisines. La police répond à nouveau par la violence, faisant un mort et déclenchant cette fois-ci une vague de solidarité – ouvrière mais également étudiante, citoyenne et populaire – d'abord dans toute la zone (Barcelone, Vallès, Baix Llobregat), puis dans le reste du pays (Madrid, Grenade, Séville, Vigo, etc.). Le déroulement du conflit occupe une place importante dans la brochure, notamment la question de l'auto-organisation du mouvement en cours. Aussi, si les CC.OO. sont bien présentes dans le comité conjoint, il est tout de même précisé qu'il ne s'agit là que d'une unité tactique, « [...] sin que ello significase la pertenencia a Comisiones Obreras o la aceptación de la línea política por ellas preconizada¹⁷⁷ ».

Par ailleurs, l'accent est également mis sur le mouvement de solidarité qui naît et s'étend suite à l'intensification de la répression policière, celle-ci étant comprise comme la réaction à l'augmentation constante des luttes ouvrières et étudiantes des dernières années, et notamment à la « retoma por parte del movimiento obrero español de sus dos armas fundamentales: LA SOLIDARIDAD Y LA ACCIÓN DIRECTA¹⁷⁸ ». Ce dossier, sous forme de compte-rendu, est précédé par un petit texte d'introduction signé par « Ediciones Mayo-37 » qui, sur un ton qui aujourd'hui nous paraît largement optimiste et reprenant exactement les mêmes termes qui clôturaient la préface de l'œuvre de Berneri¹⁷⁹, annonce que :

Lo nuevo en las luchas actuales y su fuerza revolucionaria radica en que las condiciones de la revolución comunista existen ya ahora: su desencadenamiento es sólo cuestión de circunstancias. El capitalismo se halla efectivamente amenazado por la menor chispa¹⁸⁰.

Les éditeurs en veulent pour preuve la recrudescence des luttes de la classe ouvrière, dont celle de Sant Adrià del Besòs ne constitue qu'un exemple. Pour eux, en accord avec la vision quelque peu enthousiaste déjà mentionnée, le mouvement ouvrier espagnol serait en pleine mutation : de la réalisation de grèves sauvages en marge des avant-gardes dirigistes, il serait passé à la construction de sa propre « Organisation de Classe ». Aussi, ils lisent la rupture qu'effectue une partie du mouvement ouvrier avec le réformisme du PC et des Commissions Ouvrières (contrôlées par ce dernier) comme le premier pas vers l'« Organisation de Classe »,

¹⁷⁷ *Dossier Térmica San Adrián del Besós*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973], p. 5.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 7.

¹⁷⁹ Voir page 147.

¹⁸⁰ *Ibid.*, page non numérotée. En majuscules dans le texte.

qui sera d'après eux suivi d'une opposition rigoureuse à toutes les tentatives d'imposition de nouveaux dirigismes au sein du mouvement ouvrier de la part des groupuscules. La conclusion, teintée là aussi d'un grand optimisme, est claire et ne laisse pas planer de doutes sur leur propre position idéologique :

La clase obrera toma conciencia de su situación en el curso de su propia lucha; se organiza en la misma base, en fábricas y barrios; no admite una separación entre dirigentes y ejecutantes en el seno de la organización revolucionaria; lucha ya desde ahora por una sociedad en la que la emancipación de los trabajadores sea la obra de los trabajadores mismos, una sociedad sin clases¹⁸¹.

*Sobre la organización de clase, Barcelona 1973*¹⁸², est une brochure de plus de quatre-vingt pages, dotée d'une préface de trois pages divisée en trois parties, qui s'inscrit pleinement dans la suite du texte précédent, dans la mesure où l'analyse porte sur le développement du mouvement ouvrier à Barcelone, et très précisément sur la question organisationnelle et son évolution dans les dernières années.

Dans un premier moment, les auteurs de ce préambule – s'exprimant à travers un « nosotros » aux contours flous – font un bilan sommaire de l'état du mouvement ouvrier à travers l'étude du cas barcelonais. D'après eux, le mouvement ouvrier mondial est sorti d'une phase contrerévolutionnaire en adoptant de nouvelles formes d'organisation, et l'on peut facilement suivre son évolution en parcourant le cheminement du débat sur les formes organisationnelles qui a eu lieu au sein du mouvement ouvrier de Barcelone – notamment autour de la dialectique dirigisme/autonomie. Cette polémique est, à Barcelone, au cœur même de la formation et de l'évolution des Commissions Ouvrières. La première divergence concerne l'interprétation de ce que doivent être ces commissions, entre organisation de masse sujette au dirigisme du Parti Communiste et embryon d'un syndicat ouvrier à l'occidentale. Ces différends ont mené à des crises internes et à la consolidation des positions anti-réformistes, s'accompagnant une fois de plus de l'apparition de deux tendances qui ont en partie échoué : celle des groupuscules dirigistes d'inspiration léniniste (« grupúsculos vanguardistas ») qui, prônant des alternatives radicales, « savaient qu'ils n'avaient pas la force de les mettre en pratique » (« sabían que carecían de fuerza para ponerlas en práctica »), et celle des groupes autonomes (« grupúsculos anti-grupusculares (por así llamarlos) ») qui ont réussi à encadrer des masses plus importantes en nombre « à la condition de ne pas envisager d'alternatives

¹⁸¹ *Idem*. Les auteurs soulignent.

¹⁸² [NÚÑEZ, Ernest], *Sobre la organización de clase, Barcelona 1973*, Ediciones Mayo-37, [1974].

d'ensemble¹⁸³ » (« a condición de no plantear alternativas de conjunto »). Le développement du mouvement « Plataformas de Comisiones Obreras » n'a pas réussi, lui non plus, à enrayer cette dualité originelle, c'est pourquoi les auteurs concluent que :

Así pues, cuando en Plataformas empezó a hablarse con insistencia de la necesidad de construir la Organización de Clase, todo el mundo se apropió la iniciativa a la que daba interpretaciones no sólo divergentes sino irreconciliables:

- según unos, se trataba de cerrar el paso al llamado "peligro sindicalista",
- según otros, se trataba de hacer frente al peligro dirigista, es decir, a la ("Organización de Clase" concebida en tanto que partido o futuro partido, en tanto que vanguardia dirigente separada de su organización de base)¹⁸⁴.

Dans la deuxième partie de cet avant-propos, intitulée « Enfoque », les auteurs présentent le texte publié comme une synthèse des réflexions et des débats autour de l'alternative qu'est pour eux la « Organización de Clase » (O.C.), qui doit servir de point de départ pour un approfondissement de la réflexion. En ce sens, ils souhaitent soustraire le texte aux polémiques et aux querelles de clocher, et retenir ainsi les diverses contributions à la discussion jugées positives¹⁸⁵, l'idée étant de comprendre que « la O.C. es algo distinto a cuanto se ha hecho hasta ahora –una nueva alternativa– y que sólo puede ser entendida despojándose de una vez de los esquemas tradicionales que venimos arrastrando¹⁸⁶... »

Dans la troisième et dernière partie de l'introduction, les auteurs s'efforcent de montrer l'intérêt de l'étude publiée, en insistant sur sa valeur documentaire concernant le mouvement ouvrier de Barcelone, sur l'importance, pour le développement concret des luttes de classe, des débats apparemment formalistes, et finalement sur la nécessité de formuler clairement le projet révolutionnaire à défendre, afin de comprendre le sens des luttes de la classe ouvrière, dans la mesure où

[...] es a partir de las características de la sociedad por la que luchamos (antiautoritarismo, antiburocratismo, sentido democrático, radicalidad, etc.) que debe regir sus pasos la Organización de Clase, emprendiendo así con plena autenticidad el combate revolucionario aquí y ahora¹⁸⁷.

¹⁸³ « Prólogo », dans [NÚÑEZ, Ernest], *Sobre la organización de clase. Barcelona 1973*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1974], p. 1.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 1-2.

¹⁸⁵ Quatre grands axes sont dégagés : la O.C. se doit d'être unitaire et de réunir les luttes de base et celle d'avant-garde ; elle lutte pour la dictature du prolétariat comprise comme la première phase de la société communiste et non pas comme phase de « transition » qui se prolongerait indéfiniment ; la O.C. doit respecter scrupuleusement la démocratie ouvrière ; et enfin, en tant qu'anticapitaliste et qu'*antiintegradora*, elle se déclare à fois anti-dirigiste et anti-sindicaliste.

¹⁸⁶ [NÚÑEZ, Ernest], *Sobre la organización de clase, op. cit.*, p. 2.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 3.

Nous allons, pour finir, examiner plus rapidement le texte *La lucha en barrios*¹⁸⁸, pour deux raisons fondamentales. Tout d'abord, parce qu'il s'agit de la réédition du n°2 de la revue COMUNA, du groupe « Unión Comunista de Liberación (U.C.L.) » sur lequel nous avons trouvé très peu d'informations. Nous savons uniquement qu'il est une formation politique fondée en 1971 par un secteur des *Círculos de Formación de Cuadros* à l'initiative des Plataformas de CC.OO. Par ailleurs, il participe en 1976 à la *Mesa para la Unificación de la Izquierda Revolucionaria* qui en 1977 donne naissance au *Movimiento de Liberación Comunista*¹⁸⁹. Deuxièmement, ce texte, publié en deux parties distinctes, porte la mention « Distribuido y editado por Ediciones Mayo-37 », mais n'est assorti d'aucune note éditoriale. Cependant, il est intéressant de se pencher un instant sur son contenu. Cette étude sur les luttes de quartier part du postulat que la lutte des classes ne doit point se cantonner à la lutte ouvrière dans les entreprises – qu'il s'agisse du seul front de lutte (propre au syndicalisme) ou d'un front complété par la lutte politique parlementaire (propre à la social-démocratie) –, mais s'élargir à tous les niveaux de la vie sociale.

L'idée principalement développée est celle du quartier comme espace où se prolonge l'exploitation qui a cours dans l'entreprise. Il s'agit ainsi d'un lieu d'exploitation économique et idéologique, mais le quartier devenant un front possible de lutte, il est également le site de nouvelles revendications, ou de nouvelles expériences de vie collective¹⁹⁰ et d'intégration d'autres couches sociales aux luttes ouvrières¹⁹¹. Les auteurs insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas vraiment d'étendre la lutte ouvrière telle qu'elle se développe dans les usines aux quartiers, mais bien plutôt de faire du quartier un front nouveau de lutte ouvrière. En tant que lutte spécifique, la lutte dans les quartiers nécessite une stratégie propre. Pour les auteurs, il faut d'abord préciser le contenu politique de la lutte dans les quartiers, c'est-à-dire insister sur le caractère de classe de ces luttes, en ayant comme horizon une abolition des classes, un horizon révolutionnaire permettant d'éviter le réformisme potentiel d'une lutte qui serait strictement populaire – qui n'aspirerait donc qu'à des améliorations politiques. Il faut également en définir les objectifs : si la lutte dans les quartiers est une partie du mouvement ouvrier, ses objectifs

¹⁸⁸ *La lucha en barrios*, COMUNA revista política de Unión Comunista de Liberación (U.C.L.) n°2, 1^a y 2^a parte, [s.l.], Ediciones Mayo-37, janvier 1973

¹⁸⁹ La *Biblioteca del Pavelló de la República de la Universitat de Barcelona* abrite un fonds d'archives sur ce groupe. À ce jour, nous n'avons trouvé aucun travail scientifique dont il serait l'objet.

¹⁹⁰ Le quartier permet ainsi le développement de nouvelles formes de vie en commun, et peut être un lieu d'autogestion politique.

¹⁹¹ Les auteurs précisent bien qu'il s'agit d'incorporer de nouvelles couches sociales aux luttes ouvrières – puisqu'elles subissent la même exploitation dans le quartier – et non pas de développer un mouvement à partir des intérêts propres de ces couches sociales – qui ne coïncident pas forcément sur tous les points avec ceux de la classe ouvrière. Cependant, l'existence d'un mouvement populaire n'est pas réprouvé à partir du moment où celui-ci reste second par rapport au mouvement ouvrier et ne l'absorbe pas.

ultimes seront ceux de ce dernier – c'est-à-dire, pour l'essentiel, la suppression du capitalisme et la prise du pouvoir, même s'il s'agit plus immédiatement de réaliser une sensibilisation politique.

Les auteurs de cet article examinent par la suite les formes d'organisation les plus adéquates pour mener à bien la sensibilisation politique des masses au niveau du quartier. Après avoir écarté, pour diverses raisons, les organisations ouvrières d'entreprise, les associations de quartiers, et le Parti révolutionnaire, ils défendent la nécessité d'une organisation propre,

[...] distinta a la de las empresas, con un nivel político superior a las organizaciones de vecinos reivindicativas o culturales que recoja la lucha de las masas y le dé un contenido político, aglutinando a los elementos más conscientes de esas masas y que tengan una postura política de lucha contra el sistema independientemente de que hayan alcanzado o no una alternativa general al sistema científico¹⁹².

Autrement dit, il s'agit de promouvoir des *Comisiones Obreras de Barrio*, calquées sur celles de l'entreprise, qui constitueraient une organisation autonome vis-à-vis du Parti, une organisation unitaire et clandestine, et qui accorderaient une place centrale à la formation. Les auteurs définissent ensuite certains critères d'organisation de ces commissions, ainsi que les principales tâches qui leur reviendraient. Finalement, les auteurs abordent la question des formes que doit ou peut adopter la lutte au niveau du quartier : formes de luttes légales – travail au sein des centres et des associations de quartier, réalisation d'assemblées –, et formes de luttes illégales – distribution de tracts, réalisation de graffitis, collecte d'argent pour développer la solidarité, organisation de sit-in, de coupures de circulation, réalisation de boycotts et même d'actions violentes ponctuelles.

La lucha en barrios, quoique dépourvu de commentaire de la part des éditeurs, est intéressant à plusieurs égards : étant un peu moins théorique que les textes précédents, cet opuscule propose une praxis à développer dans les quartiers, défendant l'idée que la lutte des classes englobe l'ensemble de la vie sociale et se manifeste donc à tous ses niveaux, ce qui entre en consonance avec les idées développées par « Mayo-37 » jusque-là. Sur un plan plus général cette fois, la réédition et diffusion de ce numéro de la revue COMUNA par « Ediciones Mayo-37 » indique que les éditeurs maintiennent des contacts avec ce que l'on pourrait appeler, pour reprendre leur termes, « le mouvement réel », à travers les liens tissés avec un groupe ayant un certain ancrage au niveau local – les quartiers de Barcelone.

¹⁹² *La lucha en barrios*, COMUNA Revista política de Unión Comunista de Liberación (U.C.L.), n°2, segunda parte, [s.l.], Ediciones Mayo-37, janvier 1973, p. 2.

3.2.4. Dans la ligne de mire : la violence et la solidarité révolutionnaires au crible d'« Ediciones Mayo-37 »

Le texte *Violencia revolucionaria, Barcelona 73*¹⁹³ a un statut particulier du fait, en premier lieu, qu'il est coédité par les « Grupos Autónomos de Combate » (GAC) et les « Ediciones Mayo-37 »¹⁹⁴. De plus, il est composé de trois textes distincts, mais émanant tous trois du MIL-GAC – « Hacia el Comunismo », « Reflexiones sobre la violencia » et « Víctimas de la represión y víctimas de los “organizadores de la solidaridad” » – le tout précédé d'une introduction également co-signée. En second lieu, cette brochure est singulière en ce qu'elle intervient après les arrestations de septembre 1973, et qu'elle est précisément motivée par elles.

En effet, dès l'introduction, les auteurs rappellent la capture par la *guardia civil* de José Lluís Pons Llobet et d'Oriol Solé Sugranyes le 16 septembre 1973 près de la frontière française, ainsi que les arrestations de Santiago Soler Amigó, Xavier Garriga et Salvador Puig Antich le 24 du même mois, tandis que la police fait des descentes aux domiciles de plusieurs ouvriers et procède à de nouvelles arrestations. Ils dénoncent ensuite le canular policier dont se sont faits complices les journaux qui ont tous publié la nouvelle des arrestations dans les pages de faits divers, qualifiant les détenus de « peligrosa banda de gángsteres ». Par ailleurs, ce texte nous paraît être fondamental, dans la mesure où il rend explicite le lien existant entre le MIL et les « Ediciones Mayo-37 », non seulement du fait de la co-paternité de la publication, mais encore par l'association directe qu'il établit dans l'introduction entre les auteurs de la brochure et leurs camarades arrêtés – « camaradas », usage d'un pluriel inclusif, etc. Les trois textes publiés à la suite doivent ainsi être « [...] la meilleure information sur nos activités » (« la mejor información sobre nuestras actividades »). Le premier texte est « [...] una reproducción de lo que en su día sirvió para marcar el carácter de nuestras actividades », le second se compose d'une série de « [...] notas explicativas, críticas y auto-críticas del problema de la agitación armada, posteriores a la fecha en que los camaradas han caído », le dernier comporte un intérêt tactique immédiat puisqu'il doit « [...] tracer une ligne nette entre nous et les “organisateur”

¹⁹³ *Violencia revolucionaria, Barcelona 73*, [s.l.], Grupos Autónomos de Combate y Ediciones Mayo-37, octobre 1973.

¹⁹⁴ Cette publication conjointe du GAC – relié au MIL par la signature GAC-MIL apparaissant dans la revue – et des « Ediciones Mayo-37 » répond à la question de savoir si un rapprochement entre le MIL et les « Ediciones Mayo-37 » était possible à l'époque. En effet, si *a priori* et pour des mesures de sécurité (volonté de protéger les deux entreprises, en particulier la seconde, puisque la première impliquait un risque plus immédiat de chute), les deux projets ne devaient pas être assimilables, cette coédition lève toute ambiguïté et tout doute possible.

de la solidarité¹⁹⁵ » (« trazar una línea neta entre nosotros y los “organizadores” de la solidaridad »).

« Hacia el Comunismo » est une somme d’extraits de différents textes publiés précédemment, comprenant notamment le texte de dissolution, ou le texte « Guerra de clases 1937, guerra de clases 1973 » qui servait de préface au texte de Camillo Berneri, *Entre la revolución y las trincheras*.

Le deuxième texte s’intitule « Reflexiones sobre la violencia ». Comme l’indique le titre, il s’agit d’une série de réflexions sur de la question de la violence, qui se présentent en vingt paragraphes distincts et numérotés, précédés d’une courte introduction¹⁹⁶. Le texte s’ouvre sur deux phrases introductives qui sont directement en lien avec l’actualité, puisqu’il s’agit d’apporter deux précisions sur les camarades qui viennent d’être arrêtés. D’une part, les actions de ceux-ci n’avaient pas une fin politique si l’on entend par politique l’action qui a pour but de « [...] former un pouvoir reconnu qui cherche une place dans la société¹⁹⁷ » (« formar un poder reconocido que busca un sitio en la sociedad »). D’autre part, les expropriateurs n’avaient pas pour but de devenir les nouveaux « sauveurs » du prolétariat, ni de frapper les consciences, mais « expropriaient » des banques dans le but de financer leur pratique qui « [...] ne se limitait absolument pas à organiser une organisation armée¹⁹⁸ » (« no se limitaba en absoluto a organizar una organización armada »).

Le premier paragraphe revient lui aussi sur l’actualité et a pour objet la question du « vol » : celui-ci apparaît, avant tout, comme un moyen utile, bien que limité, pour organiser la lutte contre la propriété ; il est en outre vain de juger moralement, à l’aune de l’alternative « pour » ou « contre », cette méthode, puisque sa pratique est uniquement fonction de déterminations sociales et d’opportunité. Les paragraphes qui suivent sont des remarques plus théoriques sur ce qu’est ou n’est pas la violence et sur ses usages, dont nous résumons ici, pêle-mêle et le plus synthétiquement possible, les grandes idées. Les révolutionnaires ne provoquent pas la violence, mais celle-ci est un produit social – ce qui ne veut pas dire que tout acte violent ne soit par nature révolutionnaire¹⁹⁹. Puisque par nature le capital exproprie, privant les hommes

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 1.

¹⁹⁶ Nous tenons à préciser toutefois que la qualité de l’écriture étant souvent mauvaise – nombreuses fautes d’orthographe, ponctuation manquante, phrases incomplètes, etc. –, certains passages nous ont paru particulièrement abscons. Aussi, nous avons choisi de corriger systématiquement les fautes d’orthographe lorsque nous citons ce texte.

¹⁹⁷ « Reflexiones sobre la violencia », dans *Violencia revolucionaria, Barcelona 73, op. cit.*, p. 17.

¹⁹⁸ *Idem.*

¹⁹⁹ Elle peut même être une pratique tendant à reconstruire ce qu’elle prétend combattre : « Tal es el caso de aquellos que recurren a la violencia armada esencialmente para ganar el corazón de las masas y para hacer presión con el fin de ser reconocidos como los “dirigentes del proletariado”, ser la “vanguardia del pueblo”, etc. Todos

et les choses de leur environnement naturel, il est parfaitement normal que ceux qui luttent contre le capital procèdent à une réappropriation à tous les niveaux : matériel, psychologique, culturel, théorique mais aussi financier – puisque tant que le capital existe, l’argent est le médiateur privilégié de toute action sociale. La violence n’est pas un moyen que l’on emploie lorsque les autres se sont révélés inefficaces, de la même façon qu’elle n’est pas simplement défensive²⁰⁰. La société est violente en raison de la nature contradictoire du capital : le capital détruisant les corps et les esprits, il existe une violence idéologique et c’est par la violence que certaines pratiques sexuelles sont imposées²⁰¹, la réaction collective contre le capital inclut de ce fait la violence comme moyen de détruire la relation sociale oppressive. Il ne s’agit nullement, comme le prétendent les « groupuscules gauchistes », de prendre ou de conquérir le pouvoir, mais bien plutôt d’avoir le pouvoir de faire et de transformer le monde²⁰², la question n’est pas d’armer le prolétariat mais que celui-ci emploie ses armes contre les relations spécifiques du mode de production capitaliste et contre les institutions qui le perpétuent, la question étant au fond celle de la finalité de la violence. La lutte armée n’a aucun sens si elle n’est pas unie à ce qu’ils appellent le « mouvement communiste²⁰³ ». Lorsqu’un groupe emploie de façon indéfinie et prolongée la violence armée, il risque de se séparer du mouvement réel, de se poser en spécialiste de la violence en la monopolisant, et ce faisant, de se couper des besoins sociaux réels desquels naît le mouvement subversif²⁰⁴.

Finalement, les auteurs de ce texte insistent de nouveau sur le fait que la nature du prolétariat et le communisme sont intrinsèquement liés : oublier ce lien indissoluble revient nécessairement à élaborer des stratégies déconnectées du mouvement réel, et par le « mécanisme de l’immédiatisme et du volontarisme » (« mecanismo del inmediatismo y del

éstos lo único que expresan mediante su práctica es su aspiración a imponer un nuevo poder, en el mejor de los casos la “dictadura del proletariado” pero ... (como no) ... dirigida por su partido”. », *Ibid.*, p. 18.

²⁰⁰ D’ailleurs, les auteurs de ce texte en viennent même à affirmer que « [l]as teorías de la violencia defensiva hacen el juego al enemigo. (Leer a su máximo apóstol S. Carrillo). », *Ibid.*, p. 20. Les auteurs soulignent.

²⁰¹ De fait, « [e]l Estado policiaco no es más que una parte, y un producto de un fenómeno más basto », *Idem*.

²⁰² Ainsi, au sein d’un jeu de mots, ils affirment n’avoir « [...] ninguna necesidad de estructuras de poder, sino de poder destruir tales estructuras », *Ibid.*, p. 21.

²⁰³ Communisme qu’ils définissent en ces termes : « Nosotros llamamos comunismo al movimiento real que anula y supera el estado de cosas actual. Las condiciones de este movimiento se desprenden de las premisas actualmente existentes. [...] El comunismo es el producto de la gran industria y sus consecuencias, de la creación del proletariado y de la concentración del Capital, de la lucha entre el proletariado y la burguesía que resulta de ello », *Ibid.*, p. 22.

²⁰⁴ Ils ajoutent en outre que « [t]al proceso le puede llevar a negar sus teorías que le dieron nacimiento y transformarse, de hecho, en un nuevo poder aspirando al reconocimiento, como aparato militar primero y político después », *Ibid.*, p. 23-24. Les auteurs soulignent.

voluntarismo »), à verser dans « l’oportunisme et la “real-politique”²⁰⁵ » (« el oportunismo y la “real-politique” »).

Le dernier texte, – de grande actualité au moment de la publication de la brochure – intitulé « Víctimas de la represión y víctimas de los “organizadores de la solidaridad” », comporte une forte dimension métadiscursive qui intéresse particulièrement notre étude. Bien qu’écrit en un seul bloc, nous pouvons nonobstant en distinguer trois parties.

La première partie, se fondant sur une analyse plus théorique sur le statut de la lutte contre la répression dans le combat de la classe ouvrière, permet aux auteurs de se distinguer de la solidarité exercée depuis les organisations démocrates – celles-ci étant accusées de faire entrer les détenus dans la catégorie des combattants antifranquistes²⁰⁶ –, et à proclamer leur anticapitalisme, qu’ils opposent à l’antifascisme²⁰⁷.

La deuxième partie est consacrée au commentaire de la brochure « Dossier M.I.L. » élaborée par le « comité de solidaridad – presos M.I.L », dans laquelle les auteurs décèlent des erreurs dans les propos tenus à leur égard qu’ils tiennent à corriger. Ainsi, par exemple, si ce dossier affirme que le MIL est passé des « schémas guérilleros classiques à une position de soutien de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière²⁰⁸ » (« esquemas guerrilleros clásicos a una posición de apoyo a la lucha revolucionaria de la clase obrera »), ils affirment quant à eux que, malgré les erreurs commises par le groupe au niveau de la praxis, les activités réalisées n’ont jamais été « classiques », le groupe ayant été tout au plus un

[...] apoyo a la lucha revolucionaria de la clase obrera. Pero [...] nuestro apoyo no iba en cualquier dirección sino que iba dirigido en función de afinidades prácticas, más en concreto a los grupos que se situaban fuera del ambiente clásico del leninismo y demás dirigentes y burócratas de la clase²⁰⁹.

Les auteurs reviennent également sur les raisons de l’autodissolution, niant que celle-ci ait été, comme il est évoqué dans le « Dossier M.I.L. », une mesure préalable à la création et à la

²⁰⁵ Ils concluent en outre: « Ante esta hecatombe teórica todos los “constructores de partido” pasaran a la historia como perfectos idiotas. La buena voluntad no es criterio de nada. Su posición ante la violencia será necesariamente falsa, moralista y contrarrevolucionaria. », *Ibid.*, p. 25. Les auteurs soulignent.

²⁰⁶ Ils soutiennent ainsi que : « Todos los demócratas de la Asamblea Catalana [...] se están moviendo en un único sentido: esconder el contenido exacto de nuestra lucha metiéndonos en el basurero de la lucha anti-franquista », *Ibid.*, p. 28 ; et rappellent que : « El anti-fascismo no ha sido jamás la táctica de la clase obrera, en tanto que clase. Todos los reformistas (viejos, nuevos y novísimos) utilizan los sentimientos populares [...] para llamar a la “lucha por la democracia” y el “anti-fascismo”. Con esto desvían el auténtico interés de la clase obrera, que no es lograr un régimen de dominación del Capital “más democrático” sino la destrucción inmediata del capital y de todos los mecanismos y organismos que lo reproducen. », *Ibid.*, p. 29.

²⁰⁷ Ils rappellent ainsi : « No somos anti-franquistas sino miembros de un movimiento real que se desarrolla ante los ojos de todo el mundo, nuestras teorías no las sacamos de nuestros cerebros sino que son la explicación teórica de este movimiento. Llamar a la lucha anti-fascista es hacer el juego del capitalismo, es crear las bases ideológicas de una nueva masacre del proletariado [...]. », *Idem*.

²⁰⁸ Cité dans *Violencia revolucionaria, Barcelona 73, op. cit.*, p. 30-31.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 31.

consolidation d'une nouvelle organisation de combat – les G.A.C. – : « Preveer toda mistificación organizativa, evitar la degeneración práctica que sucedería a tal mistificación, prepararse, mejor aún, a la “profundización del movimiento social” ; éste fue el carácter real de la auto-disolución [...]»²¹⁰. »

La troisième et dernière partie de ce texte anticipe un reproche que les auteurs prévoient, à savoir que la critique des organisations de solidarité va entraver la solidarité elle-même, permettant en cela que les fascistes condamnent à mort leurs camarades. À cela les auteurs répondent que, même si

[e]stamos lejos de creer que la vida no tiene valor para el revolucionario como pretenden todos los místicos de la revolución [...], [n]uestros compañeros al disparar sabían que tenían todas las posibilidades de ser a su vez muertos. Morir con o sin “juicio” es accidental. No podemos retroceder y pactar con el fin de salvarlos²¹¹.

Et ils concluent : « Notre désir est de lutter à tout moment et en toutes circonstances en accord avec nos objectifs : ON NE PACTISE PAS, PAS MÊME AVEC LE DIABLE²¹² » (« Nuestro deseo es luchar en todo momento y circunstancia con arreglo a nuestros objetivos. NO PACTAMOS NI CON EL DIABLO »).

La brochure *Violencia y solidaridad revolucionarias*²¹³, composée d'une quarantaine de pages et introduite par une courte préface de présentation rédigée par les éditeurs, réunit deux textes qui portent sur les questions de la violence et de la solidarité. Elle occupe également une place particulière et quelque peu à part dans notre analyse, dans la mesure où elle est postérieure aux arrestations des membres du MIL – et même à l'exécution de Puig Antich – et qu'elle fait retour sur cette expérience-là.

Le premier texte est un extrait de l'opuscule signé en avril 1974 par Jean Barrot, *Violence et solidarité révolutionnaires. Les procès des communistes de Barcelone*, publié en France par les éditions Spartacus. Comme il est précisé dans le prologue :

La necesidad de sacar rápidamente este texto y la especificidad francesa de la segunda parte [...] hace que nos hayamos decidido a publicar solamente la parte que interesa más a la gente de Barcelona²¹⁴.

Cette première partie du texte de Barrot trace une manière de bilan du mouvement de solidarité à l'encontre des militants emprisonnés de Barcelone – et notamment sur la position adoptée par ce qu'il appelle le « mouvement révolutionnaire » –, et revient sur ce qu'a été le MIL en en

²¹⁰ *Ibid.*, p. 32.

²¹¹ *Ibid.*, p. 33.

²¹² *Idem.*

²¹³ *Violencia y solidaridad revolucionarias*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1974?].

²¹⁴ *Ibid.*, p. 1.

critiquant certains aspects. Ainsi, Barrot affirme que la faiblesse du mouvement révolutionnaire dans l'affaire du soutien aux membres de l'ex-MIL est manifeste dans son incapacité à dépasser le dilemme entre principes et réalisme : soit toute action est refusée au nom de la fidélité à des principes, soit le compromis est justifié par l'appel à l'efficacité. Or, d'après l'auteur, les deux positions sont fausses car partielles, et l'insuffisance théorique sur la nature profonde du mouvement communiste aurait fortement handicapé le mouvement. Partant de deux postulats – 1) les prolétaires doivent se réapproprier les conditions de vie pour les transformer et en créer de nouvelles ; 2) si, d'après une analyse matérialiste, la vie d'une société est déterminée par la production (et reproduction) de ses conditions matérielles d'existence, alors la révolution de cette société est également déterminée par la révolution de la production de ses conditions matérielles –, Barrot donne une définition de la révolution : « La révolution n'est pas un problème "ouvrier", elle fait éclater la condition "ouvrière". Elle n'est pas l'avènement d'une société de "producteurs" ; mais destruction de la production en tant que telle²¹⁵. » Aussi, toute théorie et toute pratique révolutionnaires qui ne prendraient pas en compte cet état de faits risqueraient de se séparer du mouvement subversif. Ces remarques d'ordre général sur la révolution et le mouvement révolutionnaire permettent à Barrot d'aborder la question de la violence, puisque, d'après lui, c'est en partant de ces définitions que l'on peut la poser comme objet et s'interroger sur « son surgissement dans la société » et sur « son emploi par les révolutionnaires²¹⁶ ». C'est également par ce biais que l'auteur réintroduit l'affaire des ex-membres du MIL. Défendant qu'il n'existe jamais absolument d'un côté la classe ouvrière qui combat, et de l'autre des éléments séparés tentés « par l'aventure violente », mais qu'il s'agit toujours de rapports multiples, qu'il y a des prolétaires dont certains sont amenés à employer la violence et que certains d'entre eux sont liés au mouvement ouvrier, il affirme : « Le lien peut alors être complexe, il n'en est pas moins réel, dans le cas des Espagnols qui nous intéresse ici. » Par ailleurs, il critique la non-participation au mouvement de solidarité²¹⁷ de ceux qui ne voient dans les agissements de l'ex-MIL qu'une « simple révolte » – qui serait l'apanage de la petite bourgeoisie – s'opposant en tout point à la vraie « attitude révolutionnaire » – qui serait le fait exclusif du prolétariat –, puisque d'après Barrot ceux-là tombent dans l'ouvriérisme qui consiste à croire que « les ouvriers, parce qu'ouvriers, ne tomberont pas dans les errements

²¹⁵ Nous citons le texte en français, sa version originale. Celui-ci est accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://archivesautonomies.org/spip.php?article591>.

²¹⁶ *Idem*.

²¹⁷ En ce sens, il s'agit là d'une critique de la brochure analysée précédemment (*Violencia revolucionaria, Barcelona 73, op. cit.*), et donc aussi d'une autocritique par rapport à ce qui avait été écrit dans le n°6 dans *Le Mouvement Communiste*, dont s'inspirait très largement le deuxième texte de *Violencia revolucionaria, Barcelona 73*.

d'autres couches sociales ». Et il conclut : « [...] à Barcelone, on a vu des groupes s'appropriier des moyens nécessaires à leur action subversive. » À ceux qui soulignent le risque, réel, de ce que la réalisation d'actions d'« appropriation » devienne un but en soi, Barrot répond que le risque de dégénérescence existe dans toute forme d'activité révolutionnaire. L'auteur souligne également le rapport ambigu qui est présent dans toute manifestation subversive pour contrecarrer les arguments de ceux qui nient le caractère révolutionnaire de l'action des Espagnols en la réduisant à un phénomène de délinquance. Si cette « lutte servait [...] aussi dans une certaine mesure de moyen aux expropriateurs pour se donner une raison d'être », cela ne la caractérisait nullement puisque, par exemple, « [u]ne grande partie des fonds servait de moyen de lutte (parmi d'autres) à la minorité ouvrière radicale ». Barrot revient par la suite sur l'expérience du MIL pour en critiquer certaines tendances mais

[s]ans nier pour autant ce que représentent le MIL et l'ex-MIL : [...] Ils appartiennent à ce que le mouvement révolutionnaire a produit de meilleur depuis quelques années, se rattachant à la fois aux luttes ouvrières et à un mouvement théorique international. À tout prendre, compte tenu de l'isolement, leur confusion n'est pas pire que celle des autres.

La dernière phrase de la citation laisse penser que les critiques que Barrot va développer, si elles s'appliquent concrètement au MIL, ne lui sont pas exclusivement destinées : dans l'analyse de la pratique de l'ex-MIL, c'est un pan entier des mouvements révolutionnaires de ces années-là que l'auteur vise. Ainsi, le fait que le MIL se définisse comme « groupe d'appui » au mouvement ouvrier radical n'est encore pour Barrot qu'une manière de lui rester extérieur. Dans tous les cas, pour l'auteur, le problème est mal posé : le fait de considérer la question des formes d'organisation comme primordiale est mystificateur, la difficulté n'étant pas de choisir entre telle ou telle forme, mais bien de clarifier le rapport entre prolétariat et violence armée. Ainsi, « [u]ne minorité du prolétariat a recours à l'action armée sous la pression des circonstances : mais cette contrainte inclut également que l'emploi de la violence reste contrôlé, non par une "organisation des révolutionnaires", mais par le besoin qu'en ont les prolétaires organisés concernés ». Or, quand bien même les attaques de banques réalisées par l'ex-MIL auraient servi à financer le mouvement prolétarien, elles sont restées extérieures au contrôle des prolétaires.

Pour finir, son propos excédant largement le cas du MIL, Barrot critique à la fois la croyance en l'imminence de la révolution, et la croyance en une longue période préalable de préparation. Aussi, il serait faux et dangereux de voir dans la violence des luttes ouvrières le signe d'une situation pré-révolutionnaire, ce genre de lectures ne pouvant conduire qu'à une forme de « substitutisme » à la manière léniniste qui impliquerait de risquer le tout pour le tout

en se fondant sur la simple possibilité de l'apparition d'affrontements révolutionnaires. De même, si les tentatives locales des prolétaires pour s'unifier sont essentielles au mouvement révolutionnaire, ces formes de regroupement n'ont de sens que dans l'action car

[...] si l'on estime que la seule perspective historique est aujourd'hui celle de la révolution, il est impossible de mépriser les luttes immédiates, mais aussi de maintenir les regroupements qui en surgissent, au-delà de leur fonction dans le conflit. Ou bien ils s'effondrent, même avec un apport extérieur de révolutionnaires (France) ; de révolutionnaires et d'argent (Espagne). Ou bien ils sont dévorés de l'intérieur, et deviennent des structures para-syndicales, nouvel obstacle au mouvement.

Le texte de Barrot revient à la fin sur la question de la solidarité pour réaffirmer que s'il faut réagir lorsqu'un révolutionnaire est exécuté, toute la difficulté porte sur les formes que doit prendre cette réaction. Pour lui, « [i]l est infiniment plus efficace, face à la campagne des récupérateurs de cadavres qui redonne un essor à l'antifascisme international après la mort de Puig Antich, [d'exposer] publiquement qui était Puig Antich et ce que font les communistes ». Sans revenir explicitement sur les attentats qui ont suivi l'exécution de Puig Antich²¹⁸, Barrot développe une critique du terrorisme spectaculaire considérant que « la spirale répression-terrorisme-répression se referme toujours sur le révolutionnaire ».

Le deuxième texte de la brochure, intitulé « Contribución a la crítica de la situación presente y a su superación inmediata » et paru en août 1974, s'inspire très largement du texte précédent, comme cela est d'ailleurs dit dans le prologue. Bien qu'il ne soit pas ouvertement signé, nous pouvons l'attribuer en partie aux éditeurs eux-mêmes puisque le prologue précise qu'il est « le produit de discussions partielles », mais également et surtout « el único texto de “tendencia comunista” aparecido en Barcelona después de las detenciones de los que se decían seguidores del MIL. Era la negación de los mismos (no todos) que se encargaron de distribuirlo²¹⁹ ». En réalité, ce texte reprend dans son ensemble les éléments du texte de Barrot qui s'appliquent spécifiquement au cas espagnol, et apporte quelques précisions. Aussi, ayant analysé de façon détaillée le texte précédent, nous ne développerons ici que les quelques aspects nouveaux.

La question que ce texte développe davantage est celle de la violence révolutionnaire, que les auteurs définissent comme destruction des relations aliénées au capital et à son idéologie. D'après eux, la violence du prolétariat détruit l'oppression bourgeoise, « [...] su soporte real (la violencia contrarrevolucionaria) y su soporte espectacular (la ideología y la mercancía)²²⁰ », ce qui ne veut pas dire que tout acte violent est révolutionnaire. Ainsi, il faut distinguer la

²¹⁸ Se reporter sur ce point au deuxième chapitre de la deuxième partie, p. 239 et suivantes.

²¹⁹ *Violencia y solidaridad revolucionarias*, op. cit, p. 2.

²²⁰ *Ibid.*, p. 33.

violence critique du prolétariat de la violence séparée de groupes ou d'individus qui en font un usage individuel, et « LA VIOLENCE QUI ÉMANE DIRECTEMENT DU MOUVEMENT SOCIAL EST UNE VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE²²¹ » (« ES VIOLENCIA REVOLUCIONARIA LA QUE EMANA DIRECTAMENTE DEL MOVIMIENTO SOCIAL »). Un autre point que les auteurs de ce texte abordent est celui de l'actualité espagnole. Ils défendent ainsi le besoin pressant d'analyser en profondeur l'évolution du capitalisme, et tout particulièrement ses contradictions, pour pouvoir mener des actions futures. Ils affirment également que face à la situation présente, « [a]provechar el vacío de poder que dejará el franquismo y su burocracia, su ideología, es nuestra gran suerte pero no la única », et que dans ce sens « [h]ay que desmitificar las ilusiones democráticas del proletariado, mostrando la similitud de la represión democrática, explicando radicalmente su naturaleza y mostrando claramente nuestros objetivos²²² ». Les auteurs proposent finalement de constituer des « groupes informels d'action révolutionnaire » peu définis, le terme « informel » ne renvoyant pas ici à un manque d'organisation mais étant plutôt employé par convenance pour éviter d'imposer une étiquette ou de devoir définir politiquement le groupe. De façon très large, il n'avance ni

[...] siglas ni etiquetas (las siglas y etiquetas son parte integrante del viejo mundo, y el hecho de que hoy en Barcelona “anarquistas” y “autónomos” se peleen por ellas, dice todo lo que se puede decir sobre sus prácticas respectivas), ni programa. Esta organización lucha contra la jerarquía y contra las ideologías. El grupo informal lucha para destruir todas las alienaciones: políticas, culturales, sexuales, salariales, etc., y rechaza las falsas relaciones entre personas que surgen de estas alienaciones²²³.

Le groupe se constitue pour participer aux luttes ouvrières, et se défait, chacun regagnant l'anonymat lorsque celles-ci s'achèvent – l'idée étant, en réalité, que la conscience ne doit jamais venir de l'extérieur, et que c'est donc la réalité du combat qui détermine les besoins immédiats. Ces groupes doivent, en outre, donner suite à l'action en contribuant à la construction de la critique théorique et à sa diffusion, en réalisant une analyse profonde des aspects modernes du capital. Les auteurs concluent ainsi que : « Reconocer que el movimiento revolucionario no existe en su forma organizada es el primer paso hacia su constitución futura²²⁴. »

²²¹ *Ibid.*, p. 34.

²²² *Ibid.*, p. 35.

²²³ *Ibid.*, p. 37.

²²⁴ *Ibid.*, p. 39.

Conclusion de la première partie : un groupe anticapitaliste ?

Si nous avons décidé de présenter et d'analyser les textes écrits et/ou publiés par le MIL – « Ediciones Mayo-37 » de façon relativement détaillée, c'est qu'il nous paraissait particulièrement important de clarifier autant que possible sa pensée théorique, celle-ci étant dans le discours journalistique souvent *maltraitée*, abordée partiellement ou même passée sous silence. Toutefois, pour contrebalancer l'aspect de catalogage des pages précédentes, nous proposons de présenter très synthétiquement en guise de conclusion les idées principales qui se détachent à la lecture de ces textes pour tenter de saisir en quelques mots les grandes lignes de pensée défendues par le MIL.

Confusionnisme de la pensée ou simple hétérogénéité ?

Si mai 68 a impliqué, entre autres choses, une explosion des idées antiautoritaires, l'échec du mouvement a très largement été imputé à l'absence de surgissement d'un groupe révolutionnaire capable d'impulser un véritable mouvement de masse menant à la révolution sociale. Cette défaite a de fait insufflé un nouveau dynamisme aux conceptions léninistes d'organisation à l'intérieur de la gauche et, comme nous l'avons déjà signalé, favorisé la création d'une ribambelle de groupes maoïstes et marxistes-léninistes critiques des partis traditionnels desquels ils sont, en grande partie, issus¹. C'est dans ce contexte que le MIL fait son apparition, les membres du groupe étant eux-mêmes pour la plupart amenés à rompre progressivement avec les différentes organisations dans lesquelles ils se sont originellement politisés. Le MIL, point de confluence de diverses trajectoires vitales, a pour signes distinctifs un antiautoritarisme et un anti-dirigisme notoires, qui font de lui un groupe théoriquement hétérodoxe se nourrissant de multiples influences et évoluant au gré des discussions et des événements. Aussi, n'affichant aucunement une pensée uniforme et univoque, il est difficilement classable. Toutefois, nous sommes en mesure d'affirmer, sans nous aventurer excessivement, que le MIL se caractérise en premier lieu par une position que nous pourrions qualifier d'« anti- », effectuant de multiples critiques à l'encontre des lignes théoriques et

¹ Se reporter notamment à la page 93 et aux suivantes.

pratiques d'autres formations et participant aux débats animés qui ont lieu au sein de la gauche dans ces années-là. Ainsi, ses écrits et ses tradu(a)ctions² se dressent :

1/ Contre les formations classiques jugées dépassées par les événements, trop centrées sur les aspects nationaux, et surtout menant une action considérée comme réformiste et contre-révolutionnaire.

2/ Contre les formations léninistes, prônant le rôle central de l'avant-garde, hyper-structurées, centralisées et dirigistes, qui supplantent d'une certaine façon les masses ouvrières elles-mêmes ; puis contre les groupuscules – maoïstes, marxistes-léninistes – accusés d'être des « contre avant-gardes » qui répondraient finalement au stéréotype de l'organisation dirigiste.

3/ Contre les formations trotskistes, jugées excessivement éloignées du mouvement ouvrier et extérieures à lui, dirigistes et, pour celles se réclamant du trotskisme le plus officiel, réformistes et contre-révolutionnaires dans leur défense de l'URSS comme « État ouvrier » bien que « dégénéré ».

Plus positivement cette fois et par contraste, les auteurs affirment l'autonomie de la classe ouvrière et insistent sur son auto-organisation en vue d'une lutte généralisée et internationale pour l'avènement de la société communiste – se caractérisant par l'abolition du travail salarié et de l'exploitation, et par la défense de rapports sociaux communistes. En ce sens, si le MIL semble se définir par des positions proches de celles défendues par le communisme des conseils, cela n'est vrai que dans l'aspect concernant l'auto-organisation de la lutte. Cependant, la révolution n'est pas exclusivement réappropriation de l'appareil productif par les ouvriers et autogestion de la production : ces catégories étant encore propres au capital, elles ne sont révolutionnaires que si elles ont pour but la négation même de la division de la production sociale. Ainsi, le conseillisme fonctionne uniquement en tant qu'exemple historique de forme spontanée adoptée par la classe au cours du développement de ses luttes, dont les révolutionnaires peuvent tirer des enseignements pour la situation présente, mais pas comme modèle préfabriqué qu'il suffirait d'appliquer – d'autant plus qu'il a échoué.

Par ailleurs, l'extériorité à la classe ouvrière étant fortement et itérativement condamnée, reste cependant à savoir quelle peut et que doit être l'action des révolutionnaires. Pour répondre à cela, le MIL développe son projet de « bibliothèque socialiste », défendant que, loin de relever

² Nous empruntons ce néologisme à André Tosel. Voir notamment : TOSEL, André, *Le marxisme du 20^e siècle*, Paris, Éditions Syllepse, 2009. Ce vocable nous semble convenir parfaitement pour décrire l'activité traductrice du MIL : en effet, celui-ci voit dans la diffusion d'une pensée théorique critique une contribution réelle à la lutte des classes, la traduction de textes étrangers méconnus ou inconnus en Espagne en vue de leur publication-circulation-appropriation acquérant le statut d'une véritable action politique.

d'une conception léniniste de l'avant-garde apportant la conscience à la classe ouvrière, elle a pour but de provoquer l'agitation par l'éclaircissement de la pensée communiste et de pousser à l'auto-organisation de la classe, l'auto-compréhension théorique du mouvement étant désormais considérée comme partie intégrante du processus révolutionnaire lui-même. D'autre part, et pour éviter également l'écueil de la dynamique complexe entre l'avant-garde et la masse, le MIL tente de théoriser le concept « d'agitation armée ». Celle-ci, opposée à la lutte militaire propre aux avant-gardes, serait l'apanage des groupes directement en lien avec le mouvement réel, étant toujours en rapport avec le développement des luttes, mais pouvant également prouver que le niveau de violence employable est toujours supérieur et donc incitant à l'agitation. La distinction, si elle met en garde contre la groupuscularisation et la militarisation, c'est-à-dire contre la professionnalisation des révolutionnaires, reste nonobstant fort insuffisante. D'ailleurs, le MIL lui-même, dans son évolution – dérive vers une groupuscularisation croissante et incapacité à articuler ses deux projets d'« agitation armée » et de « bibliothèque socialiste » – fait l'expérience de ses propres limites théorétiques, en venant finalement à se dissoudre.

En quelques mots, et comme définition provisoire, nous pouvons dire que le MIL est un groupe antiautoritaire, anti-léniniste et anti-groupusculaire, qui reçoit au travers des nombreux contacts établis avec la librairie *La Vielle Taupe* les influences du communisme des conseils, de la gauche italienne et de l'IS, et défend l'auto-organisation du mouvement de la classe ouvrière et un anticapitalisme marxiste internationaliste révolutionnaire.

Du programmatisme à la communisation ?

Il est, pour finir, intéressant de souligner que la pensée du MIL n'est assurément pas figée, et qu'elle évolue au gré des débats qui traversent la gauche. Aussi, des différences non-négligeables sont perceptibles dans les textes, entre ceux publiés dans le n°1 et le n°2 de *C.I.A.* par exemple, ou entre les premiers textes édités et les derniers – qui interviennent après la dissolution du groupe. En ce sens, et bien que cela puisse paraître une banalité, le MIL est à l'évidence le produit de son temps, et participe des mêmes débats. Si une critique en profondeur du MIL en tant qu'organisation n'est pas réellement effectuée dans le texte d'autodissolution, celui-ci donne malgré tout quelques pistes que les publications ultérieures vont tenter d'examiner. Ces dernières débouchent au demeurant sur une impasse – partagée par une grande partie de la gauche –, qu'elles essayent en même temps de dépasser sans arriver cependant à

une véritable « rupture dans la théorie de la révolution³ ». Ainsi, au niveau théorique, la réflexion du MIL, mais également de certains membres de l'ex-MIL, s'oppose à la conception *programmatische* de la révolution et tend, de façon encore timide, vers son dépassement par une conception de la révolution comme *perspective communisatrice* ou « communisation » qui se développe avec plus de force quelques années plus tard.

Le *programmatisisme* est un concept qui permet de penser l'action historique de ce que l'on a souvent appelé le « vieux mouvement ouvrier ». Synthétiquement, dans le *programmatisisme*, le prolétariat pose le communisme comme programme à réaliser et projette son auto-affirmation (positivité de l'identité ouvrière) dans une étape historique de développement libre de la productivité menant à la caducité de la valeur. Ce que le mouvement met en cause, c'est la gestion de la production par la bourgeoisie ; l'étape transitoire est ainsi conçue comme État ouvrier (il s'agit en ce sens d'arracher l'appareil productif à la bourgeoisie et de détruire son État pour en reconstruire un autre) ou comme gestion syndicale ou conseilliste (il s'agit dans ce cas de saper la puissance de l'État bourgeois en auto-organisant à la base la production). Dans la société socialiste à venir, encore dominée par la production marchande, le prolétariat doit édifier les bases du communisme – en tant que société sans salariat et donc sans classes. Le *programmatisisme* entre en crise au niveau théorique à la fin des années soixante par la contradiction insurmontable à laquelle il aboutit, c'est-à-dire l'impossibilité de l'auto-exploitation, car l'exploitation est toujours le rapport de classes différentes ; mais également par l'impasse dans laquelle se trouvent les luttes autonomes entre la défense de la révolution comme abolition de toute classe (prolétariat inclus) et l'auto-affirmation du prolétariat (luttes immédiates) ; et enfin par l'incapacité d'une grande partie de la gauche à comprendre l'explosion des révoltes « anti-travail ». Pour dépasser cette contradiction fondamentale du développement des luttes et tenter de sortir la théorie révolutionnaire de l'aporie dans laquelle elle se trouve, le terme de « communisation » – qui apparaît dans les années soixante-dix et vient liquider le *programmatisisme* – développe l'idée que la révolution n'est pas l'auto-affirmation du prolétariat mais son auto-abolition. Dans cette conception, le communisme n'est pas un but à atteindre mais le mouvement même qui détruit tous les rapports marchands en même temps que l'État : le processus révolutionnaire est communisation, production du communisme sans transition, et il n'y a pas d'étape entre la révolution et le communisme – ni socialisme, ni une quelconque forme de pouvoir ouvrier ou de gestion ouvrière.

³ Nous reprenons ici le titre de l'ouvrage *Rupture dans la théorie de la révolution. Textes 1965-1975 présentés par François Danel*, Paris, Senonevero, 2003, dont la préface porte précisément sur la crise du *programmatisisme* et le passage à la *perspective communisatrice* selon l'optique développée par la revue *Théorie Communiste*.

L'évolution théorique du MIL – repérable dans ses écrits et les publications effectuées par « Ediciones Mayo-37 » – rend bien compte de l'entrée en crise du *programmatisme* qui a lieu dans ces années-là : ainsi, le groupe critique le *programmatisme* lorsqu'il affirme, comme nous l'avons vu, que l'autogestion de l'appareil productif n'est pas une action suffisante en ce qu'elle reproduit encore les catégories du capital ; lorsqu'il pointe la contradiction du vieux mouvement ouvrier en affirmant que le capitalisme n'est pas un mode de gestion mais un mode de production basé sur des rapports de production, et que ce sont donc ces rapports-là qu'il faut détruire ; lorsqu'il soutient enfin qu'il y a contradiction entre défense de la condition prolétarienne (par la défense de son auto-organisation) et destruction du capital puisque le prolétariat n'est qu'en tant que classe du mode de production capitaliste – c'est-à-dire que le prolétariat est une classe du capital. Les membres du MIL – ou de l'ex-MIL – en viennent à défendre, du moins dans les derniers textes étudiés, l'auto-abolition du prolétariat par l'auto-négation comme véritable mouvement révolutionnaire – l'abolition de la valeur, des classes et de l'État étant l'arme du prolétariat dans la guerre civile révolutionnaire contre le capital. L'auto-négation du prolétariat est donc pensée à ce moment-là comme solution à la crise du programme, même si elle ne s'en défait pas absolument, le prolétariat étant toujours vu théoriquement comme révolutionnaire par nature, même dans sa négativité. Bien qu'encore limitée, l'évolution de la conception de la révolution du MIL, semblable à celle d'autres groupes de la gauche – notamment française –, met cependant déjà en évidence l'entrée en crise du communisme comme programme à réaliser, et tend vers l'obsolescence de l'idée d'une nature positivement révolutionnaire du prolétariat : la révolution est destruction immédiate du travail salarié, de l'échange marchand, de toutes les classes⁴. En ce sens, la théorie développée – ou reproduite – par les membres du MIL puis de l'ex-MIL, s'insère pleinement dans les débats les plus actuels qui ont cours à la gauche des partis traditionnels, notamment autour de la conception de la révolution.

Si nous avons décidé de consacrer une longue partie au contexte d'émergence du MIL, à sa formation, à son évolution et à ses publications, c'est parce que la compréhension (ou du moins l'exposition) de la complexité et de la densité de son identité politique est à nos yeux indispensable pour saisir à quel point les représentations, tantôt dépolitisantes, tantôt

⁴ La solution esquissée à ce moment-là par le MIL et l'extrême gauche est celle de l'auto-négation de la classe ; solution qui montre ses limites quelque temps après, les révoltes contre le travail marquant la fin de l'affirmation du prolétariat mais n'étant pas pour autant et en tant que telles production d'une situation révolutionnaire ni destruction prochaine du capital.

caricaturales dont il fera l'objet, en travestissent la nature. C'est sur ces dispositifs de mystification que nous proposons de nous arrêter maintenant.

**DEUXIÈME PARTIE : « GANGSTERS OU
RÉVOLUTIONNAIRES » ? CONSTRUCTIONS ET
MUTATIONS DES CATÉGORIES
D'APPRÉHENSION DU MIL**

Introduction de partie

Après avoir présenté dans le détail le MIL, ses actions mais aussi sa projection publique à travers l'étude de sa production textuelle, il importe maintenant de s'attarder sur les représentations produites par la grande presse nationale qui, en tant que moyen de diffusion massive de l'information créant des catégories perceptives bien spécifiques, détermine dans une très large part le cadre dominant d'appréhension du groupe. Nous nous arrêterons dans cette partie à la période comprise entre le début des années soixante-dix – premières actions du MIL faisant l'objet d'articles dans la presse –, et le milieu des années quatre-vingt-dix – moment de l'explosion de la question mémorielle en Espagne –, en distinguant trois temps forts.

Les dernières années du franquisme feront l'objet du premier chapitre. Bien qu'il se trouve quelque peu à part dans l'ensemble de la période – du fait de la spécificité du régime politique –, ce moment est particulièrement important dans la construction médiatique de l'image du MIL. D'une part, la concomitance absolue entre les actions du MIL et leur saisie par la presse intronise un régime de représentation spécifique ; d'autre part, en tant que moment d'une *représentation-princeps*, cette période joue un rôle décisif dans la configuration de l'image la plus répandue du groupe. Ainsi, nous allons analyser plus précisément les catégories proposées ou créées à ce moment-là par la presse pour se référer au MIL, et les fonctions de ces catégories dans le contexte de la fin du régime franquiste.

Le deuxième chapitre portera sur les années de Transition à la démocratie. N'ignorant point que la périodisation de ce processus historique fait l'objet de nombreux débats au sein de la communauté historique, nous l'envisagerons pour notre part dans un sens temporellement restreint. Aussi, nous nous attacherons à analyser les représentations produites sur le MIL entre l'année 1974 – après l'exécution de Salvador Puig Antich – et l'année 1979 – premières élections suite à l'approbation de la Constitution. Segmentée de la sorte, cette période présente un intérêt particulier pour notre étude, et ce pour plusieurs raisons. En premier lieu, parce qu'il y a encore une certaine synchronie entre les événements et leur représentation – des membres de l'ex-MIL se trouvent encore en prison, et les actions et attentats commis au nom de l'ex-MIL sont revendiqués par des groupes comme le GARI. Mais également parce qu'autour de l'actualité des ex-membres du MIL se cristallisent un certain nombre de questions épineuses propres à la période transitionnelle, la réalité des acteurs de l'ex-MIL se voyant directement corrélée aux grandes questions politiques contemporaines (comme l'amnistie ou la liberté

d'expression). En même temps, cette phase de transition est, sur le plan interprétatif, encore redevable par bien des aspects des schémas en vigueur dans l'étape précédente, mais elle contient déjà en puissance les linéaments d'un nouveau cadre herméneutique. Cette mutation en marche se trouve redoublée dans le cas espagnol par le fait que la Transition se produit à un moment de transformation plus global : les paradigmes interprétatifs de la réalité politique se déplacent, la référence révolutionnaire se voyant notamment abandonnée au profit d'autres modèles dont nous essaierons d'établir les contours.

Si la période comprise entre l'année 1979 et le milieu des années quatre-vingt-dix se caractérise avant tout par la parution d'un nombre bien plus restreint d'articles portant sur le MIL – ce qu'explique en grande partie l'insuffisante « actualité » du groupe aux yeux de la presse –, on peut toutefois déceler au cours des cinq premières législatures démocratiques un certain nombre de tendances interprétatives émergentes, lesquelles se développeront pleinement dans les années ultérieures. Aussi, nous verrons dans le dernier chapitre comment, avec la rhétorique de la « démocratie bien établie », se produisent une progressive personnalisation et une « culturalisation » du récit historique, et émergent, de façon encore timide, les mouvements de revendication de ce que l'on appelle en Espagne la « récupération de la mémoire historique ».

Chapitre 4. La presse face aux événements, une rhétorique dépolitisante ?

Nous allons nous intéresser dans ce premier chapitre au traitement que la presse réserve au MIL, au cours de ces années qui se caractérisent par la concomitance entre les « coups » réalisés par le groupe et leur représentation médiatique. Tout particulièrement, nous étudierons la place que la figuration des actions menées par le MIL dans les années 1972-1974 occupe dans la presse nationale (*ABC*, *La Vanguardia Española*¹ et *El Caso*), mais également et surtout la couverture médiatique que celle-ci réserve à l'arrestation des membres du groupe survenue en 1973, et en particulier au procès, puis à l'exécution de Salvador Puig Antich. Il s'agit plus précisément de mettre en évidence les cadres explicatifs avancés par la presse pour se référer à un groupe comme le MIL, et de s'interroger sur les effets potentiels produits par ces modes de construction médiatique. Au travers de cette analyse nous serons à même de dégager des tendances récurrentes de la période, mais également d'évaluer si mesure l'ouverture du régime tant vantée fait apparaître ou non de nouvelles catégories interprétatives. Cette première étape est fondamentale, puisque l'examen de la presse dans les dernières années du régime – et notamment le repérage des nominations-clés pour se référer au MIL – devrait nous permettre, par la suite, d'identifier les points de continuité et les points de rupture qui vont se produire avec le changement de régime.

4.1. Les actions du MIL dans la presse : un manque de visibilité ?

Avant tout, à l'issue d'une recherche minutieuse dans les hémérothèques, force est de constater que la caractéristique principale de la figuration des actions du MIL dans la presse pour l'ensemble de la période est sa quasi-absence de visibilité. Cela se vérifie particulièrement et, en partie paradoxalement, pour la phase de plus grande activité du groupe, c'est-à-dire celle comprise entre octobre 1972 et mars 1973. Si nous affirmons que cela n'est paradoxal que dans une certaine mesure, c'est que deux facteurs propres au champ journalistique expliquent largement ce phénomène. D'une part, nous pouvons avancer l'argument explicatif qui concerne la jurisprudence sur la presse : la persistance d'un contrôle rigoureux des publications de la part du pouvoir en place éclaircit amplement, comme nous le verrons, le manque de relais de

¹ Le journal *La Vanguardia* est fondé en 1888 et devient sous le franquisme *La Vanguardia española*. Il retrouve son nom originel le 16 août 1978. C'est pourquoi on trouvera dans ce texte les deux appellations, employées selon le moment de parution des articles.

l'information sur les activités du MIL. D'autre part, ce manque de visibilité résulte également d'un facteur interne au fonctionnement de la presse, et concerne le statut même de ce qui fait événement, de ce qui est passible de devenir *nouvelle* dans le milieu journalistique : la nouveauté, l'intérêt, et la dimension spectaculaire de telle ou telle information vont ainsi considérablement déterminer le degré de diffusion de celle-ci, faisant, par exemple, que le procès et l'exécution de Salvador Puig Antich soient bien plus longuement commentés que les « braquages politiques » du MIL.

4.1.1. La presse sous le franquisme : quelques précisions législatives

Bien que cela ait déjà fait l'objet d'un grand nombre d'études, nous allons tout d'abord rappeler synthétiquement le cadre juridique qui fixe les limites de la liberté de presse de cette période, celui-ci ayant sans aucun doute une incidence non négligeable sur les modes de construction médiatique, et *a fortiori* sur l'information diffusable et diffusée.

4.1.1.1. De la « loi Suñer » à la « loi Fraga » : vingt-huit ans de mainmise sur la presse

a) Des premières dispositions à la Vicesecretaría de Educación Popular

Avec le début de la Guerre d'Espagne, les aspirations à la victoire passent inévitablement, et entre autres choses, par le contrôle de l'information diffusée. Le 30 janvier 1938, un gouvernement régulier s'établit à Burgos et les deux Délégations de Presse et de Propagande, celle de l'État à Salamanque et celle de *Falange* à Pampelune², se refondent dans un Service National de Presse et de Propagande qui dépend directement du Ministère de l'Intérieur³, et donc de son ministre Ramón Serrano Suñer⁴. La loi du 22 avril 1938, très fortement marquée par l'idéologie fasciste et adoptée en pleine guerre, est conçue avec un caractère transitoire

² Il s'agit de la *Delegación de Prensa y Propaganda de FET y de las JONS* existant à Pampelune et dirigée par Fermín Yzuriaga. Au sujet de cette structure parallèle, voir SINOVA, Justino, *La censura de prensa durante el franquismo*, Barcelone, Debolsillo, 2006, p. 98-99.

³ Cf. article 9 de la loi du 30 janvier 1938 dans *Represura: Revista de Historia contemporánea española en torno a la represión y la censura aplicadas al libro*, http://www.represura.es/legislacion_1938.html, consulté le 10/09/2013.

⁴ Même si ses collaborateurs sont pour la plupart des personnes de l'entourage d'Yzuriaga. Voir à ce sujet l'article de Manuel L. ABELLÁN « De los Servicios Nacionales de Prensa y Propaganda a la Vicesecretaría de Educación Popular » dans AUBERT, Paul et DESVOIS, Jean-Michel (Éd.), *Presse et pouvoir en Espagne 1869-1975*. Colloque international de Talence 26-27 novembre 1993, Bordeaux et Madrid, Maison des Pays Ibériques – Casa de Velázquez, 1996, p. 233-256.

puisque : « No permite el momento tratar de llegar a una ordenación definitiva⁵. » Malgré cela, elle reste en vigueur jusqu'en 1966, marquant ainsi les vingt-huit premières années du franquisme. L'idée directrice qui surgit dès le préambule de cette loi est que la presse doit être sous la tutelle de l'État. Conçue par le franquisme comme instrument d'endoctrinement idéologique – de propagande – fonctionnant comme courroie de transmission entre le Parti/État et le peuple, la loi permet d'atteindre une unité de pensée qui doit jouer un rôle important dans la diffusion et l'affirmation des valeurs officielles : exaltation de l'armée, intégration de la religion dans la vie quotidienne, consécration d'un État totalitaire. La loi de 1938 dote pour cela le Service National de Presse d'un pouvoir de contrôle absolu sur celle-ci, ce qui est énoncé dès l'article premier : « Incumbe al Estado la organización, vigilancia y control de la institución nacional de la Prensa periódica. » Il revient à l'État de réguler le nombre et l'étendue des périodiques, et sa mainmise sur la presse s'exerce aussi bien au niveau organisationnel – contrôle de directeurs et de journalistes – qu'au niveau des contenus – censure préalable, consignes et sanctions⁶. Comme nous l'avons signalé, la fin de la guerre ne signifie pas pour autant un renouveau des lois relatives à la presse puisque la loi de 1938 est maintenue. Toutefois, si quelques nouveautés sont introduites, celles-ci vont dans le sens d'un contrôle élargi de l'activité journalistique, l'organisation législative de la presse débouchant sur la création de la *Vicesecretaría de Educación Popular* le 20 mai 1941. Cette institution, concentrant toutes les activités et les compétences qui ont trait à la presse et à la propagande, est contrôlée par la *Falange* qui confirme de cette manière sa prééminence⁷. Un pas de plus est franchi cette même année dans le contrôle idéologique de la presse avec la création de l'École Officielle de Journalistes qui dépend directement de la *Delegación Nacional de Prensa*. Pour intégrer cette École – qui va monopoliser pendant vingt ans la formation des journalistes –, les étudiants doivent militer dans *Falange* et ne pas avoir de casier judiciaire⁸. Un dernier élément important qui joue un rôle non négligeable dans l'uniformisation de l'information est la création de l'agence de presse EFE⁹. Celle-ci devient très rapidement un organe important, et exerce un

⁵ Préambule de la loi du 22 avril 1938 dans le *Boletín Oficial del Estado* du 24 avril 1938, disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.gedisa.com/radioytv/docb1.pdf>, consulté le 10/09/2013.

⁶ « El Ministerio encargado del Servicio Nacional de Prensa tendrá facultad para castigar gubernativamente todo escrito que directa o indirectamente tienda a mermar el prestigio de la Nación o del Régimen », article 18 de la loi de 1938, dans le *Boletín Oficial del Estado* du 24 avril 1938.

⁷ Article 1^{er} de la loi du 20 mai 1941 publiée dans le *Boletín Oficial del Estado* du 22 mai 1945, consultable en ligne : http://www.represura.es/legislacion_1941.html, consulté le 10/09/2013.

⁸ La Falange détient ainsi un réseau très important de publications qui s'étend sur tout le territoire : la *Prensa del Movimiento*. Cette presse du *Movimiento* forme réellement un bloc informatif d'endoctrinement utilisé pour diffuser amplement le modèle idéologique et culturel national-syndicaliste.

⁹ EFE naît en 1938 même si elle n'enregistre pas officiellement son inscription en tant que société anonyme avant le 3 janvier 1939. Lors de sa création, elle absorbe l'agence Fabra préexistante dans la zone nationale ; elle est en

véritable monopole sur l'information internationale¹⁰ – et également des informations officielles à travers la sous-délégation CIFRA.

b) Après-guerre, guerre froide et politique médiatique

Si jusqu'en 1945 la presse est essentiellement dirigée par la *Falange*, avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et la défaite des armées de l'Axe, l'Espagne est contrainte de se démarquer idéologiquement des pays vaincus et de redorer son image à l'extérieur pour pouvoir intégrer les nouvelles relations internationales nées de l'après-guerre. C'est en ce sens qu'elle procède en 1945 à un remaniement intérieur – bien que limité¹¹. Pour mettre en œuvre la volonté affichée d'ouverture, le gouvernement adopte le 17 juillet 1945 le *Fuero de los Españoles* – texte appelé à faire office de constitution –, dont l'article 12 laisse en apparence une porte ouverte à plus de liberté d'expression¹². Les articles 33 et 35 viennent toutefois rapidement encadrer et limiter cette nouvelle « liberté » puisque, d'une part, « no [se] podrá atentar a la unidad espiritual, nacional y social de España¹³ », et puisque, d'autre part, il est stipulé que l'article 12 peut à tout moment faire l'objet d'une suspension par décret-loi. Le décret du 26 juillet 1945 qui fait disparaître la *Vicesecretaría de Educación Popular* – ne rappelant que trop l'alliance de l'Espagne avec les pays vaincus –, constitue un autre exemple de ce toilettage des organismes chargés de la presse et de la propagande. De fait, la *Vicesecretaría*, officiellement supprimée, intègre en tant que *subsecretaría* le Ministère d'Éducation Nationale, ses compétences restant pratiquement intactes. Malgré cette prétendue ouverture, l'isolement de l'Espagne au niveau international reste inchangé et devient manifeste le 13 décembre 1946, lorsque l'Assemblée Générale de l'ONU approuve une résolution condamnant le régime espagnol et conseillant aux pays membres de rapatrier les ambassadeurs présents à Madrid.

outré fortement impulsée par le gouvernement – même si son financement vient pour l'essentiel du capital privé – et installe son siège provisoire à Burgos (avant sa délocalisation à Madrid).

¹⁰ À ce sujet voir, entre autres, PAZ, María A., « La creación de la Agencia EFE: medios técnicos y objetivos » dans *Comunicación, cultura y política durante la II República y la Guerra Civil*. Bilbao, vol. II, 1990, Universidad del País Vasco, p. 518-530.

¹¹ Voir MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo M., « Dirección política y control informativo en la prensa del Movimiento (1945-1951) », dans AUBERT, Paul et DESVOIS, Jean-Michel (ed.), *Presse et pouvoir en Espagne 1868-1975*. Colloque international de Talence 26-27 novembre 1993, Bordeaux et Madrid, Maison des Pays Ibériques – Casa de Velázquez, 1996, p. 280 et suivantes.

¹² Il est stipulé que « [t]odo español podrá expresar libremente sus ideas mientras no atenten a los principios fundamentales del Estado », Article 12, Titre I^{er} du *Fuero de los Españoles* du 17 juillet 1945 dans le *Boletín Oficial del Estado* du 18 juillet 1945, consultable en ligne http://www.represa.es/legislacion_1945.html, consulté le 11/09/2013.

¹³ Article 33, II^e Titre du *Fuero de los Españoles*, http://www.represa.es/legislacion_1945.html, consulté le 11/09/2013.

Le début de la guerre froide marque cependant un nouveau tournant, l'opposition entre le bloc soviétique communiste et le bloc occidental capitaliste redonnant une place à l'Espagne sur le plan international : la guerre ne se fait plus contre les fascismes auxquels était associée l'Espagne mais bien contre le communisme, ennemi déjà connu du régime de Franco. En juin 1950, tandis que les relations entre les pays de l'Est et le bloc de l'Ouest se détériorent, sous la pression des États-Unis, l'ONU révoque la résolution adoptée contre l'Espagne en décembre 1946, la presse du *Movimiento* célébrant la nouvelle comme une deuxième victoire de l'Espagne sur le communisme. Pour aller dans le sens du vent favorable qui semble accorder à l'Espagne l'opportunité de retrouver, enfin, un rôle sur le plan international, Franco remanie son gouvernement dès 1951, et crée le *Ministerio de Información y Turismo* dirigé par Arias Salgado qui annonce une possible modification de la loi sur la presse. Si une certaine ouverture a lieu à partir de ce moment-là, celle-ci se fait dans un premier moment davantage sur un plan économique que culturel et politique. Aussi, ce n'est qu'avec l'arrivée de Fraga Iribarne à la tête du *Ministerio de Información y Turismo* que commence l'élaboration d'une nouvelle loi sur la presse pour remplacer celle, toujours en vigueur, de 1938.

4.1.1.2. La *ley Fraga* ou la persistante efficacité de la censure

En 1962, Manuel Fraga Iribarne remplace Gabriel Arias Salgado comme ministre de l'Information et du Tourisme, et commence ainsi un processus timide de libéralisation qui débouche sur la *Ley de prensa e imprenta* du 18 mars 1966. Toutefois, l'élaboration de cette loi est laborieuse, et ce n'est que le 17 janvier 1966 que la *Comisión de Información y Turismo de las Cortes* commence à étudier le projet. Après douze séances et de nombreux débats, la Commission modifie 52 des 72 articles du texte, ce qui montre à quel point le régime accorde une importance capitale à cette loi qui doit désormais régler la vie écrite du pays. Finalement, le 15 mars 1966, les *Cortes* approuvent la *Ley de Prensa e Imprenta*, promulguée le 18 du mois. Ironie ou simple coïncidence malheureuse, la loi entre en vigueur le 9 avril 1966 « [...] Viernes Santo y, por consiguiente, uno de los pocos días al año en que no salían los periódicos. Como se comentaba jocosamente en algunos círculos de la profesión, la Ley de Prensa carecía de toda validez ya desde el principio¹⁴ ». Pour qualifier synthétiquement la « loi Fraga », les mots de Manuel L. Abellán semblent, nous le verrons, convenir parfaitement : ce dernier évoque une « ouverture sous surveillance ».

¹⁴ MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo, *Cuestión de tijeras. La censura en la transición a la democracia*, Madrid, Editorial Síntesis, 2008, p. 71.

La loi de 1966 introduit trois principes fondamentaux qui vont dans le sens d'une plus grande liberté d'expression, et d'une certaine indépendance de la presse vis-à-vis de l'État. Tout d'abord, le texte normatif reconnaît la liberté d'expression et de diffusion de l'information par son article premier :

1. El derecho a la libertad de expresión de las ideas reconocido a los españoles en el artículo 12 de su Fuero se ejercerá cuando aquéllas se difundan a través de impresos, conforme a lo dispuesto en dicho Fuero y en la presente Ley.
2. Asimismo se ajustará a lo establecido en esta Ley el ejercicio del derecho a la difusión de cualesquiera informaciones por medio de impresos¹⁵.

De cette façon, la loi de 1966 abroge la censure préalable et la consultation obligatoire, sauf en cas d'état d'exception¹⁶. La deuxième nouveauté concerne la liberté d'entreprise : la possibilité de créer de nouvelles entreprises de presse¹⁷, des agences d'information¹⁸, et des maisons d'édition¹⁹ est accordée. Cependant, et malgré cette liberté d'entreprise affichée, un certain nombre de conditions sont requises et viennent donc la limiter. Finalement, le troisième principe qu'introduit cette loi est celui de la libre désignation du directeur par l'entreprise elle-même²⁰. S'il s'agit là d'une nouveauté importante – le directeur était auparavant directement choisi par l'administration sur proposition de l'entreprise –, elle est mitigée par l'irruption de la notion de responsabilité du directeur vis-à-vis du contenu de la publication : « Al frente de toda publicación periódica o Agencia informativa, en cuanto medio de información, habrá un director, al que corresponderá la orientación y la determinación del contenido de las mismas, así como la representación ante las Autoridades y Tribunales en materias de su competencia²¹. » De cette façon, le directeur devient lui-même, en quelque sorte, le censeur de la rédaction, ceci étant d'ailleurs signalé de façon détournée – parce que présenté comme un droit et non comme un devoir – : « El Director tiene el derecho de veto sobre el contenido de todos los originales del periódico, tanto de redacción como de administración y publicidad, sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 6 sobre inserción necesaria²² ».

Ces trois principes, s'ils introduisent une certaine liberté, sont pourtant contrebalancés par une série d'articles qui viennent poser des limites. La liberté d'expression est proclamée,

¹⁵ « Ley 14/1966, de 18 de marzo, de Prensa e Imprenta », *BOE*, n°67, 19 mars 1966, p. 3310-3315, https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1966-3501, consulté le 11/09/2013.

¹⁶ « La Administración no podrá dictar la censura previa ni exigir la consulta obligatoria, salvo en los estados de excepción y de guerra expresamente previstos en las leyes », Article 3 de la *Ley de Prensa e Imprenta*, *Idem*.

¹⁷ *Ibid.*, Article 16.

¹⁸ *Ibid.*, Article 44.

¹⁹ *Ibid.*, Article 50.

²⁰ *Ibid.*, Article 40.

²¹ *Ibid.*, Article 34.

²² *Ibid.*, Article 37.

nous l'avons vu, dans l'article premier de la loi mais l'article 2 vient immédiatement nuancer cette liberté ou du moins la réduire:

La libertad de expresión y el derecho a la difusión de informaciones, reconocidos en el artículo primero, no tendrán más limitaciones que las impuestas por las leyes. Son limitaciones: el respeto a la verdad y a la moral; el acatamiento a la Ley de Principios del Movimiento Nacional y demás Leyes Fundamentales; las exigencias de la defensa nacional, de la seguridad del Estado y del mantenimiento del orden público interior y la paz exterior; el debido respeto a las Instituciones y a las personas en la crítica de la acción política y administrativa; la independencia de los Tribunales, y la salvaguardia de la intimidad y del honor personal y familiar²³.

Le flou entretenu par la loi – notamment au travers de son article 2 – rend la frontière entre ce qui est censurable et ce qui est permis très ténue. Par ailleurs, quand bien même la liberté d'expression serait promulguée, la « loi Fraga » confère également à l'État le pouvoir de sanctionner à la fois administrativement et pénalement toute infraction à la législation. En effet, toute violation de la loi relève de trois types de responsabilités : pénale (définie par l'article 64), civile (définie par l'article 65) et administrative (définie par l'article 66). De plus, les articles 69 et 70 viennent définir le type de sanctions qui, selon la gravité des infractions, vont être imposées par le Directeur général de Presse ou d'Information, par le Ministre de l'Information et du Tourisme ou même par le Conseil des Ministres. Ainsi, même si la censure préalable est supprimée, les interdictions et les limites introduites par la loi ou par d'autres décrets sont à l'origine d'un contrôle qui peut parfois être plus subtil mais pas moins efficace²⁴. Aussi, et malgré l'ouverture que dessine la loi, le Ministère de l'Information et du Tourisme continue de monopoliser le système de communication sociale en Espagne. Ce contrôle est manifeste au moins sur trois plans. Tout d'abord, le Ministère régule le métier journalistique et a le pouvoir de décider qui est à même d'exercer puisqu'il dispose des moyens légaux pour délivrer ou refuser la carte de journaliste – condition *sine qua non* pour travailler dans le métier de la presse. Ensuite, le Ministère a un contrôle total de l'entreprise journalistique puisqu'il concède ou rejette l'inscription obligatoire au *Registro de Empresas Editoriales*, et qu'il doit être mis au courant de toute modification susceptible d'advenir – mouvements de capitaux, changement de

²³ *Ibid.*, Article 2.

²⁴ Par exemple, un ordre ministériel du 1^{er} septembre 1966 octroie le monopole des informations internationales à l'agence EFE, ce qui vient limiter la liberté d'accès aux sources. D'un autre côté, le journaliste reste lui aussi fortement contrôlé à travers l'*Estatuto de la Profesión Periodística*, décreté le 13 avril 1967, puisque c'est l'État qui prend en charge sa formation. Ce décret stipule que tous les journalistes doivent être inscrits au *Registro Oficial de Periodistas* (qui dépend directement du Ministère de l'Information et du Tourisme) et doivent posséder un *carnet profesional*, délivré par la *Federación de Asociaciones de la Prensa Española*, laquelle fait partie de l'*Organización Sindical*. Il prévoit également l'existence d'un *Jurado de Ética Profesional* désigné par le Ministre de l'Information et du Tourisme, ce jury pouvant sanctionner les journalistes à des peines qui vont d'une réprimande privée ou publique à une interdiction définitive d'exercer. Cf. « Decreto 744/1967, de 13 de abril, por el que se aprueba el texto refundido del Estatuto de la Profesión Periodística », *BOE*, n°90, 15 avril 1967, p. 5017-5020, <http://www.boe.es/boe/dias/1967/04/15/pdfs/A05017-05020.pdf>, consulté le 12/09/2013.

directeur, augmentation ou diminution du nombre de pages, type de publicité insérée ou périodicité des publications (articles 27 et 28). Enfin, l'État continue de contrôler l'information : il peut, d'une part, sanctionner toutes les infractions à la législation – les entreprises devant déposer dix exemplaires au Ministère de l'Information et du Tourisme avant leur parution (article 12) – ; d'autre part, il limite les sources d'information (monopole de l'Agence EFE) ; finalement, les périodiques sont toujours obligés d'insérer les informations officielles envoyées par la *Dirección General de Prensa*.

Malgré l'abrogation de la censure préalable et du système des consignes, malgré la déclaration de la liberté d'expression, de la liberté d'entreprise et de la liberté dans la désignation du directeur des publications, le régime maintient, derrière un masque libéralisateur, un contrôle effectif sur l'information. L'ambiguïté de l'article 2 introduit un certain arbitraire dans l'exercice de la censure, celle-ci n'étant pas définie de façon transparente, sa pratique – sous diverses formes – est fréquente dans les dernières années du régime. En effet, outre le phénomène d'autocensure que nous avons signalé plus haut, et si celui-ci est jugé insuffisant, le fonctionnaire du Ministère qui reçoit les exemplaires peut, dans le meilleur des cas, appeler le directeur du journal pour lui indiquer les paragraphes ou les articles qu'il faut supprimer ou modifier afin d'éviter une sanction, réglant de cette façon les problèmes en coulisses sans qu'il n'y ait de conséquences juridiques. Cependant, l'intervention directe de l'Administration et la saisie de certaines éditions demeure habituelle. Dans ce cas, le directeur de la publication ou l'auteur de l'article incriminé doit faire face à des poursuites légales et l'entreprise – obligée de paralyser le processus de distribution et de vente des exemplaires mis en cause – est pénalisée, en outre, par cette forme de sanction économique. En dernière instance, même dans le cas où la censure ministérielle aurait donné son approbation à un article, une fois celui-ci publié, le procureur d'*Orden Público* peut demander une saisie et intenter un procès pour décider s'il y a ou non responsabilité pénale de l'auteur du texte incriminé et du directeur de la publication. De cette façon, le régime dispose à travers la *Dirección General de Prensa* d'un certain nombre de mesures qui lui permettent de maintenir le contrôle de l'information et à travers elle, de l'opinion publique. Comme le souligne Isabelle Renaudet, « [c]'est que l'impact de l'information est tout aussi important, sinon plus, que l'information elle-même et le contrôle de l'opinion – troisième commandement de la censure – reste en fin de compte la pièce essentielle du dispositif mis en place pour verrouiller l'activité journalistique. » Entre le moment de l'entrée en vigueur de la loi en 1966 jusqu'à la mort de Franco en 1975 la *Dirección General de Prensa* va ainsi engager au moins 1360 procédures

administratives dont 60% relèvent de délits politiques²⁵, ce qui montre son fort taux d'activité. Cependant, cette activité de la censure montre bien l'ambiguïté de « la loi Fraga » qui invite à plusieurs lectures : si elle justifie les actions de l'État contre la presse, elle permet, en même temps, la conquête d'un certain espace de liberté interdit jusque-là, les sanctions économiques étant, malgré tout, moins nuisibles à la liberté de presse que l'application directe de la censure préalable.

4.1.2. Dépersonnalisation, extranéité, marginalisation : un dispositif d'invisibilisation (octobre 1972-mars 1973)

S'il nous importait de revenir sur le cadre juridique concernant la liberté de presse de l'ensemble de cette période – et pas seulement sur les nouvelles dispositions prétendument plus permissives de la « Loi Fraga » –, c'est parce que ce petit détour permet à plusieurs égards d'expliquer l'absence de visibilité des actions menées par le MIL, trente ans de farouche censure créant indubitablement un *habitus* dont il est difficile de se défaire. En effet, comme nous l'avons signalé, la censure préalable a, dans une certaine mesure, été reléguée aux directeurs des périodiques eux-mêmes, cela ne faisant qu'amplifier le phénomène d'autocensure préexistant. Malgré la « liberté contrôlée » qu'introduit la nouvelle loi de 1966, l'autocensure, ou le contrôle exercé par les journalistes eux-mêmes, reste très importante et n'est que la manifestation de l'intégration d'un certain nombre d'interdits dont il est difficile de se débarrasser.

Aussi, au moment même où l'activité armée du MIL est la plus intense, force est de constater la quasi-absence d'information que la presse est à même de fournir à son endroit. Pour la période comprise entre octobre 1972 et mars 1973, au cours de laquelle se produit ce que nous avons appelé, à l'instar de « Carlota Tolosa », « l'escalada d'atracaments », nous avons eu accès à un nombre très limité d'articles²⁶ portant sur les activités du MIL, ce qui est au

²⁵ RENAUDET, Isabelle, « La presse sous le contrôle de l'État : législation et pratiques de la censure au temps de la loi Fraga (1966-1975) » dans AUBERT, Paul et DESVOIS, Jean-Michel (Éds.), *Presse et pouvoir en Espagne 1869-1975*. Colloque international de Talence 26-27 novembre 1993, Bordeaux et Madrid, Maison des Pays Ibériques – Casa de Velázquez, 1996, p. 290 et suivantes.

²⁶ La plupart des articles que nous avons trouvés pour la période ici envisagée sont tirés de deux journaux barcelonais, les nouvelles sur les activités armées du MIL ne dépassant, dans un premier moment, que très rarement le cadre local : *El Noticiero Universal* et *Tele/eXpres*, même si des articles paraissent également dans *La Vanguardia Española* et dans *ABC*.

demeurant tout à fait significatif de la politique de non-publicité des agissements perturbateurs de l'ordre public propre aux médias de l'époque.

La caractéristique fondamentale des articles qui nous servent ici de base pour l'analyse est leur brièveté, ceux-ci se présentant pour la plupart sous forme de dépêche. Tout au plus, les journaux publient quelques articles succincts, signalant un braquage ici ou là, précisant au mieux le nombre de personnes impliquées, et le butin remporté. On pourrait alléguer que le manque d'informations renvoyant au MIL s'expliquerait par le caractère illégal et clandestin de ses actions – le caractère anonyme des acteurs étant dès lors à comprendre comme une réussite. Or, si « l'anonymation » des acteurs et du groupe lui-même peut s'expliquer par la clandestinité des actions menées, l'omission du mobile politique des hold-up relève quant à elle d'une authentique volonté d'occultation, le MIL s'appliquant pour sa part à distribuer des tracts explicatifs de sa démarche. En effet, malgré le caractère absolument apolitique des faits rapportés par la presse, le MIL s'attache dans ses tracts à employer une esthétique et un vocabulaire de la lutte des classes et de la guerre insurrectionnelle. Citons en guise d'exemple, le texte d'un des tracts laissé sur les lieux lors du braquage du Banco Central à Barcelone le 28 novembre 1972 :

ESTA EXPROPIACIÓN, JUNTO CON LAS ANTERIORES, TIENE COMO OBJETIVO APOYAR LA LUCHA DEL PROLETARIADO CONTRA LA BURGUESÍA Y EL ESTADO CAPITALISTA. POR ELLO, LOS REVOLUCIONARIOS SE APROPIAN PARA SU LUCHA DEL DINERO ROBADO POR LOS CAPITALISTAS A LA CLASE OBRERA.

LA LUCHA DIARIA DEL PROLETARIADO CONTRA LA EXPLOTACIÓN OBLIGA A LOS GRUPOS REVOLUCIONARIOS DE COMBATE A REALIZAR LAS ACCIONES NECESARIAS PARA QUE DICHA LUCHA ALCANCE SUS OBJETIVOS REVOLUCIONARIOS.

MIENTRAS LA REPRESIÓN DE LOS CAPITALISTAS SE ABATIRÁ SOBRE LA CLASE OBRERA, EL PROLETARIADO Y TODOS LOS REVOLUCIONARIOS SEGUIRÁN ATACANDO AL CAPITAL Y A SUS LACAYOS ALLÁ DÓNDE SE ENCUENTREN²⁷.

De cette façon, le MIL donne un contenu politique clair à ce qu'il appelle « expropriation », même si, malgré les nombreuses colonnes que l'action suscite, aucun article ne fait référence à ce document. Comme nous l'avons déjà évoqué, la persistance, malgré la nouvelle loi sur la presse, d'une forte censure – ou autocensure – explique pour beaucoup cet oubli, tout ce qui ne va pas dans le sens du régime étant systématiquement évacué de la presse. En ce sens, il nous semble pertinent de soutenir que le déficit d'information, l'omission du nom du MIL et de la dimension politique de ses actions relèvent – du moins depuis le braquage du 29 novembre

²⁷ Tract reproduit dans le dossier de presse publié dans la revue *C.I.A., Conspiración Internacional Anarquista*, n°1, [Toulouse], [s.n.], [1973].

1972 – d’une stratégie systématique de désinformation tendant à l’invisibilisation de toute opposition au régime ou au système, dont nous pouvons étudier – pour le cas qui nous occupe – certains des moyens de mise en œuvre.

La désinformation passe, tout d’abord, par le recours à la dépersonnalisation, celle-ci étant notamment marquée au niveau du langage par l’absence d’un sujet actif, les faits étant énoncés au moyen de phrases nominales. Cela est particulièrement vrai pour les titres – ce qui n’est pas surprenant, la concision de la phrase nominale étant tout à fait adaptée à cette forme – , mais également pour les surtitres, les sous-titres et les accroches. Ainsi, reviennent constamment au niveau des titres, les tournures du type « Atraco a una sucursal del Banco Central en el Paseo de Valldaura²⁸ », « Atraco a un banco: un millón de pesetas²⁹ », « Atraco a una caja de ahorros de Barcelona: 764.000 pesetas de botín³⁰ », « Atraco a una entidad de crédito, en Sarriá³¹ », la variation sur le même thème « Delincuencia en Mataró. Robo a mano armada en una entidad de ahorro³² » ou encore « Asalto a mano armada en Benedicto Mateu³³ », pour ne citer que quelques exemples. Le laconisme est par ailleurs renforcé par l’absence d’un sujet explicite, les formes verbales conjuguées à une troisième personne du pluriel floue comme « se llevaron » ou « se apoderaron » ainsi que les phrases impersonnelles construites sur des verbes réfléchis comme « se cometió un atraco » se multipliant dans ces articles ; mais également par la désindividualisation des sujets, l’identité de ceux-ci étant plutôt noyée dans d’incertains « individuos », « jóvenes », ou « un grupo » et de vagues descriptions physiques « disfrazados con pelucas », « Sus edades oscilan entre los 25 y los 30 años. Uno viste traje gris y otro chaqueta de ante. Y esto es todo lo que sobre los asaltantes puede decirse », etc. Pourtant, cet effet de *floutage* contraste fortement avec la description minutieuse des circonstances des événements relatés, le jour et le lieu étant précisés, mais également, dans bien des cas, ces articles poussant la justesse du propos jusqu’à indiquer l’heure exacte de la survenue des faits : « A las nueve horas y quince minutos de la mañana de hoy », « A las 8.15 horas de la mañana de ayer », etc. Les articles semblent ainsi cultiver sciemment l’indétermination malgré la présence d’une profusion de données qui s’attachent à décrire les événements *tels qu’ils ont eu lieu*. La multiplication des déictiques spatio-temporels, et le foisonnement des détails dans une espèce de boulimie référentielle permettent à ces textes d’acquérir un statut d’objectivité

²⁸ « Atraco a una sucursal del Banco Central en el Paseo de Valldaura », [?], 29/11/1972.

²⁹ F.C., « Atraco a un banco: un millón de pesetas », *Tele/eXpress*, 29/11/1972.

³⁰ « Atraco a una caja de ahorros de Badalona: 764.000 pesetas de botín », *La Vanguardia Española*, 30/12/1972.

³¹ « Atraco a una entidad de crédito, en Sarriá », *Tele/eXpres*, 19/01/1973.

³² « Delincuencia en Mataró. Robo a mano armada en una entidad de ahorro », [?], [22/11/1972].

³³ « Asalto a mano armada en Benedicto Mateu », [?], 19/01/1972.

certain, cette première modalité d'invisibilisation pouvant tenir dans l'énoncé paradoxal suivant : désinformation par surinformation ou saturation de détails.

Dans cette stratégie d'oblitération, les articles de la période concernée mettent en œuvre un autre procédé d'effacement identitaire qui se décline en deux modalités quelque peu distinctes, mais liées par la notion d'extériorité.

En premier lieu nous pouvons évoquer la question de la nationalité : les articles rapportent, dans certains cas, les déclarations des témoins visuels et auditifs des hold-ups pour commenter ou pour formuler des hypothèses sur la nationalité des braqueurs. Or, si la plupart semblent parler correctement le castillan, sans que pour autant leur accent ne permette de les rattacher à telle ou telle région, l'un d'eux est à l'évidence étranger³⁴. C'est la glose de la qualité d'étranger d'au moins un des impliqués dans les faits qu'il est intéressant de remarquer ici, la figure qui est convoquée n'étant pas anodine. Ainsi, si un article annonce que « [t]odos, excepto uno, se expresaban en correcto castellano suponiéndose que este último pudiera ser de procedencia árabe³⁵ », un autre renchérit : « Los empleados de la entidad aseguran que excepto uno, los demás hablaban castellano y ese que no decía nada su aspecto era de raza norteafricana³⁶. » Finalement, l'indubitable « circulation circulaire de l'information », un jeu de reprise infinie et, à terme, déformante, de l'information, semble aller bon train, puisqu'un troisième article commentant exactement le même événement – soit le braquage au cours duquel des tracts ont été distribués par le MIL – affirme que « [a]l parecer, uno de los integrantes de la cuadrilla, que no iba enmascarado, era de raza africana³⁷ ». Invariablement, c'est la figure de l'étranger venant de pays sous-développés et traditionnellement assimilé au barbare et à sa présence envahissante qui est convoquée. De la même façon et en lien avec cela, certains articles s'emploient à assimiler les moyens employés par les braqueurs à des pratiques utilisées ailleurs : « El estilo, como hemos dicho, por aquello de la utilización de un fusil ametrallador, hace pensar que entre los asaltantes, a pesar de hablar castellano, uno cuando menos pudiera ser extranjero, acostumbrado a cometer esta clase de asaltos en otros países europeos³⁸ » ; ou encore : « Es indiscutible que el asalto tiene el sello europeo: es decir, igual a los que habitualmente se están cometiendo en Francia, Alemania, Italia, etc., y que en España todavía eran desconocidos³⁹. »

³⁴ Il s'agit vraisemblablement de Jean-Marc Rouillon.

³⁵ « Atraco a una sucursal del Banco Central en el Paseo de Valldaura », *op. cit.*

³⁶ « Atraco a un banco: un millón de pesetas », *op. cit.*

³⁷ « Atraco a un Banco en Barcelona: un millón de pesetas », *ABC*, 29/11/1972.

³⁸ « Atraco a un banco: un millón de pesetas », *op. cit.*

³⁹ *Idem.*

Dans tous les cas, l'extranéité des sujets impliqués comme des méthodes employées dans les braquages, met en évidence qu'il s'agit d'actes *étrangers* à la « nature » espagnole et qui ne sauraient émaner de sa société civile, ce qui dessine une ligne de partage tangible entre un « nous » pacifié, civilisé et naturellement à l'abri de la délinquance, et un « eux » dégénéré et barbare.

Aussi, les procédures d'anonymation qui semblait initialement caractériser ces textes sur le plan rhétorique ne suppose pas pour autant une absence de nomination. D'ailleurs, et cela constitue la deuxième modalité de cette fabrique de l'extériorité que nous évoquions plus haut, les articles déploient tout un vocabulaire et un lexique ressortissant au domaine de la marginalité, ce qui vient en quelque sorte prolonger la thématique de l'extranéité, à la saisir dans son acception particulière d'étrangéité. Les descriptions des « individus » commettant les méfaits, lorsqu'elles existent, insistent ainsi sur des traits physiques particuliers : « tres individuos, uno de ellos barbudo », « uno con barba » ou encore « uno moreno con la cara picada por la viruela ». Dans les trois cas, il s'agit de souligner la marginalité de ces sujets ce qui, couplée à la présence d'un étranger qui aurait de l'ascendant sur les autres, expliquerait leur dégénérescence morale, concentrée dans le terme « malhechores ». Cette déliquescence éthique se cristallise rapidement dans le vocabulaire relatif au vandalisme – champ lexical de l'agression et de la violence – que tous les articles sans exception développent ; tous les termes renvoient inmanquablement à des événements répréhensibles mais exceptionnels, et commis par des éléments extérieurs au corps compact, homogène et pacifique que constitue « normalement » la société espagnole, qu'il s'agisse d'étrangers par nationalité, ou d'étrangers par leur condition de marginaux.

Ainsi, à partir d'un premier niveau de l'analyse de la représentation du MIL par la presse de la fin de la dictature, nous pouvons affirmer que les informations concernant ses actions brillent par leur absence. Toutefois, bien que sommaires, les articles se référant aux activités du MIL mettent en œuvre une double stratégie ayant pour effet son invisibilisation dans le champ médiatique. Soit le groupe souffre du procédé d'anonymation, soit ses actions sont renvoyées au monde de la marginalité et de la barbarie, et donc également désignifiées puisque traitées dans leur étrangeté et exceptionnalité. Dans ce sens, il n'est pas étonnant que les informations concernant le MIL soient systématiquement et en priorité relayées par les articles des rubriques de faits divers, voire dans les journaux consacrés à ce genre rédactionnel. Cela est vrai pour le moment de plus grande activité du groupe, mais aussi et surtout pour la période allant de l'arrestation de plusieurs des membres du groupe à l'exécution de Salvador Puig Antich.

4.2. De « bandoleros » à « asesinos » : quand classer veut dire dominer

Puisque, comme nous venons de le suggérer, les actions rapportées par la presse font très majoritairement l'objet d'articles dans la rubrique de faits divers, nous allons à présent nous pencher sur ce genre rédactionnel en partant du postulat que ses caractéristiques – et le recours systématique à cette forme dès lors qu'il s'agit du MIL – font partie d'une stratégie de classification et plus largement d'un dispositif de diabolisation par criminalisation.

4.2.1. Une question de genre : la forme du fait divers

Terme polysémique, le « fait divers » renvoie simultanément à un événement – sans portée générale mais appartenant à la vie quotidienne – et à sa représentation, à une information lorsqu'il est au singulier (contenu thématique) et à une rubrique de presse lorsqu'il est au pluriel (disposition formelle), ce qui rend compte du caractère protéiforme du genre. « Récit d'événements variés considérés comme peu importants, le fait divers n'appartient à aucune actualité : il n'est ni politique, ni social, ni économique ni culturel [...] »⁴⁰ ; classement de l'inclassable, la rubrique de faits divers « serait le rebut inorganisé des nouvelles informées⁴¹ ». Si la difficulté à définir et à délimiter précisément le fait divers est bien réelle, cela ne doit pas nous empêcher de mettre en évidence des éléments récurrents qui font de lui un genre journalistique reconnaissable par tout un chacun. Aussi, nous pouvons dès à présent signaler quelques ingrédients qui permettent de l'identifier : traits typographiques précis – *titre-trash* en grand format, photographies suggestives des victimes et des bourreaux, aspect sanguinolent mis en avant –, type d'énonciation distanciée et distanciation par l'écriture, récurrence d'un certain nombre de *topoi* – le monstrueux, l'incroyable, le criminel dans toutes leurs déclinaisons possibles.

Nous pouvons évoquer de façon plus explicite l'unité formelle et thématique sous-jacente à ce type d'articles. Leur dénominateur commun serait à chercher, selon Roland Barthes, dans une structure spécifique, le fait divers étant défini par son immanence, puisque « sans durée et sans contexte, il constitue un être immédiat, total, qui ne renvoie, du moins formellement, à rien d'implicite⁴² ». En ce sens, il se distingue de l'information, qui, elle, fait appel à des éléments exogènes. Partant du constat qu'un même événement – concrètement un assassinat – sera

⁴⁰ Rubrique « Fait divers » dans *L'Encyclopædia Universalis*, Paris, Encyclopædia Universalis, 1995.

⁴¹ BARTHES, Roland, « Structure du fait divers » dans *Essais critiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1964, p. 188.

⁴² *Idem*.

information s'il est politique et fait divers s'il ne l'est pas, Barthes pointe au travers de l'hétérogénéité de leur structure la différence fondamentale entre les deux notions. Ainsi, dans le cas d'un assassinat politique, « l'information ne peut [...] être définie qu'à proportion d'une connaissance extérieure à l'événement, qui est la connaissance politique, si confuse soit-elle ; en somme, l'assassinat échappe au fait divers chaque fois qu'il est exogène, venu d'un monde déjà connu [...] »⁴³. » À l'intérieur de cette structure fermée, c'est dans la complexité du rapport problématique entre deux termes que surgirait alors le fait divers, celui-ci ne commençant « [...] que là où l'information se dédouble et comporte par là même la certitude d'un rapport⁴⁴. » Barthes souligne l'existence de deux types de relations problématiques, la causalité et la coïncidence. L'information a pour rôle de combler l'espace et le temps qui séparent l'événement de sa cause, venant en cela colmater « la brèche causale⁴⁵ », motif de frustration et d'angoisse. Or, comme le fait divers est avant tout spectacle et qu'il tend en cela à exhiber les éléments en marge du « naturel » – créant étonnement et trouble –, les cas de carence ou de déviations causales se multiplient dans ses pages. L'idée même de causalité est alors mise en question : omniprésente, elle se situe toujours entre le rationnel et l'inconnu, « distante de son effet (et c'est là, en fait divers, l'essence même du *notable*), la cause apparaît fatalement pénétrée d'une force étrange : le hasard ; en fait divers, toute causalité est suspecte de hasard⁴⁶ ». C'est là qu'apparaît la relation de coïncidence, celle-ci se manifestant principalement dans la répétition, et dans la tendance à rapprocher des éléments logiquement distants. Le fait divers supprime ainsi dans une certaine mesure la distance logique et introduit par là même l'idée du destin : la répétition d'un certain nombre de coïncidences, l'idée de chance et de malchance tendent à introduire implicitement l'élément divin, toute coïncidence étant à la fois indéchiffrable mais signe de l'existence d'une Intelligence qui l'accomplit. Dès lors, entre « causalité aléatoire » et « coïncidence ordonnée », le fait divers crée une « zone ambiguë où l'événement est pleinement vécu comme un signe dont le contenu est cependant incertain⁴⁷ ». Le fait divers suggère ainsi, à côté de la logique sociale *normale* – définie par rapport à certains stéréotypes –, une autre réalité, illogique et « détraquée » : il oscille entre une logique rationnelle et une logique subjective qui échappe à la raison, et révèle ce faisant un monde générateur d'angoisse. Le fait divers se caractérise donc toujours par un *écart* surprenant et étonnant vis-à-vis d'une norme sociale implicite, celui-ci pouvant être contenu, d'après Marine M'sili, dans

⁴³ *Idem.*

⁴⁴ *Ibid.*, p. 190.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 192.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 194.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 196-197. L'auteur souligne.

l'idée de *rupture*. C'est à partir de ce concept, dénominateur commun du fait divers, qu'elle dresse une typologie⁴⁸ – que nous lui empruntons ici – dans laquelle chaque catégorie présente une transgression, une rupture, un écart ou une anomalie plus ou moins importante vis-à-vis de la norme qu'elle subvertit.

- L'accident mettant en scène une violence aléatoire serait une « rupture tragique du cours prévisible du quotidien ».
- La violence meurtrière (assassinat) impliquerait une « rupture du contrat informel qui veut que les hommes ne doivent pas se nuire physiquement ».
- Le suicide (violence exercée contre soi-même) serait une « rupture brutale de l'instinct de survie ».
- La violence économique (dont le vol serait l'expression paroxystique) révélerait une « rupture vis-à-vis du système économique dominant ».
- Les dérèglements de la nature, une « rupture dans les lois garantes de l'ordre naturel ».
- Les affaires de mœurs et la violence morale et sexuelle (transgression sexuelle, attentat à la pudeur, violence familiale, etc.) seraient autant de « ruptures multiformes à la morale sexuelle et familiale ».
- Les atteintes à l'ordre public (toute menace contre la paix publique) signifieraient, enfin, une « rupture du contrat civil informel ».

Le fait divers est donc avant tout la matérialisation d'une question ou d'un conflit moral : il montre toujours un dysfonctionnement provoquant, chez le lecteur, une réaction émotionnelle. Malgré la diversité du type d'événements décrits dans les faits divers, leur réunion dans une même rubrique tend à les rendre interchangeables, à leur donner la même valeur sociale : « À l'échelle de la société, les catastrophes prennent la même valeur que le crime faisant irruption dans l'existence d'un individu ou d'une famille, car elles révèlent brutalement des dysfonctionnements⁴⁹. » À tous les événements exhibés dans les pages de faits divers répondent les mêmes sentiments : horreur, peur et en dernière instance, angoisse. Présentés de façon brute et sans analyse rationnelle et analytique, les faits divers activent avant tout parmi le public l'affectivité qui est ainsi présentée comme le seul principe d'intelligibilité de la réalité véhiculée par le fait divers ; dès lors, celui-ci renvoie exclusivement à l'univers privé.

⁴⁸ Voir : M'SILI, Marine, *Le fait divers en République. Histoire sociale de 1870 à nos jours*, Paris, CNRS Éditions, 2000, p. 50-55.

⁴⁹ FRANCO, Marie, *Le sang et la vertu. Fait divers et franquisme. Dix années de la revue El Caso*, Madrid, Casa de Velázquez, 2004, p. 252.

Ce détour sur la forme du fait divers, loin de constituer une digression, est essentiel pour analyser les articles portant sur le MIL, notamment à partir de l'arrestation de plusieurs de ses membres. En effet, les quelques éléments esquissés sur la structure et les catégories propres au genre vont nous permettre de montrer les rhétoriques dépolitisantes à l'œuvre dans la presse vis-à-vis des actions du MIL. D'un côté, si comme nous l'avons indiqué, le fait divers est structurellement opposé au politique (immanence *vs* transcendance), s'il se situe toujours à la limite entre le rationnel et l'irrationnel, et s'il est toujours de l'ordre de l'insolite, alors le *rapport* exclusif des actions du MIL dans la presse nationale par la forme du fait divers ne peut avoir qu'une action dépolitisante, l'événement narré s'y trouvant comme déréalisé. Par ailleurs, le fait divers mettant en scène des dysfonctionnements avant tout moraux, la publication d'un certain nombre d'articles sur l'arrestation de membres du MIL configure un ennemi criminel appréhendé dans son aspect diabolique – parce que nuisible à la société –, le groupe s'en trouvant encore une fois dépolitisé. C'est ce que nous allons voir, en prenant comme corpus essentiel d'analyse trois articles⁵⁰ parus dans *El Caso* – un journal précisément spécialisé dans les faits divers –, même si nous citerons ponctuellement d'autres articles répondant à cette même structure⁵¹.

4.2.2. Fait divers et déréalisation : l'événement dépolitisé

Le fait divers est, comme nous l'avons vu, un récit fermé qui ne renvoie formellement qu'à lui-même, son caractère transhistorique, transculturel et immanent niant toute possibilité de surgissement de la politique – qui, elle, est toujours transcendante, et ne peut être qu'en tant qu'ensemble de relations. Le fait que la majorité des articles traitant du MIL prennent la forme du fait divers, n'a ainsi rien d'anodin. De plus, il est important de souligner que les articles portant sur le MIL se retrouvent noyés dans le flot de la rubrique « chiens écrasés » : l'affaire du MIL devient fait divers parmi les faits divers, la portée politique de cette dernière se trouvant précisément écrasée par la juxtaposition avec d'autres faits divers qui relèvent de l'anecdotique et du privé.

Si le contenu du fait divers se réfère malgré cela au monde, si sa forme n'est pas absolument autoréférentielle, au niveau de la lecture tout est donné, le lecteur n'ayant pas à

⁵⁰ Il s'agit de « Policía alevosamente muerto; Durante la detención de unos atracadores », *El Caso* n°1118 du 06 octobre 1973, de « Pena de muerte para el que mató a un policía », *El Caso*, [janvier 1974?], et de « Salvador Puig Antich y Heinz Chez ejecutados », *El Caso* n°1140 du 9 mars 1974.

⁵¹ Principalement des articles d'*ABC* mais également quelques articles de *La Vanguardia Española*.

chercher d'éléments supplémentaires et extérieurs pour le comprendre. En ce sens, il « est littérature, même si cette littérature est réputée mauvaise⁵² », et s'apparente à la nouvelle ou au conte. Si les articles de fait divers peuvent être lus comme un ensemble fermé, ayant une cohérence interne, nous pouvons alors tenter de cerner les conséquences potentielles qu'une lecture littérale de ce type d'article implique. Les articles portant sur l'arrestation de quelques membres du MIL n'échappent point au mécanisme de « circulation circulaire de l'information » mis en avant par Bourdieu pour expliquer l'homogénéité des produits proposés par la presse. Ainsi, nous prendrons comme exemple pour notre analyse l'article intitulé « Policía alevosamente muerto; Durante la detención de unos atracadores » publié le 6 octobre 1973 dans *El Caso*, car nous considérons qu'il est représentatif de l'ensemble des articles qui paraissent au même moment dans d'autres journaux nationaux – même lorsqu'ils ne sont pas classés dans la rubrique de faits divers⁵³.

L'article retenu est annoncé à la une par un gros titre en lettres capitales et en caractères gras, et constitué de quatre pages intérieures auxquelles l'on nous renvoie dès la couverture : « *Vea páginas centrales* ». À la une, le titre accrocheur – « *Policía alevosamente muerto* » – fonctionne comme un appât donnant un aperçu prometteur destiné à attiser la curiosité du lecteur, et dès le premier instant focalise son attention sur une partie de la question traitée. C'est le thème de la mort d'un policier qui est mis en avant, davantage que les motifs ou les causes de l'événement, tandis que le sous-titre – « *Durante la detención de unos atracadores* » – expose succinctement les circonstances de cette mort. La première page offre par ailleurs les informations jugées essentielles, les titres réveillant la curiosité d'un lecteur qui semblerait, *a priori*, en quête d'émotions morbides. Il s'agira, dans le corps du texte, de rebrousser chemin jusqu'au moment de cette mort, l'article imitant ce faisant la forme de l'enquête policière. Finalement, la présence en première page d'une photographie de la victime est également remarquable en ce qu'elle personnalise l'affaire. De même, le deuxième sous-titre fournit des informations personnelles sur la victime – ce qui fait appel à la sensibilité et à l'empathie du lecteur – en dressant un portrait-robot du policier mort à travers des données essentielles du point de vue social. Nom : « *Francisco Anguas Barragán* », profession : « *subinspector del Cuerpo General de Policía* », âge : « *veinticuatro años* », état civil : « *iba a contraer matrimonio dentro de pocos meses* ». L'ensemble est visuellement important puisqu'encadré et occupant la moitié de la une. Les pages centrales de l'article narrent quant à elles les faits : arrestation d'une

⁵² BARTHES, Roland, « Structure du fait divers », *op. cit.*, p. 197.

⁵³ Comme par exemple cet article d'*ABC* du 26 septembre 1973 dont le titre est, malgré quelques variations, proche de celui d'*El Caso* : « *Asesinato de un policía en la detención de una banda de atracadores en Barcelona* ».

bande de délinquants braqueurs de banques au cours de laquelle un policier est tué. Au-delà de ces quelques informations essentielles, les pages intérieures présentent plusieurs photographies (les parents qui pleurent la mort de leur fils, les personnes arrêtées, les témoins des faits et le lieu du drame), quelques gros titres résumant les données importantes, des phrases détachées, le tout chargé d'une certaine violence émotionnelle et d'un pathétisme évident dans le ton – phrases courtes et frappantes. Le contenu de l'article manquant d'informations et d'analyse, son intérêt semble se situer ailleurs, dans l'écriture et la fictionnalisation des données, ce qu'une analyse détaillée de l'article peut nous permettre de mettre en évidence.

Si nous nous intéressons, tout d'abord, à la question du temps, nous pouvons remarquer qu'il y a une double actualisation temporelle : un présent de l'action qui se traduit par l'utilisation des passés simples dans le texte – « lograron », par exemple – lorsque le journaliste-narrateur fait référence aux actions de la *banda de atracadores*-personnages, et un présent de la narration qui ne coïncide pas dans l'article avec le présent de l'action et qui est donné soit par des éléments exogènes – comme la date de parution de l'article – soit par des déictiques temporels – « Hace justamente ahora un año ». L'utilisation des pronoms et des adverbes de temps fait ainsi osciller le texte entre le récit et l'énoncé direct – même si le récit est dans l'ensemble plus présent. À l'utilisation des troisièmes personnes du singulier et du pluriel, la plus fréquente dans l'article, répond la première personne du pluriel dans le dernier paragraphe : « Hemos estado en el portal. » De même, les adverbes de temps répondent dans leur majorité à un ancrage allocentrique : utilisation de dates précises – « El 18 de noviembre 1972 », « El día 2 de marzo de 1973 », etc. – et de renvois internes – « un año y un día exactamente desde el primer atraco » – ; et dans une moindre mesure à un ancrage nunéocentrique – dont le centre est le « maintenant » du journaliste – : « Hace justamente ahora un año ». En ce qui concerne la forme, l'article répond à un découpage en plusieurs moments, dont l'enchaînement semble constituer une intrigue : présentation sous forme de petit rappel des braquages de banque commis par la bande dans les premiers paragraphes, arrestations dans la section introduite par l'intertitre « Capturas », identification des arrêtés – section « Identificados » –, nouvelles arrestations et mort du policier – section « Capturas y asesinato en Barcelona ». Tous ces paragraphes, divisés en alinéas et introduits par des intertitres, conformément ainsi des épisodes à la manière des chapitres – sommaires, il est vrai – d'un roman.

Par ailleurs, l'article utilise également des procédés caractéristiques du récit, ce qu'indique, par exemple, le recours aux coups de théâtre. Ainsi, la découverte des premières pistes dont la police va disposer – et qui se révéleront déterminantes pour la suite de l'histoire – est le résultat de l'oubli d'un sac à main et de la témérité de la bande, l'erreur humaine venant

rompre le déroulement de l'action jusqu'ici marquée par la multiplication des braquages de banques réussis, et la modifier de façon inattendue :

El 21 de junio de 1973, ante la inminencia de ser capturados algunos de los forajidos en un bar de Barcelona, escaparon dejando abandonada una bolsa [...]. Este hecho trajo consigo que la Policía encargada de la persecución de la peligrosísima banda descubriera dos pisos que habían sido alquilados [...]. Este segundo atraco en Belver de Cerdaña ha sido la clave para el final de la cuadrilla [...].

Péripéties et revirements de l'action sont encore autant de procédés chers au récit qui viennent dynamiser la narration. Citons pour exemple l'épisode rapportant le moment où Salvador Puig Antich tire sur le policier. Alors même que la police semble avoir réussi à contrôler le « forajido » Puig Antich, celui-ci parvient à renverser la situation par l'utilisation d'une arme à feu, et ce faisant à créer un nouveau climax, ce qui vient, au niveau dramatique, relancer l'intérêt de la narration :

[...] al verse impotente ante un joven de su edad, tendido como estaba boca arriba, en el suelo, detrás de la puerta, echó una mano hacia atrás, como para buscar apoyo y levantarse. Lo que hizo fue, rápidamente, extraer el arma de la cintura trasera y empezar a disparar a quemarropa [...]. A los disparos siguió un gran revuelo [...].

Nous pouvons donc dire que le type d'écriture mis en œuvre dans cet article renvoie davantage à celui de la nouvelle qu'à celui de l'information, tendant par-là à fictionnaliser l'événement. S'il fallait préciser à quelle catégorie de fiction nous avons affaire, le genre policier semble s'imposer nettement : outre le contenu thématique, le rythme de l'article, alternant phases d'investigation lentes et phases d'action rapides, est en tout point semblable à celui déployé dans la narration du roman policier. Ici, les phases marquées par un rythme rapide seraient celles qui dépeignent les activités de la bande et les arrestations, tandis que les phases plus lentes se retrouvent dans les passages où le lecteur suit la progression de la police – notamment avec la découverte de pistes qui vient interrompre la spirale des braquages –, et où l'auteur de l'article avance des commentaires plus personnels sous forme de réflexions générales : « Como siempre suele ocurrir una vez realizadas las primeras capturas de una banda de forajidos, sigue la desarticulación total con la detención de todos o la mayoría de sus componentes. » De plus, s'agissant d'un récit fermé, celui-ci prend la forme de la chronique d'une mort annoncée : tout est donné dès la première page, puisque le titre révèle le fin mot de l'histoire; comme dans le roman ou la nouvelle policière, le crime est à la fois début – puisque tout commence par le meurtre – et fin, l'intérêt se situant dans l'entre-deux qu'est la narration de l'enquête. L'article travaille ainsi à colmater « la brèche causale » dont nous avons parlé, à combler l'espace qui sépare l'événement – la mort de l'inspecteur adjoint – de sa cause. Pour

cela, le journaliste va utiliser toute une série de procédés chers à la nouvelle policière ou au téléfilm censés procurer au public un évident plaisir de lecture.

Notons tout d'abord l'usage qui est fait de la répétition, comme élément servant à faire monter la tension. En début d'article, l'énumération des braquages réalisés par la bande suit, dix paragraphes durant, la même structure du point de vue formel : date de l'événement, moyen par lequel le braquage est réalisé, lieu du braquage et butin. Cette itération formelle crée un effet d'accumulation et fait entrer le lecteur dans une spirale ascendante potentiellement angoissante stoppée par l'action policière. Un autre élément typique roman policier, repris ici, est la présence du hasard. On retrouve par-là la deuxième relation problématique caractéristique du fait divers dont parlait Barthes : la coïncidence. La part de hasard joue, en effet, un rôle très important dans la nouvelle policière, le détail infime permettant bien souvent de résoudre l'énigme. Dans l'article, c'est par exemple l'oubli d'un sac à main qui va mettre la police sur la piste de la bande. C'est aussi un événement grotesque, ou du moins comique, qui va permettre à un témoin de s'échapper : « Al ir a escapar, el del dinero tomó tan gran impulso que chocó violentamente con el de las melenas, y ambos cayeron al suelo, momento que aproveché uno de los empleados para escaparse e ir a su coche [...] ». De la même façon, c'est la chance qui permettra à l'un des « délinquants » d'échapper une première fois à la police : « Por cierto que este forajido escapó a la captura por pura casualidad. [...] El bandido se había salvado por la noticia aparecida tan rápidamente en la Prensa ». Et c'est encore le hasard, ou plutôt la malchance et la fatalité, qui vont être à la source de la mort du policier Anguas Barragán. Cette fatalité, qui fait que la victime ne connaît pas son sort alors que le lecteur est en mesure de l'anticiper, implique la notion de destin. La mort est expliquée par le déroulement des événements, par la concaténation des faits ; la narration fonctionne comme une machine infernale qui mène inévitablement et de façon implacable à cette mort – une mort à la fois dramatique et tragique qui peut sembler injuste et absurde, et qui se voit à plusieurs reprises anticipée de façon plus ou moins explicite dans le récit même des faits (« Creyendo que el forajido ya estaba desarmado y dominado, el pobre joven se confió demasiado » ou encore « El infortunado joven »).

Genre structurellement dépolitisant présentant le monde sous la forme de l'anecdote, le fait divers est un micro-récit dont la prolifération entraîne une « fait-diversification⁵⁴ » de la politique, c'est-à-dire une saisie de cette dernière au prisme unique de la fable privée, qui est aussi une manière de l'évacuer. Il produit également une spectacularisation basée sur la

⁵⁴ Nous reprenons ici le concept de M'SILI, Marine, *op. cit.*, p. 103.

recherche du rebondissement, du pathos, en un mot, sur la dramatisation de l'événement. Parce que cette écriture tient du fictionnel nous pouvons considérer qu'elle a des effets profondément déréalisants : le récit factuel, à force de dramatisation, en devient presque littérature.

Enfin, cet article présente aussi un certain nombre de ruptures et d'écarts par rapport à des normes sociales spécifiques. De façon schématique, nous pouvons dire qu'il y a dans ce texte une violence économique (braquages) qui mène à une violence meurtrière (assassinat), ce qui suppose une rupture de l'ordre économique et de la paix sociale. De par son genre (fait divers) et de par sa forme (manière de tragédie moderne), cet article renvoie doublement à la question de la morale qu'il véhicule.

4.2.3. Diabolisation, criminalisation et moralisation de l'actualité : la « fait-diversification » de l'information

Une analyse lexicale de ce texte permet de dégager le système de valeurs qui sous-tend sa construction. L'article livre une description manichéenne de la réalité et dépeint, ce faisant, deux camps qui s'opposent : il dessine très nettement une ligne de démarcation entre les deux entités morales que seraient le « bien » et le « mal ».

En effet, si nous analysons le champ lexical employé pour se référer aux membres du MIL ou au groupe lui-même, il en résulte que celui-ci a toujours trait au crime. Les nominations⁵⁵ choisies pour se référer au groupe sont nombreuses et varient tout au long de l'article⁵⁶ – « jóvenes maleantes », « asaltantes », « cuadrilla », « atracadores », « compinches », « banda », « granujas », « bandidos », « forajidos », « delincuentes » – mais ne véhiculent qu'une seule et même idée : il s'agit d'une bande organisée qui exerce une violence économique sur la société à travers ses braquages. De plus, le texte multiplie les références aux armes dont dispose le groupe – « bien provistos en armas », « pistolas », « metrallas », « municiones », « explosivos », « bombas de mano » –, la répétition visant à transmettre une sensation d'insécurité. Remarquons également l'emploi systématique du superlatif, et l'hypertrophie de

⁵⁵ Nous emploierons invariablement ce terme dans son acception linguistique : « Opération consistant à donner un nouveau nom à une chose », Article « Nomination », *Trésor de la Langue Française Informatisé*, <http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/advanced.exe?8;s=3141838935>, consulté le 28/06/2014.

⁵⁶ Cela est également vrai pour les articles des autres journaux : tous se réfèrent au MIL et à ses membres dans les mêmes termes. Ainsi par exemple, l'*ABC* du 26 septembre 1973 intitulé « Asesinato de un policía en la detención de una banda de atracadores en Barcelona » évoque les termes de « malhechor », « fechoría », « delincuentes », « peligrosísima banda de forajidos » ou de « peligroso grupo de atracadores ». Pour sa part, *La Vanguardia Española*, dans l'article du 27 septembre 1973 intitulé « El vil asesinato del policía don Francisco Jesús Anguas » qualifie les membres du groupe de « peligrosos delincuentes » et de « banda de atracadores », et leurs actions de « bandidaje ».

l'adjectivation qui renvoie à un danger économique et physique, toujours chargée négativement d'un point de vue moral : « alevosamente » (terme qui dans le registre juridique désigne une circonstance aggravant la responsabilité criminelle), « sangriento atraco », « peligrosísima banda », « por el simple y sádico placer de hacer daño y destruir vandálicamente la riqueza ajena », « peligrosa cuadrilla », « peligrosísimos individuos », « loco de rabia asesina », « tan peligrosísima banda de forajidos », etc. Ainsi, tout au long de l'article, un glissement d'une violence économique à une violence meurtrière s'opère, assorti d'une gradation descendante dans le traitement que reçoivent le groupe et ses membres. Le journaliste utilise un crescendo stylistique pour dépeindre un decrescendo moral : si les membres du MIL sont qualifiés de « jóvenes maleantes » au début, ils sont par la suite appelés « delincuentes », puis « forajidos », et enfin, atteignant le comble de l'immoralité, « asesinos ». L'évolution dans la qualification tend donc vers l'immoralité : les membres du MIL ne sont pas seulement présentés comme un danger pour la paix sociale mais surtout comme un danger moral pour cette société. La façon dont l'article se réfère au groupe est bien de l'ordre du jugement éthique. D'ailleurs, le journaliste disqualifie les membres du MIL non pas tellement du point de vue sociétal mais plutôt du point de vue moral. Pour cela, il recourt stylistiquement tantôt à l'ironie et aux tournures antiphrastiques – « la banda se amplió a nuevos individuos y tornó a hacer viajecitos de negocios » ou encore « unos cuantos ratitos de trabajo en España » –, tantôt à la caricature renvoyant aux stéréotypes du criminel ou du jeune « gauchiste » – « con barbas y melenas » –, tantôt à l'inconséquence, c'est-à-dire à la coordination de deux idées qui n'ont apparemment aucun rapport logique entre elles :

A los cuales [delitos de atracos], se sospecha, habrá que agregar otros entretenimientos, consistentes en el incendio intencionado de bosques, pues se tiene la sospecha que esta banda de forajidos [...] ha estado provocando incendios en varias provincias de la región catalana durante este fatídico verano.

L'auteur de l'article excite l'imagination du lecteur, et donne des membres du MIL un portrait stéréotypé du criminel violent, sans pitié – « carentes de todo escrúpulo y sin el menor respeto a las vidas ajenas », sanglant, et partant monstrueux. Moralement, ce criminel agit à l'encontre de deux valeurs franquistes essentielles : le travail et la famille. Il fait violence au travail puisque, précisément, il ne travaille pas pour vivre mais vole à la société, s'opposant en ce sens aux intérêts du simple travailleur, présent dans l'article comme la figure de « l'empleado ». Il fait violence à l'institution familiale puisque ses victimes sont toujours présentées selon leur place dans la famille, dans une perspective parfois même généalogique : « l'empleado don Melquíades Flores, de treinta y siete años de edad, padre de tres hijos » blessé lors d'une fusillade, par exemple, ou encore le policier Anguas Barragán tué lors de l'arrestation

de Puig Antich dont le journaliste précise qu'il était « hijo de don Diego Anguas Ventura [...] y de doña Dolores Barragán Pelayo » ainsi que « hermano mayor de cuatro hermanos » et sur le point de « contraer matrimonio con su novia ».

À ces délinquants maléfiques qui pervertissent la morale, le journaliste oppose la police et la société – son lectorat présumé – qui apparaissent comme leur principale victime. Pour se référer à ces entités, l'auteur de l'article utilise un champ lexical positif avec une multiplication d'adjectifs et d'adverbes qui valorisent les victimes, les témoins des faits et l'action de la police. Il fait ainsi référence au « valiente empleado », au « joven y valiente funcionario », ou encore à l'efficacité de la police qui « detuvo rápidamente a otros cinco individuos ». S'opère à présent une gradation ascendante dans la vertu, qui culmine avec une héroïsation concluant à la supériorité morale des policiers. En effet, la police est avant tout décrite dans sa fonction de protection de la société à laquelle elle rend service, et le journaliste se réfère à elle en parlant de « representantes de la autoridad », ou de « fuerza pública » ou encore de « funcionarios ». Ce qui caractérise avant tout les membres de l'institution policière, en opposition aux criminels, c'est le courage, la bienveillance, la mesure, le sens du devoir et l'intégrité morale. Les articles composent ainsi aux policiers un éthos de héros classique, le propos confinant bien souvent à l'hagiographie. Ce jugement moral purement positif apparaît essentiellement dans les digressions personnelles de l'auteur :

Es necesario hacer resaltar el excelente entrenamiento y sentido del deber de estos funcionarios, que en un momento así, con su compañero caído en tierra, cosido a balazos, con el asesino a su disposición, disparándoles, mostraron la entereza y presencia de ánimo de apuntar a puntos no mortales, buscando únicamente dejarle fuera de combate con el menor daño posible. Puede compararse esta actitud con la habitual en la Policía de otros países que presumen de humanitarios y civilizados.

L'article crée donc de façon très évidente deux camps qui s'opposent : le « mal », incarné par les criminels que sont les membres du MIL, et le « bien », incarné par la société victime de ces criminels. Dans cette configuration manichéenne, la police apparaît dès lors comme le défenseur et le garant du bien. Ces champs lexicaux, loin de relever d'une analyse politique de la situation, montrent à quel point les dimensions émotionnelle et morale prennent le pas sur tout autre aspect.

De plus, cette opposition transcende le cas particulier, et renvoie à l'existence d'une opposition morale entre deux nations. L'article fait en effet plusieurs fois mention de la France : « [...] bien sabidas son la absoluta impunidad y libertad de movimientos que conceden en el vecino país a cuantos bandoleros se especializan en ejercer sus actividades en España, yendo a gastar el botín en Francia. Todo sea por el turismo y la buena vecindad » ou encore « [u]na vez en su refugio descansó tranquilamente esa noche, creyendo que su hermano y “el Pins” habrían

logrado pasar a la dulce Francia, como otras veces, y estarían corriéndola en grande por los barrios bajos de Toulouse, como las veces anteriores ». Présentée sur le mode de l'ironie, la France apparaît comme un pays où la liberté produit une insécurité que le laxisme de la police vient sans cesse renforcer : moralement parlant, il s'agit d'un lieu de débauche, l'article transmettant ce faisant en filigrane l'idée que la démocratie est immorale. Dès lors, par contraste, l'Espagne est la terre où règne l'ordre, et apparaît comme la garante de valeurs telles que le travail et la famille. La nation espagnole est l'incarnation absolue de la morale, dont la police est la fidèle gardienne. Celle-ci étant une institution publique, c'est par amalgame tout le régime qui se retrouve auréolé. Par les valeurs morales qu'il véhicule, tout le dispositif de l'article justifie et défend sans réserves l'action policière et, par ricochet, le régime lui-même : en ce sens, la presse apparaît bien comme « un formidable instrument de maintien de l'ordre symbolique⁵⁷ ».

Ainsi, la négation de l'existence du MIL en tant que groupe politique passe par l'usage d'une stratégie discursive à double détente : la presse évacue délibérément la charge politique et révolutionnaire du groupe, soit en lui refusant toute visibilité et en fêtant de surcroît religieusement les anniversaires des 25, 30, 35 ans... de l'instauration de la paix, soit en représentant ses membres comme de simples délinquants de droit commun, les taxant de « bandoleros » ou de « malhechores ». Dans un premier temps donc, et ce malgré l'effort d'autodéfinition et d'autodiffusion du MIL, la presse espagnole est unanime lorsqu'elle qualifie ce groupe de « peligrosa banda de forajidos⁵⁸ ». Ce n'est que dans un deuxième temps, avec le procès et l'exécution de Salvador Puig Antich, que les catégories servant à définir le groupe vont connaître une évolution : apparaissent les termes de terroriste et d'anarchiste, un lexique qui n'implique pas pour autant la prise en compte de la dimension politique de son action, ce que nous verrons ci-dessous.

4.3. Le procès et l'exécution de Puig Antich: de la « fait-diversification » à la « fait-diversion »

Au-delà du phénomène de « fait-diversification » de l'information dont nous venons de parler, la plupart, voire l'ensemble des articles qui portent sur l'arrestation, le procès et l'exécution de Salvador Puig Antich, opèrent ce que Gérard Noiriel appelle une « fait-

⁵⁷ BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision*, suivi de *L'emprise du journalisme*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1996, p. 14. Bourdieu se réfère ici à la télévision, mais il nous semble que cette affirmation s'applique parfaitement à la presse.

⁵⁸ *La Vanguardia Española*, 26/09/1973.

diversion” de la politique⁵⁹ ». Si Noiriel définit la « fait-diversion » comme le processus qui « [...] aboutit à l’invention d’un style proprement journalistique combinant les exigences scientifiques du fait vrai et les exigences littéraires du récit⁶⁰ », nous lui empruntons le terme pour insister quant à nous sur le mécanisme qui consiste à faire usage du fait-divers comme distraction vis-à-vis de l’actualité, pensant avec Bourdieu que « [...] les faits divers, ce sont aussi des faits qui font diversion⁶¹ ». Ces deux procédés conjointement mis en œuvre permettent de détourner l’événement politique, le réorientant vers le terrain de l’anecdotique, de l’émotionnel et du sensationnel. S’il s’agit-là d’un procédé employé en Espagne depuis les années quarante pour éviter de reconnaître l’existence d’une contestation politique, il est d’autant plus nécessaire à cette occasion que ce début des années soixante-dix est marqué par les difficultés que vit le régime, celui-ci ayant besoin au demeurant de donner à l’extérieur une image de paix pour préserver ses intérêts géoéconomiques et géopolitiques.

Pour montrer comment opère le mécanisme de « fait-diversion » de la politique autour de ce que l’on pourrait appeler « l’affaire Puig Antich », nous avons choisi comme principale base d’analyse trois articles d’*El Caso*, même si nous ferons ponctuellement référence à des articles publiés dans les autres journaux. Il s’agit de « Policía Alevosamente muerto » du 6 octobre 1973, de « Pena de muerte para el que mató a un policía » de janvier 1974, et de « Salvador Puig Antich y Heinz Chez ejecutados », du 9 mars 1974. Le choix de trois articles de l’hebdomadaire *El Caso* n’est pas anodin. En effet, un journal consacré au fait divers comme *El Caso* constitue pour nous un élément d’étude précieux, puisqu’il révèle à la fois la pensée que le régime veut inculquer et les mécanismes que la presse utilise à cette fin. De par les caractéristiques propres du fait divers, ces articles sont particulièrement aptes à montrer les rapports de force en œuvre à ce moment historique précis. La parution dans un journal comme *El Caso* d’articles qui ont un lien avec les événements contemporains (le procès de Burgos, par exemple, ou l’affaire Puig Antich) tend à la fois à « fait-diversifier » l’histoire et la politique et donc à aller dans le sens du régime, tout en introduisant des sujets qui sont souvent censurés dans d’autres types de presse. En effet, malgré la déréalisation par la fait-diversification de l’information que nous avons évoquée plus haut, le journal *El Caso* est très largement lu à

⁵⁹ NOIRIEL, Gérard, *Dire la vérité au pouvoir. Les intellectuels en question*, Marseille, Agone, 2010, p. 33. L’auteur reprend le célèbre mot de Bourdieu selon lequel « le fait divers fait diversion ».

⁶⁰ *Idem*.

⁶¹ BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision, op. cit.*, p. 16. Il ajoute par ailleurs que : « Le fait divers, c’est cette sorte de denrée élémentaire, rudimentaire, de l’information qui est très importante parce qu’elle intéresse tout le monde sans tirer à conséquence et qu’elle prend du temps, du temps qui pourrait être employé pour dire autre chose. [...] Or, en mettant l’accent sur les faits divers, en remplissant ce temps rare avec du vide, du rien ou du presque rien, on écarte les informations pertinentes que devrait posséder le citoyen pour exercer ses droits démocratiques. », *Ibid.*, p. 16-17.

l'époque, et il est l'un des seuls à pouvoir couvrir dans la durée ce type d'informations, surtout les questions politiques. Il nous semble en outre avoir la vertu de concentrer tous les éléments que l'on retrouve dans les autres quotidiens.

4.3.1. Objectivation de l'écriture, objectivité de l'information ?

Il s'agit à présent de s'attarder quelque peu sur le procès des membres du MIL arrêtés en septembre 1973, et principalement sur l'exécution de Salvador Puig Antich, pour tenter de mettre en évidence les mécanismes de manipulation à l'œuvre dans les articles portant sur ces questions. Or, pour qu'il y ait manipulation, il est avant tout nécessaire que « la propagande se présente comme information et l'information comme objective⁶² ». Aussi, à la première lecture, nous pouvons dire que la narration des trois articles retenus semble répondre à un type d'écriture objectivée qui viendrait confirmer le caractère scientifique et donc objectif de ceux-là.

Dans l'article du 6 octobre, qui répond au genre – assez flou – de la chronique, l'apparence d'objectivité est recherchée à travers la multiplication des exemples et des faits – ceux-ci étant censés posséder une objectivité en soi – : notons la présence de grand nombre de détails sur les lieux (noms des rues avec les numéros exacts où les faits se déroulent, ce qui les ancre dans le réel de façon très concrète) et sur les armes que le groupe possède – leur nom (« una pistola “Astra” »), le calibre utilisé (« una pistola del calibre 6,35 » ; « una pistola calibre 9 milímetros largo, motado »), etc. Tout cela provoque une mise à distance, une mécanisation et une objectivation du récit tendant à renforcer la crédibilité des informations transmises et à évacuer, du moins en apparence, toute subjectivité. Le but est, en quelque sorte, de décrire les faits comme s'il s'agissait d'un documentaire : les faits seraient alors vus d'un côté par un objectif fixe, vérifiés par la présence du journaliste sur les lieux des faits – ce qui rappelle le professionnalisme de celui-ci, qui calque une démarche scientifique lui conférant davantage de crédibilité – (« Hemos estado en el portal donde tuvo lugar el enconado tiroteo ») et confirmés par la présence de témoins oculaires. L'article se présente donc comme le produit du croisement de ce pluralisme des points de vue et, en ce sens, donne une impression d'exhaustivité qui renforce son objectivité.

Le deuxième article retenu, datant de janvier 1974, prend la forme du reportage. En effet, le genre même de l'article, en tant que produit de l'opération qui consiste à « recueillir à leur source des informations d'actualité ou d'intérêt documentaire et [à] les relater directement,

⁶² CAZENEUVE, Jean (Dir.), *Les communications de masse. Guide alphabétique*, Paris, Denoël/Gonthier, 1976, p. 270.

aussi objectivement que possible [...]»⁶³ » lui donne déjà une grande crédibilité. De plus, le type d'article – le compte rendu d'un conseil de guerre – relève également dans une certaine mesure du genre scientifique. Citons, en guise d'exemple, le premier paragraphe de l'article :

A las 9,20 horas del pasado martes día 8 del corriente, en la Sala de Justicia del Gobierno Militar de Barcelona, dio comienzo el Consejo de guerra en la causa 106/73, instruida por el Juzgado Militar Permanente número 3, por supuestos delitos de terrorismo, que se empezó a incoar a partir de las diligencias instruidas por el Juzgado de Instrucción número 21 de los de Barcelona, con motivo de un atraco perpetrado el 2 de marzo de 1973 en la sucursal del Banco Hispano Americano del paseo de Fabra y Puig de Barcelona, y por las instruidas por el Juzgado número 17, con motivo de la muerte de un subinspector de Policía al practicarse unas detenciones de terroristas en cruce de las calles Gerona y Diputación, el día 1 de septiembre de 1973.

Cette première section est riche en informations et répond aux questions essentielles du reportage : *quand* ? (l'heure, le jour, le mois et l'année), *où* ? (Barcelone), *qui* ? (accusés et juges), *quoi* ou *pourquoi* ? (motifs du jugement : « supuestos delitos de terrorismo »). Cette multiplication des données donne à l'ensemble une apparence scientifique renforcée par l'utilisation d'un lexique spécifique. En effet, la deuxième caractéristique de ce paragraphe – et au-delà, de l'article dans son ensemble – est l'usage d'un style à la fois médical et mécanisé – « *practicarse unas detenciones* », par exemple –, et d'un registre qui relève de la sphère juridique – « Sala de Justicia », « Consejo de guerra », « causa », « instruida », « incoar », etc. La présence de ce jargon, au sens strict⁶⁴, donne à l'article un style baroque, scientifique et technique qui peut, parfois, être difficilement compréhensible. Cependant, ce langage, s'il n'est pas toujours intelligible, renforce pourtant l'apparence scientifique de l'ensemble. L'objectivité de l'article est, de plus, consolidée par le style descriptif : il s'agit bien de l'exposition ou du compte rendu des faits *tels qu'ils ont lieu*. Cela est manifeste dans l'utilisation fréquente du temps présent qui évoque à un style direct, sans médiation donnant au lecteur l'illusion d'avoir accès directement à l'information.

Le troisième article, daté du 9 mars 1974, se situe génériquement au croisement entre la chronique et le reportage : synthétisant toute l'affaire, il s'agit de l'article le plus complet du point de vue informationnel. Il revient d'abord sur les faits eux-mêmes, c'est-à-dire sur les causes de l'accusation de Puig Antich (section introduite par l'intertitre « Delitos que han llevado al patíbulo a Puig Antich ») et reprend ainsi en grande partie ce qui a déjà été exposé dans le premier article. Il rappelle ensuite le jugement et la condamnation de l'accusé (« De estos hechos se consideró convicto y confeso Salvador Puig Antich durante el posterior Consejo

⁶³ Article « Reportage », première acception, *Trésor de la Langue Française Informatisé*, <http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/visusel.exe?13;s=3425924235;r=1;nat=;sol=4>, consulté le 10/07/2014.

⁶⁴ En tant que code linguistique particulier à un groupe professionnel se caractérisant par un lexique spécialisé.

de guerra »), et s'attarde finalement sur l'exécution du condamné (section « Condena y ejecución »). En outre, ce dernier article apporte des données supplémentaires sur la personne de Puig Antich, puisqu'il en donne une brève biographie (section « Quién era Puig Antich ») et retrace les dernières heures du condamné (comme le rappelle l'intertitre « Las hermanas del joven anarquista le acompañaron en su última noche »).

Nous pouvons dire que, pour le lecteur, ces trois articles apparemment si différents dans leur style, forment un ensemble logique. Il s'agit, d'une certaine façon, de trois épisodes ou trois chapitres d'une même histoire, les articles composant un triptyque logique : le premier texte s'attache à l'exposition des faits et présente le point de vue des victimes, le deuxième rapporte le jugement et donne un point de vue extérieur et supérieur – d'une justice étant censée être impartiale –, tandis que le troisième article venant clôturer l'histoire narre l'exécution et donne plutôt le point de vue de l'accusé – retour sur son histoire et sur les dernières heures de sa vie. Simultanément, la répétition d'un certain nombre d'idées d'un article à l'autre traduit une cohérence formelle (structure en épisodes) et de contenu (renvois et reprises) qui donne à l'ensemble une grande crédibilité. Ce type d'écriture objectivée, par la force de la simplification, confère une apparence de clarté à l'ensemble. En outre, l'utilisation de trois points de vue distincts suggère la présence de plusieurs sources d'information, ce qui constitue traditionnellement la condition nécessaire du pluralisme de l'information censée attester sa véracité.

4.3.2. L'information manipulée : gangster, terroriste, anarchiste, de l'exécution physique à la mort herméneutique

Si, de par leur genre (faits divers) et leur écriture (mise à distance), les articles d'*El Caso* cherchent à se construire une apparence d'objectivité, ils sont également à la fois le lieu et le moyen idoines pour que s'opère toute une série de manipulations tendant à faire de Puig Antich un coupable absolu méritant son sort, et par là même à dépolitiser l'affaire traitée. De plus, encore une fois, les procédés prégnants de « fait-diversification » et de « circulation circulaire » de l'information font de ces articles des exemples emblématiques de la réaction unanime de la presse face au procès et à l'exécution de Puig Antich. En effet, nous pouvons déceler dans tous les articles un ensemble de dispositifs de manipulation de l'information, dont nous proposons ci-dessous une manière d'inventaire, en nous arrêtant tout particulièrement sur le procédé de l'amalgame – qui nous semble être à la fois le plus évident et le plus percutant.

a) Ennemi unique, déformation et pathétisme

La technique la plus patente de cette manipulation est celle qui consiste en la simplification de la réalité et en la désignation d'un ennemi unique. Cette stratégie, surtout présente dans le premier article retenu, se retrouve également, bien que dans une moindre mesure, dans les deux autres. Comme nous l'avons vu précédemment, l'écriture objectivée des trois articles produit une apparence de clarté générale, ce qui contribue à simplifier la compréhension des faits. De plus, nous l'avons constaté lors de l'analyse détaillée du premier article, l'utilisation de certains champs lexicaux spécifiques tendait à désigner un ennemi unique tout en créant deux entités morales qui s'opposaient : le « mal » incarné par les délinquants, et le « bien », personnifié prioritairement à travers la figure du policier mort en service. Nous pouvons ajouter un exemple tout à fait visuel à ce procédé, tiré cette fois-ci du journal *ABC*. Il s'agit de la une du 2 mars 1974, qui présente plusieurs photographies sous un seul titre : « Importantes acuerdos del Consejo de Ministros ». Sont mises côte à côte les photographies d'Anguas Barragán et de Puig Antich. Dans le premier cas, l'instantané renvoie l'image d'un jeune homme soigné, sérieux, bien coiffé et portant un col blanc, ce qui vient renforcer son aspect angélique – l'assimilant presque à un enfant de chœur. Par contraste, Puig Antich, qui se voit ici affublé d'une moustache postiche, et qui esquisse un sourire malicieux, répond à l'image la plus classique du voyou ou du petit criminel. Ce dispositif est renforcé par le sous-titre qui fonctionne à la manière d'une légende, et qui, sous couvert d'objectivité – mais faisant fi du mobile politique des actions de l'accusé –, annonce que : « El ministro dijo también que el Gobierno se dio por enterado de dos condenas con pena de muerte, una de ellas contra Salvador Puig Antich, quien en septiembre de 1973 mató en Barcelona al subinspector de Policía don Francisco Jesús Anguas Barragán⁶⁵. » Une présentation manichéenne de la réalité permet de renvoyer au public un seul message clair et évident : se substituant à la réflexion, ce partage binaire constitue donc le premier moyen de distorsion de l'information.

Le procédé de grossissement ou de distorsion des éléments, employé systématiquement, constitue un autre moyen de manipulation de l'information. Il s'agit concrètement de diminuer l'impact de certains détails, tout en en maximisant d'autres, et ce dans le but de servir les intérêts de l'idéologie et de l'axiologie à transmettre. Ainsi, par exemple, si les articles évacuent tendanciellement les références à l'âge des inculpés – une donnée très rarement mentionnée – ou au nombre de membres du groupe – dans la réalité bien moindre par rapport à celui des forces que l'État est en mesure de déployer contre eux – à propos desquels les articles restent

⁶⁵ Notons au passage comment, insidieusement, l'emploi du « don » de déférence pour la seule personne du sous-inspecteur de police exclut de fait Puig Antich du cercle des personnes fréquentables.

assez vagues (« la banda se amplió a nuevos individuos »), ils grossissent, à l'inverse, d'autres détails en les surreprésentant. Il en est ainsi du nombre d'armes dont dispose le groupe, dont on peut observer de fréquentes énumérations comme par exemple : « [...] adquirieron más material, pistolas, metralhas, municiones, explosivos, bombas de mano, etc., con el cual ampliar sus actividades ». D'autres fois, ces détails sont exagérés : multiplication des braquages (effet d'accumulation produit par l'énumération d'au moins sept braquages de banque réussis), impact sur la société (grandes quantités d'argent volées : « un millón de pesetas » puis « 169.000 pesetas » puis « 658.100 pesetas » puis « 2.500.000 pesetas », etc.). Cette accumulation de détails et leur manipulation (par grossissement ou minimisation) contribuent très largement à exagérer les moyens du groupe, un mécanisme qui admet une double lecture. Cette construction permet, tout d'abord, d'éviter de ridiculiser la police qui, plusieurs mois durant, a en réalité été incapable d'arrêter cette prétendue bande de délinquants malgré les moyens dont elle disposait. Inversement, cela rend l'action de la police d'autant plus justifiée, louable et héroïque que ces délinquants sont dangereux et nombreux. Il s'agit au fond de criminaliser les agissements du MIL, et de justifier en retour le bienfondé des actions des forces de sécurité de l'État, tout en en louant l'efficacité. De même, la multiplication des données personnelles sur les accusés, notamment sur leur position sociale (plutôt de bonne famille – « pertenecía a una familia acomodada » –, ayant fait des études – « Sus padres se esforzaron en educarle bien y prepararle debidamente para la vida » – et ayant eu facilement accès au marché du travail – « Trabajó en tres empresas, como administrativo, y observó en ellas buena conducta » –), si elle sert la construction de l'apparence d'objectivité de ces articles, rend les crimes perpétrés d'autant plus incompréhensibles et absurdes. En ce sens, ces détails véhiculent l'idée qu'il s'agit d'individus qui, ayant toutes leurs chances de réussir, ont choisi délibérément de sortir du droit chemin – c'est ce qu'exprime la phrase « decidieron emprender la vía del enfrentamiento con la ley » – ce qui vise à renforcer, du moins aux yeux de la société, leur culpabilité.

Dans le même sens, un autre procédé souvent mis en œuvre dans les articles consacrés au conseil de guerre et à l'exécution de Puig Antich consiste à recourir au pathétisme pour créer l'illusion d'une unanimité. L'appel à des témoins, à des « gens du peuple », cherche à ménager une proximité évidente avec le public. Le lecteur peut s'identifier aisément avec les protagonistes des événements, sur lesquels les articles donnent force détails. Il s'agit de faire appel à l'empathie du lecteur, et de provoquer ce que Gustave Le Bon appelle une « contagion psychique⁶⁶ ». Puisque les témoins et les victimes paraissent proches du lecteur, l'impression

⁶⁶ Voir LE BON, Gustave, *Psychologie des foules*, Paris, Quadrige/PUF, 2006.

de menace que provoque cette « cuadrilla de maleantes » ne peut qu'augmenter mécaniquement, ce qui vient renforcer activement le sentiment de rejet que le groupe devrait déjà produire déjà sur le lecteur.

b) Orchestration et amalgame : Puig Antich et Heinz Chez, une exécution apolitique ?

Le procédé de l'orchestration pourrait se résumer dans l'idée d'un matraquage informatif, puisqu'il s'agit bien de bombarder le public de l'idée à inculquer en répétant continuellement des thèses essentielles. Ce procédé est par ailleurs absolument indissociable de celui de l'association d'idées, tous deux relevant d'un véritable dispositif de propagande qui a opéré pendant près de quarante ans. Comme nous l'avons déjà dit, tous les articles insistent particulièrement sur le caractère « délinquant » de ce groupe nuisant à la société. Cette association est reconduite dans les trois articles retenus, même si cela est fait chaque fois de manière singulière. Dans le premier texte, l'idée est transmise par la disqualification morale des membres du groupe – champ lexical du crime –, dans le deuxième, par le résultat du jugement – la condamnation à mort, qui ne fait que sanctionner le délit commis –, et dans le troisième, par l'association de Puig Antich et de Heinz Chez, accusé pour sa part d'avoir tué un garde civil à Tarragone. C'est en ce point que l'affaire, qui jusque-là faisait référence à un groupe, se personnalise. Et pour cause : si le procès de Puig Antich et de Josep Lluís Pons Llobet se clôt par la condamnation de ce dernier à trente ans de prison, la condamnation à mort du premier est beaucoup plus choquante pour l'opinion publique, et de ce fait retenue de façon privilégiée par une presse toujours en quête de sensationnel et de spectaculaire. Aussi, la réunion de deux affaires politiquement très différentes, celle de Puig Antich et celle de Heinz Chez, dans la même nouvelle, les associe irrémédiablement. Cette volonté d'amalgamer les deux cas est visuellement inscrite dans les articles parus au lendemain de leur exécution, et de façon paroxystique dans l'article d'*El Caso* du 9 mars 1974, celui-ci publiant côte à côte les photographies de Puig Antich et de Heinz Chez, sous un même titre-chapeau : « EJECUTADOS ». Puig Antich est donc explicitement associé à celui que toute la presse qualifie de délinquant de droit commun – et qui plus est, est étranger –, ce qui, à notre sens, vient antéposer à son exécution effective une première mort herméneutique⁶⁷ opérant au moment même de l'événement de son exécution. La mise à mort de Puig Antich ne peut

⁶⁷ Nous reprenons ici l'expression utilisée par le philosophe Manuel Reyes Mate (qui développe les concepts de Walter Benjamin) pour désigner, dans le cadre des crimes contre l'humanité, l'entreprise d'oubli orchestrée par le pouvoir. Reyes Mate, cité par FLÓREZ MIGUEL, Marcelino, *Rememoración, historia y justicia*, Valladolid, Ateneo Republicano de Valladolid, 2010.

désormais apparaître comme politique, puisque celui-ci se voit accusé d'actes de terrorisme pour braquage – toute la presse diffuse l'information concernant le conseil de guerre contre Puig Antich, et rapporte l'accusation de terrorisme –, d'atteinte à la vie de la personne (pour assassinat), et se trouve associé à un criminel. De plus, le choix du « garrote vil » comme moyen d'exécution renforce encore le caractère de délinquant de droit commun de l'inculpé, cet instrument particulièrement barbare étant généralement réservé à ce type d'accusés. L'assimilation de Puig Antich à Heinz Chez produit ainsi clairement une « fait-diversion » de la politique, cette dimension étant délibérément évacuée.

Si nous lisons les trois articles de façon diachronique, nous pouvons remarquer les glissements qui s'opèrent de l'un à l'autre. Si dans le premier article, le MIL était défini essentiellement comme un groupe de délinquants, dans le deuxième article il est désormais assimilé à un groupe terroriste, mais la possibilité qu'il s'agisse d'un groupe communiste ou anarchiste est introduite par la phrase : « Dice que se afilió a la citada organización terrorista, que no han sabido definir si es anarquista o comunista, en enero de 1973 ». Finalement, dans le troisième article, Puig Antich est définitivement et simultanément associé à l'anarchisme (titre « Salvador Puig pertenecía a una organización anarquista ») et à un délinquant de droit commun.

Malgré une hésitation initiale, l'assimilation de Puig Antich au seul courant anarchiste constitue pour lui, à notre sens, une deuxième « mort herméneutique ». En effet, son appartenance à l'anarchisme est par la suite retenue par la presse – et ce jusqu'à nos jours –, et par extension appliquée au MIL lui-même comme seul terme définitoire, les autres aspects de sa pensée étant subrepticement abandonnées. De plus, l'association entre subversion et banditisme, et entre délinquance et anarchisme, fut un procédé communément employé tout au long du régime franquiste pour disqualifier toute opposition intérieure. En effet, des vaincus de la guerre à l'anti-franquisme, en passant par les maquis, c'est toute la dissidence qui pâtit d'une même stratégie de discrédit. Celle-ci opère tout d'abord par la diabolisation de l'ennemi, puis, notamment dans le cas de la guérilla, par l'assimilation de toute lutte de résistance au banditisme – délit fortement condamné par la loi⁶⁸ –, à la délinquance de droit commun et au terrorisme. Or, de la même façon que plus de trente ans de censure ne sont pas sans conséquences, plus de trente ans d'assimilations répétées laissent inévitablement des traces. Précisément dans le cas qui nous occupe, nous pouvons rappeler que les membres du MIL sont sans cesse taxés de

⁶⁸ Plusieurs lois ou décrets condamnent ce genre d'activités : le « Decreto-Ley de bandidaje y terrorismo de 18 de abril de 1947 » ainsi que le « Decreto sobre rebelión militar, bandidaje y terrorismo de 21 de septiembre de 1960 », dont l'objectif était la persécution par des moyens extraordinaires – à travers des procès sommaires et en conseil de guerre – des opposants au franquisme, et la répression des maquis.

bandits, ce terme itérativement employé renvoyant dans l’imaginaire collectif⁶⁹ modelé par le franquisme au personnage qui est en marge de la société et la menace, en somme à un délinquant, dont l’appartenance à l’anarchisme est souvent soulignée. D’ailleurs, cet amalgame entre banditisme, délinquance, et anarchisme est renforcée dans le cas du traitement journalistique du MIL, puisque tous les articles qui rapportent le procès de deux de ses membres, qualifient le groupe d’« organización subversiva », cette appellation étant parfois couplée à « terrorista » ou, plus fréquemment, à « anarquista » – ou à sa variante, « de carácter anarquista ». Si, posant la question de l’importance du contexte culturel dans la perception et la compréhension des informations, nous affirmons avec Francis Balle que « [t]out se passe [...] comme si chacun de nous, à travers sa propre culture, « négociait » la perception et la réception des messages auxquels il est exposé⁷⁰ », alors la prétendue appartenance de Puig Antich à l’anarchisme ne peut, aux yeux du lecteur, que renforcer son caractère de délinquant, et ce faisant sa culpabilité. En effet, si banditisme et anarchisme sont indissociables, si l’anarchisme est délinquance et si toute délinquance est passible de représailles pénales, alors, d’après ce syllogisme à trois prémisses, la triple assimilation de Puig Antich au banditisme, à Heinz Chez (supposé délinquant), et à l’anarchisme, fait de lui un accusé triplement délinquant, ce qui justifie par trois fois sa condamnation.

Aussi, toutes les stratégies de manipulation de l’information employées massivement par la presse et précédemment analysées ont comme dénominateur commun la négation de la pensée au profit de l’instinctif, de l’empathie et des associations d’idées tendant à remplacer l’enchaînement logique et le raisonnement.

c) Une manipulation au service du régime

Les raisons d’une telle manipulation sont évidentes et répondent à deux stratégies complémentaires.

L’amalgame de Puig Antich et Heinz Chez sous la catégorie « délinquant » participe essentiellement à la démonstration de culpabilité du premier, et ce faisant à la justification juridiquement logique et légitime de son exécution. Si, intra-muros, le régime tâche de cacher ou de diaboliser l’existence de toute adversité belliqueuse, de toute opposition au régime ou au système, et de montrer la société comme un seul corps compact et homogène, c’est bien d’une

⁶⁹ Concept diffus que, sans beaucoup de prétentions, l’on peut sommairement définir comme cet ensemble constitué par le langage et les images qui reflètent la pensée collective et transmettent, inconsciemment, une grande partie de la façon de penser, de sentir et d’agir de chaque société.

⁷⁰ BALLE, Francis, *Médias & sociétés*, Paris, Montchrestien, 2005, p. 601.

stratégie de détournement de l'attention dont il s'agit, celle-ci étant censée éviter toute réaction violente qui pourrait déstabiliser davantage un pouvoir de plus en plus contesté et en mal apparent de légitimité. Les articles insistent constamment, comme nous l'avons vu, sur l'image de l'Espagne comme lieu où règnent ordre, sécurité et moralité, des valeurs fidèlement assurées par les forces publiques – prolongement de l'État lui-même –, dont le caractère pondéré et professionnel est à maintes reprises souligné – elles sont comparées en ce sens à celles du pays voisin. La France, servant d'étalon positif en matière de police et de justice, est cependant perdante sur le plan du système étatique. Elle est souvent caricaturée : sa démocratie serait à l'origine de son immoralité et de sa débauche, qui auraient permis aux « délinquants » membres du MIL d'y mener « una vida de marqueses ».

Mais cette manœuvre de « fait-diversion » de la dimension politique de l'affaire est d'autant plus importante que l'exécution de Puig Antich intervient à peine un mois après le célèbre discours d'Arias Navarro du 12 février 1974 affichant résolument une volonté d'ouverture, et qu'elle risque – avec l'affaire Añoveros – de lui ôter toute crédibilité, notamment à l'international. Aussi, le régime cherchant à faire bonne figure à l'étranger, le soin qu'il porte à son image est manifestement inscrit au cœur de la presse : la grande majorité des articles comparent systématiquement la situation de l'Espagne avec celle des autres pays européens, et notamment avec la France, ou tendent à se disculper auprès d'eux. Les journaux deviennent la tribune depuis laquelle le système juridique espagnol est défendu, ceux-ci revendiquant spécialement les garanties légales qu'il offre aux accusés. C'est la présence d'un représentant d'une organisation internationale qui, d'après l'article « Pena de muerte para el que mató a un policía⁷¹ », doit garantir le bon déroulement du procès de Puig Antich et Pons Llobet, et renforcer sa validité juridique aux yeux du monde : « Asistieron al Consejo unos cien espectadores, entre los cuales destacaba nutrida representación de periodistas nacionales y extranjeros, y, un les. [sic] El capitán auditor, como observador por una entidad de juristas de la O.N.U. radicada en Ginebra. » Cela est autrement visible dans l'article servant d'habillage au dossier consacré à l'exécution de Puig Antich, paru dans *El Caso* du 9 mars 1974 et intitulé « Requisitos y garantías legales para la ejecución de la pena de muerte⁷² ». Se proposant de prouver objectivement que la justice espagnole est en tout point équitable, et dans un souci d'exhaustivité, le texte vient compléter et éclairer le dossier sur l'affaire Puig Antich. Expliquant techniquement le processus juridique qui mène de la sentence à l'exécution de la

⁷¹ « Pena de muerte para el que mató a un policía », *El Caso*, [1974 ?].

⁷² « Requisitos y garantías legales para la ejecución de la pena de muerte », *El Caso*, 09 mars 1974.

peine, l'article est un long développement qui met l'accent sur les garanties légales dont jouit l'accusé, et sur le bon respect de ses droits, puisqu'une fois « [...] impuesta una pena de muerte, entra en juego una tramitación especial, sin la cual aquella no es ejecutable. En primer lugar, de oficio, o sea, sin que lo pida nadie, está admitido el recurso de casación en beneficio del reo. » Il prétend de cette manière démontrer le caractère infaillible de la justice espagnole, régie par un système rationnellement établi et en fonction de règles claires et intelligibles pour tout un chacun :

[...] lo que resulta evidente es que el sistema que rige en nuestro país reúne una cantidad tal de garantías y cautelas que, desde el punto de vista legal, es difícilmente superable y resulta prácticamente imposible que sea ejecutada persona no acreedora a la máxima pena.

Et le journaliste de conclure : « Es bien visible que los cauces legales establecen un sistema en el que difícilmente puede tener entrada el error. »

Il est explicitement question de justifier les actions de la police et de la justice espagnoles, afin de minimiser au possible l'affaire et d'amoindrir son impact et ses effets au niveau international – même si cela est, comme nous le verrons à présent, foncièrement inefficace et, du moins symboliquement, vain. Ce procédé doit servir incontestablement et directement les intérêts du régime qui aspire, comme nous l'avons vu en première partie, à donner en Europe une image de modernité, d'ouverture et de paix sociale – il en va de ses intérêts économiques, puisque de cette bonne image dépend, entre autres choses, l'affluence des touristes –, alors même que la situation en Espagne est des plus tendues.

4.3.3. « Au nom du respect des Droits de l'Homme » : la presse française face au procès et à l'exécution de Puig Antich

Puisque la plupart des articles font explicitement mention de la France – que ce soit pour comparer positivement l'Espagne à celle-ci, ou au contraire pour la dénigrer –, et que tous la posent comme étalon implicite, il nous semble intéressant de nous pencher, quoique brièvement et sans prétendre à l'exhaustivité, sur la presse transpyrénéenne afin d'évaluer quelles sont en son sein les répercussions de l'affaire Puig Antich⁷³. Il s'agit plus précisément de présenter synthétiquement les éléments récurrents dans les articles tirés de *La Dépêche* de Toulouse, de *L'Indépendant* de Perpignan, du *Figaro*, du *Monde* et de *Libération* (Paris). Après une première

⁷³ Nous reprenons ici en substance l'analyse effectuée dans l'article : « El caso Puig Antich en la prensa francesa (1974) », dans *Historia Actual Online*, n°25, printemps 2011, disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.historia-actual.org/Publicaciones/index.php/haol/article/view/570>.

observation essentiellement descriptive ayant pour but d'identifier la place qu'occupent Salvador Puig Antich et le MIL dans la presse française pour l'année 1974, d'un point de vue purement quantitatif, deux tendances principales émergent.

Comme nous l'avions remarqué pour la presse espagnole, ce qui frappe avant tout est la quasi-absence du MIL dans la presse française avant que les comités de solidarité français ne commencent à agir, une fois Puig Antich arrêté. Effectivement, le MIL est peu connu en France avant l'arrestation de Puig Antich – moment où se constituent un certain nombre de comités de soutien à sa cause qui vont réaliser de nombreuses manifestations, animer des événements culturels divers pour collecter des fonds afin de financer sa défense⁷⁴, etc. Ce n'est qu'avec les premières actions de ces comités que la couverture médiatique de ce que nous avons appelé « l'affaire Puig Antich » devient importante, bien que les articles maintiennent majoritairement une indétermination ou une inexactitude autour de la tendance politique de Puig Antich. Aussi, si « anarchiste » est le qualificatif qui surgit le plus souvent pour se référer à lui, celui d'« antifranquiste de tendance libertaire » apparaît également itérativement – ce qui est important pour la suite que connaît la représentation médiatique de Puig Antich en Espagne. Par ricochet, c'est le MIL tout entier qui se trouve souvent taxé de groupe anarchiste. D'un autre côté, si la presse française se montre globalement scandalisée par le procès, la condamnation et l'exécution de Puig Antich, les articles auxquels nous avons eu accès fournissent des raisons peu précises pour expliquer son arrestation, ou tombent dans les mêmes travers que la presse espagnole – sans que des raisons de censure ne puissent ici être invoquées. Ceux-ci se caractérisent souvent par leur « hyperprécision », puisqu'ils se concentrent exclusivement sur le déroulé des faits bruts, sur l'aspect factuel des braquages de banque et de la mort d'un sous-inspecteur de police, oubliant de mentionner, du fait de ce parti pris résolument factuel, le caractère éminemment politique de l'affaire. L'omission de l'aspect idéologique de la question invite à une compréhension partielle – voire fausse – des faits, et contribue à minimiser la portée politique du procès. Se produit ainsi ce que nous pouvons appeler un « effet zoom » qui met en valeur en les amplifiant de façon nette certains éléments, floutant comme mécaniquement le reste de l'image. Ce procédé de grossissement est également appliqué à la figure de Puig Antich, puisque la presse – dans sa logique de recherche du spectaculaire – a tendance à personnaliser l'affaire, en venant même à faire du jeune condamné un martyr pathétique de l'antifranquisme, devançant également en ce point l'évolution de la

⁷⁴ Il serait hautement intéressant de réaliser, mais ce n'est pas ici le lieu, l'histoire de ces comités de solidarité – cet aspect n'ayant pas encore été réellement étudié.

représentation en Espagne. Cela apparaît clairement dans l'article publié le 4 mars de 1974 par *L'Indépendant*⁷⁵, lorsqu'il affirme :

Le jeune démocrate catalan, passé au martyrologue de l'antifranquisme, a rejoint tous les héros républicains et démocrates tombés sous le regard froid des constellations, au petit matin de la vengeance. [...] En ce crépuscule du franquisme, le don de soi du jeune héros catalan est une incitation à l'accord d'unité démocratique, seule possibilité réelle et opérationnelle d'ouvrir à la Catalogne et à l'Espagne une lumière de liberté et d'espérance⁷⁶.

D'ailleurs, Puig Antich ne semble avoir de place dans la presse qu'en tant que combattant antifranquiste. Qu'elle braque le projecteur uniquement sur les faits, ou uniquement sur la personne de Puig Antich, la presse offre très rarement au lecteur une vision globale, complète et panoramique de l'affaire. Des journaux auxquels nous avons eu accès, seul *Libération* publie de façon explicite les objectifs du MIL dans un article du 4 mars 1974, lorsque le journal insère des extraits entiers, traduits en français, du congrès d'auto-dissolution du MIL, accompagnés d'un article d'opinion qui formule une critique ouverte à l'encontre de la presse elle-même :

Il n'est pas du tout étonnant que l'ensemble des informations qui ont été produites à propos du MIL concernent surtout l'exposé des faits, qui ont conduit à l'arrestation de Puig Antich et ses camarades, et non pas à l'exposé des idées qui ont amené les membres du MIL à agir comme ils l'ont fait⁷⁷.

Si nous ne prétendons aucunement minimiser l'importance et la portée d'une voix dissonnante comme celle-ci dans la presse, il ne faut pas oublier que cette critique est insérée dans le *Libération* de la première époque, journal qui se situe à ce moment-là à l'extrême gauche du panorama idéologique, et qui réserve une place importante à l'expression de ses lecteurs, dans laquelle cette critique apparaît.

Le deuxième élément récurrent dans la presse française pour cette année-là est l'expression « au nom du respect des Droits de l'Homme ». Nous retrouvons dans les articles portant sur le MIL tout un discours inspiré des Droits de l'Homme qui constitue sans aucun doute l'un des héritages majeurs de la Révolution française. S'il est vrai que ce concept apparaît constamment dans la presse, il faut toutefois souligner l'existence d'un « deux poids deux mesures » le concernant. En effet, ce concept est souvent malmené *de facto*, puisque la France collabore activement avec un régime dictatorial. Il suffirait de rappeler les relations économiques étroites qu'entretiennent la France et l'Espagne, la collaboration policière, ou la défense de la candidature de l'Espagne pour l'entrée dans la C.E.E. de la part de la présidence Pompidou. Cette « collaboration » est de fait dénoncée dans certains articles, même s'il s'agit

⁷⁵ *L'Indépendant* est un quotidien régional, diffusé principalement dans les départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, de tendance centriste et républicaine.

⁷⁶ « Manifestation de protestation après l'exécution de Puig Antich », *L'indépendant*, 04/03/1974.

⁷⁷ « Le combat du M.I.L. Chacun est par ce qu'il fait », *Libération*, 04/03/1974.

toujours d'articles d'opinion, comme celui de l'écrivain Pierre Bourgeade publié le 5 mars 1974 par *Le Monde* :

Décider [...] que la France établira des relations privilégiées avec l'Espagne au point que les polices des deux États en arrivent parfois à travailler ensemble, que des manœuvres militaires communes rassemblent unités françaises et espagnoles, et que la diplomatie française est devenue l'avocat inlassable – et unique ! – de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, est une de ces fautes politiques, parmi d'autres, qui resteront liées au nom de M. Pompidou, et qui altéreront singulièrement ce nom devant l'Histoire⁷⁸.

Sans que nous puissions établir indubitablement une relation causale entre ces deux aspects, nous pouvons cependant remarquer à la lecture de ces articles que plus le respect des Droits de l'Homme est convoqué, plus la question politique est évacuée, et moins l'appartenance de Puig Antich à un groupe ayant des objectifs qui dépassent l'antifranquisme est évoquée. Cette désidéologisation se doublant d'une extrême personnalisation de l'affaire, on a affaire à une forme de dépolitisation du politique par effet de privatisation. Dans ses représentations, la presse française – en cela égale à la presse espagnole –, loin de considérer Puig Antich comme un personnage public portant une idéologie qui vise, du moins idéalement, à promouvoir le bien commun, le présente exclusivement sous son aspect privé, comme un jeune (âge) homme (sexe) catalan (nationalité) victime de la répression franquiste.

Une véritable rupture entre le discours des Droits de l'Homme et la politique *réelle* semble opérer dans la presse, les Droits de l'Homme apparaissant comme un concept anhistorique, voire prêt-à-l'emploi, pouvant s'appliquer indépendamment des circonstances concrètes, la force symbolique de son invocation devant suffire à surmonter toute contrainte politique. Si la déclaration des Droits de l'Homme est la conséquence d'un événement éminemment et fondamentalement politique, contrairement à ce qu'il serait raisonnable de penser, le discours qui promeut le respect de ces mêmes droits marque quant à lui la fin – dans ses deux sens – de la politique. Le respect des Droits de l'Homme est ainsi à la fois le but, l'horizon de toute politique – en tant qu'idéal à atteindre –, mais également dans la pratique, l'anéantissement ou l'évacuation de la question politique. Prenons, pour clarifier quelque peu cette idée, l'article publié le 09 janvier 1974 par *Le Monde*, dans lequel est citée une lettre signée par différentes personnalités européennes et étasuniennes, dirigée au « capitán general de la cuarta región militar » de Barcelone chargé du procès :

Nous ne voudrions en aucune manière, aborder l'aspect politique de la question. [...] Ce qui nous préoccupe surtout, c'est l'existence d'un climat passionné [...] qui pourrait compromettre la sérénité du tribunal en faisant tomber [...] sur la personne de l'inculpé, le poids de circonstances extérieures à son chef d'accusation. Nous vous exprimons notre confiance pour que vous veilliez à ce que rien de tel ne se produise,

⁷⁸ BOURGEADE, Pierre, « Après le garrot », *Le Monde*, 05/03/1974.

et nous vous remercions de votre compréhension au nom du respect des lois et des Droits de l'Homme⁷⁹.

Bien que cette lettre soit adressée à un militaire espagnol et qu'elle intervienne de ce fait dans des circonstances très particulières, nous pouvons affirmer qu'il s'agit-là d'un bon exemple de la tendance générale qui consiste à passer sous silence l'aspect politique du MIL – et donc de l'affaire –, ce qui se vérifie d'autant plus que le respect des Droits de l'Homme est abondamment convoqué. Corollairement, et pour finir, cette dépolitisation est doublée d'une manière de positivisme historiciste, particulièrement manifeste, par exemple, dans la déclaration d'un des avocats délégués par la Ligue Internationale des Droits de l'Homme pour assister au procès contre Puig Antich rapportée dans un article du 10 janvier 1974 de *La Dépêche* : « Un tel tribunal d'exception et des condamnations à mort pour mobiles politiques n'est pas concevable en 1974, au nom du respect des Droits de l'Homme⁸⁰. »

Si les articles de la presse espagnole analysés servent les intérêts du gouvernement, notamment en matière de politique extérieure, ils en transmettent en même temps les valeurs, révélant en cela les enjeux de pouvoir dont ils sont le témoin et qu'ils contribuent à entretenir de par leur rôle d'intermédiaires. L'exécution presque simultanée, le 2 mars 1974, de Salvador Puig Antich et du « Polonais » inconnu Heinz Chez a pour objectif de troubler l'opinion publique ou du moins de lui donner une édifiante leçon. Chez est condamné au garrot non seulement afin d'occulter l'assassinat « politique » de Puig Antich, mais surtout pour amener l'opinion publique à la conclusion qu'activistes politiques et délinquants de droit commun sont bel et bien la même chose, c'est-à-dire des « criminels ». Salvador Puig Antich est donc triplement criminalisé dans la presse : amalgamé à un délinquant de droit commun, il est également criminel de par ses actions en tant que *bandolero* et terroriste, et du fait de sa prétendue appartenance à l'anarchisme. Cette assimilation à la seule famille libertaire constitue en outre ce que nous avons appelé une mort herméneutique, cet aspect étant le seul à être retenu par la presse. À l'international, il s'agit d'éviter que cette affaire ne vienne compromettre l'image d'ouverture que le discours du 12 février a fait miroiter, et qui est tellement nécessaire à l'Espagne pour accéder, enfin, au club de la C.E.E. En ce sens, le cas français apporte un éclairage fondamental sur l'évolution que connaît par la suite la représentation du MIL dans la presse espagnole, car il la préfigure dans une très large mesure, notamment en ce qui concerne le processus de personnalisation de l'histoire, et la construction d'un récit sur l'antifranquisme

⁷⁹ « Le principal accusé pourrait être exécuté vingt-quatre heures après la sentence », *Le Monde*, 09/01/1974.

⁸⁰ « Un appel de la Ligue des Droits de l'Homme pour retarder l'exécution de M. Puig », *La Dépêche*, 10/01/1974.

inséparable de la question de la démocratie et de la défense des Droits de l'Homme, nous le verrons plus avant⁸¹.

⁸¹ Se reporter notamment à la troisième partie de ce travail, p. 325 et suivantes.

Chapitre 5. 1974-1979, des catégories en *Transition* : démocratie constitutionnaliste et construction du citoyen

Après avoir étudié l'image du MIL et de ses membres véhiculée par la presse pendant les dernières années du franquisme, nous allons envisager ici la mutation que subit ce régime de représentation en temps de Transition. Sans ignorer que les bornes chronologiques de cette période historique sont au cœur d'importants débats au sein de la communauté scientifique, nous évitons d'y prendre part et décidons de limiter notre étude dans ce chapitre aux années comprises entre 1974 – après l'exécution de Puig Antich – et 1979 – premières élections démocratiques suite à l'adoption de la Constitution –, considérant qu'il existe au niveau de la presse une cohérence thématique et rhétorique autour du sujet MIL. Avant d'étudier plus précisément les représentations du MIL par la presse pour l'époque concernée, nous jugeons utile de présenter très synthétiquement, à la manière d'un préambule, l'évolution de la législation sur la presse. Pour la suite de l'analyse, nous partons de l'hypothèse que le suivi du traitement de la matière délicate qui a trait au MIL – délicate puisqu'elle concerne un exécuté, des actes violents et plusieurs prisonniers politiques – peut s'avérer être un excellent révélateur de certains des points fondamentaux de la Transition, cristallisés autour de trois grandes questions – qui sont autant de parties de l'analyse – : celle du traitement de la violence politique, celle de l'amnistie et celle de la liberté d'expression. Par ailleurs, nous examinerons dans ce chapitre dans quelle mesure les nominations du MIL par la presse sont symptomatiques de la construction d'une démocratie constitutionnaliste créant une citoyenneté institutionnalisée et définie exclusivement à l'aune du paradigme juridique.

Petit rappel en guise de préambule : l'évolution de la législation sur la presse

En ce qui concerne la législation sur la presse, si comme nous l'avons signalé¹ la loi de 1966 crée un cadre juridique à mi-chemin entre le très restrictif décret Serrano Suñer et celui des pays démocratiques voisins, si les journalistes continuent d'employer des formes indirectes et détournées d'écriture, s'ils tentent de camoufler la réalité pour éviter des sanctions ou la saisie d'une édition, leur travail dans les dernières années du franquisme va cependant miner l'effectivité du contrôle par l'État, ce dont témoigne entre autres choses la suractivité de la *Dirección General de Prensa* :

¹ Se reporter notamment au premier chapitre de cette partie.

Durante los años de la aplicación de esta Ley la prensa desempeñó un papel importante como canalizador de inquietudes y de discusiones sobre temas de la actualidad, dinamizó la opinión y el interés de los españoles por la política e influyó, por tanto, en la marcha de la sociedad del tardofranquismo².

Toutefois, la fin du régime de Franco ne signifie pas pour autant la fin des mesures répressives : la « Loi Fraga » va ainsi demeurer en vigueur un certain temps, maintenant la capacité de l'État à agir pénalement et administrativement contre les journalistes. À l'image du processus politique, ce n'est que progressivement que les lois modifiant le strict cadre franquiste vont être introduites : un décret du Ministère de l'Information et du Tourisme du 3 décembre 1976 met ainsi fin à l'intromission de l'Administration puisqu'il modifie le statut de la profession de journaliste (*Estatuto de la Profesión Periodística*) – l'organisation et la régularisation de la presse revenant dès lors au monde journalistique lui-même – , tandis que le 1^{er} avril 1977, un décret-loi³ abroge l'article 2 de la *Ley de Prensa e Imprenta*, libéralise l'accès aux sources d'information, et supprime la compétence qu'a le Ministère de saisir administrativement les publications. Cependant, sont toujours passibles d'être saisies les publications qui véhiculeraient des informations contraires à l'unité de l'Espagne, à la Monarchie ou aux Forces Armées.

Enfin, la liberté de presse découlant juridiquement de la liberté d'expression est finalement garantie formellement le 6 décembre 1978, lorsqu'est proclamé le droit à la liberté d'expression – étant désormais inscrit dans la Constitution (dans son article 20), celui-ci acquiert le rang légal le plus élevé et ôte toute validité aux textes normatifs de rang inférieur.

5.1. Discours sur la violence et délégitimation des options révolutionnaires : vers une démocratie consensuelle

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'exécution de Salvador Puig Antich ne marque pas la fin de l'apparition du sujet-MIL dans la presse. Au contraire, d'un point de vue exclusivement quantitatif, le nom du groupe apparaît plus que jamais dans les lignes des journaux à cette période, et y est systématiquement relié à des actes de violence. Ainsi, qu'il s'agisse d'*ABC*, de *La Vanguardia Española* ou, plus tardivement et dans une moindre mesure, d'*El País*, la grande presse de diffusion nationale rend compte dans son ensemble d'actes violents reliés au nom du MIL, que ceux-ci soient la manifestation en Espagne comme en

² MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo, *Cuestión de tijeras. La censura en la transición a la democracia*, op. cit., p. 81.

³ « Real Decreto-ley 24/1977, de 1 de abril, sobre libertad de expresión », *BOE* n°87, 12 avril 1977, p. 7928-7929, <http://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-9008>, consulté le 22/11/2013.

France de la réprobation de l'exécution de Puig Antich, ou qu'ils émanent de mouvements de solidarité avec les deux autres membres du MIL arrêtés qui risquent la prison : Josep Lluís Pons Llobet et Oriol Solé Sugranyes. Parmi ces derniers actes, le plus spectaculaire et donc aussi le plus commenté par la presse, est l'enlèvement d'Angel Baltasar Suárez, directeur du Banco Bilbao à Paris, le 3 mai 1974 par les Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste (GARI)⁴. Nous proposons d'étudier tout d'abord la représentation de ce que l'on appellera désormais « l'affaire Baltasar Suárez », pour nous pencher par la suite sur les actes de violence « isolés », et nous interroger sur les effets des nouvelles nominations qui surgissent dans cette période de transition.

5.1.1. « L'affaire Baltasar Suárez » : violence terroriste ou solidarité envers les inculpés de Barcelone ?

Le vendredi 3 mai 1974, alors qu'il s'apprête à accompagner ses enfants à l'école, le directeur du Banco Bilbao⁵ de Paris est enlevé devant son domicile à Neuilly par trois inconnus. Dès le lendemain, *ABC*⁶ revient sur l'affaire, développe par le menu les circonstances de l'enlèvement et, bien qu'ignorant les mobiles de celui-ci, se lance dans une fiction spéculative, avançant un certain nombre d'hypothèses et de pistes de recherche. Si le lien avec un possible mobile politique relié à l'exécution de Puig Antich est soulevé dans l'article – « Los primeros indicios apuntaban la posibilidad de que se tratase de un secuestro político, porque desde la ejecución de Puig Antich circulaba insistentemente en París el rumor de amenaza de que ocurriría este tipo de acción » –, il est rapidement relégué au deuxième plan et subordonné à une finalité moins noble que la solidarité, puisque l'« [o]n pense qu'il peut s'agir d'un enlèvement dont les motivations sont politiques, mais la finalité économique⁷. » Par ailleurs, remarquant qu'un des ravisseurs parle « français avec un accent sudaméricain », l'article pointe

⁴ Sur les GARI, voir entre autres : BUGNON, Fanny, *La violence politique au prisme du genre à travers la presse française (1970-1994)*, thèse de doctorat en histoire, dirigée par Mme la Professeure Christine BARD, soutenue à l'Université d'Angers le 9 novembre 2011, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00641911>, consultée le 25/07/2014, ou BABY, Sophie, *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

⁵ D'après Telesforo Tajuelo, « [e]l Banco de Bilbao, es el banco español más importante en Francia y el tercer banco de España después del Banco Español de Crédito y del Banco Hispano-Americano. [...] Una de las principales actividades de este banco consiste en el envío de fondos de Francia a España, provenientes en su mayor parte de los trabajadores emigrados. Al final del año 1972, el Banco de Bilbao ocupaba el 102 lugar en el mundo en una lista que comprende no solamente los bancos sino todas las empresas importantes y cuyo criterio de clasificación es el capital financiero de las mismas », dans TAJUELO, Telesforo, *El MIL, Puig Antich y los GARI*, Paris, Ruedo Ibérico, 1977, p. 114.

⁶ « Se ignoran los móviles del secuestro », *ABC*, 04/05/1974.

⁷ « Se piensa que puede ser un secuestro con motivaciones políticas, pero finalidad económica. » Nous traduisons.

le groupe « 1 de Mayo » comme possible auteur de cet enlèvement, car ce groupe « agit sous les ordres dudit Alberola, *pistolero* sudaméricain qui a été récemment expulsé du territoire français⁸ ». Trois jours plus tard, *ABC* souligne l'« inquiétant silence des ravisseurs de Baltasar Suárez⁹ » et formule au travers d'un sous-titre évocateur résumant parfaitement la teneur de tout l'article une nouvelle hypothèse : « Bien qu'elle ne soit pas directement impliquée, l'organisation ETA pourrait tirer un bénéfice de l'enlèvement¹⁰. » La possible implication, même indirecte, de l'ETA dans l'affaire, quoique démentie rapidement par la suite, sème le doute et imprègnera durablement les mémoires, d'autant plus que la violence *etarra* pendant la période transitionnelle est particulièrement intense. Cette association resémantise le nom du MIL, qui par l'action des GARI est désormais systématiquement relié à la violence de l'extrême gauche et par-là même au terrorisme, les deux réalités ne faisant qu'une dans la presse. Ainsi, si l'article qualifie tout d'abord le groupe d'Octavio Alberola de terroriste, il met également celui-ci en relation avec les « *pistoleros* au service de la “Quatrième Internationale” » (« al servicio de la “IV Internacional” »), et un peu plus avant, avec toutes les formations exerçant une quelconque violence :

Los continuos contactos que tienen establecidos los grupos de pistoleros que vienen actuando agrupados bajo siglas aparentemente dispares entre sí, tales como F.R.A.P., M.I.L., E.T.A., I.R.A., etc., permiten entrever la posibilidad de que si bien la mano ejecutora del hecho haya sido Alberola y su grupo “1 de Mayo”, las motivaciones y los fines perseguidos están más cerca de los intereses “etarras” que de ese grupo de pistoleros radicado generalmente en Bruselas.

Le scepticisme du journaliste quant à l'indépendance des groupes cités, marqué par l'usage de l'adverbe modalisateur « aparentemente », permet de les amalgamer en les réunissant sous le terme de « pistoleros », et de les subordonner à l'ETA, premier tenant du terrorisme européen. Dès le 8 mai¹¹, le rapprochement entre l'enlèvement de Baltasar Suárez à Paris et le procès des membres du MIL à Barcelone se fait explicitement, tout en niant l'implication de l'ETA dans l'enlèvement :

En contra de lo que temíamos, nada tiene que ver en este secuestro E.T.A. ni sus intereses concretos. Son los intereses del Movimiento Ibérico de Liberación, el M.I.L., grupo al que, como es sabido, pertenecía el desaparecido Puig Antich, los que han iniciado este juego tan cobarde como lo es el secuestro de un padre de familia, ajeno por completo a la política y a todo acontecer que no sean los de su casa y su trabajo.

Si, au travers de ce lien, l'affaire se trouve de fait politisée, le mobile de la solidarité n'étant à aucun moment avancé, l'article est loin d'adopter une attitude complaisante envers les

⁸ Le groupe « [...] actúa al mando del llamado Alberola, pistolero sudamericano que recientemente fue expulsado de Francia [...] ». Nous traduisons.

⁹ « Inquietante silencio de los secuestradores del señor Baltasar Suárez », *ABC*, 07/05/1974. Nous traduisons.

¹⁰ « Aunque no esté directamente implicada, la E.T.A. podría beneficiarse del secuestro », nous traduisons.

¹¹ « Parece ser que hay contactos con los secuestradores del señor Baltasar Suárez », *ABC*, 08/05/1974.

ravisseurs. Au contraire, l'action est fortement réprouvée puisque l'innocence de la victime est mise en exergue – un père de famille envisagé par sa facette privée et n'ayant aucun lien avec la politique –, et la culpabilité des inculpés de Barcelone soulignée, quand bien même cela reviendrait à leur attribuer des actions qu'ils n'ont pas commises :

[...] nuestras noticias apuntan que la libertad y la vida del secuestrado estarían supeditadas directamente a los resultados de un próximo juicio, cuya celebración está anunciada en Barcelona, durante el cual ocuparán el banquillo varios miembros del citado M.I.L. detenidos en España tras haber intervenido en atracos, colocación de explosivos, etc.

La mention du mobile du procès contre les membres du MIL n'invalide cependant pas la piste du groupe « 1 de Mayo » initialement mise en avant, puisqu'« il est de notoriété publique qu'Octavio Alberola et son groupe entretiennent un lien étroit avec tous les groupes terroristes de la Quatrième Internationale [...] »¹². » Aussi, si la piste de l'ETA est écartée, le qualificatif de terroriste demeure cependant, maintenant directement appliqué aux membres du MIL, notamment dans le sous-titre : « Son sort dépendrait du résultat d'un procès à venir contre des terroristes de cette organisation, à laquelle appartenait Puig Antich¹³. »

Le 10 mai¹⁴, le nom des GARI apparaît enfin dans *ABC*, après qu'ils ont revendiqué ouvertement l'action, et l'analyse faite par le quotidien résume synthétiquement ce qui a été dit jusqu'ici :

Al parecer en intento vano de desorientar a los investigadores, han hecho pública unas nuevas siglas, una nueva denominación. Pero tras ellas se esconden como ya decíamos en crónicas anteriores esas otras tristemente conocidas por haber estado relacionadas con no pocas muertes. Son, en suma, los mismos perros aunque cambien el collar. [...] Esperamos, asimismo, que nadie allí [Francia] caiga esta vez en ese engaño de una bandera política, falsa e inexistente, que tan sólo el papanatismo de algunos permite seguir tremolando a una ínfima minoría de vulgares pistoleros a sueldo.

À l'encontre du rôle informateur normalement dévolu à la presse, l'article n'a que faire de l'identité politique du groupe qui se présente sous les sigles de GARI puisque « [s]on, en suma, los mismos perros aunque cambien el collar ». Par ailleurs, et bien que cela ait été nié dans les jours précédents, l'article amalgame insidieusement le GARI avec l'ETA, mettant simultanément l'accent sur les actes violents déliés de toute motivation politique puisque l'ETA est simplement désignée moyennant des sigles « tristement célèbres pour avoir été impliqués dans un grand nombre de morts¹⁵ ». Conservant par ailleurs des réflexes longs de quarante ans,

¹² « [S]abido es que Octavio Alberola y su grupo mantiene un estrecho trato con todos los grupos terroristas de la IV Internacional [...] », nous traduisons.

¹³ « Su suerte dependería del resultado de un próximo juicio contra terroristas de esta organización, a la que pertenecía Puig Antich. » Nous traduisons.

¹⁴ « Los presuntos secuestradores del señor Baltasar Suárez ponen condiciones al gobierno español para su liberación », *ABC*, 10/05/1974.

¹⁵ Des sigles « tristemente conocidas por haber estado relacionadas con no pocas muertes », nous traduisons.

la presse dépolitise le mobile de l'enlèvement de Suárez, et l'article appelle au bon sens et à la sensibilité du lecteur qui doit voir dans cette affaire un acte de cruauté gratuite – relevant par conséquent du terrorisme.

La version que *La Vanguardia Española* diffuse à propos de l'enlèvement de Baltasar Suárez diffère quelque peu de celle d'*ABC*, et cela dès le début de l'affaire. Deux jours après l'enlèvement du directeur du Banco de Bilbao, *La Vanguardia Española*¹⁶ répond à *ABC* en excluant d'emblée la participation de l'ETA, et attribue cet acte au MIL « de tendance anarchiste » (« de tendencia anarquista »), dont il est dit que : « [...] es un grupo de extrema izquierda con poco tiempo de existencia, pero que se ha manifestado especialmente activo desde la ejecución de uno de sus militantes, Salvador Puig Antich, en el mes de marzo. » Le langage employé par ce journal se distingue également de celui d'*ABC*, notamment par rapport à la question de la violence, *La Vanguardia Española* adoptant un ton nettement moins catégorique. Sans pour autant défendre les ravisseurs de Baltasar Suárez, *La Vanguardia Española* rapporte dans son article du 5 mai les réactions de M. García, avocat espagnol en exil, président du Comité National de la Ligue des Droits de l'Homme, qui s'est proposé comme médiateur dans l'affaire : « [...] après avoir critiqué le régime espagnol actuel, il affirme qu'il condamne l'enlèvement avec la même énergie¹⁷. » Le recours à un acteur extérieur, en l'occurrence à M. García, permet à *La Vanguardia Española* de produire un discours sur l'affaire moins culpabilisateur et stigmatisant. Celui-ci relève des langages propres à la démocratie qui condamnent les violences d'où qu'elles viennent en les renvoyant dos à dos. C'est également à travers un marqueur d'évidentialité¹⁸ attribuant les informations à des tiers qui font autorité – ici la police française – que *La Vanguardia Española* souligne – sans réserves, contrairement à *ABC* – dans un autre article du 5 mai¹⁹ le caractère politique de cet enlèvement : « Parece ser

¹⁶ « El secuestro del señor Baltasar Suárez en París », *La Vanguardia Española*, 05/05/1974.

¹⁷ « [D]espués de criticar al actual régimen español, afirma que condena el secuestro con la misma energía. » Nous traduisons.

¹⁸ Il s'agit là d'un emprunt à la linguistique : « L'évidentialité [...] concerne, dans un sens restreint, l'indication par le locuteur de la *source* de l'information véhiculée par son énoncé [...] et, dans un sens plus large, l'indication de la *fiabilité* de l'information communiquée [...]. L'évidentialité peut être *directe*, correspondant à ce que le locuteur a perçu lui-même, ou *indirecte*, soit reprise d'autrui (oui-dire, information de seconde main, folklore...), soit obtenue par inférence, qui peut être de pur raisonnement ou fondée sur des faits concrets [...]. », BARBET, Cécile et DE SAUSSURE, Louis, « Présentation : Modalité et évidentialité en français », *Langue française*, n°173, 2012, <http://www.cairn.info/revue-langue-francaise-2012-1-page-3.htm>, consulté le 30/06/2014.

« En linguistique, l'évidentialité est, d'une façon générale, l'indication de l'existence et/ou de la nature de la preuve, ou du type de témoignage à l'appui d'une assertion donnée. [...] Le fait de marquer l'évidentialité a des implications pragmatiques. Par exemple, une personne qui exprime une assertion fautive en la présentant comme une croyance peut être considérée comme s'étant trompée ; si elle présente cette assertion comme un fait observé personnellement, elle sera probablement taxée de mensonge. », Définition d' « évidentialité » dans Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89videntialit%C3%A9#.C3.89videntialit.C3.A9_.28non_grammaticale.29_en_anglais_ou_en_fran.C3.A7ais, consulté le 30/06/2014.

¹⁹ « Nada se sabe acerca del secuestrado director del Banco de Bilbao », *La Vanguardia Española*, 05/05/1974.

que la policía francesa, que busca activamente a los autores del secuestro, se inclina a pensar que el hecho tiene un carácter político. Apoyan esta tesis las amenazas telefónicas proferidas últimamente contra algunos de los miembros de la Embajada de España. » Dès le 8 mai²⁰, suite aux informations reçues par les journaux catalans, l'enlèvement est officiellement attribué aux GARI : « Se ha atribuido el secuestro de don Ángel Baltasar Suárez Bernardo, director de la sucursal del Banco de Bilbao en París, [a] una organización anarco-sindicalista que se autodenomina "Grupos de Acción Revolucionaria Internacionalista". » En effet, le 7 mai 1974, un certain « Comité Libertario Antirrepresivo », lors d'une conférence de presse clandestine à Barcelone, remet aux journalistes présents une déclaration signée par les Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste, dans laquelle les GARI assument la responsabilité de l'enlèvement de Baltasar Suárez et « énumèrent les conditions qui devraient être remplies pour que Monsieur Baltasar Suárez puisse être relâché²¹ ». Si les demandes ne sont initialement pas publiées, il est cependant précisé que leur but est de faire pression sur la justice espagnole (« pretenden coaccionar a la justicia española »). Par ailleurs, dans l'article du 14 mai²² consacré à l'affaire, et bien que les exigences des kidnappeurs ne soient pas révélées, les composantes politiques de l'enlèvement sont mises en avant, puisque la motivation des GARI est clairement exposée : Suárez a été enlevé en tant que représentant du gouvernement espagnol. Le lien fait avec l'exécution de Puig Antich est par ailleurs clairement formulé dans la dernière note d'information émise par les ravisseurs, qui est intégralement reprise par le journal :

“El señor Suárez es responsable, como todos los que refuerzan el sistema de opresión capitalista”, arguyen los secuestradores en la nota de hoy. Añaden que su acción es debida a la “ineficacia de las manifestaciones humanitarias de los demócratas izquierdistas de toda clase”, como se evidenció en la ejecución de Salvador Puig Antich.

Ne pouvant sans doute pas assumer la responsabilité des déclarations réalisées par les GARI, *La Vanguardia Española* s'empresse de modérer ses propos, rappelant que

[e]sta insitencia va en contra de lo que repetidas veces ha manifestado el Banco de Bilbao en cuanto a la personalidad del señor Suárez, acerca de quién se ha dicho que no era un banquero en el sentido literal de la palabra [sic] sino un alto empleado del Banco, que había llegado a un cargo directivo gracias a su capacidad y dedicación. [...] asimismo el señor Suárez era ajeno a la política.

²⁰ « Barcelona: Noticias de los secuestradores del director del Banco de Bilbao », *La Vanguardia Española*, 08/05/1974.

²¹ Les GARI « enumeran los objetivos que deberían cumplirse para que el señor Baltasar Suárez pudiera ser puesto en libertad », nous traduisons.

²² « El secuestro del director del Banco de Bilbao, en París », *La Vanguardia Española*, 14/05/1974.

Après avoir reçu une rançon de la part du Banco de Bilbao, et après que le gouvernement s'est engagé à accepter certaines des revendications formulées²³, les GARI libèrent Baltasar Suárez le 22 mai 1974. Deux jours plus tard, tous les journaux²⁴ rapportent l'arrestation d'Octavio Alberola²⁵ en tant que suspect de l'enlèvement, ce qui vient clôturer l'aspect le plus spectaculaire de l'événement. Ce n'est que pratiquement deux mois plus tard, le 7 juillet 1974²⁶, qu'apparaissent publiées les demandes qui avaient été faites par les ravisseurs du banquier Suárez, et cela au détour d'une information concernant l'arrestation de huit personnes à Barcelone, impliquées de façon indirecte dans l'enlèvement. Il s'agirait prétendument de huit membres du « Comité Libertario Anti-Represivo », qui a joué le rôle d'intermédiaire entre les GARI et le gouvernement espagnol, en transmettant les revendications politiques des premiers. Parmi les revendications, *La Vanguardia Española* énumère les suivantes :

“la puesta en libertad provisional de Santiago Solé Amigó, implicado en el sumario “M.I.L.”; aplicación de la libertad condicional a todos los presos políticos que se hallaran en período de extinción de condena”; “publicación en los órganos de difusión de los comunicados contenidos en la citada declaración política”.

Le MIL, au travers ici d'un de ses membres, apparaît associé à des revendications d'amnistie – partielle –, ce qui sera le propre des années suivantes, nous le verrons plus avant.

Malgré l'« affaire Baltasar Suárez », le conseil de guerre suit son cours à Barcelone : accusés d'actes de terrorisme, Oriol Solé Sugranyes et Josep Lluís Pons Llobet sont jugés en conseil de guerre le 24 juillet, et comme le rapporte *ABC* le jour même²⁷, « [l]e procureur a sollicité la peine de soixante ans de réclusion pour Oriol Solé, et vingt-et-un ans pour Pons Llobet²⁸ ». À cette occasion, *ABC* retranscrit les propos du procureur, évoquant le lien qu'entretiennent les détenus avec le MIL bien plus ouvertement que lors du conseil de guerre contre Puig Antich, lorsqu'il rappelle que « Pons Llobet ya fue condenado por delito de terrorismo a la pena de treinta años en el mismo Consejo en el que se impuso la pena de muerte

²³ À se sujet, Telesforo Tajuelo affirme : « El 21 de mayo, un nuevo comunicado informa que “los parientes de Suárez han aceptado responder favorablemente a nuestras exigencias”, haciendo alusión a la importante suma que el Banco de Bilbao entregó a los GARI como rescate por Suárez. El mismo comunicado afirma que el “gobierno español, por su parte, ha hecho ciertas promesas concernientes a nuestras reivindicaciones”. Como más tarde se supo, y gracias a estas “promesas”, desapareció el riesgo de pena de muerte que corrían dos miembros del MIL », dans TAJUELO, Telesforo, *El MIL, Puig Antich y los GARI*, op. cit., p. 116-117.

²⁴ Par exemple, « Octavio Alberola, detenido », *La Vanguardia Española*, 24/05/1974.

²⁵ Sont également arrêtés et suspectés d'avoir participé à l'enlèvement Lucio Urtubia et sa femme Ana, Ariane Gransac, Jean Helen Weir, Georges Rivière, Annie Plazen, Pierre Guibert et Danièle Haaas.

²⁶ « La policía barcelonesa detiene a ocho implicados en el secuestro del director del Banco de Bilbao en París », *La Vanguardia Española*, 07/07/1974.

²⁷ « Consejo de guerra en Barcelona contra dos miembros del M.I.L. », *ABC*, 24/07/1974.

²⁸ « [E]l fiscal solicitó la pena de sesenta años de cárcel para Oriol Solé, y veintiuno para Pons Llobet ». Nous traduisons.

a Salvador Puig Antich. Además, el fiscal ha señalado la vinculación de los dos procesados al Movimiento Ibérico de Liberación (M.I.L.) ».

Pour sa part, *La Vanguardia Española* fournit les mêmes informations sur le conseil de guerre, mais elle ajoute un commentaire qui laisse penser que l'appartenance au MIL des détenus constituerait une circonstance aggravante : « [...] el fiscal señala la vinculación de los procesados al “Movimiento Ibérico de Liberación” (M.I.L.), cuyos fines y objetivos son atentar contra el orden institucional del Estado Español²⁹ ». Aussi, les deux accusés sont-ils condamnés le 25 juillet 1974 : « [a] cuarenta y ocho y veintiún años de reclusión [...], respectivamente, José Oriol Solé Sugranyes y José Luis Pons Llobet, según sentencia dictada en el Consejo de Guerra contra ambos por los delitos de terrorismo, insultos y resistencia a las Fuerzas Armadas y tenencia ilícita de armas³⁰. »

Désormais, les membres du MIL ne seront plus taxés de délinquants par la justice ni par les journaux, mais de « terroristes ». Le cadre interprétatif utilisé pour appréhender le MIL et ses membres connaît alors une évolution, l'appartenance au groupe se trouvant dès lors directement reliée à une catégorie qui partout semble s'imposer.

5.1.2. Au nom du MIL, au nom de Puig Antich

Si l'enlèvement de Baltasar Suárez est sans aucun doute un des événements les plus longuement commentés par la presse de par son caractère spectaculaire, l'arrestation de neuf personnes en relation avec l'événement ne met pas pour autant fin aux actions violentes des GARI :

A pesar de la detención, pronto quedó claro que ninguna de estas nueve personas había participado directamente en el rapto y que sus funciones se habían limitado a la mera cooperación. Efectivamente, a partir del momento en que estas detenciones fueron conocidas, los GARI deciden pasar a la acción [...]³¹.

Mais les GARI ne sont pas le seul groupe à préparer des attentats en Europe après l'exécution de Puig Antich malgré le fait que « [l]a prensa insistió de tal manera sobre los GARI que al final cuando se producía algún atentado no reivindicado, se le atribuía mecánicamente a este grupo³² ». Ainsi, des explosions de bombes et des actes de sabotage réalisés par divers groupes s'attaquant à des objectifs emblématiques du « grand Capital » ou de la répression

²⁹ « Para el próximo martes ha sido fijado el consejo de guerra contra Solé Sugranyes y Pons Llobet », *La Vanguardia Española*, 19/07/1974.

³⁰ « Sentencia del Consejo de Guerra contra dos miembros del M.I.L. », *ABC*, 25/07/1974.

³¹ TAJUELO, Telesforo, *El MIL, Puig Antich y los GARI*, op. cit., p. 119.

³² *Ibid.*, p. 120.

d'État, demandant la libération des inculpés de l'ex-MIL ou commémorant l'exécution de Puig Antich ponctuent les années 1974-1977.

Au lendemain de l'exécution de Puig Antich, le 3 mai 1974³³, plusieurs attentats contre des agences du *Banco Español* à Bruxelles sont enregistrés par la presse. Le 23 du même mois, *La Vanguardia Española*³⁴ rapporte la nouvelle du sabotage sur le territoire français des lignes de train reliant la France à l'Espagne, aux deux points frontaliers – à Hendaye (côté Ouest) et à Cerbère (côté Est). Ces explosions – elles ne font pas de blessés – sont revendiquées par des « Grupos Autónomos de Intervención » qui affirment dans les tracts laissés sur les lieux n'appartenir à aucun parti politique. L'article quant à lui attribue ces violences à des « extrémistes de gauche » (« extremistas de izquierda ») dont le but serait d'après ces mêmes tracts de « désorganiser les relations économiques entre pays capitalistes » (« desorganizar las relaciones económicas entre países capitalistas »). Le 29 mai, ces mêmes « Grupos Autónomos de Intervención » réalisent des attentats contre les bureaux d'Iberia à Bruxelles, Liège et Anvers pour solliciter, comme le rapporte *ABC*³⁵, « [...] la liberación condicional de los presos que hayan cumplido las tres cuartas partes de su condena y el final de los procesos iniciados contra miembros del llamado Movimiento Ibérico de Liberación (MIL) en Francia, Bélgica y Suiza ». Le 17 juillet 1974, à peine deux mois après l'arrestation d'Alberola, et alors que le démantèlement des GARI a été annoncé, *La Vanguardia Española* rend compte d'une série d'attentats qui ont eu lieu au cours de la même journée – le 16 juillet – en France et en Espagne, et qui tous sont attribués aux GARI – qualifiés unanimement de groupe terroriste. Il s'agit en premier lieu des actions réalisées contre le Tour de France à Saint-Lary³⁶ où les « membres du groupe terroriste dénommé “GARI” » (« miembros del grupo terrorista denominado “GARI” ») ont laissé des tracts menaçant ouvertement les participants et les spectateurs du Tour. Il est intéressant de noter la réaction du directeur du Tour – qui est relayée et appuyée par *L'Équipe*, *Le Figaro*, *L'Aurore* et *France-Soir*, entre autres – rapportée par *La Vanguardia Española* car elle montre que la solidarité avec la cause espagnole a pour limite le respect de l'intégrité et de l'immunité territoriale, la violence politique étant bien mieux acceptée lorsqu'elle est exercée dans le pays voisin : « Jacques Goddet, condenó enérgicamente en una declaración a los terroristas que intentan politizar el “Tour”. Afirmó que grupos revolucionarios quieren utilizar

³³ « Atentados contra las sucursales del Banco Español en Bruselas », *La Vanguardia Española*, 03/03/1974.

³⁴ « Diversos atentados en Francia. VIOLENTAS EXPLOSIONES EN LAS LÍNEAS FERROVIARIAS PARÍS-HENDAYA Y PERPIÑÁN-CERBERE », *La Vanguardia Española*, 23/03/1974.

³⁵ « Un grupo anarquista español se hace responsable de los atentados contra las oficinas de Iberia », *ABC*, 29/05/1974.

³⁶ « Atentado contra la carrera », *La Vanguardia Española*, 17/07/1974.

el “Tour” de Francia con fines políticos. » *La Vanguardia Española* rend également compte de l’attentat à Lourdes³⁷ où « [u]n commando des GARI (Groupes d’Action Révolutionnaire Internationaliste) a incendié treize autocars de pèlerins³⁸ », des menaces téléphoniques anonymes d’attentats contre des bureaux de La Poste à la Seu d’Urgell³⁹ – « con la posibilidad de que las citadas llamadas hayan sido efectuadas por miembros del grupo denominado G.A.R.I. » –, ainsi que d’une fausse alerte à la bombe contre le « Talgo » Barcelone-Paris⁴⁰. Quelques jours plus tard, le 24 juillet, c’est au tour d’*ABC*⁴¹ de rapporter une fausse alerte à la bombe au Ministère de la Justice, qu’il relie au conseil de guerre se tenant au même moment contre Solé Sugranyes et Pons Llobet : « Según se cree, la llamada ha sido una falsa alarma y no se descarta la posibilidad de que la misma esté relacionada con el Consejo de Guerra de Barcelona contra dos presuntos miembros del M.I.L. (Movimiento Ibérico de Liberación). » En septembre, des dommages contre le Consulat Général d’Espagne à Genève sont enregistrés⁴².

L’année suivante, alors qu’une messe à la mémoire de Puig Antich est célébrée⁴³, si aucun incident violent n’est signalé malgré un contrôle policier renforcé, mais *La Vanguardia Española* signale des manifestations commémorant le premier anniversaire de l’exécution de Puig Antich et contre la peine de mort. Le 26 juin, *ABC*⁴⁴ évoque l’occupation de la bibliothèque du centre culturel espagnol à Paris par des « extrémistes » : à cette occasion, les protestations formulées par ce commando ont pour cible l’« internationalisation de la répression policière », tandis que sont cités pêle-mêle l’IRA, Baader, Eva Forest⁴⁵, l’ETA et Puig Antich.

C’est à la faveur du deuxième anniversaire de son exécution, et à l’occasion de mouvements revendicatifs à l’Université, que le nom de Puig Antich réapparaît relié dans la presse à des actions violentes, *La Vanguardia Española* soulignant le 3 mars 1977⁴⁶ que :

Por otra parte, la fuerza pública retiró esta mañana carteles y crespones negros que habían sido colocados en el interior y en las fachadas de varias facultades, entre ellas las de Ciencias de la Información y Biológicas –donde también abortó una asamblea

³⁷ « Grave atentado en Lourdes », *La Vanguardia Española*, 17/07/1974.

³⁸ « Un comando del GARI (Grupos de Acción Revolucionaria Internacionalista) incendió trece autocares de peregrinos ». Nous traduisons.

³⁹ « Seo de Urgel: Amenazas telefónicas anónimas de colocar bombas en la oficina de Correos », *La Vanguardia Española*, 17/07/1974.

⁴⁰ « Falsa alarma en el “Talgo” Barcelona-París », *La Vanguardia Española*, 17/07/1974.

⁴¹ « Falsa alarma en el Ministerio de Justicia », *ABC*, 24/07/1974.

⁴² « Siete inculcados en Suiza por un atentado antiespañol », *ABC*, 29/09/1974.

⁴³ « Misa en sufragio de Salvador Puig Antich », *La Vanguardia Española*, 04/03/1975.

⁴⁴ « La biblioteca española de París, ocupada por extremistas », *ABC*, 26/06/1975.

⁴⁵ Eva Forest est une éditrice, romancière, et activiste espagnole, connue pour son engagement contre la dictature de Franco, contre la torture et pour la libération de la femme. Proche de la gauche *abertzale*, elle a collaboré avec l’ETA dans la préparation de l’assassinat du président du gouvernement Luis Carrero Blanco le 20 décembre 1973. Se reporter au site qui lui est consacré : <http://www.sastre-forest.com/>.

⁴⁶ « La “Asamblea Libre de Representantes Universitarios”, favorable a la autonomía real de la Universidad », *La Vanguardia Española*, 03/03/1976.

no autorizada– al cumplirse hoy el segundo aniversario de la ejecución del terrorista Salvador Puig Antich.

Remarquons ici le qualificatif de « terroriste », glissé comme par mégarde. *La Vanguardia Española*⁴⁷ mentionne également des actions menées à Barcelone en hommage à Puig Antich – toujours rattachées aux mouvements qui se déroulent à l’Université –, où des graffitis et des pancartes recouvrent le bâtiment central de l’Université de Barcelone. Un peu plus tard dans l’année, le 27 octobre 1976⁴⁸, le même journal signale de nouveaux actes violents commis au nom de Puig Antich, et cette fois aussi, au nom d’Oriol Solé Sugranyes – tué près de la frontière française en avril, alors qu’il s’était évadé de la prison de Ségovie⁴⁹ –, lors de la visite du Roi Juan Carlos en France :

Una organización llamada “Comandos Puig Antich Oriol Solé” acaba de reivindicar tres atentados cometidos esta noche contra otras tantas empresas francesas que sostenían relaciones comerciales con España. Una treintena de españoles residentes en la región parisienne y otros lugares de Francia han sido detenidos por la policía.

Il est intéressant de comparer ici la version que présente des mêmes faits *El País*⁵⁰. Évoquant les circonstances de la visite des rois d’Espagne en France, *El País* rapporte plusieurs attentats, dont « tres de ellos, en la capital y en sus alrededores, se produjeron contra empresas industriales y comerciales galas que tienen relaciones con España ». Il précise par ailleurs que « [e]stos tres artefactos fueron reivindicados ayer por la organización Puig Antich-Oriol-Solé [sic] (el primero fue ejecutado y los otros dos han sido condenados a fuertes penas de prisión el pasado julio) ». Par rapport à *ABC* et à *La Vanguardia Española* – qui tous deux signalent également l’événement –, *El País* apporte un élément nouveau lorsqu’il rappelle que le « [...] CISE (Comité de Información y de Solidaridad con España) publicó un comunicado con motivo de la visita, recordando que, a pesar de la amnistía aún quedan más de 200 prisioneros políticos en las cárceles, y a varios exiliados se les niega el pasaporte. » Par ce qu’il rapporte les déclarations critiques du CISE, *El País* semble tenir un discours bien moins complaisant que celui d’*ABC* et *La Vanguardia Española* envers cette visite officielle du Roi, tout en minimisant la gravité des attentats et en les ramenant à la situation espagnole contemporaine. En outre, il faut souligner l’erreur commise par l’article lorsqu’il affirme qu’Oriol et « Sole » sont deux personnes différentes ayant été condamnées à de lourdes peines de prison, alors qu’il s’agit bien évidemment d’Oriol Solé Sugranyes qui certes a été condamné à quarante-huit ans de prison, mais ce en juillet 1974 et non en juillet 1975 comme l’indique *El País*, et qui est déjà mort au

⁴⁷ « Ayer se registraron diversas manifestaciones en la ciudad », *La Vanguardia Española*, 03/03/1976.

⁴⁸ « París: El Rey insistió personalmente en visitar Francia », *La Vanguardia Española*, 27/10/1976.

⁴⁹ Voir entre autres à ce sujet : WIEVIORKA, Michel, *Société et terrorismes*, op. cit., chapitre 3, p. 189-215.

⁵⁰ « Esfuerzos en los medios oficiales para que el viaje sea un éxito », *El País*, 27/10/1976.

moment où ces attentats sont perpétrés – et l'article écrit. Quand bien même il s'agirait très certainement d'une erreur d'inattention, elle vient toutefois renforcer de fait l'exigence d'amnistie que le journaliste fait porter au CISE.

L'année 1977 s'ouvre également sur des actes violents directement associés à Puig Antich, puisque comme en fait état *La Vanguardia Española*⁵¹ du 3 mars, plusieurs entités bancaires de Barcelone ont été la cible de cocktails Molotov, et « [s]elon l'appel reçu, l'action serait à mettre en lien avec le troisième anniversaire de l'exécution de Salvador Puig Antich » (« [s]egún la llamada recibida, la acción se relaciona con el tercer aniversario de la ejecución de Salvador Puig Antich »). Pour sa part, *El País* du 4 mars⁵² évoque dans un premier article des violences perpétrées contre des établissements bancaires pour l'anniversaire de l'exécution de Puig Antich à Barcelone et à Madrid, tandis qu'un deuxième article⁵³ paru dans la rubrique consacrée à Barcelone apporte quelques informations supplémentaires : vingt cocktails Molotov auraient été lancés, et une manifestation d'une centaine de personnes sur *Las Ramblas* dissoute par la police, alors que « los manifestantes proferían gritos en relación con el primer aniversario de los sucesos de Vitoria, y con el tercero de la ejecución del militante anarquista catalán y miembro del Movimiento Ibérico de Liberación (MIL), Salvador Puig Antich ». Finalement, malgré des attentats contre des agences bancaires réalisés à Pamplona le 27 septembre 1977⁵⁴ et revendiqués par un dénommé commando « Puig Antich », les élections de juin 1977 semblent avoir largement apaisé la situation en ce qui concerne le MIL.

Que ce soit parce que les membres du MIL jugés en conseil de guerre sont condamnés pour des actes de terrorisme ou considérés comme tels, ou parce que ces derniers sont commis en son nom, il reste qu'à la Cour comme à la ville la question du terrorisme semble bel et bien être au centre des discours, la rhétorique du terrorisme et de l'anti-terrorisme faisant fortement irruption en Espagne – comme ailleurs en Europe dans ces années-là.

5.1.3. Terrorisme extrémiste et délégitimation politique

Sur la question terroriste à proprement parler, signalons la série d'amalgames que le quatrième pouvoir produit et véhicule, et qui tendent à créer une chaîne logique entre le MIL et certains des groupes qui emploient la violence comme arme politique. Puisque, comme nous

⁵¹ « Barcelona: Explosivos en diversos puntos de la ciudad », *La Vanguardia Española*, 03/03/1977.

⁵² « Rotura de lunas de establecimientos públicos, en el aniversario de Puig Antich », *El País*, 04/03/1977.

⁵³ « Arrojan veinte "cócteles molotov" contra diversas entidades », *El País*, 04/03/1977.

⁵⁴ « El comando "Puig Antich" se atribuye los atentados a varias entidades bancarias », *La Vanguardia Española*, 27/09/1977.

l'avons vu, plusieurs des attentats⁵⁵ commis dans ces années-là sont revendiqués au nom du MIL, de Puig Antich ou d'ex-membres du MIL passibles de prison, c'est par association que le groupe lui-même est subsumé sous l'appellatif de « terroriste ».

Le 24 septembre 1974⁵⁶, le MIL est rapproché dans *ABC* de l'organisation OLLA – « Organització de Lluita Armada » – ; cette dernière étant accusée d'actes de subversion et de sabotage, c'est le MIL lui-même qui se trouve *de facto* associé au terrorisme. Selon une forme de théorie du complot – anarchiste international –, le MIL ferait partie d'une grande association de malfaiteurs, dans laquelle il tiendrait le rôle de « sponsor » ou de parrain. D'après le mot transmis par la *Jefatura Superior de Policía*,

[e]n el mes de abril del corriente año [...] fue puesta al descubierto, con su desarticulación e incautación de armamento y explosivos, una denominada Organización de Lluita armada, de matiz anarquista internacional, patrocinada por el Movimiento Ibérico de Liberación (M.I.L.) mediante la financiación, asesoramiento político-guerrillero y provisión de armas y explosivos procedentes del extranjero [...].

Le 15 octobre⁵⁷, *ABC* rend compte du verdict du Tribunal Correctionnel de Paris qui condamne à des peines de dix mois de prison « Angel Moreno Patiño, veintiocho años, de nacionalidad española, y Jean Claude Torres, veintitrés años, francés de Toulouse, ambos militantes del Movimiento Ibérico de Liberación, [...] pero con carácter condicional, lo que equivale a la libertad inmediata ». Dans la même optique, il évoque le futur procès contre Pierre Roger et Michel Camilleri, qu'*ABC* présente de façon erronée comme des membres du MIL, alors qu'il s'agit en réalité de militants des GARI. L'amalgame est ici des plus réussis, puisque ces derniers sont accusés d'avoir commis des attentats : « Otros miembros del M.I.L., Pierre Roger y Michel Camilleri, detenidos al mismo tiempo, comparecerán ante el Tribunal el 25 de noviembre, ya que pesan sobre ellos acusaciones referentes a ciertos atentados perpetrados en el sudoeste de Francia. »

Franchissant une nouvelle étape dans ce procédé de convergence des « extrémistes terroristes », *ABC* assimile définitivement les trois organisations MIL, GARI et OLLA, dans ses articles du 6⁵⁸ et du 7⁵⁹ novembre, lorsqu'il se réfère au :

grupo denominado Organización de Lluita Armada (OLLA), de matiz anarquista internacional, en estrecha relación con los Grupos de Acción Revolucionaria Internacionalistas (GARI), considerada como la continuación del Movimiento Ibérico

⁵⁵ Pour une chronologie de ces événements, voir entre autres le site *Fragments d'Histoire de la gauche radicale. Archives et sources de la gauche radicale et/ou extraparlamentaire*, <http://archivesautonomies.org/spip.php, article1100>, consulté le 02/07/2014.

⁵⁶ « Detención de terroristas anarquistas en Barcelona », *ABC*, 24/09/1974.

⁵⁷ « Condena condicional a dos militantes del M.I.L. », *ABC*, 15/10/1974.

⁵⁸ « Detención de dos miembros del grupo anarquista OLLA en Barcelona », *ABC*, 06/11/1974.

⁵⁹ « Dos significados militantes de la O.L.L.A., detenidos en Barcelona », *ABC*, 07/11/1974.

de Liberación (MIL), patrocinador de numerosos atracos a mano armada y otros hechos terroristas realizados tanto en España como en el extranjero a partir de 1973.

Notons que cette assimilation à des organisations qualifiées de terroristes est persistante, puisqu'après plusieurs années d'absence dans la presse en tant que sujet déclencheur de violence, le MIL réapparaît en 1982 dans *La Vanguardia Española*⁶⁰ à l'occasion d'un reportage sur l'organisation indépendantiste « Terra Lliure » qui réalise un certain nombre d'attentats au début des années quatre-vingt. C'est dans un insert de l'article qui revient sur les expériences armées antérieures en Catalogne que le MIL est cité. Quand bien même le corps de cette brève colonne spécifierait que « ninguna de ellas puede considerarse el antecedente inmediato de "Terra Lliure" puesto que se produce un corte orgánico y también ideológico entre las anteriores organizaciones y la que nos ocupa actualmente », le titre de l'insert – en lettres capitales et en gras – semble pourtant indiquer le contraire : « MIL, FAC y EPOCA siglas precedentes ». Le lien avec le terrorisme est maintenu au travers de l'association avec l'ETA puisque le sous-titre de l'article précise que « [n]acida hace dos años, mantiene, según la policía, relaciones con ETA militar y ha reivindicado numerosos atentados contra instalaciones que dependen del Estado. »

Sur le statut même de la violence pendant ces années de transition, prenons pour exemples trois articles formellement distincts – un reportage, un compte rendu d'ouvrage et une tribune éditoriale –, publiés à trois moments différents du processus transitionnel – 1975, 1976 et 1977 – mais qui aboutissent cependant à une même conclusion.

Abordons en premier lieu le dossier consacré au terrorisme en Espagne, publié le 2 août 1975⁶¹ par la revue *Blanco y Negro*⁶². L'article, qui court sur plusieurs pages, liste pour chaque mois les attentats qui ont eu lieu en Espagne entre janvier 1974 et août 1975, et affiche ses prétentions à l'objectivité – et donc à la neutralité – par un dispositif censé garantir qu'il s'en tiendra à l'exposition des faits bruts :

Ofrecemos en este informe una recopilación, por meses, de los actos violentos (atentados, explosión de artefactos, falsas alarmas) acaecidos durante el primer año y medio de 1974. Dentro de los límites de lo posible, en un trabajo de este tipo, el informe pretende ser completo. Nos hemos atendido, pues, al puro dato.

Il rend ainsi compte à la fois de la grande activité *subversive* qui se produit autour de l'exécution de Puig Antich – et donc de l'importante politisation de l'affaire – : « [el] resultado total más

⁶⁰ « "Terra Lliure": qué es y qué pretende este organización con sus acciones violentas en los Países Catalanes », *La Vanguardia Española*, 14/06/1982.

⁶¹ « De enero de 1974 a julio de 1975, MÁS DE 200 ATENTADOS », *Blanco y Negro*

⁶² *Blanco y Negro*, revue fondée en 1891 par Torcuato Luca de Tena et Álvarez Ossorio est éditée par le groupe éditorial *Prensa Española* – également éditeur du périodique *ABC*. Si cette revue paraît comme publication indépendante à cette époque, elle devient le supplément dominical d'*ABC* à partir de 1986.

espectacular se produce [...] en el mes de marzo de 1974, fecha que coincide con la amplia protesta interior, con resonancia internacional, de la ejecución del joven Puig Antich en Cataluña » ; mais aussi de l'accroissement et de l'importance des attentats d'extrême-droite : « Estas cifras engloban tanto los actos atribuibles à la extrema izquierda como a la extrema derecha, que últimamente han dado réplica, sobre todo en el sur de Francia y en el propio País Vasco, al terrorismo de ETA. » Une nouvelle rhétorique est à l'œuvre ici, qui va s'installer durablement, puisque si la question du terrorisme devient centrale dans ces années-là – du fait, il est vrai, d'une importante violence⁶³ –, elle s'accompagne en outre d'une comparaison, d'une mise sur un pied d'égalité de toute forme de violence politique : celle-ci qui est toujours le propre des « extrêmes ». En ce sens, l'une des légendes accompagnant les photographies qui rythment visuellement ce dossier est particulièrement évocatrice et synthétise cette idée : « Asalto a la sede de una editorial por parte de un grupo nazi. Hay que condenar la violencia, venga de donde venga ». Le listage pêle-mêle de tous les actes violents survenus au cours de l'année 1974 et d'une grande partie de l'année 1975, sans que soient précisés de façon systématique leur provenance, outre le fait de les amalgamer, témoigne d'une évolution importante dans le traitement de la question : toute violence est pareillement condamnable.

Dans la même logique d'égalisation de toutes les violences, citons à présent quelques lignes de la critique de l'ouvrage d'Édouard Bailby, *L'Espagne vers la démocratie*, parue dans *ABC* l'année suivante, le 10 décembre 1976⁶⁴ :

En unas líneas alude el autor a las numerosas víctimas del terrorismo, eludiendo el clima de justa indignación de todo el pueblo español. Sin embargo, habla, con mucha más extensión, de los procesos y ejecuciones. No consigna, tampoco, que sentenciado a muerte Puig Antich, acusado de asesinar a un policía, otros terroristas cometieron un nuevo asesinato, dificultando así las posibilidades de gracia.

Ce bref extrait est particulièrement important en ce qu'il révèle à notre sens la tension caractéristique de cette période de transition : le journaliste semble être pris dans un étau, entre justification des exactions du passé franquiste immédiat et les langages du futur démocratique en marche. En déshistoricisant les événements, notamment au travers de l'allusion à l'ETA, l'article ménage un pont inattendu et quelque peu obscène entre les victimes du terrorisme et les exécutions menées par le régime de Franco. Aussi, l'exécution de Puig Antich, si elle n'est pas pleinement justifiée, est du moins excusée par l'existence de ces « autres terroristes » qui par leur action criminelle – assassinat – auraient « entravé ainsi les possibilités de grâce » (« dificulta[do] así las posibilidades de gracia ». L'article suggère par-là que le régime lui-même

⁶³ Nous renvoyons sur cet aspect aux importants travaux de Sophie Baby.

⁶⁴ « "L'Espagne vers la démocratie" », *ABC*, 10/12/1976. Rubrique « Crítica y noticias de libros ».

a été victime – dans sa décision d'exécuter Puig Antich – de la violence terroriste exercée par ETA, ce qui lui ôterait ainsi une grande partie de sa responsabilité. En outre, la violence – même extrême – perpétrée par l'État se trouve justifiée du moment qu'il s'agit de combattre le terrorisme, dont le propre serait – en régime totalitaire comme en démocratie – d'exercer un pouvoir arbitraire, laissant dans son sillage d'injustice une traînée de victimes. Au demeurant, le journaliste s'empresse de rappeler qu'« España, hoy, rechaza por igual la injusticia y la demagogia ».

Revenons finalement sur la tribune éditoriale publiée dans *La Vanguardia Española* le 6 juillet 1977⁶⁵, qui synthétise l'un des éléments les plus complexes du passage du régime autoritaire à la démocratie : l'assimilation de la violence politique. Cette colonne d'opinion s'ouvre sur l'évocation de l'exécution du « jeune Barcelonais de classe moyenne » (« joven barcelonés de clase media ») Puig Antich, et des réactions outragées qu'elle a produites : « Alguien dijo que numerosas familias habían visto en el drama de aquella joven vida truncada, el drama que lo [sic] podía haber sido de los hijos de inúmeras de las familias que forman la Cataluña de hoy. » Un peu plus avant, le propos dérive sur l'attentat qui deux mois plus tôt a causé la mort de l'important entrepreneur catalan José María Bultó Marqués, et sur le fait que les présumés auteurs de cet acte terroriste sont de jeunes gens ayant un niveau culturel élevé et ayant effectué des études universitaires. Plus précisément, ce que l'auteur déplore au fond, c'est

[...] la frecuencia con que grupos juveniles provenientes de sectores sociales sanos y que han tenido acceso incluso a una preparación cultural de nivel universitario tomen opciones de un radical rechazo de la sociedad actual por el camino repugnantemente incivil de la lucha armada, con la constitución de una rama militar de carácter terrorista.

Dans un contexte particulièrement agité, le cadre de référence et de pensée pour appréhender la violence – du moins dans le discours journalistique – est en profonde mutation. En effet, ce que cette colonne révèle, c'est que la violence sous forme de lutte armée, qui était encore quelques mois auparavant un choix politique acceptable et tolérable, ne peut plus être comprise, dans les deux acceptions du terme, par une société qui prétend se diriger à grands pas vers un système démocratique⁶⁶. La violence ne peut plus être *comprise*, dans le sens où elle n'a plus sa place en démocratie puisque d'autres mécanismes conciliateurs sont censés permettre l'expression du désaccord, mais également, très rapidement, dans le sens où cette violence ne peut même plus

⁶⁵ « Esos jóvenes », *La Vanguardia Española*, 06/07/1977.

⁶⁶ Au sujet de l'abandon de la référence à la voie armée, même par les groupes de la gauche antifranquiste, et de la prééminence du paradigme de la réconciliation, voir notamment : MUÑOZ SORO, Javier, « La reconciliación como política: memoria de la violencia y la guerra en el antifranquismo », *Revista de historia Jerónimo Zurita*, n°84, 2009, p. 113-134, <http://ifc.dpz.es/recursos/publicaciones/29/60/07munoz.pdf>, consulté le 03/07/2014.

être conçue ou appréhendée intellectuellement – ne pouvant plus être considérée comme un possible.

D'après nos développements antérieurs, nous pouvons affirmer qu'une des caractéristiques principales du traitement journalistique du MIL pendant ces années de transition est le lien établi – par association ou amalgame – entre le groupe et une violence politique que la presse qualifie unanimement de terroriste. Deux éléments interprétatifs connexes peuvent être dégagés de ce traitement juridiquement accablant. Tout d'abord, en nous inscrivant dans le sillage des travaux réalisés par Sophie Baby concernant l'utilisation du discours sur la violence pendant la Transition, nous pouvons avancer l'idée selon laquelle la réprobation de tout acte violent serait au service d'un dispositif de délégitimation politique de tout mouvement de résistance au processus démocratique en marche. Dans le cas espagnol, ce discours de condamnation aurait été singulièrement efficace en ce qu'il mobiliserait un schème de perception de la violence construit et naturalisé par quarante ans de franquisme, selon lequel la guerre civile serait à mettre sur le compte des extrémistes – de « gauche » préférentiellement. En outre, cette entreprise d'anathématisation des actions résistantes ou révolutionnaires aurait été mise à profit par le gouvernement Suárez pour asseoir sa propre position. Cet emploi intéressé indique que le discours sur la violence révèle également le dessous des cartes de la construction de la démocratie espagnole elle-même, qui ne peut se faire dans un premier moment, et malgré une prétention à l'inclusion universaliste, que sur un jeu d'exclusions :

Ainsi Suárez a par exemple utilisé abondamment la menace d'une réaction des militaires comme instrument de négociation avec l'Opposition : en brandissant sans cesse cette menace, certes réelle, le gouvernement est parvenu à freiner et à limiter considérablement les revendications de l'opposition démocratique. De même, Suárez a réussi, par la manipulation du discours sur la violence, à délégitimer toutes les revendications politiques des mouvements révolutionnaires, même celles que l'on ne peut pas en soi qualifier d'extrémistes – comme le désir de République⁶⁷.

Mais, en second lieu, le développement d'un discours sur la violence marqué par le binôme terrorisme/antiterrorisme témoigne plus largement de la nature de la démocratie parlementaire comme dispositif voué à la pacification de l'espace politique. En Espagne, la déshistoricisation des actes violents, de concert avec la persistance de l'exercice d'une violence active de la part – notamment – de l'ETA, aboutit à une condamnation unanime et univoque. Tout acte de violence – dorénavant subsumé sous la catégorie de terrorisme – devenant condamnable juridiquement et moralement en toute circonstance : c'est la violence elle-même qui est

⁶⁷ BABY, Sophie, « Les résistances politiques au processus de transition vers la démocratie en Espagne », *Hypothèses*, 2003/1, p. 222, <http://www.cairn.info/revue-hypotheses-2003-1-page-215.htm>, consulté le 15 mai 2014.

dépolitisée, tandis que l'agitation de la menace de son escalade incontrôlable permet efficacement de créer un consensus autour de l'État, qui apparaît alors dans sa fonction protectrice. Ce phénomène s'accompagne de la construction – ce n'est pas propre à l'Espagne – d'un sujet démocratique à l'*ethos* pacifié, incapable de comprendre et de traiter la violence autrement qu'en la rejetant dans les limbes d'une altérité radicale et monstrueuse. C'est ce qu'explique magistralement le philosophe Alain Brossat, se référant aux démocraties occidentales dans leur ensemble :

[...] la « violence » tend à devenir toujours davantage le fait d'un « autre » dont tout m'éloigne et dont les pensées et les actes demeurent incompréhensibles aux gens ordinaires, tant ils portent la marque de l'irrationalité, voire de la monstruosité [...] Comme fait de cet autre repoussant et énigmatique, la « violence » ne peut que susciter des réactions de rejet horrifié, des rites d'abjuration, des exorcismes et, bien sûr, des cérémonies punitives et réparatrices. L'enjeu du compactage des subjectivités est ici décisif – il s'agit bien de cela : *au prix d'une homogénéisation des points de vue en forme d'écrasement des subjectivités, nous sommes tous conviés à con-célébrer ce culte de l'anti-« violence », soit, en clair, à introjecter la vision policière du monde, postulée seule concevable et légitime*⁶⁸.

5.2. Autour des revendications d'amnistie : de terroriste à « prisonnier politique », inclusion et exclusion du jeu démocratique

Outre qu'elle est inséparable du discours sur la violence, la représentation du MIL dans la presse pendant la période considérée est dans une très large mesure liée à la question des revendications d'amnistie – certains des ex-membres du MIL étant toujours emprisonnés. Plus largement, la question de l'adoption d'une loi d'amnistie générale est – conjointement avec la légalisation des partis politiques – considérée comme une des conditions *sine qua non* pour la tenue d'élections pleinement démocratiques, et se trouve en ce sens au cœur des mouvements revendicatifs de l'époque transitionnelle, secondés par de larges secteurs de la société et, dans une ample mesure, par les médias.

Aussi, sans revenir extensivement sur les débats existants autour de la Loi d'Amnistie de 1977, nous proposons tout d'abord de rappeler le processus qui a conduit à son adoption afin d'avoir en tête la chronologie des événements. La datation précise dans ce processus de la parution des divers articles portant sur le MIL reliés à l'amnistie est essentielle à leur compréhension, c'est ce que nous verrons dans un deuxième temps.

⁶⁸ BROSSAT, Alain, *Tous Coupats, tous coupables. Le moralisme antiviolence*, Paris, Lignes, 2009, p. 51-52. Nous soulignons.

5.2.1. L'amnistie : déclinaisons

Si dans le mouvement vers une amnistie générale et totale, la chronologie journalistique a retenu principalement le 15 octobre 1977, date à laquelle est approuvée la Loi d'Amnistie, il ne s'agit là que de la culmination d'un long processus, non exempt de tensions, ponctué d'au moins trois principaux textes normatifs.

Aussi, à la faveur du couronnement de Juan Carlos de Borbón, une grâce générale est octroyée le 25 novembre 1975. Si celle-ci doit d'une part « significar una reafirmación de los propósitos de convivencia solidaria y pacífica entre todos los españoles⁶⁹ », elle s'inscrit cependant pleinement dans le prolongement de celles qui ont été accordées par le régime de Franco, et se présente comme un hommage à celui qui est considéré comme l'« artífice del progresivo desarrollo en la Paz de que ha disfrutado España en las últimas cuatro décadas⁷⁰ ». Par ailleurs, si cette mesure concerne, en plus des prisonniers de droit commun, sept cents prisonniers politiques, son efficacité est limitée du fait que les délits pour lesquels ceux-ci ont été condamnés sont toujours sanctionnés par la législation en vigueur. Si elle ne peut satisfaire les exigences d'amnistie, elle encourage sans doute les fortes mobilisations qui se succèdent au long de l'année suivante.

Sous la poussée de ce mouvement populaire et pour attester la volonté affichée de réforme, l'une des premières mesures prises par le gouvernement Suárez a précisément trait à cette question. Le 30 juillet 1976 et, comme cela est précisé dans le préambule afin de « promover la reconciliación de todos los miembros de la Nación⁷¹ », un décret-loi touchant spécifiquement les prisonniers condamnés pour des délits étiquetés comme « politiques » par le régime de Franco est adopté. Ce décret concède ainsi « la amnistía por todos los delitos y faltas de intencionalidad política y de opinión [...] ya se hayan cometido dentro o fuera de España⁷² » – ce qui inclut les délits de presse, de réunion, de manifestation ou de propagande – à l'exception de ceux qui ont « puesto en peligro o lesionado la vida o la integridad de las personas⁷³ ». Autrement dit, sont exclus de cette amnistie les nombreux condamnés pour des délits de sang, ceux qui le sont pour des raisons de terrorisme, ainsi que tous les prisonniers de

⁶⁹ « Decreto 2940/1975, de 25 de noviembre, sobre indulto », *Boletín Oficial del Estado*, n°284, p. 24666, <http://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1975-24188>, consulté le 20/05/2014.

⁷⁰ *Idem.*

⁷¹ « Real Decreto-ley 10/1976, de 30 de julio, sobre amnistía », *Boletín Oficial del Estado*, n°186, p. 15097-15098, <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1976-14963>.

⁷² *Idem.*

⁷³ *Idem.*

droit commun. Autre restriction : aucune indemnisation ou restitution n'est prévue, et les militaires auxquels s'applique l'amnistie ne pourront pas réintégrer leurs emplois ni leur carrières. Malgré ces limites, l'amnistie va plus loin que la simple grâce, puisqu'« en plus d'effacer les effets de la peine, elle induit un oubli du délit et une extinction de la responsabilité pénale. Elle est donc un pas en avant significatif vers la réconciliation nationale⁷⁴ ». Mais cette amnistie partielle ne satisfait ni l'opposition, ni les avocats des nombreux prisonniers qui en sont exclus, et d'importantes manifestations continuent de se produire, que deux nouveaux décrets⁷⁵ complémentaires, datés du mois de mars, ne parviennent point à étouffer. Au contraire, ces nouvelles dispositions

[...] no sirvieron más que para extender y ampliar la movilización por una amnistía general. Porque o se decretaba amnistía sin limitación alguna, o mejor no hacer nada: cualquier otra medida sólo serviría para mostrar la debilidad del gobierno, que manifestaba su disposición a liberar a todos los presos para rebajar el clima de tensión y llegar a las elecciones señaladas para el 15 de junio, pero no podía⁷⁶.

Dans ce contexte, une semaine pro-amnistie est convoquée pour le 8 mai 1977. Elle se solde par des dizaines de blessés et cinq morts, mais bénéficie d'un écho international important. Les élections étant fixées au 15 juin, et la crédibilité démocratique du gouvernement Suárez se trouvant compromise par cette nouvelle semaine de mobilisations tendues – notamment au Pays Basque –, une mesure supplémentaire visant à vider les prisons avant le scrutin est adoptée. Grâce à une formule juridique que nombre de commentateurs qualifient de sophistiquée, les membres d'ETA les plus importants voient leurs peines de prison commuées en exil, l'« éloignement » – « *extrañamiento* » – permettant ainsi de libérer plusieurs prisonniers basques qui, condamnés pour des délits de sang, avaient été exclus de l'amnistie de juillet 1976 – et de son élargissement en mars 1977.

Ce n'est que l'adoption, le 15 octobre 1977⁷⁷, d'une loi par les Cortès nouvellement élues qui vient clore officiellement le sujet de l'amnistie, celle-ci étant ressentie comme nécessaire pour clôturer symboliquement la guerre civile et le franquisme : elle apparaît comme la condition préalable au processus constituant sur lequel doit se construire la démocratie

⁷⁴ BABY, Sophie, « Sortir de la guerre à retardement : le cas espagnol », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°3, novembre-décembre 2007, www.histoire-politique.fr, consulté le 20/05/2014.

⁷⁵ Il s'agit du « Real Decreto-ley 19/1977, de 14 de marzo, sobre medidas de gracia », *Boletín Oficial del Estado*, n°65, p.6201-6202, qui stipule la suppression de la mention « puesto en peligro » du décret du 30 juillet 1976, permettant de libérer un certain nombre de prisonniers, https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1977-6964, consulté le 20/05/2014 ; et du « Real Decreto 388/1977, de 14 de marzo, sobre indulto general », *Boletín Oficial del Estado*, n°66, p. 6301-6302, https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1977-7066, consulté le 20/05/2014.

⁷⁶ JULIÁ, Santos, « Las dos amnistías de la transición », *Tendencias21*, 25 avril 2010, consultable en ligne sur le site : http://www.tendencias21.net/espana/Las-dos-amnistias-de-la-transicion_a13.html, consulté le 20/05/2014.

⁷⁷ « Ley 46/1977, de 15 de octubre, de Amnistía », *Boletín Oficial del Estado*, n°248, p. 22765-22766, <http://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-24937>, consulté le 21/05/2014.

espagnole. Selon les termes de Carme Molinero, « [...] la amnistía era imprescindible para una política de reconciliación nacional, entendida como de superación –no de olvido– de la dictadura⁷⁸ », « la amnistía era un primer paso en una democratización en la cual todo estaba por hacer⁷⁹. » Des mesures législatives prises jusque-là, celle-ci est sans aucun doute la plus large et vient compléter le décret de juillet 1976. Ainsi, selon l'article premier de cette loi, sont amnistiés tous les actes d'intentionnalité politique antérieurs au 15 décembre 1976 (date du référendum sur la Ley para la Reforma Política 1/1977, du 4 janvier), « cualquiera que fuese su resultado », ce qui signifie que la grâce est absolue, et d'applique de façon non-discriminée⁸⁰. Sont également amnistiés tous les actes d'intentionnalité politique ayant pour mobile le rétablissement des libertés publiques ou la revendication de l'autonomie des peuples d'Espagne, commis entre le 15 décembre 1976 et le 15 juin 1977 (date des élections législatives). Sont en outre amnistiés tous les actes « de idéntica naturaleza e intencionalidad » réalisés jusqu'au 6 octobre 1977 (date de l'accord trouvé au sein de la commission négociatrice) « siempre que no hayan supuesto violencia grave contra la vida o la integridad de las personas », puisque ces actes ne sont plus compréhensibles après l'élection de Cortès représentatives⁸¹. De plus, au-delà de l'amnistie pénale, cette loi concède également une amnistie administrative et une amnistie dite « laboral » – en matière de travail et de syndicalisme –, ce qui n'est absolument pas négligeable car, comme le rappelle Molinero, cela suppose que :

[...] aproximadamente 60.000 trabajadores pudieron acogerse a la amnistía laboral, hecho que muestra que el movimiento obrero había estado encabezando la lucha contra la dictadura o, mirado desde otra perspectiva, que los trabajadores habían sido el grupo social que había pagado un precio más alto por esta posición⁸².

Le deuxième article précise les délits qui, dans tous les cas, tombent sous le coup de l'amnistie : la rébellion et la sédition, l'objection de conscience au service militaire « por motivos éticos o religiosos » – notons ici l'exclusion subreptice des motifs idéologiques –, la non-collaboration avec la Justice (refus de la délation), et tous les actes d'« expresión de opinión, realizados a través de prensa, imprenta o cualquier otro medio de comunicación ». Si

⁷⁸ MOLINERO, Carme, « La ley de amnistía de 1977: la reivindicación antifranquista y su lectura treinta años después », dans ESPUNY TOMÁS, M^a Jesús et PAZ TORRES, Olga (Coord.), *30 años de la Ley de Amnistía (1977-2007)*, Madrid, Dykinson, 2009, p. 44.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 48.

⁸⁰ En ce sens, cette loi a un champ d'application plus large que les décrets lois du 30 juillet 1976 et du 14 mars 1977.

⁸¹ Remarquons cependant qu'il est par ailleurs précisé que « se entenderá por momento de realización del acto aquel en que se inició la actividad criminal », ce qui implique que peuvent bénéficier de cette amnistie les auteurs d'« actividades criminales », si celles-ci ont commencé avant le 15 décembre 1976 ou le 15 juin 1977, quand bien même elles seraient effectuées après ces dates.

⁸² MOLINERO, Carme, « La ley de amnistía de 1977: la reivindicación antifranquista y su lectura treinta años después », *op. cit.*, p. 50.

tous ces délits sont plutôt le fait des opposants au régime, ce deuxième article amnistie également « los delitos y faltas que pudieran haber cometido las autoridades, funcionarios y agentes del orden público, con motivo u ocasión de la investigación y persecución de los actos incluidos en esta Ley », ainsi que « los delitos cometidos por los funcionarios y agentes del orden público contra el ejercicio de los derechos de las personas ». Il en découle que sont amnistiés simultanément les délits commis par le pouvoir dans la persécution de la dissidence politique, et que l'on renonce par là implicitement à épurer les appareils d'État. En définitive, cela implique que la « loi interdit de fait aux victimes de la dictature d'exiger justice et réparation, élevant au rang de norme juridique fondatrice et consensuelle la volonté d'oublier les crimes passés, sur le plan pénal et matériel⁸³ ».

Cette Loi d'Amnistie large et inclusive – mais non-exempte de points aveugles – est l'aboutissement d'un processus qui, loin d'être linéaire et naturel, se présente comme hésitant et tortueux, comme la consécration d'une lutte acharnée menée par un large mouvement populaire. C'est de ce processus sinueux et parfois confus que témoigne l'histoire des membres du MIL emprisonnés. L'image médiatique du MIL est donc reconfigurée à l'aune de ce contexte de revendication d'amnistie, celle-ci devenant pour cette période le prisme d'interprétation privilégié du groupe.

5.2.2. Une amnistie à plusieurs vitesses ?

Avant d'analyser plus précisément les articles portant sur le MIL et l'amnistie, signalons simplement trois petites nouvelles qui nous renseignent sur la situation des membres du MIL emprisonnés. Il s'agit tout d'abord de l'article publié par *ABC* le 29 décembre 1974⁸⁴ à propos de Pons Llobet : « –miembro de la organización anarquista Movimiento Ibérico de Liberación– inicialmente estuvo recluido en la Cárcel Modelo de Barcelona, para pasar posteriormente al Centro Penitenciario de Madrid, de allí a la de Carabanchel y ahora ha sido llevado a Segovia ». Il convient de signaler un élément d'importance : Oriol Solé Sugranyes se trouve également emprisonné à Ségovie. Citons également l'article d'*ABC*⁸⁵ du 23 février 1975 qui rend compte de la mise en liberté – vraisemblablement pour des raisons de santé – de Santiago Soler Amigó qui avait été « jugé par l'autorité militaire compétente en tant que militant présumé de l'organisation anarchiste Movimiento Ibérico de Liberación (MIL) » (« procesado por la

⁸³ BABY, Sophie, « Sortir de la guerre à retardement : le cas espagnol », *op. cit.*

⁸⁴ « Pons Llobet cumplirá condena en la prisión de Segovia », *ABC*, 29/12/1974.

⁸⁵ « Santiago Soler, presunto miembro del M.I.L., en libertad condicional », *ABC*, 13/02/1975.

autoridad militar competente como presunto militante de la organización anarquista Movimiento Ibérico de Liberación (M.I.L.) [...] ». Finalement, dans un article paru deux jours avant l'octroi par le Roi d'une grâce générale, *ABC*⁸⁶ signale de nouvelles sentences à l'encontre d'ex-membres du MIL : « La sala Segunda del Supremo ha confirmado la sentencia del Tribunal de Orden Público que condenara, como autores de un delito de asociación ilícita a Francisco Javier Garriga Paituvi, a cinco años de prisión; a Emilio Pardiñas Viladich [sic], a tres años, y a Santiago Soler Amigó, a dos años. » Même si les mesures de grâce et les décrets d'amnistie se succèdent à partir de ce moment, la répression est encore à l'ordre du jour.

Le 5 avril 1976, vingt-neuf prisonniers de la prison de Ségovie prennent la fuite. Le lendemain, tous les journaux informent de cette évasion – baptisée « fuga de Segovia » – au cours de laquelle deux membres du MIL s'évadent avec des militants d'ETA, du FRAP et du PCE. Ainsi par exemple, dans son article du 6 avril⁸⁷, *ABC* rend compte de cet événement, mettant l'accent sur l'appartenance à des groupes terroristes de tous les évadés, et ce faisant sur la prétendue frayeur des voisins : « se nos indicó que, efectivamente, bastantes de los reclusos evadidos habían pertenecido a grupos terroristas del F.R.A.P y de E.T.A. » Un peu plus loin, l'article fournit quelques précisions sur les auteurs de cette fuite et spécifie notamment que « [...] los fugados son en total veintinueve, de los que veintiséis pertenecían a E.T.A., dos anarquistas del Movimiento Ibérico de Liberación y uno del partido comunista. Uno de los anarquistas es, según las mismas fuentes, Oriol Solé Sugranyes ». *La Vanguardia Española*, dans un long article⁸⁸ qui s'étend sur deux pages, rapporte le 7 avril la capture de vingt-deux des vingt-neuf détenus qui ont participé à ce que *Le Monde* appelle en une « La Grande Évasion ». Se situant dans la même ligne interprétative qu'*ABC*, *La Vanguardia Española* associe les évadés au terrorisme, cette nouvelle jouxtant une information qui concerne l'ETA, le tout étant chapeauté par un même titre : « Prosiguen las actividades terroristas ». L'article rend compte de la capture de la plupart des fugitifs – dont Josep Lluís Pons Llobet –, même si sept prisonniers sont toujours en cavale. Par ailleurs, il signale également la mort d'Oriol Solé Sugranyes, au même titre que la blessure par balle d'un garde civil et d'un membre d'ETA :

Durante la madrugada y la mañana de ayer se produjeron varios tiroteos en la zona comprendida por El Espinal Burguete y Roncesvalles, al nordeste de Navarra, en un terreno muy accidentado y boscoso, próximo a la frontera de Francia. En uno de estos enfrentamientos armados resultó muerto Oriol Solé Sugranyes y resultaron heridos,

⁸⁶ « Confirmadas sentencias del TOP », *ABC*, 23/11/1975.

⁸⁷ « Veintinueve reclusos se fugan de la prisión de Segovia », *ABC*, 06/04/1976.

⁸⁸ « Han sido capturados veintidós de los fugados de Segovia », *La Vanguardia Española*, 07/04/1976. Notons qu'un film sur cet événement est réalisé en 1981 : *La fuga de Segovia* réalisé par Imanol Uribe, produit par Frontera Films Irún [108 mn].

un guardia civil (en un pie) y el “etarra” Isasi Iturroz que sufrió rotura del húmero izquierdo.

Notons également que les déclarations du gouverneur civil de Barcelone, rapportées dans un encadré et trônant comme par mégarde parmi toutes ces informations, acquièrent un ton ironique : « “Todos debemos hacer un esfuerzo por realizar la transición política sin traumas ni violencias” ». Sur la page suivante, un insert retranscrit la note que le Ministère de la Justice a rendue publique. Apparaissent ainsi les noms de tous les évadés dont il est dit synthétiquement que « [t]odos ellos se encontraban cumpliendo condena por delitos de terrorismo, perteneciendo los veinticuatro citados en primer lugar a E.T.A. y los cinco restantes a organizaciones del mismo signo ». Cependant, un autre petit insert semble nuancer ces accusations de terrorisme, puisqu’il est précisé que « [d]ieciséis de los fugados que han sido detenidos pertenecen a la organización “ETA” y los cinco restantes a otras organizaciones ilegales, entre ellas el “M.I.L.” ». Remplaçant le qualificatif de « terroriste » par celui d’« illégal » pour se référer aux organisations d’appartenance des évadés, *La Vanguardia Española* prend une distance non-négligeable par rapport aux informations officielles, l’illégalité de ces organisations étant une accusation bien plus faible que celle de terrorisme – du moins moralement – et susceptible de s’évanouir avec une éventuelle évolution de la législation.

Pour finir, l’article donne une dernière information : le cadavre d’Oriol Solé Sugranyes va être transporté à Barcelone, ce qu’annonce également *ABC*⁸⁹. D’ailleurs, le 8 avril, *La Vanguardia Española* publie un court article⁹⁰ sur le rapatriement du corps d’Oriol Solé à Barcelone. Si celui-ci est très succinct et plutôt descriptif, il est important dans la mesure où son sous-titre introduit une nouveauté qui témoigne d’une mutation significative dans la manière d’appréhender les membres de l’ex-MIL, le terme de victime apparaissant dans la presse pour la première fois accolé à l’un d’eux : « Un hermano y un primo de la víctima se hicieron cargo del cuerpo ». Après sa mort, le nom d’Oriol Solé Sugranyes est désormais relié systématiquement, du moins – et surtout – dans *La Vanguardia Española*, aux revendications d’amnistie, notamment par association avec la « Marxa de la Llibertat », ensemble de marches pacifiques qui ont lieu en Catalogne au cours de l’été 1976 pour réclamer l’amnistie générale ainsi que le rétablissement des libertés fondamentales et de l’*Estatut d’Autonomia*. C’est ce que rapporte le quotidien dans un article du 13 juillet⁹¹ :

⁸⁹ « Oriol Solé será enterrado en Barcelona », *ABC*, 08/04/1976.

⁹⁰ « Traslado del cadáver de Oriol Solé Sugranyes a Barcelona », *La Vanguardia Española*, 08/04/1976.

⁹¹ « Nuevas detenciones en la “Marxa de la Llibertat” », *La Vanguardia Española*, 13/07/1976.

En Bor, pueblo agregado a Bellver de Cerdaña, el domingo se celebró un acto de homenaje a Oriol Solé Sugranyes al que asistieron familiares de presos políticos y miembros de la Assamblea Permanent de la “Marxa”. El número de participantes se vio limitado por los controles de la Guardia Civil en las carreteras y estaciones de ferrocarril a partir de Ripoll.

Le 30 juillet 1976⁹², date d’adoption d’une loi d’amnistie partielle, *La Vanguardia Española* relaie également la nouvelle de la minute de silence observée en hommage à Oriol Solé par les milliers de personnes présentes lors du meeting pro-amnistie. Le militant se trouve ainsi une fois de plus associé aux revendications d’amnistie, mais également aux « causes nationales » : au cours de cette réunion, le slogan classique « Llibertat, Amnistia, Estatut d’Autonomia » est répété à maintes reprises. Si la revendication de la reconnaissance de l’autonomie se fait au nom de la Catalogne, elle se réfère également dans ce cas au Pays Basque puisque, comme il est rapporté dans l’article :

Al final de sus palabras, el primer orador, Miquel Sellarés, invitó –en nombre de la Assamblea [de Catalunya]– a mantener un minuto de silencio en memoria de Oriol Solé Sugranyes, minuto que fue respetado por todos los asistentes. Los 60 segundos se cerraron con el grito “¡Viva Euzkadi Libre!”, pronunciado en vasco.

Quelques jours après l’approbation du décret-loi de juillet 1976, et autour des limites en termes d’extension de l’amnistie, *ABC* rapporte dans une dépêche du 8 août⁹³ que la question de la liberté des prisonniers politiques en France a été posée par le comité de la CNT « presos políticos de Cataluña ». La revendication de la CNT fait référence à Mario Inés Torres, Michel Camillieri et Jean Marc Rouillan, dont il est précisé que « [l]os tres fueron detenidos en Francia en el año 1974 en el transcurso de la campaña de solidaridad con el anarquista español Salvador Puig Antich, que fue ejecutado en Barcelona, y en la actualidad se encuentran en la prisión parisina de La Santé ». Comme *ABC*, et reprenant pratiquement les mêmes termes, *La Vanguardia Española*⁹⁴ signale que la CNT, qui revendique la nécessité de l’adoption d’une loi d’amnistie générale, a fait une demande publique de mise en liberté de Mario Inés Torres, Michel Camillieri et Jean-Marc Rouillan, arrêtés en France au cours de l’année 1974 « en el transcurso de la campaña de solidaridad con el anarquista español Salvador Puig Antich ». L’article fournit cependant quelques informations supplémentaires particulièrement éclairantes. Il expose en effet une donnée essentielle de la lettre émise par la CNT, qui met l’accent sur l’un des points aveugles de ce décret-loi : « En la carta en que se solicita la libertad de los tres

⁹² « MILES DE PERSONAS ASISTIERON AL MITIN PRO-AMNISTÍA. Agustí de Semir: “Pido amnistía para construir la democracia mirando al futuro y no al pasado », *La Vanguardia Española*, 30/07/1976.

⁹³ « La CNT pide la libertad de presos políticos encarcelados en Francia », *ABC*, 08/08/1976.

⁹⁴ « BARCELONA: la C.N.T pide la libertad de tres presos políticos en Francia », *La Vanguardia Española*, 08/08/1976.

detenidos, el comité de presos de la C.N.T. señala la paradoja de que las tres personas se hubieran beneficiado de la amnistía concedida por el Rey de haber sido detenidas en España ».

Se produit ainsi progressivement un glissement dans la qualification des membres du MIL emprisonnés : « délinquants » ou « terroristes », ils deviennent « prisonniers politiques », puis « prisonniers politiques catalans » – ceci est particulièrement sensible dans *La Vanguardia Española* – ou « prisonniers politiques non-basques » – appellation notamment employée par *El País*.

Si, comme nous l'avons vu, Oriol Solé Sugranyes est tué près de la frontière française et devient rapidement en Catalogne un symbole des revendications d'amnistie. Pons Llobet, quant à lui, est de nouveau arrêté et transféré à la prison de Cartagena, où il attend une éventuelle amnistie générale – n'ayant pu bénéficier de celle du 30 juillet 1976. Son cas réapparaît dans la presse le 19 janvier 1977⁹⁵, toujours associé à la question des revendications d'amnistie, mais saisi cette fois-ci par le prisme du procès en cours contre les frères Pons Rovira – père et oncle du premier –, jugés « por haberse encerrado, el pasado primero de mayo, en la iglesia de la Merced, pidiendo amnistía para todos los presos políticos. Uno de los hermanos es sacerdote y el otro es padre de José Luis Pons Llobet, que sigue cumpliendo condena en el penal de Cartagena ». Se succèdent à partir de ce moment des informations concernant l'attente de mise en liberté de Pons Llobet, les espoirs frustrés et les manifestations pour sa libération, qui témoignent du processus long et confus d'accès à l'amnistie. Le 15 mars 1977, le lendemain de l'adoption de deux nouveaux décrets qui viennent compléter et élargir celui du 30 juillet 1976, *La Vanguardia Española* rapporte une possible libération de plusieurs prisonniers et met notamment l'accent sur les détenus catalans. L'article⁹⁶ rend ainsi compte des faits suivants :

Aunque todavía existe gran confusión en torno a los términos exactos del decreto-ley sobre aplicación de la amnistía aprobado en el reciente Consejo de Ministros, numerosas familias catalanas están sintiendo renacer la esperanza de poder abrazar pronto a sus familiares. [...] Diez presos catalanes no implicados directamente en delitos de sangre, están esperando la amnistía en diversos penales españoles.

À cet égard, le nom de José Luis Pons Llobet est évoqué, et il est précisé qu'il se trouve à Cartagena, condamné à cinquante-et-un ans de prison, « por asociación ilícita (MIL), enfrentamiento a Fuerza Armada y terrorismo y tenencia ilícita de armas ». Sa condition de camarade de Puig Antich – tué au garrot – et de Solé Sugranyes – tué par balle suite à sa tentative d'évasion de la maison d'arrêt de Ségovie – est également mentionnée. En dépit de ces informations favorables, Pons Llobet n'est pas libéré, et quelques jours plus tard, c'est à la

⁹⁵ « Hoy juicio contra los hermanos Pons Rovira », *La Vanguardia Española*, 19/01/1977.

⁹⁶ « Treinta y siete personas esperan ser indultadas en las cárceles barcelonesas », *La Vanguardia Española*, 15/03/1977.

CNT d'exiger sa mise en liberté, comme le rapporte *El País* du 29 mars⁹⁷, dans un article au titre suggestif : « El anarquismo libertario reaparece en España ». Il est important de noter que sa cause est défendue principalement par les groupes anarchistes ou libertaires, ce qui va renforcer le mouvement d'assimilation de Puig Antich, et par extension du MIL lui-même, à cette famille politique. Par ailleurs, les articles révèlent également la nature des bases sociales qui appuient les revendications d'amnistie, ainsi que leur capacité effective. En effet, le 8 avril, un article d'*El País*⁹⁸ met l'accent sur le fait que Pons Llobet et le membre du FRAP Pablo Mayoral, sont les seuls à ne pas encore avoir été libérés de la maison d'arrêt de Cartagena, malgré le décret d'amnistie partielle dont ont déjà bénéficié les prisonniers de l'ETA :

Pablo Mayoral, del Frente Revolucionario Antifascista y Patriótico (FRAP), y José Luis Pons Llovet [sic], del Movimiento Ibérico de Liberación (MIL), son los dos presos políticos que todavía permanecen en la prisión de San Antón de Cartagena, al haber sido puestos en libertad en aplicación de la amnistía los cinco militantes de ETA que cumplían allí condena.

Ce que semble suggérer par-là *El País*, c'est l'existence d'une libération à plusieurs vitesses, qui suggère en creux l'ordre des priorités politiques du moment : les membres de l'ETA emprisonnés sont plus nombreux, leur base sociale semble également plus large et active, et les mouvements de revendication d'amnistie mobilisés en leur faveur ont plus de poids. L'adoption de plusieurs décrets qui ont permis de libérer nombre de militants « historiques » de l'ETA révèle ainsi une volonté affichée de pacification de la société de la part du pouvoir, ce groupe étant extrêmement actif et risquant de déstabiliser le processus qui doit mener aux élections prévues pour le 15 juin. La réprobation de ce traitement inégal est également utilisée quelques jours plus tard par *El País*, dans un article éloquemment intitulé « Otros marginados de la amnistía⁹⁹ », pour plaider la nécessité d'une amnistie totale qui ne viendrait pas hiérarchiser les prisonniers politiques. Le journaliste liste ainsi un certain nombre de personnes qui sont toujours emprisonnées et souligne qu'il s'agit pour l'essentiel de membres du FRAP et des mouvements anarchistes. C'est en lien avec ces derniers qu'apparaît classé Pons Llobet :

Miembro del Movimiento Ibérico de Liberación –grupo ya desaparecido y conectado en su tiempo con la CNT– es José Luis Pons Llovet [sic]. El consejo de guerra que condenó a muerte a Puig Antich –fusilado éste en marzo de 1973– [sic] condenó a Pons Llovet a treinta años por su participación en un atraco (era el que esperaba al volante de un automóvil). Otro consejo de guerra le condenó por otro delito a veinticinco años. Está en Cartagena.

⁹⁷ « El anarquismo libertario reaparece en España. Veinticinco mil personas en el primer mitin de la CNT », *El País*, 29/03/1977.

⁹⁸ « En Cartagena sólo quedan Pons Llovet [sic] y Pablo Mayoral. Salieron todos los vascos », *El País*, 08/04/1977.

⁹⁹ « En las cárceles, cincuenta presos no vascos », *El País*, 30/04/1977.

Outre l'assimilation du MIL à la famille libertaire par le biais de sa prétendue connexion avec la CNT, le parti pris de l'amnistie est ici évident : en signalant que Pons Llobet n'a pris part qu'indirectement au braquage pour lequel il a été condamné à trente ans de prison – il n'était qu'au volant de la voiture, et n'est donc tout au plus que complice –, *El País* minimise largement sa faute, sa condamnation et son emprisonnement paraissant de ce fait d'autant plus abusifs. Le 6 mai¹⁰⁰, il seconde ouvertement les revendications d'amnistie générale, en relayant très largement les demandes formulées par les commissions pro-amnistie au travers de certains prisonniers récemment mis en liberté et par les membres de familles de militants de diverses organisations toujours détenus – dont le père de Pons Llobet :

Los representantes calificaron las recientes medidas de gracia como una “amnistía recortada”, aparte de que no responden al espíritu con que ellos entienden la amnistía, como una superación de los viejos enfrentamientos y, en consecuencia, sólo posible en un régimen democrático, con el reconocimiento real de las libertades públicas y nacionales, con la disolución de los cuerpos represivos y bandas paramilitares fascistas y con la legalización de todos los partidos políticos.

Un des ex-prisonniers précise un point essentiel pour comprendre les limites potentielles des élections qualifiées unanimement de démocratiques : « [...] antes de las elecciones serán puestos en libertad algunos presos políticos más, pero otros quedarán como rehenes en manos del Gobierno. » Aussi, dès l'origine, la démocratie naissante semble effectuer un partage entre les individus, certains pouvant exercer librement leur droit à la citoyenneté au travers du vote tandis que d'autres en sont bannis.

Les mesures juridiques se succèdent et la situation des détenus devient des plus nébuleuses. Ainsi, *ABC* rappelle dans un article du 3 juin¹⁰¹ les circonstances de certains « prisonniers politiques catalans », et parmi eux Josep Lluís Pons Llobet : ce dernier pourrait bénéficier d'une mesure de grâce par l'éloignement (« indulto con extrañamiento ») que le gouvernement a proposée à plusieurs détenus courant mai. Le même jour, *El País*¹⁰² revient, dans sa rubrique « Cataluña », sur les prisonniers catalans et souligne également l'expectative autour de la possible libération de Pons Llobet :

[...] se esperaba que el Consejo de Ministros de ayer resolviera poner en libertad a Josep-Luis Pons Llovet [sic] y Josep Massana, reclusos en Cartagena y Jaén, respectivamente. Josep-Luis Pons Llovet, antiguo militante del “Movimiento Ibérico de Liberación” fue procesado junto con Salvador Puig Antich, agarrado en Barcelona el 2 de marzo de 1974. Está condenado a 51 años de cárcel.

¹⁰⁰ « Llamamiento a las fuerzas democráticas en favor de los presos políticos », *El País*, 06/05/1977.

¹⁰¹ « Situación de los presos políticos catalanes », *ABC*, 03/06/1977.

¹⁰² « Se espera la liberación de Pons Llovet y Josep Massana », *El País*, 03/06/1977.

Deux jours plus tard, *El País*¹⁰³ attire l'attention sur la grande confusion existant autour de la libération des détenus basques, les délais prévus n'ayant pas été respectés : « Los abogados, por su parte, insisten en que no se explican este retraso, dado que el Consejo de Ministros ha tomado ya la decisión de dejar en libertad, a los reclusos. » Si la situation des prisonniers basques – au centre des dispositions juridiques – est complexe, celle des autres prisonniers politiques semble encore plus obscure puisque,

[e]n cuanto a los presos no vascos, la situación es semejante, aunque no se sabe con seguridad hasta qué punto las decisiones del Gobierno les afectan a ellos. Según informa nuestro corresponsal en Murcia, Manuel Muñoz, los familiares de José Luis Pons Llovet, antiguo militante del Movimiento Ibérico de Liberación preso en la cárcel de Cartagena, se han trasladado a esta ciudad ante los insistentes rumores de que pronto será puesto en libertad.

Pourtant, à peine une semaine avant les premières élections, la question de l'amnistie n'est toujours pas réglée. Sans affirmer catégoriquement que celles-ci ne sont pas pleinement démocratiques, il nous faut cependant encore une fois souligner le manque d'égalité face à la loi sur lequel elles semblent reposer – tous n'ayant pas la possibilité d'exercer le vote. Le sous-titre « Petición a Suárez para que se acelere la puesta en libertad de todos los presos políticos » l'article d'*ABC* du 8 juin¹⁰⁴ rapporte la requête du père de Pons Llobet formulée auprès de Suárez, selon laquelle tous les prisonniers politiques, indépendamment de leur origine régionale, devraient être libérés : « El padre de José Luis Pons Llovet [sic] envió a primeras horas de la tarde de ayer un telegrama al presidente del Gobierno, en el que pide se aclare la discriminación existente en la puesta en libertad de los presos políticos vascos y no vascos. » Par ailleurs, l'article rappelle que si Pons Llobet a été amnistié de la condamnation à vingt-et-un ans de prison imposée lors du procès conjoint avec Oriol Solé Sugranyes, il purge toujours la peine de trente ans qui lui a été imposée lors du procès de Salvador Puig Antich. Pour cette dernière, « Pons Llobet a demandé la grâce et non l'éloignement » (« Pons Llovet ha pedido el indulto y no el extrañamiento »). Finalement, comme le suggère indirectement le titre de l'article – « Consejo de Ministros el viernes ESTUDIARÁ MEDIDAS QUE GARANTICEN LA TRANQUILIDAD EN LOS COMICIOS » –, cette discrimination viendrait du besoin ressenti comme pressant par le gouvernement de libérer certains des prisonniers basques les plus médiatiques pour apaiser le climat tendu, palpable à quelques jours des élections. Il révèle également l'ampleur et l'importance en termes d'impact des revendications, des manifestations et des actes

¹⁰³ « Continúa la espera de los presos políticos », *El País*, 05/06/1977.

¹⁰⁴ « Consejo de Ministros el viernes ESTUDIARÁ MEDIDAS QUE GARANTICEN LA TRANQUILIDAD EN LOS COMICIOS », *ABC*, 08/06/1977.

pacifiques ou violents réalisés au nom des prisonniers politiques basques¹⁰⁵, qui sont pour une large part à l'origine de l'adoption de lois de grâce ou d'amnistie successives¹⁰⁶. Cependant, le 14 juin 1977, à la veille des élections, *ABC* publie un article¹⁰⁷ proposant une (méta)réflexion sur le pouvoir qu'ont les médias de la configurer l'opinion publique, et souligne en ce sens le mauvais usage stratégique qu'en fait le gouvernement :

En relación con las medidas de extrañamiento y libertad de los presos políticos vascos, algunos círculos señalan que el Gobierno no ha sabido explotar bien estas medidas de buena voluntad con un adecuado tratamiento en la opinión pública. [...] apenas ha sido destacado por fuentes gubernamentales, que podrían haber difundido con mayor amplitud las noticias sobre estas salidas, para conseguir un buen impacto en la opinión y lograr una imagen reconciliadora.

Cette citation vient ainsi confirmer la volonté d'apaisement sous-jacente à la décision de mise en liberté des prisonniers basques – « lograr una imagen reconciliadora » –, mais elle affirme également, au vu d'une situation toujours conflictuelle, le mauvais investissement symbolique qui en a été fait. Pour l'illustrer, l'article liste un certain nombre d'*encierros*, de pétitions et d'actes publics revendiquant l'amnistie. C'est parmi toutes ces manifestations que le cas de Pons Llobet – dont il est précisé que « [...] perteneció al desaparecido Movimiento Ibérico de Liberación, conectado con la C.N.T. » – est cité ; sa situation n'a pas évolué, et ses parents continuent de se battre pour que soient libérés tous les prisonniers politiques, notamment les Catalans :

[...] los padres de José Luis Pons Llovet, preso político catalán condenado a cincuenta y cinco años de cárcel, iniciaron el domingo una huelga de hambre y reclusión en la parroquia de San Andrés del Palomar, en Barcelona. [...] el matrimonio Pons-Llovet ha justificado su actitud en las reiteradas demandas de excarcelación de presos catalanes, actualmente en prisión, y que hasta ahora no han tenido ninguna respuesta del Gobierno.

Pourtant, lorsqu'arrive le jour des élections, et Pons Llobet n'est toujours pas libéré.

Deux jours après le scrutin, *El País* – le journal qui défend le plus activement et le plus ouvertement l'amnistie – publie une tribune¹⁰⁸ sur ce que le journaliste appelle de façon provocatrice les « derniers prisonniers du franquisme ». Il s'agit de pointer l'inconséquence

¹⁰⁵ Sur la question basque, voir entre autres : LOYER, Barbara, *Géopolitique du Pays Basque. Nations et nationalismes*, Paris, L'Harmattan, 1997, LOYER, Barbara et AGUERRE, Christian, « Terrorisme et démocratie : les exemples basques et catalans », *HÉRODOTE. Revue de géographie et de géopolitique*, n°130, 2008, p. 112-145, <http://www.cairn.info/revue-herodote-2008-3-page-112.htm>, consulté le 06/07/2014, ou encore ROJO HERNÁNDEZ, Severiano, « Le Pays basque : une région en quête de liberté », *Amnis* [en ligne], n°2, 2002, <http://amnis.revues.org/161>, consulté le 06/07/2014.

¹⁰⁶ Sur le processus, voir entre autres : AGUILAR FERNÁNDEZ, Paloma, « L'héritage du passé dans la transition espagnole », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°70, 2003, p. 34-42, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_2003_num_70_1_402450, consulté le 07/07/2014.

¹⁰⁷ « A causa del hermetismo informativo EL GOBIERNO NO HA SABIDO EXPLOTAR LAS MEDIDAS DE LIBERTAD DE PRESOS VASCOS », *ABC*, 14/06/1977.

¹⁰⁸ PRIETO, Martín, « Los últimos presos del franquismo », *El País*, 19/06/1977.

d'un régime qui, se voulant démocratique, maintiendrait dans ses geôles des prisonniers d'un régime totalitaire, et de réclamer l'adoption d'une véritable amnistie politique, qui ne peut être que totale, en interpellant tous les partis politiques : « La excarcelación de los últimos presos del franquismo, no sólo es responsabilidad de un Gobierno del señor Suárez; la fuerte oposición democrática ya conformada en las elecciones debe plantear inmediatamente este penoso tema. » L'article souligne par ailleurs ce que nous indiquions un peu plus haut, à savoir le fait que les prisonniers basques ont été libérés en priorité pour éviter des incidents majeurs avant les élections, et sous la pression des très fortes mobilisations qui ont lieu au Pays Basque. Suite à la « semaine pour l'amnistie » du Pays Basque, et les six morts qu'elle a laissés derrière elle,

[f]ue entonces cuando el Gobierno –tarde y mal– se apresuró a vaciar sus prisiones de etarras históricos antes de las elecciones. Ahí tienen toda la razón los etarras extrañados cuando afirman que su liberación la deben a la movilización de su pueblo y no a la voluntad ministerial de restañar y olvidar las heridas del pasado régimen.

Le journaliste pointe ainsi la profonde inégalité des situations qui fait que nombre de militants n'ayant pas commis de « delitos de sangre » sont toujours détenus, tandis qu'une minorité a été libérée – qui doit sa libération aux très fortes mobilisations de soutien. Il souligne en outre que les derniers condamnés du franquisme continuent cependant d'être en prison, et craignent d'être oubliés par les partis démocratiques. C'est dans ce contexte que Pons Llobet apparaît cité, dont il est dit que :

[...] el hombre que no fue agarrotado junto a Puig Antich por ser entonces menor de edad, y cuyos familiares pueden igualmente preguntarse si la amnistía sólo es aplicable a los vascos y, entre ellos, sólo a los etarras históricos [...]. Decenas de militantes del FRAP, de ácratas, de los GRAPO, la mayoría de ellos sin condenas por delitos de sangre, siguen esperando la verdadera amnistía en la angustia y la certeza de que ni sus organizaciones ni sus pueblos de origen tienen la conciencia solidaria demostrada por Euskadi.

Malgré ce « rappel revendicatif » de la situation de Pons Llobet – exemple parmi d'autres de ces militants injustement maintenus en prison –, ses heures d'incertitude se prolongent encore quelque peu. Puis, l'article de *La Vanguardia Española* du 17 juillet¹⁰⁹ relance une fois de plus la rumeur de l'imminente mise en liberté de Pons Llobet, qui va cette fois-ci se concrétiser. Trois jours plus tard, dans une page entièrement consacrée aux questions d'amnistie, *ABC*¹¹⁰ publie la nouvelle de sa libération – « [...] Pons Llobet, miembro del desaparecido Movimiento Ibérico de Liberación, fue puesto en libertad el pasado domingo » – et, l'amnistie générale n'ayant pas encore été approuvée, le quotidien rapporte la surprise du militant :

¹⁰⁹ « Excarcelados dos militantes del F.R.A.P. condenados a muerte. También parece inminente la liberación de Pons Llobet », *La Vanguardia Española*, 17/07/1977.

¹¹⁰ « Pons Llobet, excarcelado », *ABC*, 19/07/1977.

[...] declaró a un redactor de la agencia Cifra que su excarcelación le había producido sorpresa, ya que suponía que no tendría lugar hasta que se alcanzara un acuerdo general sobre la amnistía total. Pons Llobet, que en la actualidad tiene veintiún años, ha sido excarcelado en virtud de un indulto particular.

Le même jour, le 19 juillet 1977, *El País*¹¹¹ publie un entretien avec Pons Llobet, tout juste de retour à Barcelone. Interrogé sur son expérience dans le MIL, Pons Llobet se souvient des morts respectives de Puig Antich et d'Oriol Solé Sugranyes, tandis qu'il déclare être incapable de se définir politiquement. Par ailleurs, il réaffirme le besoin d'une véritable amnistie, et pointe un élément essentiel et symptomatique de ce que produit en premier lieu la démocratie instaurée : un déplacement des questions politiques, économiques et sociales de la rue vers le parlement, et un désengagement progressif des masses – composées désormais de citoyens – pour ces questions-là : « En Cataluña no hay posibilidad de que se den las grandes movilizaciones en favor de la amnistía que se produjeron en Euskadi. Creo que ahora la cuestión de la amnistía se dirimirá en el Parlamento: ha habido un desplazamiento del papel de las masas hacia los parlamentarios. » Au-delà de cette intéressante analyse sur le rôle des parlementaires, cette entrevue dévoile au moins deux éléments importants. Tout d'abord, on y lit que la question de l'amnistie est toujours en attente, puisque ce n'est qu'au titre d'une grâce individuelle que Pons Llobet a été relâché, et qu'il compte s'engager activement dans la revendication de l'amnistie. Par ailleurs, son indéfinition politique à sa sortie donne de la prison – mais aussi de la loi – l'idée d'un dispositif d'endiguement des subjectivités considérées comme « déviantes », ne serait-ce que par la coupure existentielle qu'elle produit : « En la cárcel pude leer y documentarme, pero no avanzar en el terreno de una afirmación ideológica concreta. Necesitaba poder vivir directamente alguna realidad social para inscribirme en el marco de unos u otros planteamientos políticos. »

Nous pouvons, pour finir, signaler une anecdote curieuse qui se produit quelques années plus tard et qui montre la confusion qui a pu régner autour de l'application des mesures d'amnistie. Il s'agit d'un incident rapporté dans un article d'*El País* le 29 novembre 1984¹¹², sous le titre-choc – qui prête à confusion – de « El capitán general de Cataluña amnistía finalmente al ex anarquista Solé », et qui met en scène le frère d'Oriol Solé Sugranyes, Jordi. Ce dernier, en maison d'arrêt pour un délit commun présumé¹¹³, doit abandonner la prison de Barcelone en régime de libération conditionnelle lorsqu'il est « informado de que seguía reclamado por la autoridad judicial militar » pour un braquage réalisé lorsqu'il militait dans le

¹¹¹ « Pons Llobet: “Ahora me siento incapaz de definirme políticamente” », *El País*, 19/07/1977.

¹¹² « El capitán general de Cataluña amnistía finalmente al ex anarquista Solé », *El País*, 29/11/1984.

¹¹³ Ce dont rend compte un article du 28 novembre 1984 : « Un juzgado militar retiene al ex anarquista Solé Sugranyes, negándole la amnistía de 1977 », *El País*, 28/11/1984.

MIL, avant l'année 1973, « al considerar que se había producido derramamiento de sangre ». Si l'erreur est rapidement corrigée, elle révèle non seulement l'existence de dysfonctionnements dans l'application de la loi d'amnistie, mais également le poids que l'autorité militaire continue d'avoir dans la sphère judiciaire. Citons à cet égard les dernières lignes de l'article qui, jouant de l'ironie, adressent une critique voilée à la justice militaire :

En medios jurídicos se insinuaba ayer la posibilidad de que el error se hubiera producido involuntariamente, al aplicar el juez militar la ley de Amnistía de 30 de junio de 1976, que era parcial y en la que no se exculpaban los delitos de sangre. Al parecer, el instructor se olvidó de que existía una ley posterior, dictada en septiembre de 1977, en la que se llenaban las lagunas observadas en el anterior ordenamiento.

Des analyses précédentes, en ce qui concerne le cas précis du traitement médiatique du MIL, nous pouvons conclure que le changement majeur qui se produit dans ces années transitionnelles est le progressif glissement du terme de « terroriste » vers celui de « prisonnier politique » pour se référer à ses ex-membres. Ceux-ci apparaissent en effet de plus en plus, voire presque exclusivement, reliés aux différentes manifestations de revendication d'amnistie, la catégorie de « prisonnier politique » devenant de ce fait l'une des catégories privilégiées d'appréhension de ces individus. Par ailleurs, et en concomitance, de nouvelles catégories identitaires leur sont apposées, Solé Sugranyes et Pons Llobet devenant ainsi sous la plume journalistique des « prisonniers politiques », « catalans », « libertaires » ou « anarchistes ».

Plus largement, nous pouvons affirmer que la question de l'amnistie cristallise certaines des tensions majeures de la période. Pour ceux qui défendent l'adoption d'une amnistie générale, il s'agit, d'un point de vue pragmatique de libérer le plus grand nombre de détenus, mais également, d'un point de vue symbolique, de nier la légitimité de la répression franquiste – en reconnaissant, ce faisant, le rôle des différents collectifs dans la lutte contre le régime. Du côté du gouvernement, si l'octroi d'un certain nombre de mesures de grâce et d'amnistie doit permettre de concrétiser symboliquement la volonté affichée d'acheminement vers un système démocratique par la réforme du système franquiste, elle doit également apaiser le climat tendu de ces années-là, et vient en ce sens répondre aux très fortes mobilisations qui se succèdent – notamment au Pays Basque. Mais au-delà de ces enjeux pragmatiques et symboliques, l'adoption d'une amnistie générale est ressentie, du moins depuis l'opposition et par une large part de la société civile, comme la condition *sine qua non* de la construction d'une véritable démocratie. Aussi, le long et tortueux processus qui débouche sur l'approbation de la loi d'octobre 1977 est un excellent révélateur du processus de construction de la démocratie elle-même. Contre la théorie d'une construction démocratique qui serait le propre des élites, il

montre avant tout que celles-ci ont agi dans une large mesure sous la poussée populaire : « C'est [...] bien le peuple qui pousse le gouvernement à l'amnistie, et non le gouvernement qui l'imposerait au peuple¹¹⁴. » Par ailleurs, si la libération à « plusieurs vitesses » des prisonniers politiques indique quelles sont les priorités gouvernementales (la situation des détenus basques étant jugée bien plus « sensible » et potentiellement explosive), elle révèle également ce que l'on pourrait appeler un vice de forme dans les premières élections unanimement qualifiées de démocratiques, puisque faisant une entorse à la prétention d'inclusion universelle inhérente à la démocratie, celles-ci se déroulent malgré l'exclusion d'une partie importante de la population qui se trouve toujours emprisonnée pour des délits que les nouvelles règles du jeu ne contemplent plus comme tels¹¹⁵.

Jusqu'à l'adoption de la Loi d'Amnistie – postérieure aux premières élections démocratiques –, l'égalité devant la loi, qui se présente comme l'un des droits civils fondamentaux sur lesquels reposent les droits politiques, n'est pas effective. Quand bien même cela serait amendé par la Loi d'Amnistie du 15 octobre 1977 et entériné par la Constitution de 1978¹¹⁶, il nous faut cependant signaler le paradoxe d'une démocratie représentative basée sur l'exclusion consciente d'un certain nombre d'individus – ceux-ci ne semblant *toujours pas* avoir leur place dans le nouveau jeu démocratique. Finalement, et à titre de simple hypothèse, nous pouvons avancer l'idée selon laquelle le fait que l'approbation de la Loi d'Amnistie revienne aux Cortès démocratiques nouvellement élues n'est pas anodin. Si ce mécanisme d'approbation vient, à notre sens, renforcer le capital symbolique démocratique de l'État naissant lui-même – celui-ci apparaissant désormais sous un jour protecteur –, il indique également que la démocratie *en marche* se construit sur un étatsisme paternaliste en puissance.

Quoi qu'il en soit, l'adoption d'une amnistie générale le 15 octobre 1977, si elle a permis de vider les geôles de prisonniers politiques, a paradoxalement aussi, comme cela a été maintes fois signalé, inscrit juridiquement l'impunité pour la classe dirigeante du franquisme. Aussi,

¹¹⁴ BABY, Sophie, « Sortir de la guerre civile à retardement : le cas espagnol », *op. cit.*

¹¹⁵ Signalons que les prisonniers politiques ne sont pas les seuls à être exclus de ces premières élections. Comme le signale José María de Areilza dans ces mots rapportés par le journal *Arriba* : « el ex Ministro [...] tuvo un recuerdo para los que llamó “ausentes de la campaña”, un millón de emigrantes sin derecho al voto, a los jóvenes de dieciocho a veintiún años, a los partidos políticos no legalizados, los presos políticos y los exiliados », *Arriba*, 29/05/1977. Nous devons ces informations à Julio Pérez Serrano, que nous remercions vivement.

¹¹⁶ Notamment par l'article 25.2 qui prévoit que « [l]as penas privativas de libertad y las medidas de seguridad estarán orientadas hacia la reeducación y reinserción social y no podrán consistir en trabajos forzados. El condenado a pena de prisión que estuviere cumpliendo la misma gozará de los derechos fundamentales de este Capítulo, a excepción de los que se vean expresamente limitados por el contenido del fallo condenatorio, el sentido de la pena y la ley penitenciaria. En todo caso, tendrá derecho a un trabajo remunerado y a los beneficios correspondientes de la Seguridad Social, así como al acceso a la cultura y al desarrollo integral de su personalidad. »

contrairement à ce qui s'est passé en Grèce et au Portugal où des purges ont été effectuées dans les années 1974-1975, « España, por el contrario, optó en 1977 por la amnistía y por un “olvido” casi institucionalizado por lo que respecta a la Guerra Civil y a la dictadura de Franco¹¹⁷ », ce qui n'est bien évidemment pas sans conséquences, en particulier au regard de l'exercice de la liberté d'expression. C'est ce que nous allons voir dès à présent.

5.3. L'affaire « Els Joglars », « affaire-test » de la liberté d'expression

Les années de Transition ont été celles de la récupération de la mémoire critique de cet événement traumatique avec le retour de la liberté d'expression, et pendant les années 1980 s'est maintenu un souvenir idéalisé et distancié de la guerre, qui perdait peu à peu sa charge dramatique¹¹⁸.

Voilà ce qu'écrivait récemment Eduardo González Calleja au sujet de la mémoire du conflit civil, ajoutant à ces propos que l'assimilation de la mémoire républicaine par la mémoire collective a été « lente et limitée ». Si, comme le suggère l'auteur, le retour de la liberté d'expression a permis la réapparition de la question de la guerre civile sur la scène publique dans ces années transitionnelles – ne serait-ce qu'en tant que fantôme agité contribuant à construire ce qu'il appelle une « mémoire de la réconciliation » –, la question du franquisme et de ses exactions semble elle être entourée de tabous, la loi d'amnistie venant symboliquement – et juridiquement – verrouiller le débat sur les dernières quarante années. La non-épuration de l'appareil d'État, et notamment de ses forces et corps de sécurité (armée, garde civile, policiers) directement impliqués dans la répression, se présente ainsi comme une entrave à la liberté d'expression que l'article 20 de la Constitution vient pourtant reconnaître. C'est ce qu'à notre sens met en évidence l'affaire « “Els Joglars” ».

Le 23 mars 1979, dans un article intitulé « Un proceso contestado », *El País*¹¹⁹ revient sur l'affaire « Els Joglars », rappelant le déroulement du procès qui a été intenté à la troupe de théâtre du même nom. Résumant l'importance symbolique de cette affaire, l'article affirme :

El “caso Els Joglars”, que posteriormente se iba a convertir en el caso-test “libertad de expresión” en la recién estrenada democracia española, estaba motivado por su última obra, *La torna*, que hacía referencia al proceso de condena de Heinz Chez, ejecutado en Barcelona el mismo día que lo fue Salvador Puig Antich.

¹¹⁷ BARAHONDA DE BRITO, Alexandra, AGUILAR FERNÁNDEZ, Paloma y GONZÁLEZ ENRÍQUEZ, Carmen (éds.), *Las políticas hacia el pasado. Juicios, depuraciones, perdón y olvido en las nuevas democracias*, Madrid, Ediciones Istmo, 2002, p. 32.

¹¹⁸ GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, « “Récupération de la mémoire” et législation en Espagne. Chronique des controverses politiques et académiques », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2013, n°111-112, 2013, p. 6.

¹¹⁹ « Un proceso contestado », *El País*, 23/03/1979.

À travers la figure de Puig Antich, c'est le MIL lui-même qui se trouve relié aux revendications pour la liberté d'expression : son nom est désormais associé à l'affaire « Els Joglars », qui devient très rapidement une « affaire-test » de la liberté d'expression, et en pointe toutes les limites. Rappelons, à notre tour, la chronologie de cet événement en analysant plus précisément certains des articles qui s'y attardent.

Le 24 septembre 1977, *La Vanguardia Española*¹²⁰ informe de la présentation de la pièce de « Els Joglars » en Catalogne – la première ayant eu lieu le 7 septembre à Barbastro, dans la province de Huesca, sans que cela n'ait provoqué de vagues –, et résume son contenu en rapportant la teneur du programme qui sera au cœur du litige : « [...] está dedicada a la figura del polaco Heinz Txez [sic], ejecutado en la prisión de Tarragona, el mismo día en que lo era en Barcelona, Puig Antich, como una acción complementaria y política de esta segunda muerte. » Sous couvert de critique théâtrale, l'article pointe les aspects les plus polémiques de la pièce – l'attaque réalisée contre certains secteurs de la société espagnole « de hace cuatro años », la cruauté dans la mise en scène de certains personnages et de certaines institutions, une farce basée sur l'antimilitarisme – et anticipe les réactions potentiellement défavorables qu'elle risque de provoquer en affirmant qu'il s'agit d'un « [m]ontaje polémico, por mucha unanimidad que alcanzara en la noche del estreno que siendo modélico en lo puramente artístico, causará infinitas molestias a determinados sectores sociales y puede dar lugar a muy violentas reacciones. »

Aussi, quelques mois plus tard, le 3 décembre, après que la pièce a été jouée à Reus, la police se présente chez le directeur de la troupe Albert Boadella, lui annonçant l'interdiction de représenter de l'œuvre, et sa convocation au tribunal militaire. C'est lors de sa deuxième comparution que Boadella est arrêté et emprisonné à la Modelo, comme le rapporte *El País* du 17 décembre¹²¹ dans sa rubrique « culture » : « El espectáculo, representado en varias ciudades de la provincia de Barcelona, fue considerado por la autoridad militar como presunto delito de injurias a las Fuerzas Armadas, por lo que llamó a declarar a varias personas, entre ellas a Albert Boadella, ordenando su ingreso en prisión. » Cependant, la réaction du monde du spectacle ne se fait pas attendre, comme le rappelle deux jours plus tard le même journal¹²². En effet, à Barcelone comme à Madrid, les acteurs se mettent en grève en solidarité avec le détenu Boadella, et votent pour le jeudi 22 une journée de fermeture de la plupart des salles de spectacle, cinéma, théâtre, concerts) qui doit clôturer « la semaine de lutte pour la liberté

¹²⁰ « “Els Joglars” presentaron “La torna” », *La Vanguardia Española*, 24/11/1977.

¹²¹ « Encarcelado el director del grupo Els Joglars », *El País*, 17/12/1977.

¹²² « Convocada una huelga general de espectáculos para mañana », *El País*, 21/12/1977.

d'expression ». Rapidement, cette initiative est rejointe par plusieurs villes de province, l'affaire Boadella acquérant ainsi une dimension paradigmatique qui dépasse la sphère artistique :

Todos los comunicados leídos en la asamblea demostraron solidaridad con la huelga (centrales sindicales, partidos políticos, asociaciones profesionales –entre ellas la Unión de Periodistas– y asociaciones de barrios) coincidieron en afirmar que el actual conflicto sobrepasa el motivo que lo originó: la detención de Boadella, pues este acto –dijeron– se convierte en un símbolo de la falta de libertad de expresión y la actuación militar en el campo de la cultura.

Quelques jours après l'arrestation de Boadella et les fortes mobilisations qui s'ensuivent, l'*ABC* du 22 décembre 1977¹²³ publie les déclarations effectuées pour la presse du *Capitán general* de Catalogne – exposant le point de vue de l'armée dans l'affaire. L'article qui en résulte présente quelques éléments particulièrement intéressants pour l'analyse, et qui résumant parfaitement le nœud de la problématique posée : la contradiction entre une soi-disant liberté d'expression, et l'impossibilité effective de revenir publiquement sur les actions réalisées pendant le franquisme par une institution comme l'Armée, sous peine d'être jugé en conseil de guerre. Sans mentionner explicitement l'affaire suscitée suite à l'arrestation de Boadella, mais s'y référant très probablement, le lieutenant-colonel Coloma prend la défense de l'Armée en ces termes :

« Nosotros mismos tratamos de no desprestigiar el Ejército con nuestros propios comportamientos, así como también intentamos que nadie, en la nación, trate de dividirnos o pretenda hacernos perder nuestro prestigio, que es una fuerza en potencia. Por eso se dan circunstancias en que corregimos de acuerdo con unas leyes, que están aprobadas y en vigencia, cualquier cosa que se oponga a la misión del Ejército. »

Un peu plus avant, le journaliste cite ces quelques mots de Coloma qui revient maintenant expressément sur les événements récents, et livre la version de l'Armée – reprenant ce faisant à son compte les langages de la démocratie participative en se réclamant du droit à l'information :

« Ya que me da usted pie para ello, le diré que ahora mismo, como usted sabe, aquí en Barcelona *se ha promovido una campaña*, a causa de una actitud de la autoridad militar, en el aspecto jurídico, *informándose de un modo unilateral*¹²⁴. »

L'article évoque par ailleurs que « La Torna¹²⁵ » est une représentation de mime qui s'inspire très largement du conseil de guerre instruit contre « l'apatride Heinz Chez à Tarragone », dont il est rappelé qu'il a été exécuté le même soir que l'était à Barcelone Salvador Puig Antich, et qu'une brochure explicative du sens de l'œuvre a été distribuée auprès des spectateurs. Par ailleurs, il élucide le sens du terme « torna », « que en castellano [sic] [...] significa propina o

¹²³ « Coloma Gallegos: “Pese a todo, continuamos intentando no salirnos de nuestro papel” », *ABC*, 22/12/1977.

¹²⁴ Nous soulignons.

¹²⁵ Une section du site d'« Els Joglars » est consacrée à cette pièce :

http://www.elsjoglars.com/produccion.php?idPag=latorna_cas, consulté le 08/07/2014..

contrapeso ». Finalement, et renchérissant sur l'affaire, le colonel Coloma énonce une vérité implacable, qui constitue le cœur du problème :

« Hay unas leyes, por lo que afecta a la defensa de la institución militar que están recogidas en el Código de Justicia Militar: hay un capitán general que tiene la obligación estricta de aplicar esas leyes a todo aquél que se vea incurso en ellas, y esto es lo que se ha hecho. Cuando dentro o fuera de las Fuerzas Armadas se produce un acto que transgrede estas leyes, el capitán general ordena abrir una información para averiguar si hay indicios racionales de criminalidad; si los hay se instruye una causa. »

Si nous avons cité longuement cet article, c'est parce que, outre qu'il expose la position de l'Armée, il nous semble foncièrement représentatif de la problématique qui se trouve au cœur de l'intrigue, l'écueil majeur étant que l'Armée ne fait qu'agir selon les lois en vigueur, quand bien même celles-ci viendraient limiter la liberté d'expression. Deux questions fondamentales et corrélatives surgissent et se superposent. D'une part, celle de la non-épuration des forces armées en dépit du changement de régime, qui renforce les tabous autour du passé récent. L'armée, se sentant directement visée par l'œuvre de Boadella, saisit le droit à l'honneur pour intenter un procès contre lui. D'autre part, la non-séparation des jurisprudences – civile et militaire –, due une fois encore à l'absence d'une véritable réforme des forces armées – et notamment de la justice militaire –, conduit la troupe « Els Joglars » à être jugée en conseil de guerre. En effet, si la loi du 1^{er} avril 1977 déclare dans son préambule que la liberté d'expression est un « principe fondamental de tout État de Droit », et si elle annule l'article 2 de la *Ley de Prensa e Imprenta*, elle donne toutefois à l'Administration le droit de saisir les « impresos gráficos o sonoros [...] [q]ue de cualquier forma atenten al prestigio institucional y al respeto, ante la opinión pública, de las Fuerzas Armadas¹²⁶ ». Si la possibilité de saisir les imprimés est une prérogative propre à la situation de l'Espagne de l'époque – et donc transitoire –, le conflit existant entre le droit à la liberté d'expression et le droit à l'honneur dépasse largement le contexte transitionnel. En ce sens, ce qui, dans le cas précis qui nous occupe, pose problème c'est, d'une part, la stricte interprétation du terme « honneur », livrée par une Armée fortement engagée auprès du régime sortant, et d'autre part, l'existence du Code de Justice Militaire de 1945, toujours en vigueur, qui lui permet de juger des civils. D'où ce cas aberrant d'un point de vue juridique – en démocratie – dans lequel l'Armée se trouve être juge et partie. Aussi, ce n'est qu'en 1985, avec l'adoption du nouveau Code Pénal Militaire¹²⁷, que la réforme de la justice militaire est définitivement accomplie, dans le sens de sa pleine adéquation au

¹²⁶ « Real Decreto-ley 24/1977, de 1 de abril, sobre libertad de expresión », article 3, *BOE* n°87, 12 avril 1977, p. 7928-7929.

¹²⁷ « Ley Orgánica 13/1985, de 9 de diciembre, de Código Penal Militar », *BOE* n°296, 11 décembre 1985, p. 39085-39099.

fonctionnement du système démocratique¹²⁸. Ce qui implique un certain nombre de conditions, que Narcís Serra résume en cinq points essentiels :

- La justicia militar no debe aplicarse a ciudadanos civiles.
- Debe limitarse a delitos militares y no a juzgar los delitos de toda índole cometidos por los militares [...].
- Debe integrarse en el poder judicial único y no puede constituir una jurisdicción aislada o independiente.
- Es necesario separar el Código Penal, que deben aplicar los jueces, de la legislación disciplinaria, que aplican los mandos militares.
- Los mandos militares no pueden tener capacidades jurisdiccionales, es decir, no pueden ser jueces presidir o integrar tribunales, aceptar sentencias etcétera¹²⁹.

Pour l'heure, « l'affaire "Els Joglars" » suit son cours, et *El País* du 18 janvier 1978¹³⁰ informe que le procureur réclame quatre ans et six mois d'emprisonnement pour Boadella et trois ans pour chacun des composants de la troupe. L'article rappelle également les raisons de ce procès, et met l'emphase sur les nombreuses manifestations de solidarité et pour la liberté d'expression qui sont prévues pour les jours à venir :

Para el próximo sábado está prevista la celebración en el recinto de El Pueblo Español de Barcelona, de una *muestra colectiva* organizada por la asamblea permanente del espectáculo bajo el lema *Por la libertad de expresión*. Está prevista la asistencia de diversos grupos teatrales, músicos, cantantes y cineastas, quienes llevarán a cabo diversas actuaciones relacionadas con el caso Boadella [...],

dont, par exemple, les très célèbres Raimon, Lluís Llach, Pi de la Serra ou Tete Montoliu. C'est autour de cette affaire que se cristallisent, d'une part, les revendications massives pour la liberté d'expression et contre l'ingérence – notamment des forces armées – dans les « affaires culturelles », mais également certaines des réticences de l'Armée par rapport à l'évolution en cours. Comme le rapporte *La Vanguardia Española* du 9 février¹³¹, l'autorité militaire refuse ainsi d'entendre la plupart des témoignages proposés par la défense pour des raisons proprement politiques. En effet, la défense prétend faire déclarer d'importantes personnes du monde du théâtre (Nuria Espert, Lluís Pascual, Fabià Puigserver, Iago Pericot), ou des personnalités connues pour leur engagement contre l'ancien régime (Santiago Carrillo), pour l'amnistie (Lluís M. Xirinacs) ou encore pour la cause catalane (Xavier Fabregas, Josep Benet), tandis que

¹²⁸ Cependant, l'article 17 de la Constitution déclarait déjà que : « el principio de unidad jurisdiccional es la base de la organización y funcionamiento de los tribunales. La ley regulará el ejercicio de la jurisdicción militar en el ámbito estrictamente castrense y en los supuestos del estado de sitio, de acuerdo con los principios de la Constitución », *BOE* n°311, 29 décembre 1978 ; tandis que la *Ley de Reforma del Código de Justicia Militar* de 1980 réduisait également le terrain de compétences de la justice militaire.

¹²⁹ SERRA, Narcís, *La transición militar. Reflexiones en torno a la reforma democrática de las fuerzas armadas*, Barcelone, Debate, 2008, p. 111.

¹³⁰ « El fiscal pide cuatro años de reclusión para Albert Boadella », *El País*, 18/01/1978.

¹³¹ « Denegados los recursos presentados por los defensores de "Els Joglars" », *La Vanguardia Española*, 09/02/1978.

« [I]a autoridad militar fundamenta la denegación de las pruebas testificales de esas personas, en que su testimonio sólo conseguiría convertir el acto de la vista ante el consejo de guerra, en un mitin político ». Il est particulièrement intéressant de souligner comment la justice militaire s’empare en partie, et en les détournant, des langages proprement démocratiques, à l’heure de défendre son indépendance¹³². Elle réaffirme en cela son caractère impartial et imperturbable – la justice serait au-dessus ou au-delà des questions profanes – face à la possible dérive politique de l’audience prévue pour le 28 février.

Un coup de théâtre intervient cependant, lorsque la veille du jour prévu pour l’audience, Boadella – le principal inculpé dans la cause – fugue de l’hôpital où il a été hospitalisé quelques jours avant, feignant d’être malade. *El País* du 28 février¹³³ décrit ainsi par le menu la rocambolesque évasion de Boadella, qui passant de sa salle de bains à celle de la chambre contiguë au travers d’une fenêtre située au cinquième étage, a tranquillement quitté à pied l’hôpital – bien que placé sous la surveillance de deux policiers –, la question qui se pose étant de savoir si le conseil de guerre va être suspendu à la suite de cette « disparition ». De fait, suite à l’évasion de Boadella et à la disparition de quelques autres membres de la troupe, le conseil de guerre est annulé « por “inconparencia de los acusados” ». Quelques jours plus tard, quatre membres de la troupe sont arrêtés et emprisonnés, tandis que la nouvelle date pour le conseil de guerre est fixée au 6 mars, malgré l’absence de Boadella.

Le 7 mars, tous les journaux rapportent la tenue du conseil de guerre contre les quatre membres de « Els Joglars ».

*ABC*¹³⁴ publie un compte rendu du conseil de guerre en présentant les arguments des deux parties en lice. Le procureur militaire sollicite trois ans de prison pour chacun des membres de la troupe « Els Joglars », « [...] por 16 delitos consumados de injurias con publicidad a los Ejércitos, y que se contiene en la obra “La torna”, de la que son coautores y que han representado en diversas ocasiones ». La défense, quant à elle, tente avant tout de mettre en doute le fait que la pièce injurierait l’armée par la référence à des événements historiques récents. Ainsi, elle s’emploie à démontrer l’aspect artistique de la pièce, à la délier des questions politiques en niant toute référence à la réalité des conseils de guerre contre Heinz et Puig Antich : « [...] si en el programa de mano se hacía referencia a las ejecuciones en marzo de

¹³² Il s’agit là d’une revendication majeure de la sphère de la justice qui ne sera cependant effective qu’en décembre 1978, lors de l’approbation de la Constitution, comme il apparaît notamment dans l’article 117.1 : « La justicia emana del pueblo y se administra en nombre del Rey por Jueces y Magistrados del poder judicial, independientes, inamovibles, responsables y sometidos únicamente al imperio de la Ley. »

¹³³ « Se fuga del hospital el director teatral Albert Boadella », *El País*, 28/02/1978.

¹³⁴ « Consejo de Guerra contra Els Joglars, EL FISCAL PIDE TRES AÑOS DE PRISIÓN PARA LOS ACTORES », *ABC*, 07/03/1978.

1973 de Puig Antich y del apátrida Heinz Chez, esto sólo era el punto de partida sobre el que se habían inspirado para crear un espectáculo teatral que, una vez elaborado, nada tenía que ver con estos Consejos de guerra ». Tout au plus, la pièce serait un plaidoyer contre la peine de mort. C'est ce que soutient la défense en ayant recours à plusieurs critiques de théâtre :

El señor Segarra, autor de varias críticas sobre “La torna”, que formaban parte de los documentos del sumario, ha insistido en que la obra nada tenía que ver con la ejecución y el consejo de guerra del señor Heinz, y que esto sólo era la anécdota sobre la que Els Joglars había montado su espectáculo burlesco o de farsa. Y que, a su parecer, este espectáculo teatral no era más que una crítica a la justicia que acepta la pena de muerte.

Ou encore, « [e]l crítico teatral Salvador Cuberó [...] ha manifestado que, a su entender, “La torna” era un alegato contra la pena de muerte, y que no se refería a ningún hecho concreto, “no creo que en la obra haya nada que se parezca a la realidad”, ha añadido. » L'article d'ABC rend également compte d'un élément essentiel de l'affaire : le rôle central que joue dans le litige le programme distribué lors des représentations. En effet, le procureur

[...] ha expuesto como base argumental de la acusación el que la obra había sido autorizada por el Ministerio de Cultura, pero siempre y cuando no sufriese ninguna variación ni se la [sic] añadiese nada, lo que habían incumplido los miembros de Els Joglars al haber elaborado y distribuido un programa de mano [...]. Y que este programa no había sido presentado tampoco a la censura ni a la autoridad administrativa del Ministerio de Cultura.

Finalement, le lien avec la question de la liberté d'expression est expressément formulé dans l'article, lorsque le journaliste affirme : « Asimismo, y por último, hay que destacar que también en el centro de la ciudad se han producido algunas manifestaciones a favor de la libertad de expresión. »

*La Vanguardia Española*¹³⁵ revient également sur ce conseil de guerre, et malgré des informations semblables, fournit quelques renseignements supplémentaires. Tout d'abord, l'article signale un élément intéressant au point de vue méta-journalistique : pour une large part, les répercussions de l'affaire tiendraient du fait de sa judiciarisation, et donc de son actualité – digne d'apparaître régulièrement dans la presse. Allant dans le même sens, et renforçant cet argument, l'article remarque que parmi les participants à ce conseil de guerre, personne n'a vu la pièce, ni les juges militaires, ni le procureur, ni les avocats de la défense :

Fueron leídos los folios que solicitaron tanto el fiscal como los defensores, incluyendo la lectura íntegra de la obra que dio origen a la causa “La Torna”, ya que de los asistentes, ninguno, ni miembros del Tribunal militar ni defensores ni fiscal, habían visto la representación en que se basan las presuntas injurias al Ejército.

¹³⁵ « Más de trece horas duró el consejo de guerra contra cuatro actores de “Els Joglars” », *La Vanguardia Española*, 07/03/1978.

À l'instar d'*ABC*, l'article de *La Vanguardia Española* rapporte également les mots des témoins interrogés, dont deux critiques de théâtre, qui affirment que la représentation est un plaidoyer contre la peine de mort et que « no se trataba de una obra del llamado teatro naturalista, sino de una farsa ligada a la comedia del arte, en la que no había nada que la acercara a la realidad, y que toda obra está abierta a infinitas interpretaciones y sugerencias ». Cette dernière citation montre bien, encore une fois, que c'est la question de la liberté d'expression et de création artistique qui est en jeu dans cette affaire, ce que rappellent avec véhémence tous les avocats de la défense. Aussi, comme l'indique un intertitre, il y a « unanimidad de los defensores en pedir absolución, nulidad y amnistía ». La défense signale également un autre point essentiel, et c'est la non-séparation des pouvoirs, puisque « se confunden legislativo, ejecutivo, judicial y coinciden juez y parte. » La cause contre « Els Joglars » devient de ce fait un canal pour affirmer « el deseo de unidad jurisdiccional expresado por todas las fuerzas democráticas ». L'article rapporte pour finir les incidents connexes à ce conseil de guerre, dont plusieurs manifestations étudiantes dans Barcelone, mais aussi – ce que ne faisait pas *ABC* – les deux interpellations au Gouvernement faites par la députée des *Socialistes de Catalunya*, Marta Mata, et celle de Pablo Castellana, « para que el Gobierno explique los motivos de la conducta observada por varios departamentos del poder ejecutivo respecto a limitaciones sufridas en el ejercicio del derecho a libre expresión por diferentes medios informativos, profesionales y editorialistas. »

Comme *ABC* et *La Vanguardia Española*, *El País* résume, dans sa une du 7 mars¹³⁶ puis dans la rubrique « société », le déroulement du conseil de guerre, et met particulièrement l'accent pour sa part sur les nombreux incidents qui ont eu lieu le même jour, lorsqu'il affirme, par exemple : « Varios centenares de estudiantes se manifestaron en favor de la libertad de expresión y en solidaridad con los procesados. La policía intervino con rigor y utilizó gases lacrimógenos y balas de goma. » Il est particulièrement intéressant pour finir de retranscrire ces mots rapportés par les avocats de la défense qui « [...] afirmaron que la opinión pública ha llamado a este proceso “proceso a la libertad de expresión” », parce qu'ils permettent de mesurer la portée de ce conseil de guerre sur l'opinion publique, et d'évaluer également à quel point cette dernière – au travers des nombreuses manifestations – joue un rôle capital dans le développement des événements dans ces années de transition.

¹³⁶ « El fiscal pide tres años para cuatro miembros de Els Joglars », *El País*, 07/03/1978.

En dépit des nombreux mouvements en faveur de la libération des quatre membres de « Els Joglars », ceux-ci sont condamnés à deux ans de prison. L'ABC du 08 mars 1978¹³⁷ revient sur la sentence prononcée à leur rencontre citant longuement des passages de celle-ci, dont nous ne reproduisons ici qu'un court extrait :

« [...] los procesados, al concretar la crítica burlesca, descarnada de una supuesta administración de justicia [...] manifiestan su deliberado propósito de ofender, deshonrar y menospreciar a los Ejércitos, y concretamente a una de sus más importantes instituciones, la jurisdicción militar, así como a Cuerpos determinados de los mismos [...]. »

Ce qui est reproché aux accusés, c'est d'avoir suggéré par écrit – ce qui constitue d'un point de vue juridique une circonstance aggravante –,

« [...] el arbitrio más absoluto en la actuación no sólo en los Consejos de Guerra, sino del más alto Tribunal de su jurisdicción, como es el Consejo Supremo de Justicia Militar, impuestas a Heinz Chez, asesino de un guardia civil, y a Salvador Puig Antich, asesino de un inspector del Cuerpo General de Policía. »

En effet, ce qui est condamnable, c'est l'impression et la distribution d'un programme précisant que la pièce trouve sa source d'inspiration dans des faits réels : cette référence à la véracité des faits « [...] cambia totalmente el sentido de la misma [la obra] », « [...] incumpliendo con ello la condición particular segunda expresada en la guía de censura expendida por la Dirección General de Espectáculos [...] ».

Mais le résultat condamnable de ce conseil de guerre ne fait que raviver les mouvements pro-liberté d'expression. Comme le rapporte ABC¹³⁸, légalement la défense réplique en invoquant, entre autres choses, la « incongruencia de la sentencia por cuanto por parte del Tribunal ha habido una evidente incomprensión de lo que representa el arte dramático la mera fuente de inspiración (los Consejos de guerra contra Heinz Chez y Puig Antich) y el resultado artístico (La Torna) », tandis que manifestations et occupations se succèdent dans la rue afin de réclamer l'amnistie pour les quatre inculpés et une véritable approbation du droit de liberté d'expression. Citons par exemple l'occupation de l'Institut du théâtre à Barcelone où « se dará a conocer los proyectos que existen para efectuar una huelga general y una marcha de artistas sobre Madrid para protestar por el Consejo de guerra y solicitar al mismo tiempo la amnistía para los cuatro condenados », et l'assemblée générale convoquée à l'Université de Barcelone par la *Coordinadora Universitaria Pro Libertad de Expresión*, suivie d'une manifestation.

¹³⁷ « Dos años de prisión para cada uno de los cuatro actores, ELS JOGLARS, CULPABLE DE DIECISÉIS DELITOS DE INJURIAS AL EJÉRCITO », ABC, 08/03/1978.

¹³⁸ « Encierros y asambleas por el Consejo de guerra a Els Joglars, LOS ABOGADOS DEFENSORES HAN PRESENTADO SUS ALEGACIONES », ABC, 11/03/1978.

El País du 8 mars 1978¹³⁹, rappelle quant à lui la tenue des journées pour la liberté d'expression prévues pour la semaine du 10 au 17. Par ailleurs, il informe qu'un manifeste à été signé par tous les partis « con representación parlamentaria en Cataluña –excepto UCD y AP– » et souscrit également par l'UGT et les CC.OO., demandant « la libertad de Els Joglars mediante la aplicación inmediata de la amnistía, el urgente cumplimiento del pacto de la Moncloa y la unidad jurisdiccional ». Ce que les signataires de ce manifeste reprochent avant tout au procès intenté contre « Els Joglars », c'est son incompatibilité avec le projet en cours de Constitution démocratique, et avec les accords politiques du « pacte de la Moncloa ». Par ailleurs, ils déplorent le fait que « esta acción va en contra de la cultura, contra la libre creación y la circulación de las ideas, ya que en este campo la imaginación y la figuración se ha de enriquecer constantemente con la libertad de expresión ». » Ils soulignent, en outre, un élément qui fait le lien avec une autre des problématiques majeures de la période, à savoir la question des autonomies : « Manifiestan también que el procesamiento es un obstáculo más al libre desarrollo de la cultura catalana. » L'affaire « “Els Joglars” » est une nouvelle occasion pour que s'expriment les revendications pro-autonomie depuis les institutions officielles et universitaires. En effet, alors que les membres de « Els Joglars » sont jugés en Conseil de guerre, la troupe reçoit pour son travail artistique en 1977 le prix Josep M.^a de Segarra attribué par la *Diputació* de Barcelone, et remis très symboliquement par le Président de la *Generalitat* Josep Tarradellas ; tandis qu'en 1978, la pièce « La torna » reçoit le prix *Crítica Serra d'Or*, décerné par la revue du même nom – en un geste de défiance ouverte envers l'armée.

Par ailleurs, parallèlement aux fortes mobilisations internes en faveur de la liberté d'expression, l'affaire prend une tournure internationale, ce que prouve la conférence de presse tenue à Paris le 3 avril 1978, réalisée par Boadella, par les acteurs de « Els Joglars » exilés en France et par leurs avocats, au cours de laquelle, comme le rapporte *La Vanguardia Española*¹⁴⁰, le manque de liberté d'expression en Espagne est fortement dénoncé. Le même quotidien¹⁴¹ rapporte, le 15 avril, une nouvelle conférence de presse de Boadella à Bruxelles, organisée par un comité de solidarité belge. À cette occasion, moyennant des déclarations pour le moins polémiques, le directeur de la troupe accuse la *Generalitat de Catalunya* de passivité et de « lâcheté » face au conseil de guerre qui a eu lieu contre « Els Joglars », et pointe un élément essentiel dans le déroulement de cette affaire en affirmant que les partis politiques

¹³⁹ « Los cuatro actores de Els Joglars, condenados a dos años de prisión », *El País*, 08/03/1978.

¹⁴⁰ « París: Conferencia de prensa de Albert Boadella », *La Vanguardia Española*, 04/04/1978.

¹⁴¹ « Boadella: “Estoy dispuesto a responder de mi fuga ante un tribunal civil en Cataluña” », *La Vanguardia Española*, 15/04/1978.

catalans : «“Tienen terror a lo militar” [...]. Ello se debe a que apenas acaban de salir de la clandestinidad y a que los “políticos que tenemos en Cataluña aspiran a una cartera ministerial en Madrid” ».

Si le droit à la liberté d’expression est officiellement reconnu par la Constitution nouvellement approuvée en décembre 1978, l’affaire « Els Joglars » montre bien que celui-ci ne peut être réellement effectif tant que le Code de Justice Militaire ne sera pas réformé. Ainsi, malgré la promulgation le 26 décembre 1978 de la *Ley sobre Protección de la Jurisdicción de los Derechos Fundamentales de Persona*¹⁴² – elle entre en vigueur en janvier 1979 – qui *a priori* doit obliger l’autorité judiciaire militaire à se retirer du procès contre Albert Boadella, la validité du Code de Justice Militaire situe le « cas Boadella » dans un vide juridique, tandis que la situation des quatre condamnés n’est pas touchée par ces évolutions normatives. Ces derniers sont cependant libérés le 31 mars 1979, bénéficiant de la grâce accordée par le Roi – suite à la demande effectuée par les parents des accusés auprès du Conseil Suprême de Justice Militaire. En ce qui concerne Boadella, celui-ci étant revenu clandestinement en Catalogne en décembre 1978, il est arrêté le 22 mars 1979 et mis à disposition de l’autorité judiciaire militaire, ce que permet le vide juridique dans lequel il se retrouve, et qui est exprimé en ces termes dans l’article d’*El País* du 12 avril 1979¹⁴³ :

Al parecer, la atribución de competencia al consejo de guerra podría fundamentarse en el hecho de que, si bien la Constitución es suficientemente explícita al respecto, no existe todavía una ley, que la propia Constitución anuncia, regulando el ejercicio de la jurisdicción militar en el ámbito estrictamente castrense. Pero entre tanto, si para colmar el vacío se aplica la normativa anterior, el resultado será incompatible con la letra de la ley fundamental que hoy rige la convivencia de los españoles.

En juillet, Boadella est cependant placé en régime de liberté conditionnelle, et ce n’est qu’en 1981 que l’instruction contre « La Torna » passe définitivement à la juridiction ordinaire. L’Audience Territoriale de Barcelone condamne toutefois en février Boadella à un an de prison pour un délit de « quebrantamiento de condena » (suite à son évasion de la prison), qu’il ne va pas purger au vu du temps qu’il a déjà passé en prison. Par ailleurs, il est complètement innocenté du supposé délit d’outrage à l’Armée, dont il est précisé que, quand bien même il aurait eu lieu, il aurait déjà prescrit.

Les analyses précédentes montrent que c’est à la faveur du développement médiatique des problématiques centrales de la Transition que le MIL revient sur le devant de la scène

¹⁴² « Ley 62/1978, de 26 de diciembre, de Protección Jurisdiccional de los Derechos Fundamentales de la Persona », *BOE* n° 3, 03/01/1979, p. 76-78.

¹⁴³ « El retorno de “La Torna” », *El País*, 12/04/1979.

journalistique. À cette occasion, c'est par le biais de l'affaire « Els Joglars », autour de laquelle se cristallisent les revendications en faveur de la liberté d'expression, que le MIL – et notamment Puig Antich – est représenté dans la presse.

En effet, suite à la présentation en Catalogne de la pièce de théâtre « La Torna », les membres de la troupe « Els Joglars » sont jugés en conseil de guerre pour un délit présumé d'outrage à l'Armée. Autour de ce conseil de guerre, c'est un véritable bras de fer opposant la société civile à l'Armée¹⁴⁴ qui a lieu, la première défendant la nécessité impérieuse de la liberté d'expression pour la construction démocratique, les secondes campant sur leurs positions, ce que les lois en vigueur leur permettent de faire. Très concrètement, les acteurs de « La Torna » se voient reprocher d'avoir distribué lors des représentations un programme où il était fait explicitement mention de l'exécution de Puig Antich et de Heinz Chez, et qui expliquait que la mise à mort de ce dernier n'était que la « torna » de l'exécution du premier. Plus clairement encore, le programme dénonçait le fait que l'exécution de Chez répondait à la volonté de désarçonner une opinion publique incapable de distinguer un délit politique d'un délit de droit commun.

Si lors du procès, la défense s'emploie à montrer la portée générale de la pièce, qui loin du réalisme historique, ne se présenterait que comme un plaidoyer pour l'abolition de la peine de mort, le procureur militaire insiste quant à lui sur le manquement à la loi que représente l'impression d'un programme faisant clairement état des sources historiques de l'œuvre. En ce sens, la pièce acquiert par ce procès une performativité phénoménale, les membres d'« Els Joglars » étant condamnés en accord avec les lois en vigueur : une injustice est donc commise au nom de la justice, ce qui provoque de très fortes mobilisations au sein de la société civile. Par ailleurs, c'est bien la proximité historique des événements sur lesquels se fonde la pièce, la non-épuration des forces armées et l'application du Code de Justice Militaire qui expliquent que quatre membres de cette troupe soient condamnés. Ce sont donc les contradictions propres au processus de Transition que cette affaire met au jour, puisque si la Constitution de 1978 inscrit la liberté d'expression comme un droit fondamental, ce n'est que bien plus tard, en 1985, que le Code de Justice Militaire sera, lui, définitivement réformé.

¹⁴⁴ Sur les résistances de l'Armée au processus démocratique, et aux complots qu'elle ourdit, voir entre autres : MARTINEZ-VASSEUR, Pilar, « La Presse militaire en Espagne entre franquisme et démocratie : le cas de la revue *Reconquista* », *El Argonauta Español* [en ligne], n°10, 2013, <http://argonauta.revues.org/1733>, consulté le 07/07/2014.

En conclusion de ce chapitre, nous pouvons souligner encore une fois la nette politisation de la question dans ces années de Transition. Malgré quelques différences dans la représentation du MIL selon le journal considéré, une certaine forme de consensus surgit, comme nous l'avons vu, autour des questions abordées – qu'il s'agisse de la violence et du terrorisme, des revendications d'amnistie ou de la liberté d'expression. Ce consensus autour des grandes problématiques qui sont en propre celles de la Transition, est en quelque sorte à l'image du consensus qui a lieu dans la sphère politique. Comme cela a été maintes fois répété, ce consensus s'est très largement construit par l'appel au « spectre » de la guerre civile et s'est soldé par l'« oubli » des exactions commises sous le franquisme. En effet, en 1975, le souvenir traumatique de la guerre d'Espagne est toujours présent. Le climat de violence et les nombreux affrontements dans les premiers mois de la Transition expliquent dans une très large mesure la possibilité et l'efficacité du recours au souvenir de l'expérience démocratique antérieure, et notamment de son bain de sang final¹⁴⁵. Ce que cache ce consensus tant de fois invoqué, c'est une véritable lutte entre divers secteurs politiques, mais aussi entre divers pans de la société civile. En rendent compte l'important nombre de négociations, l'extraordinaire activité des citoyens, et le poids de leur mobilisation dans la conquête des droits civils fondamentaux.

Par conséquent, et plus largement, si nous tentons de définir la nature de la démocratie qui est en construction dans ces années transitionnelles, nous pouvons dire qu'il s'agit d'une démocratie comprise, avant tout, en termes juridiques. Si la démocratie est une forme de gouvernement, elle est aussi intrinsèquement un système de droits. Dans ce sens, c'est en partie par l'état de la législation que pourrait être mesuré l'état de la démocratie. Comme le met en évidence la professeure de sciences politiques Muriel Rouyer :

Pour Rawls, une société juste trouve son expression dans le socle des valeurs communes qui figurent dans sa Constitution et constituent ainsi le peuple au sens politique et universaliste de *nomos* (par opposition à l'*ethnos* d'une communauté préexistante aux institutions). Saisie par le droit, selon l'expression suggestive de Philippe Raynaud, la démocratie accorde dans la deuxième moitié du xx^e siècle un rôle croissant au juge. Investi de la charge de tisser les valeurs de la communauté politique dans son interprétation du droit, et ce en liaison féconde avec la société civile qui lui transmet ses demandes dans un accès aux cours bien plus aisé qu'à toute autre institution démocratique, le juge concentre tous les espoirs de la *démocratie juridique*¹⁴⁶.

¹⁴⁵ Voir notamment à ce sujet, BARAHONDA DE BRITO, Alexandra, AGUILAR FERNÁNDEZ, Paloma y GONZÁLEZ ENRÍQUEZ, Carmen (Éds.), *Las políticas hacia el pasado. Juicios, depuraciones, perdón y olvido en las nuevas democracias*, op. cit., p. 145-147 et GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, « La violencia política en España del siglo XX: un balance historiográfico », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°38-2, 2008, p. 213-240, <http://mcv.revues.org/627>, consulté le 23/07/2014.

¹⁴⁶ ROUYER, Muriel, « La démocratie n'est plus ce qu'elle n'était pas », *Parlement[s]*, *Revue d'histoire politique* 1/2004 (n° 1), p. 91-91 ?, www.cairn.info/revue-parlements-2004-1-page-91.htm, consulté le 21/05/2014.

En Espagne, la Constitution qui entre en vigueur le 20 décembre 1978 figure au rang de norme supérieure de l'ordonnement juridique, et vient éclaircir nombre des questions que cette période transitionnelle posait. Tant juridiquement que symboliquement, il s'agit du texte fondateur de la démocratie espagnole, et nous pouvons à cet égard proposer, en reprenant à notre compte la structure avancée par Rouyer, l'idée de la construction en Espagne d'une « démocratie constitutionnaliste ».

Mais si la Constitution institue la démocratie, c'est également par elle, et donc par la loi, que les individus accèdent au rang de citoyens. En ce sens, les années de la Transition sont essentielles pour comprendre ce que recouvre le concept de citoyenneté invoqué. Dans le cas précis des membres du MIL, leur existence – médiatique mais aussi citoyenne – passe exclusivement, comme nous l'avons vu, par leur existence en tant que sujets juridiques (qui bénéficient, par exemple, de lois d'amnistie), ou en lien avec certains points juridiques (comme dans l'affaire « Els Joglars »). La citoyenneté semble ainsi conçue avant tout comme un statut juridique, l'accès ou non à cette citoyenneté – avec les droits que cela comporte – passant par le statut et l'identité accordés par l'État *via* la loi – « terroriste », « prisonnier politique », « Catalan » étant autant de catégories possibles d'appréhension du sujet. Dans cette optique, nous pouvons émettre une première remarque d'ordre général : la loi détermine qui est inclus et qui est exclu du jeu démocratique, le problème étant, comme le souligne Rouyer, que cela « [...] a toujours constitué une plaie de la théorie démocratique, parce que cette dernière ne fournit aucun critère normatif permettant de désigner en droit – et non en fait – les citoyens du *dêmos*¹⁴⁷. » Par ailleurs, la deuxième question fondamentale dans la construction du citoyen, et qui se pose de façon aiguë, est celle de sa participation effective dans la vie politique. À cet égard, plusieurs conceptions de la nature de la démocratie et de la citoyenneté démocratique sont en lice dans les années de Transition. Or, d'après l'historienne étasunienne Pamela Radcliff :

La insitucionalización del nuevo Estado democrático cerró esta fluida fase de construcción y limitó los parámetros de lo posible. Lo que resultó del consenso dominante fue una visión de la ciudadanía democrática basada en los derechos, en la que el modelo de participación preferido fue la aclamación plebiscitaria de las decisiones de las élites. Desde esta perspectiva, el “resultado” de la transición no fue la conquista de la ciudadanía democrática sino su emplazamiento en el eje pasivo-activo¹⁴⁸. El símbolo más evidente de su emplazamiento en el

¹⁴⁷ ROUYER, Muriel, « La démocratie n'est plus ce qu'elle n'était pas », *op. cit.*

¹⁴⁸ Pour l'auteur, l'axe passif de la citoyenneté est le statut de citoyen octroyé par un ensemble de nouveaux droits, tandis que l'axe actif serait l'ensemble des formes d'association dans lesquelles les citoyens se réunissent à l'intérieur de la société civile pour exiger de nouveaux droits ou incorporer les droits déjà existants.

lado pasivo fue la desmovilización del “movimiento ciudadano” y la democracia directa que éste personificaba¹⁴⁹.

Mais cette démobilisation invite également à plusieurs interprétations. De façon générale, d’aucuns estiment qu’elle est inévitable et même positive pour la consolidation démocratique. « Desde este punto de vista, es el marco institucional del estado el que define la democracia, y por extensión la codificación de un estatus jurídico y legal es lo que define la ciudadanía democrática¹⁵⁰. » Pour d’autres – ceux qui défendent une démocratie radicale –, la démobilisation n’est que le résultat de luttes de pouvoir inégales qui favoriseraient en dernière instance les élites¹⁵¹. Plus concrètement, dans le cas de l’Espagne, si la Constitution reconnaît formellement le droit à la participation citoyenne active, se pose alors la question de savoir pourquoi une grande démobilisation se produit après 1979. La même auteure propose, comme élément explicatif central, le rôle joué par les nouveaux partis politiques puisque, « [a] pesar de su pretendida defensa de la ciudadanía activa, en la práctica los partidos políticos dirigieron sus energías más a garantizar los derechos de los ciudadanos que a ampliar sus oportunidades de participación en la vida pública¹⁵². » Pour d’autres, à la volonté des partis politiques d’asseoir leur pouvoir dans le système en construction, il faut ajouter une contrainte extérieure, puisque

[...] este intento de reproducir aceleradamente lo que era habitual en las democracias europeas respondía a la necesidad de adaptarse rápidamente a los prerequisites de funcionamiento del sistema político del capitalismo occidental. Unos requisitos consistentes, entre otras cosas, en separar la vida cotidiana de la esfera política despolitizando aquella, en privatizar el discurso político y reconducir la actividad política hacia un ámbito autónomo dominado por los partidos políticos, los cuales de esta manera refuerzan una posición de privilegio que habían adquirido desde los comienzos de la transición, contrariamente a lo ocurrido en otras experiencias democratizadoras cercanas como la portuguesa¹⁵³.

Quoiqu’il en soit, il est indéniable que dès la fin des années soixante-dix, une importante démobilisation succède à une période de très forte politisation, ce qui a une incidence directe sur la représentation d’un groupe comme le MIL C’est ce que nous allons examiner à présent.

¹⁴⁹ RADCLIFF, Pamela, « La ciudadanía y la transición a la democracia », dans PÉREZ LEDESMA, Manuel (dir *De súbditos a ciudadanos. Una historia de la ciudadanía en España*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007, p. 245-346 [p. 243-371].

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 346.

¹⁵¹ *Idem.*

¹⁵² *Ibid.*, p. 369.

¹⁵³ BENEDICTO, Jorge, « Ciudadanos, ciudadanía y cultura democrática », dans PÉREZ LEDESMA, Manuel (Dir.), *De súbditos a ciudadanos...*, op. cit., p. 394 [373-405].

Chapitre 6. Le MIL entre « mémorialisation » et « culturalisation » : tendances émergentes et récits en mutation

Tout en tentant d'éviter l'écueil majeur du récit téléologique, nous allons dans ce dernier chapitre mettre en évidence les mutations qui ont lieu depuis l'approbation de la Constitution jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix. Nous insisterons ainsi tout particulièrement sur l'apparition de nouveaux sèmes associés au MIL et qui, de façon ici encore naissante, envahissent réellement le discours journalistique à partir du milieu des années quatre-vingt-dix pour constituer une nouvelle narration sur le groupe.

Mais avant cela, nous pouvons formuler d'emblée deux remarques d'ordre général. Remarquons tout d'abord un premier phénomène de personnalisation de l'information. En effet, si jusque-là l'actualité des actions du groupe ou de plusieurs de ses membres le rendait digne d'apparaître dans la presse (nombreux braquages de banque au début des années soixante-dix, puis arrestations et condamnations, exécutions et emprisonnements, etc.), à partir de la fin des années soixante-dix, et ce de façon progressive, celle-ci ne se réfèrera plus qu'à Salvador Puig Antich – illustrant par-là la logique propre aux médias, particulièrement intéressés par l'actualité la plus spectaculaire. De plus, si dans les années précédentes le MIL a été saisi par la presse en consonance avec les grands mouvements de revendication, et si de ce fait les articles qui lui sont consacrés se trouvent généralement dans les rubriques d'information politique régionale, nationale ou internationale, nous pouvons remarquer qu'à partir de la fin des années soixante-dix les rubriques concernant le MIL se diversifient. De ce fait, et pour la période envisagée, les informations portant sur le MIL/Puig Antich se trouvent progressivement reléguées dans les rubriques « opinion » ou « culture » des journaux, voire même dans la section sportive – sans cependant jamais désertier totalement la rubrique « Catalogne ».

Ces deux éléments liminaires posés, nous proposons d'étudier dans ce dernier volet comment la progressive personnalisation dans la représentation du MIL fait de Puig Antich un événement marquant de la fin du franquisme. En effet, nous montrerons comment celui-ci apparaît souvent cité au titre de repère temporel – « le soir où Puig Antich fut condamné », « le jour où Puig Antich fut exécuté », etc. –, ou comme personnage-étendard permettant une réflexion autour de la peine de mort, de la violence et du terrorisme. Nous verrons également quels sont les éléments persistants et quelles sont les mutations que subissent ces thématiques dans la presse. Nous examinerons notamment le mouvement que nous pouvons qualifier de

« culturalisation » de la matière historique, qui coïncide avec le début du mouvement appelé en Espagne « récupération de la mémoire historique ».

6.1. Entre permanences et tendances revisitées : quelques usages politiques

Notons avant tout assez brièvement quelques tendances remarquables dans la presse et qui, sans être absolument inédites, se présentent sous un nouveau jour après le passage au régime démocratique.

6.1.1. La question de la peine de mort

Sans qu'il ne s'agisse d'une tendance majoritaire, nous pouvons noter la présence de plusieurs articles portant sur la question de la peine de mort en Espagne, dans lesquels Puig Antich est à maintes reprises cité en tant qu'exemple-repoussoir. Si la question de la peine de mort – qui a été au cours de la période précédente reliée à celles de l'amnistie et de la conquête de nouveaux droits – n'est pas proprement nouvelle, elle se trouve maintenant réinvestie dans trois sens différents.

Elle apparaît tout d'abord une comme donnée historique, son abolition permettant d'affirmer le chemin entrepris par l'Espagne pour devenir pleinement un pays défenseur des Droits de l'Homme. À cet égard, citons l'article publié par *El País* le 8 juillet 1978¹, qui porte très précisément sur l'abolition de la peine de mort : « Los cinco últimos condenados a muerte en España [...] verán seguramente conmutada su pena por cuarenta años de prisión, como consecuencia de la abolición en España de la pena de muerte. » À cette occasion, le journaliste énumère les exécutions qu'il y a eu en Espagne depuis que la peine de mort a été remise au goût du jour par Franco en 1938, alors qu'elle avait été abolie par la Seconde République. Parmi les exécutés, l'article inclut bien évidemment Puig Antich, au sujet duquel il est précisé que :

El día 2 de marzo de 1974 caía fulminado por el garrote el militante anarquista Salvador Puig Antich, condenado por la muerte de un policía. El mismo día, se ejecutaba en Tarragona al ciudadano polaco Heinz Chez, preso común, y era indultado de la pena capital, por el jefe del Estado, el guardia civil Franco Martir.

Mais la question de la peine de mort, et des exécutions qui ont eu lieu pendant le franquisme, est également utilisée comme argument dans la bataille que se livrent les nouveaux partis politiques, la plupart des acteurs de l'ancien régime étant toujours en activité en

¹ « No volverá a suceder », *El País*, 08/07/1978.

démocratie. Plus précisément, l'ABC du 09 août 1989² rapporte comment Puig Antich devient une arme dans le feu croisé entre le PSOE et le PP en Galice – la même nouvelle apparaît pratiquement dans les mêmes termes dans *La Vanguardia*³. Alors que Manuel Fraga (PP) a accusé l'Exécutif galicien (PSOE) de détournement de fonds publics, le dirigeant du PSOE tente de disqualifier politiquement ce dernier en l'accusant d'avoir participé activement à des gouvernements qui ont appliqué itérativement la peine de mort. Malgré le fait que « [e]l candidato del PP a la presidencia de la Xunta había rebatido las críticas de los socialistas, quienes le acusaron de participar en Gobiernos que firmaron penas de muerte », en affirmant qu'il avait été tout au plus Ministre de l'Information et du Tourisme, les socialistes reviennent à la charge, puisque : « El dirigente del PSOE gallego dijo, en relación a las palabras de Fraga, que “en aquella época no había separación de poderes, por lo que el candidato del PP sí firmó indirectamente una pena de muerte, la del nacionalista catalán Puig Antich”. » Rarement à court de justifications, Fraga répond aux socialistes en invoquant un argument d'autorité, et n'hésite pas à cette occasion, de façon quelque peu cynique, à s'ériger en défenseur de la peine de mort : « Fraga había dicho que la pena capital “no es antidemocrática”, y recordó que está en vigor en Estados Unidos, la democracia más antigua del mundo. »

Prenons également pour exemple, à mi-chemin entre le rappel historique et la critique d'une certaine mémoire des personnalités du franquisme – induite d'après l'auteur par une transition trop modérée –, un court article d'opinion de Manuel Vázquez Montalbán paru dans *El País* le 4 décembre 1989⁴, à l'occasion de la mort d'Arias Navarro. L'auteur livre une critique acerbe des divers articles et déclarations publiques ayant circulé à l'occasion du décès de celui-ci : « He aquí un representante principal de la trama civil del franquismo que se va al limbo entre vacilaciones sancionadoras, bien sea por ese extraño respeto aliviado que dispensamos en este país a los muertos, bien sea como síntoma de transicionismo descafeinado agudo. » Il rappelle quant à lui qu'Arias Navarro « [n]o desaprovechó la ocasión para mandar ejecutar a Puig Antich mientras encendía la lucecita de El Pardo para vislumbrar el espíritu de febrero de 1974 y se despachó a gusto en septiembre de 1975 ordenando ejecuciones a diestro y siniestro, salpicando España y el mundo entero de gotas de sangre ».

Finalement, la question de l'abolition de la peine de mort apparaît également – de façon diffuse, cependant – comme la manifestation d'une nouvelle revendication. En effet, une

² « El PSOE recuerda a Fraga los “veinticinco años de paz” », *ABC*, 09/08/1989.

³ « Los socialistas de Galicia no creen que puedan coincidir las generales con las gallegas », *La Vanguardia*, 09/08/1989.

⁴ VÁZQUEZ MONTALBÁN, Manuel, « Don Carlos », *El País*, 04/12/1989.

tribune d'Eduardo Haro Tecglen⁵ publiée par *El País* en novembre 1994 et portant sur le théâtre est l'occasion pour l'auteur de rappeler la permanence de la peine de mort dans le code de justice militaire. En effet, l'article 15 de la Constitution espagnole assure le droit à la vie et à l'intégrité physique et morale, interdit la torture et abolit la peine de mort, « salvo lo que puedan disponer las leyes penales militares para tiempos de guerra⁶ ». Si un décret-loi royal de décembre 1978⁷ vient modifier le Code de Justice Militaire en remplaçant la peine de mort par trente ans de prison, ce dernier ne s'applique point en temps de guerre. Évoquant la pièce d'« Els Joglars », « La Torna », Haro Tecglen rappelle que

La torna, en su idioma catalán, es el trocito de carne que se añade a la balanza para hacer el peso; en aquel caso la metáfora se aplicaba al anarquista Puig Antich, ejecutado de más –todos estaban ejecutados de más; toda ejecución es injusta, aunque ahora renace un empeño civil en mantenerla dentro del Código Militar– junto a otros condenados.

En effet, ce n'est que le 27 novembre 1995 que la peine de mort est définitivement abolie par la Loi Organique 11/1995⁸, loi approuvée par le Congrès des Députés avec le soutien des représentants de tous les partis.

6.1.2. Violence révolutionnaire et antifranquisme

Par ailleurs, le thème de la violence, qui dans les premières années transitionnelles était abordé par la presse de façon récurrente, est toujours d'actualité en cette fin d'années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, malgré une évolution sensible dans sa représentation.

L'*ABC* du 3 août 1979⁹ rapporte ainsi l'arrestation de sept personnes ayant commis plusieurs hold-up dans la région de Barcelone, ce qui rappelle de façon confondante le cas du MIL. À cette occasion, et exemplifiant l'évolution dans la présentation de la violence que nous anticipions plus haut, l'article précise que « [...] los detenidos no forman parte de una banda de delincuentes comunes, como se creía en un principio al ser autores de siete atracos a entidades

⁵ HARO TECGLEN, Eduardo, « Chicos malos y chico bueno », *El País*, 24/11/1994. Eduardo Haro Tecglen (1924-2005) était un journaliste et essayiste espagnol. Il a été notamment rédacteur, éditorialiste et sous-directeur de *Triunfo*, puis éditorialiste et critique de théâtre pour le journal *El País*. Sur le plan idéologique, il se réclamait du républicanisme et de la gauche marxiste. Voir, entre autres, le site qui lui est consacré : <http://www.eduardoharotecglen.net/>, consulté le 02/08/2014.

⁶ « Constitución Española », *Boletín Oficial del Estado*, n°311, p. 29313-29424, <<https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1978-31229>>.

⁷ Pour plus d'information sur ce Décret-Loi, et les problèmes proprement juridiques qu'il pose, voir l'intéressant travail monographique de HIGUERA GUIMERÁ, Juan-Felipe, *El Real Decreto-Ley nº 45/78 que sustituyó la pena de muerte: problemas y soluciones*, Barcelone, Editorial Bosch, 1983.

⁸ « Ley Orgánica 11/1995, de 27 de noviembre de 1995, de abolición de la pena de muerte en tiempo de guerra », *Boletín Oficial del Estado*, n°284, 28 novembre 1995, p. 34269-34270, <<http://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1995-25714>>.

⁹ « Detenidos siete atracadores con fines revolucionarios », *ABC*, 03/08/1979.

bancarias, sino que también algunos de los detenidos han estado vinculados a las organizaciones armadas MIL y OLLA. » Désavouant dans une large mesure ce qui a pu être avancé par le même journal dans les années précédentes, le MIL est ici présenté comme suit : « El MIL (Movimiento Ibérico de Liberación), de carácter anarquista, es el grupo al que pertenecía Salvador Puig Antich, quien fue condenado a muerte acusado de asesinar a un policía, pena que fue ejecutada en los últimos tiempos del anterior régimen, y que tuvo una gran repercusión internacional. » Cependant, l'amalgame avec l'OLLA est toujours présent, les deux organisations étant mises sur un même pied d'égalité. De cette dernière, il est rappelé que « [...] pretendía otorgarse una significación nacionalista de carácter extremo y radical ». Finalement, la filiation entre le MIL, l'OLLA et les activités terroristes est une fois de plus rendue opérante par la référence à l'ETA – qui sert d'étalon à toute violence terroriste – posée de façon hypothétique au travers de la question « ¿Una ETA catalana? ». Ce qui a cependant considérablement changé par rapport aux années précédentes, c'est la qualification de « révolutionnaire » apposée au terme de « violence », ce qui minimise sans aucun doute l'accusation de terroriste jusque-là appliquée au MIL et à Puig Antich.

Preuve de cela est le traitement qu'*El País* du 20 janvier 1982¹⁰ réserve aux attentats réalisés contre le réacteur nucléaire installé à Creys-Malville, en Isère. L'article propose un petit rappel historique des revendications et manifestations contre la construction de ce site nucléaire, et plus précisément des attentats qui ont eu lieu en 1975 : « El 3 de mayo de 1975, un motor de la central en construcción de Feissenheim (Alto Rin) fue dañado por dos explosiones, reivindicadas por un comando Ulrike Meinhof-Puig Antich, nombres de la terrorista alemana y del anarquista español ejecutado en 1975. » Il est intéressant de remarquer la réunion en un seul commando, au travers du nom adopté par le groupe, d'une militante de la RAF¹¹ et d'un militant du MIL, par le rapprochement qui est fait *de facto* entre ces deux formations – les membres de ce commando jugeant sans doute l'association appropriée. Par ailleurs, il faut également souligner la différence, introduite cette fois-ci par le journaliste, entre le qualificatif de « terroriste » réservé à Ulrike Meinhof¹², et celui d'« anarchiste » appliqué à

¹⁰ « Ataque con lanzagranadas contra el reactor nuclear francés Super Phenix », *El País*, 20/01/1982.

¹¹ Ulrike Marie Meinhof, née le 7 octobre 1934, est journaliste et s'engage dès 1970 dans la Fraction Armée Rouge (RAF de ses sigles en allemand) qui effectue de nombreux attentats en Allemagne dans les années soixante et soixante-dix. Arrêtée le 15 juin 1972, elle est condamnée à huit ans de prison en novembre 1972. Elle est par la suite jugée à partir d'août 1975 conjointement avec d'autres membres de la RAF. Cependant, avant la fin de ce procès, elle est retrouvée pendue dans sa cellule de la prison de Stammheim le 9 mai 1976. La version officielle conclut au suicide.

¹² Pour plus d'informations sur Ulrike Meinhof et la RAF, voir entre autres et par ordre chronologique : MARENSSIN, Émile, *La Bande à Baader ou la violence révolutionnaire*, Paris, Champ Libre, 1972 ; GRÜTZBACH, Frank (sélection de), *Heinrich Böll : Ulrike Meinhof, un artículo y sus consecuencias*, Barcelone, Seix Barral, 1976 ; *La Mort d'Ulrike Meinhof : rapport de la Commission internationale d'enquête*, Paris, F. Maspero, 1979 ;

Puig Antich de façon bien moins condamnable. Progressivement, Puig Antich – et à travers lui, le MIL dans son ensemble – va être exclusivement associé à l'anarchisme, mouvement que la presse intègre à la famille plus large et diffuse de l'antifranquisme.

Prenons pour exemple l'article d'*ABC* du 16 septembre 1980¹³ portant sur l'arrestation en France de Jean-Marc Rouillan et de Nathalie Ménigon, considérés par la police française comme les cerveaux d'Action Directe. Le journaliste effectue ici une double association du MIL à la famille libertaire et à l'antifranquisme par le biais de la figure de Rouillan :

Acción Directa, que algunos no dudan en comparar a la banda Baader, es un pequeño grupo, nacido en 1979 y especializado en la “lucha contra el Estado”. En realidad Jean Marc Rouillan tiene un pasado de militante de extrema izquierda que se remonta a la lucha antifranquista en territorio francés. Rouillan, originario del Sur de Francia, habría militado sucesivamente en el MIL (Movimiento Ibérico de Liberación), y en el GARI (Grupo de Acción Revolucionaria Internacional), dos movimientos radicales de clara inspiración anarquista.

Une fois de plus, l'article opère une fracture – tout à fait nouvelle – entre le terrorisme et l'anarchisme antifranquiste, signe d'une mutation dans la façon de considérer la violence exercée pendant l'époque franquiste par les formations se réclamant de la gauche et de l'extrême gauche. Si le groupe Action Directe est explicitement qualifié d'« organisation terroriste française » par la presse – ses actions ayant lieu en démocratie –, la locution adverbiale « en realidad » qui introduit la présentation de Jean-Marc Rouillan fonctionne ici comme un marqueur d'opposition, signe que ce qui suit se distingue clairement de ce qui a été affirmé précédemment. Ce que souligne l'article, c'est le lien de Rouillan avec le MIL et les GARI et à travers eux avec l'extrême gauche anarchiste antifranquiste, jugée positivement, comme l'indique éloquentement l'adjectif en apocope du sous-titre : « De inspiración ácrata, el grupo desarrolló *gran* acción antifranquista en territorio galo¹⁴ ».

Le MIL se retrouve une fois de plus directement associé à l'anarchisme dans un article d'*El País* du 28 juin 1983¹⁵, portant sur le procès de deux militants de l'organisation « Grupos Autónomos Armados¹⁶ », accusés de vol avec violence sur un employé de la Caja de Ahorros de Sabadell le 8 octobre 1976. Revenant sur leur arrestation en août 1979, il précise :

BECKER, Jillian, *Los hijos de Hitler. Historia de la banda terrorista Baader-Meinhof*, Barcelone, Aymá, 1979 ; ou encore, STEINER, Anne et DEBRAY, Loïc, *RAF : guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, L'échappée, 2006. Il existe également un film intitulé *La Bande à Baader*, réalisé par Uli Edel et sorti en 2008.

¹³ « Detenidos los cerebros de Acción Directa », *ABC*, 16/09/1980.

¹⁴ Nous soulignons.

¹⁵ « Dos anarquistas, juzgados por el robo de las tasas en la universidad Autónoma de Barcelona », *El País*, 28/06/1983.

¹⁶ Nous n'avons pas trouvé une unique formation qui porterait le nom de « Grupos Autónomos Armados ». Nous pouvons supposer qu'il s'agit d'un commando des multiples groupes autonomes qui surgissent dans les années soixante-dix et qui sont démantelés autour de l'année 1984. Sur l'histoire de ces groupes autonomes armés, voir notamment COLECTIVO DE ESTUDIOS POR LA AUTONOMÍA OBRERA, *Luchas autónomas en la transición democrática*, Madrid, Zero, 1977 ; ESPAI EN BLANC (Coord.), *Luchas autónomas en los años 70*, Madrid,

La detención de este comando supuso el epílogo de una larga historia de actividades anarquistas que había empezado a escribirse a principios de la década de los setenta en Cataluña, cuando hizo su aparición el Movimiento Ibérico de Liberación, la Organització de Lluita Armada y otros pequeños grupúsculos dispuestos a reconstruir el movimiento libertario del país. Algunos de estos grupos fueron desarticulados y duramente reprimidos en los últimos años del régimen anterior. Consecuencia de esta represión fue la ejecución de Salvador Puig Antich.

À cette occasion, le MIL est non seulement identifié à l'anarchisme, mais il de plus est présenté comme un groupe cherchant à recomposer le mouvement libertaire en Espagne, ce qui le dénature largement, la reconstruction du mouvement anarchiste ne figurant pas parmi ses objectifs.

Deux ans plus tard, le 10 février 1985, Puig Antich réapparaît dans un article d'*El País*¹⁷ consacré à Action Directe qui, suite à une longue série d'attentats, vient d'assassiner (le 25 janvier) le général René Audran¹⁸ – directeur des affaires internationales de la Délégation générale pour l'armement du ministère de la Défense français. À travers son lien avec Jean-Marc Rouillan, Puig Antich est à nouveau associé à l'anarchisme et à l'antifranquisme – termes qui apparaissent de façon croissante simultanément – : « Jean-Marc Rouillan es un personaje bien conocido en España. Tiene 32 años y nació en Toulouse, donde entró en contacto muy joven con medios anarquistas y antifranquistas españoles. Con el apodo de *Sebas* se localiza en 1973 en Barcelona, como amigo de Puig Antich. »

C'est la même équation réunissant Puig Antich, Jean-Marc Rouillan et l'anarchisme antifranquiste qui apparaît dans un article d'*El País*¹⁹ du 23 février 1987 :

Jean-Marc Rouillan nació en Toulouse hace 35 años. En sus años de bachiller entró en contacto con el exilio anarquista español. Militó en el Movimiento Ibérico de Liberación (MIL), con Salvador Puig Antich, detenido en 1973, juzgado sin garantías ante un tribunal militar y ejecutado por garrote vil en la cárcel Modelo de Barcelona.

Si le journaliste rappelle à cette occasion la trajectoire de Rouillan – membre du MIL, puis des GARI, puis, franchissant un nouveau cap, fondateur du groupe Action Directe qualifié d'« euroterroriste » –, c'est son rattachement à l'antifranquisme qui est mis en exergue par le titre : « Militante del anarquismo antifranquista ». Dans le même sens, l'article se limite aux premières années de vie d'Action Directe, au cours desquelles sont effectuées ce que le journaliste appelle des « actions douces ». Aussi, il s'arrête en 1982, moment où le groupe est dissout par le gouvernement, et où ses membres entrent dans la clandestinité, omettant ainsi les

Traficantes de Sueños, 2008 ; ou JONI, D., *Grupos autónomos: una crónica armada de la transacción democrática*, Barcelone, El Lokal, 2014.

¹⁷ « Terrorismo “nueva ola” en Europa. El caso de Acción Directa », *El País*, 10/02/1985.

¹⁸ Plusieurs documents audiovisuels sur l'assassinat de René Audran, et plus largement sur le groupe Action Directe sont disponibles sur le site de l'INA, www.ina.fr, consulté le 13/07/2014.

¹⁹ « Militante del anarquismo antifranquista », *El País*, 23/02/1987.

actions les plus retentissantes (et les plus « dérangeantes ») de par leur caractère violent – assassinat du général René Audran en janvier 1985, ou celui de Georges Besse, PDG de Renault, en novembre 1986.

Bien que peu nombreux, ces quelques articles sont importants en ce qu'ils sont les derniers articles citant Puig Antich et/ou le MIL qui abordent de façon plus ou moins directe la question de la violence. Cela n'est pas étonnant si l'on tient compte du mouvement postérieur de « culturalisation » et de « mémorialisation » de la figure de Puig Antich qui contribue à la mythification et par-là à la construction d'une narration mémorielle fondatrice de la démocratie – de laquelle toute violence est bannie. Rouillan, évoqué par la presse en rapport avec Puig Antich, est de ce fait présenté prioritairement en tant que militant anarchiste antifranquiste. Progressivement, son nom disparaît de l'actualité, ou apparaît sans aucun lien avec le MIL et Puig Antich, ses choix postérieurs l'ayant conduit à poursuivre sur la voie de la violence révolutionnaire. Son nom est trop associé à des attentats retentissants qui, s'ils peuvent être considérés légitimes en temps de dictature, n'ont plus leur place en démocratie.

6.2. « Culturalisation » de la matière historique : dépolitisations et repolitisations de la figure de Puig Antich

Outre ces lectures et réinvestissements de la thématique de la violence politique, un phénomène semble émerger dans ces années-là, le nom de Puig Antich commençant à être associé de façon croissante à des questions culturelles, et à apparaître à ce titre dans les rubriques du journal correspondantes. Si cette « culturalisation » de la matière historique rend compte de l'importance dans l'imaginaire de l'exécution de Puig Antich – les arts s'emparant à maintes reprises de sa figure –, elle est également la manifestation d'une progressive dilution du politique dans le culturel. Le « culturel » compris ici dans un sens volontairement large et incluant nombre de manifestations, est la catégorie par laquelle Puig Antich est saisi dans les médias – rubriques « culture », « art », « spectacle » –, et par laquelle les sujets les plus divers se retrouvent amalgamés – engagement militant des artistes, résistance, révolte, défense du nationalisme, anarchisme, etc. –. C'est ce dont rendent compte toute une série d'articles.

6.2.1. Objet d'engagement politique ou simple repère temporel ?

Dès 1978, le nom de Puig Antich est associé à des événements culturels ou à des personnalités du monde de l'art, des lettres et du spectacle. Dans un article du 4 août, *La Vanguardia Española*²⁰ rend ainsi compte de l'exposition « Entre el guix i l'esborrall » du peintre Joan-Pere de Viladecans²¹, qui s'est tenue à Barcelone en janvier 1976 et qui est qualifiée par le journaliste de « tremendo alegato contra la muerte de Puig Antich y las ejecuciones de septiembre de 1975 ». Quelques mois plus tard, le 12 décembre²², le même journal consacre un long article au peintre Antoni Tàpies²³, dont l'engagement politique est souligné, notamment par rapport à la cause nationaliste catalane :

Las últimas exposiciones de Antoni Tàpies estuvieron marcadas por la reafirmación nacionalista y la protesta política. Era cuando el artista, por comprometido, se erigía a modo de portavoz de la indignación popular, amordazada por la razón de la fuerza; era cuando pintaba a la memoria de Puig Antich y presentaba muestras tituladas "Per Catalunya" o "Assassins!".

Il est également intéressant de noter comment le journaliste suggère qu'avec l'avènement de la démocratie – que la très récente approbation de la Constitution vient ratifier –, cet engagement politique tend à disparaître parce qu'il n'est plus considéré comme nécessaire, les partis et leaders politiques étant là pour assurer cette fonction politique. Le journaliste pointe ainsi, comme malgré lui, le désengagement citoyen qui survient avec la démocratie, pensé en tant que corollaire logique de cette dernière :

La implantación de la democracia supone, como es lógico y racional, que el protagonismo lo ejerzan los partidos y sus líderes. La gran exposición Tàpies que se inaugurará esta misma noche "Chez Maeght", se caracteriza por el intimismo, intimismo quizá favorecido también por la introspección realizada a raíz de la publicación de esa pieza excepcional que son sus memorias.

C'est le repli vers l'intime qui est ainsi mis sur le devant de la scène, sphère de l'intime ici posée dans un lien antinomique avec le politique, ce dernier se trouvant par-là réduit à sa seule manifestation institutionnelle. Le caractère politiquement engagé des artistes ou de leurs œuvres est désormais renvoyé à un passé révolu : il semblerait que le présent démocratique se suffise à lui-même, l'année 1975 apparaissant comme année zéro, et la figure de Puig Antich étant investie par les arts comme image-événement repoussoir. Dans une critique littéraire de *La Vanguardia* du 6 septembre 1979²⁴ portant sur la publication de l'ouvrage du poète catalan

²⁰ « El universo poético de "Alicates" », *La Vanguardia*, 04/08/1978.

²¹ Joan-Pere de Viladecans, né à Barcelone en 1948, est un peintre et un graveur autodidacte. Pour plus d'informations, se reporter à son site web : <http://www.joanpereviladecans.com>, consulté le 14/07/2014.

²² « Los sentimientos, obras de arte », *La Vanguardia*, 12/12/1978.

²³ Pour plus de renseignements sur Antoni Tàpies et son œuvre, nous renvoyons au site de la fondation de Barcelone qui porte son nom : <http://www.fundaciotapiés.org/site/spip.php?rubrique65>, consulté le 14/07/2014.

²⁴ « El poeta Segimon Serrallonga », *La Vanguardia*, 06/09/1979.

Segimon Serrallonga²⁵ *Poemes 1950-1975* – qui lui vaudra le Prix *Serra d'Or* en 1980 – il est précisé que :

Serrallonga es un poeta culto que, sin dejar de serlo, no desdeña lo popular [...], y un poeta elevado que sabe encarnarse y, por eso, habla del “dolç vint de novembre” y continúa denominando **Dos de març de 1974**²⁶ el poema que debía llamarse **Puig Antich**, y lo hace para que de esta manera sirva de “denúncia permanent”.

Puig Antich ressaisi par les arts – ici la poésie, mais il ne s’agit que d’un exemple parmi d’autres – vient, du fait de son exécution tardive, cristalliser symboliquement la cruauté d’un régime que la nouvelle démocratie doit effacer : ainsi vidé de toute spécificité – notamment politique –, sa figure devient mythique et fonctionne à la façon du contre-exemple – c’est-à-dire comme modèle de la victime d’un régime inhumain qui apparaît en ce sens sans aucun lien de continuité avec le présent.

Cependant, et malgré ce qu’avance la presse à cette occasion, il fut un temps où de très grands artistes, peintres et écrivains catalans s’emparèrent, en la politisant, de la figure de Puig Antich, comme symbole de résistance – qu’il s’agisse d’Antoni Tàpies, de Joan Miró, de Joan Brossa ou de la troupe « Els Joglars ». Évoquons ici quelques exemples de ces « reprises » artistiques vues par le prisme de la presse. Plus qu’une dissolution, peut-être est-il possible d’avancer l’hypothèse d’une resémantisation de la dimension politique de la figure de Puig Antich.

Si nous avons déjà évoqué longuement la reprise par « Els Joglars » de la figure de Puig Antich, deux nouveaux articles y font allusion pour la période envisagée. Ainsi, le 20 février 1983²⁷, le nom de Puig Antich apparaît dans *El País* relié à « Els Joglars » dans un article de la rubrique « culture » portant sur la publication d’un ouvrage réunissant trois pièces de cette troupe, dont la célèbre « La Torna ». Il est à cette occasion rappelé que :

El título catalán de la obra hace referencia a una perdida costumbre de los ultramarinos que ajustaban el peso del pan con una rebanada extra. Se trataba de una metáfora sobre la ejecución, en 1974, de un delincuente común apátrida, Heinz Chess, ejecución que fue decidida para deslucir el contenido político-represivo de la condena a muerte del anarquista catalán Salvador Puig i Antich [sic], agarrotado el 2 de marzo de 1974. El montaje se estrenó en Barbastro el 7 de setiembre de 1977 tras haber conseguido todos los permisos oportunos. Posteriormente fue prohibida y sus responsables encarcelados y sometidos a la jurisdicción militar.

²⁵ Segimon Serrallonga i Morer, né en 1930 et décédé en 2002, est un poète, philologue et critique littéraire catalan. Pour plus de renseignements, voir notamment la page qui lui est consacrée sur le site de l’*Associació d’Escriptors en Llengua Catalana* qui fournit, outre une biographie détaillée, une bibliographie concernant sa vie et son œuvre : <http://www.escriptors.cat/autors/serrallongas/index.php>, consulté le 15/07/2014.

²⁶ Le poème intégral est disponible sur le site web « Lletra » créé en 2001 par l’*Universitat Oberta de Catalunya* qui, avec le support de l’*Institut Ramon Llull* et l’*Institució de les Lletres Catalanes*, met à la disposition de tous des informations et de la documentation consacrées à la littérature catalane. Nous y renvoyons : <http://lletra.uoc.edu/especials/folch/serllong.htm>, consulté le 15/07/2014.

²⁷ « Tres montajes de Boadella y Els Joglars en un libro », *El País*, 20/02/1983.

Puis, quelques années plus tard, dans *La Vanguardia* du 16 décembre 1989²⁸, le nom de Puig Antich est cité dans la rubrique « spectacles », dans une critique sur une pièce d'« Els Joglars » : « Albert Boadella y su grupo hundieron el bisturí en la desventura de aquel ciudadano polaco llamado Heinz Chez, cuya condena fue una coletilla complementaria, prácticamente oculta por el ruido y la furia, la indignación y la protesta que suscitaba el ajusticiamiento de Puig Antich. »

Par ailleurs, le 24 octobre 1987²⁹, c'est dans un article paru dans la rubrique « culture » que le nom de Puig Antich est nouvellement évoqué aux côtés de celui de Joan Miró. L'article de *La Vanguardia* rappelle également que le fonds Miró vient d'être cédé par sa famille à l'État et qu'il doit intégrer la collection du musée Reina Sofía à Madrid. À cette occasion, le journaliste critique d'art précise : « El aspecto trágico [de su obra] está representado en “Tríptico de la esperanza de un condenado a muerte”, pintado en 1974 a raíz de la ejecución de Salvador Puig Antich. » Dans la rubrique « culture » d'*El País*³⁰ cette fois-ci, un article consacré à la figure de Joan Miró qui vient de recevoir la médaille d'or des Beaux-Arts décernée par le Conseil des Ministres, signe d'une reconnaissance officielle de son œuvre, soulignait en 1980 l'engagement de l'auteur :

Pintor, grabador, escultor, decorador, escenógrafo, muralista, pobló con sus ensoñaciones plásticas el mundo artístico que estuvo siempre comprometido con la historia de su tiempo. Uno de sus cuadros más significativos es el *Tríptico de la esperanza de un condenado a muerte*, terrible profecía que evoca la muerte a garrote vil de Salvador Puig Antich, el joven combatiente catalán.

L'œuvre³¹ est composée, comme son nom l'indique, de trois parties notées *I*, *II* et *III* ; trois grands tableaux – *I* (267,5 x 351,5), *II* (267,5 x 351) et *III* (267,5 x 350,5) – représentant une ligne noire qui de tableau en tableau tente de façonner une forme (un cercle ?) qui n'en finit pas de prendre corps. Citons, pour ne pas nous aventurer, les mots de l'artiste lui-même, parus dans un long entretien publié par *El País*³² le 4 mai 1978 à l'occasion de l'inauguration d'une grande exposition anthologique au Musée Espagnol d'Art Contemporain de Madrid (Cité Universitaire). À cette occasion, Miró parle de la fin du franquisme en s'exclamant : « ¡Terrible fue aquel año que precedió a la muerte de Franco, y terribles aquellos fusilamientos! » Questionné par l'intervieweur – le critique d'art Santiago Amón – sur son intention de

²⁸ « De Heinz Chez al Papa Luciani », *La Vanguardia*, 16/12/1989.

²⁹ « El “Legado Miró” se integrará en la colección del Reina Sofía », *La Vanguardia*, 24/10/1987.

³⁰ « El cartógrafo de sueños », *El País*, 07/10/1980.

³¹ Pour une analyse détaillée de cette œuvre nous renvoyons à : BOIX PONS, Antonio, *Joan Miró. El compromiso de un artista, 1968-1983*, thèse de doctorat en sciences historiques et théorie de l'art, dirigée par la madame la professeure Catalina CANTARELLAS CAMPS, soutenue à l'Université des Îles Baléares, le 12/11/2010, p. 777-785, disponible en ligne : <http://hdl.handle.net/10803/9407>, consulté le 16/07/2014.

³² « Joan Miró: “Tengo una gran confianza en la fuerza creadora de la nueva España” », *El País*, 04/05/1978.

représenter et d'exprimer ces sentiments dans le tableau « Tríptico de la esperanza de un condenado a muerte », Miró répond, analysant lui-même son œuvre :

Suene o no a inmodestia, le diré a usted que siempre he tenido algo de profeta. No deja de ser extraño y significativo que yo concluyera ese tríptico el día mismo en que dieron garrote a aquel pobre muchacho catalanista, Salvador Puig Antich. Terminé el cuadro el mismo día que lo mataron, sin que yo lo supiera: una línea negra sobre un fondo blanquecino; una línea negra como un hilo que alguien corta por la fuerza y sin piedad.

Un autre artiste à s'être inspiré de l'exécution de Puig Antich, est Antoni Tàpies, ce que la presse rappelle à plusieurs occasions. Citons, en plus de l'article de *La Vanguardia* déjà évoqué, celui de la rubrique Culture d'*ABC* (« ABC de las artes ») du 21 juin 1990³³ à l'occasion de l'inauguration de la Fondation Tàpies à Barcelone. Rendant compte de ses impressions, le critique d'art souligne que « lo que más me impresionó en ella [Fundación] al visitarla casi a solas en vísperas de su inauguración fue aquel cuadro de grandes dimensiones (2x3 metros), titulado “A la memoria de Salvador Puig Antich”³⁴», que no había vuelto a ver desde hace quince años ». Ou encore un article du 5 juillet 1990³⁵ publié dans *La Vanguardia* où l'œuvre-hommage de Tàpies à Puig Antich est citée dans cet article de la rubrique culture annonçant l'exposition de la Fondation Maeght à Barcelone : « Con los años gana terreno el negro en la obra mironiana, hasta llegar a obras como el tríptico “L'espoir du condamné à mort”, de 1974, realizado el día que ajusticiaron a Puig Antich. »

Son nom revient également dans la section culturelle du journal *La Vanguardia*³⁶, cette fois à l'occasion d'une exposition à Barcelone de l'artiste tapissier – moins connu que les précédents – Josep Grau Garriga³⁷, dont il est précisé que :

Uno de los aspectos de su obra más desconocido aquí es, sin duda, el de su compromiso. Obras como “Mis estandartes” de clara afirmación nacionalista fue expuesto en 1968 en la célebre galería parisina “La Demeure”. [...]. Referidos al País Vasco y a Cataluña son respectivamente “Árbol de Guernica” y “Monumento a la esperanza” (1973). “Muerte de un hombre” (1974) es una alusión al asesinato de Puig Antich.

Si, dans la presse, l'évocation par les arts de la figure de Puig Antich semble se conjuguer au passé, il est toutefois particulièrement frappant de remarquer l'impact qu'a pu avoir son exécution sur toute une génération d'artistes, notamment sur leur engagement politique. Dans

³³ « Antoni Tàpies y el final de las vanguardias (y II) », *ABC*, 21/06/1990.

³⁴ Pour plus de précisions sur cette œuvre se reporter par exemple à : AGUSTÍ, Anna (direction du catalogue), *Tàpies. Catalogue raisonné*, volume 3. 1969-1975, Paris, Cercle d'Art, 1989, p. 393 et 539 ; ou encore à BORJA-VILLEL, Manuel, *Fundació Antoni Tàpies*, Barcelone, Fundació Antoni Tàpies, 1990, p. 52-53.

³⁵ « Una exposició irrepelible adelanta el centenario Miró en la Fundació Maeght », *La Vanguardia*, 05/07/1990.

³⁶ « Grau Garriga ocupa el Palau Robert », *La Vanguardia*, 25/10/1988.

³⁷ Pour plus de renseignements sur Pau Garriga et son œuvre, se reporter, entre autres, à l'ouvrage : PUIG, Arnau, *Grau-Garriga*, Barcelone, Ediciones Polígrafa, 1985. Une reproduction de l'œuvre « Mort d'un homme » est disponible à la page 174.

ce sens, *La Vanguardia* du 2 mai 1989³⁸ publie un entretien avec Lluís Utrilla dans sa rubrique « culture » qui porte sur l'art conceptuel. Dans celui-ci, l'artiste souligne le rôle essentiel de l'art conceptuel catalan comme véhicule de lutte politique, et notamment la fonction d'adhésion à la cause antifranquiste qu'a pu jouer l'exécution de Puig Antich :

El arte conceptual prendió con fuerza en la juventud catalana, sobre todo porque era un vehículo de lucha política importante. El Grup Treball –el colectivo más representativo del conceptual catalán– nació precisamente para luchar contra el régimen franquista. La muerte de Puig Antich fue el detonante por el que incluso el conceptualismo más alejado de la lucha política se sumó a los actos de denuncia, tal es el caso de Pazos, Benito y García Sevilla, entre otros.

Plus largement, nous pouvons remarquer que l'exécution de Puig Antich apparaît non seulement comme moment autour duquel s'est produite une politisation d'artistes dans le passé, mais aussi comme motif artistique ou littéraire nouveau, et comme repère temporel de la fin du franquisme – du fait du grand retentissement de l'événement.

Aussi, à l'occasion de la Sant Jordi – fête du livre particulièrement importante en Catalogne –, dans la rubrique « Libros. Guía de novedades en catalán para el Día del Libro », la *La Vanguardia* du 22 avril 1989³⁹ publie une petite sélection de recueils poétiques parmi laquelle se détache celui de de Vicent Andrés Estellés⁴⁰, qui vient de publier un long poème intitulé « Puig Antich⁴¹ ». Deux ans plus tard, le 3 septembre 1991⁴², le nom de Puig Antich apparaît comme repère temporel d'un des romans commentés par le supplément de *La Vanguardia*, « culture et art » consacré aux « Barcelones littéraires ». Dans plusieurs des œuvres citées, la référentialité historique est importante bien qu'il n'y ait pas, à notre avis, une véritable volonté de reconstitution de l'histoire, cette dernière se présentant davantage sur le mode du décor que sur celui de l'archive :

Los años sesenta y setenta reaparecen en “El temps de les cireres” [de Montserrat Roig], crónica también de la mediana burguesía urbana que gira en torno a Natàlia Miralpeix y su saga. Natàlia huye de Barcelona poco antes de la ejecución de Grimau y vuelve dos días después de la ejecución de Puig Antich. Fijado el tiempo histórico, la novela pretende ser como una reconciliación con la ciudad, la familia y la historia de la protagonista.

³⁸ « Lluís Utrilla: cierta tendencia a la marginación », *La Vanguardia*, 02/05/1989.

³⁹ « Crepúsculos, profecías y otras magnitudes », *La Vanguardia*, 22/04/1989.

⁴⁰ Vicent Andrés Estellés, né en 1924 et décédé en 1993, est un poète et journaliste valencien, est considéré comme le principal écrivain du renouveau de la poésie valencienne contemporaine. Pour plus de renseignements sur lui et son oeuvre, nous renvoyons ici à la page qui lui est consacrée sur le site de l'*Associació d'Escriptors en Llengua Catalana* (AELC) : <http://www.escriptors.cat/autors/andresv/> ; au site de la fondation qui porte son nom : <http://www.fundacioestelles.org/> ; ainsi qu'à la page qui lui est dédiée sur le site web « Lletra » : <http://lletra.uoc.edu/ca/autor/vicent-andres-estelles>.

⁴¹ ANDRÉS ESTELLÉS, Vicent, *Puig Antich*, Barcelone, Empúries, 1989.

⁴² « Itinerario por la novela urbana en catalán », *La Vanguardia*, 03/09/1991.

Puis, le 25 mars 1994⁴³, dans sa rubrique « Culture », *La Vanguardia* publie un article sur le prix Anagrama décerné à Miguel Morey pour son œuvre sur la fascination, *Deseo de ser piel roja*. Puig Antich apparaît ici aux côtés d'autres personnages et événements célèbres dans le résumé de l'œuvre qui est fait par le journaliste et qui doit servir de réclame publicitaire :

Jerónimo, el guerrillero apache y rebelde que Hollywood hizo célebre; el abominable Auschwitz de los nazis; el canto del cisne de las utopías izquierdistas del mayo 68, Puig Antich y el retrato literario de una familia barcelonesa de la última mitad del siglo XX tiene algo en común. Son algunos de los elementos reunidos por Miguel Morey en "Deseo de ser piel roja", el libro con el que ayer ganó el premio Anagrama de ensayo.

Mais outre qu'il a pu constituer dans le passé une figure de la mobilisation politique, un motif artistique nouveau ou un repère temporel, le sème Puig Antich apparaît également dans la presse comme un point de cristallisation de nouveaux engagements. Citons à titre d'exemple deux articles très différents sur le plan thématique, mais qui se réfèrent également à Puig Antich. Le 19 avril 1985⁴⁴, *El País* rend compte dans un article de la rubrique « Culture » de l'initiative personnelle de certains libraires barcelonais qui décident de retirer de la vente l'ouvrage *La otra orilla de la droga*, écrit par le dernier vainqueur du prix Nadal, José Luis de Tomás, argumentant que celui-ci – qui est inspecteur de police – « aparece en el sumario del Consejo de Guerra que concluyó con la ejecución de Salvador Puig Antich en 1974 ». Cela est démenti par l'intéressé dans un article du 23 avril⁴⁵, dans lequel il affirme :

“Hasta donde yo sé”, dijo a la Prensa José Luis de Tomás, “es falso que los librereros barceloneses estén devolviendo los libros del Nadal. La editorial no me ha comunicado ninguna devolución”. De Tomás señaló que ningún miembro del jurado sabía, antes del fallo, su profesión y añadió que él jamás tuvo un enfrentamiento personal con Salvador Puig Antich, al que nunca conoció.

Cependant, l'apparition d'un article affirmant l'existence de cette initiative privée montre à quel point la question de l'exécution de Puig Antich est encore présente dans les esprits et pourrait – ne serait-ce qu'en puissance – mobiliser un important secteur comme celui des libraires barcelonais. Dans le deuxième article que nous jugeons bon de commenter ici, Puig Antich apparaît à la croisée du repère temporel, de la matière historique et du levier d'un nouvel engagement. Le 23 mars 1989⁴⁶, dans un article de la rubrique « Culture » d'*El País* consacré à Antonio Muñoz Molina et à la génération littéraire baptisée par le journaliste « los hijos de Federico Sánchez » – en référence au célèbre surnom adopté par Jorge Semprún –, l'exécution de Puig Antich apparaît comme un repère biographique, un moment historique personnellement

⁴³ « Miguel Morey gana el premio Anagrama con un ensayo sobre la fascinación », *La Vanguardia*, 25/03/1994.

⁴⁴ « Librereros barceloneses retiran de la venta el último Premio Nadal », *El País*, 19/04/1985.

⁴⁵ « El ganador del Nadal desmiente la retirada de su novela », *El País*, 24/04/1985.

⁴⁶ « Los hijos de Federico Sánchez », *El País*, 23/03/1989.

vécu par l'écrivain, ainsi présenté : « Granadino de 33 años, Muñoz Molina vino a Madrid a estudiar periodismo y al poco participó en una manifestación por la muerte del anarquista Puig Antich, en 1974, y resultó detenido y llevado a la Dirección General de Seguridad. » Par rapport aux nouvelles recherches dont peut faire l'objet la figure de Puig Antich, l'article rapporte ces intéressantes réflexions de Muñoz Molina : « La resistencia a Franco, piensa Muñoz Molina, “la épica de los vencidos, los resistentes y los desterrados”, es “la única épica a nuestro alcance”. Por lo demás, piensa que “estamos en una perspectiva que ya podemos convertir la resistencia a Franco en ficción. » Par-là, Puig Antich se trouve transformé en matière historique fictionnalisable, en matériau potentiellement porteur d'une nouvelle narration – d'une nouvelle épique –, et par ricochet associé à la résistance contre Franco. Si ce genre de narrations de l'antifranquisme seront majoritaires quelques années plus tard – nous y reviendrons –, l'article indique cependant que d'ores et déjà « Vicente Molina Foix y Juan Armas Marcelo han ganado esta temporada los premios literarios Herralde y Plaza y Janés, respectivamente, con dos dibujos de la España antifranquista ».

6.2.2. Puig Antich, Barça et catalanisme : un même combat ?

Commentons à présent quelques articles qui paraissent dans les rubriques sportives et qui synthétisent, à notre sens, le double rôle de la nomination de Puig Antich comme repère temporel et comme figure – dans le sens le plus strict, c'est-à-dire comme surface sur laquelle peuvent être projetés une infinité d'éléments – sur laquelle s'agrègent des engagements qui lui sont étrangers, plus précisément ici le catalanisme. Ajoutons également que ces pages de chronique sportive dans lesquelles Puig Antich est à la fois une figure historique, culturelle et politique, paraissent toutes dans le journal *La Vanguardia*, prenant clairement la défense de la langue et de la culture catalanes.

Le 17 février 1984⁴⁷, *La Vanguardia* publie dans la rubrique « Sport » un article commémorant les dix ans du « clásico » – match de football entre le Real Madrid et le FC Barcelone – qui s'était soldé par une victoire numériquement (0-5) et symboliquement écrasante de l'équipe de Barcelone. L'article rappelle ainsi comment

[I]a repercusión del triunfo azulgrana alcanzó cotas insospechadas, eclipsando en cierto modo las noticias que desde el mundo entero se agolpaban en los teletipos de los periódicos catalanes. En la España del “espíritu del 12 de Febrero” de Carlos Arias Navarro, con el Príncipe Juan Carlos que acababa de entrevistarse con el Rey Faisal en Riad y que se dirigía a Manila, con la tensa espera de la decisión final sobre la condena de Salvador Puig Antich a la pena de muerte y

⁴⁷ « Décimo aniversario del histórico 0-5 del Bernabeu », *La Vanguardia*, 17/02/1984.

ante las inmediatas elecciones británicas, una noticia “puramente” deportiva se erigió en la protagonista de aquel domingo, 17 de febrero de 1974.

L’année suivante, le 13 mai 1985⁴⁸, le nom de Puig Antich réapparaît également dans une chronique sportive qui analyse le Barça comme phénomène fédérateur, agglutinant les différentes sensibilités du catalanisme – « A los organismos unitarios catalanes con objetivos comunes le siguen divisiones múltiples. El único elemento aglutinador continúa siendo el Barça ». L’article rappelle ainsi le lien très fort qui unit tout au long du franquisme le football et la politique, malgré le fait que le « franquisme va tallar de soca-rel les relaciones entre l’esport i la cultura. La dictadura volia fer de l’esport una activitat absolutament aïllada del context social en què es desenvolupava⁴⁹ ». Puig Antich est cité dans l’article à la fois comme repère temporel et comme symbole d’une époque et d’une génération de résistance :

El Barcelona era la única ilusión que teníamos, era nuestro, podíamos defenderlo en un pugilato dialéctico que sustituía otras muchas cuestiones que jamás pudimos plantear. Era la única discrepancia posible y nos aferrábamos a ella [...]. Y así, año tras año sin un título de Liga. Finalmente la Liga de Cruyff. Pero esta llegaba algo tarde, aunque el 0 a 5 fue gloria ante tantas agresiones e imposiciones. Los intereses personales eran otros y más trascendentes, la Universidad, el trabajo y como meta la libertad. El régimen se tambaleaba en una dura agonía. Puig Antich es el resumen de otros muchos.

Quelques années plus tard, en 1993, un nouvel article⁵⁰ de la rubrique « Sport » relie Puig Antich au football et aux questions politiques. L’article porte ici plus particulièrement sur l’importance de l’arrivée de Johan Cruyff au FC Barcelona en 1974, l’événement dépassant largement, d’après le journaliste, le seul aspect sportif. La venue de Cruyff aurait apporté une bouffée d’espoir, de liberté et de nouveauté, symbolisant au passage le processus d’eupérisation naissant. Mêlant chronique sportive et chronique historique, le journaliste rappelle que :

El debut oficial de Cruyff con la camiseta del Barça se produjo sólo unas horas después de que la Brigada de Información Social entrara a saco en la parroquia de Santa Maria Mitjancera, donde detuvo a 113 destacados miembros de la Asamblea de Catalunya. Cruyff empezó a darle la vuelta a la tortilla del fútbol español sólo unas semanas antes de la muerte del almirante Carrero Blanco, ungido por Franco como su delfín, y meses antes del consejo de guerra a Salvador Puig Antich.

Le 20 février 1994⁵¹, un long article dans la revue *La Semana* – supplément dominical de *La Vanguardia* – est consacré au Barça. Il revient sur les vingt dernières années du club, et notamment sur le célèbre 0-5 infligé en 1974 au Real Madrid. Il est intéressant de noter ce qui est dit de ce dernier, parce que cela permet d’expliquer l’importance de cette victoire qui a fait

⁴⁸ « Sí, antes hubo uno que ya fue más que un club », *La Vanguardia*, 13/05/1985.

⁴⁹ SANTACANA I TORRES, Carles, *El Barça i el franquisme. Crònica d’uns anys decisius per a Catalunya (1968-1978)*, Barcelone, Mina, 2005, p. 183.

⁵⁰ « Aquel extranjerero que nos hizo tan felices », *La Vanguardia*, 31/10/1993.

⁵¹ « Barça », *laSemana, La Vanguardia*, 20/02/1974.

l'objet de nombre de lectures extra-sportives : « El Real Madrid, un club nacido de las capas populares de la ciudad, pagaba el tributo de haber sido designado por el franquismo como el escaparate deportivo del régimen. » L'article revient sur l'année 1974, et rend compte de comment cette victoire a pu être ressentie comme le début d'un changement, et être lue comme tel par la presse. Dans un exercice méta-journalistique, l'auteur de l'article revient également sur le contexte tendu des semaines qui ont précédé ce match. C'est à cette occasion que le nom de Puig Antich ressurgit :

Los periódicos de la semana informaron profusamente de los prolegómenos del partido, pero también del discurso programático del nuevo presidente del gobierno español, Carlos Arias Navarro, que algunos analistas confundieron con una llamada aperturista y bautizaron con el nombre de "espíritu del 12 de febrero"; del arresto domiciliario que se impuso a monseñor Añoveros, obispo de Bilbao; de la apelación que presentaron los abogados de Salvador Puig Antich contra la sentencia de muerte con la que fue castigado el joven anarquista catalán; o del viaje de los entonces príncipes de España, Juan Carlos y Sofía, por Arabia Saudí y Filipinas [...].

La présence, durant plusieurs années, de cette information dans la presse – formulée en des termes semblables – révèle ainsi l'importance d'une victoire qui, longtemps après, continue d'être célébrée. La victoire du FC Barcelone face au Real Madrid en 1974 revêt une importance historique et symbolique majeure du fait que ce dernier est étroitement associé au régime, Franco n'ayant eu de cesse de vouloir rentabiliser politiquement les victoires de l'équipe madrilène. C'est ce que rappelle Carles Santacana i Torres lorsqu'il affirme que :

[...] el règim [...] va optar, sobretot, pel control de l'activitat i per fer-se seus els triomfs que alguns esportistes, les seleccions espanyoles o els grans clubs aconseguien en el concert internacional. [...] Per això van esdevenir tan importants els triomfs del Real Madrid en la Copa d'Europa, o la victòria de la selecció espanyola davant de l'URSS. Senzillament, perquè la dictadura els conferia un valor polític⁵².

Par comparaison, le Barça apparaît pendant de très nombreuses années comme le grand perdant, mais également comme le symbole d'une nation et d'une culture écrasées par le centralisme franquiste, et partant, comme un symbole de résistance et de progressisme politique. D'où l'extraordinaire impact d'une victoire qui est vécue par certains comme un – petit – coup de plus porté au franquisme agonisant. D'ailleurs, cela est également ressenti comme tel par les autorités qui n'hésitent pas à envoyer la police armée pour dissoudre les concentrations spontanées qui ont lieu sur la Rambla de Barcelone pour célébrer la victoire. En ce sens, il est particulièrement intéressant de citer ici ces quelques lignes – très étonnantes – publiées à l'occasion par *Solidaridad Nacional*, journal phalangiste barcelonais :

⁵² SANTACANA I TORRES, Carles, *El Barça i el franquisme*, op. cit., p. 183-184.

De ahí que los cinco goles que el Barcelona ha metido en la portería del Madrid, y en el Bernabéu, supongan mucho más que cinco goles. Supongan en definitiva el triunfo sobre el centralismo, triunfo que es la máxima aspiración de los que somos de la periferia.

Muchas frustraciones, muchas incomodidades, muchos rencores se han difuminado en la noche del pasado domingo.

[...] Y nos hemos librado de complejos centralistas en una liberación multiplicada por cinco, cinco que pudieron ser igual diez porque los *merengues* estaban derretidos.

¡Claro que el fútbol es más que fútbol! El fútbol es desánimo o es euforia. Y para euforia la nuestra porque aunque vuelvan tiempos negros, los cinco goles a García Remón no los borra la historia⁵³.

C'est donc par le biais de son association avec le FC Barcelone que Puig Antich se trouve doublement relié à l'opposition contre Franco et aux revendications d'autonomie. Cité dans la rubrique sportive portant sur l'équipe de Barcelone, Puig Antich devient tout à la fois symbole de résistance et symbole d'une culture et d'une identité catalanes renaissant avec force.

Dans tous les cas analysés jusqu'ici, le MIL comme formation politique tend à disparaître au profit de la seule nomination de Puig Antich, qui devient dans les pages journalistiques un thème renvoyant sans cesse à des éléments exogènes : un moment historique, un repère temporel dans les lignes de vie, le symbole d'une génération luttant pour la liberté, etc. L'impression d'hétéroclite que peut donner à la lecture ce moment de l'analyse est ainsi révélatrice d'une tendance bien réelle : notre propos ne fait que s'ajuster en la reproduisant à l'hétérogénéité des lieux d'apparition dans la presse du motif – dans le sens le plus artistique du vocable – Puig Antich. De la rubrique « Catalogne » à la rubrique « Sports », en passant par la rubrique « Culture » ou « arts et spectacles », celui-ci est présent de manière transversale. Si, dans tous les cas, la figure de Puig Antich n'est pas encore réellement et pleinement appréhendée *per se*, mais toujours indirectement, ce mouvement de symbolisation est cependant significatif de sa rapide transformation en matière historique et culturelle. De par son exécution tardive, Puig Antich devient représentatif de toute une génération de résistance mais également de la brutalité du régime sortant. De ce fait, il se trouve relégué dans un passé qui semble désormais absolument étranger, comme si les années 1974-1979 avaient tout effacé, tout changé – l'exécution même de Puig Antich semblant un acte illisible et ininterprétable depuis le présent démocratique. Si l'exécution de Puig Antich a pu dans le passé être à l'origine de nombreux engagements du fait de l'indignation qu'elle a provoquée, par une opération de sélection de certains traits – jeunesse, idéalisme, origine catalane – Puig Antich devient un socle sur lequel se cristallisent de nouveaux engagements politiques et/ou identitaires.

⁵³ Texte de la rubrique « palmo a palmo » de *Solidaridad Nacional* paru dans *Diario de Barcelona*, 21/02/1974, cité par SANTACANA I TORRES, Carles, *El Barça i el franquisme*, op. cit., p. 174-175.

6.3. L'éclosion de la question mémorielle

L'élément qui surgit également dès cette période, et qui va dans les années suivantes – notamment à partir du milieu des années quatre-vingt-dix – gagner du terrain sur le plan journaliste, c'est celui de la question mémorielle.

Comme cela est rapporté par la presse, ce n'est que quatre ans après l'exécution de Puig Antich qu'une plaque portant son nom est posée sur sa pierre tombale au cimetière de Montjuïc, première manifestation commémorative en démocratie. Lors de cet événement, auquel assistent la famille de Puig Antich, des membres de la famille de Pons Llobet et une centaine de personnes, le lien avec la question nationale est clairement formulé. Ainsi, *La Vanguardia Española* du 3 mars 1978⁵⁴ signale que « [l]a lápida colocada contiene únicamente el nombre de Salvador Puig Antich y la fecha de su muerte. Finalizada su colocación, se hizo una ofrenda de flores y todos los reunidos entonaron “Els Segadors” ». *El País* du même jour⁵⁵ rapporte également la nouvelle, formulée quasiment dans les mêmes termes, et souligne que « las cien personas asistentes al acto entonaron *Els Segadors* ».

La question mémorielle sous sa forme revendicative apparaît quelques années plus tard dans une longue tribune de José Vidal-Beneyto parue dans *El País* le 4 juillet 1981⁵⁶, portant sur l'état de la démocratie espagnole. Véritable plaidoyer en faveur de cette dernière, quelques mois à peine après la tentative de coup d'État (du 23 février 1981), cet article d'opinion défend l'impératif d'une mémoire active sur le passé récent pour le bien de la démocratie en construction. Ce philosophe, sociologue et politologue espagnol, membre fondateur d'*El País*, réproouve l'absence généralisée de retour en arrière au sein de la société espagnole, et notamment de la part de ceux qui auraient, de par leur position publique, le devoir de le faire :

Los actores –partidos y hombres– del proceso de transición han silenciado su identidad democrática, han escondido su pasado inmediato, como se esconde a los padres de los que uno se avergüenza. Aquí nacemos todos, políticamente, en cada momento. Se entra y se sale en el estalinismo, leninismo, marxismo, franquismo, incontaminados y silentes. Nuestros políticos pasan del movimiento a la democracia y del socialismo y comunismo a lo que sea como quien cambia de coche, sin cuarentena ni explicaciones públicas; lo importante es no apearse y, si cabe, mejorar su vehículo.

D'après l'auteur, ce mouvement de fuite en avant s'accompagne en Espagne d'un véritable culte de la jeunesse qui empêcherait l'émergence d'une mémoire du passé immédiat, et qui

⁵⁴ « Una lápida en la tumba de Puig Antich », *La Vanguardia Española*, 03/03/1978.

⁵⁵ « Homenaje a Puig Antich », *El País*, 03/03/1978.

⁵⁶ VIDAL-BENEYTO, José, « La última playa », *El País*, 04/07/1981.

entraverait ce faisant le bon fonctionnement démocratique⁵⁷. Ce qui ferait cruellement défaut à la démocratie espagnole serait, au fond, un véritable récit fondateur :

Por eso nuestro universo simbólico es una gran pantalla blanca en la que no hemos logrado escribir siquiera algunos de nuestros muertos: Salvador Puig Antich, Julián Grimau, Antonio Amat, Enrique Ruano. Lo que hace inútil su búsqueda en las calles y plazas de los municipios en que es mayoritaria la izquierda española, pues en ellos a los nombres franquistas les han sucedido –cándida coartada– los del santoral. A los demócratas impacientes les queda el recurso de siempre: celebrarlos fuera.

La requête mémorielle de Vidal-Beneyto semble performative puisque, quelques années plus tard, *El País* consacre un grand nombre d'articles à Salvador Puig Antich, dans la rubrique « Espagne » du journal, à l'occasion des dix ans de l'exécution de ce dernier.

Évoquons en premier lieu le très long reportage réalisé par le journaliste Marius Carol, et publié à la manière d'un feuilleton en trois volets – sur trois jours différents. Le premier⁵⁸ reconstruit par le menu les événements qui ont précédé la condamnation à mort de Puig Antich, en insistant tout particulièrement sur le climat tendu de cette année 1973 qui l'aurait condamné d'avance – attentat contre Carrero, assassinat d'un policier par le FRAP en mai, homélie de Monseigneur Añoveros lue dans les églises basques les 23 et 24 février, etc. Puis, il narre dans le détail les dernières heures de la vie de Puig Antich avant son exécution, rapporte le témoignage de ses sœurs, et de ses avocats – qui rappellent unanimement l'absence de mobilisation de la part des partis : « “La gente se movió tarde y los partidos no dieron la cara por Salvador” acusa un abogado de los que más activos estuvieron en su momento ». Le récit qui est ici proposé envisage l'affaire depuis son aspect le plus intime ; il est, en outre, étonnamment proche de celui qui, plusieurs années plus tard, sera repris et popularisé par le film que Manuel Hueriga consacre à Puig Antich⁵⁹. Mettant en relief la dimension humaine du personnage-Puig Antich et de son entourage, l'article propose une véritable narration dramatique, sentimentale et touchante, comme le montre par exemple cette dernière phrase :

El mismo día 2, poco antes de las 9,30 de la mañana, Merçona, la hermana pequeña de Puig Antich, jugaba a baloncesto en el patio de su colegio de las Carmelitas de Gràcia. Había pasado la noche en casa de los suegros de Inmaculada, la mayor, para mantenerla al margen de los acontecimientos. Se le daba bien el baloncesto, pero aquel día no conseguía hilvanar una jugada y pidió a la entrenadora el cambio: “No puedo seguir en el campo, porque ahora están matando a mi hermano”.

⁵⁷ À ce sujet, voir la thèse en cours de préparation d'Antonio SINTADO sous la direction de Mme la Professeure Marie-Claude CHAPUT intitulée « José Vidal Beneyto : un regard critique sur la transition en Espagne ».

⁵⁸ « “Además de cargarse a Carrero, se me han cargado a mí” », *El País*, 26/02/1984.

⁵⁹ Nous y reviendrons. Voir p. 416 et suivantes.

Le deuxième moment de l'histoire⁶⁰ porte plus précisément sur les années de militance de Salvador Puig Antich et sur les circonstances qui ont débouché sur son arrestation. L'article, construit ici aussi sur un mode narratif et reprenant le vocabulaire du roman policier, retrace les événements qui conduisent les membres du MIL à être arrêtés en 1973, notamment le très rocambolesque oubli d'un sac-à-main dans un bar qui a ouvert à la police des pistes fondamentales dans son entreprise de traque. Sont ensuite décrits le guet-apens tendu aux membres du MIL et la fusillade qui s'ensuit, puis la blessure de Puig Antich et la mort d'un policier ainsi que les incertitudes qui l'entourent. Reprenant et citant parfois l'ouvrage de Telesforo Tajuelo – *El MIL, Puig Antich y los GARI* –, le journaliste revient sur ce qu'est le MIL. Il explique comment celui-ci s'est constitué en « grupo específico de apoyo a las luchas y a las fracciones más radicales del movimiento obrero de Barcelona », organisé autour d'un « front pratique » et d'un « front théorique ». Il précise par ailleurs la connexion du MIL avec la France qui s'est établie par le truchement de Jean-Marc Rouillan, et signale que malgré sa courte durée de vie « [...] el grupo realizó más de 30 atracos, con un botín superior a los 24 millones. Estas *expropiaciones* solían ir acompañadas de lanzamientos de octavillas ». Finalement, l'article se clôt sur le rappel de l'autodissolution du groupe, « par manque de cohérence théorique ».

Le dernier épisode⁶¹ de ce long reportage concerne les mois qui ont suivi la confirmation de la peine de mort, et s'attarde plus précisément sur les démarches réalisées en vue de freiner l'exécution, puis sur les fortes réactions qui se sont succédé après l'exécution. Par exemple, l'article s'emploie à dépeindre la tentative d'attentat réalisée le 11 janvier 1974 – avant l'exécution – par « quatre membres proches du groupe » contre le monument aux morts (« Caídos ») à Barcelone. Le journaliste livre ainsi une description romanesque, mais aussi quelque peu grotesque, de cette tentative : « La puntualidad de los cuatro miembros del grupo fue aceptable, sobre todo pensando que uno de ellos había pasado la noche en vela y otro había estado hasta media hora antes en cama con una amiga. » L'entreprise échoue cependant partiellement frustrée, les conspirateurs ayant oublié le levier qui devait leur permettre d'ouvrir la porte d'accès au monument. L'événement se construit narrativement en crescendo, les détails transportant le lecteur sur la scène : « Aparcaron en la Diagonal y descargaron con cuidado la nogalita. Aún no eran las seis de la madrugada cuando empezaron a manipular la carga en la parte posterior del monumento. Uno de los integrantes del grupo pidió la palanqueta. » Les

⁶⁰ « “Salvador se olvidó su bolso con una pistola en un bar” », *El País*, 27/02/1984.

⁶¹ « “El monumento a los Caídos de Barcelona debía quedar hecho polvo, pero nos dejamos la palanqueta », *El País*, 28/02/1984.

attentes du lecteur sont cependant déjouées par l'« oubli » de l'objet essentiel, ce qui rend la scène grotesque : si la détonation abîme une partie du monument, elle est loin de l'anéantir comme cela était prévu, et l'opération se solde sur un fiasco. Finalement, l'article revient sur l'enlèvement de Baltasar Suárez à Paris, dont nous avons déjà parlé, puis fait référence aux multiples tentatives d'attentat qui ont eu lieu après l'exécution de Puig Antich – contre le Talgo, par exemple.

Ce reportage tripartite constitue ainsi à notre sens une véritable mise en scène dramatique de l'événement historique, la chronique d'une mort annoncée construite sur le mode tragique, Puig Antich apparaissant comme condamné d'emblée au vu des circonstances historiques. L'histoire est ainsi bâtie autour de cette fatalité, triplement posée comme principielle, le reste ne constituant qu'un *conte* à rebours. Tout d'abord, le lecteur sait pertinemment que Puig Antich a été exécuté puisqu'il s'agit là d'un article écrit à l'occasion de la commémoration de sa mort, comme l'indique opportunément le surtitre du reportage : « 10 años de la ejecución de Salvador Puig Antich, el último muerto a garrote ». Ensuite, le premier volet de cette chronique s'attache tout particulièrement à retracer les dernières heures du condamné à mort. Enfin, il est d'emblée précisé que :

Periodistas, abogados y políticos coinciden en señalar que Puig Antich estaba poco menos que condenado antes de celebrarse el consejo de guerra, debido al clima irrespirable que se vivía en aquellos momentos, dos semanas después de que el automóvil del presidente Carrero saltara por los aires en la calle de Claudio Coello de Madrid.

À la même période, à l'occasion également de la commémoration de l'exécution de Puig Antich et parallèlement au reportage déjà cité, quelques articles supplémentaires paraissent dans *El País*.

Le 26 février 1984⁶², un article portant sur la vie de Puig Antich est publié. Malgré un format court, il est intéressant de noter comment cette biographie laudative et psychologisante contribue à inaugurer un mouvement de construction de Puig Antich comme personnage mythique et romantique, « défenseur des causes perdues ». Citons en guise d'exemple ces quelques informations rapportées dans l'article, qui nous paraissent tout à fait représentatives :

Estudió en La Salle Bonanova hasta los 12 años, edad en la que protagonizó un conflicto que le conllevó la expulsión. Uno de los profesores solía insultar a un muchacho de pocas luces, a quien Salvador Puig Antich protegía por su ingenuidad. Llegó un día que éste plantó cara al profesor diciéndole que no tenía derecho a maltratar a nadie de palabra y que debía disculparse. [...] Luego fue *boy scout* lo que acrecentó su vocación altruista.

⁶² « Estudiante de económicas y defensor de causas perdidas », *El País*, 26/02/1984.

Le même jour, Puig Antich est cité à nouveau dans un article d'*El País*⁶³ portant sur le cas de Heinz Chez. Si l'article revient brièvement sur son affaire, celle-ci est sans cesse lue à la lumière de l'exécution de Puig Antich – celui-ci venant dans la presse très largement éclipser le premier, en inversant ainsi le rapport qui avait été établi par les médias à l'époque. C'est ce que montre incontestablement la référence par omission à Puig Antich dans le titre : « Chez, el polaco que fue ejecutado apenas un cuarto de hora antes ». L'ellipse est on ne peut plus éloquente.

Puis, le 27 février 1984, *El País* souhaite dévoiler à ses lecteurs le « dessous des cartes » du MIL, dans deux courts articles qui commencent également par la phrase « [u]n capítulo prácticamente desconocido de la historia del MIL... » Dans le premier cas⁶⁴, l'article révèle une supposée connexion avec l'ETA, cette dernière étant entrée en contact avec le MIL à travers le militant Juan José Etxabe, qui aurait donné deux révolvers à Oriol Solé Sugranyes au début des années soixante-dix. Le deuxième⁶⁵ révèle le plan ourdi par les membres du MIL emprisonnés à la Modelo pour aider Puig Antich à s'évader. Programme d'évasion qui ne s'est pas concrétisé parce que, d'après l'article, « Puig Antich no quiso intentar una fuga, porque siempre pensó que acabaría siendo indultado. Asimismo, cualquier plan ofrecía dificultades, pues durante todo el tiempo estaba vigilado, a fin de evitar tentativas de suicidio ».

Enfin, le 28 février 1984⁶⁶, une tribune d'opinion particulièrement intéressante concernant le MIL est publiée dans la rubrique « Espagne » d'*El País*. Il s'agit d'une très fine et implacable analyse de Lluís Bassets qui fait du MIL et de ses membres un exemple parmi d'autres des phénomènes contestataires de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix. Le journaliste replace tout d'abord le MIL dans la filiation du mai 68 français :

Era octubre de 1968. Los jóvenes barceloneses no se resignaban a escarbar en las cenizas de mayo. No querían tan sólo terminar con el franquismo. El ejemplo del Che Guevara o de los Tupamaros, el espectáculo carmén y caquí de la Revolución Cultural china y, ahora, esa revuelta francesa que todavía humeaba lanzaba a los estudiantes al anticapitalismo.

Il pointe ensuite parfaitement le mouvement de récupération, ou du moins de resémantisation symbolique, qui a lieu à peine dix ans après la dissolution du groupe : « Hoy, en el cristal esmerilado del tiempo, parecen envueltos en un aura romántica y dulce, como si la suya hubiera sido una impresionante travesura de una generación perdida. » Bassets retrace la formation du MIL par les multiples scissions qui se produisent dans les partis de gauche, et souligne que cela

⁶³ « Chez, el polaco que fue ejecutado apenas un cuarto de hora antes », *El País*, 26/02/1984.

⁶⁴ « ETA colaboró ocasionalmente », *El País*, 27/02/1984.

⁶⁵ « Planearon la fuga de Puig Antich », *El País*, 27/02/1984.

⁶⁶ BASSETS, Lluís, « En el filo de la navaja », *El País*, 28/02/1984.

est le propre de toute une génération : « En aquellas mentes despiertas y rebeldes pugnaban los viejos mitos revolucionarios, el antifascismo, los ecos del trauma civil de 1936, y la nueva sociedad que los últimos años del desarrollo estaba engendrando ». L'auteur insiste également sur l'idée qu'il s'agirait d'une génération plus ou moins perdue, ou en partie sacrifiée : « Andaban en el filo de la navaja. Algunos salieron indemnes de la celada, bastantes con heridas más o menos profundas –cárcel, dificultades para rehacer la vida...–, unos pocos no salieron. » L'article se clôt sur l'idée que cette perte physique est aussi une mort symbolique et mémorielle, et que ce phénomène a été profond et s'est produit fort rapidement : « Hace sólo 10 años, pero parece que haya pasado un siglo. »

Nous retrouvons cette même conception d'une « génération perdue » deux ans plus tard, dans un article publié par *La Vanguardia* le 26 mai 1986⁶⁷. À cette occasion, c'est dans une tribune écrite par le journaliste Josep M.^a Sòria – se présentant comme un hommage à quelques morts du franquisme oubliés – que la figure Puig Antich revient en tant que repère temporel : « [Ella] [r]eapareció envejecida en el 73, cuando la ejecución de Puig Antich, para desaparecer de nuevo. » Relevons tout particulièrement ces quelques réflexions finales sur la transition, qui abondent dans le sens de celles exposées par Lluís Bassets : « O quizá sea todo una broma de la imaginación. De pensar, en estos tiempos de precampaña electoral, cómo nuestra transición – de ejemplar la califican – ha dejado, sin embargo, como jirones de niebla, desgarros de vida. De tantos que no han podido llegar hasta aquí. »

Mais l'efflorescence de la question mémorielle n'est pas une manifestation exclusive à *El País* : *ABC* également, mais surtout *La Vanguardia*, vont s'en faire l'écho.

Faisons mention tout d'abord de la tribune de Baltasar Porcel, parue le 9 mars 1984 dans *La Vanguardia*⁶⁸ et reprise dans *ABC* le 16 mars de la même année⁶⁹. S'il nous paraît opportun de citer longuement cet article c'est, avant tout, parce qu'il montre que malgré ce que l'on pourrait penser et ce qui souvent avancé, la question de la mémoire est loin d'être si actuelle que cela :

Porque el pasado está renaciendo aquí con un ímpetu, con una riqueza detallista, asombrosos. Tanto da conmemorar el asesinato del almirante Carrero Blanco como la ejecución de Puig Antich. Se sabe que hace diez años tuvieron lugar ambos sucesos y los medios de comunicación, los escritores, la televisión, los políticos, todos en tropel, se lanzan a recordar y reconsiderar. Se emiten por televisión y en abundancia nuevas series y programas sobre la guerra civil y la posguerra, sea hablando de matanzas o de cine. El franquismo sigue suscitando docenas de libros, cuando hace un par de años parecía haber remitido. [...] Con ello no quiero decir que la espantosa muerte de Salvador Puig Antich o los Servicios Secretos de la época de Carlos Arias Navarro no tengan importancia, no deban ser conmemorados o reseñados. Tampoco afirmaré jamás que el

⁶⁷ SÒRIA, Josep Maria, « A modo de homenaje », *La Vanguardia*, 26/05/1986.

⁶⁸ PORCEL, Baltasar, « ¿Miedo o vejez? », *La Vanguardia*, 09/03/1984.

⁶⁹ « Política y cultura, hoy (y II) », *ABC*, 16/03/1984.

pasado tiene que ser borrado. Por el contrario, creo que de la Historia se desprende una de las pocas formas válidas de enseñanza. Pero de ésta al alud que nos ahoga, media un mundo: el de la vida. [...] A la par, aspectos sustanciales del presente, cuya comprensión y dinámica resultan imprescindibles para el futuro, permanecen ahí, olvidados o despachados con ligereza.

En effet, le journaliste et écrivain déplore déjà en 1984 une surproduction de narrations mémorielles⁷⁰ qui se ressembleraient toutes, et dont l'homogénéité dans le traitement de la matière historique se ferait au détriment d'un examen en profondeur de questions fondamentales du passé qui ont une incidence sur le présent, voire de l'analyse des événements présents eux-mêmes.

Un mois plus tard, le 9 avril 1984⁷¹, *La Vanguardia* rapporte pour la première fois un cas de revendication de ce qui plus tard sera baptisé par le nom de « récupération de la mémoire » en lien avec notre objet d'étude. S'il s'agit d'une très courte colonne informative parue dans la rubrique « Catalogne » comportant peu d'éléments analysables, nous croyons cependant bon de la reproduire intégralement ici, en tant que fait inaugural d'une tendance beaucoup plus large :

Varias asociaciones de vecinos del distrito Nueve Barrios, en un escrito dirigido al alcalde de Barcelona, Pascual Maragall, tras estimar que "es bueno y deseable que se haga justicia a los que cayeron luchando por lo que muchos luchamos", consideran que es "sencillo, oportuno y justo" dar el nombre de una calle a Salvador Puig Antich, ejecutado el 2 de marzo de 1974.

Un autre exemple de l'essor progressif que connaissent dans l'espace public les narrations mémorielles est la parution de l'ouvrage sur le MIL signé par le collectif « Carlota Tolosa » – *La torna de la torna. Salvador Puig Antich i el MIL* – dont rend compte *La Vanguardia* le 1^{er} mars 1985⁷², et auquel plusieurs articles feront référence – notamment pour en faire la publicité dans la rubrique « Livres » du même quotidien.

De même, le 6 octobre 1985⁷³, c'est dans la rubrique « Opinion » de *La Vanguardia*, et plus précisément dans le « courrier des lecteurs », que la thématique fait retour, cette fois sous la plume d'un certain Joan Carles Suari Aniorte qui commente, dans cette courte colonne, la retransmission télévisée pratiquement simultanée de deux documentaires – l'un diffusé sur TVE⁷⁴ et l'autre sur TV3⁷⁵ – portant sur les dernières exécutions du régime de Franco en 1985.

⁷⁰ Nous entendons par « narrations mémorielles » toutes les narrations – qu'elles soient historiographiques, journalistiques, fictionnelles ou artistiques – qui ont trait à la question de la mémoire de l'histoire récente de l'Espagne – de la guerre d'Espagne au présent démocratique, en passant par les années de franquisme et le processus de transition.

⁷¹ « Piden una calle que recuerde a Puig Antich », *La Vanguardia*, 09/04/1984.

⁷² « El colectivo Carlota Tolosa presentó su libro sobre Puig Antich », *La Vanguardia*, 01/03/1985.

⁷³ « El silencio doblemente silenciado », *La Vanguardia*, 06/10/1985.

⁷⁴ TVE ou *Televisión Española* est la chaîne de télévision publique nationale.

⁷⁵ TV3 est la principale chaîne de *Televisió de Catalunya* entreprise appartenant à l'organisme public CCMA, *Corporació Catalana de Mitjans Audiovisuals*.

Ce lecteur, soulignant premièrement la similitude dans la facture des deux documents, regrette par la suite le même « oubli » par rapport à l'affaire Puig Antich :

Según ambas televisiones los partidos y personajes políticos españoles que poco tiempo después protagonizaban la transición, no son ni tan sólo mencionados. Cabe recordar que algunos de esos partidos habían participado con anterioridad a 1975 en la organización de movilizaciones a todos los niveles dentro de España, y también fuera de ella, por motivos parecidos (Burgos, 1971) u otros de tipo laboral o social. Así pues, Felipe González, Jordi Pujol, Miquel Roca, Santiago Carrillo, etc., ya eran políticos con mayor o menor experiencia y ocupaban cargos de responsabilidad en sus respectivas organizaciones. Pues bien, esta omisión bi-televisiva es un fiel reflejo del silencio que nuestros políticos de hoy guardaron entonces. Silencio y pasividad sólo comparables al que habían guardado un año antes cuando Puig Antich y Chez. Silencio al que se sumó, con distinto signo, Manuel Fraga, desde su retiro londinense, hecho que no dejó de reprocharle, veladamente, Carlos Arias en una de sus apariciones televisivas de aquel entonces.

Outre l'intérêt que peuvent renfermer *per se* ces quelques lignes – notamment par rapport aux précisions historiques fournies –, c'est surtout leur justification qui retient notre attention. En évitant les écueils du revanchisme – ou afin d'anticiper les possibles critiques en ce sens –, ce lecteur-analyste justifie ici sa critique dans les termes qui sont ceux du devoir de mémoire sous son versant historique – de connaissance historique des faits – qui doit être à la base de la compréhension du monde contemporain. Il déplore en outre vivement les effets fortement dépolitisants de ces documentaires :

No me mueve a la realización de estas líneas aquel silencio sino este doble silenciamiento. [...] [S]ería hora ya de que esos temas pudieran ser tratados como lo que son, históricos, y que cada palo aguante su vela. Pienso, en definitiva, que lo más grave es que los hoy jóvenes, viendo esos dos programas, no pueden formarse una idea de lo que sucedió, más que muy lineal, y no pueden obtener explicaciones políticas de los hechos políticos.

Puis, le 4 mars 1989, Puig Antich apparaît également cité dans *La Vanguardia*⁷⁶ dans une lettre du « courrier des lecteurs », suite à la diffusion par TV3 d'un documentaire portant sur son exécution. À cette occasion, le lecteur commente : « A los 15 años de aquello, me he quedado impresionado de nuevo al ver el programa de TV3 “30 minuts”, que relató las últimas horas de Salvador. Y deseo por lo menos recordarle. Eso sí puedo hacerlo. » Si c'est l'acte de remémoration individuel qui est mis en avant, le fait que Puig Antich fasse l'objet d'un documentaire spécifique diffusé par la chaîne autonome catalane indique que sa figure commence à intégrer un récit collectif qui peut, à terme, déboucher sur une véritable mémoire collective.

Quelques années plus tard, la question mémorielle revient en force et franchit un nouveau palier suite à la demande de révision du procès de Puig Antich effectuée par *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC). Le 16 juillet 1992⁷⁷, une colonne de Josep M.^a Sòria parue

⁷⁶ « Puig Antich », *La Vanguardia*, 04/03/1989.

⁷⁷ SÒRIA, Josep Maria, « Puig Antich », *La Vanguardia*, 16/07/1992.

dans la rubrique « Opinion » de *La Vanguardia* évoque cette requête. Depuis une position que nous pourrions qualifier grossièrement comme étant de « gauche », le journaliste applaudit tout d’abord la démarche d’ERC en ces termes : « Hace bien Esquerra Republicana de Catalunya en pedir la revisión del juicio que condenó a muerte a Salvador Puig Antich. Para muchos, la ejecución de Salvador en marzo de 1974 es todavía una espina en lo más hondo. » Il rappelle par la suite de façon critique qu’avant qu’ait lieu l’exécution de Puig Antich, les réactions avaient été très peu nombreuses, tandis que « [p]ocas horas después de la ejecución, entonces sí, Salvador Puig Antich adquirió categoría de héroe ». Expliquant brièvement qui étaient Puig Antich et le MIL, le cliché de la « folie de jeunesse » – particulièrement dépolitisant, et qui reviendra ensuite de façon répétée – est avancé. Aussi, d’après Sòria :

Salvador fue víctima de la borrachera ideológica de finales de los sesenta [...]. Salvador Puig Antich fue una víctima de aquella confusión ideológica propiciada por el franquismo [...]. Hubo muchas otras víctimas. Como Oriol Solé Sugranyes, muerto en la fuga de Segovia, unos años después. Salvador no era un líder. Era como tantos otros, un joven generoso, entregado y un mucho iluminado.

Les raisons invoquées par le journaliste pour approuver le geste réalisé par ERC nous semblent pouvoir faire l’objet de deux lectures différentes, que nous avons décidé de livrer également, après avoir cité ces quelques lignes :

Esquerra Republicana pide ahora la revisión del consejo de guerra y hace bien. [...]. Hace bien, porque es recuperar la memoria de alguien que, de haber seguido viviendo, hoy sería probablemente profesor de la facultad de Historia, quién sabe si funcionario de la Generalitat o el responsable de un cometido en la preparación de los Juegos.

Soit le propos relève du cliché, d’une relecture présentiste du passé et d’une spéculation pour le moins contestables, soit ces derniers mots sont ironiques. Dans ce cas, une série de questions peuvent être posées : s’agit-il d’une critique adressée à ERC pour la récupération de figures « abandonnées à leur sort » à l’époque ? Plus largement, s’agit-il d’une critique de la passivité de tous ceux qui disaient défendre un discours révolutionnaire à la fin du franquisme et occupent maintenant des postes importants dans le fonctionnariat, se retrouvant à ce titre absolument dépendants de l’État qu’ils étaient censés combattre alors ? S’il est difficile de trancher, l’on peut cependant supposer que les deux éléments sont bien présents, et notamment la critique d’ERC. En effet, à peine une semaine plus tard, *La Vanguardia*⁷⁸ publie une courte colonne d’opinion dans la rubrique « courrier des lecteurs » en réaction également aux démarches d’ERC. Nous retrouvons dans ce court texte à la fois la composante de commémoration

⁷⁸ « ¡Basta de cinismo político! », *La Vanguardia*, 24/07/1992.

individuelle, et la critique de ce qui est ressenti comme de l'opportunisme de la part des partis politiques :

Quando dieron garrote vil a Salvador Puig Antich, yo contaba con diecisiete años. Aquellos días constituyen parte de lo que soy. Pese a que considero que todo el proceso fue un crimen de Estado, un escarmiento de sangre en la persona de Salvador, el horror persiste. [...] Ahora, es preciso pensar y hablar con sinceridad. Y por favor, partidos políticos abstenerse. ¡Basta de cinismo!

Josep M.^a Sòria revient quelques mois après sur l'affaire Puig Antich dans une colonne publiée le 31 décembre 1992⁷⁹, portant sur la question mémorielle en relation avec les événements de commémoration du dix-septième anniversaire de la mort de Franco. À cette occasion, le journaliste affirme que « [...] el final de la dictadura franquista fue muy duro para algunas personas próximas. Por ejemplo, para Salvador Puig Antich, ejecutado después de un consejo de guerra vergonzoso ». Il revient ensuite de façon critique sur le processus de Transition. Si celui-ci résulte d'un pacte auquel tous, indifféremment, ont souscrit – « [c]ierto que el pueblo español decidió olvidar y que nunca nadie ha exigido cuentas a personas que tuvieron en aquel periodo evidentes responsabilidades. Es la grandeza de una transición que todavía hoy muchos consideran modélica » –, l'auteur n'en est pas moins outré : « Pero es que encima intentan darnos lecciones de democracia. Y claro, uno piensa que hasta ahí podíamos llegar. »

Le 28 août 1992, *ABC* publie une colonne d'opinion de Lorenzo Contreras⁸⁰ portant sur la figure de Franco, en particulier sur la manière dont celle-ci est réinvestie dans les cours d'été d'El Escorial. Soulignant les relectures faites depuis le présent du régime franquiste, la question de la mémoire apparaît ici en ces termes :

La figura histórica del general se ha hecho paradójicamente atractiva para ciertos grupos sociales que nunca simpatizaron con su obra, pero que se inclinan a estas alturas del tiempo por valorar y sopesar los factores de cambio político que aquel régimen introdujo en la sociedad española. Franco importa hoy menos por los fusilamientos de Hoyo de Manzanares y por la ejecución de Grimau o de Puig Antich que por el plan de estabilización, el acuerdo preferencial con el Mercado Común o la modernización industrial de España.

Quelques mois plus tard, le même journaliste revient dans un article publié par *ABC* le 21 novembre 1992⁸¹ sur la figure de Franco, à l'occasion du dix-septième anniversaire de sa mort. Puig Antich est une nouvelle fois cité dans un article qui aborde la question mémorielle et qui revient sur les interprétations de la figure historique de Franco. Brossant un portrait de ce dernier en noir et blanc, le journaliste affirme que son régime est tout sauf univoque. Dans ce

⁷⁹ SÒRIA, Josep Maria, « Hasta ahí », *La Vanguardia*, 31/12/1992.

⁸⁰ CONTRERAS, Lorenzo, « Franco y la Legión, de moda », *ABC*, 28 août 1992.

⁸¹ CONTRERAS, Lorenzo, « Una historia de buenos y malos », *ABC*, 21 novembre 1992.

qu'il appelle le « bon côté », le journaliste range les avancées économiques et sociales de l'Espagne, tandis que du « mauvais côté » s'accumulent les exactions du régime commandées par Franco :

Fue él quien ordenó o hizo posible el fusilamiento de Julián Grimau sin garantías procesales, tras un juicio político arbitrario. También fue él quien ensangrentó los últimos años del régimen con represiones excesivas contra los que luchaban por grietas de libertad. Fue también quien ensombreció muchos días con historias macabras, como la del garrote vil administrado a Salvador Puig Antich por una confusa refriega callejera de la que resultó la muerte de un policía, pero que jamás fue investigada con afán de justicia y sí de “ejemplaridad” inadmisibles.

Dans ces deux articles, la question de la mémoire est également abordée de façon oblique, le franquisme et la figure de Franco lui-même étant, en tant que motifs historiques, soumis à de multiples interprétations.

En décembre, pour approfondir la question mémorielle depuis un point de vue didactique cette fois-ci, *La Vanguardia* publie un long article dans son supplément⁸² qui met l'accent sur la faible connaissance de l'époque franquiste de ceux qui sont nés autour du moment de la mort de Franco, et qui viennent d'intégrer ou vont prochainement intégrer l'Université. À peine dix-sept ans après la fin du régime franquiste, l'article fait ce double constat alarmant : « El periodo franquista tiende a desaparecer de los planes de estudio », et comme l'indique le sous-titre de l'article « [l]os estudiantes dicen que Franco “se pasó”, pero apenas conocen su historia ». Sur la question de la mémoire, l'article rapporte également ces intéressantes réflexions de Miguel Ángel Aparicio, professeur de droit constitutionnel, qui tente d'expliquer en ces termes ce qui est considéré comme un « oubli » du passé à l'œuvre dans l'Espagne démocratique :

Considera que “a partir de 1984, se empezó a desmistificar la figura del idealista y a pragmatizarse la del ganador, ganador económicamente, ganador en poder y, por tanto, con la posibilidad de cambiar de ideas. Se aplaude que la gente pierda su propia historia personal y se apunte a otros proyectos. Al aplaudir estos cambios se está negando el pasado en el sentido más profundo, el pasado de uno mismo. Hay una voluntad muy clara de enterrar el pasado para no criticar el presente. Es una consecuencia lógica: cuanto más se olvida uno del pasado, más se olvida de las causas del presente.”

Puis, à l'occasion des vingt ans de l'exécution de Puig Antich, *El País* du 3 mars 1994⁸³ informe de la demande de révision du procès, formulée par la famille de ce dernier. Il s'agit-là du début d'une très longue affaire – essentiellement juridique – qui va se poursuivre dans les années suivantes et perdurer jusqu'à aujourd'hui⁸⁴. Revenant sur la requête des sœurs de Puig Antich, l'article fait appel au précédent existant pour rappeler que :

La familia quiere que se aclare que Puig Antich fue condenado sin las pruebas exigibles en un Estado de derecho [...]. En 1990, el Tribunal Supremo rechazó la propuesta de revisar el caso

⁸² « Un régimen muy anterior », *La Vanguardia*, 03/12/1992.

⁸³ COMPANY, Enric, « El último garrote », *El País*, 03/03/1994.

⁸⁴ Nous y reviendrons longuement dans la dernière partie de ce travail.

Julián Grimau, dirigente comunista que fue condenado y fusilado en 1963. La Sala de lo Militar del tribunal adujo que no se habían producido hechos nuevos que justificaran la revisión.

L'article synthétise également ce qu'était le MIL, groupe défini ici avant tout par l'usage de la violence révolutionnaire, s'inspirant de mai 68 et de l'anarchosyndicalisme, et prônant l'anti-capitalisme. Si, de prime abord, l'article semble rendre compte assez précisément de ce qu'a pu être le MIL, il n'hésite cependant pas à le juger assez durement, en affirmant qu'il s'agit d'un groupe parmi d'autres, qui défendait de « confuses formulations politiques » (« confusas formulaciones políticas »). En ce sens, le développement final de l'article portant sur la dissolution du groupe se clôt sur une sentence particulièrement condamnatoire : « Un mes antes de que casi todos sus miembros cayeran en manos de la policía, la docena de miembros que lo componían llegaron a la conclusión de que no iban a ninguna parte. » Si l'expérience du MIL se trouve par-là absolument blâmée, l'analyse qui en est faite est, à notre avis, en grande partie juste, et il s'agit-là d'une des rares mentions faites au groupe pour la période ici concernée.

Le même jour, un article⁸⁵ est consacré à Heinz Chez, même si l'exécution de celui-ci est toujours envisagée par rapport à l'exécution de Puig Antich. Fidèle à la logique de la circulation circulaire de l'information, l'article rappelle ainsi que Chez avait été exécuté quinze minutes avant que Puig Antich à Tarragone, et que :

Salvador Puig Antich fue el último ejecutado por este sistema [garrote], cuya utilización produjo una especial repugnancia, porque revelaba la voluntad de tratar como delincuente común a un joven que se había movido inequívocamente por ideales políticos y sociales. Para dar una macabra sensación de normalidad a la aplicación de aquella pena de muerte, el Gobierno del general Francisco Franco la acompañó de otra, la de un súbdito polaco, Heinz Chez.

Le lendemain, rapportant un nouvel épisode dans l'affaire de révision du procès, *El País* du 4 mars 1994⁸⁶ mentionne l'acceptation par le Tribunal Supérieur du recours en révision présenté par la famille de Puig Antich. Ainsi,

[e]l alto tribunal, que ha admitido a trámite el recurso de revisión, ha nombrado al magistrado Francisco Mayor Bordes como ponente del recurso. Con la documentación del consejo de guerra, la Sala emitirá un pronunciamiento sobre la procedencia del recurso y, de admitirlo, seguiría un procedimiento de fondo sobre si Puig Antich fue condenado con pruebas.

Finalement, les quelques articles parus au cours de l'année 1995 semblent réellement synthétiser le type de traitement que la presse réserve au MIL, et plus précisément à Puig Antich. Vingt ans après la fin du régime de Franco, la démocratie étant bien installée, Puig Antich et le MIL semblent définitivement quitter l'actualité la plus immédiate des événements

⁸⁵ « El caso de Heinz Chez », *El País*, 03/03/1994.

⁸⁶ LÁZARO, Julio M., « Supremo admite recurso de revisión por la condena a muerte de Puig Antich », *El País*, 04/03/1994.

pour devenir matière historique et mémorielle. À cet égard, le 23 juillet 1995⁸⁷ paraît dans le supplément *Revista de La Vanguardia* un article « publicitaire » annonçant la diffusion d'une série « historico-documentaire » réalisée par TVE, qui porte pour titre « La transición », et dont le deuxième épisode, couvrant la période de janvier 1974 à mars 1974, porte sur « El caso Puig Antich. El caso Añoveros. El aperturismo en peligro ». Au sein de ce genre de narration, la figure de Puig Antich se trouve absolument à cheval entre l'histoire, la culture et la mémoire. Citons également comme exemple la série d'articles historiques parus le 17 novembre 1995⁸⁸ également dans la *Revista de La Vanguardia*, à l'occasion des vingt ans de la mort de Franco, et intitulée « chronique de fin de régime » qui porte sur la Brigade Sociale. L'article évoque, entre autres, la figure de Melitón Manzanás⁸⁹ et s'attarde particulièrement sur Antonio Juan Creix⁹⁰, tandis que Puig Antich y est cité de façon récurrente. Puis, le 18 novembre 1995⁹¹, dans la même série, paraît un article portant sur la mort de Franco et sur le positionnement des franquistes et des démocrates suite à ce décès. Puig Antich apparaît à nouveau cité en ces termes :

Los últimos días de Pompeya del franquismo fueron de incertidumbre. Incertidumbre en las propias filas, que ya no eran "prietas" como requería un apolillado himno de las juventudes del movimiento, sino que hacían aguas por todos lados. Pero incertidumbre también en una oposición democrática que en Cataluña acababa de ser diezmada con caídas en masa de la Asamblea de Catalunya y dos ejecuciones, Puig Antich y "Txiki", que demostraban que las espadas seguían en alto.

Nous avons, dans ce chapitre, tenté de montrer l'émergence de nouvelles tendances dans la représentation du MIL, bien que le nombre d'articles qui lui sont consacrés soient bien moins nombreux que pour la période transitionnelle. Rappelons en conclusion très synthétiquement ces éléments. La période ici considérée se caractérise avant tout par un phénomène croissant de personnalisation de la représentation, le MIL ayant tendance à disparaître de la presse au seul profit de la figure de Puig Antich. Par ailleurs, ces années voient également une diversification des rubriques d'apparition des articles qui lui sont consacrés, ce qui accompagne les mouvements de « culturalisation » puis de « mémorialisation » du sujet-Puig Antich que nous

⁸⁷ « 1973-1977: cuatro años que cambiaron España », *La Vanguardia*, 23/07/1995.

⁸⁸ « Una policía a la medida de la dictadura », *La Vanguardia*, 17/11/1995.

⁸⁹ Melitón Manzanás (1909-1968) a dirigé la *Brigada Político-Social* de Guipúzcoa. Connu pour avoir torturé nombre d'opposants au régime, il est assassiné par l'ETA le 2 août 1968. Récemment, il a été au cœur d'une vive polémique, le gouvernement de José María Aznar (PP) lui ayant décerné en janvier 2001 la médaille de la *Real Orden de Reconocimiento Civil a las víctimas del Terrorismo* à titre posthume. Pour plus de renseignements, voir notamment la critique effectuée par Amnesty International :

https://www.es.amnesty.org/com/2001/com_30ene01b.shtm, consulté le 12/08/2014.

⁹⁰ Voir première partie, p. 112 et suivantes.

⁹¹ « El otoño de las espadas en alto », *La Vanguardia*, 18/11/1995.

avons tenté de mettre en évidence. En ce sens, nous pouvons avancer l'idée selon laquelle l'exécution de ce dernier constitue un véritable « événement » – l'« événement Puig Antich », pourrions-nous dire. Un événement, d'abord, dans un sens historique, en tant que fait aux conséquences importantes, donnant lieu à de fortes mobilisations, marquant les esprits et apparaissant de ce fait comme irrémédiablement lié à la fin du régime franquiste comme repère temporel. Mais également un événement dans son sens le plus journalistique, comme fait d'actualité condensant un certain nombre de questions propres à la période : celle de la peine de mort, du catalanisme, ou la question mémorielle naissante.

Conclusion de partie

Il est indéniable que le contrôle étroit des moyens de communication, et notamment de l'écrit, que continue d'exercer le régime – contribuant à accroître les phénomènes de circulation circulaire de l'information – explique très largement les narrations dépolitisantes dont fait l'objet le MIL pendant les dernières années du franquisme. En effet, « délinquants », « bandits », « assassins » et « anarchistes » sont les termes les plus récurrents qu'emploie la presse pour se référer aux membres du groupe. Ils s'inscrivent dans ce que l'on pourrait appeler une « tradition » ou un « habitus » rhétorique et herméneutique développés dès la fin de la Guerre civile et jusqu'aux derniers jours de vie d'un régime qui s'emploie à classer, pour mieux les dominer, tous les mouvements de contestation sous des appellations moralement et juridiquement accablantes. Si les spécificités politiques de ce moment dans l'ensemble de la période ici considérée sont incontestables et influencent considérablement l'image du groupe construite par la presse, ces premières saisies du MIL n'en sont pas moins cruciales dans l'historique de la représentation du groupe. La référence à la violence politique qualifiée de terroriste, ou l'inscription de Puig Antich, et à travers lui de l'ensemble du MIL, dans la seule famille anarchiste, sont autant de catégories d'appréhension qui, bien que resémantisées et réinvesties à l'aune des problématiques contemporaines, reviennent dans la presse de façon répétée, et ce bien après la fin du régime qui les a bâties.

Si le nombre d'articles consacrés au MIL pendant les dernières années du franquisme est relativement limité du fait de la persistance de la censure, avec le processus de Transition des années 1974-1979, et le début de la libéralisation de l'accès à l'information, la référence au MIL ou à ses membres croît sensiblement dans la presse. À l'image d'une période d'intense politisation, la représentation du groupe se trouve elle aussi fortement reliée aux événements conflictuels contemporains. Tout d'abord, et ce n'est pas un phénomène propre à l'Espagne, le traitement que subit dans la presse la violence politique à laquelle est associé le MIL de façon récurrente se transforme. Le discours médiatique développe, rejoignant ainsi la rhétorique qui a cours dans la presse des démocraties européennes voisines, un cadre d'interprétation binaire fondé sur l'opposition entre terrorisme et antiterrorisme. Dans le cas espagnol cependant, et comme nous l'avons vu, la désignation pendant la Transition de tout acte violent comme ressortissant au « terrorisme extrémiste » a permis de discréditer politiquement les options critiques du processus démocratique en marche. Mais la saisie du MIL est également adossée à

certains des mouvements revendicatifs les plus largement investis par la société civile, qu'il s'agisse de réclamer une véritable amnistie pour les prisonniers politiques ou de défendre la nécessité de reconnaître la liberté d'expression pour construire une véritable démocratie. Le traitement médiatique de l'actualité du MIL et de ses membres, intimement reliée à des points nodaux du processus transitionnel, est ainsi, comme nous avons essayé de le mettre en évidence, un excellent révélateur du processus de construction démocratique qui a cours dans ces années. L'exemple de la représentation du MIL montre à quel point la période transitionnelle est à la fois un moment de résurgence d'un certain nombre de problématiques conflictuelles que quarante ans de franquisme ont éclipsées, mais aussi le temps de leur « désamorçage » par intégration dans le jeu parlementaire. C'est bien le paradigme juridique qui prend le pas sur le politique, la Constitution – texte suprême de l'ordonnement juridique – opérant comme « auténtico mito constituyente y fuente de legitimidad¹ » de la démocratie espagnole. Malgré une volonté affichée d'inclusion universelle, et malgré la conquête de droits fondamentaux qu'elle permet, cette démocratie que nous avons qualifiée de « constitutionnaliste » produit toutefois des mécanismes d'oblitération (question de la forme de l'État, question de la participation citoyenne, etc.) et vient entériner le rôle prédominant des institutions étatiques – notamment juridiques – sur la vie politique. Ainsi, la prise en charge depuis l'État des questions épineuses soulevées pendant cette période de transition par le biais de leur judiciarisation dénote une volonté de pacification de la société civile – ce que cristallise parfaitement le terme de « consensus » tant invoqué pour se référer à ce moment historique.

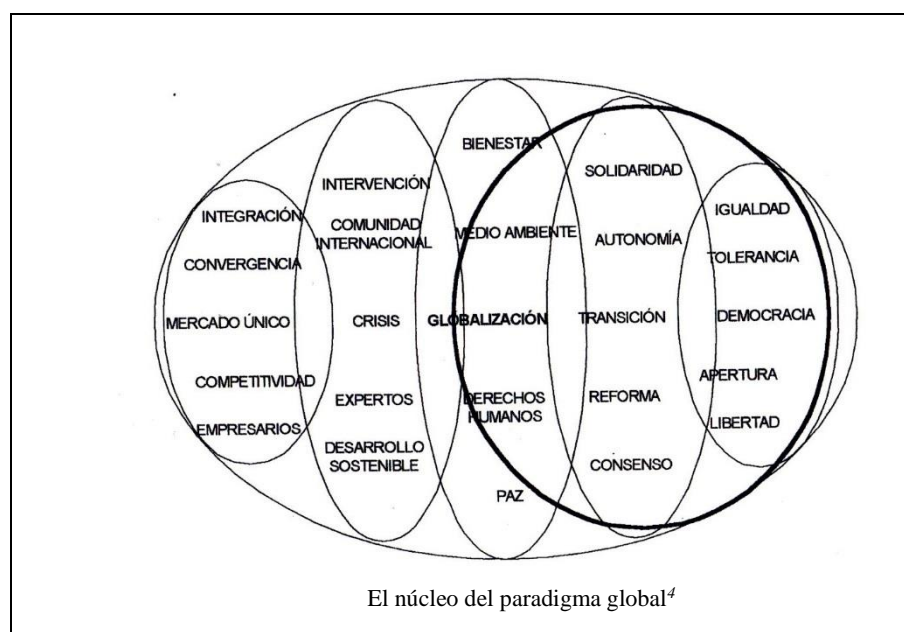
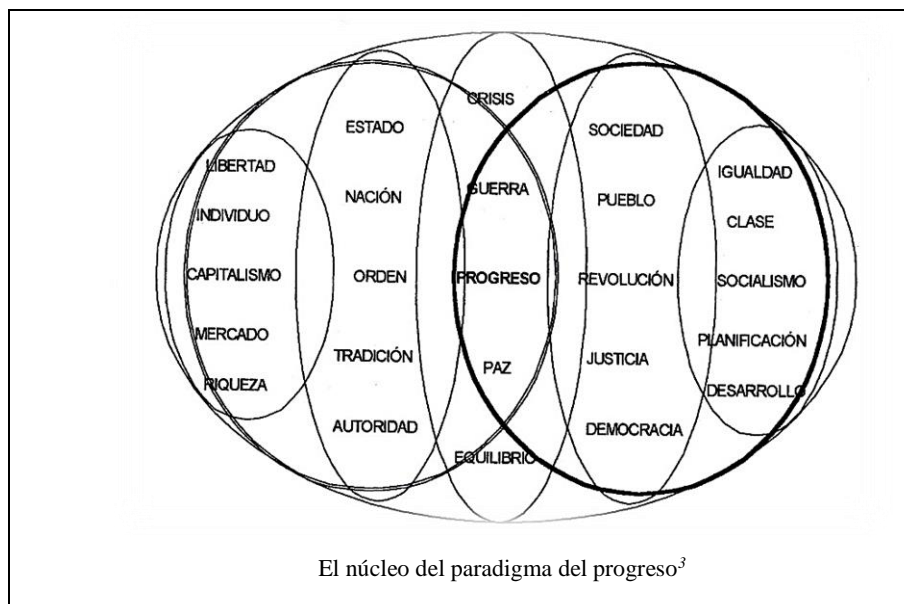
Si la présence médiatique du MIL ou de ses membres est particulièrement importante dans les années 1974-1980, à première vue, la période comprise entre la fin des années soixante-dix et le milieu des années quatre-vingt-dix semblerait correspondre à une manière de « traversée du désert », les références au groupe et à ses membres se faisant rares. Cependant, à y regarder de plus près, c'est une véritable mutation de la nature des informations concernant le MIL, concomitante de leur redéploiement de la sphère du politique vers celle du culturel ou du sociétal, qui se produit – ce qu'indique la parution des articles dans les rubriques « Culture », « Arts », « Spectacles », « Opinion » et « Sport ». Par ailleurs, si les années précédentes, la représentation par la presse était contemporaine des actions et de la réalité des acteurs, à partir de la fin des années soixante-dix, le MIL ne semble plus être d'actualité et ne trouve plus, de ce fait, de place dans la presse. Le mécanisme, propre à la presse, de recherche éperdue de la

¹ PÉREZ SERRANO, Julio, « La Transición española en la génesis del capitalismo global, 1973-2003 », dans Carlos NAVAJAS ZUBELDIA (ed.), *Actas de IV Simposio de Historia Actual, Logroño, 17-19 de octubre de 2002*, Logroño, Gobierno de La Rioja. Instituto de Estudios Riojanos, 2004, p. 163.

nouveauté, explique que l'abandon progressif de la référence au MIL s'accompagne d'une forte personnalisation de la représentation : Puig Antich devient le seul membre du groupe à avoir droit de cité dans les journaux. Ces phénomènes d'individualisation de l'information et de diversification des rubriques de parution des articles concernant le MIL/Puig Antich témoignent de l'émergence de nouvelles grilles interprétatives appliquées au groupe. Celles-ci résultent en grande partie de la transformation kaléidoscopique du MIL/Puig Antich dans le discours de la presse : tantôt événement historique, tantôt repère temporel, le syntagme devient une référence culturelle et rapidement une figure mémorielle. Cependant, si Puig Antich continue d'être cité régulièrement dans la presse, il n'apparaît que de façon oblique, en tant que prétexte ou point de départ pour aborder des problématiques exogènes, comme celle du régionalisme catalan. D'autre part, son nom est toujours associé à l'anarchisme, ici réinvesti dans un sens bien plus positif, et intégrant la famille très floue de l'« antifranquisme » dont la narration commence à être élaborée dans ces années-là. Finalement, dans le prolongement de ce mouvement, c'est à la question mémorielle (qui commence à faire l'objet de revendications depuis certains secteurs de la société) que le nom de Puig Antich se retrouve associé. Dans tous les cas, qu'il y ait « usage politicien », « culturalisation » ou « mémorialisation » de la figure de Puig Antich – et partant du MIL –, c'est tout un pan de la charge politique qu'elle portait initialement qui se trouve invariablement oblitéré, voire évacué.

Ainsi envisagé, le cas de la représentation du MIL illustre magistralement la thèse défendue par Julio Pérez Serrano² d'un changement de paradigme politique survenu dans les années quatre-vingt. L'évolution des catégories représentationnelles mobilisées pour se référer au MIL est certes consécutive à un changement de régime, mais elle est plus généralement à comprendre comme exemplaire d'une mutation paradigmatique globale. L'abandon progressif de la référence révolutionnaire, auparavant centrale sous le règne d'un « paradigme du progrès » en vigueur jusqu'au milieu des années soixante-dix, se fait au profit de l'émergence d'un « paradigme global » qui promeut la catégorie « transition » comme voie royale et naturelle de l'accès à la démocratie, celle-ci étant entendue comme horizon politique unique et indépassable. Nous reproduisons ici les représentations graphiques de ces deux paradigmes, établies par l'historien Pérez Serrano :

² *Idem.*



Si le « paradigme du progrès » impliquait une définition du politique dans les termes du conflit et de l’opposition binaire, celui de la « globalisation » intronise les notions de consensus et de réforme au rang d’étalons suprêmes du politique. La politique se verra ainsi réenvisagée à l’aune de la question mémorielle et de l’impératif de la réconciliation nationale. Ce sont les traces de ce glissement paradigmatique que nous tenterons de débusquer dans la dernière partie de ce travail.

³ *Ibid.*, p. 174.

⁴ *Ibid.*, p. 176.

**TROISIÈME PARTIE : LA MÉMOIRE, POMME DE
TOUTES LES DISCORDES**

Introduction

Nous avons vu, dans la partie précédente, comment à partir de la fin des années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix, la représentation du MIL dans la presse connaît une forte culturalisation, et un début de mémorialisation. À mesure que l'on avance dans le temps, que la concomitance entre l'événement et le discours dans lequel il se donne à lire devient impossible, le phénomène mémoriel s'accroît tandis que la dimension collective s'évanouit au profit d'une forte personnalisation. Cette tendance se voit dès le milieu des années quatre-vingt-dix renforcée, le MIL désertant la presse qui ne s'intéresse plus désormais qu'à la figure de Puig Antich. Si le nom de Puig Antich continue, pour sa part, de paraître régulièrement dans les médias, c'est que l'« événement Puig Antich » est toujours d'actualité. C'est précisément ce que l'« événement Puig Antich » condense en tant que fait d'actualité qu'il nous importe à présent d'analyser.

À partir du milieu des années quatre-vingt-dix, de multiples voix tentent en Espagne de sortir de l'oubli la question de la répression sous le régime franquiste. En quelques années, ce qui n'était qu'un mouvement minoritaire a connu un écho considérable au point de susciter l'intérêt de l'ensemble de la société. C'est autour de ce mouvement, que l'on appelle désormais en Espagne la « récupération de la mémoire historique », que se noue – notamment dans les médias – une forte polémique dont l'enjeu dépasse le strict champ mémoriel pour rejoindre celui du politique. C'est plus particulièrement la construction par la presse d'une narration mémorielle spécifique de la figure de Puig Antich que nous tenterons de mettre en lumière. Partant de l'affirmation de Josefina Cuesta Bustillo selon laquelle « chaque époque négocie et gère son passé et en récupère ce qui lui semble important pour son propre présent » (« [...] cada época negocia y administra su pasado y recupera de él aquello que considera de interés para su propio presente¹ »), ce sont les enjeux de la « récupération » de la mémoire de Puig Antich que nous allons envisager.

Pour ce faire, nous verrons dans un premier chapitre que Puig Antich est appréhendé de façon croissante à l'aune de la question mémorielle. Nous reviendrons ainsi tout d'abord brièvement sur le mouvement de « récupération de la mémoire historique » pour montrer comment l'« affaire Puig Antich », c'est-à-dire la représentation des démarches effectuées par

¹¹ CUESTA, Josefina, « Memorias persistentes en España », dans Josefina CUESTA (Dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Francisco Largo Caballero, 2008, p. 391.

les sœurs de ce dernier pour demander la révision de son procès, devient rapidement la métonymie de toutes les démarches juridiques. Nous verrons également en quoi son cas se place au cœur du débat mémoriel, exemplifiant à bien des égards les limites de la « Loi de mémoire historique ».

Nous nous attèlerons dans le deuxième chapitre à montrer les successives récupérations² dont fait l'objet Puig Antich : tantôt qualifié d'« anarchiste », tantôt qualifié de « catalan », tantôt qualifié d'« antifranquiste ». Nous tenterons plus précisément de montrer que les usages qui sont faits de la figure de Puig Antich servent des intérêts spécifiques et/ou répondent à la construction de mémoires concurrentes. Ainsi, nous étudierons tout d'abord les différentes nominations de Puig Antich dans la presse, et comment celles-ci contribuent à la construction de l'imaginaire antifranquiste comme nouveau récit fondateur de la démocratie. Nous examinerons par la suite en quoi ce processus définitionnel est intimement lié à la question mémorielle, et à la polémique qu'elle suscite. Finalement, nous verrons comment la presse érige Puig Antich en symbole de la victime de la répression franquiste, évacuant, en la passant sous silence, la question de son militantisme anticapitaliste. Plus largement, à travers les investissements sémantiques du nom de Puig Antich, véritable point de cristallisation de la polémique mémorielle, c'est l'espace discursif que les expériences militantes hétérodoxes occupent dans les médias en démocratie que nous tenterons d'appréhender.

Finalement, nous étudierons dans un dernier chapitre le film *Salvador* réalisé par Manuel Hueriga et sorti en 2006, qui se présente comme une tentative de réparation symbolique de la mémoire de Puig Antich. Si l'inclusion d'un film dans un corpus exclusivement constitué d'articles de presse peut paraître téméraire, il nous semble qu'au vu du grand battage médiatique qui a précédé sa sortie et de l'importante polémique qu'il a suscité au niveau journalistique, sa présence est justifiée. Sans prétendre réaliser une analyse filmique, c'est en tant que manifestation du débat mémoriel que nous voudrions le considérer. Nous tenterons ainsi de voir dans quelle mesure l'incarnation de l'histoire de Salvador Puig Antich au cinéma cristallise un certain type de mémoire et contribue à créer une mémoire hégémonique sur la fin du régime franquiste.

² Pour différencier le terme de récupération dans le sens le plus commun de réutilisation de quelque chose, détournement à son profit – notamment politique –, etc., de son acception dans l'expression espagnole « récupération de la mémoire », c'est-à-dire de réhabilitation, remise au goût du jour, etc., nous emploierons les guillemets pour cette dernière. Ainsi nous dirons : *La figure de Puig Antich est récupérée par les partis politiques catalans mais une tentative de « récupération » de la mémoire de Puig Antich.*

À travers l'analyse de la présence de Puig Antich dans la presse, c'est à la question de savoir comment et dans quelle mesure la presse contribue à la construction de la mémoire de la fin du franquisme et du processus transitionnel que cette partie tentera de répondre.

Chapitre 7. Puig Antich, métonymie des revendications mémorielles

À partir du milieu des années quatre-vingt-dix, et surtout dans les années deux-mille, ce que la presse appelle « le cas Puig Antich » va devenir, tantôt en l'exemplifiant, tantôt en la nourrissant, un point de cristallisation de la polémique mémorielle. Mais en quoi celle-ci consiste-t-elle ? La question mémorielle apparaît en Espagne suite au besoin exprimé par la société civile de remémoration et de reconnaissance officielle des victimes de la Guerre civile et du régime franquiste. Autour de ces revendications de « récupération de la mémoire historique » se développe une véritable controverse qui se noue tout particulièrement lors de la présentation par le PSOE en 2006 du projet de la « Loi par laquelle sont reconnus et élargis les droits et sont établies des mesures en faveur de ceux qui ont souffert de persécution ou de violence pendant la guerre civile et la dictature » (« Ley por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura »), et plus récemment avec l' « affaire Baltasar Garzón ». Aussi, pouvons-nous reprendre les termes de Josefina Cuesta, « les débats autour de la mal nommée loi sur la mémoire historique sont le reflet des batailles pour la mémoire en Espagne » (« [L]os debates en torno de la mal llamada ley de memoria histórica reflejan el estado de las batallas por las memorias en España¹ »).

Dans ce premier chapitre, nous reviendrons tout d'abord synthétiquement, en vue d'établir un cadre chronologique, sur la naissance et le développement du mouvement de « récupération » de la mémoire historique, puis sur la « loi de mémoire historique » elle-même et les polémiques qu'elle a suscitées. Nous verrons par la suite comment la présence du « cas Puig Antich » dans la presse permet de suivre l'actualité de la question mémorielle : devenu en quelques années affaire emblématique de toutes les revendications de révision des procès du franquisme, le « cas Puig Antich » est le plus souvent cité en exemple de ces démarches juridiques. Sa figure sature, sur le double mode du paradigme et de la métonymie, les textes du corpus au sein d'un régime d'exemplarité hybride que nous tenterons de saisir en établissant une chronique à plusieurs voix.

¹ CUESTA, Josefina, « Memorias persistentes en España », *op. cit.*, p. 396.

7.1. Le processus de « récupération de la mémoire historique »

Comme nous l'avons vu², et comme cela a été à maintes fois répété, la loi d'Amnistie de 1977 a contribué à créer une situation d'impunité en Espagne. Si le consensus transitionnel sur la question mémorielle s'explique dans une très large mesure par les effets persistants de la mémoire de la Guerre civile, et notamment par la peur de voir se répéter un conflit d'envergure semblable³, « ce silence se prolongerait de manière excessive pendant les gouvernements successifs de la démocratie, qui sous différents prétextes et avec différents arguments, ont ignoré de manière délibérée la situation des victimes en même temps qu'ils se montraient peu enclins à accorder des réparations » (« [...] este silencio se prolongaría en exceso durante los sucesivos gobiernos de la democracia, que bajo diferentes argumentos y pretextos, omitieron de forma deliberada la situación de las víctimas a la par que se mostraron esquivos en sus reparaciones⁴ »). Si l'auteur de ces propos voit dans les années de Transition (qu'il circonscrit aux années comprises entre la mort de Franco et la tentative de coup d'État du 23 février 1981) la première étape de ce mouvement de « récupération de la mémoire historique » – promotion d'une historiographie importante, adoption des premières mesures, bien que limitées, de réparation, premières exhumations clandestines –, avec la victoire du PSOE en 1982 la question des victimes de la Guerre civile et de la dictature disparaît de l'agenda des principaux partis politiques. Ce n'est qu'une décennie plus tard, en 1993, qu'au cours des élections législatives le PSOE lui-mêmerompt ce silence, Felipe González n'hésitant pas à rappeler le passé franquiste de certains des dirigeants du PP pour les discréditer politiquement. La victoire du PP en 1996 marque le retour de la droite au pouvoir et de sa façon particulière d'envisager l'histoire récente de l'Espagne. Se développe notamment une pseudo-historiographie de droite⁵ qui jouit d'une formidable diffusion dans les médias⁶ et d'un soutien à demi voilé du PP. Si jusque-là, le

² Se reporter au chapitre 5 de la deuxième partie, p. 250 et suivantes.

³ Cf. notamment AGUILAR FERNÁNDEZ, Paloma, *Memoria y olvido de la Guerra Civil española*, op. cit.

⁴ GÁLVEZ BIESCA, Sergio, « El proceso de la recuperación de la “memoria histórica” en España: Una aproximación a los movimientos sociales por la memoria », dans *International Journal of Iberian Studies*, volumen 19 (1), 2006, p. 27, en ligne : <http://memoriarecuperada.ua.es/memoria-historica/recuperacion-de-la-memoria-historica/>.

⁵ À ce sujet, voir notamment : MORADIELLOS, Enrique, « Revisión histórica crítica y revisionismo político presentista: el caso español », dans CUESTA BUSTILLO, Josefina (dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Francisco Largo Caballero, 2008, p. 372-388.

⁶ Nous utilisons ici le concept de « pseudo-histoire » selon la définition qu'en donne l'historien anglais Antony Beevor : « L'une des principales branches du contre-savoir est la pseudo-histoire, dans laquelle le pseudo-historien crée sa théorie, puis pioche les éléments qui la corroborent, tout en feignant d'ignorer ou en écartant tous les faits qui contredisent la thèse ». Par ailleurs, le même auteur parle en ces termes de la fascination des médias pour ce discours pseudo-historique : « Contre-savoir et contre-histoire font aussi monter les tirages de la presse et les indices d'écoute, si bien que les patrons de presse et les dirigeants des chaînes de télévision aiment à se faire l'écho de ces théories controversées : plus elles sont controversées, plus elles les intéressent. Mais rarement ils se soucient

silence sur le passé récent, produit du consensus mémoriel établi par la Transition, a pu être synonyme d'un certain apaisement social, la recrudescence d'un discours de droite plutôt radical⁷ rappelle aux vaincus de la guerre des offenses historiques et contribue à réveiller un certain nombre de revendications latentes. Aussi,

[I]as [...] actuaciones, en concreto, las efectuadas durante la segunda legislatura del PP con mayoría absoluta entre los años 2000-2004, en campos tan sensibles como el educativo, el histórico, el cultural y concretamente en las cuestiones relacionadas con las víctimas del franquismo, generarían todo un conjunto de paralelismos históricos identificados con la dictadura franquista, que ayudaron al surgimiento de los movimientos sociales por la memoria⁸.

7.1.1. Les mouvements sociaux pour la « récupération » de la mémoire historique⁹

Si, bien que timidement, le mouvement pour la « récupération de la mémoire historique » (RMH) se met en place dès la période transitionnelle, c'est à partir du milieu des années quatre-vingt-dix qu'un grand nombre d'associations réclamant une réparation pour les victimes de la Guerre civile et du franquisme fleurissent. Dans la presse, quelques journalistes commencent également à s'en faire l'écho, et à dénoncer une situation qu'ils jugent intenable. Ainsi, par exemple, à l'occasion de l'approbation par le gouvernement d'une loi¹⁰ d'aide aux victimes du

de montrer que ce sont de pures inepties. Cela gâcherait l'histoire. » BEEVOR, Antony, « La fiction et les faits. Les périls de la "faction" », *Le Débat*, n°165, 2011/3, p. 26-40, citation p. 38, <http://www.cairn.info/revue-le-debat-2011-3-page-26.htm>, consulté le 08/04/2012.

⁷ Sur la gestion de la « mémoire historique » et ses usages par le PP, voir : HUMLEBÆK, Carsten, « Usos políticos del pasado reciente durante los años de gobierno del PP », *Historia del presente*, n°3, 2004, p. 157-167, en ligne : <http://historiadelpresente.es/sites/default/files/revista/articulos/3/310usospoliticospdelpasadorecientedurantelosanosdegobiernodelpp.pdf>.

⁸ GÁLVEZ BIESCA, Sergio, « El proceso de la recuperación de la "memoria histórica" en España: Una aproximación a los movimientos sociales por la memoria », *op. cit.*, p. 34.

⁹ En guise de contextualisation, nous proposons ici un résumé extrêmement succinct de cette question, qui a déjà été longuement étudiée. Pour plus de détails sur les mouvements sociaux pour la « récupération » de la mémoire historique nous renvoyons donc, notamment, à : GÁLVEZ BIESCA, Sergio, « El proceso de la recuperación de la "memoria histórica" en España: Una aproximación a los movimientos sociales por la memoria », *op. cit.* ; à GÁLVEZ, Sergio (coord.), « Dossier. Generaciones y memoria de la represión franquista: un balance de los movimientos por la memoria », *HISPANIA NOVA. Revista de Historia Contemporánea*, n°6 et n°7, 2006 et 2007, <http://hispanianova.rediris.es/6/dossier.htm> et <http://hispanianova.rediris.es/7/dossier.htm>. Voir également YUSTA RODRIGO, Mercedes, « ¿"Memoria versus justicia"? La "recuperación de la memoria histórica" en la España actual », *Amnis* [en ligne], 2, 2011, <http://amnis.revues.org/1482> ; YUSTA RODRIGO, Mercedes, « La "recuperación de la memoria histórica", ¿una reescritura de la historia en el espacio público? (1995-2005) », *Revista de Historiografía*, n° 9, 2008, p. 105-117 ; ou encore, CUESTA, Josefina, « Memorias persistentes en España », *op. cit.*

¹⁰ « Ley 32/1999, de 8 de octubre de 1999, de Solidaridad con las víctimas del terrorismo », *BOE* n°242, 09 octobre 1999, p. 36050-36052, http://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1999-20063, dont l'objectif est résumé en une ligne dans l'article premier : « Mediante la presente ley, el Estado rinde testimonio de honor y reconocimiento a quienes han sufrido actos terroristas y, en consideración a ello, asume el pago de las indemnizaciones que le son debidas por los autores y demás responsables de tales actos. »

terrorisme¹¹, le 9 octobre 1999, Salvador López Arnal¹² écrit dans le courrier des lecteurs d'*El País*¹³ un billet dénonçant les « oublis » flagrants de cette loi qui établit en creux un traitement juridique à deux vitesses :

¿Serán también damnificados los familiares de Salvador Puig Antich? ¿Se tendrán en cuenta igualmente los familiares o amigos de los cinco últimos asesinatos del franquismo? ¿Olvidaremos a los familiares de los trabajadores y trabajadoras o estudiantes asesinados y torturados por el franquismo por defender libertades de expresión o de asociación o estatutos de autonomía? La muerte de Grimau es anterior a 1968, pero ¿significa que deba ser arrojado su recuerdo a las cenizas de nuestro olvido? ¿No ha aprobado recientemente nuestro Parlamento una proposición en la que se reconocía el carácter ilegítimo de la sublevación militar contra las instituciones democráticas de la II República? ¿No es esto también terrorismo, no fue terrorismo de Estado?

Cependant, c'est réellement à compter des années deux-mille que nous assistons à un véritable boom dans la création d' « associations pour la mémoire » au sein d'un phénomène « où se rejoignent le politique, le culturel, l'historiographique et spécialement l'humain » (« [...] en donde confluye lo político, lo cultural, lo historiográfico y especialmente lo humano¹⁴ ». Dans la chronologie de cette recrudescence du mouvement associatif pour la mémoire, un événement a connu un énorme impact médiatique et symbolique. Il s'agit de l'exhumation réalisée en septembre 2000 à Priaranza del Bierzo (dans la province de León) par un ensemble de personnes qui fondent, sur l'initiative du journaliste Emilio Silva Barrera¹⁵, l'association ARMH (*Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica*). À l'image de celle-ci, « [p]lus d'une centaine de plateformes similaires très présentes sur internet se sont développées et ont obligé les pouvoirs publics à se définir par rapport à la politique de la mémoire mise en place officiellement depuis la Transition¹⁶ ».

¹¹ La loi prévoit ainsi d'indemniser « Las víctimas de actos de terrorismo o de hechos perpetrados por persona o personas integradas en bandas o grupos armados o que actuaran con la finalidad de alterar gravemente la paz y seguridad ciudadana » (art. 3.1), et précise que « Sólo serán indemnizables los daños físicos o psicofísicos sufridos por tales víctimas siempre que los actos o hechos causantes hayan acaecido entre el 1 de enero de 1968 y la fecha de entrada en vigor de esta Ley » (art. 2.2).

¹² Salvador López Arnal est enseignant-tuteur de mathématiques de l'UNED (l'Université à distance) et enseignant d'informatique à l'*Institut Puig Castellar* de Santa Coloma de Gramanet (Barcelone). Il écrit régulièrement dans *El Viejo Topo*, *Rebelión*, *Español Marx* et *Sin Permiso*.

¹³ LÓPEZ ARNAL, Salvador, « Los olvidados », *El País*, 28/09/1999.

¹⁴ GÁLVEZ BIESCA, Sergio, « El proceso de la recuperación de la “memoria histórica” en España: Una aproximación a los movimientos sociales por la memoria », *op. cit.*, p. 34.

¹⁵ Sur le travail de localisation et d'exhumation des fosses communes réalisé par l'ARMH, voir : SILVA BARRERA, Emilio et MACÍAS, Santiago, *Las fosas de Franco. Los republicanos que el dictador dejó en las cunetas*, Madrid, Temas de Hoy, 2003. Sur la question, voir également : SILVA BARRERA, Emilio, *Las fosas de Franco. Crónica de un desagravio*, Madrid, Temas de Hoy, 2005. Dans cet ouvrage, le journaliste retrace l'histoire de son grand-père et de douze autres personnes assassinés par des phalangistes pendant la Guerre civile, qui ont été retrouvés dans une fosse commune.

¹⁶ GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, « “Récupération de la mémoire” et législation en Espagne. Chronique des controverses politiques et académiques », dans *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 10.

À ce jour, les associations les plus importantes¹⁷ jouissent d'une représentation sur l'ensemble du territoire espagnol, mais il existe parallèlement des centaines de groupements dont les compétences s'exercent tant au niveau local que régional¹⁸. Sergio Gálvez Biesca en propose une typologie articulée autour de quatre approches distinctes : 1/ les associations ayant une approche globale ; 2/ celles qui travaillent à la réhabilitation de la mémoire d'un groupe déterminé de victimes ; 3/ celles qui s'intéressent principalement à la conservation des lieux de mémoire ; 4/ enfin, les associations ou fondations portées sur l'étude ou la recherche de l'histoire de la II République et de la Guerre civile. Mais, cette multiplicité d'associations recouvre également de nombreux désaccords sur les stratégies d'action à adopter¹⁹ même si, d'après l'auteur, elles se retrouvent autour de cinq principales revendications communes : 1/ promotion d'initiatives institutionnelles pour la reconnaissance et la réparation morale, juridique et économique de toutes les victimes de la Guerre civile et du franquisme ; 2/ annulation de tous les procès – civils et militaires – ; 3/ recherche d'une solution définitive sur la question des fosses communes du franquisme ; 4/ élimination de la nomenclature et des symboles franquistes ; 5/ proposition de création d'un fonds d'archives de la Guerre civile et de la dictature qui réunirait l'ensemble des documents (publics, privés, militaires, ecclésiastiques) ayant trait à la répression.

Malgré l'ambition affichée d'embrasser l'ensemble de la période (1936-1975), ces associations déploient principalement leurs activités, du moins dans un premier moment, autour des événements de la Guerre civile et des premières années du franquisme – jusqu'aux années quarante. Cela peut s'expliquer essentiellement par un impératif pressant : le besoin impérieux de « récupérer » la mémoire d'une génération vouée à disparaître dans les prochaines années. Ce n'est que plus tardivement, notamment avec la judiciarisation de la question mémorielle, que les dernières années du franquisme vont être abordées de façon plus systématique, en particulier en rapport avec la problématique de la répression, nous le verrons plus avant.

¹⁷ Pour exemples : la *Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica* (2001), la AGE (1997), la *Asociación de Amigos de las Brigadas Internacionales* (1995), la *Asociación de Descendientes del Exilio Español* (2002), ou le *Foro por la Memoria* (2002), les deux premières occupant une position largement hégémonique.

¹⁸ Une étude de ces mouvements dans la région de Murcie dans : SERRANO MORENO, Juan Enrique, « Los movimientos de recuperación de la memoria histórica en la región de Murcia », conférence prononcée lors du « IX Congreso de la AECPA (*Asociación Española de Ciencia Política y de la Administración*). “Repensar la democracia: inclusión y diversidad” », Malaga les 23, 24 et 25 septembre 2009, PDF de la conférence en ligne : http://www.aecpa.es/uploads/files/congresos/congreso_09/grupos-trabajo/area04/GT01/13.pdf.

¹⁹ Sur les nombreux conflits et polémiques à l'intérieur du « mouvement pour la récupération de la mémoire historique » voir notamment : YUSTA RODRIGO, Mercedes, « ¿“Memoria versus justicia”? La “recuperación de la memoria histórica” en la España actual », *art. cit.*

Suite aux nombreuses demandes et initiatives portées, entre autres, par ces associations²⁰, et avec le retour au gouvernement des socialistes²¹, l'Assemblée approuve le 1^{er} juin 2004 la « Proposition de Loi sur la reconnaissance des victimes de la Guerre Civile et du Franquisme » (« Proposición no de Ley sobre el reconocimiento de las víctimas de la Guerra Civil y del Franquismo »). Trois mois plus tard, le 10 septembre 2004, le Décret Royal 1891/2004 par lequel est créée la « Commission Interministérielle pour l'étude de la situation des victimes de la Guerre civile et du franquisme²² », était adopté.

7.1.2. La « Loi de mémoire historique » et ses polémiques

Le projet de promulguer une « Loi de mémoire » est à comprendre, avant tout, dans le cadre d'une entreprise d'apaisement de la situation sociale et politique, particulièrement crispée autour de l'interprétation du passé récent : « Il s'agissait non seulement de récupérer cette mémoire historique, jusque-là réprimée ou non reconnue par les pouvoirs publics, mais également que cette récupération serve pour entreprendre un nouveau processus de réconciliation nationale²³. » Cependant, si le projet de loi est approuvé par le Conseil des Ministres le 28 juillet 2006, cela ne se fait qu'après une série de débats houleux, à maintes reprises reportés tant la controverse est vivace.

²⁰ Mais également, pendant les deux mandats de José María Aznar, par une opposition qui n'a eu de cesse de faire pression sur le gouvernement.

²¹ González Calleja rappelle que ce n'est qu'avec le retour au pouvoir du PSOE en 2004 que la politique de réhabilitation de la mémoire des victimes du franquisme a été relancée, puisque « [d]ans sa seconde étape, le gouvernement d'Aznar a rejeté plus de 25 initiatives parlementaires condamnant implicitement ou explicitement le coup d'État de juillet 1936 ». GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, « “Récupération de la mémoire” et législation en Espagne. Chronique des controverses politiques et académiques », *op. cit.*, p. 10-11.

²² « Real Decreto 1891/2004, de 10 de septiembre, por el que se crea la Comisión Interministerial para el estudio de la situación de las víctimas de la guerra civil y del franquismo », *BOE* n°227, 20 septembre 2004, <<http://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2004-16360>>.

Pour plus de renseignements sur le travail de cette commission, voir notamment : CUESTA BUSTILLO, Josefina, « Memorias persistentes en España », dans CUESTA BUSTILLO, Josefina (dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Francisco Largo Caballero, 2008, p. 393-395.

²³ GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, « “Récupération de la mémoire” et législation en Espagne. Chronique des controverses politiques et académiques », *op. cit.*, p. 11. Se référant à la « Loi sur la mémoire historique », Géraldine Galeote parle quant à elle de « tentative avortée de réconciliation nationale », GALEOTE, Géraldine, « Les liens étroits entre droit et mémoire historique : les cas de la loi d'amnistie et de la “loi sur la mémoire historique” », dans *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 21.

a) *Un projet qui divise*

En effet, la polémique mémorielle se fait sentir à plusieurs niveaux : dans les sphères politiques mais également scientifiques, artistiques et civiles. Elle se manifeste notamment lors des discussions sur le projet de loi au Parlement. De façon schématique, nous pouvons dire que deux postures majeures émergent assez rapidement : d'un côté, nous retrouvons les partisans d'une loi mémorielle²⁴. De l'autre, les détracteurs du projet, qui considèrent qu'une « Loi de mémoire » ne fera que rouvrir d'anciennes blessures – que l'avènement de la démocratie avait fermées.

Les positions au sein du premier camp sont, cependant, loin d'être homogènes. D'aucuns considèrent que le projet présenté est satisfaisant puisqu'il accomplit l'objectif de reconnaître publiquement toutes les victimes de la Guerre civile et du franquisme. Ce courant majoritaire²⁵ a son pendant dans la société civile, ou encore dans le champ artistique, comme l'illustre par exemple l'éclosion de ladite littérature mémorielle. Nous assistons en effet dans ces années-là à une véritable explosion d'une littérature fictionnelle – mais aussi scientifique – qui tend à renvoyer dos à dos les deux camps opposés lors de la Guerre civile, ce qui ne va pas sans une tendance à l'homogénéisation mettant les victimes sur un pied d'égalité. L'exemple majeur de cette tendance est le roman *Soldados de Salamina* de Javier Cercas, paru en 2001, et dont la publication est le symbole convenu de ce boom éditorial et générique. Cette littérature contribue à construire le grand récit de la démocratie comme résultat de la conjonction des luttes antifranquistes et de l'évolution vers des positions progressistes et démocrates d'une partie de l'élite franquiste elle-même, répartissant symétriquement et à parts égales la responsabilité du conflit « fratricide », et le « mérite » de l'avènement de la démocratie. Georges Tyras explique notamment à quel point des romans comme le « récit réel » de Javier Cercas constituent une transposition à la littérature de la théorie historiographique des « cinquante pour cent »²⁶.

D'autres estiment que cette loi est nécessaire mais limitée et insuffisante par rapport aux revendications de mémoire initialement formulées par les associations ; tandis qu'un dernier pan la condamne résolument et la qualifie même de « Loi d'impunité objective » (« Ley de

²⁴ Une étude détaillée des différentes postures face au projet de loi et à la loi elle-même dans : CUESTA BUSTILLO, Josefina, « Memorias persistentes en España », *op. cit.*, p. 397-410.

²⁵ Ce serait, d'après l'historien Julio Aróstegui, le secteur aligné sur les positions du gouvernement socialiste depuis 2004, ARÓSTEGUI, Julio, « Memorias, historias y confrontaciones. Los conceptos y el debate », dans Josefina CUESTA (Dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Francisco Largo Caballero, 2008, p. 35.

²⁶ TYRAS, Georges, « Rafael Sánchez Mazas ou la sale mine du "récit réel" (sur *Les soldats de Salamine* de Javier Cercas) », *Témoigner entre histoire et mémoire. Revue pluridisciplinaire de la Fondation Auschwitz*, n°102, janvier-mars 2009, p. 55-69.

impunidad objetiva ») considérant qu'elle ne fait qu'entériner la Loi d'Amnistie de 1977²⁷ (envisagée comme une forme de « loi de point final ») :

Otro sector es el que podríamos llamar *maximalista*: debe reformarse la visión del pasado y debe practicarse una política de la memoria mucho más decidida y distinta de la que se propone. Los hechos represivos deben ser sencillamente anulados por vías jurídicas, practicar una política decidida sobre las ilegitimidades del pasado, y satisfacer todas las reivindicaciones de diverso género mantenidas por las víctimas del franquismo²⁸.

Ce dernier secteur considère en outre qu'une vraie reconnaissance des victimes ne peut se faire qu'en les réinscrivant dans la tradition militante à laquelle elles appartenaient – tradition le plus souvent niée –, et en réhistoricisant leur trajectoires. Il s'agit de considérer la mémoire comme une réminiscence du passé dans le présent. En effet, cette remémoration des victimes oubliées, de leurs luttes et de leurs idées, serait à même d'apporter un élément nouveau à la connaissance du passé, éclairant ce faisant le présent, et capable, partant, d'orienter les décisions futures. Par exemple, lors d'une conférence prononcée en 2003 à l'occasion de la quatrième édition des journées sur les maquis à Santa Cruz de Moya (Cuenca), le président du « Foro por la Memoria », José M^a Pedreño Gómez, définissait ainsi le « mouvement pour la récupération de la mémoire » :

Necesitábamos una definición sobre lo que es, realmente, la Recuperación de la Memoria Histórica, y la base de esta definición se encuentra en la acción social, cultural y política realizada hasta la fecha. Hoy, ya podemos decir que, la Recuperación de la Memoria Histórica, es un movimiento socio-cultural de izquierdas, nacido en el seno de la sociedad civil, para divulgar, de forma rigurosa, la historia de la lucha contra el fascismo y sus protagonismos, con el objetivo de que se haga justicia y *recuperar referentes para luchar por los derechos humanos y construir la izquierda en el siglo XXI*. [...] Sin una creciente politización (*entendida como aportación ideológica*), a la hora de acometer el trabajo, en vez de llevarnos a vencer el sentimiento franquista [...], nos puede llevar a un nuevo pacto social, respecto a este problema. Esto nos pondría en una situación en la que las víctimas del franquismo sean reconocidas de forma individualizada y no colectiva. Estaríamos haciendo justicia con las personas (primer objetivo que nos debemos marcar) pero no con sus pensamientos políticos que, al fin y al cabo, son los que les llevaron a la muerte, la cárcel o el exilio, tampoco estaríamos haciendo justicia con la sociedad española y, ni mucho menos, con las organizaciones de izquierda que impulsaron la lucha antifascista²⁹.

²⁷ Voir à ce sujet : YUSTA RODRIGO, Mercedes, « ¿“Memoria versus justicia”? La “recuperación de la memoria histórica” en la España actual », *op. cit.* Mercedes Yusta analyse les différences entre les diverses associations en faisant attention aux différents types de mémoire qu'elles défendent et/ou représentent : c'est-à-dire en termes de divergences politiques et sociologiques. Elle parle ainsi de « mémoire politique » et de « mémoire familiale » pour se référer aux deux grandes postures qui se dessinent à l'intérieur du monde associatif mémoriel.

²⁸ ARÓSTEGUI, Julio, « Memorias, historias y confrontaciones. Los conceptos y el debate », *op. cit.*, p. 35.

²⁹ PEDREÑO GÓMEZ, José M^a, « Definición y objeto de la recuperación de la memoria histórica. Balance de un frente de lucha », conférence prononcée dans le cadre des « IV Jornadas el maquis en Santa Cruz de Moya. Crónica rural de la guerrilla española. Memoria histórica viva », qui ont eu lieu les 2, 3 et 4 octobre 2003 à Santa Cruz de Moya. En ligne : http://www.lagavillaverde.org/centro_de_documentacion/materialesIV/pedreno.htm. nous soulignons.

C'est la considération des victimes et de leur histoire en tant que véritable apport épistémologique que ce courant mémoriel défend.

Par ailleurs, le second camp est composé, d'après l'historien Julio Aróstegui, par

[...] un sólido bloque [...] que representa la opinión conservadora española ligada a la derecha política que se opone a todo tratamiento público que signifique una reconsideración del pasado conflictivo español y que represente reconocimientos nuevos de ninguna culpabilidad o responsabilidad o auxilio a los descendientes de las víctimas³⁰.

Cependant, ce bloc n'est pas non plus homogène : si certains craignent que la « Loi de mémoire » vienne rouvrir les blessures que la Transition « modèle » aurait refermées, d'autres crient au revanchisme et à la manipulation historique. Aussi, dès l'approbation de la loi, l'aile la plus radicale de ce groupe n'hésite pas à dénoncer ce qu'elle appelle « une falsification évidente de notre histoire aggravée par la volonté de l'imposer par loi » (« una clara adulteración de nuestra historia agravada por la pretensión de imponerla por ley³¹ »), et à créer, sous l'appellation « l'autre mémoire historique³² » (« la otra memoria histórica »), un courant pseudo-historiographique censé rétablir la « Vérité historique³³ ».

Au niveau politique, lors des discussions au Parlement³⁴, la proposition de loi rencontre deux oppositions majeures : celle du PP qui considère que la loi ne fera que raviver de vieilles divergences en mettant en danger le pacte transitionnel ; celle d'ERC et d'IU-ICV (*Izquierda Unida-Iniciativa per Catalunya Verds*), qui jugent la loi inadmissible puisqu'elle n'envisage pas d'annuler les jugements du franquisme – revendication centrale des mouvements sociaux pour la mémoire. Malgré des entraves non négligeables, le PSOE parvient finalement à négocier

³⁰ ARÓSTEGUI, Julio, « Memorias, historias y confrontaciones. Los conceptos y el debate », *Op. cit.*, p. 34.

³¹ MOA, Pío, « Manifiesto. Por la verdad histórica », *Libertad digital*, 06/11/2007, <http://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/por-la-verdad-historica-40283/>.

³² Ce courant pseudo-historiographique dispose d'un site web, où il se présente en ces termes : « “La otra memoria”. Se abre este espacio con la voluntad expresada por muchos navegantes de disponer de un espacio donde poder exponer su propia Recuperación de la Memoria Histórica sobretodo [sic] en tiempos en los que el brazo ejecutor y por imperativo legal ha comenzado la destrucción de nuestra memoria, la de todos los españoles [...] ». <http://www.1936-1939.com/?page_id=406>. Deux ouvrages représentatifs de ce courant : SALAS, Nicolás, *La otra memoria histórica: 500 testimonios gráficos y documentales de la represión marxista en España (1931-1939)*, Cordoue, Almuzara, 2006 ; MIR, Miquel et SANTAMARÍA, Mariano, *La otra memoria histórica. Últimas investigaciones sobre las persecuciones y ejecuciones en la España republicana durante la Guerra Civil*, Madrid, Nowtilus, 2011.

³³ Cf. *L'Asociación para la divulgación de la verdad histórica*, dont l'éloquent sous-titre est : « La realidad objetiva frente a la desmemoria histórica, subjetiva, sectaria y parcial », <http://divulgacion-historica.blogspot.fr/>.

³⁴ Pour plus de renseignements, se reporter au site du Gouvernement consacré à la « mémoire historique », et notamment à la transcription des débats parlementaires : <http://www.memoriahistorica.gob.es/LaLey/enlaces/DebatesParlamentarios.htm>.

la loi avec IU-ICV et les autres groupes parlementaires, emportant leur adhésion. La loi est finalement approuvée en décembre 2007³⁵.

b) Quelques acquis et de nombreux oublis

La « loi de mémoire » établit en substance six dispositions principales :

- La reconnaissance du caractère « injuste de toutes les condamnations, sanctions et de toutes les formes de violences personnelles » subies pendant la Guerre civile et le franquisme (art. 2.1), et la déclaration d' « illégitimité » des tribunaux franquistes et des sentences qu'ils ont dictées (art. 3). La loi prévoit également d'élargir les aides économiques aux victimes du franquisme et à leur famille (art. 5-9), et inclut en outre dans les bénéficiaires de ces aides les familles des « personnes mortes pour la défense de la démocratie pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier 1968 et le 06 octobre 1977 » (art. 10).
- Une aide de la part de l'administration publique aux particuliers pour la localisation des fosses communes, et une aide à l'identification et à l'éventuelle exhumation des victimes de la répression franquiste (art. 11-14).
- Le retrait de tout symbole franquiste de l'espace public, sauf dans les cas où « seraient réunies des raisons artistiques, architecturales ou artistico-religieuses protégées par la loi » (« [...] concurrían razones artísticas, arquitectónicas o artístico-religiosas protegidas por la ley ») – art. 15.2.
- La dépolitisation du *Valle de los Caídos* et l'interdiction d'y réaliser des « cérémonies exaltant la Guerre civile, ses protagonistes, ou le franquisme » (art. 16).
- L'octroi de la nationalité espagnole aux volontaires ayant intégré les Brigades Internationales (art. 18), ainsi qu'aux enfants et petits-enfants des exilés espagnols (septième disposition additionnelle).
- La création du « Centre de Documentation de la Mémoire Historique et des Archives Générales de la Guerre Civile » (art. 20-22).

Malgré ces acquis certains, plusieurs critiques sont formulées dès son approbation. Ainsi, on a pu reprocher à la loi de « privatiser la mémoire des victimes³⁶ », de privilégier sa dimension individuelle, puisque les pouvoirs publics ne prennent pas en charge directement les tâches de

³⁵ « Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas a favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura », *BOE*, n°310, 27 décembre 2007, p. 53410-53416.

³⁶ GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, « “Récupération de la mémoire” et législation en Espagne. Chronique des controverses politiques et académiques », *op. cit.*, p. 13.

localisation des fosses communes et d'exhumation, et ne fournissent aux familles que les moyens de les réaliser. Mais c'est surtout la non annulation des jugements qui suscite le désaccord : si la loi déclare illégitimes et injustes les sentences prononcées par les tribunaux franquistes, la possibilité d'annuler les sentences a été écartée en alléguant que cela supposerait une rupture de l'ordre légal établi par la Constitution³⁷. Aussi, pour certains :

El proyecto no salda definitivamente una asignatura pendiente. Representa un paso más en una política parcial de la memoria, que se sumaría al conjunto de normas establecidas desde 1976 y que no parece ver el final, pues no supera las bases propuestas entonces; una memoria sin juicio y sin justicia para los autores de los daños. Sin revisión de los juicios impuestos por la violencia del Estado, lo que hace que sea definida por algunas organizaciones de derechos humanos como Ley de impunidad³⁸.

C'est tout particulièrement au prisme de la polémique suscitée par la « Loi de mémoire historique » que le MIL, à travers le cas de Puig Antich, va désormais être appréhendé par la presse³⁹ – et principalement par *El País*. Plus précisément, c'est au voisinage de la problématique de l'annulation ou la non annulation des sentences franquistes que le nom de Puig Antich fait son apparition.

Le 20 avril 2005, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Julián Grimau, le journaliste et essayiste Eduardo Haro Tecglen aborde frontalement dans un article d'opinion d'*El País* la question de la révision des procès militaires :

La intención del fiscal general de que se revisen los juicios militares del franquismo es loable. Pero serían años y años de revisiones: puede haber más de cien mil, sin contar el asesinato directo o lo que se llamaba en las partidas “defunción por hechos de guerra”: aun cuando no había guerra. Hoy, 20 de abril, es el aniversario del fusilamiento de Julián Grimau [...]. El ministro de Información era Manuel Fraga Iribarne, que también había firmado con Franco y los demás la sentencia de muerte; debía tener razón, porque hoy es presidente democrático de Galicia. Ah, hubo más fusilamientos políticos, y garrote vil para los comunes (delito común para ellos: el anarquismo), por el que el inocente Puig Antich fue agarrado: 1974. Franco estaba muriéndose, pero lo mandó. Por eso me pregunto qué va a hacer el fiscal general con los tribunales que condenaron, con los ministros que firmaron y los militares que ejecutaron. [...] Probablemente se podría hacer una sola ley anulando todas las sentencias cumplidas durante la guerra y después de ella, pero probablemente muchos dirían que no hay que remover posos. El mismo PP, fundado por el mismo Fraga: él, hace sólo seis años (1999) se alzó (“Grave error”, dijo) contra la condena

³⁷ Pour une analyse détaillée du contenu de la Loi voir, entre autres : MARTÍN PALLÍN, José Antonio et ESCUDERO ALDAY, Rafael (éds.), *Derecho y memoria histórica*, Madrid, Trotta, 2008 ; ARANGÜENA Fanego, Coral, « La Ley de Memoria histórica y sus limitaciones: una visión desde la óptica del Derecho procesal », dans TAMARIT SUMALLA, Josep (coord.), *Justicia de transición, justicia penal internacional y justicia universal*, Barcelone, Atelier, 2010, p. 119-142 ; GALEOTE, Géraldine, « Les liens étroits entre droit et mémoire historique : les cas de la loi d'amnistie et de la “loi sur la mémoire historique” », dans *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 21-24.

³⁸ CUESTA, Josefina, « Memoria persistentes en España », *op. cit.*, p. 396.

³⁹ Pour une étude plus large sur le traitement par la presse des applications de la « loi de mémoire historique », voir : CHAPUT, Marie-Claude et TAILLOT, Allison, « Le franquisme face à la justice », dans *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 39-48.

por el Congreso del “golpe fascista militar contra la legalidad republicana”. Nadie ha propuesto que restituya aquella legalidad, aquella Constitución. Aquella República⁴⁰.

Connu pour son engagement résolument de gauche⁴¹, le journaliste pointe ici à la fois la nécessité et les difficultés d’une annulation totale des peines franquistes : ces entraves tiennent essentiellement, d’après lui, aux potentielles conséquences politiques d’une remise en cause du pacte transitionnel, qui risquerait d’ouvrir la boîte de Pandore d’une démocratie dont les fondements se sont établis dans la continuité du régime antérieur.

Puis, le nom de Puig Antich apparaît à nouveau dans la presse en lien avec les débats qui se tiennent à l’Assemblée autour de la « Loi de mémoire ». Rapportant les négociations qui ont lieu entre le Gouvernement socialiste et IU-ICV, un article d’*El País* du 27 septembre 2007⁴² indique clairement quels sont les deux points les plus polémiques du projet de loi. Il évoque les différentes conceptions en lice de ce que doit être une politique publique de la mémoire. D’une part, la controverse se cristallise autour de l’article 2 du projet, et notamment de la question de la reconnaissance de tous ceux qui auraient subi des violences « quels que soient le camp ou la zone où il se trouvaient » :

IU-ICV ya ha logrado varios avances: primero, retirar el artículo 2.1, que declara el carácter injusto de las condenas en la Guerra Civil y en la dictadura, una frase muy polémica: “Cualquiera que fuera el bando o la zona en la que se encontraran quienes las padecieron”. [...] A cambio, CiU ha logrado incorporar al inicial “por razones políticas o ideológicas” las “de creencia religiosa”, para condenar también el terror contra los católicos en la zona republicana. Pero ya no se equiparan los dos bandos, uno sujeto a la legalidad democrática y el otro golpista, como pedía IU-ICV.

D’autre part, c’est la question de l’interprétation juridique de la loi qui est au cœur du débat. Si IU-ICV a réussi à incorporer une déclaration d’illégitimité de tous les procès franquistes et a obtenu la dérogation de toutes les lois répressives du franquisme, elle demande en outre :

[...] garantías de que este texto, que dio un vuelco a la ley, pueda servir como prueba ante los tribunales para quienes quieren revisar sus procesos (el Supremo ha rechazado uno tras otros casos como el del comunista Julián Grimau o el anarquista Puig Antich). [...] IU-ICV ha renunciado a la anulación de todos los juicios por ley, que es lo que pedía en un principio y el Gobierno rechazó de plano, pero busca una vía intermedia. El acuerdo está cada vez más cercano.

Quelques semaines plus tard, le 18 octobre 2007, *El País* publie un long reportage qui analyse les principaux points problématiques et épineux du projet de loi « de reconnaissance des victimes du franquisme », pour reprendre l’expression des journalistes. L’article revient encore

⁴⁰ HARO TECGLÉN, Eduardo, « Algunos muertos », *El País*, 20/04/2005.

⁴¹ Il se qualifiait lui-même de « rouge », reprenant ainsi à son compte le vocable employé par le franquisme pour désigner l’ennemi politique. Voir à ce sujet : MIRET MAGDALENA, Enrique, « Eduardo Haro Tecglén, el último rojo », *El País*, 28/10/2005.

⁴² CUÉ, Carlos. E. et DíEZ, Anabel., « IU-ICV y el Gobierno tratan de amarrar la Ley de Memoria », *El País*, 27/09/2007.

une fois sur la question de la déclaration d'illégitimité des procès franquistes, et expose ici plus clairement dans quelle mesure celle-ci pourrait être utilisée juridiquement par ceux qui souhaitent demander la révision d'une de ces sentences :

¿Qué consecuencias tiene declarar ilegítimos los juicios franquistas? Es el corazón del debate. Los juristas no se ponen de acuerdo. El texto deroga todas las leyes represivas del franquismo, que aunque no están vigentes –desaparecieron con la Constitución– son utilizadas por los jueces del Supremo como argumento para rechazar una tras otra todas las peticiones de revisión de sentencias franquistas –la última la del anarquista Puig Antich, ejecutado a garrote vil en 1974. Era la ley vigente entonces, dicen las sentencias del Supremo. La ley declara ilegítimos los juicios y en la exposición de motivos dice para qué: “Se subraya, así, de forma inequívoca, la carencia actual de vigencia jurídica de aquellas disposiciones y resoluciones contrarias a los derechos humanos [...] con el doble objetivo de proclamar su formal expulsión del ordenamiento jurídico e impedir su invocación por cualquier autoridad administrativa y judicial”. Serán los jueces del Supremo quienes decidan cómo interpretan la ley. Pero hasta el PSOE admite que quien quiera revisar un caso puede al menos acudir al tribunal con esta ley en la mano, algo que antes no tenía, y apelar a ella⁴³.

Pratiquement un an après l'approbation de la « Loi de mémoire », cette question revient sur le devant de la scène journalistique, la presse rapportant un nouvel épisode dans le processus de reconnaissance des victimes du franquisme. En effet, dans un article du 03 septembre 2008, est annoncé dans *El País*⁴⁴ que le Gouvernement a prévu d'appliquer l'article 4 de la loi qui porte sur la création d'une « déclaration solennelle de réparation et de reconnaissance personnelle » pour toutes les victimes de la Guerre civile et du franquisme, un document qui doit être délivré par le Ministère de la Justice :

Para muchos represaliados supervivientes –ya muy ancianos en su mayoría– y sobre todo para los familiares de los asesinados, el reconocimiento oficial de lo injusto de su condena, aunque no implique ninguna compensación económica –la ley las excluye– es importante. Al contrario de lo que sucedió en otras dictaduras, la Transición española se realizó sin ruptura legal con el régimen anterior, de manera que, por ejemplo, la sala de lo Militar del Tribunal Supremo rechaza sistemáticamente la revisión de juicios sumarísimos del franquismo, realizados sin ninguna garantía legal, porque considera que se realizaron según la legalidad vigente y por tanto son legítimos. Las familias de Julián Grimau o Salvador Puig Antich se han topado con este muro.

Cependant, cette reconnaissance officielle n'équivaut pas à l'annulation des peines, ce que réclament ardemment la plupart des associations de « récupération » de la mémoire.

Aussi, malgré la promulgation et l'application de la loi, les polémiques continuent de se succéder, nourries notamment par les partis se situant à la gauche du PSOE (en particulier ERC) qui considèrent que la loi approuvée est très insuffisante et veulent en élargir le champ

⁴³ CUÉ, Carlos E. et DÍEZ, Anabel, « Claves para entender una ley histórica », *El País*, 18/10/2007.

⁴⁴ CUÉ, Carlos E. et JUNQUERA, Natalia, « Justicia tiene listo el reglamento para reconocer a las víctimas del franquismo », *El País*, 03/09/2008.

d'application. C'est ce que rapporte *El País* du 21 novembre 2008⁴⁵. Un article affirme ainsi qu'ERC veut proposer une loi défendant

[...] la ilegalización de todos los tribunales franquistas y la anulación de todas sus sentencias; la reposición del patrimonio de los republicanos expoliados; que puedan acceder a las ayudas las familias de los represaliados o fusilados antes de 1968, como Julián Grimau, y los miembros de organizaciones armadas como Salvador Puig Antich, militante anarquista ejecutado en 1974, y que se reconozca la II República como un Estado "precursor" de la democracia actual. Se propone que el día 14 de abril, aniversario de la República, sea declarado Día de la Memoria Histórica.

De tous les extraits susmentionnés, il ressort que le « cas Puig Antich » est déjà cité, à côté de celui de Julián Grimau, comme exemple phare des revendications, jusqu'à présent non entendues, de révision des procès du franquisme, une fonction qu'il occupera de façon croissante, nous le verrons par la suite.

7.1.3. L' « affaire Baltasar Garzón »

À la polémique suscitée par l'élaboration et l'approbation de la « Loi de mémoire historique » vient s'ajouter plus récemment celle qu'a occasionnée la mise au ban du juge Baltasar Garzón.

En effet, en octobre 2008, plusieurs associations pour la mémoire et plusieurs familles de victimes de la répression déposent une plainte auprès de l'*Audiencia Nacional* pour dénoncer les disparitions qui ont eu lieu pendant la dictature. Le juge Garzón se déclare compétent pour enquêter sur ces disparitions du franquisme, qu'il envisage comme étant des crimes contre l'humanité⁴⁶. C'est d'ailleurs également l'avis de l'ONU⁴⁷. Cet événement indique une évolution dans le mouvement de la « récupération » de la mémoire historique des vaincus : si dans un premier moment, « [v]ouloir récupérer leur mémoire, c'est vouloir concurrencer dans l'espace public un imaginaire dominant en réhabilitant à la fois les parcours individuels et un héritage politique, celui de la Seconde République⁴⁸ », il semblerait qu'à partir de l'année 2008, et dans une très large mesure pour pallier les insuffisances de la loi de 2007, les exigences

⁴⁵ GAREA, Fernando et GONZÁLEZ, Miguel, « Zapatero elogia el olvido en pleno debate sobre la memoria histórica », *El País*, 21/11/2008.

⁴⁶ Selon lui, les crimes commis en Espagne relèvent de crimes contre l'humanité et sont, en ce sens, imprescriptibles. Aussi, ils tombent sous la juridiction universelle, et ni la loi d'Amnistie de 1977, ni la loi de 2007 ne sauraient empêcher l'ouverture d'une enquête.

⁴⁷ Voir : <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=27568#.VEboIhbvz9s>, consulté le 20/09/2014.

⁴⁸ BABY, Sophie, « Vérité, justice, réparation : de l'usage en Espagne de principes internationaux », dans *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 27.

s'intensifient et que les associations en viennent à réclamer justice. Nous pouvons ainsi formuler l'hypothèse d'un basculement du plan symbolique à un plan plus délibérément juridique.

L'entreprise de Garzón est cependant endiguée par le procureur général de l'*Audiencia Nacional*, Javier Zaragoza, qui accuse le magistrat d'ouvrir un procès contre le franquisme alors que la plupart des délits ont prescrit suite à l'amnistie de 1977 ; il affirme par ailleurs que, le cas échéant, ces recherches incomberaient aux juges locaux. Baltasar Garzón se dessaisit du dossier au profit de tribunaux locaux après que le 18 novembre 2008, l'*Audiencia Nacional* se déclare incompétente pour instruire cette affaire.

La polémique se voit cependant ravivée dès l'année d'après, lorsque le 27 mai 2009 le *Tribunal Supremo* (TS) déclare recevable la plainte déposée par le syndicat d'extrême-droite *Manos Limpias*⁴⁹ contre le juge Garzón, accusé de prévarication. Le tribunal considère en effet qu'il aurait outrepassé son domaine de compétences en entreprenant des recherches sur les crimes commis pendant la Guerre civile et le franquisme, faisant fi de la Loi d'Amnistie. Garzón présente dès le 30 mai 2009 un recours qui est refusé par le *Tribunal Supremo* le 17 juin 2009. Le juge d'instruction Luciano Varela considère la plainte recevable et Garzón est appelé à comparaître devant le tribunal le 9 septembre 2009, où il sera interrogé sur la nature de ses recherches. Face à cette situation⁵⁰, le Conseil Général du Pouvoir Judiciaire (*Consejo General del Poder Judicial*, CGPJ) décide d'envisager de démettre préventivement le juge de ses fonctions⁵¹. Après moult recours et autant de refus, et suite à la décision unanime du CGPJ, le juge Garzón est finalement suspendu de ses fonctions en mai 2011, suite à l'affaire des écoutes téléphoniques du réseau « Gürtel ». En février 2012, il est condamné par le *Tribunal Supremo* à onze ans d'interdiction professionnelle.

La presse s'empare rapidement de cette affaire pour le moins spectaculaire⁵². C'est à cette occasion que Puig Antich resurgit médiatiquement, encore une fois comme exemple de la

⁴⁹ Du côté des plaignants, vont s'ajouter à la querelle l'association *Libertad e Identidad* et le parti *Falange Española de las JONS*.

⁵⁰ Rappelons qu'au même moment, une instruction est également ouverte contre Garzón au sujet d'émoluments perçus de la part du *Banco Santander*, ainsi qu'un procès pour la mise sur écoute illégale d'acteurs impliqués dans l'affaire du réseau de corruption Gürtel.

⁵¹ Voir : « Cronología: Garzón y la causa por los crímenes del franquismo », *El País*, 28/04/2010, http://elpais.com/elpais/2010/04/07/actualidad/1270628220_850215.html ainsi que le numéro spécial d'*El País* en ligne consacré à lui : « Un juez ante la justicia », *El País*, <http://www.elpais.com/especial/caso-garzon/>, consulté le 10/08/2014 ; se reporter également à la « Cronología del proceso contra Garzón por intentar investigar los crímenes del franquismo », *diariodeavisos.com*, <http://www.diariodeavisos.com/2012/01/cronologia-del-proceso-contra-garzon-por-intentar-investigar-los-crimenes-del-franquismo/>, consultée le 10/08/2014.

⁵² Il y a sans aucun doute un intérêt au plan médiatique à exploiter la scène à haute valeur sensationnelle du célèbre juge se retrouvant jugé.

victime archétypale du franquisme. Dans les pages d'opinion et depuis des positions le plus souvent opposées, *El País* et surtout *ABC* rendent compte de l'intention de Garzón de « juger les crimes du franquisme », puis de sa suspension.

Parce qu'ils présentent la posture des détracteurs de Garzón, il est particulièrement intéressant d'analyser les articles qu'*ABC* consacre à l'événement. Par exemple, dans un article du 2 mars 2005, Jaime Campmany se montre particulièrement ironique et virulent lorsqu'il réprovoque l'initiative du juge Garzón. Le journaliste et écrivain reproduit les arguments d'un discours mettant sur un pied d'égalité les victimes des deux bords, un discours abondamment développé par d'autres journalistes, essayistes ou pseudo-historiens assimilés au courant de « l'autre mémoire historique »⁵³ :

[...] llega Garzón, que está siempre en medio como los jueves y que qué boda sin la tía Juana, y propone una Comisión para investigar los crímenes del franquismo, que a buenas horas, mangas verdes. Tratándose del franquismo, tendríamos que investigar los crímenes de la preguerra, de la guerra y de la posguerra, la participación en ellos del nazismo, el fascismo y el estalinismo, las Brigadas Internacionales, los muertos de unos y de otros, desde el “paseo” a Calvo-Sotelo al garrote vil de Puig Antich, el asesinato de García Lorca o el fusilamiento de José Antonio Primo de Rivera. [...] De momento, los vivos y los muertos de la Guerra Civil tienen nueve meses de respiro. Baltasar Garzón pasará un período de gestación en Norteamérica [...]⁵⁴.

Si *ABC* se montre très critique vis-à-vis de Garzón, suite à sa suspension, de nombreuses manifestations de soutien se produisent. Celles-ci tournent bien souvent à une véritable demande de réparation, les mots d'ordre les plus répétés sur les pancartes étant : « contre l'impunité, solidarité avec les victimes du franquisme » et « vérité, justice, réparation ». Lors de ces concentrations populaires, de multiples photos de victimes de la dictature sont brandies, dont celle de Puig Antich que l'on retrouve à maintes reprises jouxtant celles de figures emblématiques comme Federico García Lorca ou Julián Grimau⁵⁵. Là encore, les lectures médiatiques de ces manifestations diffèrent grandement selon le journal qui les rapporte, les articles d'*ABC* s'illustrant à nouveau par leur manque d'impartialité assumé. Par exemple, dans un article du 25 avril 2010⁵⁶, si la journaliste Almudena Martínez-Fornés rend bien compte de la manifestation qui a eu lieu la veille à Madrid en soutien au juge, c'est d'un point de vue critique et surnoisement réprobateur qu'elle aborde la question, mêlant description du déroulement de l'acte et commentaires personnels. Citons, à titre d'exemple, deux passages particulièrement représentatifs :

⁵³ Nous songeons, entre autres, à César Vidal, Federico Jiménez Losantos, Pio Moa ou Ricardo de la Cierva.

⁵⁴ CAMPMANY, Jaime, « Los crímenes del franquismo », *ABC*, 02/03/2005.

⁵⁵ Voir annexe n°4, p. 486.

⁵⁶ MARTÍNEZ-FORNÉS, Almudena, « Los muertos de la guerra se echan a la calle », *ABC*, 25/04/2010.

Miles de personas se manifestaron ayer en el centro de Madrid, desde Cibeles a Sol, para protestar contra la “impunidad del franquismo” y respaldar al juez Baltasar Garzón. La manifestación, la primera de estas características que se celebra en los 34 años de democracia (más de 20 con Gobiernos socialistas) *sólo reivindicaba la memoria de los muertos de uno de los dos bandos que se enfrentaron en España el siglo pasado.*

Et :

La protesta terminó en Sol con un minuto de silencio lleno de puños en alto. Allí, Almodóvar, Almudena Grandes y Marcos Ana leyeron un manifiesto en apoyo a Garzón. Dijeron que el proceso contra el juez “ensucia” la memoria de las víctimas, “desprecia el dolor” de sus descendientes y condena las aspiraciones de justicia de miles de familias. Calificaron el proceso de “escándalo sin precedentes” y cuestionaron la Ley de Amnistía de 1977 por ser “preconstitucional”. *Tampoco muchas de las banderas que se vieron son las constitucionales*⁵⁷.

Dans *El País* cette fois-ci, les articles sont dans leur ensemble plutôt favorables à la cause de Garzón et n’hésitent pas, dans une logique tout aussi sensationnaliste, à le présenter en victime d’une cruelle injustice. Ils dénoncent ce faisant ce qu’ils jugent être un véritable acharnement de la part de la droite la plus réactionnaire⁵⁸.

Citons cependant, en guise de contre-exemple, la tribune de l’historien Joan Culla i Clarà du 31 octobre 2008⁵⁹ qui, assumant un point de vue quelque peu décalé, développe une intéressante réflexion sur le débat créé autour de l’initiative du juge Garzón d’enquêter sur les disparitions du franquisme. Dans les espoirs déposés en Garzón, l’auteur voit la recherche d’un « thaumaturge », d’un « juge justicier » qui à lui tout seul viendrait résoudre magiquement tous les événements problématiques et hasardeux que l’ensemble de la société n’a pu ou su dénouer dans ces dernières années. Parmi ces derniers, on compte la fin du franquisme et le passage à la démocratie sans rupture qui s’en est suivi, l’approbation d’une loi d’amnistie mettant sur le même plan les victimes du franquisme et les bourreaux, la non-épuration des organes publics, l’absence d’une politique publique de réparation juridique et morale des victimes pendant près de quatorze ans de législature de Felipe González, les résistances du PP à condamner sans ambages le soulèvement de 1936 et le régime franquiste⁶⁰. Et le journaliste de conclure cette liste en affirmant que :

⁵⁷ Nous soulignons dans les deux cas.

⁵⁸ Citons à titre d’exemple paradigmatique ces quelques lignes tirées de la présentation du dossier spécial que l’édition numérique d’*El País* consacre au magistrat : « Baltasar Garzón, el magistrado español más destacado en la lucha contra la corrupción y el terrorismo y firme defensor de los derechos humanos, afronta los momentos más amargos de su carrera, acosado por falangistas, pseudosindicalistas y abogados de personajes afectados por sus decisiones judiciales », « Un juez ante la justicia », *El País*, art. cit.

⁵⁹ CULLA I CLARÀ, Joan B., « Un reflejo mesiánico », *El País*, 31/10/2008.

⁶⁰ Si le 20 novembre 2002, coïncidant avec le vingt-septième anniversaire de la mort de Franco, l’Assemblée approuvait avec l’accord de tous les groupes parlementaires une déclaration de condamnation de la dictature, le PP s’est depuis opposé à maintes reprises à la proposition de loi présentée itérativement par IU pour déclarer le 18 juillet journée officielle de condamnation du franquisme.

[...] hemos asistido, impotentes, a la negativa de la Sala de lo Militar del Tribunal Supremo a anular los consejos de guerra que condenaron a muerte a Lluís Companys y a Salvador Puig Antich. Por último, a finales del año pasado, apenas si refunfuñamos un poco ante la aprobación de una Ley de Memoria Histórica “pecata” y de “parco alcance”, según la calificaba [...] el profesor Joan J. Queralt.

L’auteur considère non seulement comme hautement improbable le fait que le juge Garzón puisse réparer ce qu’il appelle « les faiblesses d’origine [...] de la démocratie espagnole », mais encore comme étant fort indésirable puisque

[...] es contrario a cualquier pedagogía democrática transferir a un individuo redentor el ejercicio de responsabilidades colectivas que corresponden a los gobiernos, a los parlamentos, a los partidos políticos, a las organizaciones sociales y, en última instancia, al conjunto de la ciudadanía. Saldar cuentas con el pasado es una de ellas.

Culla i Clarà rappelle par ailleurs que les historiens ont, quant à eux, déjà effectué un abondant et important travail dans le sens de la « récupération » de la mémoire. Aussi, d’après lui,

[...] no es con resoluciones judiciales, sino divulgando este arsenal de investigaciones rigurosas sobre el rastro sangriento de la dictadura, como se ganará la batalla de la memoria frente a panegiristas y trivializadores de aquel régimen nefasto. [...] Por lo demás, y pensando en los muchos miles de ciudadanos de buena fe, familiares de víctimas, que han visto en Garzón al vengador de sus agravios, conviene subrayar una cosa: para devolver a esas víctimas el honor y la dignidad arrebatados, para abrir fosas, identificar restos y localizar desaparecidos, no se precisa al hiperactivo juez. Para todo ello, basta con la voluntad política y los medios públicos que, hasta ahora, el Gobierno de Rodríguez Zapatero ha aplicado con tanta parsimonia.

S’il est en effet raisonnable de considérer avec méfiance l’héroïsation de la figure de Garzón, le fait qu’il soit ainsi écarté de la magistrature est cependant tout à fait symptomatique de l’état du rapport de forces au sein de la « bataille de la mémoire ». Le fait que quiconque entreprenne d’enquêter sur les « disparitions » du franquisme suscite un scandale politique d’une telle ampleur est révélateur du fort degré polémique inhérent à la question mémorielle.

7.2. Le « cas Puig Antich », d’une « affaire paradigmatique » à l’ « individu métonymique »

Dans cette problématique mémorielle, les démarches entreprises par les sœurs de Puig Antich pour que son procès soit annulé sont à l’origine de certaines questions juridiques amplement relayées par la presse. De ce fait, les tribulations de la famille Puig Antich sont très rapidement associées au mouvement de revendication des victimes du franquisme, Puig Antich devenant dans les médias l’archétype des longues procédures juridiques de révision des sentences, souvent sans résultat.

7.2.1. Des démarches qui n'en finissent pas

Avant de se pencher précisément sur la représentation dans la presse des démarches entreprises auprès de la justice par les sœurs Puig Antich pour la révision du procès de leur frère, il nous semble important de rappeler en quelques phrases les dates marquantes de ce processus, en guise de guide de lecture. Pour l'établir, nous nous basons sur les articles de presse se référant précisément à l'affaire, et sur les renseignements précieux que fournit Jordi Panyella, dans son étude très récente sur le procès et sa réouverture⁶¹.

Vingt ans après l'exécution de Puig Antich en 1994, l'avocat Francesc Caminal réalise auprès du *Tribunal Supremo* une première tentative de révision de la condamnation de Puig Antich, à la demande de ses sœurs. Celle-ci se soldant par un refus, il recourt alors à la justice européenne, qui exclut à son tour de l'entendre, alléguant qu'au moment de la condamnation de Puig Antich l'Espagne n'avait pas ratifié les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Quelques années plus tard, en 1999, la cause des sœurs Puig Antich rencontre le soutien de la *Generalitat de Catalunya*, le Parlement catalan adoptant une résolution pour presser le Gouvernement à réaliser les démarches nécessaires afin de promouvoir le recours auprès du Tribunal Suprême. Cependant, la démarche n'aboutit pas : la loi ne permet qu'à la famille proche de l'inculpé ou au Ministère Public (*Ministerio fiscal*) d'intenter un procès en révision. En 2001, par le biais du député Joan Ridaó, ERC présente un nouveau texte demandant au Gouvernement d'apporter son soutien à la requête des sœurs de Puig Antich. Finalement, le Parlement catalan adopte en mai 2002 une motion sur des mesures de réparation aux victimes du franquisme, parmi lesquelles Salvador Puig Antich. Ses sœurs reçoivent de la *Generalitat* une subvention pour financer le coût des démarches juridiques. Dans l'obtention de ce soutien symbolique – et financier – de la part des institutions, Jordi Panyella souligne le rôle essentiel de Caminal, qui ne peut pour des raisons de cumul des fonctions continuer à s'occuper de l'affaire :

⁶¹ Pour plus de renseignements sur le cas de la révision du procès à Puig Antich voir : PANYELLA, Jordi, *Salvador Puig Antich, cas obert: la revisió definitiva del procés*, Barcelone, Angle, 2014 ; se reporter également au site internet créé à l'occasion de la parution de cet ouvrage, qui rassemble des reproductions de sources premières sur l'affaire (comme l'instruction du conseil de guerre, les documents générés dans le processus de révision de l'affaire devant le Tribunal Suprême), ainsi que des photographies et des articles de journal de l'époque : <http://puigantich.angleeditorial.com>.

Des de la seva posició política lligada al partit de govern, Francesc Caminal va tenir un paper determinant d'impuls perquè el plenari del Parlament aprovés aquell acord transcendental [...] però el veterà advocat no disposava ni del temps ni d'una situació professional que li permetés implicar-se en la preparació d'un altre recurs, perquè coincidint amb l'aprovació d'aquella moció havia estat designat nou delegat de la Generalitat a Madrid⁶².

Caminal charge alors le cabinet des avocats Sebastià Martínez Ramos et Olga de la Cruz de préparer le recours en révision, qu'ils présentent en 2005 devant la Salle Cinq du Tribunal Suprême. Après de nombreuses tribulations semées d'espérances et de fausses joies⁶³, le 5 juillet 2007, une résolution de cette Salle (la *Sala Quinta du Tribunal Supremo*) refuse l'autorisation d'interjeter un appel en révision. Face à ce nouveau revers, et cette porte étant définitivement fermée, les avocats se tournent vers le Tribunal Constitutionnel qui refuse à son tour, le 29 octobre 2008, la recevabilité du pourvoi en cassation, alléguant un vice de forme :

El recurrente no ha satisfecho la carga consistente en justificar la especial transcendencia constitucional del recurso [...] que es algo más y distinto a la mera afirmación –sobre cuya verosimilitud nada cabe decir– de que el propio derecho fundamental ha sido violado. Esta omisión impide la admisión a trámite del recurso⁶⁴.

Les sœurs persévèrent dans leur démarche et répliquent au travers de leur avocat en déposant un nouveau recours, le 10 novembre 2008, encore une fois rejeté par le Tribunal Constitutionnel dès le 16 septembre 2009. Ce dernier verdict signe définitivement la fin du parcours juridique des sœurs de Puig Antich en Espagne, dans la mesure où il signifie que tous les recours possibles ont été épuisés.

Une nouvelle demande auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme est présentée le 5 août 2011. Les sœurs reçoivent une réponse négative quelques mois plus tard, le Tribunal Européen ayant déclaré le recours irrecevable le 17 novembre 2011⁶⁵. Cette décision ferme à son tour définitivement la possibilité pour les sœurs d'entreprendre une quelconque démarche judiciaire au niveau européen, puisque comme il est précisé dans le compte rendu de la décision du Tribunal Suprême :

Esta decisión es definitiva y no puede ser objeto de recurso alguno ante este Tribunal, ante la gran Sala ni ante otro órgano. Por lo tanto la Secretaría no podrá proporcionarle precisiones complementarias sobre las deliberaciones de la formación de juez único, ni responder a las cartas que usted pudiera enviar relativas a la decisión emitida en el presente caso. Asimismo, usted no

⁶² PANYELLA, Jordi, *Salvador Puig Antich, cas obert, op. cit.*, p. 300.

⁶³ Un résumé en détail de toutes les démarches juridiques réalisées par les sœurs au travers de leurs avocats est disponible dans le document de la requête effectuée auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme le 05 août 2011, <http://puigantich.angleditorial.com/revisiodelcas>.

⁶⁴ Décision rendue par le Tribunal Constitutionnel le 29 octobre 2008 en relation avec le pourvoi en cassation présenté par les sœurs de Puig Antich, <http://puigantich.angleditorial.com/revisiodelcas>.

⁶⁵ Tous les documents concernant les démarches juridiques effectuées par les sœurs sont disponibles à l'adresse suivante : <http://puigantich.angleditorial.com/revisiodelcas>.

recibirá ningún otro documento del Tribunal referente a su expediente, el cual, de acuerdo con las directivas del Tribunal, será destruido en el plazo de unos años desde la fecha de la decisión⁶⁶.

C'est désormais vers la justice argentine que les sœurs vont devoir se tourner pour continuer un combat juridique de longue haleine. En effet, le 14 avril 2010, plusieurs familles de victimes du franquisme ayant aussi été confrontées au refus systématique de la justice espagnole, ainsi que diverses associations espagnoles et argentines, déposent une plainte commune pour « délits de génocide et/ou crimes contre l'humanité » au Tribunal n°1 de Buenos Aires, l'article 118 de la Constitution argentine reconnaissant le principe de justice universelle⁶⁷. La plainte est déclarée recevable par la juge argentine María Servini de Cubría, tandis que de nouveaux plaignants prennent progressivement part à la cause. C'est le cas des sœurs de Puig Antich qui se joignent à cette nouvelle péripétie judiciaire.

Cependant, malgré l'espoir certain créé par cette nouvelle, les premières entraves de la part des autorités espagnoles apparaissent rapidement. Un article d'*El Mundo* du 8 mai 2013⁶⁸ revient sur le processus qui a mené les victimes à pouvoir éventuellement déclarer en Argentine, et rappelle que Merçona Puig Antich était l'une des trois premières personnes,

[...] de un total de doce víctimas de la dictadura que fueron llamados a testificar por la jueza a cargo de la querrela por crímenes de lesa humanidad y/o genocidio cometidos en España entre el 17 de julio de 1936 y el 15 de junio de 1977. [...] La magistrada deberá resolver sobre el pedido de detención internacional que pesa sobre ocho españoles acusados de haber cometido esos crímenes.

L'article annonce également les premières difficultés auxquelles est confrontée la juge argentine :

Las víctimas de la dictadura deberán esperar. Estaba previsto que durante cuatro jornadas, entre este miércoles y el próximo 16 de mayo, varios familiares de víctimas declararían por videoconferencia ante la jueza María Romilda Servini de Cubría. Sin embargo, una protesta del Ministerio de Relaciones Exteriores frenó la convocatoria: la jueza decidió postergar las declaraciones para evitar así que el Estado español decidiera decretar la nulidad del procedimiento, lo que podría suponer trabas burocráticas más dilatadas. [...] El director de Asuntos Jurídicos y Consulares español, Luis Fernández, manifestó al embajador argentino en España, Carlos Bettini, su "preocupación" por que se pudieran violar los artículos 30 y 31 del tratado bilateral de extradición y asistencia judicial [...]. Según ese tratado, firmado entre los dos países en 1987, ese tipo de declaraciones debe hacerse a través de una comisión rogatoria, y con previo aviso a las autoridades españolas. [...] Así que Merçona Puig Antich tendrá que esperar,

⁶⁶ Décision du Tribunal Européen des Droits de l'Homme d'irrecevabilité de la demande formulée par la famille Puig Antich, du 17 novembre 2011, disponible en ligne : <<http://puigantich.angleditorial.com/revisiodelcas>>.

⁶⁷ Un des avocats de ce que l'on appelle dans la presse la « plainte argentine » est Carlos Slepoy, avocat argentin persécuté par la junte militaire en Argentine et exilé en Espagne. Il a été, avec Garzón, à l'origine de l'éclatement de l'affaire Pinochet et a instruit, en Espagne, la cause contre les crimes commis par la dictature argentine. Il s'agit en quelque sorte, d'un échange de bons procédés.

⁶⁸ CASTRO, Nazaret, « Retrasan las declaraciones de las víctimas del franquismo ante una juez argentina », *El Mundo*, 08/05/2013.

más aún, para alcanzar su objetivo de que los culpables de la muerte de su hermano “se disculpen y reconozcan que esto fue un crimen” [...].

Un nouveau rebondissement intervient dès la fin de l’année 2013⁶⁹, puisqu’après ces premières entraves, les victimes du franquisme pouvant finalement déclarer face à la juge, ce qui ouvre de nouvelles perspectives dans l’affaire de révision des sentences. Au moment où nous écrivons ces lignes, la juge argentine a déjà lancé un mandat d’arrêt international via Interpol contre quatre ex-tortionnaires du franquisme. Il s’agit de trois membres de la *Brigada Político-Social*, Juan Antonio González Pacheco (alias Billy el Niño), Celso Galván Abascal, José Ignacio Giralte González, et d’un membre de la *Guardia Civil* qui avait participé avec Antonio Tejero à la tentative de coup d’État du 23 février 1981⁷⁰.

S’agissant d’une affaire en cours, il nous est difficile d’en prévoir l’évolution, bien que l’on puisse supposer qu’il sera difficile pour les victimes du franquisme de trouver une issue favorable. Malgré l’insistance de toutes les organisations de défense des droits de l’homme, incluant même l’intervention d’organismes officiels comme l’ONU, les autorités espagnoles ne sont pas prêtes à remettre en cause les fondements du consensus transitionnel. D’ailleurs, en février 2014, l’Assemblée a approuvé le projet de loi présenté par le PP pour limiter le principe de justice universelle compris dans les prérogatives de la Justice espagnole. Cela vient renforcer la première réforme effectuée en 2009⁷¹ dans ce sens sous le Gouvernement Zapatero, qui avait été soutenue par la plupart des groupes parlementaires⁷². Dans le cas du projet de loi de 2014, le Gouvernement a approuvé en catastrophe cette loi sous la pression du Gouvernement chinois pour stopper le procès ouvert contre deux de ses ex-présidents – Jiang Zemin et Hu Jintao – imputés pour le génocide au Tibet. Ce genre de réforme ne fait qu’affaiblir au niveau international la lutte contre l’impunité, elle montre que la moindre pression de la part des pays influents suffit à interrompre la priorité accordée à l’application des droits de l’homme afin d’éviter tout conflit diplomatique, l’Espagne contrevenant même aux normes du droit international.

⁶⁹ IRIGARAY, Juan Ignacio, « Las víctimas del franquismo podrán declarar ante la juez argentina por videoconferencia en Madrid », *El Mundo*, 25/12/2013.

⁷⁰ Pour plus de renseignements sur ces personnes, voir par exemple : TORRÚS, Alejandro, « “Billy el Niño”, un comisario, un golpista del 23-F, y un escolta de Franco, en busca y captura », *Público.es*, 18/09/2013.

⁷¹ « Ley 13/2009, de 3 de noviembre, de reforma de la legislación procesal para la implantación de la nueva Oficina judicial », *BOE* n°266, 4 novembre 2009, p. 92103-92313.

⁷² Voir « El Congreso pone límites a la Justicia Universal », *Publico.es*, 25/06/2009.

7.2.2. Puig Antich : un paradigme de la révision des procès

Sur le plan journalistique, la presse va suivre de près, véhiculer et parfois même amplifier les débats qui se produisent autour des revendications mémorielles, la question de la révision ou de l'annulation des procès étant, comme nous l'avons vu, un point de cristallisation majeur de ces controverses. L'étude du traitement médiatique du « cas Puig Antich » est tout à fait révélateur des différentes positions en lice dans cette « bataille mémorielle ».

Un des premiers périodiques à s'emparer de la question de la révision des sentences du franquisme, et plus précisément des démarches entreprises par les sœurs de Puig Antich, est *La Vanguardia* – ce qui n'est pas anodin au vu du battage médiatique qu'a pu susciter cette question en Catalogne. Dès le 2 mars 1999, le journal publie dans la section « agenda » de sa rubrique « Catalogne » l'annonce d'un événement en mémoire de Puig Antich au cours duquel la demande de révision de son procès va être reformulée publiquement, quelques années après l'échec d'une première tentative :

Hoy se cumplen 25 años de la ejecución de Salvador Puig Antich en la cárcel Modelo de Barcelona por medio del garrote vil. Un grupo de familiares y amigos de Puig Antich, así como diversas entidades organizan un acto de homenaje en el transcurso del cual solicitarán la revisión del proceso que lo condenó a muerte. [...] También hoy se celebra un recital poético en su memoria [...]⁷³.

Deux jours plus tard, un article éloquent intitulé « Un procès qui doit être révisé⁷⁴ », revient sur les antécédents de la demande des sœurs de Puig Antich, et montre que celle-ci a bénéficié rapidement du soutien des autorités politiques catalanes :

El compromiso adquirido fue doble. Por una parte, el del concejal de Derechos Civiles del Ayuntamiento de Barcelona, Agustí Soler. Por la otra, el del diputado al Parlament de Catalunya, Xavier Bosch. Ambas iniciativas tienen un único e idéntico fin: conseguir la revisión del proceso por el que Salvador Puig Antich fue condenado a garrote vil ejecutado el 2 de marzo de 1974.

L'auteur de l'article prend clairement parti pour la révision du procès, comme l'indiquent la formule injonctive du titre ou le ton assertif de certaines phrases :

Salvador Puig Antich fue condenado a muerte a raíz de un enfrentamiento con la policía que tuvo lugar en el número 70 de la calle de Girona. Uno de los agentes falleció a consecuencia de las heridas producidas por un disparo, aunque durante el juicio jamás se efectuó la prueba balística que demostrara fehacientemente a qué pistola correspondía la bala que lo mató.

Quelques mois après se constitue à Barcelone une plateforme pro-révision du procès de Puig Antich : « El pasado 2 de marzo se cumplieron 25 años de la ejecución de Salvador Puig Antich.

⁷³ « Puig Antich, a los 25 años de su ejecución », *La Vanguardia*, 02/03/1999.

⁷⁴ BORDAS, Jordi, « Un juicio que debe revisarse », *La Vanguardia*, 04/03/1999.

Hoy se presenta en Barcelona la plataforma a favor de la revisión del proceso que condujo a aquella ejecución⁷⁵. » Cet événement a lieu dans l'emblématique *Ateneu Barcelonès* – très relié à la culture catalane, et ayant encore de nos jours une grande influence dans la société – en présence de Francesc Caminal, membre de l'équipe d'avocats qui avaient pris la défense de Puig Antich à l'époque, et de Montserrat Puig Antich, l'une de ses sœurs.

Progressivement, le cas de Puig Antich va gagner de l'espace dans la presse, devenant un des noms les plus cités lorsqu'il est question de la révision des procès. Ainsi, par exemple, cette petite colonne publiée par *El País* le 31 mai 2002⁷⁶ est tout à fait représentative du type d'articles qui paraissent itérativement dans les journaux :

El Parlament aprobó ayer por unanimidad una moción impulsada por el republicano Joan Ridaó que pide al Gobierno catalán que acelere el pago a los ex presos del franquismo, reivindica las víctimas de la dictadura y pide la reapertura de los sumarios de algunos condenados a muerte, como Lluís Companys, Manuel Carrasco i Formiguera, Numen Mestre y Salvador Puig Antich. Las cuatro hermanas de éste (en la fotografía) siguieron el debate desde la tribuna.

Plus précisément, les démarches amorcées par les sœurs de Puig Antich posent un certain nombre de questions pratico-juridiques qui font débat et que les médias s'empressent de relayer. En 2005, par exemple, suite à l'annonce du Gouvernement de donner « pleine satisfaction morale » à tous ceux qui, comme Puig Antich, ont été soumis à des procès militaires pendant le franquisme, se pose la question de savoir à quel tribunal reviendrait la révision de ces procès. L'*ABC* du 20 avril⁷⁷ rapporte ainsi que :

[...] el fiscal general del Estado, Cándido Conde-Pumpido, encarga al fiscal de sala de lo Militar, Fernando Herrero-Tejedor, un estudio jurídico para aclarar a qué Sala del Tribunal Supremo, la Penal o la Militar, corresponde la competencia para revisar las condenas del franquismo. La duda surge a raíz del recurso de revisión presentado por los familiares de Salvador Puig Antich, el último ajusticiado por garrote vil en 1974. Herrero-Tejedor concluye que a la Sala Penal corresponde revisar los fallos de los Tribunales Populares de la República (cuya naturaleza era civil) y a la Sala Militar, los dictados por los Tribunales Militares del franquismo.

Cependant, cette révision est fortement déconseillée par le procureur Herrero-Tejedor qui, adoptant une posture *stricto sensu* conservatrice, considère que sa mise en place supposerait une réforme légale d'envergure – qui impliquerait de modifier le code de procédure pénal ainsi que le code pénal militaire. Pour lui, un tel chantier « serait “contreproductif”; [...] il réouvrirait les blessures de la Guerre Civile, qui ne sont pas encore totalement cicatrisées et [...] il signifierait le retour à une page d'histoire “heureusement dépassée” en 1978 » (« [...]sería

⁷⁵ « Revisión del juicio de Puig Antich », *La Vanguardia*, 17/11/1999.

⁷⁶ « Reivindicación de las víctimas del franquismo », *El País*, 31/05/2002.

⁷⁷ « La ley impide una revisión general de los juicios militares de la dictadura », *ABC*, 20/04/2005.

“contraproducente”; [...] reabriría las heridas de la Guerra Civil, aún no cicatrizadas del todo; y [...] supondría el regreso a una página de la historia “felizmente superada” en 1978 »).

Pour sa part, *El País* du 21 avril 2005⁷⁸ rapporte également la volonté du Gouvernement socialiste de réhabiliter « moralement, symboliquement et solennellement » les victimes de la répression. Si l'article revient sur les raisons du refus du procureur général de l'État (secondé par le Gouvernement lui-même) de réviser massivement les procédures judiciaires, il met tout particulièrement en avant – ce que ne faisait pas forcément *ABC* – le projet de loi de reconnaissance des victimes de la Guerre civile et du franquisme. Cependant, si le titre de l'article affirme – comme le suggère l'usage du futur à valeur assertive – que « Le Gouvernement réhabilitera par la loi les victimes de la Guerre Civile et du franquisme » (« El Gobierno rehabilitará por ley a las víctimas de la Guerra Civil y del franquismo »), le premier paragraphe fournit plusieurs informations complémentaires qui viennent très largement atténuer cette première déclaration d'intentions : « Le Gouvernement *projette* la réhabilitation “morale, symbolique et solennelle” des victimes de la répression *des deux camps* de la Guerre Civile et de la dictature du général Franco [...] » (« El Gobierno *proyecta* la rehabilitación “moral, simbólica y solemne” de las víctimas de la represión *de los dos bandos* de la Guerra Civil y de la dictadura del general Franco [...] »⁷⁹ »). Par rapport à la question de la révision des procès militaires, l'article d'*El País* fait lui aussi du cas de Puig Antich un exemple paradigmatique, en ces termes :

El pasado marzo, la Junta del Tribunal Supremo debatió qué sala debía ser competente para conocer los recursos de revisión contra sentencias recaídas en consejos de guerra celebrados durante el franquismo. Aunque en los años 90, varios intentos de interponer recursos de revisión contra sentencias de muerte, como la del comunista Julián Grimau, o la del anarquista Salvador Puig Antich, entre otras, fueron rechazadas por la Sala de lo Militar. [...] En la actualidad, ante la Sala Militar del Tribunal Supremo pende un único proceso de revisión, contra la sentencia que condenó a muerte a Salvador Puig Antich, instado por segunda vez por sus hermanas, y a cuya admisión se ha opuesto, por motivos técnicos relativos al recurso de revisión, el fiscal de lo Militar.

El Mundo va donner le 20 avril 2005⁸⁰ une interprétation bien différente de cette même nouvelle. Cet écart se mesure dès le titre : « Conde Pumpido propose de réviser les procès militaires du franquisme ». Si le procureur général a bien demandé une expertise pour savoir à quelle chambre du *Tribunal Supremo* reviendrait la révision des procès, il ne prétend aucunement que la révision se fasse en bloc mais bien au cas par cas, ce qu'oublie d'explicitier

⁷⁸ LÁZARO, Julio M., « El Gobierno rehabilitará por ley a las víctimas de la Guerra Civil y del franquismo », *El País*, 21/04/2005.

⁷⁹ Nous soulignons.

⁸⁰ « Conde Pumpido plantea revisar los juicios militares del franquismo », *El Mundo*, 20/04/2005.

El Mundo. Tenant sur la question des positions bien plus à droite qu'*ABC*, *El Mundo* insiste de plus sur le fait que :

[...] la iniciativa del Fiscal General del Estado, Cándido Conde-Pumpido no ha incluido, sin embargo, la posible revisión de los juicios de los tribunales populares llevados a cabo por el Frente Popular desde el mismo comienzo de la guerra y durante el transcurso de la contienda, que terminaron igualmente en decenas de miles de ejecuciones de ciudadanos del bando franquista. [...] El propósito, por tanto, de la Fiscalía General parece ser el de abordar el estudio de sólo una de las partes participantes en la guerra, la de los vencedores [...].

Malgré ces écarts évidents entre la posture d'*El Mundo* et les versions d'*ABC* et d'*El País*, les trois périodiques s'accordent sur le point suivant :

El origen más cercano de la reciente iniciativa del fiscal general, adoptada a comienzos de este mes de abril, está en el recurso de revisión que las hermanas de Salvador Puig Antich, anarquista catalán que fue ejecutado a garrote vil tras ser sometido a consejo de guerra en el mes de marzo de 1974, plantearon a finales del año pasado ante la Sala 5ª del Tribunal Supremo. Ese recurso de revisión ya había sido planteado en términos casi idénticos, 10 años antes, en 1964, y fue desestimado en su día.

Le cas Puig Antich, ainsi considéré comme cas précurseur, devient très rapidement pour les défenseurs de la révision et/ou de l'annulation des procès du franquisme le fer de lance de leur bataille. Par ailleurs, ce que montre cette divergence des points de vue, c'est une très forte polarisation des opinions autour de la question de la révision des procès du franquisme et, partant, une politisation de la question mémorielle – malgré une volonté affichée d'apaisement. Cette manière de traiter la figure de Puig Antich ressortit au mode d'exemplification paradigmatique si l'on entend celui-ci comme un régime d'exemplarité où « [...] l'exemple exemplaire [...] vaut l'idée ou vaut pour l'idée, le général y apparaît *sous la forme* du particulier, il est non seulement impliqué mais “représenté”, comme dans une métaphore ou un lieu commun⁸¹ ».

7.2.3. Chronique d'un procès exemplaire : Puig Antich, entre paradigme et métonymie

Sujet d'actualité particulièrement polémique, la question de la révision des procès est très largement investie par les médias écrits qui s'emploient à exposer et à analyser dans le détail le parcours plus que tortueux suivi par les sœurs de Puig Antich. Nous proposons de considérer ici la coexistence de deux modes d'exemplarité : à côté de la saisie de Puig Antich en tant que figure paradigmatique, on assiste à un traitement métonymique qui individualise le cas et induit

⁸¹ MACÉ, Marielle, « “Le comble” : de l'exemple au bon exemple », dans Emmanuel BOUJU, Alexandre GEFEN, Guiomar HAUTCEUR et Marielle MACÉ, *Littérature et exemplarité*, Rennes, PUR, 2007, p. [25-37] 30.

une abondance de détails et une minutie inédites jusqu'alors. Cette manière de représenter Puig Antich n'est évidemment pas neutre et implique au niveau sémantique un phénomène paradoxal de saturation et de réduction. Pour appréhender les implications de cette représentation métonymique, il importe d'examiner la presse pour la période comprise entre l'année 2005 et l'année 2014. Pour ce faire, nous proposons un parcours en forme de chronologie des événements.

Dès le 2 février 2005⁸², *La Vanguardia* rend compte de l'acceptation de la part du Tribunal Suprême de réaliser la reconstruction infographique du moment de l'arrestation de Puig Antich, une démarche réclamée par la famille, et ce bien qu'aucune décision sur la recevabilité du recours en révision n'ait encore été rendue. L'article décline l'identité de Puig Antich en commettant une double erreur d'autant plus importante qu'elle sera reprise par la suite⁸³ :

Salvador Puig Antich, un joven anarquista barcelonés del *Moviment Ibèric Llibertari* (MIL) [sic], fue ajusticiado por el método del garrote vil el 2 de febrero de 1974, como autor de la muerte a tiros del policía Francisco Anguas cuando supuestamente iba a detenerle por su presunta participación en el atraco a un banco⁸⁴.

Outre l'erreur manifeste dans la signification des initiales du sigle MIL, le nom du groupe se trouve curieusement catalanisé. Puig Antich se retrouve dès lors ramené à une identité collective et, partant, métonymisé, altérisé. Par ailleurs, l'article semble prendre le parti des sœurs, comme le suggère le traitement qui est fait du chef d'accusation : l'usage du mode hypothétique dénoté par l'adverbe « prétendument » et l'adjectif « présumé » semble indiquer qu'il s'agit toujours d'une affaire en cours, comme s'il n'y avait pas encore eu de verdict. Ce procédé est une manière d'actualiser le cas qui sature dès lors le présent de lecture.

Puis, en juillet 2005⁸⁵, *La Vanguardia* publie un véritable compte-rendu, et c'est avec un luxe de détails que l'article intitulé « La dernière chance de Puig Antich » relate que le Tribunal Suprême doit délibérer sur la possibilité de rouvrir le cas du « jeune anarchiste catalan » :

Cinco magistrados de la Sala de lo Militar del Tribunal Supremo (TS) se enfrentan hoy al recurso de revisión de la sentencia por la que se aplicó el garrote vil por última vez en España, al joven anarquista catalán Salvador Puig Antich el 2 de marzo de 1974. Y será, probablemente, la última

⁸² « El TS acepta hacer una prueba que pidió la familia para determinar la culpabilidad de Puig Antich », *La Vanguardia*, 02/02/2006.

⁸³ Pour exemples les articles : « El Supremo estudia esta semana la revisión de la condena de Puig Antich », *El País*, 23/10/2006 et « El Supremo cita a varios testigos antes de decidir si revisa el "caso Puig Antich" », *El País*, 26/10/2006.

⁸⁴ Nous soulignons.

⁸⁵ MERINO, Juan Carlos, « La última oportunidad de Puig Antich », *La Vanguardia*, 12/07/2005.

oportunidad. [...] El panorama, en todo caso, no es muy alentador para que el tribunal decida la admisión. La Sala de lo Militar del Tribunal Supremo ya ha venido rechazando desde los años noventa esta y otras pretensiones de reabrir procesos militares del franquismo, como los de Julián Grimau, Francisco Granado, Joaquín Delgado o Joan Peiró.

Quelques mois plus tard, c'est à *El País* de revenir sur l'affaire⁸⁶. Confirmant le sombre pronostic de *La Vanguardia*, le journal se penche plus précisément sur les difficultés rencontrées par les sœurs dans leur demande de révision du procès. Il résume avec une extrême précision, l'ensemble des démarches réalisées jusque-là et pointe une à une les raisons pour lesquelles celles-ci se trouvent à l'arrêt :

El de revisión es un recurso extraordinario que procede cuando después de la sentencia sobrevienen nuevos hechos o nuevos elementos de prueba que evidencian la inocencia del condenado. El Supremo es muy restrictivo a la hora de autorizar su interposición y de hecho, la revisión del *caso Puig Antich* ya fue rechazada el 27 de junio de 1994. El Constitucional no admitió el recurso de amparo contra el rechazo del Supremo. El fiscal de la Sala de lo Militar se opone de nuevo a una revisión porque las pruebas propuestas no son "nuevas", ya que, según un primer informe de Herrero Tejedor, ya dispuso de ellas el consejo de guerra ordinario que condenó a muerte a Puig Antich por delito de terrorismo con resultado de muerte, y el propio Tribunal Supremo en el anterior intento de revisión. El fiscal se refiere a los testimonios del médico de guardia del Hospital Clínico de Barcelona y al de un médico forense que ya declararon sobre los impactos de bala que presentaba el cadáver del subinspector Francisco Anguas. El recurso propone también la reconstrucción infográfica del enfrentamiento armado en el que resultó muerto el subinspector Anguas y herido Puig Antich. Sobre la base del acta del consejo de guerra, las declaraciones de los testigos y el croquis de reconstrucción hecho en su día, se trataría de demostrar que la muerte del subinspector "pudo no ser causada por el arma del reo". Según el fiscal, esta prueba, "efectuado por un perito de parte" más de 30 años después de los hechos tiene de nueva "exclusivamente el envoltorio, el soporte informático, desde luego imposible en 1974".

L'article se clôt sur un constat d'échec, du moins momentané, du « cas Puig Antich », qui se retrouve à nouveau érigé en affaire paradigmatique :

El recurso de la condena a muerte por garrote vil de Puig Antich, *considerado el caso precursor para la revisión de consejos de guerra que impusieron penas de muerte durante el franquismo*, permanece enmarañado en la Sala de lo Militar, entre una serie de extrañas decisiones y una amalgama de recursos⁸⁷.

« La série d'étranges décisions » et « la multitude confuse de recours » dont parle le journaliste font référence aux nombreux et rocambolesques écueils juridiques rencontrés par les sœurs Puig Antich. Si au départ, en juin 2005, c'est à une section de la Chambre militaire formée par trois magistrats que revient la responsabilité de débattre de la recevabilité du recours en révision présenté par la famille, le président de la Cinquième Chambre, Ángel Calderón, décide par ordonnance – et donc sans fournir d'explications – de renvoyer l'affaire à l'assemblée plénière.

⁸⁶ LÁZARO, Julio M., « La difícil revisión de una condena a muerte del franquismo. El "caso Puig Antich", que sigue enmarañado en la Sala Militar del Supremo, evidencia los escollos para reabrir otros consejos de guerra », *El País*, 03/10/2005.

⁸⁷ Nous soulignons.

Cette ordonnance est par la suite déclarée nulle. Une nouvelle fois, Calderón décide unilatéralement que c'est l'ensemble des magistrats de la Cinquième Chambre du TS qui doit étudier la demande de recours. La famille de Puig Antich saisit, en janvier 2006, le *Consejo General del Poder Judicial* (CGPJ) (Conseil Général de la Magistrature en France ?) pour faire appel de cette décision, considérant qu'elle porte atteinte au droit à la « tutelle judiciaire effective » (« tutela judicial efectiva ») et au « juge déterminé par la loi » prévu par l'article 24 de la Constitution. Pour les sœurs de Puig Antich, cette décision ne fait que repousser la sentence sur la recevabilité du recours en révision. C'est ce que rapportent *El País* du 31 janvier 2006 et *La Vanguardia* du 1^{er} février 2006⁸⁸, en des termes similaires, lorsqu'ils rappellent que :

El 28 de junio de 2004, la Sala de lo Militar decidió que el recurso lo estudiaran cinco magistrados, pero el 12 de julio siguiente, el presidente Ángel Calderón decidió avocarlo al Pleno. Las hermanas de Puig Antich recurrieron esta decisión al entender que vulneraba su derecho al juez predeterminado por la ley, pero la Sala, con el respaldo del fiscal, rechazó el recurso. Ayer, la Sala Militar recibió notificación de que las hermanas habían recurrido la avocación al Pleno ante el Consejo del Poder Judicial, lo que deja en el aire la deliberación de hoy⁸⁹.

Quelques jours avant que soit rendue la décision du CGPJ, un article de *La Vanguardia*⁹⁰ rend compte du renouvellement d'une partie de la Salle militaire du TS, et de la bataille politique entre le secteur « conservateur » et le secteur « progressiste » que ce changement occasionne. Aussi, dans le surtitre de l'article : « Le tribunal qui peut réviser le franquisme, au cœur de la bataille politique », l'ellipse (« réviser le franquisme » à la place de « réviser les sentences des tribunaux franquistes ») indique clairement l'objet du dissensus. La journaliste explicite plus clairement dans le corps de l'article cette bataille en des termes ici plus généraux, qui illustrent le mouvement d'oscillation entre le mode paradigmatique et le mode métonymique :

El pulso obedece al temor de unos de que se pretenda emprender en el Supremo un proceso de revisión histórica del franquismo y a la desazón de otros por la sospecha de que la derecha judicial intente usar la Sala de lo Militar para defender sus concepciones ideológicas.

Soulignons pour finir que le cas de Puig Antich est ici cité, une fois de plus, à titre exemple paradigmatique. Il est ainsi un exemple qui peut « se présenter seul, et jouer le rôle de modèle réduit, de titre d'un problème, d'image concrète⁹¹ » :

[...] si la cúpula judicial ha centrado su atención en la Sala Quinta es por algunos casos relevantes que ya se han planteado o que pueden aparecer en un futuro más o menos inmediato. Esos asuntos

⁸⁸ BRUNET, J. M., « El Supremo delibera sobre el caso Puig Antich », *La Vanguardia*, 01/02/2006.

⁸⁹ LÁZARO, J. M., « El Supremo debate hoy si tramita la revisión de la pena capital de Puig Antich », *El País*, 31/01/2006.

⁹⁰ BRUNET, José María, « Batalla por la Sala de lo Militar del Supremo », *La Vanguardia*, 06/03/2006.

⁹¹ MACÉ, Marielle, « “Le comble” : de l'exemple au bon exemple », *art. cit.*, p. 29.

abarcen desde la posible revisión del proceso en que fue condenado a muerte Salvador Puig Antich, ejecutado a garrote vil por el asesinato de un policía en 1974, hasta otros posibles procedimientos singulares por hechos más lejanos en el tiempo.

Dans le même sens, l'article d'*El País* du 9 mars 2006⁹² qui rend compte de la décision prise par le CGPJ de rejeter l'appel des sœurs Puig Antich, présente le « cas Puig Antich » comme cas exemplaire des revendications de révision des procès. Il suggère les conséquences potentielles qu'engendrerait l'émission d'un avis favorable de la Chambre militaire. Si la révision du procès de Puig Antich s'avérait possible, on aurait alors affaire à un cas de jurisprudence :

La familia del ajusticiado pide que se revise esa condena a muerte, lo que, de estimarse, supondría un precedente para la restitución de la memoria de otros muchos condenados a muerte por consejos de guerra durante la dictadura. La Fiscalía General del Estado se opuso en abril del pasado año a la revisión generalizada de estos juicios sumarios militares y el Gobierno, de manos de la vicepresidenta María Teresa Fernández de la Vega, prepara un anteproyecto de ley para el reconocimiento de las víctimas de la Guerra Civil y del franquismo, uno de los cuales sería el propio Puig Antich.

Notons également qu'au travers de son titre, « La dernière bataille de Puig Antich », l'article envisage la question mémorielle dans les termes d'une lutte, d'un combat. Tout semble indiquer que l'opposition idéologique et politique se déplace dans ces années-là sur la question mémorielle.

Puis, en juin 2006, c'est *El País*⁹³ qui rapporte un nouvel épisode du « cas Puig Antich ». Cette fois-ci, la Chambre militaire du Tribunal Suprême « [...] ha rechazado por unanimidad las pruebas solicitadas por las hermanas del anarquista catalán Salvador Puig Antich, al no ser imprescindible para adoptar una decisión sobre si admite a trámite o no la revisión de la sentencia que le condenó a muerte durante el franquismo ». Suite à cette rétraction apparente de la justice, la demande des sœurs rencontre l'appui de l'Ordre des avocats de Barcelone qui considère que « la revisión está realmente fundamentada y que existió una “vulneración de derechos evidentes” durante el proceso, en el que se obtuvieron declaraciones con torturas y sin las mínimas garantías⁹⁴. » À peine une semaine plus tard, un rebondissement intervient dans l'affaire, le TS ayant finalement accepté d'écouter de nouveaux témoignages avant de se prononcer sur la recevabilité de la demande en révision⁹⁵.

⁹² ALTOZANO, Manuel, « La última batalla de Puig Antich », *El País*, 09/03/2006.

⁹³ EP, « El Supremo deniega hacer dos pruebas antes de pronunciarse sobre la revisión de juicio de Puig Antich », *El País*, 21/06/2006.

⁹⁴ « El Colegio de Abogados apoya la revisión del “caso Puig Antich” », *El País*, 19/10/2006. De cela rend également compte dans les mêmes termes l'article « El Colegio de Abogados de Barcelona pide revisar el juicio que condenó a Puig Antich », *El Mundo*, 18/10/2006

⁹⁵ « El Supremo cita a varios testigos antes de decidir si revisa el “caso Puig Antich” », *El País*, 26/10/2006.

La fin de l'année 2006 se rapprochant, et le « cas Puig Antich » se trouvant toujours bloqué au niveau du TS, les espoirs qu'une décision favorable soit rendue diminuent ostensiblement. Ainsi, *El País*⁹⁶ publie un article sur les cas de Francisco Granado et de Joaquín Delgado⁹⁷, que le journal relie directement à des cas jugés similaires. Celui de Puig Antich, dont il est dit que « [...] la Sala de lo Militar del Alto Tribunal aún tiene pendiente de decidir si autoriza la presentación del recurso de revisión del caso del anarquista catalán Salvador Puig Antich, ejecutado el 2 de marzo de 1974 mediante garrote vil » ; mais également le cas de Francisco Sánchez Ruano (qui a passé onze ans en prison, accusé d'avoir réalisé un attentat contre le *Valle de los Caídos* le 12 août 1962, alors qu'il n'y avait pas participé) jugé non recevable le 26 janvier 2006, ou encore celui de Julián Grimau, également refusé. Par ailleurs, l'article revient sur l'affaire Granado-Delgado, décrivant un parcours qui peut s'avérer utile pour les cas précédents où les affaires ont été rejetées. L'article rappelle tout d'abord que :

En 1996, los también anarquistas Antonio Martín y Sergio Hernández se autoincurparon de los ataques. Dos años después, los familiares de los ejecutados pidieron revisión de sentencia, alegando que se dictó sin pruebas y que fueron condenados “por su pertenencia al movimiento libertario, siendo su ideología la enjuiciada y no hechos concretos imputables a ellos”.

Si, le 03 mars 1999 le TS avait jugé non recevable le recours en révision, cette décision a été annulée le 13 juillet 2004 par le Tribunal Constitutionnel. Le nom de Puig Antich apparaît ici au sein d'un réseau de cas similaires, et ressortit dans cette mesure à une forme d'exemplification métonymique, puisqu'« [...] il n'apparaît [pas] isolément, et suppose une abondance [...], quantitatif, il nécessite un pluriel d'exemples, dont la comparaison révèle une structure ou une propriété commune [...]»⁹⁸ ».

Le 13 décembre, l'Ordre des Avocats renouvelle son engagement pour la cause de la famille Puig Antich, inaugurant à cette occasion une exposition au *Colegio de Abogados* de Catalogne en soutien au recours en révision de son procès. Cette exposition, qui se fait avec l'aide du *Colegio de Periodistas* de Catalogne et les propres sœurs de Puig Antich, réunit des photos et des coupures de presse de l'époque. Notons tout particulièrement les déclarations de maître Caminal, qui défend la révision du procès, intéressantes dans la mesure où elles illustrent

⁹⁶ « El Supremo estudia si dos anarquistas ejecutados por Franco tienen derecho a que se revise su caso », *El País*, 12/12/2006.

⁹⁷ Pour une analyse du cas de demande de révision du procès Granado-Delgado voir : VILLAGRASA HERNÁNDEZ, Félix et ALBEROLA SURIÑACH, Octavio, « Resumen histórico del Grupo pro revisión del proceso Granado-Delgado », dans GÁLVEZ, Sergio (coord.), « Dossier. Generaciones y memoria de la represión franquista: un balance de los movimientos por la memoria » *HISPANIA NOVA. Revista de Historia contemporánea*, n°7, 2007, <http://hispanianova.rediris.es/7/dossier/07d020.pdf>.

⁹⁸ MACÉ, Marielle, « “Le comble” : de l'exemple au bon exemple », *art. cit.*, p. 29.

une fois de plus en quoi la figure de Puig Antich est paradigmatique, devenant ici l’emblème d’une génération :

Caminal, uno de los abogados que defendieron al reo, hoy al frente de la solicitud de revisión [...] se mostró convencido de que, en el contexto en que se produjo su muerte, la víctima podría haber sido “cualquier chico o chica que tuviera entonces entre 25 y 35 años. Toda mi generación somos Salvador”. El abogado reclamó la sensibilización de toda la sociedad en la demanda de revisión⁹⁹.

Ce foisonnement d’articles sur la question, mais aussi leur précision, montrent comment la presse s’empare compulsivement de cette affaire, n’hésitant pas à rapporter les moindres détails du cas. Les informations sont même par moments traitées comme s’il s’agissait d’un roman-feuilleton judiciaire. Ainsi, par exemple, *El País* du 13 décembre 2006¹⁰⁰ publie un nouvel article sur l’état d’avancement du « cas Puig Antich ». À cette occasion, s’il s’agit simplement d’informer que les démarches entreprises par les sœurs sont à l’arrêt, le suspense est introduit dès le titre, qui se présente comme un appel à témoins ou un mandat de recherche et d’arrestation – « À la recherche d’un médecin légiste de garde » – :

El caso del anarquista catalán Salvador Puig Antich [...] se encuentra paralizado a la espera de que pueda ser localizado, si vive, un forense que se encontraba de guardia cuando llegó al hospital el cuerpo del fallecido subinspector de policía Francisco Anguas, de cuya muerte en el curso del tiroteo se responsabilizó a Puig Antich. El testimonio del forense fue admitido por la Sala de lo Militar del Tribunal Supremo con carácter previo a la decisión sobre la autorización para interponer el recurso de revisión, promovido por las hermanas de Salvador Puig Antich. Sin embargo, el proceso lleva paralizado desde hace más de un mes, mientras se trata de localizar al testigo.

Quelques jours plus tard, le même journaliste revient sur l’affaire, annonçant un nouveau rebondissement : le médecin légiste qui avait effectué l’autopsie d’Anguas Barragán a été retrouvé dans une maison de retraite médicalisée. Au vu de son âge avancé – 91 ans –, se pose cependant la question de savoir si son témoignage pourra être reçu :

El forense Rafael Espinosa Muñoz, buscado desde hace meses para declarar como testigo en el proceso de revisión de la condena a muerte del anarquista Salvador Puig Antich, ha sido localizado en una residencia de ancianos de Cataluña y tiene 91 años de edad, según fuentes del Tribunal Supremo. El alto tribunal ha encargado un informe médico para averiguar si está en condiciones de testificar sobre la autopsia que él y otro forense ya fallecido practicaron al cadáver del subinspector Francisco Anguas el 26 de septiembre de 1973, y cuya muerte determinó la ejecución de Puig Antich a garrote vil¹⁰¹.

⁹⁹ GINART, Belén, « Una exposición en el Colegio de Abogados apoya la revisión del proceso a Puig Antich », *El País*, 13/12/2006.

¹⁰⁰ LÁZARO, Julio M., « A la busca de un forense de guardia », *El País*, 13/12/2006.

¹⁰¹ LÁZARO, Julio M., « Localizado en un asilo el forense que hizo la autopsia al policía del “caso Puig Antich” », *El País*, 26/12/2006.

L'article fait également référence à d'autres procédures similaires à celle enclenchée par les sœurs de Puig Antich, en ces termes :

[...] la posición del *núcleo duro* de la Sala de lo Militar contra la revisión de las condenas del franquismo no invita al optimismo en estos momentos. Recientemente ha rechazado revisar la condena a muerte de los anarquistas Joaquín Delgado y Francisco Granados y del ex ministro republicano Juan Peiró Belis.

Puis, le même jour, le même journaliste publie un nouvel article¹⁰² sur la question réalisant par là une véritable chronique. L'affaire est traitée sur le mode de l'énigme policière, Julio Lázaro posant, comme le ferait le narrateur-enquêteur d'un roman noir, une série de questions qui attendent toujours une réponse :

¿Por qué la autopsia del cadáver de Anguas se hizo en comisaría? Anguas fue llevado al Clínico de Barcelona como herido, pero la autopsia se hizo en la comisaría de Universidad, donde estaba destinado el fallecido. ¿Por qué? ¿Y por qué no se hizo una prueba balística para establecer cuantos disparos se hicieron, y con qué armas? Según fuentes del Tribunal Supremo, “desde luego, parece que la policía tuvo algo que ocultar”. ¿Quizá que el cuerpo de Anguas presentaba otros disparos que los que cita la autopsia, procedentes de las armas de los compañeros del subinspector de policía?

L'année 2006 se clôt sur ces interrogations irrésolues, mais l'affaire se poursuit dès l'année suivante, et des articles continuent de paraître régulièrement. Ainsi, le 1^{er} février 2007, *El País* rapporte qu'un témoignage qui met en question le rapport d'autopsie officiel rendu en 1973 a été entendu au Tribunal. Il s'agit à cette occasion d'un autre docteur qui se trouvait de garde le jour où Puig Antich et Francisco Anguas Barragán ont été admis à l'hôpital. Ce médecin déclare que le corps de ce dernier présentait cinq impacts de balle – et non pas trois comme cela avait été affirmé à l'époque – :

El doctor Joaquín Latorre Martín, que se encontraba de guardia en el hospital Clínico de Barcelona el 25 de septiembre de 1973, declaró ayer ante la Sala de lo Militar del Tribunal Supremo que el cuerpo del subinspector de policía Francisco Anguas presentaba al menos cinco impactos de bala cuando ingresó, la tarde en que se produjo el enfrentamiento con el anarquista Salvador Puig Antich¹⁰³.

Si le fait que ce témoignage, considéré comme essentiel par les avocats de la famille pour démontrer l'innocence de Puig Antich, ait été entendu semble indiquer la bonne marche de l'affaire, quelques jours plus tard, un nouveau revirement se produit. Rafael Espinosa Muñoz, le médecin légiste retrouvé dans la maison de retraite en Catalogne a finalement été écarté comme témoin, suite à l'expertise médicale sollicitée par le TS :

¹⁰² LÁZARO, Julio M., « “Hechos nuevos” par un viejo caso », *El País*, 26/12/2006.

¹⁰³ LÁZARO, Julio M., « Otro médico cuestiona la autopsia del policía del “caso Puig Antich” », *El País*, 01/02/2007.

La forense que ha examinado al doctor Espinosa, de 87 años, señala que presenta trastornos de memoria y que durante la entrevista que mantuvo con él dijo no recordar concretamente ningún dato de las autopsias que practicó durante su carrera profesional. Espinosa añadió que los datos obtenidos durante la práctica de la autopsia se encontrarían en el informe elaborado en su día. La forense concluye que Espinosa padece un trastorno en la esfera cognitiva, compatible con deterioro senil¹⁰⁴.

Suite à ce revers, et avant que la Chambre militaire du TS ne délibère, l'avocat des sœurs Puig Antich demande une fois de plus un ajournement pour que puissent être présentées de nouvelles preuves¹⁰⁵.

En mars 2007, alors que le débat autour du projet de « Loi de mémoire historique » bat son plein, un article portant sur la démarche de la famille Baena esquisse une comparaison avec le cas Puig Antich, faisant de ce dernier l'étalon absolu dès qu'il s'agit d'évoquer le sort judiciaire réservé aux condamnés du franquisme :

En casa le llamaban Piter. Su historia es muy parecida a la del anarquista catalán Salvador Puig Antich, ahora de actualidad tras la película *Salvador* y la aparición de nuevos testimonios que podrían conseguir una revisión de su condena a muerte. Pero Salvador estaba presente en el tiroteo tras el que le acusaron de asesinar a un policía. El vigués José Humberto Baena ni siquiera estaba en Madrid cuando dispararon al policía cuya muerte le costó a él la vida. Baena fue uno de los cinco últimos fusilados por el régimen franquista. [...] Desde aquel 27 de septiembre de 1975 en que fue fusilado, la familia Baena no ha cejado en el empeño de demostrar su inocencia¹⁰⁶.

Outre la référence à Puig Antich, l'article rapporte également les paroles de Virginia Álvarez, membre d'Amnesty International, et de Carlos Jiménez Villarejo, ancien procureur général de l'État, qui commentent le projet de « Loi de mémoire historique ». Le second dénonce à cette occasion le fait que le projet de loi prévoit de privatiser la mémoire, une critique qui sera – nous l'avons vu – largement relayée :

“La Ley de Enjuiciamiento Criminal, que es de finales del XIX, estipula que, en los casos de muertes violentas, debe ser el juez quien asuma el caso”, explicó. Es decir, el Estado debe hacerse cargo de la investigación, y las “desapariciones del franquismo no son otra cosa que muertes violentas”, afirma Álvarez, que lamenta que no sea el Estado el que se haya hecho cargo “de la exhumación de cadáveres de las fosas comunes”. “Están privatizando la memoria histórica”, concluye.

À ce soupçon de privatisation semble précisément faire écho le régime d'exemplarité au travers duquel est saisi Puig Antich dans les textes qui nous occupent.

Ainsi, la presse se concentre à nouveau sur le « cas Puig Antich », et annonce le refus du TS de verser au dossier d'instruction les nouvelles preuves présentées par les sœurs. L'ABC du

¹⁰⁴ LÁZARO, Julio M., « El forense que hizo la autopsia al policía del “caso Puig Antich” no puede testificar », *El País*, 10/02/2007.

¹⁰⁵ LÁZARO, Julio M., « El Supremo aplaza el “caso Puig Antich” ante una nueva propuesta de pruebas », *El País*, 21/02/2007.

¹⁰⁶ GONZÁLEZ, Paula, « La familia de Baena no se rinde », *El País*, 03/03/2007.

21 mars 2007¹⁰⁷ signale ainsi dans une page de la rubrique « Espagne » entièrement consacrée à « La polémique sur la mémoire historique » que « [l]a Sala Militar del Tribunal Supremo ha denegado la práctica de nuevas pruebas aportadas por la familia de Salvador Puig Antich, que pretende que se revise la sentencia que en 1974 condenó a muerte al anarquista catalán por la muerte de un policía. » Si *El País* rapporte la même nouvelle, il le fait cependant de façon bien plus critique, qualifiant la résolution du TS de « revers » et révélant le nom du seul magistrat à s'être opposé à cette décision :

El caso del anarquista catalán Salvador Puig Antich, sentenciado a muerte en 1974, sufrió ayer un revés en el Tribunal Supremo. Con el voto particular contrario del magistrado José Luis Calvo Cabello, el Pleno de la Sala de lo Militar del Supremo ha rechazado casi todas las pruebas propuestas por las hermanas de Puig Antich¹⁰⁸.

Finallement, deux ans après le début des démarches, et suite à de nombreuses péripéties, le TS rend un avis défavorable à la famille de Puig Antich, niant la recevabilité de la demande de révision du procès par manque de nouvelles preuves :

La Sala Militar del Tribunal Supremo ha denegado a la familia del anarquista barcelonés Puig Antich, ejecutado en 1974 como autor del asesinato de un policía, la revisión de la sentencia que le condenó a muerte. De esta forma, se cierra un procedimiento que lleva más de dos años abierto en el alto Tribunal¹⁰⁹.

Quelques mois après la résolution du TS, un article d'*El País*¹¹⁰ revient sur l'ensemble du processus, pour en donner à cette occasion une vision un peu plus personnelle : sans que cela ne se présente réellement comme un entretien, la journaliste rapporte ici une conversation avec Carmen Puig Antich, l'une des sœurs, et Sebastián Martínez Ramos, avocat à la tête de l'instruction. Si l'article ne fournit pas à proprement parler de nouvelles données sur le « cas Puig Antich » – à l'exception de l'intention des sœurs de faire appel auprès du Tribunal Constitutionnel –, il a le mérite d'incarner, d'humaniser l'affaire, mais également de faire en sorte qu'elle reste d'actualité. En effet, délaissant le ton juridico-technique qui était ordinairement de mise jusqu'ici, l'article bascule dans le personnel pour révéler un des arguments principaux défendus par ceux qui revendiquent la « récupération » de la mémoire : le besoin impérieux d'une réhabilitation publique – plus symbolique que financière – pour

¹⁰⁷ « El TS rechaza practicar nuevas pruebas pedidas por la familia de Puig Antich », *ABC*, 21/03/2007.

¹⁰⁸ J. A. H., « El Supremo considera innecesarias las pruebas solicitadas por la familia del anarquista Puig Antich », *El País*, 21/03/2007.

¹⁰⁹ « El TS deniega a la familia de Puig Antich la revisión de su condena a muerte en 1974 », *ABC*, 14/06/2007. Les autres journaux rapportent également la nouvelle, dans des termes semblables. Voir, pour exemples : « El TS deniega a los familiares de Puig Antich recurrir la sentencia que lo condenó a muerte », *El Mundo*, 13/06/2007 ; LÁZARO, Julio M., « El Supremo rechaza revisar la condena a muerte de Puig Antich », *El País*, 14/06/2007 ; et « El Supremo deniega recurrir la sentencia de Puig Antich », *La Vanguardia*, 14/06/2007.

¹¹⁰ JUNQUERA, Natalia, « 20 minutos y 33 años después de la ejecución de Salvador », *El País*, 01/09/2007.

pouvoir fermer les blessures du passé. L'accent est mis sur l'effet cathartique attendu d'une loi de mémoire :

Carmen Puig mira a su abogado mientras se indigna. “Una vez, después de mucho tiempo, le pregunté a Carmen por qué nunca me había preguntado si podrían acceder a una indemnización en el caso de Salvador. Me respondió que ni siquiera se lo habían planteado”, afirma Martínez Ramos. “No hacemos esto por dinero, sino por respeto a su dignidad”, concluye Carmen. “Sencillamente, no podemos sacarnos de la cabeza aquellas 12 horas esperando a su lado a que lo ejecutaran”.

Ces quelques mots, particulièrement bouleversants, sont loin de correspondre au cliché érigé par les détracteurs de la loi, qui voient dans ses défenseurs les tenants d'un revanchisme violent. Publié alors que les débats agités sur la pertinence d'une « Loi de mémoire historique » se succèdent, l'article défend de fait son utilité, en livrant le témoignage apaisé et humanisé d'une de ses bénéficiaires potentielles. Cependant, l'approbation de la « Loi de mémoire » en décembre 2007 déçoit très largement ceux qui, comme la famille Puig Antich, demandent la révision des procès puisque, comme nous l'avons vu, si elle déclare illégitimes les sentences franquistes, elle ne les annule pas pour autant. Le « cas Puig Antich » se retrouve ainsi sans solution juridique : le TS a jugé irrecevable le recours en révision présenté par les sœurs, la « Loi de mémoire », qui a été approuvée à coup de négociations, a laissé intactes certaines des bases sur lesquelles s'est construit l'édifice démocratique – en premier lieu la loi d'amnistie de 1977¹¹¹ et la continuité de la légalité franquiste.

Cependant, bien qu'il ne soit plus strictement d'actualité, de par sa condition paradigmatique, « le cas Puig Antich » continue d'être cité dans la plupart des articles portant sur des demandes de révision – annulation – de procès, comme celle de la famille de Companys¹¹² ou celle de Miguel Hernández. Les deux régimes d'exemplarité convergent dans

¹¹¹ Plusieurs organisations comme Human Rights Watch (<<http://www.hrw.org/es>>), Amnistie Internationale (voir notamment : Amnistía Internacional, « España: la obligación de investigar los crímenes del pasado y garantizar los derechos de las víctimas de desaparición forzada durante la guerra civil y el franquismo », novembre 2008, disponible sur le site de l'organisation <<https://www.es.amnesty.org/index.php>>) ou Equipo Nizkor (voir entre autres : Equipo Nizkor, « La cuestión de la impunidad en España y los crímenes franquistas », <<http://www.derechos.org/nizkor/espana/impu/>>) demandent très activement l'abolition de la loi d'Amnistie de 1977. De même l'ONU enjoint régulièrement le Gouvernement espagnol à enquêter les « disparitions » du franquisme, et à apporter un soutien actif aux victimes : RUSIÑOL, Pere, « La ONU amonestó tres veces a España por la Ley de Amnistía », *Público.es*, 19/04/2010 ; MUÑIZ, Andrés, « La ONU exige a España que deje de ampararse en la Ley de Amnistía para no juzgar al franquismo », *Público.es*, 15/11/2013.

¹¹² Voir notamment l'article PIÑOL, A. et ROGER, M., « La nieta de Companys no se da por satisfecha con el informe de la fiscalía », *El País*, 27/03/2010, dans lequel il est dit que : « El historiador Borja de Riquer abundó que la Ley de la Memoria debía de haber incorporado la nulidad. “Se perdió una oportunidad al dejarlo para la vía judicial”, apuntó De Riquer, que recordó que por eso no prosperó la nulidad del caso de Puig Antich. »

la construction d'une constellation de grandes figures. Le cas du poète est ainsi référé à celui de Puig Antich dans un article d'*El País* du 07 juillet 2010¹¹³ :

El Supremo ha tumbado decenas de recursos similares, como el de la familia de Salvador Puig Antich, el penúltimo ejecutado a garrote vil del franquismo; el de los descendientes de Joaquín Delgado y Francisco Granado, condenados a muerte por dos atentados que otros dos anarquistas confesaron haber cometido, o el de José Pellicer, combatiente antifranquista.

La référence à Puig Antich est reprise dans les mêmes termes plusieurs mois plus tard, toujours en rapport avec le cas de Miguel Hernández, dans un article d'*El País* du 15 février 2011¹¹⁴. Puis il réapparaît dès le lendemain¹¹⁵, dans l'article expliquant la décision du TS de rejeter la demande de révision de la peine du poète, même s'il en reconnaît l'injustice, considérant comme l'indique le sous-titre de l'article que la « Loi de Mémoire Historique déclare déjà l'illégitimité des peines produites pour des raisons politiques et idéologiques ». Ainsi, paradoxalement, cette loi qui devait permettre aux familles de réclamer, du moins individuellement, l'annulation des peines, est itérativement utilisée par le TS comme argument pour refuser toute révision. Pour finir, le Tribunal Constitutionnel rejette également l'appel présenté par les sœurs de Puig Antich.

La chronique polyphonique que nous venons de proposer vise à montrer quel genre de traitement la presse réserve au « cas Puig Antich ». La prolifération du détail minuscule, le lexique technique et les mouvements d'oscillation entre le général et le particulier concourent à élaborer un type d'exemplarité hybride au sein duquel Puig Antich est à la fois le paradigme et la métonymie des démarches juridiques concernant les procès franquistes.

Conclusion de chapitre

Nous avons vu dans ce chapitre comment à partir du milieu des années quatre-vingt-dix la figure de Puig Antich est exclusivement appréhendée par la presse au prisme de la question mémorielle et de la polémique qu'elle suscite. L'élément principal de cette controverse touche à la question des limites de la « Loi de mémoire historique ». Le « cas Puig Antich » va, dans

¹¹³ JUNQUERA, Natalia, « La familia exige revisar la condena a Miguel Hernández con nuevas pruebas », *El País*, 07/07/2010.

¹¹⁴ LÁZARO, Julio M., « El Supremo estudia la condena al poeta Miguel Hernández », *El País*, 15/02/2011.

¹¹⁵ LÁZARO, Julio M., « El Supremo rechaza revisar la condena a muerte de Miguel Hernández pero reconoce su injusticia », *El País*, 16/02/2011.

ce contexte crispé, devenir rapidement une arme discursive, un des arguments de ceux qui jugent la loi nécessaire mais insuffisante dans leur combat contre ceux qui la considèrent comme suffisante et raisonnable. Le point de cristallisation de cette guerre rhétorique porte ainsi sur les possibilités ou pas qu'offre la loi de réviser les procès qui ont eu lieu pendant le franquisme. Aussi, si la loi déclare ces procès « illégitimes », elle ne les annule pas pour autant – revendication que partagent cependant la plupart des associations pour la « récupération de la mémoire historique ». C'est dans ce contexte, au sein de ce débat, que la figure de Puig Antich devient la métonymie des revendications de révision des procès : considéré par la presse comme un cas précurseur pour la révision des conseils de guerre qui ont imposé des condamnations à mort pendant le franquisme, du résultat de son affaire dépendent grandement les autres cas soumis à révision. La presse juge qu'une issue favorable supposerait un précédent : Puig Antich pourrait faire jurisprudence. Cependant, après deux longues années de démarches laborieuses, la Cinquième Chambre du TS rend un verdict négatif, considérant irrecevable le recours en révision présenté par les sœurs Puig Antich. Le refus systématique auquel se heurte depuis la fin des années quatre-vingt-dix la famille Puig Antich symbolise, aux yeux de beaucoup, les limites évidentes de cette « Loi de mémoire historique » qui à aucun moment n'a songé à remettre en cause les fondements du consensus transitionnel.

Par ailleurs, sur le plan journalistique, cette période se caractérise par la forte politisation du traitement de la figure de Puig Antich, politisation cependant exclusivement imputable à celle que connaît la question mémorielle. Ce phénomène se voit reflété dans la presse nationale, qui n'hésite pas dans certains cas à prendre ouvertement parti pour la « Loi de mémoire », au contraire à en souligner les dangers ou, de l'autre côté du spectre politique, à en pointer les limites. Reprises au niveau de l'État par le biais de la législation, les revendications du « mouvement pour la récupération de la mémoire historique » connaissent une judiciarisation croissante. Le style et le lexique technico-juridiques qu'adoptent les articles abordant la question mémorielle illustrent magistralement ce dernier phénomène. Par conséquent, la politisation manifeste de la figure de Puig Antich s'effectue dans les limites exclusives d'une appréhension juridique de sa personne : ce n'est pas tant le contenu révolutionnaire du discours porté par le MIL ou par Puig Antich qui est mis en exergue, mais bien le débat juridique qu'il suscite ; autrement dit, ce n'est pas des conceptions politiques de Puig Antich que l'on parle, mais bien du « cas Puig Antich ». Ce que montre la judiciarisation de la question mémorielle c'est, somme toute, les mécanismes d'une démocratie définie avant tout à l'aune unique du droit. En effet, l'accès à la reconnaissance publique ne semble se faire qu'à travers l'acquisition

d'un statut juridique homologué par l'État *via* la loi : ce n'est donc qu'en tant que « victime » que Puig Antich est « récupérable ». L'individu Puig Antich n'est donc plus ici envisagé comme acteur politique porteur d'une idéologie qui prétend transformer la réalité, mais comme victime d'un régime révolu.

Pour finir, nous pouvons dire que, progressivement, le nom de Puig Antich n'apparaît plus cité que dans le contexte du débat mémoriel, son cas étant érigé en exemple paradigmatique de toutes les revendications de révision des procès franquistes. C'est pourquoi, nous proposons de parler à son sujet d'« individu métonymique » : ce terme provient des études de genre et des études postcoloniales dans lesquelles il désigne un sujet qui serait exclusivement saisi par des traits « stéréotypiques », qui serait « constamment ramené à un prétendu groupe, une entité, altérisé, minorisé¹¹⁶ ». Nous proposons de déplacer ici quelque peu cette définition pour l'appliquer à notre objet d'étude : la presse fait de Puig Antich un « individu métonymique », et ce à plusieurs niveaux. Tout d'abord, en tant que victime non reconnue officiellement, c'est-à-dire comme métonymie de toutes les victimes (ou familles de victimes) qui demandent que soient révisés leurs procès. Mais à un autre niveau, subtilement imbriqué dans le premier, en tant que « victime anarchiste catalane », ou plus largement en tant que « victime antifranquiste ». C'est la qualité d'« anarchiste catalan antifranquiste » réprimé par la dictature qui lui donne accès au statut de victime, et c'est uniquement en tant que victime que son « cas » peut être appréhendé juridiquement et donc « récupéré » par la mémoire collective. C'est également parce que sa figure est réduite et ramenée à des groupes – catalan, antifranquiste – dont elle a également pour fonction de consolider la réalité discursive, que le nom de Puig Antich est récupéré et récupérable politiquement. Arme discursive dans la polémique mémorielle, il est aussi une arme discursive dans la polémique politique, c'est ce que nous nous proposons d'éclairer dès à présent.

¹¹⁶ DORLIN, Elsa, « Vers une épistémologie des résistances », dans Elsa DORLIN (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009, p. 13.

Chapitre 8. « Récupération de la mémoire » et récupération politique : les noms de Puig Antich

Les pages qui suivent portent toujours sur la question de la « récupération » de la mémoire et sur les incidences de celle-ci sur la représentation journalistique du MIL. Elles sont directement en lien avec celles du chapitre précédent et auraient pu, éventuellement, faire partie de celui-ci. Cependant, nous décidons de leur consacrer une partie à part pour deux raisons principales – de nature différente. D’une part, il nous semble qu’en les présentant isolément nous avons fluidifié et aussi privilégié la lisibilité du texte. D’autre part, un motif scientifique préside à cette décision : si la question de la « récupération » de la mémoire est toujours centrale, se voit ici quelque peu déplacée. En effet, nous allons traiter du glissement d’une « récupération de la mémoire » entendue comme volonté de réhabiliter publiquement la mémoire d’un groupe social donné, vers une récupération politique de cette mémoire, entendue comme usage public du passé.

Nous voudrions dans ce chapitre partir d’une citation qui sera le fil conducteur – plus ou moins explicite – de notre réflexion. Dans un ouvrage classique sur la question de la mémoire de la Guerre civile, Paloma Aguilar affirme : « No se considera memoria histórica todo acontecimiento del pasado que, de una u otra forma, haya quedado registrado en los múltiples recipientes de la memoria, sino sólo aquel que tenga una relevancia inmediata y algún tipo de influencia sobre el presente¹. »

En partant de cette idée, nous voudrions analyser dans ce chapitre les différentes constructions – plus ou moins mystifiantes – dont fait l’objet dans la presse Puig Antich, pour montrer en quoi elles répondent à des intérêts divers ou reflètent plusieurs constructions mémorielles concurrentes. Aussi, nous verrons qu’« anarchiste », « catalan » et « antifranquiste » sont autant de catégories d’appréhension de Puig Antich qui s’imposent dans la presse écrite. Si nous avons précédemment pu évoquer ces nominations², il s’agit ici de systématiser leur apparition et de proposer une interprétation de la construction par strates d’une figure d’un « Puig-Antich anarchiste catalan antifranquiste ». Précisons toutefois d’emblée que ce processus n’est pas forcément régi par les lois de la diachronie mais bien plutôt par celles de

¹ AGUILAR FERNÁNDEZ, Paloma, *Memoria y olvido de la Guerra Civil española*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, p. 45.

² Notamment dans la deuxième partie de ce travail.

la synchronie. Cependant, l'écriture étant verticale et non rhizomique, nous sommes contrainte de séparer artificiellement ce qui se donne simultanément.

Plus concrètement, nous allons voir que le qualificatif d' « anarchiste » pour définir politiquement Puig Antich en arrive à s'imposer à tous les médias écrits. Nous tenterons d'analyser dans quelle mesure ce phénomène se produit parallèlement à une tentative de réhabilitation d'une mémoire libertaire oblitérée. Nous verrons également la part d'héritage des langages du franquisme que l'emploi de ce qualificatif charrie. Par la suite, nous nous demanderons, comment le processus de récupération de la figure de Puig Antich par les partis politiques catalans concourt à asseoir la légitimité politique de la « nation » catalane, au moment même où son texte fondateur est soumis à réforme. Finalement, nous examinerons dans quelle mesure la construction d'un « Puig Antich-militant-anarchiste-catalan-antifranquiste » répond à un besoin de faire entrer Puig Antich dans la catégorie des victimes du franquisme ayant lutté pour la démocratie, condition *sine qua non* de sa réhabilitation morale publique.

Mais ces analyses ont la prétention de s'intégrer à une réflexion plus large sur la question de la « récupération de la mémoire historique ». Si l'adoption du langage juridique international relatif aux droits de l'homme crée, comme le montre Sophie Baby, « un certain formatage des expériences relatées », elle produit également un retraitement des « vaincus » en « victimes », afin de les insérer dans le cadre interprétatif majoritaire dont nous avons montré la nature judiciaire. Puisque la « Loi de mémoire historique » n'a pas annulé les sentences, le combat mémoriel passe désormais par le recours à la justice, et donc par la conversion en *victime* de toute personne dont on voudrait réhabiliter la mémoire. Autrement dit, il semblerait que pour que la mémoire de Puig Antich puisse être publiquement « récupérée », il faut dépouiller sa figure d'un certain nombre de caractéristiques qui n'ont plus leur place dans le discours sécuritaire démocratique actuel – celui dans lequel s'expriment *in fine* les mémoires.

8.1. L' « anarchiste Puig Antich »

Une lecture, même superficielle, des articles qui se rapportent à Puig Antich permet de repérer assez facilement les deux attributs qui sont employés de façon récurrente pour se référer à lui : « anarchiste » et « catalan ». Toutefois, il s'agit d'une double définition qui ne va pas de soi, et qui pourrait à bien des égards être critiquée.

En effet, un des termes les plus employés dans la presse pour désigner Puig Antich ou le MIL est celui d'anarchiste. Or, comme nous l'avons montré en première partie, le groupe ne s'est jamais défini comme anarchiste, mais se réclamait au contraire de plusieurs courants de pensée – courants libertaires, certes, mais également marxistes, conseillistes communistes, antiparlementaristes et antisindicalistes, entre autres. Dès lors, comment expliquer l'emploi exclusif de ce terme pour se référer à Puig Antich ? La réponse la plus simple consisterait à dire qu'il résulte d'un besoin de dénomination, de définition : puisque le MIL n'a pas une pensée univoque, puisqu'il n'est rattaché à aucun parti, puisqu'il est extrêmement critique de la gauche communiste représentée par le *Partido Comunista Español* (PCE) et le *Partit Socialista Unificat de Catalunya* (PSUC), puisqu'il défend l'autonomie comme mode d'organisation, il ne peut en conséquence être qu'anarchiste. Mais, si nous analysons de façon un peu plus précise la question, il apparaît que cet usage discutable du terme « anarchiste » pour parler de Puig Antich s'explique par plusieurs mécanismes différents, souvent connexes, mais répondant parfois à des logiques opposées. Nous proposons ici de synthétiser et de systématiser les éléments épars qui ont déjà été évoqués à ce sujet dans la deuxième partie de notre travail.

D'une part, à l'origine, le terme est attribué à Puig Antich par le franquisme pour le disqualifier politiquement. En effet, nous l'avons vu, tout au long du franquisme, le terme d'« anarchiste » a une connotation très négative, le régime n'ayant eu de cesse d'assimiler anarchisme et délinquance à travers notamment la figure du *bandolero*, du brigand. Ce terme a été notamment employé par le régime franquiste pour qualifier les maquisards de façon à dépolitiser leur action en les réduisant à de simples délinquants. De la même façon, et pour les mêmes raisons, les articles portant sur le MIL ou Puig Antich pendant le franquisme font de ce dernier un « brigand », un « délinquant », un « assassin ». Ces articles sont des textes saturés d'adjectifs qui renvoient à un danger économique et physique pour se référer à Puig Antich, et qui ont la caractéristique d'être toujours connotés négativement, en particulier sur le plan moral. Puig Antich porte, en plus de tous ces noms, celui d'« anarchiste », ce qui ne fait que renforcer sa faute. Aussi, lorsqu'il est arrêté, il apparaît dans la presse comme triplement délinquant : il est délinquant parce que taxé de *bandolero*, il est délinquant parce que qualifié d'« anarchiste », et il est délinquant parce que condamné et exécuté le même jour qu'un délinquant de droit commun, auquel il est comparé par une habile mise en page qui fait la une du journal *El Caso*. Ainsi, il est capital de rappeler que ce terme d'« anarchiste », fréquemment apposé au nom de Puig Antich, est avant tout un héritage du franquisme.

Par ailleurs, le terme est également employé par la presse pendant la Transition, bien qu'un glissement vers celui de « terroriste » se produise. Nous avons vu dans quelle mesure cette nomination contribue à asseoir le nouveau modèle citoyen que le processus transitionnel est en train d'instaurer, modèle qui élabore simultanément de nouvelles représentations du désordre dans une démocratie entendue avant tout comme sécuritaire et immunitaire³. Contre l'idée tant vantée d'un processus transitionnel « modèle » et « pacifique », Sophie Baby a montré que les années de Transition sont traversées par d'importantes violences, les résistances à ce processus en marche étant nombreuses et multiformes⁴. Dans ce contexte de bataille politique – marqué par de dures négociations, répressions et impositions – qui se joue aussi sur un plan discursif, le recours à la nomination d' « anarchiste » et la réactivation de l'imaginaire qui lui est associé⁵ peut servir à ôter tout crédit à certains groupes⁶ qui portent une vision différente sur ce que devrait être le processus transitionnel. De plus, l' « anarchiste » a l'avantage de concentrer les deux éléments principaux contre lesquels se bat la « démocratie immunitaire » en construction si l'on admet, avec Arnaud Dolidier que « [l]a figure de l'anarchiste est celle qui permet de combiner le visage du délinquant qui s'attaque à l'ordre social et celui du terroriste qui combat l'ordre politique⁷. »

Cependant, au-delà de cet usage politique intéressé, cette nomination s'explique dans une très large mesure par le fait que le « mouvement libertaire⁸ » soit le seul à réclamer en propre

³ Nous reprenons ici le terme du philosophe Alain Brossat qui avance l'idée selon laquelle : « [...] dans les sociétés modernes (l'Amérique du Nord, mais aussi l'Europe occidentale [...]), la démocratie, entendue comme régime de la politique mais, plus généralement, en tant que régime général de la vie des hommes, est fondamentalement un *système immunitaire*. Les personnes, les corps, les opinions s'y voient établir des conditions d'existence et accéder à un statut qui sont assurés et garantis – du moins en principe. » BROSSAT, Alain, *La démocratie immunitaire*, Paris, La Dispute, 2003, p. 10.

⁴ Voir l'éclairant travail de BABY, Sophie, *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012

⁵ Dans un article portant sur les représentations sociales du désordre à l'occasion de « l'affaire Scala », Arnaud Dolidier affirme : « La figure de l'anarchiste s'inscrit dans l'imaginaire de la terreur et perd ainsi toute crédibilité quant à son intervention sociale et politique. », DOLIDIER, Arnaud, « "L'affaire Scala et les anarchistes" : représentations sociales du désordre pendant la transition démocratique espagnole », *Essais. Revue interdisciplinaire d'Humanités*, n°3, 2013, p. 148.

⁶ Rappelons que l'exécution de Puig Antich est à l'origine d'une importante vague de solidarité qui, selon les mots de Sophie Baby, « entraîne dans son sillage la réactivation d'autres groupuscules libertaires sur un modèle similaire ». BABY, Sophie, *op. cit.*, p. 104.

⁷ *Ibid.*, p. 152.

⁸ Qu'il s'agisse de secteurs reliés à la CNT ou ceux reliés à la CGT. Ainsi, à l'occasion des quarante ans de l'exécution de Puig Antich, le 02 mars 2014, plusieurs actes en son hommage ont lieu. Si à Barcelone, les multiples manifestations prévus sont organisées principalement par la CGT, à Olot les actes sont organisés, entre autres, par la CNT, la CUP (« Candidature d'Union Populaire », organisation politique *asamblearia*, de gauche et indépendantiste), et par l'organisation Arran (les jeunes de la gauche indépendantiste catalane). À ce sujet, voir l'article annonçant le programme des actes réalisés à Barcelone publié sur le site de la CGT Catalogne : <http://www.cgccatalunya.cat/spip.php?article10016#.VCGRPxbvz9s> ; Voir également l'article portant sur l'événement qui a lieu à Olot sur le site llibertat.cat « Portail d'information et d'opinion de la Gauche

la mémoire de Puig Antich. Cette entreprise de réappropriation de la mémoire de Puig Antich n'est pas étrangère à un mouvement de reconstruction de la mémoire anarchiste oblitérée par le consensus transitionnel et éclipsée ensuite par d'autres mémoires. L'inclusion de Puig Antich, en tant que figure positive de la victime innocente du franquisme, dans la famille politique libertaire répond à un besoin de réhabilitation de ce courant, de reconnaissance de son importance historique en Espagne, et plus précisément de son rôle dans les luttes de l'antifranquisme. Ainsi, puisque l'anarchisme le réclame en propre, il n'est pas étonnant qu'il soit exclusivement nommé comme tel dans la presse.

Pour exemple de cette incrustation du motif Salvador Puig Antich dans la mémoire anarchiste, évoquons ici brièvement l'initiative développée en 2004 à Barcelone par un collectif d'artistes, et rapportée par *El País*⁹. En effet, le « Collectif Tourisme Tactique » prévoit pour l'année 2004 d'instaurer un parcours en bus par « la Barcelone anarchiste », dans le cadre du programme d'expositions du très officiel *Institut de Cultura de Barcelona* – et donc soutenu par la Mairie de Barcelone. Le projet prétend délibérément « récupérer » une certaine mémoire oubliée puisque selon les mots de l'une des artistes à l'origine de cette manifestation, Maite Ninou : « Con esta ruta no hemos pretendido hacer un resumen de la historia del anarquismo, sino dar voz a una gente y a una historia que muchas veces ha estado ocultada y que vale la pena recordar. » L'initiative reçoit le soutien de plusieurs témoins – militants historiques de la CNT (Abel Paz, Luis Andrés Edo, Concha Pérez) ou apparentés (Manel Aisa) –, ainsi que de la Fondation Anselmo Lorenzo de Madrid et des archives de la CNT. Ce parcours, qui prévoit de passer dans des lieux de Barcelone jugés emblématiques de l'anarchisme, inclut un arrêt consacré à Puig Antich qui vient ce faisant intégrer définitivement, officiellement et exclusivement, la famille anarchiste :

Podrá visitarse, por ejemplo, desde el lugar exacto en el que el 20 de julio de 1936 murió Francisco Ascaso en el primer asalto a las dependencias militares de Atarazanas, al final de La rambla, en lo que era el último reducto fascista que quedaba en la ciudad tras los tres días de julio posteriores al alzamiento de Franco contra la República, hasta el bar Funicular, en la calle Girona esquina con Consell de Cent, en cuyos alrededores fue detenido el 25 de septiembre de 1973 Salvador Puig Antich, que pocos meses más tarde fue ejecutado en la prisión Modelo.

Cette tentative de « récupération » de la mémoire anarchiste souvent passée sous silence s'accompagne cependant d'un processus de glorification et de construction d'un certain nombre de martyrs, dont Puig Antich est l'un des derniers en date. Il est en outre intéressant de

Indépendantiste » (selon son sous-titre) : <https://www.llibertat.cat/2014/03/un-centenar-de-persones-reivindiquen-a-olot-la-memoria-de-salvador-puig-i-antich-25216>.

⁹ SERRA, Catalina, « Paseo por el anarquismo. Un colectivo de artistas organiza en Barcelona una ruta turística por los lugares emblemáticos de la “rosa de foc” », *El País*, 04/10/2004.

commenter les implications de cette tentative de « détournement » à des fins « didactiques » d'une activité par ailleurs hautement commerciale comme le tourisme. Si l'emploi d'un moyen de masse pour faire connaître une partie importante et souvent oblitérée de l'histoire politique de la ville de Barcelone n'est pas en soi problématique, le risque de muséification et/ou de spectacularisation n'est cependant pas loin, notamment au vu du dispositif mis en œuvre. Ainsi, comme cela est reporté dans l'article d'*El País*, le parcours en bus est ponctué par la diffusion de vidéos documentaires et par des commentaires enregistrés – sans que les voix elles-mêmes ne soient cependant réellement celles des témoins mais simplement des voix radiophoniques – qui « [...] situarán a los *turistas* de la historia en los antecedentes del hecho o del personaje relacionado con el lugar que va a visitar ». Soulignons très particulièrement l'expression « touristes de l'histoire » – employée dans l'article de façon descriptive et acritique – qui nous paraît illustrer parfaitement ce que l'historien Enzo Traverso appelle un « processus de *réification du passé*, c'est-à-dire sa transformation en objet de consommation, esthétisé, neutralisé et rentabilisé, prêt à être récupéré et utilisé par l'industrie du tourisme et du spectacle, notamment le cinéma¹⁰ ».

Pour finir, mentionnons comme raison majeure de cette inscription médiatique de Puig Antich dans l'anarchisme l'effet de « circulation circulaire de l'information », de reprise à l'infini et en circuit fermé, qui aboutit inmanquablement à son uniformisation. Catégorie apposée à Puig Antich pendant le franquisme, le terme « anarchiste » est par la suite abondamment relayé par tous les journaux qui tendent à rapporter les mêmes informations dans des termes similaires. Puig Antich est infailliblement qualifié d'« anarchiste », sans que son appartenance au courant libertaire ne soit remise en cause, ni même commentée par la presse.

8.2. Puig Antich catalan, Puig Antich catalaniste ?

Le deuxième qualificatif qui apparaît de façon récurrente pour nommer Puig Antich est celui de « catalan », pas tant pour désigner un état de fait (Puig Antich est certes né à Barcelone et est de ce fait de catalan), mais plutôt pour l'assimiler à une revendication régionale. L'emploi itératif de cet adjectif par la presse est ainsi loin d'être anodin, il se présente bien plutôt à nos yeux comme un fait paradoxal dont il nous importe d'analyser les fondements. En effet, nous avons établi en première partie de ce travail que le MIL n'a jamais défendu des positions

¹⁰ TRAVERSO, Enzo, *Le passé, modes d'emploi : histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 11.

nationales ni par conséquent nationalistes : il a toujours au contraire prôné l'internationalisme en inscrivant ouvertement sa lutte dans la lignée des mouvements de contestation survenus dans le monde après mai 68, et n'a pas hésité à critiquer une organisation comme l'IRA. Malgré cela, Puig Antich est systématiquement – ouvertement ou par association – assimilé au nationalisme catalan, que ce soit dans son versant fédéraliste, régionaliste ou même indépendantiste.

Une lecture attentive des articles révèle que l'adjectif « catalan » apposé au nom de Puig Antich apparaît dans la presse de façon plus nette à des moments politiques précis. Comme nous l'avons vu, il est particulièrement présent, d'une part, pendant la période de Transition et dans les premières années de la démocratie, moment où les revendications régionalistes ressurgissent avec force après quarante ans de franquisme – culminant avec l'adoption de l'*Estatuto de Autonomía de Cataluña* en 1979. Le vocable réapparaît cependant dans la presse, d'autre part, à la fin des années quatre-vingt-dix et au début des années deux-mille, lorsque le *Partido Popular* arrive au pouvoir et ouvre à nouveau le débat sur la question des autonomies, s'opposant notamment à la proposition de réforme de l'*Estatuto de Autonomía de Cataluña*. Ainsi, s'il s'agit d'une nomination qui, appliquée à Puig Antich, est pour le moins problématique d'un point de vue historiographique, sa présence massive dans la presse est un excellent révélateur de l'état de la polémique qui oppose le Gouvernement central au Gouvernement catalan, nous allons le voir.

Par ailleurs, avant d'analyser plus précisément certains de ces articles, il convient de rappeler qu'alors que la menace d'exécution à mort plane sur Puig Antich, si des manifestations de soutien à sa cause ont lieu, celles-ci restent minoritaires en Espagne. Par ailleurs, une fois sa condamnation à mort confirmée, si plusieurs collectifs, organisations (comme Amnesty International) et personnalités adressent des pétitions de clémence à Franco, les principaux partis de l'opposition, dont les partis catalans réunis autour de l'*Assamblea de Catalunya*, se manifestent peu, ou tardivement¹¹. À ce propos, Manuel Vázquez Montalbán propose sous la forme littéraire d'une conversation fictive avec Franco une analyse aigüe de ce désengagement :

Difícil explicar-le a usted el porqué de la escasa reacción española ante el asesinato legal de Puig Antich, un joven anarquista que mató a un policía mientras forcejeaban por una pistola. Hubo algunas manifestaciones, sobre todo en Barcelona. Extrema izquierda. Cristianos por el Socialismo. Simples horrorizados ante la operación de matar, pero los estados mayores de los

¹¹ À ce propos, Ramon Barnils commente : « La campanya internacional per Puig Antich no es va evitar, però va ser abonada amb prudència i tacte. L'oposició es va moure tard, malament, amb desgana: amb prudència. Una setmana abans de l'execució, correm-hi tots: ja era massa tard. » BARNILS, Ramon, « Puig Antich, una vida per la vida », *op. cit.*, p. 39.

partidos trataban de despegarse de la violencia, en busca de una respetabilidad pactante de la futura democracia¹².

Cette tiédeur est d'autant plus frappante que le Gouvernement catalan, notamment sous le mandat du *Tripartit*¹³, va énergiquement défendre la nécessité d'une « récupération » de la mémoire de Puig Antich. Nous verrons que le « cas Puig Antich » devient rapidement une arme discursive de plus dans cette bataille entre le Gouvernement central et le Gouvernement autonome.

Le qualificatif apparaît dans des articles traitant de la question régionale de façon plus ou moins directe. Il est employé d'autant plus naturellement – sans commentaire, comme allant de soi – que l'article paraît dans *La Vanguardia*, journal à diffusion nationale, mais particulièrement lu en Catalogne où il est édité.

Commençons par évoquer quelques-uns des cas exemplaires qui relient Puig Antich au nationalisme catalan. Ils se présentent à la fois de façon ponctuelle et récurrente, à la manière d'éléments saupoudrés dont la mise en lien fait apparaître une forme de constellation lexicosémantique. Dans un deuxième mouvement, nous nous pencherons sur les articles dans lesquels l'amalgame Puig Antich/catalanisme se voit cristallisé à l'occasion d'événements marquants commentés longuement par la presse.

8.1.2. Une constellation lexico-sémantique

Le 11 septembre 1999, à l'occasion de la célébration de la « Diada » – fête nationale en Catalogne –, le « festival Altaveu » qui se tient tous les ans à Sant Boi de Llobregat (Barcelone) prévoit de rendre un hommage à Puig Antich et à Oriol Solé Sugranyes. Dès le 23 juillet, *La Vanguardia*¹⁴ indique la tenue de cet événement consacré aux deux militants du MIL annonçant que :

Quando se cumple un cuarto de siglo de la ejecución a garrote vil de Salvador Puig Antich, el festival acoge el estreno de “Mil veus per a Salvador i Oriol”. En esta producción, el Big Ensemble del Taller de Músics (BETM) recordará tanto a Puig Antich como a Oriol Solé Sugranyes, que murió tiroteado en 1976 poco después de haber intentado evadirse de la prisión de Segovia.

¹² VÁZQUEZ MONTALBÁN, Manuel, *Autobiografía del general Franco*, Barcelone, Planeta, 1992, p. 620-621.

¹³ Le *Govern Tripartit*, plus fréquemment appelé dans la presse *Tripartit*, est une coalition formée par le *Partit dels Socialistes de Catalunya-Ciutadans pel Canvi*, par *Esquerra Republicana de Catalunya*, et par *Iniciativa per Catalunya Verds-Esquerra Unida i Alternativa* qui soutient entre 2003 et 2006 le Gouvernement présidé par le socialiste Pasqual Maragall, puis entre 2006 et 2010 celui de son successeur José Montilla.

¹⁴ PUTX, Donat, « El festival Altaveu de Sant Boi recordará a Puig Antich y Oriol Solé Sugranyes », *La Vanguardia*, 23/07/1999.

Le festival est à nouveau annoncé le 04 septembre¹⁵, puis le jour même de sa tenue dans la section « agenda » de la rubrique culturelle de *La Vanguardia*¹⁶. Dès le lendemain, *La Vanguardia*¹⁷ consacre un nouvel article à cette manifestation, résumant son déroulement et citant de nouveau les noms de Puig Antich et d’Oriol Solé Sugranyes.

El País du 11 septembre 1999¹⁸ annonce également pour sa part le festival, fournissant cependant des éléments supplémentaires, qu’il est intéressant de signaler. L’article consacré à l’événement précise ainsi :

El festival Altaveu de Sant Boi de Llobregat siempre ha girado alrededor de la celebración de la Diada, rodeando la celebración con un engranaje de músicas de procedencia muy diversa. Este año, la celebración del 11 de septiembre en Sant Boi estará dedicada al recuerdo de uno de los últimos asesinatos oficiales del régimen franquista. Mil veus per al Salvador i l’Oriol planteará un triple homenaje poético-musical a los militantes libertarios Salvador Puig Antich y Oriol Solé Sugranyes. [...] Palabras y música que, según explica Fernández [compositor y pianista mallorquín organizador del evento], “significan que la memoria del país aún no se ha vuelto definitivamente amnésica”.

Outre le fait qu’*El País*, contrairement à *La Vanguardia*, et pour des raisons pragmatiques évidentes – touchant à la différence du public visé –, précise que le 11 septembre est la date de la célébration de la « Diada », il présente également plus précisément la personne de Puig Antich, la reliant, au travers de la citation d’un des organisateurs de l’événement, à la question de la mémoire. À la lecture de l’annonce qu’en fait *El País*, nous pouvons dire que cet événement naît sous trois étoiles, distinctes mais reliées entre elles : le catalanisme, la commémoration de l’une des victimes des exactions du franquisme, la revendication d’un besoin de mémoire. Le signifiant « catalanisme » apparaît dans le choix de la date qui indique l’indissociabilité du festival et de la fête nationale catalane, puisque le « festival [...] a toujours tourné autour de la célébration de la Diada ». La dimension commémorative de l’événement est patente, puisque ce dernier est consacré « au souvenir d’un des derniers assassinats officiels du régime franquiste ». Enfin, la revendication active de la « récupération » de la mémoire des victimes est manifeste, le journaliste rapportant les propos de l’organisateur selon lesquels la tenue même de l’événement signifie « que la mémoire du pays n’est pas encore définitivement amnésique ».

Mais c’est encore *La Vanguardia*, qui assimile une nouvelle fois, le 21 novembre 2000¹⁹, Puig Antich à la « question catalane ». En effet, le nom de Puig Antich ressurgit dans un article

¹⁵ RUBIO, Jaime, « El festival Altaveu’99 premia al festival Sónar y al Pipa Club », *La Vanguardia*, 04/09/1999.

¹⁶ « Agenda. Altaveu’99. Música i poesia », *La Vanguardia*, 11/09/1999.

¹⁷ RUBIO, Jaime, « Seminario del Taller de Músics con Bregovic y Enzo Favata », *La Vanguardia*, 12/09/1999.

¹⁸ « Recuerdo a Puig Antich », *El País*, 11/09/1999.

¹⁹ ROGLAN, Joaquim, « En el museo de las sombras », *La Vanguardia*, 21/11/2000.

consacré au Musée d'Histoire de la Catalogne de Barcelone qui abrite une salle dédiée à l'impact de Franco sur la région. Dans la liste des événements les plus marquants, l'on retrouve celle de 1974, date de l'exécution de Puig Antich, ce dernier intégrant par-là la grande fresque de l'histoire de la Catalogne. L'article se termine sur cette phrase significative : « La visita al Museu Nacional ensenya que el recuerdo de Franco es una trágica y horrorosa pesadilla para Cataluña. » L'auteur de cet article, Joaquim Roglan, collaborateur fréquent de *La Vanguardia*, est également professeur à l'Université Ramon Llull. Il a écrit plusieurs ouvrages en lien avec la Catalogne²⁰, et publie en 2006 un essai sur Oriol Solé Sugranyes. Alors que la question mémorielle bat son plein, la revue de *La Vanguardia*²¹ annonce ainsi la parution de l'ouvrage *Oriol Solé, el Che català. Vida, fugida i mort d'un revolucionari*²². La sortie du livre provoque une polémique importante, certains historiens et ex-militants du MIL criant à la falsification²³.

Si ni *El Mundo* ni *ABC* ne reproduisent ces nouvelles, tous deux n'hésitent cependant pas à reprendre assidûment l'expression « anarchiste catalan » pour l'appliquer à Puig Antich. Ainsi, pour exemple, *ABC* publie régulièrement dans sa section « éphémérides », un billet rappelant chaque année : « 1974: Ejecución del anarquista catalán Puig Antich²⁴. »

Ce que montrent ces emplois isolés mais récurrents du terme « catalan » et ces assimilations de Puig Antich, d'Oriol Solé Sugranyes, et à travers eux, du MIL à la question régionale, c'est la puissance naturalisante des médias, qui reprennent et reconduisent sans jamais les questionner, des catégories exogènes aux objets traités.

²⁰ Pour exemples, et entre autres : ROGLAN, Joaquim, *El Grup Democràtic de Periodistes (1966-1976). Crònica d'un periodisme esperançat*, Barcelone, Diputació de Barcelona i Col·legi de Periodistes de Catalunya, 1992 ; ROGLAN, Joaquim, *Revistes d'humor a Catalunya*, Barcelone, Diputació de Barcelona i Col·legi de Periodistes de Catalunya, 1994 ; ROGLAN, Joaquim, *14 d'abril: la Catalunya republicana (1931-1939)*, Valls, Cossetània, 2006 ; ou plus récemment ROGLAN, Joaquim, *Esmorzars amb Jordi Pujol*, Barcelone, Centre d'Estudis Jordi Pujol, 2009.

²¹ « L'última fugida d'Oriol Solé », *La Revista, La Vanguardia*, 26/02/2006.

²² ROGLAN, Joaquim, *Oriol Solé, el Ché català. Vida, fugida i mort d'un revolucionari*, Barcelone, Edicions 62, 2006.

²³ Sur cette question voir : MARTÍ, Pep, « Un film i un llibre sobre el MIL desfermen l'escàndol », *El Triangle*, 03/04/2006 ; ou LÓPEZ ARNAL, Salvador, « "El Movimiento Ibérico de Liberación no pretendía liderar la revolución, sino ofrecer materiales para que los propios trabajadores se emanciparan" », entretien avec Sergi Rosés Cordovilla, *Rebelión*, 11/11/2006.

²⁴ « Epheméride », *ABC*, 02/03/2000. Cela apparaît exactement dans les mêmes termes dans la section « éphémérides » de *ABC* du 02/03/2003. À cette occasion, à Puig Antich s'ajoute aussi « el apátrida Heinz Chez ». Il disparaît les années suivantes, tandis que le rappel de l'exécution de l'« anarchiste catalan Puig Antich » se maintient (*ABC*, 02/03/2004, *ABC* 02/03/2005, *ABC* 02/03/2006, *ABC* 02/03/2007, *ABC* 02/03/2008, *ABC* 02/03/2009).

8.1.2. Le garrot infâme au cœur de la mésentente

Un des événements à l'occasion duquel va se produire l'assimilation journalistique de Puig Antich au catalanisme est la polémique suscitée par l'exposition à la Fondation Cela du garrot qui aurait vraisemblablement servi à exécuter Puig Antich. Jugeant morbide cette exhibition, les sœurs de Puig Antich vont demander son retrait immédiat et vont recevoir le soutien unanime des institutions catalanes.

Le 09 novembre 2002, dans un article faisant la une du journal, intitulé « Puig Antich, en el museo de Cela²⁵ », *La Vanguardia* dénonce le fait que le musée de la Fondation Cela possède et exhibe le garrot qui aurait servi à exécuter Puig Antich. Si la famille et les partis politiques catalans vont rapidement réagir à ce qui est perçu comme une provocation malsaine, c'est bien *La Vanguardia* qui lance la polémique et qui s'enquiert en premier de cette situation, comme le suggère la dernière phrase de l'article : « “La Vanguardia” solicitó ayer la opinión del gerente de la fundación, Tomás Cavanna Benet, sobre la conveniencia de mostrar el garrote, pero fue imposible obtenerla. » Notons toutefois que, par la suite, si le journal du groupe Godó est celui qui prend le plus clairement parti pour les sœurs de Puig Antich, relayant leur demande de retrait du garrot, il n'hésite cependant pas à amplifier la nouvelle de façon sensationnaliste, publiant à plusieurs reprises la photo de ce même garrot dont l'exhibition publique est dénoncée²⁶. Quoiqu'il en soit, dans cet article à la source de la polémique, Puig Antich est triplement qualifié d' « anarchiste », de « catalan » et d' « antifranquiste », ce qui est tout à fait significatif du type de nomination qu'il reçoit à partir du début des années deux-mille. Les termes d' « anarchiste » et de « catalan » apparaissent ainsi dès le sous-titre « Le garrot vil qui a servi à tuer l'anarchiste catalan est exhibé à Iria Flavia », celui de « catalan » étant mis en emphase dans les premières lignes de l'article : « El garrote vil con que fue muerto Puig Antich, último catalán ejecutado por el franquismo, se exhibe en la Fundación Camilo José Cela, en Iria Flavia, en el término de Padrón, sin una sola mención a su memoria. » Un peu plus loin dans l'article, l'adjectif « antifranquiste » est employé pour se référer à Puig Antich : « Aunque en la documentación oficial de la Fundación Cela no se alude a la relación del garrote expuesto con Puig Antich, los guías que conducen a los visitantes citan a veces al luchador antifranquista como última víctima de este artefacto. »

²⁵ CHEDA, David, « Puig Antich, en el museo de Cela », *La Vanguardia*, 09/11/2002.

²⁶ Cette photo est disponible, par exemple, dans l'article que nous commentons. Nous décidons, pour notre part, de ne pas l'inclure en annexes, pour ne pas reproduire ce que nous critiquons par ailleurs.

Dès le lendemain, *La Vanguardia*²⁷ rapporte la demande effectuée auprès de la Fondation par les sœurs de Puig Antich qui exigent que soit retiré de l'exposition le garrot de l'infamie. Le journaliste insiste notamment sur les premières réactions de certaines personnalités du monde de la culture ou de la sphère politique. Il mentionne par exemple que le producteur de cinéma Elías Querejeta « [...] exigirá por todos los medios a su alcance la retirada de los fotogramas de la película “Pascual Duarte” que se exhiben en la misma sala. “No quiero que nada que tenga que ver conmigo participe en un espectáculo tan siniestro”, manifestó ayer a “La Vanguardia” ». Le journaliste relaie également le soutien que reçoit la demande des sœurs de la part de l'avocat Francesc Caminal²⁸, « [...] actual delegado de la Generalitat en Madrid, que participó en el proceso a Puig Antich en los setenta e intentó reabrirlo en los noventa, [y que] se mostraba absolutamente consternado “por una simple cuestión de dignidad” ». Ou encore la réaction de Francesc Escribano²⁹, qui qualifie l'exposition du garrot comme un acte de « fétichisme morbide ».

Puis, le 11 novembre la polémique s'étend aux sphères politiques, et c'est au tour d'ICV de demander au Ministère de la Culture qu'il exige le retrait du garrot à la Fondation Cela, étant donné que, comme en rend compte encore une fois *La Vanguardia*³⁰, « [p]ara Saura, el hecho de que se exhiba este garrote es una nueva muestra de “insensibilidad” hacia las víctimas del franquismo y ha exigido respeto para los familiares de Puig Antich y para la memoria histórica de los luchadores contra el franquismo. » Nous voyons déjà ici comment cette polémique sur l'exposition du garrot s'insère dans la controverse plus large sur la « mémoire historique », exclusivement circonscrite cependant à la mémoire « des combattants antifranquistes », catégorie dans laquelle est de fait inclus Puig Antich. Dans ce même article, *La Vanguardia* reproduit la lettre ouverte des sœurs Puig Antich adressée à la Fondation Cela.

En plus de dénoncer le mauvais goût inhérent à l'exhibition d'un instrument de mise à mort, et de souligner la douleur et la souffrance psychologique que cela représente pour la famille, les sœurs rappellent dans cette lettre deux éléments importants. D'une part, elles s'étonnent du fait que Cela ait vu aussi facilement exaucée sa requête formulée auprès du *Tribunal Supremo* d'obtenir l'instrument, et rappellent que pour leur part, elles n'ont jamais pu récupérer – comme elles en ont pourtant fait plusieurs fois la demande – les affaires de leur

²⁷ BARRANCO, Justo, « Las hermanas de Puig Antich piden que se retire el garrote y Querejeta los fotogramas », *La Vanguardia*, 10/11/2002.

²⁸ Nous avons parlé de lui auparavant, voir p. 341 et suivantes.

²⁹ Francesc Escribano est journaliste et écrivain, et publie notamment *Compte enrere* livre sur Puig Antich duquel est tiré le scripte du film de Manuel Hurga, *Salvador*. Nous y revenons un peu plus avant, p. 399 et suivantes.

³⁰ « ICV exige al Ministerio de Cultura que retire el garrote vil de la Fundación Cela », *La Vanguardia*, 11/12/2002.

frère. Elles dénoncent ainsi un dysfonctionnement de la Justice qui semble à cette occasion agir selon une logique en forme de « deux poids deux mesures ». En ce sens, et accentuant davantage l'effet d'injustice, *La Vanguardia* précise par le biais du sous-titre d'un article du 13 novembre 2002³¹ comment le garrot est arrivé à la Fondation Cela : « El garrote vil que mató a Salvador Puig Antich en 1974 será devuelto al Tribunal Supremo, órgano judicial que *lo cedió gratuitamente* al escritor gallego en 1995³². » D'autre part, si les sœurs Puig Antich n'apprécient pas que l'instrument ayant servi à tuer leur frère soit exposé, elles déplorent d'autant plus la façon dont cela a été fait, qui met selon elles sur un pied d'égalité « la mort d'un délinquant commun, assassin sans pitié, comme l'était le littéraire Pascual Duarte, et la mort d'un combattant antifranquiste ». Par cette dernière déclaration, les sœurs de Puig Antich inscrivent leur frère dans la famille antifranquiste tout en accusant les responsables de la Fondation Cela de reproduire exactement la même violence que l'État franquiste qui confondait prisonniers politiques et prisonniers de droit de commun.

Pour sa part, l'*ABC* du 12 novembre 2002³³ annonce le plus que probable retrait du garrot suite à la demande formulée par les sœurs Puig Antich, dans un article où ce dernier est qualifié encore une fois de « jeune anarchiste », et dans lequel il est rappelé l'intervention de Joan Saura qui : « [...] ha anunciado la presentación de una iniciativa en el Congreso en la que exigirá al Ministerio de Cultura que inste a la Fundación Cela a retirar de manera definitiva el garrote vil de la sala dedicada a “La familia de Pascual Duarte” o que les retire las subvenciones que recibe. » Quant à *El País*³⁴, s'il rapporte également la requête d'ICV au travers de son président Joan Saura, il insiste, comme le faisait *La Vanguardia* à la différence d'*ABC*, sur la demande de respect pour les « combattants antifranquistes », ramenant cette affaire à la polémique mémorielle qui l'informe.

Au vu de l'envergure que l'affaire prend, le 12 novembre, la Fondation Cela annonce son intention de retirer de l'exposition le garrot infâme. Cependant, bien que la Fondation se soit engagée dans ce sens, la plupart des partis catalans n'hésitent pas à prendre le train en marche pour s'associer à l'initiative emmenée par ICV :

Además de la proposición planteada en el Congreso por el diputado Joan Saura, otros políticos catalanes se han hecho eco de la demanda de la familia de Puig Antich y han reclamado la retirada del garrote. Ignasi Guardans, portavoz de Cultura de CiU, anunció que su grupo estará vigilante para ver si la anunciada retirada del garrote se convierte en definitiva. Josep Antoni Durán i

³¹ DE OROVIO, Ignacio, « La Fundación Cela devuelve el garrote vil al Tribunal Supremo », *La Vanguardia*, 13/11/2002.

³² Nous soulignons.

³³ « La fundación Cela retira el garrote con que se ejecutó a Puig Antich », *ABC*, 12/11/2002.

³⁴ « IC-V pedirá que se retire el garrote vil que mató a Puig Antich de la Fundación Cela », *El País*, 11/11/2002.

Lleida, líder de UDC, ha remitido una carta a la Fundación en la que advierte de que la exhibición del citado instrumento “constituye una ofensa, no sólo para Puig Antich y su familia, sino para cuantas personas lucharon por la democracia”. A su vez, Joan Ridao, diputado de ERC, ha presentado en el Parlamento catalán una proposición de ley en la que, entre otras cosas, pide al Tribunal Supremo que ponga fin “a este tipo de fetichismo morboso y enfermizo que es la exhibición del garrote vil en Iria Flavia”³⁵.

Si *La Vanguardia*³⁶ rapporte également dans un article de la rubrique « culture » – annoncé en première page du journal – le retrait du garrot du Musée Cela, il ajoute aux éléments mentionnés par *ABC* et *El País*, de nouvelles données dans un encadré³⁷. Ainsi par exemple, il rappelle que ERC

[...] anunció la presentación de una proposición no de ley en la que reclama la cesión del garrote vil al Museu d’Història de Catalunya, como parte de la memoria histórica de la represión franquista. ERC precisa que, en el caso de que la familia de Puig Antich prefiriera la destrucción del siniestro artefacto, en su lugar podría exhibirse una réplica del original.

De cette façon, ERC réclame que soit rendu le garrot, considérant que Puig Antich étant catalan, l’instrument avec lequel il a été exécuté fait partie lui aussi de la culture et de l’histoire de la Catalogne. Faisant le lien avec la question mémorielle à proprement parler, et plus précisément avec les revendications de révision des procès du franquisme, l’article mentionne également le fait que « [e]l diputado Joan Ridao adelantó [...] que el recurso de revisión del sumario contra Puig Antich está a punto de formalizarse, para lo cual se ha designado como letrado a Sebastià Martínez ». Finalement, *El Mundo*³⁸ rend compte lui-aussi du retrait du garrot « qui a servi à tuer l’anarchiste catalan », et de la satisfaction de la famille Puig Antich qui a « selon Carme Puig Antich, salué la “réponse unanime” de la classe politique face à la polémique de l’exhibition du garrot vil qui tua Puig Antich ». Puig Antich est à plusieurs reprises dans cet article métonymiquement appelé « l’anarchiste catalan », le journal n’hésitant pas à naturaliser cette nomination, qui à force d’être répétée en devient transparente pour tout lecteur.

Citons, pour finir, deux articles d’opinion qui portent sur cette polémique suscitée par le garrot, et qui présentent l’intérêt de traiter la question de façon plus détachée en se proposant d’analyser ce qu’elle suppose ou implique.

Tout d’abord, une colonne d’opinion de Francesc-Marc Álvaro publiée dans *La Vanguardia* le 13 novembre 2002³⁹ revient sur deux événements récents pour fournir de façon ironique un diagnostic précis de l’état de la société espagnole contemporaine : d’un côté, l’autorisation des

³⁵ CARBAJO, Primitivo, « Fuera el garrote », *El País*, 12/11/2002.

³⁶ CHEDA, David, « El museo Cela retira el garrote vil », *La Vanguardia*, 12/11/2002.

³⁷ SESÉ, T., « ERC reclama su traslado al Museu d’Història », *La Vanguardia*, 12/11/2002.

³⁸ « La Fundación Cela retira de su exposición el garrote vil con el que fue ajusticiado Puig Antich », *El Mundo*, 12/11/2002.

³⁹ ÁLVARO, Francesc-Marc, « Experimento », *La Vanguardia*, 13/11/2002.

couples homosexuels dans les casernes de la *Guardia Civil* et de l'autre, l'exhibition du garrot dans la Fondation Cela. Nous choisissons ici d'en reproduire un long passage, tant la colonne nous semble juste :

La sociedad española está siendo sometida a un nuevo y revolucionario experimento sobre la sensibilidad de las comunidades humanas. [...] Como ustedes ya habrán adivinado, no es casual que desde instancias oficiales nos lleguen, a la vez, noticias aparentemente contrapuestas como son la autorización de parejas gay en las casas cuartel de la Guardia Civil y la exhibición, en una de las salas de la Fundación Cela, del garrote vil que acabó con la vida de Puig Antich.

Los impulsores del experimento buscan, a través de esta sorprendente alquimia social, el oro puro del centro sociológico limpio de residuos del pasado. [...] El interesantísimo experimento en el que todos participamos une las últimas tendencias en el benemérito cuerpo con el artefacto que fue cuerpo del delito de la pena de muerte y así, mediante la descontextualización de uno y de otro, llegamos a esa atmósfera cero de la sensibilidad social española. Somos una sensibilidad felizmente integrada en un paradigma constitucional que incluye la alegría multicultural bajo la capa de los picoletos y la anestesia histórica en el sobaco honorífico de un premio Nobel. Gracias a este gran método, la Guardia Civil y un garrote vil ya no tienen nada que ver con el dolor del pasado. Todos estamos por el derecho a la libre opción sexual, todos aplaudimos la gran obra literaria de don Camilo y todos, para aderezar, asumimos los valores positivos de "Operación Triunfo". España se ha modernizado y el que no lo quiera ver será porque es terrorista. Ya no hay derechas ni izquierdas. Esto es el verdadero centro sociológico, una herencia que empezó a acumularse con el turismo de Fraga y ahora llega a su esplendor.

Ce que pointe ainsi de façon extrêmement critique le journaliste est l'effet dépolitisant de la culturalisation du passé et la dilution postmoderne du politique. La *Guardia Civil* et le garrot, deux symboles clairement associés jusqu'à récemment à la répression franquiste, sont désormais acceptés avec un naturel déconcertant et une bienveillance inouïe, et pleinement intégrés dans une démocratie tolérante et infiniment incluante.

Ensuite, dans un tout autre registre, Rosa Belmonte vient polémiquer avec la demande de retrait du garrot effectuée par ICV, dans un article d'opinion publié le 17 novembre 2002 dans *ABC*⁴⁰. L'auteure juge ainsi que :

[...] que venga un diputado de Iniciativa per Catalunya-Verds a pedir la retirada del aparato por respeto a la memoria histórica de la lucha contra el franquismo es como pedir que se dinamite el Valle de los Caídos por la misma razón. [...]

Pretender esconder lo que nos avergüenza no deja de ser una muestra de ingenuidad pero también de perversidad. [...] Hay que conservar para recordar lo que fuimos. [...] La conjunción de memoria y emoción ante semejante artefacto es lo que cuenta. Negar la historia por brutal que sea es más propio de Disneylandia que de una sociedad adulta.

Ce passage mérite plusieurs commentaires. Tout d'abord, il montre à quel point, sous l'affaire du garrot, c'est la question de la construction mémorielle de l'Espagne qui est réellement en jeu. Par ailleurs, il a le mérite d'effectuer implicitement une distinction importante entre la mémoire individuelle et familiale et la mémoire collective, indiquant que les intérêts de celles-ci peuvent bien souvent entrer en contradiction. Ainsi, si pour les sœurs de Puig Antich la vision

⁴⁰ BELMONTE, Rosa, « Conservar para recordar », *ABC*, 17/11/2002.

de cette « machine à tuer » qu'est le garrot est proprement insupportable – ne faisant que raviver un traumatisme encore vif –, il fait cependant partie, d'après la journaliste, du patrimoine historique espagnol. En ce sens, en tant que lieu de mémoire au même titre que le Valle de los Caídos, il mérite d'être conservé pour pouvoir contribuer à la construction d'une mémoire collective. Si nous sommes globalement d'accord avec les remarques effectuées par Rosa Belmonte, il nous semble cependant que son raisonnement – volontairement ou non – oublie de prendre en compte les circonstances dans lesquelles ce garrot est exhibé. Un effort de contextualisation modifierait grandement l'interprétation de la demande des sœurs de Puig Antich et surtout des institutions catalanes – même si l'intervention de ces dernières n'est pas exempte d'une logique de récupération politique. Il faut ainsi rappeler que l'exhibition du garrot se fait dans une salle consacrée à l'œuvre de Camilo José Cela, *La familia de Pascual Duarte*, sans qu'aucune mention à Puig Antich ne soit faite. Ainsi, si cette exposition peut poser problème aux sœurs de Puig Antich pour une question personnelle, la décontextualisation qu'elle implique est également critiquable. Deux modalités différentes d'apparition sont en lice : l'une, qui tend à déshistoriciser les éléments pour les resignifier dans un contexte étranger, ce qui peut potentiellement déboucher sur un fétichisme morbide ; l'autre, qui veille à insérer les objets et les événements dans un récit – le récit historiographique, par exemple – censé produire une connaissance du passé et provoquer une réflexion, voire une action, sur et dans le présent. Ces différences recouvrent en partie deux régimes mémoriels distincts. L'un aboutit à la formation d'une mémoire muséifiante, faisant des événements historiques des objets culturels. En tant que tels, ils sont solubles dans la culture entendue comme « un dispositif de débranchement du passé qui ne passe pas : une machine qui embaume, ritualise, expose, retraite les plaignants en spectateurs, les victimes ou les perpétrateurs en consommateurs⁴¹ », le musée devenant « l'espace, le lieu dans lequel se donne à voir et à vivre un présent indéfiniment étiré et reconduit, peuplé d'objets, d'œuvres, de signes dont le seul trait commun est de « rappeler » (présentifier) le passé et dont la règle est de soumettre le disparate à la règle d'une totale équivalence⁴² ». L'autre, orienté vers le présent, implique une mise en perspective historique systématique, et est en propre politique parce que toujours potentiellement ouvert « sur le domaine de l'action⁴³ ».

⁴¹ BROSSAT, Alain, *Le grand dégoût culturel*, Paris, Seuil, 2008, p. 59-60.

⁴² *Ibid.*, p. 57.

⁴³ *Ibid.*, p. 65.

Dans tous les cas, c'est bien à la faveur de la question mémorielle que le glissement d'un « Puig Antich anarchiste » vers un « Puig Antich anarchiste catalan » se produit, et ce au sein d'un mouvement de récupération par les partis politiques catalans.

8.1.3. Puig Antich, dernière victime catalane du franquisme

À l'occasion du vingt-sixième anniversaire de l'exécution de Puig Antich, lors d'un acte commémoratif au cimetière de Montjuïc où il est enterré, l'annonce est faite selon laquelle plusieurs institutions catalanes projettent de soutenir la démarche de révision du procès : « Carles Valero, impulsor de una plataforma ciudadana que no se disolverá hasta que aquel juicio se revise, informó de que ya hay un centenar de ayuntamientos e instituciones que apoyan la petición, entre ellas el Parlament de Catalunya en pleno⁴⁴. »

Dès le mois de septembre de l'année suivante, le Parlement catalan approuve, avec l'abstention du PP, une proposition de résolution présentée par ERC pour enjoindre le Gouvernement catalan à appuyer la demande de révision de la sentence de Puig Antich :

En la anterior legislatura ya fue aprobada por unanimidad una propuesta similar de los republicanos que se extendía a otros procesos contra luchadores antifranquistas que fueron condenados a muerte. La revisión de estos procesos sólo puede llevarse a cabo a través de una orden del Ministerio de Justicia a la Fiscalía del Tribunal Supremo o de la familia de los afectados. La nueva iniciativa aprobada incluye, pues, la posibilidad de que la Generalitat "auxilie con todos los medios a su alcance" a los familiares de Puig Antich en el caso de que deseen presentar el recurso de revisión, es decir, que el Gobierno catalán pague las costas procesales⁴⁵.

Dans le même sens, en mai 2002, le Parlement catalan approuve en séance plénière une motion pour la réhabilitation des victimes du franquisme. Plus précisément, il est question de revendiquer la mémoire des combattants antifranquistes catalans, parmi lesquels se trouve Puig Antich :

El pleno del Parlament aprobó ayer por unanimidad una moción, presentada por ERC, en materia de reparación a las víctimas del franquismo en la que se reclama la revisión de los consejos de guerra a luchadores antifranquistas condenados a muerte y la celebración, antes de finalizar el año 2003, de un homenaje nacional de reconocimiento a todos los represaliados durante la dictadura. Entre los luchadores antifranquistas cuya memoria se reivindica la moción cita explícitamente a Lluís Companys, Manuel Carrasco i Formiguera, Nume Mestre y Salvador Puig Antich, las hermanas del cual asistieron a la sesión plenaria⁴⁶.

⁴⁴ MADUEÑO, Eugeni, « Añoranza de dos ausentes. Instituciones y ayuntamientos reclaman la revisión del juicio en el que se condenó a muerte a Puig Antich », *La Vanguardia*, 03/03/2000.

⁴⁵ « CiU y PP impiden que la delegada del Gobierno explique la carga contra los antiglobalización », *El País*, 28/09/2001.

⁴⁶ « El Parlament rehabilita a las víctimas del franquismo », *La Vanguardia*, 31/05/2002.

Cette motion est confirmée quelques mois plus tard, le Gouvernement catalan décidant de prendre en charge financièrement la révision du procès contre Puig Antich. De cela rend compte un article d'*El País* du 09 juillet 2002, qui précise en outre que :

La decisión del Gobierno [...] fue anunciada por el secretario general de la Presidencia, Carles Duarte, y el director general de Asuntos Interdepartamentales, Francesc Homs, en una reunión con las dos hermanas de Salvador Puig Antich, el diputado promotor de la iniciativa, Joan Ridaó, de ERC, y el periodista y escritor Francesc Escribano. Este compromiso podría extenderse también a otros procesos de destacados antifranquistas fusilados si los respectivos familiares lo solicitan, según explicó Ridaó al término de la reunión. El Parlament aprobó, además, “reiterar” ante el Gobierno la necesidad de lograr “la reivindicación definitiva de todos los luchadores antifranquistas condenados a muerte, como Lluís Companys, Carrasco i Formiguera, Numen Mestre o el propio Salvador Puig Antich”⁴⁷.

Dans les faits, la motion s'exécute un an après, la famille Puig Antich recevant une subvention de 69 600 euros au titre d' « aide pour contribuer au financement des dépenses occasionnées par le recours en révision de la sentence de Salvador Puig Antich », comme cela est annoncé dans le *Diari Oficial de la Generalitat de Catalunya* (BOGC) numéro 3950 du 20 août 2003⁴⁸.

C'est donc avant tout par le soutien que les institutions et partis catalans vont accorder à la demande de révision du procès de Puig Antich effectuée par ses sœurs, que celui-ci va se retrouver resignifié, devenant, dans les discours officiels comme sous la plume des journalistes, un nouveau symbole dans l'histoire de la Catalogne.

En ce sens, en juillet 2005, paraît dans *El País* un article portant sur l'informatisation de fiches policières de victimes de la répression jugées en conseils de guerre pendant le franquisme à Barcelone. Cet article, qui pourrait sembler anodin, est tout à fait significatif de ce processus de récupération de la part des partis politiques. L'article rend non seulement compte de cette informatisation qui suppose un meilleur accès aux archives, mais aussi de l'objectif officiellement avancé : « Según Saura, este trabajo, iniciado en mayo de 2003 y que podría finalizar en uno o dos años, se enmarca dentro de la “política de recuperación de la memoria histórica de Cataluña”⁴⁹. » Outre cette volonté de « récupération » affichée, il est frappant de remarquer seuls sont cités deux noms de victimes, un choix qui n'a rien d'innocent : « Entre los consejos de guerra más destacados figuran el del último presidente de la Generalitat republicana, Lluís Companys, o el del anarquista ejecutado en 1974, Salvador Puig Antich. » Que le nom de Lluís Companys soit cité s'explique bien évidemment par l'importance de sa

⁴⁷ « El Gobierno catalán financiará la revisión del proceso a Puig Antich », *El País*, 09/07/2002.

⁴⁸ « *Entidad: Familia Puig Antich. Finalidad de la subvención: ayuda para contribuir a la financiación de los gastos del recurso de revisión de la sentencia de Salvador Puig Antich, en cumplimiento de la moción 160/VI del Parlamento de Cataluña. Importe: 69.600 euros.* » Résolution du Département de la Présidence, *DOGC núm. 3950* du 20/08/2003, <http://portaldogc.gencat.cat/utillsEADOP/PDF/3950/323171.pdf>.

⁴⁹ « Informatizadas 80.000 fichas de represaliados en consejos de guerra franquistas », *El País*, 02/07/2005.

personnalité, par le fait qu'il s'agit d'un personnage historique connu de tous. Que le nom de Puig Antich soit cité comme emblématique au même titre que celui de Companys pourrait éventuellement s'expliquer, d'une part, par le fait que son exécution à la fin du franquisme est restée imprimée dans les mémoires, son nom atteignant à ce moment-là la célébrité ; d'autre part, par le fait que son nom revienne régulièrement dans la presse, notamment en rapport avec la question de la révision des procès du franquisme, le « cas Puig Antich » étant devenu une affaire paradigmatique, nous l'avons vu. Mais au-delà de ces raisons objectivement valables, il importe de souligner l'effet créé par cette juxtaposition : sans affirmer catégoriquement que celui-ci est le résultat d'une intentionnalité politique calculée, une ligne de continuité est de fait tracée entre le dernier président de la *Generalitat* et Puig Antich, tous deux morts pour la cause démocratique, tous deux faisant partie du martyrologue catalan. Si l'exécution de Companys par le régime franquiste inaugure symboliquement et factuellement une période de près de quarante ans de répression politique, « nationale » et linguistique, le sacrifice de Puig Antich au nom de la démocratie vient la clore, la Catalogne récupérant ses droits perdus.

En mars 2006, *El País* publie un nouvel article⁵⁰ sur la question de la digitalisation des conseils de guerre, précisant que « [...] con este proceso se podrán consultar los expedientes de todas aquellas personas sometidas a un consejo de guerra en Cataluña –entre ellas Salvador Puig-Antich [...] ». Le fait que son nom soit le seul cité dans cet article qui s'intitule pourtant « La *Generalitat* digitalisera en un an 130 000 conseils de guerre de la *Guerre Civile*⁵¹ », est la preuve que la figure de Puig Antich vient synthétiser cette volonté de « récupération » d'une mémoire catalane. En désignant le cas de Puig Antich comme exemplaire des dossiers de conseils de guerre qui seront consultables alors que le titre précise bien qu'il s'agit de conseils de guerre de la Guerre civile, l'article commet un anachronisme extrêmement significatif. C'est parce que le « cas Puig Antich » est largement connu du public que son nom est cité, l'article préférant privilégier ici la publicité donnée à la démarche promue par la *Generalitat* plutôt que la rigueur historique.

Le lendemain, un nouvel article vient compléter l'information relative à l'informatisation des conseils de guerre. À cette occasion, le binôme Companys-Puig Antich réapparaît, le journaliste les associant sciemment : « De Lluís Companys a Salvador Puig Antich. La memoria de 130.000 personas que fueron víctimas de consejos de guerra al término de la Guerra Civil y hasta el fin de la dictadura franquista se está recuperando desde hace dos años en la sede de la

⁵⁰ « La *Generalitat* digitalizará en un año 130.000 consejos de guerra de la Guerra Civil », *El País*, 16/03/2006.

⁵¹ Nous soulignons.

Capitanía General de Barcelona⁵². » Encore une fois, Companys et Puig Antich encadrent la période franquiste, ils sont présentés comme les deux extrémités d'une histoire commune ; la récupération de ces deux symboles vient refermer le cercle du catalanisme, de la liberté et de la démocratie que quarante ans de franquisme ont brisé.

Ainsi, Puig Antich apparaît comme irrémissiblement amalgamé au catalanisme, non seulement parce que sa cause reçoit un soutien institutionnel, mais également parce que tant sur le plan politique et que sur le plan journalistique Puig Antich est associé à Lluís Companys, symbole par excellence du martyr catalan.

Par ailleurs, le 1^{er} février 2006, *La Vanguardia*⁵³ indique que le recours en révision présenté par les sœurs de Puig Antich est bloqué au TS, ce dernier n'ayant toujours pas rendu de verdict sur sa recevabilité. Si l'article concerne exclusivement l'état d'avancée de l'affaire juridique, il est intéressant de noter qu'il s'insère sous forme de colonne dans un article portant sur la question des « papiers de Salamanque » intitulé « Les “papiers” de Salamanque retournent enfin en Catalogne 67 ans plus tard ». Ces deux articles se retrouvent dans la rubrique « politique » du périodique et très précisément dans une section intitulée « la question catalane ». Par le dispositif journalistique, Puig Antich est relié une fois de plus au régionalisme, sa figure étant récupérée en vue d'un usage politique dans le bras de fer que Gouvernement central et Gouvernement autonome se livrent, notamment autour du projet d'*Estatut d'Autonomia* qu'est en train d'élaborer le Parlement catalan.

L'année suivante, le 22 octobre 2007⁵⁴, *ABC* publie un article dans la rubrique « Espagne » du journal portant sur la manifestation convoquée au Palau Sant Jordi à Barcelone par la plateforme citoyenne « Comisión de la Dignidad ». La concentration vise à réclamer le retour aux Archives Nationales de Catalogne des « papiers de Salamanque » qui n'ont pas encore été rapatriés, bien que la loi stipulant la nécessité de ce retour ait été approuvée en novembre 2005⁵⁵. À cette occasion, la journaliste affirme que :

Más allá de querellas partidarias, la Comisión de la Dignidad aprovechó el acto para homenajear también a las víctimas del franquismo, con especial mención al ex-presidente de la Generalitat

⁵² NOGUER, Miquel, « 130.000 consejos de guerra podrán consultarse en línea », *El País*, 17/03/2006.

⁵³ BRUNET, J. M., « El Supremo delibera sobre el caso Puig Antich », *La Vanguardia*, 01/02/2006.

⁵⁴ ANGUERA DE SOJO, Iva, « Pitada a los políticos catalanes por el retraso de los “papeles de Salamanca” », *ABC*, 22/10/2007.

⁵⁵ « Ley 21/2005, de 17 de noviembre, de restitución a la Generalitat de Cataluña de los documentos incautados con motivo de la Guerra Civil custodiados en el Archivo General de la Guerra Civil Española y la creación del Centro Documental de la Memoria Histórica », *BOE* n° 276, 18 novembre 2005, p. 37723-37725, <http://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2005-18934>.

Lluís Companys y a los anarquistas Joan Peiró y Salvador Puig Antich, cuyos familiares estaban presentes en primera fila.

Puig Antich intervient ainsi, bien qu'indirectement, dans cette affaire des « papiers de Salamanque », point de cristallisation de revendications catalanistes. Pour sa part, *El País* du même jour⁵⁶ rend également compte de cette nouvelle, mettant cependant l'accent sur l'aspect nationaliste, ainsi que sur la capitalisation de l'événement par l'indépendantisme catalan :

El acto tuvo momentos de intensidad emotiva, aunque pronto se convirtió en un mitin independentista [...]. Emoción produjo [...] la subida al escenario de familiares de víctimas de los fusilamientos franquistas, que situaba el retorno de la documentación en la perspectiva más amplia de la reparación general de los traumas producidos por la guerra y la dictadura. Fueron un sobrino nieto del que fue presidente Lluís Companys, Josep Companys i Huguet, las dos hermanas de Salvador Puig Antich, Carme y Montserrat; y un sobrino nieto del sindicalista de la CNT Joan Peiró, Germinal Belis. [...] [L]os gritos de “independencia” coreados por buena parte de los asistentes, la profusión de banderas independentistas, la selección de los abucheos, e incluso el discurso del orador que habló en nombre de los organizadores, Josep Maria Terricabras, le dieron [al acto] un claro signo independentista. Terricabras recordó, entre otras cosas, que la documentación que se reclama “sirvió para espiar, perseguir, torturar y asesinar a muchos patriotas”, calificativo que a buen seguro haría remover en sus tumbas a muchos anarquistas a quienes, entre otros, vindicaba.

La Vanguardia du 22 octobre 2007⁵⁷ rend elle aussi compte de cette information, et clôt l'article par la référence aux victimes du franquisme :

El acto, en el que se vieron banderas catalanas y algunas independentistas, incluyó las actuaciones de Raimon y Maria del Mar Bonet, y un homenaje a las víctimas del franquismo, que se personalizó en el ex presidente de la Generalitat Lluís Companys, fusilado hace 67 años; del sindicalista Joan Peiró, fusilado en 1942 después de un juicio sumarísimo, y del anarquista Salvador Puig Antich, condenado a muerte y ejecutado en 1974.

Enfin, *El Mundo*⁵⁸ rapporte également la nouvelle de cette manifestation dans des termes très semblables :

Una gran pancarta detrás del escenario en el que se ha desarrollado el acto rezaba “Volem els papers catalans segrestats a Salamanca” (“Queremos los papeles catalanes secuestrados en Salamanca”) y se han podido ver banderas catalanas y algunas banderas independentistas⁵⁹. Uno de los momentos más emotivos del acto y que más aplausos ha provocado ha sido la presencia en el escenario de familiares del ex presidente de la Generalitat Lluís Companys, fusilado por el franquismo hace 67 años; del sindicalista Joan Peiró, fusilado en 1942 después de un juicio sumarísimo, y del anarquista Salvador Puig Antich, condenado a muerte y ejecutado en 1974.

Ce qu'indiquent clairement tous ces articles, c'est que cause nationaliste et récupération de la mémoire vont de pair, que la bataille politique entre centre et périphérie se joue également

⁵⁶ COMPANY, Enric, « La reclamación de los “papeles de Salamanca” se vuelve contra el PSOE », *El País*, 22/10/2007.

⁵⁷ « Doce mil personas exigen a Zapatero los papeles ya », *La Vanguardia*, 22/10/2007.

⁵⁸ « Unas 12.000 personas piden en Barcelona el retorno de los documentos de Salamanca », *El Mundo*, 21/10/2007.

⁵⁹ D'ailleurs, l'article inclut une photo de l'acte sur laquelle apparaît un de ces drapeaux indépendantistes. Voir annexe n° 6, p. 488.

sur le terrain mémoriel. Ici, particulièrement, c'est le conflit déchaîné autour de la question du retour des documents de Salamanque à Barcelone qui cristallise les problématiques nationales. Retraçons en quelques phrases la genèse et le développement du conflit⁶⁰ des « papiers de Salamanque ». Pour cela, il faut tout d'abord rappeler que l'origine des Archives Générales de la Guerre Civile⁶¹ (connue depuis 2005 sous l'appellatif de Centre Documentaire de la Mémoire Historique) qui se trouve à Salamanque a un but purement répressif, puisque « [s]e creó, en 1937, con la clara finalidad de proporcionar pruebas documentales a las autoridades militares rebeldes para perseguir y castigar a los republicanos⁶² ». Aussi, à partir de l'occupation de la Catalogne par les troupes franquistes au mois d'avril 1938 jusqu'à sa chute définitive en janvier 1939, les autorités militaires saisissent tous les documents générés par des institutions publiques – comme la *Generalitat de Catalunya* – ou privées, ainsi que par des organisations politiques et syndicales. La documentation confisquée tout d'abord par la « Délégation aux Affaires Spéciales » (« Delegación de Asuntos Especiales ») puis par la « Délégation de l'État à la Récupération de Documents » (« Delegación del Estado para la Recuperación de Documentos »), est déposée au Colegio de San Ambrosio, à Salamanque (alors capitale de la zone rebelle). Avec le retour à la démocratie, la *Generalitat* demande à ce que lui soient rendus ces documents, et commence ainsi un long conflit qui met en scène :

La Generalidad de Cataluña y el Ayuntamiento de Salamanca [...] como sus múltiples desdoblamientos en tensiones entre otras instituciones (Junta de Castilla y León y Gobierno de España, o Ayuntamiento de Salamanca y Ministerio de la Cultura), entre partidos (PP y PSOE, ante todo, pero también PP y nacionalistas catalanes)⁶³,

⁶⁰ Pour une chronologie jusqu'à fin janvier 2006, voir : « Los papeles de Salamanca: del franquismo a la actualidad », *elmundo.es*, 31/01/2006.

⁶¹ Pour plus de renseignement, voir par exemple, selon date de parution : Díez de los Ríos San Juan, María Teresa, « Estado actual de la sección Guerra Civil del Archivo Histórico Nacional », *Studia histórica. Historia contemporánea*, n°3, 1985, p. 129-135, <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=3439238> ; González Quintana, Antonio, « Fuentes para el estudio de la represión franquista en el Archivo Histórico Nacional, sección "Guerra Civil" », *Espacio, tiempo y Forma*, Madrid, Série V, tome 7, 1994, p. 479-505 ; Culla, Joan B., et Riquer, Borja de, « Sobre el Archivo de Salamanca: algunas precisiones y reflexiones », *Ayer*, n°47, 2002, p. 279-293 ; Morales Moja, Antonio, et Dardé, Carlos, « Razón de un Archivo », *Ayer*, n°47, 2002, p. 295-303 ; Guereña, Jean-Louis, « Archivos y memoria de la Guerra Civil. En torno al "Archivo de Salamanca" », *Annis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*, 2, 2011, <http://annis.revues.org/faraway.u-paris10.fr/1521>.

⁶² Casanova, Julián, « La oportunidad desaprovechada », *El País*, 02/02/2013.

⁶³ Texte de présentation d'une étude de cas sur opinion publique et mobilisation sociale qui prend comme objet d'étude « les papiers de la Generalitat et les archives de Salamanque », réalisé par une équipe de chercheurs du département de sociologie de l'Université de Salamanque en 2006, <http://webcasus.usal.es/papeles/index.html>.

En 2001, est créée en Catalogne la plateforme citoyenne « Commission de la Dignité⁶⁴ » qui prend en charge, à ses débuts, la campagne pour le rapatriement des papiers. Alors que le PSOE est au pouvoir, est approuvée en 2005 la loi 21/2005 (à laquelle s'oppose le PP) qui prévoit que soient rendus à la Catalogne les documents archivés à Salamanque et qui mobilise et polarise une grande partie de la société *salmantina* et catalane :

Lo cierto es que nunca unos papeles –a estas alturas ya de valor histórico y sentimental– desataron tal belicismo político. Se manifestaron, a favor y en contra de la salida y la llegada, miles de personas en Cataluña y Salamanca. Se veía como un atentado contra la unidad de España, en un lado, y una agresión a Cataluña, en el otro⁶⁵.

Face à cette décision⁶⁶, la Junta de Castilla y León décide en décembre 2005 de saisir le Tribunal Constitutionnel, ce qui ne paralyse pas pour autant le rapatriement des documents. Aussi, en janvier 2006,

[...] 500 cajas fueron sacadas a las seis de la mañana [...], rodeadas de fotógrafos, policías, oscuridad [...]. Para ese día, la calle del archivo ya había sido rebautizada por el alcalde, Julián Lanzarote (PP), como calle del Expolio. Ha de puntualizarse que en 2011, el mismo Lanzarote, a punto de dejar la alcaldía y más conciliador, ordenó que recobrase su antiguo nombre de Gibraltar⁶⁷.

Finalement, le 31 janvier 2013, le TC rend son verdict : le recours présenté par la Junta de Catilla y León est jugé irrecevable, ce qui vient clore cette affaire qui aura cependant déchaîné les passions et mobilisé partis politiques, plateformes citoyennes et communauté scientifique.

Ainsi, nous voyons comment progressivement la question mémorielle et la question nationale-nationaliste s'imbriquent⁶⁸, les partis catalans n'hésitant pas à faire usage de la mémoire dans les actes nationalistes ou à *nationaliser* des événements en hommage à des victimes du franquisme. La lutte mémorielle devient ainsi une déclinaison de la lutte politique qui oppose Gouvernement central et Gouvernement autonome notamment autour de la question de la réforme de l'*Estatut d'Autonomia* que propose le Parlement catalan. En effet,

⁶⁴ Cette « Commission de la Dignité » reçoit le soutien de la *Generalitat* de Catalogne et de l'Association d'Archivistes de Catalogne. Voir notamment les nombreuses informations disponibles sur son site (dossiers sur l'affaire, manifestes, articles, etc.) : <http://www.comissiodeladignitat.cat/>.

⁶⁵ CONSTENLA, Tereixa, « "Papeles de Salamanca": caso archivado », *El País*, 01/02/2013. Voir la photo d'une des manifestations de Salamanque publiée dans cet article, annexe n°5, p. 487.

⁶⁶ Sur les vives réactions à l'adoption de la loi, voir : CASTILLA, Amelia, « El Congreso aprueba la restitución a Cataluña de los "papeles de Salamanca" », *El País*, 16/09/2005.

⁶⁷ *Idem*.

⁶⁸ Sur ce point, lors de l'affaire des « papiers de Salamanque » se mélangent très clairement la question mémorielle et la question nationale. Ainsi, si lors de la manifestation de 2007 au Palau Sant Jordi pour réclamer le rapatriement des papiers, une évocation-hommage aux victimes catalanes du franquisme est faite, l'événement a clairement des teintes nationalistes. De même, en 2002, a lieu à Barcelone un rassemblement pour le « retour des papiers », au cours duquel un concert de Raimon – symbole de la chanson *antifranquiste* par excellence – a lieu sous le slogan qui reprend, en les actualisant, les paroles d'une des plus célèbres chansons contre le régime de Franco, « Disons non » : « Disons non à l'obscurité du néofranquisme ». Voir annexe n°7, p. 489.

l'affaire des « papiers de Salamanque », ainsi que la multiplication des événements en hommage aux victimes catalanes du franquisme interviennent en plein dans le débat sur l'adoption de ce nouveau *Estatut* que les partis catalans préparent depuis la fin des années quatre-vingt-dix, et auquel s'opposent frontalement divers organismes de l'État. Aussi, si le projet est approuvé – suite à de nombreuses modifications, alliances, et oppositions au sein des partis catalans eux-mêmes⁶⁹ – en septembre 2005 par le Parlement catalan,

[d]urante el mes de octubre de 2005 se pronunciaron airadamente contra él todos los poderes del Estado. El Gobierno aseguró que lo reconduciría, el Poder Judicial lo rechazó abiertamente, el alto mando militar expresó su inquieta preocupación, la jerarquía eclesiástica pidió oraciones por la unidad de España y el Banco de España, la patronal CEOE, los sindicatos CC OO y UGT advirtieron sobre los riesgos de ruptura del mercado y la Seguridad Social. La mayoría de los Gobiernos autónomos lo juzgaron inaceptable. El PP, que animaba con entusiasmo ese rechazo, comenzó a recoger firmas en toda España en contra de un proyecto del que aseguraba que “rompía” España⁷⁰.

Débutent alors les négociations entre le PSOE – au Gouvernement – et les partis catalans. Suite à plusieurs modifications, le 30 mars 2006 le Parlement approuve le texte arrêté⁷¹, ratifié quelques mois plus tard par le Sénat. Le 18 juin 2006 a lieu en Catalogne le référendum sur l'*Estatut*, que remporte le oui⁷². Cependant, dès le 31 juillet, le PP saisit le Tribunal Constitutionnel argumentant que cent-quatorze des deux-cent vingt-trois articles de l'*Estatut* ainsi que douze de ses dispositions sont inconstitutionnelles. L'affaire ne se solde qu'en juin 2010, lorsque le TC rend son verdict : il juge que la plupart du texte est conforme à la Constitution, mais déclare l'inconstitutionnalité – et donc la nullité – d'un certain nombre des articles approuvés en 2006⁷³.

Aussi, il nous semble que le mouvement de « récupération de la mémoire » soutenu et en partie emmené par les institutions catalanes est à comprendre dans un courant plus large de reconstruction ou de construction de nouvelles bases de la « nation » catalane, d'une « nation » en quête d'origines et de symboles forts à lui associer. En ce qui concerne plus précisément la récupération de Puig Antich par les partis catalans, il s'agit d'un processus double, basé sur une

⁶⁹ Voir à ce sujet notamment : COMPANY, Enric, « De cómo el Estatut cambió de manos durante la negociación », *El País*, 19/06/2006.

⁷⁰ *Idem*.

⁷¹ Celui-ci a été essentiellement négocié par Artur Mas (CiU) et le président Zapatero, ce qui propulse contre toute attente le premier à la tête du mouvement autonomiste puis indépendantiste. Voir à ce sujet l'intéressant article de NOGUER, Miquel, « La travesía de Artur Mas hacia el independentismo », *El País*, 19/09/2014.

⁷² « Ley Orgánica 6/2006, de 19 de julio, de reforma del Estatuto de Autonomía de Catalunya », *BOE* n°172, 20 juillet 2006, p. 27269-27310, <<https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2006-13087>>.

⁷³ Pour plus de renseignements, se reporter à l'article de LÁZARO, Julio M., « El Constitucional aprueba un recorte moderado que permite aplicar el Estatuto », *El País*, 28/06/2010. Voir également le recours présenté par le PP auprès du TC, disponible en ligne :

http://www.elpais.com/elpaismedia/ultimahora/media/201004/16/espana/20100416elpepunac_5_Pes_PDF.pdf.

logique de réciprocité. D'un côté, les sœurs de Puig Antich ont besoin du soutien des institutions catalanes pour mener à bien leur démarche – de fait, ces institutions ont adopté une législation pionnière en Espagne – ; de l'autre, ces mêmes institutions font appel à des figures comme Puig Antich, qui intègre ce faisant le panthéon national, en vue de la constitution d'un mythe fondateur. Il s'agit pour ces institutions d'augmenter leur capital symbolique afin d'asseoir leur légitimité. En ce sens, elles font un « usage public » de l'histoire, particulièrement exemplaire dans la mesure où il en va à la fois de la question du passé récent de l'Espagne et de celle du nationalisme, deux thèmes qui sont pour Carlos Forcadell Álvarez le fondement même de ce qu'est en Espagne l'utilisation politique de la matière historique :

Seguramente que no habría graves desacuerdos en considerar que, entre nosotros, los grandes temas que vienen siendo material preferente de los “usos públicos” más visibles y directos, de debates e interpretaciones confrontadas [...] tanto en el plano más profesional de los historiadores como en la esfera pública y política, son los relativos a la recuperación e interpretación del pasado de la guerra civil y del franquismo, también de la república y de la transición democrática, por un lado, y por otro, los que giran en torno a las numerosas y distintas representaciones propuestas para sostener las identidades territoriales o “nacionales” hoy defendidas en pasados reconstruidos desde un crudo presentismo⁷⁴.

Il apparaît ainsi que Puig Antich est qualifié de façon répétée et polémique d'un point de vue historiographique d'« anarchiste catalan », sa figure servant bien souvent à alimenter des débats politiques d'actualité. Mais l'emploi de ces deux adjectifs par la presse fait émerger progressivement, explicitement ou en creux, un troisième qualificatif : celui d'antifranquiste.

8.3. Vers la construction d'un mythe de l'antifranquisme

Nous assistons, et ce au moment même où les sœurs de Puig Antich commencent à faire des démarches pour demander la révision du procès qui a abouti à sa condamnation à mort, à la progressive construction par les « mouvements pour la récupération de la mémoire » et par les médias du symbole de la victime. Cette construction de la victime – cette construction victimaire – répond avant tout à la judiciarisation que connaît la question mémorielle. En effet, étant donné que « [n]i la Transition démocratique ni la loi sur la mémoire historique [...] n'ont apporté la réponse attendue [...], [l]’oubli qui frappait le sort des « disparus » a poussé les

⁷⁴ FORCADELL ÁLVAREZ, Carlos, « Los usos públicos de la historia actual », dans CAPELLÁN DE MIGUEL, Gonzalo et PÉREZ SERRANO, Julio (éds.), *Sociedad de masas, medios de comunicación y opinión pública*, vol. 1, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2008, p. 38-39.

associations et les familles à se tourner vers la Justice⁷⁵ ». Cependant, si « la judiciarisation de l’histoire a pris de l’ampleur tandis que la notion de crimes contre l’humanité qui associe histoire, mémoire, justice s’imposait⁷⁶ », elle a pu également avoir des effets largement dépolitisants « à une époque d’humanitarisme où il n’y a plus de *vaincus* mais seulement des *victimes*⁷⁷ ».

Selon Le Trésor de la Langue Française Informatisé⁷⁸, le premier sens de victime désigne un « animal ou être humain offert en sacrifice à une divinité », et par extension, une « personne qui est sacrifiée ou qui se sacrifie ». Partant de cette définition nous pourrions dire que si Puig Antich est sans aucun doute la victime du régime franquiste, il est aussi – sur un autre plan, plus symbolique ou herméneutique – celle de la démocratie. C’est en tant que martyr de la démocratie que Puig Antich mérite d’être adoré par les démocrates, si l’on convient avec Sophie Baby que

[...] les revendications pointent désormais sans détour la nécessité d’une réhabilitation morale et politique de la cause défendue par les combattants de la République, qui sont certes les vaincus d’hier mais qui devraient être considérés comme les vainqueurs d’aujourd’hui, si tant est que les valeurs pour lesquelles ils ont payé de leur vie sont celles qui prétendent fonder la démocratie présente⁷⁹.

Salvador Puig Antich, désormais qualifié par la presse de « militant anarchiste catalan antifranquiste », participe à la construction du récit des luttes antifranquistes, jusque-là passées sous silence. La presse contribue à faire émerger une certaine image de la figure du militant antifranquiste dont il faut « récupérer la mémoire » qui, selon les cas, se décline en : antifranquiste communiste, antifranquiste socialiste ou antifranquiste anarchiste, mais antifranquiste luttant invariablement pour l’avènement de la démocratie, celle-ci devenant le référent ultime.

Ainsi par exemple, dans le mouvement de récupération de Puig Antich par les partis catalans dont nous venons de parler, l’inclusion de ce dernier dans les rangs des combattants catalans antifranquistes semble essentielle. Ce mouvement est à double tranchant puisque le soutien des institutions catalanes à la demande de révision du procès de Puig Antich tellement

⁷⁵ CHAPUT, Marie-Claude, « Histoire, mémoire, justice, de l’Espagne à l’Amérique latine », *MATÉRIAUX pour l’histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l’Espagne à l’Amérique latine*, 2013, p. 1.

⁷⁶ *Idem*.

⁷⁷ TRAVERSO, ENZO, *Le passé, modes d’emploi : histoire, mémoire, politique*, *op. cit.*, p. 16.

⁷⁸ Le Trésor de la Langue Française Informatisé, <http://atilf.atilf.fr/>.

⁷⁹ BABY, Sophie, « Vérité, justice, réparation : de l’usage en Espagne de principes internationaux », *op. cit.*, p. 27.

nécessaire à ses sœurs se fait au prix d'une dénaturation de son combat politique. C'est ce qu'exemplifie parfaitement un petit article du 13 mai 1999 publié dans *El País*⁸⁰ :

Xavier Bosch, diputado del Partit per la Independència (PI), defenderá hoy en el Parlament una proposición para solicitar la revisión del consejo de guerra contra Salvador Puig Antich, uno de los últimos activistas antifranquistas ejecutados por el régimen de Franco hace ahora unos 25 años. La propuesta de Bosch insta al Ejecutivo catalán a iniciar los trámites oportunos ante el Gobierno y los estamentos militares para revisar el proceso que acabó en la muerte de Puig Antich, con la intención de dignificar la "memoria colectiva y la de este luchador antifranquista".

Si Puig Antich est ici défini comme « un des derniers activistes antifranquistes exécutés par le régime de Franco », progressivement, la presse se fait l'écho de la construction d'une image mythique de Puig Antich, qui passe par une hyperpersonnalisation et l'emploi du mode pathémique pour se référer à son histoire. Cela est particulièrement évident lors de la parution en 2001 du livre du journaliste Francesc Escribano *Cuenta atrás. La historia de Salvador Puig Antich* [*Compte à rebours. L'histoire de Salvador Puig Antich*], qui va être porté au cinéma par Manuel Huerca quelques années plus tard⁸¹, et dont la presse fait en ces termes en 2003 la réclame : « un film sur la vie tragique du jeune anarchiste et [...] sa mort brutale », qui doit servir à reconstruire « la courte vie d'un des nombreux activistes de la résistance contre le régime⁸² ». De la même façon, à l'occasion de la sortie en salle du documentaire de Joan Dolç sur Heinz Chez, *La muerte de nadie*, paraît une série d'articles sur ce dernier qui font tous référence à Puig Antich. Dans la plupart d'entre eux, Puig Antich y est défini en tant qu'anarchiste antifranquiste. Pour exemple, citons un passage d'une colonne d'opinion de Susana Fortes⁸³ qui, appliquant l'appellatif « antifasciste » à Puig Antich, rappelle que « Salvador Puig Antich a su pourquoi il mourrait et a fini par devenir un mythe pour la gauche ».

Cette élaboration d'un « Puig-Antich-mythe-de-l'antifranquisme » va de pair avec l'imposition graduelle de l'antifranquisme comme nouveau récit fondateur de la démocratie. Tout récit fondateur nécessitant des figures mythiques, Puig Antich va devenir un des héros ou martyrs de la lutte antifranquiste, dotant de ce fait par sa mort la démocratie de légitimité. Josefina Cuesta affirme que « [l]a legitimación se perfila como uno de los trabajos fundamentales de la memoria, en relación al grupo. Legitima lo nuevo, la incorporación del presente en continuidad o en contraste con lo anterior [...], lo que supone, junto a su carácter

⁸⁰ « El PI propone la revisión del consejo de guerra contra Puig Antich », *El País*, 13/05/1999.

⁸¹ Nous en reparlerons extensivement dans le dernier chapitre de ce travail, pages 397 et suivantes.

⁸² CENDRÓS, Teresa, « La trágica vida de Puig Antich llega al cine », *El País*, 19/10/2003.

⁸³ FORTES, Susana, « Garrote », *El País*, 07/07/2004.

selectivo, una cierta función evaluativa⁸⁴ ». Dans cette perspective, nous pouvons affirmer que la triple qualification de Puig Antich comme « anarchiste », « catalan » et « antifranquiste » trouve son sens ultime dans la construction du discours légitimateur de la démocratie.

À titre d'illustration, nous pouvons citer une longue tribune éloquemment intitulée « Refermer les blessures⁸⁵ », écrite par Joan Saura⁸⁶, portant sur la proposition de la Loi de Création du Mémorial Démocratique (*Ley de Creación del Memorial Democrático*) en Catalogne, où Puig Antich est cité comme exemple. Le but affiché de la création de ce Mémorial est la célébration de la démocratie :

En el artículo 3, entre las funciones del memorial se especifica: “La conmemoración de la memoria democrática mediante la proclamación de la vigencia de los valores democráticos como fundamento de la organización y la convivencia de la sociedad catalana actual y el homenaje a las víctimas directas o indirectas de la lucha por la República y la democracia, así como las víctimas de la retaguardia durante el conflicto de la Guerra Civil, y a todos los que sufrieron persecución a causa de sus opciones personales, ideológicas, religiosas o de conciencia”.

Si les premiers articles de cette loi semblent consolider une fois de plus le consensus transitionnel par l'injonction à commémorer toutes les victimes de la Guerre civile, Saura rappelle cependant que la reconnaissance des victimes n'a pas été symétrique. Si pendant le franquisme « les victimes républicaines et leur famille ont souffert de la plus absolue marginalisation », en temps de démocratie les actions réalisées pour rétablir leur mémoire ont été insuffisantes :

Aún nos encontramos con el rechazo por parte del Tribunal Supremo de la revisión y nulidad de los consejos de guerra ilegítimos y sin ninguna garantía judicial del franquismo, como el de Puig Antich. Situaciones vergonzosas que esperamos que las Cortes resuelvan pronto con la llamada *Ley de Memoria Histórica*.

Aussi, le Mémorial Démocratique, outre la reconnaissance de toutes les victimes, doit contribuer à construire activement le récit de l'antifranquisme comme récit fondateur de la démocratie :

La ley del memorial condena explícitamente el franquismo y reconoce que el sistema democrático actual tiene su origen más inmediato en la memoria republicana y el antifranquismo, así como la deuda pendiente que nuestra sociedad tiene con todas las personas y entidades que pusieron por delante de cualquier otra consideración personal o familiar el objetivo de recuperar las libertades arrebatadas por la dictadura franquista. El Memorial Democrático va a garantizar el derecho de la ciudadanía a conocer la historia de la lucha por la democracia con toda su complejidad y toda su pluralidad; con rigor, sin sectarismos ni prejuicios.

⁸⁴ CUESTA BUSTILLO, Josefina, *Historia del presente*, Madrid, Edeuma, 1993, p. 55.

⁸⁵ SAURA, Joan, « Cerrando heridas », *El País*, 18/07/2007.

⁸⁶ À ce moment conseiller au Ministère de l'Intérieur, des Relations Institutionnelles et de la Participation, et président du parti écologiste *Iniciativa per Catalunya Verds*.

Cette volonté avait par ailleurs déjà été exposée clairement lors de l'annonce en 2006 du projet de création d'un mémorial démocratique, comme en rend compte un article d'*El País* portant sur l'informatisation de conseils de guerre du franquisme⁸⁷ :

El consejero de Relaciones Institucionales, Joan Saura, [...] presentaba el Memorial Democrático, la institución que la Generalitat espera poner en marcha en 2007 para fomentar y recuperar la memoria histórica de la víctimas del franquismo. Será la primera institución oficial de España para la recuperación de la memoria histórica, a la espera de que el Gobierno central apruebe su anunciada ley que debe resarcir la memoria de todas las víctimas del franquismo. El centro catalán, además de fomentar las iniciativas privadas en este campo, impulsará políticas públicas para el “conocimiento y la difusión de la represión antifranquista, el exilio, la deportación y las raíces antifranquistas del sistema de valores de la democracia”, explicó Saura⁸⁸.

Le nom choisi pour cet organisme public dépendant directement de la *Generalitat* n'est en ce sens pas anodin : il concentre dans le syntagme *Mémorial Démocratique* les objectifs qu'il se donne dès sa naissance, c'est-à-dire la « récupération, la commémoration et le développement de la mémoire démocratique pendant la période de 1931 à 1980⁸⁹ ». Depuis les institutions publiques nous assistons à la construction d'un récit sur la démocratie actuelle ayant pour fondement l'antifranquisme – lui-même redevable de la Seconde République –, étant donné que « le système démocratique actuel trouve son origine la plus immédiate dans la mémoire républicaine et dans l'antifranquisme⁹⁰ ». D'après G. Gamer, « [a]poyándose sobre los cuadros del lenguaje, del espacio y del tiempo, la memoria asegura la identidad del grupo. Para ello elige de los acontecimientos y marcos de referencia del pasado lo que es coherente con el presente⁹¹. » Dans le cas de la Catalogne, il s'agit plus précisément d'une construction double, en tant que *nation* et en tant que *démocratie*, ces deux mouvements étant amalgamés et convergeant dans une lecture téléologique et présentiste du passé :

Catalunya té una llarga trajectòria de lluita per les seves llibertats i de defensa de les seves institucions, que li foren arrabassades el 1714. Des de mitjan segle XIX, el catalanisme, les lluites obreres, els corrents liberals i el moviment republicà i federal foren el germen de la cultura democràtica a Catalunya i de la lluita per les llibertats, la justícia social i la recuperació de les institucions d'autogovern. La primera i la segona repúbliques marquen els moments culminants d'aquesta lluita i són els antecedents immediats del marc democràtic actual⁹².

⁸⁷ NOGUER, Miquel, « 130.000 consejos de guerra podrán consultarse en línea », *El País*, 17/03/2006.

⁸⁸ Nous soulignons.

⁸⁹ Texte de présentation du *Memorial Democràtic* : <http://memorialdemocratic.gencat.cat/ca/>.

⁹⁰ Préambule de la « Llei 13/2007, del 31 d'octubre, del Memorial Democràtic », *Diari Oficial de la Generalitat de Catalunya* n°5006, 12/11/2007,

http://www20.gencat.cat/portal/site/portaljuridic/template.PAGE/menuitem.d15a4e5dfb99396dc366ec10b0c0e1a0/?javax.portlet.tpst=ba5f51819ed19d6c56159f10b0c0e1a0&javax.portlet.prp_ba5f51819ed19d6c56159f10b0c0e1a0=action=fitxa&documentId=423243.

⁹¹ GAMER, G., cité par CUESTA BUSTILLO, Josefina, *Historia del presente*, op. cit., p. 55-56.

⁹² Préambule de la « Llei 13/2007, del 31 d'octubre, del Memorial Democràtic », op. cit. Nous soulignons.

Cela explique que Lluís Companys et Puig Antich puissent être saisis ensemble en tant que représentants d'un même combat, comme si tous deux, malgré l'écart de trente-quatre ans qui sépare leur exécution, incarnaient le même symbole de catalanité et de démocratie. Aussi, pour que l'exigence de mémoire individuelle formulée par les sœurs puisse être satisfaite, la figure de Puig Antich doit pouvoir entrer dans le canon du nouveau récit fondateur, c'est-à-dire dans la catégorie « antifranquiste ».

Cette généralisation d'un nouveau récit unique – qui tiendrait dans l'expression « nous étions tous antifranquistes » – va, dans les faits, rendre irrecevable tout autre récit hétérodoxe : il en résulte une impossibilité de réhabiliter de façon publique la mémoire de Puig Antich si celui-ci n'est pas qualifié d'antifranquiste. Puisque si le Mémorial Démocratique se donne pour objectif de devenir « l'expression de la pluralité des mémoires⁹³ », cela n'est vrai que « dans le cadre de la lutte pour les libertés démocratiques⁹⁴ ». Cela se traduit dans la presse par une inégalité notoire en termes d'espace discursif entre la place qu'occupent les articles faisant de Puig Antich le symbole de la lutte antifranquiste pour la démocratie, et celle dévolue aux articles – clairement minoritaires, voire insignifiants – qui tentent de mettre en lumière le combat mené par Puig Antich et le MIL.

Citons brièvement, pour finir, deux articles qui méritent un commentaire à part, au regard de leur caractère hétérodoxe et marginal.

À l'occasion de l'anniversaire de l'exécution de Puig Antich, le 02 mars 1999, *El País* publie une tribune de Miquel Caminal i Badia, professeur de Sciences Politiques à l'Université de Barcelone (UB), intitulée « Muerte de un anarquista⁹⁵ ». Dans cet article, Caminal i Badia revient sur le MIL, et notamment sur le manque d'appuis qu'il a reçu de la part de l'« opposition démocratique » alors que la peine de mort pesait sur Puig Antich. S'il qualifie lui aussi exclusivement Puig Antich d'anarchiste, il éclaire cependant parfaitement le processus paradoxal qui débouche sur l'intégration de Puig Antich dans la « famille antifranquiste » :

Salvador Puig Antich formaba parte de un grupo llamado Movimiento Ibérico de Liberación (MIL), que casi nadie conocía, ni sabía de su existencia, ni se preocupó de sus penalidades hasta que la pena capital se hizo evidente. En unos tiempos en los que se luchaba por la democracia, la autonomía y poco más, ¿qué hacía un grupo de jóvenes catalanes de clase media y media alta, luchando por la revolución libertaria, atacando bancos como auténticos representantes del demonio capitalista y hablando la lengua castellana del obrero oprimido? Una locura, visto desde una oposición democrática muy responsable con sus límites políticos. Incomodaban. Como incomoda hoy la revisión de un juicio, pese a la falta de garantías procesales que hubo y la negativa a la validación de pruebas exculpatorias. Eran, en su juventud, unos activistas tocaboires

⁹³ *Idem.*

⁹⁴ *Idem.*

⁹⁵ CAMINAL I BADIA, Miquel, « Muerte de un anarquista », *El País*, 02/03/1999.

[soñadores], que al final resultaron víctimas propiciatorias para un régimen represivo hasta la estupidez, que vio en la muerte de un anarquista, una decisión de poco riesgo. Se equivocaron, lo convirtieron en héroe. A falta de moralidad podían haber añadido, como mínimo, la astucia de no dar nuevos héroes a la oposición democrática.

Allant dans le même sens, c'est-à-dire soulignant l'aspect paradoxal de l'inclusion de Puig Antich dans l'antifranquisme ayant lutté pour la démocratie alors que ce projet ne se trouvait pas dans les objectifs du MIL, *La Vanguardia* publie le 19 octobre 2000⁹⁶ un petit entretien avec Josep Lluís Pons Llobet qui affirme :

No queríamos sólo el fin del franquismo y detestábamos la “democracia burguesa”: era un combate revolucionario. Luego, en la transición, asistimos al carnaval de disfraces y empezaron a aparecer demócratas que nunca se habían posicionado como tales, desde el lado revolucionario y desde el franquista.

Ce que pointent en creux ces deux articles, c'est le processus de relecture du passé dans une optique présentiste qui est parfois à l'œuvre dans le mouvement de « récupération » de la mémoire. Plus largement, l'exemple de l'inclusion du combat de Puig Antich dans la lutte antifranquiste pour la démocratie illustre admirablement à quel point le présent détermine la « finalité sociale de la mémoire⁹⁷ ». En définitive, nous pouvons affirmer avec Paloma Aguilar que « [e]l peso del pasado sobre el presente es obvio, pero no “cualquier” pasado es relevante en “cualquier” presente⁹⁸ », ce qui signifie dans le cas qui nous occupe, que si la figure de Puig Antich est intéressante dans le présent, elle ne l'est que sous certaines conditions ou aspects. Cela implique en outre que le présent définit le cadre de la mémoire « récupérable », les limites de ce qui est « récupéré » par et dans la mémoire dite « historique », et donc également ce qui en est exclu.

Conclusion de chapitre

En 1977, la revue *Arreu* publie un long reportage sur Puig Antich, du journaliste d'investigation Ramon Barnils⁹⁹. Dans une section intitulée « l'héroïque tâche de classification », celui-ci écrit :

Salvador Puig Antich havia estat classificat per la premsa francesa com a “jeune anarchiste catalan”. Classificar-lo aquí va ser feina molt més llarga, i delicada, i potser encara no acabada:

⁹⁶ FARRERAS, Carina, « “Su muerte no tuvo mérito” », *La Vanguardia*, 19/10/2000.

⁹⁷ CUESTA BUSTILLO, Josefina, *Historia del presente*, op. cit., 1993, p. 56.

⁹⁸ AGUILAR FERNÁNDEZ, Paloma, *Memoria y olvido de la Guerra Civil española*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, p. 35.

⁹⁹ Se reporter à l'introduction de ce travail.

en unes declaracions aparegudes a la revista "Interviu", a tres dirigents de la CNT se'ls pregunta si "podríeu assumir les funcions de GARI, OLLA, MIL, etc..." i contesten que "com a CNT, no. Fins i tot, diuen, se'ls pot discutir com a anarquistes". I un esperançador afegit: "NO obstant això, quan cauen, com que no hi ha ningú darrera seu, la CNT n'assumeix la defensa". L'Esquerra en funcions va menar una llarga lluita de noms per evitar que Salvador Puig Antich fos qualificat com a revolucionari. L'etiqueta propugnada pels partits capdavaners era la de "combatent antifeixista", i així va aparèixer en octavetes i pamflets, en les publicacions clandestines i en papers de circulació interior. D'aquest combat per deixar Salvador Puig Antich en simple antifeixista en saben alguna cosa els implicats en la redacció d'"Api", considerable publicació clandestina de veritat, en la qual treballaven des de periodistes independents fins a gent de carnet¹⁰⁰.

Ces quelques phrases qui reviennent sur les difficultés de nommer Puig Antich, nous semblent correspondre, près de quarante ans plus tard, à un état de fait. Comme nous l'avons vu, Puig Antich est systématiquement qualifié par la presse d'« anarchiste ». L'apposition de cet adjectif à la personne de Puig Antich est due, en partie, à un phénomène propre aux médias qui tendent à véhiculer, souvent sans les remettre en question, les mêmes informations. Dans ce cas précis, Puig Antich est tout d'abord défini par le régime franquiste dès le moment de son arrestation comme « anarchiste », afin de le disqualifier politiquement. Puis, l'adjectif se maintient pendant les années de Transition, plusieurs groupes proches du courant libertaire s'emparant de ce nom ou agissant en réponse à l'exécution de Puig Antich. Ce qualificatif subsiste toujours, Puig Antich ayant été récupéré par la mémoire anarchiste, aucune famille politique – outre l'anarchisme – n'ayant voulu à l'époque en assumer le nom.

Par ailleurs, Barnils affirme que ce qu'il appelle « la gauche en fonction » a tenté à tout prix d'éviter que Puig Antich soit qualifié de « révolutionnaire », en l'intégrant dans la famille « antifasciste ». Cela, nous avons tenté de le mettre en lumière, semble confirmé par la façon dont est « récupérée » sa mémoire, Puig Antich étant progressivement défini comme combattant antifranquiste victime du régime. Si en 1977, le qualificatif d'antifasciste ou d'antifranquiste est peu employé pour se référer à lui, trente ans plus tard, en 2007, il l'est de façon croissante. Ce glissement s'explique par deux processus connexes : d'une part, la judiciarisation de la question mémorielle impose ses langages, le terme de « victime » – plus moral – remplaçant celui de « vaincu » – plus politique – ; d'autre part, les politiques publiques allant dans le sens d'une « récupération » de la mémoire (qu'il s'agisse de la « Loi de mémoire » au niveau national ou de la création du « Mémorial Démocratique » au niveau régional) fixent, par la construction d'un récit fondateur de la démocratie basé sur les luttes antifranquistes, les limites de ce qui est « récupérable ». Si le projet de « Loi de mémoire historique » semblait se donner pour but de

¹⁰⁰ BARNILS, Ramon, « Puig Antich, una vida per la vida », *Arreu. Setmanari d'informació general de Catalunya*, n°19, 28 février-6 mars 1977, p. 3.

réhabiliter la mémoire d'un pan entier de la population, la loi finalement adoptée a eu tendance à individualiser les problèmes sociaux, et à employer des langages moraux pour justifier ce besoin de « récupération » mémorielle aboutissant à une certaine forme de dépolitisation.

Cependant, si l'on considère « les positions morales comme construites, comme éléments d'un discours qui ne se situe pas dans le champ de la morale (mais sont des arguments exogènes choisis pour leur supposé caractère incontestable)¹⁰¹ », alors cette dépolitisation a des effets proprement politiques lorsque, par exemple, le pouvoir autonome se réapproprie la figure de Puig Antich pour en faire un martyr catalan mort pour la démocratie. Rappelons que la question mémorielle éclot dans la sphère politique lorsque le PP arrive au pouvoir en 1996, et qu'elle constitue dès son émergence une « arme de disqualification massive » – le PSOE accusant certains leaders du PP d'avoir un passé franquiste ce qui mettrait en cause leur qualité de démocrates. Si la question mémorielle est un combat très largement emmené par la société civile, elle est également instrumentalisée en tant qu'argument discursif dans la bataille politique. De la même façon, le soutien des institutions catalanes à la cause des sœurs de Puig Antich est à comprendre dans un mouvement plus large de récupération du passé démocrate *et* catalan d'un certain nombre de figures historiques : cette réhabilitation – fut-elle au prix d'une distorsion historique – semble devoir permettre de refonder la « nation » catalane en quête d'un nouvel *Estatut*.

Nous voudrions, pour finir, intégrer les éléments que nous avons dégagés tout au long de ce chapitre à une réflexion plus large sur la question de la « récupération de la mémoire historique ».

Josefina Cuesta, qui a longuement travaillé la question, propose une définition de « mémoire historique » en ces termes : « Por memoria histórica podemos entender no la memoria culta de los historiadores, sino la apropiación oficial y selectiva de los recuerdos históricos por el grupo. Bien entendido que la memoria oficial, mencionada más arriba y la memoria histórica no son la misma cosa¹⁰². » Cette « mémoire officielle mentionnée plus haut » est définie comme suit : « La *memoria oficial*, la de las instancias del Estado –o de organismos oficiales– intenta la glorificación, la mitificación o, en otros casos, la ocultación para elaborar, propagar y mantener una identidad y una memoria “nacionales”¹⁰³. »

¹⁰¹ LAUTIER, Bruno, « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque Mondiale sur la pauvreté », *Tiers-Monde*, tome 43, n°169, 2002, p. 141, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_2002_num_43_169_1571, consulté le 20/09/2014.

¹⁰² CUESTA BUSTILLO, Josefina, *Historia del presente*, op. cit., 1993, p. 44.

¹⁰³ *Idem*.

Si la distinction entre « mémoire officielle » et « mémoire historique » est particulièrement opérante dans le cadre d'une dictature, elle l'est, à notre sens, beaucoup moins en temps de démocratie, du moins dans le cas qui nous occupe. En effet, nos analyses précédentes nous poussent à avancer l'idée selon laquelle, en Espagne, la différence entre « mémoire officielle » et « mémoire historique » semble s'estomper, les deux ayant tendance à se rejoindre, la « mémoire officielle » (l'État) fixant le cadre de la « mémoire historique » via la législation. Comme nous avons tenté de le mettre en lumière dans ce chapitre, c'est parce que la question mémorielle se judiciaire que Puig Antich est qualifié autant par les associations de « récupération de la mémoire » que par la presse, de victime du régime franquiste. Par ailleurs, c'est parce qu'il est défini comme « anarchiste catalan antifranquiste » que son cas reçoit le soutien des institutions catalanes, appui fondamental pour que puisse être entendue la demande de révision du procès présentée par les sœurs. Dans les deux cas, c'est l'institution qui fixe les limites de ce qui est ou n'est pas « récupérable », et les langages dans lesquels les requêtes de « récupération » de la mémoire peuvent être formulées. S'il ne s'agit sans doute pas d'un processus purement conscient, il est cependant indéniable que la mémoire dominante – c'est-à-dire la plus largement diffusée – influence fortement la façon dont individuellement les acteurs se remémorent les événements passés¹⁰⁴, puisque :

[el] recuerdo común está muy frecuentemente influido y modelado por las instituciones con poder económico, político y social del presente, y es a través de los poderosos medios de comunicación social como estas instituciones contribuyen a popularizar ciertas imágenes del pasado a expensas de otras. La memoria no recuerda las cosas tal y como fueron, sino que es una reconstrucción del pasado desde el presente que modula, recrea, olvida e interpreta, de diversos modos, el pasado. Según esto, resulta crucial cómo se presenta oficialmente la historia en la vida de una nación para ver de qué forma se intenta, con mayor o menor éxito, modelar la percepción global del pasado¹⁰⁵.

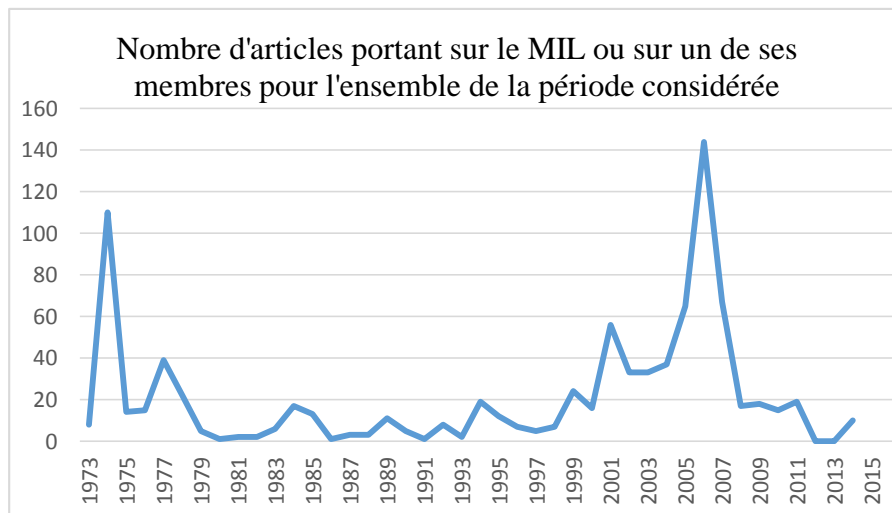
Mais si la mémoire collective influence la façon dont on se remémore le passé, elle influence également la façon dont on se perçoit dans le présent et dont on se projette dans le futur le plus immédiat. Aussi, à notre sens, l'inscription de Puig Antich dans la mémoire catalane antifranquiste montre le mécanisme de construction d'une mémoire collective consensuelle tendant à limiter le champ des possibles politiques, nous le verrons dès à présent en étudiant l'exemple du film *Salvador*.

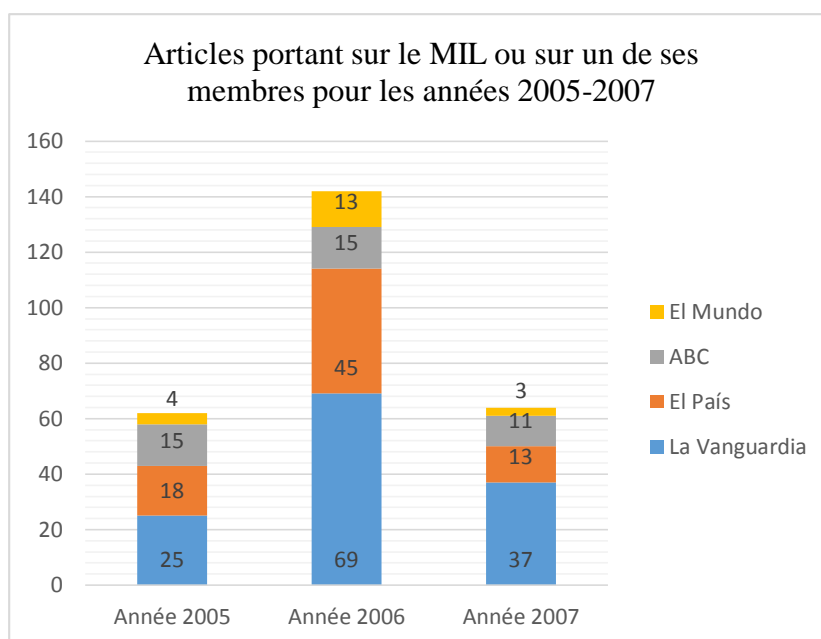
¹⁰⁴ Voir à ce sujet : AGUILAR FERNÁNDEZ, Paloma, *Memoria y olvido de la Guerra Civil española*, op. cit., p. 36.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 44.

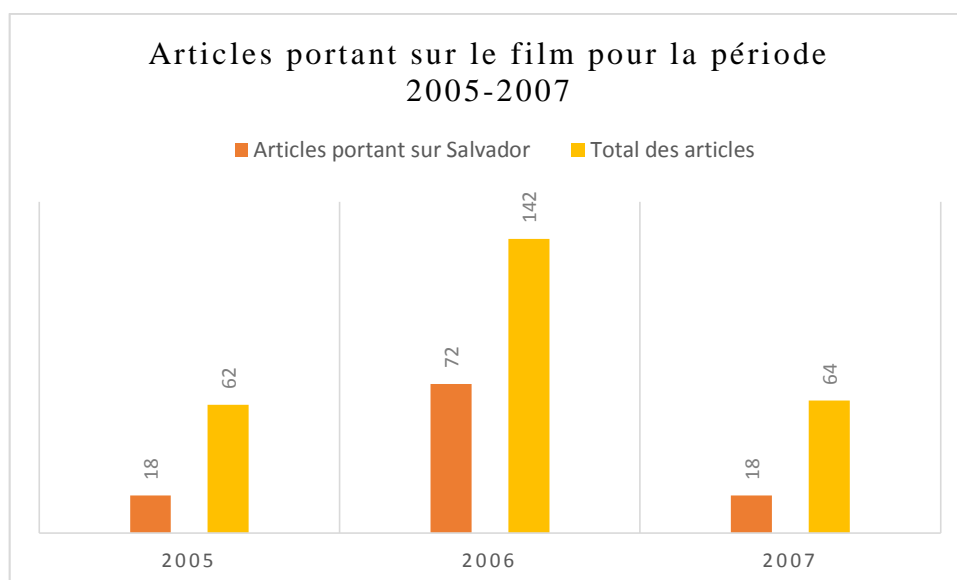
Chapitre 9. *Salvador*, ombres et lumières d'une tentative de réparation symbolique

Si notre corpus d'étude est constitué uniquement par la presse journalistique, nous choisissons ici de faire une entorse à cette règle d'unité de médium, pour inclure le film *Salvador*, réalisé par Manuel Huerca et sorti en 2006 comme, matériel d'étude, et ce pour deux raisons principales. Tout d'abord, nous voudrions défendre le bien-fondé de l'inclusion de cette production cinématographique en faisant appel à un critère d'ordre quantitatif : comme le montrent les graphiques présentés ci-dessous que nous avons élaborés, sur l'ensemble de la période considérée (1973-2014), le nombre d'articles portant sur le MIL ou sur un de ses membres est particulièrement important pour les années 2005-2007.





Plus précisément, à l'intérieur de cette période 2005-2007, nous pouvons remarquer l'importance en nombre des articles portant sur le film, notamment pour l'année 2006 :



Au vu de l'engouement médiatique qu'a déchaîné le film *Salvador*, il nous semble indispensable de l'inclure dans notre étude.

Par ailleurs, il faut rappeler que le film de Huerga sort en salle dans des circonstances particulières. En effet, *Salvador* paraît alors que les revendications mémorielles battent leur plein, que l'on pense aux démarches de révision des procès du régime effectuées par plusieurs familles de victimes du franquisme, ou plus généralement aux débats sur la « Loi de mémoire historique » et son approbation. Ainsi, la sortie du film en 2006 est particulièrement opportune

et connaît une forte publicité au vu de l'actualité. En même temps, et en retour, le film lui-même et les débats qu'il suscite donnent une grande publicité à la question de la révision des procès. Ainsi, le film *Salvador* est à inclure dans le mouvement de « récupération » de la mémoire du passé récent de l'Espagne. Le film est à comprendre comme une manifestation de plus de cette compulsion mémorielle. Il faut donc le lire comme un autre mode d'apparition ou de relance du débat mémoriel.

Partant de cette idée, nous proposons d'étudier dans ce dernier chapitre dans quelle mesure le film *Salvador* est emblématique de cette saisie itérative du passé et constitue un type de régime représentationnel spécifique. Si notre objectif n'est pas de réaliser ici une analyse filmique de *Salvador*¹ nous voudrions tout de même proposer des pistes interprétatives, en abordant le film en tant que « texte médiatique² », que narration mémorielle. Aussi, nous étudierons tout d'abord le battage publicitaire qui précède la sortie du film. Cette étude devrait nous permettre de dégager, au travers des entretiens que le réalisateur, le producteur ou les acteurs du film ont pu accorder à la presse, de quel type d'intentionnalité le film est l'émanation. Nous analyserons plus précisément par la suite le régime de représentation et d'exemplarité qui y est à l'œuvre, en nous attelant tout particulièrement à mettre en évidence le traitement que *Salvador* réserve à l'histoire. Finalement, nous esquisserons une étude de la réception du film. Pour cela, nous examinerons les critiques – élogieuses ou négatives – dont le film a fait l'objet dans la presse, ainsi que la polémique suscitée qui, nous le verrons, recouvre dans une large mesure celle qui a cours dans d'autres sphères autour de la bataille pour la mémoire.

9.1. Un film médiatique : une grande publicité pour un film à gros budget

Le film *Salvador* du réalisateur Manuel Huerca sort en salle en septembre 2006. Il est précédé d'une importante campagne publicitaire qui met en scène le réalisateur, le producteur

¹ L'intérêt d'une telle analyse est incontestable, mais nous n'avons ici ni la place ni les compétences pour le faire.

² Nous empruntons ce terme à Jürgen E. Müller qui affirme : « J'utilise le concept de texte médiatique au sens métaphorique, sans vouloir déboucher sur l'implication (osée ?) d'un parallèle, voire même d'une identité, entre la langue ou le texte et le produit audiovisuel. Il me semble néanmoins utile de conserver ce concept de texte médiatique dans la mesure où il renvoie au caractère structuré du film et aux processus d'élaboration du sens chez le spectateur qui viennent s'y ajouter. » MÜLLER, Jürgen E., « Pragmatique historique du film : Nouvelle Vague et conception de l'auteur. La réception d'*À bout de souffle* aux Pays-Bas », *Cinemas : revue d'études cinématographiques/Cinemas: Journal of Film Studies*, vol. 2, n°2-3, 1992, p. [56-87], p. 63-64.

et les acteurs, à plusieurs reprises interviewés par la presse. L'analyse de ce battage médiatique nous permettra de cerner la nature de l'intentionnalité à laquelle ses créateurs adossent le film.

9.1.1. Un précédent important : Compte enrere. La historia de Salvador Puig Antich

À partir de l'année 2000, la figure de Puig Antich apparaît dans la presse indissolublement reliée à la question juridique de la révision de son procès. Elle est également au cœur de la récupération politique des grandes figures nationales effectuée par les partis catalans. Enfin, elle paraît dans la presse comme objet culturel suite à la publication (simultanément en catalan et en espagnol) en 2001 du livre du journaliste Francesc Escribano³. L'évocation de la parution de cet ouvrage est importante dans la mesure où le script de *Salvador* est tiré du livre d'Escribano qui constitue ainsi l'antécédent immédiat du film. Tous deux reçoivent une grande publicité dans la presse, notamment dans *La Vanguardia*, ce qu'explique dans une large mesure la position socio-professionnelle de l'auteur et du producteur du film.

Alors que le livre sur Puig Antich n'a pas encore été publié, *La Vanguardia* d'octobre 2000 annonce déjà le projet d'Escribano qui « termine une biographie de Puig Antich en qui il voit une métaphore de la dernière gifle de Franco à la Catalogne, et un témoignage de mauvaise conscience de ceux qui, ayant les moyens d'agir, n'ont rien fait » (« [...] ultima una biografia de Puig Antich, al que ve como una metáfora de la última bofetada de Franco a Catalunya, como testimonio de mala conciencia para los que pudiendo hacer algo no hicieron nada⁴ »). Le projet du journaliste s'inscrit ainsi d'emblée dans une dynamique de « récupération » de la mémoire de Puig Antich. En ce sens, rappelons qu'Escribano apporte quelques années plus tard son soutien aux sœurs Puig Antich dans l'affaire de l'exposition du garrot au Musée Cela⁵, ou encore qu'il contribue activement à ce que le Gouvernement catalan prenne en charge les coûts de la demande en révision intentée par la famille Puig Antich⁶. Mais il s'insère également dans le mouvement de récupération de figures catalanes mythiques : en tant que métaphore de la « dernière gifle infligée par Franco à la Catalogne », Puig Antich est désormais inclus spécifiquement dans l'histoire de cette région qui aspire à être reconnue comme nation. Enfin, le projet semble contenir également une logique de réparation puisqu'il viendrait combler un

³ ESCRIBANO, Francesc, *Compte enrere: la història de Salvador Puig Antich*, Barcelone, Edicions 62, 2001 ; *Cuenta atrás: la historia de Salvador Puig Antich*, Barcelone, Península, 2001.

⁴ MARTÍ GÓMEZ, José, « Escribano en los juzgados », *La Vanguardia*, 02/10/2000.

⁵ Sur ce point, se reporter à la p. 374.

⁶ Voir p. 59.

tort historique, ici condensé dans l'idée de la « mauvaise conscience » de « ceux qui ayant les moyens d'agir, n'ont rien fait ». Ces objectifs de réhabilitation de la mémoire de Puig Antich et de réparation symbolique pour sa famille se trouvent une nouvelle fois au cœur des déclarations programmatiques qu'Escribano réalise, lors de la promotion de son ouvrage, à *La Vanguardia*⁷ qui lui consacre la première page de la rubrique « culture » :

“Ahora que se mira al pasado para reconocer a Carrero Blanco o a Melitón Manzanos, no estaría de más que supiéramos que Puig Antich no fue un bandido, sino un luchador por la democracia, probablemente equivocado, pero luchador por la democracia. Otros países afrontan su pasado mientras España sigue aferrada al olvido. Ya no hablo de pedir responsabilidades por los crímenes, sino de que alguien pida perdón, algo tan sencillo como eso, hay muchas familias que esperan ese gesto y a las que no tenemos derecho a pedir nada si ni siquiera somos capaces de eso”.

S'ouvre ainsi un bal de critiques, *La Vanguardia* étant la première à faire la réclame de l'ouvrage d'Escribano en des termes plus qu'élogieux :

Francesc Escribano, el “crack” de los mejores programas de la televisión autonómica, acaba de publicar un libro estremecedor y apasionante. Un nuevo e impresionante alegato contra la pena de muerte. Se trata de la historia del militante anarquista Salvador Puig Antich, de cuya ejecución –por el increíble, salvaje, indescriptible método del garrote vil– se cumplieron 27 años el pasado viernes día 2. El libro se llama “Compte enrere. La historia de Salvador Puig Antich” (Edicions 62) y es, como todo lo que hace Escribano [...], un relato conciso, “británico” diría yo, tenso, que utiliza técnica cinematográfica, nada ideológico y poco apasionado. Es decir, capaz de estremecer por la vía de la razón más que por la de los sentimientos⁸.

Eugeni Madueño rappelle un élément important de la biographie d'Escribano : ses fonctions de réalisateur d'émissions pour la chaîne autonome TV3. En effet, rappelons brièvement que Francesc Escribano est professeur associé de Communication Audiovisuelle à l'*Universitat Autònoma de Barcelona*, et qu'en tant que journaliste, il a travaillé à la radio, dans la presse mais en particulier à la télévision⁹. En 2004, il est nommé directeur de la chaîne autonome *Televisió de Catalunya*, comme cela est annoncé dans la presse¹⁰. Sa formation et sa carrière dans l'audiovisuel ne sont sans doute pas étrangères au caractère « cinématographique » de l'ouvrage sur Puig Antich, sur lequel est basé le film de Hueriga.

Puis, *El País* et *La Vanguardia* du mois de mars annoncent la publication du livre d'Escribano. À cette occasion, tous deux rappellent l'existence d'un antécédent sur l'histoire de Puig Antich – le livre du collectif « Carlota Tolosa », *La torna de la torna. Salvador Puig Antich i el MIL* publié en 1985 –, et esquissent une comparaison entre ces deux ouvrages. En

⁷ AYÉN, Xavi, « Vida y muerte de Puig Antich », *La Vanguardia*, 12/02/2001.

⁸ MADUEÑO, Eugeni, « Puig Antich en la calle Girona », *La Vanguardia*, 07/03/2001.

⁹ Il a participé activement à l'émission hebdomadaire consacrée à un sujet d'actualité internationale *30 minuts* ; il est également le créateur de plusieurs séries télévisées comme *Ciutadans*, *Vides privades* ou *Bellvitge Hospital*.

¹⁰ Voir par exemple, « Francesc Escribano, nuevo director de Televisió de Catalunya », *El Mundo*, 26/01/2004.

effet, le 11 mars 2001, l'écrivain et journaliste Joan de Sagarra se remémore, dans sa tribune hebdomadaire « La horma de mi sombrero » d'*El País*, le soir de l'exécution de Puig Antich. À cette occasion, il indique la récente publication de *Compte enrere* en ces termes :

Dieciséis años después de la publicación de *La torna de la torna*, aparece ahora otro libro sobre lo que ocurrió aquel sábado de extraña luz. Lo ha escrito Francesc Escribano (Vilanova i la Geltrú, 1958), uno de los mejores periodistas de su generación [...]. El libro de Escribano se titula *Compte enrere. La història de Salvador Puig Antich*, y ha sido editado por Edicions 62 (185 páginas, 2.200 pesetas). [...] El libro de Escribano es espléndido. Arroja nueva luz sobre la figura de Salvador Puig Antich y, más concretamente, sobre la relación de Salvador con su padre, Joaquim¹¹.

Comme dans le cas précédent, Sagarra commence par souligner la qualité du travail et l'importance dans le champ journalistique d'Escribano, puis annonce la publication de son ouvrage sur Puig Antich. L'éloge qui en est fait porte sur les nouveaux aspects de la figure de Puig Antich qu'Escribano aurait mis au jour par son travail de recherche, notamment sa dimension privée, ce qui, nous le verrons, est décisif pour analyser le film de Huerga. C'est cette même idée, ici à peine esquissée, d'une attention particulière à la sphère intime de la vie de Puig Antich que l'écrivain et critique littéraire Julià Guillamon va déceler dans l'œuvre d'Escribano, dans un article éloquent intitulé « La vie privée de Puig Antich¹² ». Comparant ouvertement à son tour le livre qui vient de paraître à celui de « Carlota Tolosa », le journaliste catalan remarque sur quels points précis l'ouvrage d'Escribano s'éloigne du premier :

La reconstrucción de los hechos no presenta diferencias sustanciales, aunque el punto de vista es radicalmente distinto. "La torna de la torna" quería reflejar el sentimiento único e irreplicable de agresión que se sintió en Barcelona en marzo de 1974. Escribano pretende recuperar la figura de Puig Antich a las nuevas generaciones y seguir a sus protagonistas hasta el día de hoy. Quizás por eso, Carlota Tolosa dedicaba una mayor atención a los aspectos ideológicos, situando al MIL en el contexto de los movimientos antiautoritarios, libertarios y situacionistas de los setenta. En "Compte enrere", los manifiestos y textos programáticos han sido sustituidos por cartas y documentos personales. [...] A partir de ahí, construye un relato completo, con escenas de un dramatismo apabullante [...] y otros más teatralizados [...]. Francesc Escribano se acerca en eso a Josep Benet, que veía a Puig Antich más como "un pobre noi" que como un revolucionario.

Guillamon corrèle le choix thématique et esthétique au critère unique de l'intentionnalité des auteurs. Ces deux ouvrages rendraient ainsi compte de deux facettes distinctes de Puig Antich : l'accent est mis tantôt sur le politique, tantôt sur l'intime, deux sphères qui apparaissent dès lors comme naturellement disjointes. La dramatisation, voire la théâtralisation, de la vie de Puig Antich à l'œuvre dans le livre d'Escribano aboutirait à une dépolitisation de sa figure, désormais envisagé comme « un pauvre garçon » plutôt que comme un militant « révolutionnaire ».

¹¹ SAGARRA, Joan de, « Salvador Puig Antich », *El País*, 11/03/2001.

¹² GUILLAMON, Julià, « La vida privada de Puig Antich », *La Vanguardia*, 30/03/2001.

L'existence d'une séparation entre les deux domaines est confirmée par Escribano lui-même qui, dans des déclarations publiées par *ABC*, affirme avoir sciemment écarté la question politique pour s'intéresser à l'aspect biographique et humain de Puig Antich. Cette décision est en outre motivée par la volonté d'épurer le personnage Puig Antich en n'en retenant que les caractéristiques universalisables :

Para su autor, [...] «no se trata de un libro político y tampoco de una historia de buenos y malos, sino la de un joven de veinticinco años que siguió un camino que hoy consideramos totalmente equivocado, en un país en el que reinaban el miedo y la represión. He querido retratar a un ser humano que se enfrenta a las últimas doce horas de su vida»¹³.

Ajoutons, pour finir, que *Compte enrere: la història de Salvador Puig Antich* jouit non seulement d'une bonne fortune critique mais remporte également les faveurs du public. Nous pouvons saisir l'ampleur de ce succès éditorial par le fait que le livre figure parmi les meilleures ventes de l'année 2001. En effet, il occupe plusieurs mois durant les premières places de la liste des livres les plus vendus, établie chaque semaine par *La Vanguardia*¹⁴. Dans cette liste, l'ouvrage d'Escribano est classé parmi les ouvrages publiés en langue catalane, et plus précisément sous la rubrique « livres de non-fiction ». Outre cet étiquetage, il est également l'objet de deux autres descriptions : il est d'une part fréquemment présenté comme « la reconstruction de la vie de Puig Antich », d'autre part comme un « travail documenté [...] sur la figure de Salvador Puig Antich¹⁵ ». Ainsi, sans assigner l'ouvrage au domaine de l'historiographie, cette triple catégorisation fournit au livre d'Escribano une caution, les faits et événements relatés acquérant ce faisant la patine du sérieux. Le film étant tiré de cet ouvrage, il est par ricochet et *a priori* investi de la même aura de rigueur. Ce phénomène est à prendre en compte au moment d'analyser la dimension pragmatique du film de Huerga, de tenter d'évaluer les effets potentiels de *Salvador* sur le public.

9.1.2. Une grande publicité autour du film : mise en scène et intentionnalité

Comme l'ouvrage d'Escribano, le film réalisé par Manuel Huerga bénéficie d'une importante campagne publicitaire. La presse présente le projet du réalisateur, suit de près

¹³ « Francesc Escribano relata las últimas horas de Salvador Puig Antich », *ABC*, 16/03/2001.

¹⁴ Voir, pour exemple, la section « Los libros más vendidos », *La Vanguardia* du 23/02/2001, du 09/03/2001, du 16/03/2001, du 27/04/2001, du 04/05/2001, du 11/05/2001, du 18/05/2001, du 01/06/2001, du 08/06/2001, du 15/06/2001, du 22/06/2001, du 29/06/2001, du 06/07/2001, du 13/07/2001, du 20/07/2001, du 27/07/2001, du 03/08/2001, du 10/08/2001, du 17/08/2001, du 24/08/2001, du 31/08/2001, du 07/09/2001, du 14/09/2001, du 21/09/2001, et du 28/09/2001.

¹⁵ « Terricabas y Escribano encabezan las ventas de la Setmana del Llibre en Català », *La Vanguardia*, 05/03/2001.

l'évolution du tournage, puis rend compte de sa sortie en salle. De la conception à la présentation, en passant par l'élaboration, tout devient matière médiatique.

a) *Le projet médiatisé*

Dans un article du 13 octobre 2000, *La Vanguardia*¹⁶ rapporte l'entretien qu'Eugeni Madueño a réalisé avec Jaume Roures, entrepreneur et producteur cinématographique, à l'occasion de la sortie du film-documentaire *La espalda del mundo*. Le journaliste rappelle le parcours de Roures – à tort prénommé « Jordi » –, et revient notamment sur le temps où il n'était pas encore copropriétaire du groupe audiovisuel Mediapro :

Le conocí en otra época. Se llamaba Santi Melan. [...] Ayer volví a verle. En su empresa. El suyo es el último despacho al final de 1.500 m² de oficinas. Un despacho sin secretaria, me dirá luego, cuando me confiese que ser copropietario de la mayor productora audiovisual de España, MediaPro, con 500 trabajadores y 18.000 millones de facturación prevista para este año, no le ha hecho sentir por el momento la necesidad de tener una chica que le lleve la agenda y le traiga el cafelito. El revoltillo de papeles que hay sobre su mesa, las fotos de la familia clavadas con chinchetas sobre un plafón de corcho, la melancolía que desprende a pesar de su éxito en los negocios, demuestra que tantos miles de millones después Roures sigue siendo el Melan que negociaba conmigo los costes de impresión de una revista en su despacho de la imprenta Ratlles, aquella tapadera legal tras la que se escondía el aparato de propaganda de la Liga Comunista Revolucionaria.

Si l'évocation de cet article nous paraît essentielle, c'est parce qu'il présente la personne de Jaume Roures, producteur du film réalisé par Manuel Hueriga. Dans les faits, c'est Roures lui-même qui va porter le projet, et passer commande auprès de Hueriga pour qu'il réalise le film. Le journaliste de l'article rapporte ainsi l'intention de Roures de produire un film sur Puig Antich :

Hacer buenas películas que consigan buenas audiencias sin renunciar a los buenos contenidos es el objetivo de este agitador político reconvertido en productor y gestor de derechos cuya próxima película, la biografía de Salvador Puig Antich escrita por Francesc Escribano, tiene antes fecha de estreno –octubre de 2002, aniversario de su ejecución [sic]– que director.

Le journaliste évoque la double facette de Roures : entrepreneur d'un important groupe médiatique qui veille à la bonne marche de son entreprise, il est également un ancien militant de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui aurait maintenu ses engagements politiques. Son passé révolutionnaire et sa situation actuelle, loin d'être contradictoires, sont présentées comme des éléments parfaitement imbriqués qui indiquent d'emblée que le film-non-encore-réalisé verra le jour sous un double signe : une attention particulière sera portée à l'audimat sans que cela n'implique de renoncer au « bons contenus ».

¹⁶ MADUEÑO, Eugeni, « La espalda de Jordi [sic] Roures », *La Vanguardia*, 13/10/2000.

Contrairement à ce que le producteur avait prévu, le projet du film sur Puig Antich ne prend forme que quelques années plus tard. C'est en octobre 2003 qu'*El País* publie un long article annonçant, sous le titre évocateur de « La vie tragique de Puig Antich arrive au cinéma », la prochaine présentation du projet qui a trouvé son réalisateur :

El próximo 2 de marzo se cumplirán 30 años de la terrible ejecución de Salvador Puig Antich. Para ese mismo día está prevista la presentación de un apasionante proyecto cinematográfico: un filme sobre la trágica vida del joven anarquista y, más que nada, acerca de su brutal muerte, con sólo 25 años [...]. El cineasta Manuel Huerga dirigirá la película, basada en el sobrecogedor libro del periodista Francesc Escribano *Compte enrere* (Edicions 62 y Península, en castellano). Y Mediapro, titular de los derechos audiovisuales de la obra, la producirá. [...] [A] ambos [Manuel Huerga y Jaume Roures] les mueve la idea de trasladar al celuloide una historia que les sacudió en su día –a ellos dos y a la sociedad catalana al completo, a la que todavía le duele– y recuperar, de paso, la memoria de una de las últimas víctimas de la dictadura¹⁷.

Ces quelques lignes de présentation avant l'heure indiquent déjà en partie la teneur du projet marqué par un fort biographisme (« un film sur la vie tragique du jeune anarchiste [...] et sur sa brutale mort »), par l'émotion qu'il doit susciter (« le film, basé sur le bouleversant livre du journaliste Francesc Escribano ») et par l'utilité sociale à laquelle il aspire (« récupérer, ce faisant, la mémoire d'un des dernières victimes de la dictature »). Développant ce dernier aspect, la journaliste Teresa Cendrós rapporte l'intention du réalisateur et du producteur en ces termes :

Por una parte, persiguen que sirva para poner al día la memoria de aquella agonía de la posguerra [...] reconstruyendo la corta vida de Puig Antich, al que la propaganda franquista hizo pasar por un atracador de bancos asesino de un policía cuando era uno de los muchos activistas de la resistencia contra el régimen. En su caso, con las siglas del Movimiento Ibérico de Liberación (MIL).

La figure de Puig Antich est une nouvelle fois et d'entrée rangée dans la catégorie des combattants antifranquistes. Puisque Puig Antich est présenté comme un « activiste de la résistance contre le régime » parmi tant d'autres, le MIL est lui aussi considéré comme un ensemble de sigles parmi d'autres, le projet ne prétendant pas mettre en lumière sa spécificité politique. Le réalisateur se penche par la suite sur des aspects plus proprement narratifs, considérant que la vie de Puig Antich contient tous les éléments nécessaires à l'élaboration d'un bon récit – selon les critères dominants du cinéma représentatif le plus classique –, et qu'elle est en ce sens facilement fictionnalisable :

Y por otra, les atrae poderosamente la personalidad del joven libertario y sus circunstancias: “Su vida reúne todos los componentes épicos de una historia universal: la de un chico normal de su época, un tanto temerario, al que le gustan las motos, las chicas..., y al que el destino le jugó una mala pasada. Su existencia tiene una estructura argumental perfecta hasta en lo más minucioso, como la concurrencia de un padre republicano, o sea un vencido, condenado a muerte por su

¹⁷ CENDRÓS, Teresa, « La trágica vida de Puig Antich llega al cine », *El País*, 19/10/2003.

ideología que ve cómo se repite su historia en la de su hijo”, comenta Huerga. “No hay que inventar nada”, zanja.

Enfin, Manuel Huerga annonce clairement quels sont les objectifs ultimes du film : « No se trata de poner el peso en la ideología, hemos de llegar al público con maneras contemporáneas. » Comme l’avait fait Escribano lors de la présentation de son ouvrage, le réalisateur écarte ici la question politique qui ne semble pas trouver sa place dans son projet. Ces déclarations programmatiques révèlent également un des impératifs majeurs du film : « atteindre le public avec des manières contemporaines ». Cette injonction poétique – qui est aussi profondément commerciale, nous y reviendrons¹⁸ – se présente dans le projet de Huerga comme la raison de l’exclusion de la sphère du représentable du caractère idéologique et politique de la figure de Puig Antich.

El Mundo du 2 mars 2004¹⁹ revient lui aussi sur le prochain tournage du film, en insistant plus particulièrement sur la volonté manifestée par le réalisateur et le producteur de confectionner un « film universel ». C’est cette prétention à l’universalité qui justifie le choix de la modalité de représentation, le producteur Roures affirmant que « pour faire une histoire universelle il faut faire de la fiction » (« [p]ara hacer una historia universal hay que hacer ficción »), et expliquant ainsi l’exclusion de la forme documentaire. Mais cette volonté d’universalisation répond également au désir de jouir d’un rayonnement international : aussi, bien qu’à ce stade du projet le choix du casting ne soit pas encore définitivement arrêté, la préférence est d’emblée accordée à des « acteurs de renommée nationale et internationale ». Et au réalisateur de rajouter qu’il ne prétend pas faire un film « strictement politique » mais plutôt « refléter l’attitude d’une génération contre la dictature franquiste ». L’article se clôt sur un rappel essentiel : les sœurs de Puig Antich, présentes lors de la présentation du projet, secondent pleinement l’initiative, malgré les réticences initiales, jugeant qu’« il est important que l’on dise que notre frère n’était pas un assassin. Ce qui lui est arrivé aurait pu concerner n’importe quel garçon de son époque ; c’était un romantique » (« [...] es importante que se diga que nuestro hermano no fue un asesino. Lo que le ocurrió a él le pudo pasar a cualquier chico de la época; era un romántico »). *La Vanguardia* évoque également dans un article du 3 mars la tenue d’une conférence de presse pour présenter le projet du film sur Salvador Puig Antich. Comme le faisait *El Mundo*, l’article du périodique catalan souligne la présence lors de cet événement des sœurs de Puig Antich : elles se trouvent ainsi associées au projet dès ses débuts, et lui confèrent une

¹⁸ Se reporter aux pages 428 et suivantes.

¹⁹ « Manuel Huerga dirigirá una película sobre el anarquista Puig Antich, ejecutado por Franco », *El Mundo*, 02/03/2004.

légitimité éthique certaine. En revanche, *La Vanguardia* rapporte la déclaration d'intention de Huerga en des termes distincts, puisque :

Huerga afirmó que la película “no será en ningún caso una hagiografía, ni tampoco maniqueísta, porque hemos profundizado mucho en la personalidad de Puig Antich. Tenemos todos los ingredientes para un filme que contendrá elementos de cine político, de acción y recorrido histórico²⁰.

Près d'un an plus tard, le tournage n'a toujours pas commencé mais la presse continue de donner une grande publicité au projet. Le 4 juillet 2005, *El Mundo*²¹ publie un article annonçant une nouvelle fois l'imminence du début du tournage du film sur Puig Antich. À cette occasion, le journaliste José Oliva présente le casting – différents acteurs et leur rôle dans le film – et insiste à nouveau sur l'intentionnalité du réalisateur. Dès cette phase préalable, une première contradiction semble émerger. En effet, Huerga affirme vouloir, par le biais de son film, démythifier et démystifier le personnage de Puig Antich en effaçant « l'image de martyr, de héros qui est restée de Puig Antich après son exécution au garrot en 1974, et lui redonner sa facette la plus humaine » (« “[...] la imagen de mártir, de héroe que quedó de Puig Antich después de su ejecución con el garrote vil en 1974, y devolverle su vertiente más humana” »). Cependant, ce désir de clarification de la figure de Puig Antich semble être en contradiction avec le souhait par ailleurs formulé d'universalisation de son parcours, et avec la volonté de faire de l'histoire de Puig Antich le reflet de toute une génération – ce qui implique forcément un processus de métonymisation, symbolisation et généralisation.

Le lendemain, c'est au tour d'*El País* de rapporter la nouvelle dans un article qui cède très largement la parole à Huerga. Ce dernier insiste plus particulièrement sur l'intention de réparation qui préside à l'élaboration de son film : « Le metteur en scène a affirmé [...] que *Salvador* s'acquitte d'une dette envers la génération de Puig Antich, celle des derniers combattants anti-franquistes » (« El director aseguró [...] que *Salvador* salda una deuda con la generación de Puig Antich, la de los últimos luchadores antifranquistas²² »). Si, dans le corps de l'article, il est précisé que

Huerga añadió que dicha generación no se limitó a combatir esa dictadura agónica, pero cuya brutalidad seguía dando coletazos –la ejecución por garrote vil del activista del Movimiento Ibérico de Liberación (MIL) en 1974 fue uno de los últimos–, sino que defendió unos ideales que, según él, luego quedaron “eclipsados” por una transición “un tanto chapucera” [...],

²⁰ « Huerga rodará una película sobre Puig Antich », *La Vanguardia*, 03/03/2004.

²¹ OLIVA, José, « Una película retrata la existencia del anarquista Puig Antich », *El Mundo*, 04/07/2005.

²² CENDRÓS, Teresa, « Manuel Huerga dice que “Salvador” salda una deuda con los últimos luchadores antifranquistas », *El País*, 05/07/2005.

le titre ne retient cependant que l'aspect de la lutte antifranquiste, ignorant absolument ces autres « idéaux », jamais réellement précisés. Le même jour, *La Vanguardia* rend compte également de la tenue de la présentation du projet du film et rapporte, dans des termes très semblables à ceux d'*El País*, les mots du réalisateur :

[...] nos debemos a la historia y a unos personajes reales. Nuestra intención es que *Salvador* sea el reflejo de la última generación que luchó contra el franquismo y unos ideales, pero que pronto fue olvidada cuando llegó la *transición*, que luego se ha revelado como una transición bastante chapucera. La película quiere plasmar la rebeldía de aquellos jóvenes rebeldes, estemos o no de acuerdo con los métodos que utilizaban²³.

L'idée d'une dette historique est à nouveau avancée, et même renforcée par le titre de l'article, « L'histoire volée de Puig Antich ». C'est la volonté de réparation qui est mise en avant, le projet devant combler un « oubli » de l'histoire officielle de la Transition.

b) Le tournage à l'œuvre et une présentation officielle

Outre la publicité faite au projet du film, la presse va également suivre de près l'état d'avancement du tournage, insistant particulièrement sur la présence des sœurs de Puig Antich.

El País du 6 août 2005²⁴ souligne ainsi quelle est la posture des sœurs de Puig Antich au début du tournage du film. Il rapporte notamment le fait que celles-ci considèrent, pragmatiquement, que le projet pourrait éventuellement servir leur cause juridique, aspect qui est en consonance avec la volonté réparatrice du film affichée par le réalisateur :

El desconocimiento actual sobre un acontecimiento que sacudió a la sociedad de la época y la posibilidad de que la película pese favorablemente en su petición de que el caso sea revisado, son las dos grandes razones que han convencido a las hermanas Puig Antich a autorizar la realización del filme. “A Salvador no le hubiera gustado que se hiciera todo esto. Él siempre decía que no quería ser un mártir, y ésta es una guerra que las hermanas llevamos por dentro”, afirma Carme.

La dernière affirmation des sœurs pointe un élément essentiel : la différence entre la nécessité de satisfaire une mémoire personnelle et/ou familiale qui peut justifier que l'aspect le plus politique de la figure de Puig Antich soit oblitéré ou malmené, et la nécessité de la construction d'une mémoire collective qui elle devrait être beaucoup plus respectueuse des spécificités politiques de Puig Antich et du MIL. Ces deux plans se trouvent souvent confondus, la « Loi de mémoire historique » ayant très largement individualisé et privatisé le processus de « récupération » de la mémoire. Aussi, le mémoriel exclusivement envisagé au prisme du privé prend le dessus sur le politique, entendu dans sa dimension collective.

²³ BONET MOJICA, Lluís, « La historia robada de Puig Antich », *La Vanguardia*, 05/07/2005.

²⁴ GINART, Belén, « El abrazo de las dos familias de Puig Antich », *El País*, 06/08/2005.

En octobre, c'est *ABC*²⁵ qui publie un article sur le film de Hueriga sous le surtitre « Le protagoniste de "Good Bye Lenin" se rapproche de ses racines catalanes à travers l'histoire d'un terroriste du Mouvement Ibérique de Libération, exécuté à la fin du franquisme » (« El protagonista de "Good Bye Lenin" se acerca a sus raíces catalanas a través de la historia de un terrorista del Movimiento Ibérico de Liberación, ejecutado al final de franquismo »). Ce surtitre est intéressant en ce qu'il concentre plusieurs des catégories qui ont été forgées pour se référer à Puig Antich, qui reçoit ainsi une nomination feuilletée. Cette accumulation par stratification des différentes nominations se retrouve dans le texte même de l'article, puisque « le film recrée l'histoire de Salvador Puig Antich, anarchiste catalan qui en tant que membre du Mouvement Ibérique de Libération (MIL) a participé à plusieurs braquages pour soutenir le mouvement ouvrier antifranquiste » (« [e]l filme recrea la historia de Salvador Puig Antich, anarquista catalán que como miembro del Movimiento Ibérico de Liberación (MIL) participó en varios atracos para apoyar el movimiento obrero antifranquista »). La journaliste Núria Cots revient également sur l'intention du réalisateur de rendre hommage à toute une génération, et rapporte le discours de Hueriga dans lequel semble émerger une nouvelle contradiction : s'il est conscient de la portée politique de la figure de Puig Antich et de ses actions, il s'emploie à nuancer en permanence la teneur politique de son film :

[...] Hueriga deja claro que aunque la película "no deja de ser política, no queríamos hacer un panfleto, sino explicar la vida de este chico y su generación, que en los últimos años del franquismo optaron por una posición radical". "Se ha de decir que no luchaban sólo contra el franquismo, también contra el sistema", añade.

L'article donne également la parole au producteur qui a dans ce projet une importance capitale dans la mesure où il est, nous l'avons dit, à l'origine de l'initiative du film. Si, à plusieurs reprises, le caractère fictionnel du film a été souligné, Roures insiste ici plus particulièrement sur son rapport à l'Histoire :

Para la reconstrucción de la historia contactaron con conocidos y con las hermanas de Puig Antich: "Conversamos con conocidos y familiares porque no hemos de olvidar que la historia se basa en hechos reales; hemos querido tener un cuidado especial con ellos". El guión también se apoya en algunas fuentes documentales para reconstruir los hechos, como el libro "Compte enrere" (2001), de Francesc Escibano, donde no sólo se profundiza en el aspecto político de Puig Antich, sino también en el personal para entender cómo actuó.

Le film s'inscrit par-là dans la catégorie des fictions « basées sur des faits réels », le recours à un ouvrage dont la presse a déjà largement vanté le sérieux et à des témoins – « des connaissances et la famille » – apportant au projet une caution de véracité supplémentaire. Cette

²⁵ COTS, Núria, « "Salvador", ascenso y caída del anarquista Puig Antich », *ABC*, 07/10/2005.

même idée se retrouve dans l'article qu'*El Mundo*²⁶ du 12 septembre 2006 consacre à la présentation du film, dans lequel sont rapportées les déclarations du réalisateur. Nous retrouvons derechef cette même contradiction – qui d'après nous se trouve par la suite retranscrite à l'écran – entre un mouvement de politisation et une tendance à la dépolitisation. Si Huerga affirme une fois de plus que, dès le départ, il prétend « faire un film et non pas un documentaire », il insiste également, par ailleurs, sur le fait que le film est fondé sur des faits réels « rigoureusement documentés ». Cette même tension entre réalité-vérité et fiction se retrouve dans cette autre déclaration :

Huerga recuerda que “en ningún caso el objetivo era construir un tocho de ideología política, pues para eso ya están los libros de Historia y las hemerotecas”, y niega que la realización del filme obedezca a ningún tipo de revanchismo, sino que forma parte del “derecho a conocer la historia que tiene cualquier ciudadano”.

Aussi, si le réalisateur semble d'une part maintenir la disjonction classique entre l'art et le politique synthétisée, en littérature, dans la métaphore sthendhalienne du « coup de pistolet au milieu d'un concert », il semble défendre par ailleurs la prétention et l'exigence éthique et même pédagogique de l'art, capable d'intervenir dans la vie publique – ici pour « récupérer » la mémoire de toute une génération oubliée, selon le réalisateur, à la suite d'une transition qui « a entraîné l'oubli de l'Histoire ». Finalement, l'article signale un élément essentiel qui a été jusqu'à présent peu commenté : les circonstances précises de parution du film, et le rôle pragmatique que le réalisateur lui confère. En effet, « Huerga admet que “Salvador” sort à un moment où la situation politique peut permettre une Loi sur la Mémoire Historique, mais il insiste sur le fait que, en dehors du milieu cinématographique, la meilleure contribution du film serait d'aider à la révision judiciaire de l'affaire Puig Antich » (« Huerga admite que “Salvador” se estrena en un momento en el que la situación política permitirá una Ley de Memoria Histórica, pero apunta que, fuera del ámbito cinematográfico, la mejor contribución de la película sería que ayudara a la revisión judicial del caso Puig Antich »). Cette même volonté de contribuer activement à la cause des sœurs de Puig Antich est reprise dans *El País* du 13 septembre, qui dans un article annonçant l'imminente sortie de *Salvador* rapporte le souhait du réalisateur :

“La mejor contribución que puede hacer esta película es que se revise el *caso Puig Antich*”, afirmó ayer el director de cine Manuel Huerga en la presentación de *Salvador*, que se estrena pasado mañana. [...] “No he querido hacer un documental”, añadió Huerga. Hacía tiempo que una película no creaba tantas expectativas como *Salvador*. Su estreno coincide con la tramitación parlamentaria de la Ley de Memoria Histórica, un texto que ha creado un amplio debate social

²⁶ « Manuel Huerga, director de “Salvador”: “Queríamos hacer una película, no un documental” », *El Mundo*, 12/09/2006.

no exento de polémicas. Huerga es consciente de este contexto y aboga por hacer películas que contribuyan a romper silencios y olvidos históricos²⁷.

L'engagement ouvertement de gauche du réalisateur et du producteur apparaît dans un article d'*El País* du 14 septembre 2006²⁸ :

“Creo que este país se ha olvidado muy pronto del franquismo y eso me da mucho miedo”, decía ayer Huerga, director de *Salvador*, que se estrena mañana. “Vale la pena no olvidar que este salvajismo ocurrió aquí hace cuatro días”, señalaba Jaume Roures. Coinciden ambos en que la sociedad española padece amnesia y *Salvador* es un alegato contra ella, contra la pena de muerte, contra la injusticia, contra “la idea de que la España de los setenta era la del *seiscientos*”.

Le projet semble ainsi osciller entre volonté de reconstruire des faits prouvés et à la fiction universalisable et exemplaire. Une tension qui est à comprendre également par le contexte de sortie du film : en pleins débats sur une loi de mémoire, le film devait servir la cause des sœurs de Puig Antich. En ce sens, leur présence sur les lieux du tournage est souvent commentée par la presse comme une irruption du réel dans la fiction²⁹. Par ailleurs, portant sur une période de l'histoire récente de l'Espagne, le film doit composer avec les témoins des événements, et éventuellement s'y confronter, ce qui peut influencer en partie la réalisation du film lui-même.

c) *Une publicité institutionnelle*

Mais le film de Huerga rencontre en plus de la publicité de la presse le soutien des institutions cinématographiques puisqu'il est, avant sa sortie en salle, présenté au Festival de Cannes, puis présélectionné pour concourir aux Oscars. Autant *La Vanguardia* du 21 avril 2006³⁰ qu'*El País* du 30 avril, consacrent des articles au prestigieux Festival de Cannes, quelques mois avant sa tenue, et annoncent que le film *Salvador* va y être présenté dans la section « Un certain regard » :

Por su parte, Manuel Huerga aterriza en la sección paralela Una cierta mirada con su segundo largometraje titulado *Salvador* en el que se narra la historia del anarquista Salvador Puig Antich, condenado a muerte en 1974 y que sirve al cineasta para hacer un alegato contra la pena capital y el retrato de una generación³¹.

²⁷ PUNZANO, Israel, « Huerga desea que “Salvador” ayude “a revisar el caso Puig Antich” », *El País*, 13/09/2006.

²⁸ COLLERA, Virginia, « “España ha olvidado demasiado pronto el franquismo” », *El País*, 14/09/2006.

²⁹ Se reporter par exemple à l'article PIÑA, Begoña et BONET, Lluís, « De los últimos días de Puig Antich a las guerras de Loach », *La Vanguardia*, 15/09/2006, dans lequel est présenté un « tableau d'équivalences » fiction-réalité précisant quel personnage réel interprète chaque acteur du film. Voir annexe n°8, p. 490.

³⁰ BONET MOJICA, Lluís, « Almodóvar, Guillermo del Toro, Sofia Coppola y Ken Loach compiten en Cannes », *La Vanguardia*, 21/04/2006.

³¹ LUIS-ORUETA, Fernando de, AFP, « Pedro Almodóvar competirá con “Volver” en la sección oficial del Festival de Cannes », Madrid/Paris, *El País*, 20/04/2006.

Dans un nouvel article sur le Festival, le journaliste Lluís Bonet Mojica³² fait l'éloge du film et notamment de son acteur principal dont il souligne la « magistrale » interprétation. Le film de Huerga est en outre qualifié de reconstruction, c'est-à-dire de reconstitution de l'histoire de Puig Antich, cette catégorisation l'inscrivant une fois de plus dans le genre de l'« histoire vraie ».

Cette prétendue fidélité à l'histoire que suppose l'étiquetage « basé sur des faits réels » est également suggérée, quelques jours plus tard, dans *La Vanguardia*³³ qui consacre une page entière de la rubrique « culture » au film de Huerga. Ce sont ici les déclarations du protagoniste du film qui en soulignent le caractère pédagogique, le récit filmique étant considéré comme une source potentielle de connaissance historique :

Hijo de padre alemán y madre catalana [...], Daniel Brühl –figura internacional gracias a títulos como *Goodbye Lenin!*, *La última primavera* o *Feliz Navidad*– contaba ayer que la preparación y rodaje de *Salvador*, donde realiza una soberbia creación, ha sido para él como una clase de historia [...].

Par ailleurs, l'article de Bonet Mojica s'ouvre sur les mots du réalisateur qui, encore une fois, voit dans ce film – qualifié ici de « commande » – la possibilité de réhabiliter la mémoire d'un Puig Antich oublié. Le titre de l'article, « Les fantômes du franquisme », concentre bien cette idée dans l'image d'un passé qui, ne pouvant « passer », ferait inexorablement retour, ici plus précisément à travers Huerga :

“No sé si es un filme para Cannes, pero al comité seleccionador de la sección *Una cierta mirada* le entusiasmó *Salvador*. Una deuda que había que saldar con la historia reciente de nuestro país, como fue el asesinato legal de Salvador Puig Antich, hace 32 años”, dijo ayer Manuel Huerga ante la prensa española.

En outre, le film reçoit dans cet article une critique plus que positive, le journaliste jugeant que :

Con dos partes bien delimitadas, los sueños utópicos de los militantes del Movimiento Ibérico de Liberación (MIL), con sus atracos a bancos para dar el dinero a los trabajadores, y el último tramo, con la farsa de juicio y condena a muerte tras el atentado contra Carrero Blanco [...], *Salvador* esquiva el tono hagiográfico y recrea con poderosas imágenes la grisácea Barcelona bajo un franquismo agonizante.

Cependant, si Benet Mojica laisse penser que le film va, du moins dans sa première partie, mettre l'accent sur les actions et la pensée du MIL, le sous-titre de l'article semble, sinon contredire cette affirmation, du moins la nuancer : « Huerga presenta “Salvador”, en el que recrea la ejecución de Puig Antich ». Le point nodal du film est ici mis en lumière : ce n'est pas l'engagement ou l'ensemble de la vie de Puig Antich qui est au cœur du dispositif filmique,

³² BONET MOJICA, Lluís, « Cannes pacta con Hollywood », *La Vanguardia*, 17/05/2006.

³³ BONET MOJICA, Lluís, « Los fantasmas del franquismo », *La Vanguardia*, 23/05/2006.

mais bien sa mise à mort. Dès le 25 mai, le même journaliste rend compte des réactions du public qui a vu en première le film de Huerga à Cannes ; il révèle ainsi l'excellente réception dont a bénéficié le film, le côté émouvant de l'événement étant mis en exergue et renforcé par la présence de deux des sœurs de Puig Antich :

El público fue implicándose emocionalmente en esta recreación fílmica de una de las historias más turbias del franquismo agonizante. En los títulos de créditos finales empezaron a sonar los primeros aplausos, que, una vez encendidas las luces, se prolongaron durante varios minutos. El director y los actores Daniel Brühl (Puig Antich), Ingrid Rubio, Leonardo Sbaraglia y Tristán Ulloa acudieron al pase en compañía de dos hermanas de Puig Antich, lo que aportó aún más emoción al acto y un efecto catártico para el equipo³⁴.

Si le passage de *Salvador* au Festival de Cannes se solde par un grand succès, la critique comme le public ayant fortement apprécié la proposition cinématographique de Huerga, le jour même de sa sortie en salle en Espagne, le film rencontre à nouveau la faveur des institutions.

En effet, la presse des 15 et 16 septembre 2006³⁵ évoque la présélection de trois films qui sont susceptibles de représenter l'Espagne aux Oscars, parmi lesquels se trouve *Salvador*. *La Vanguardia* consacre ainsi une colonne à chacun des films présélectionnés par l'*Academia de Cine* : il s'agit de *Volver* d'Almodovar, de *Alatriste* de A. Díaz-Yanes, et de *Salvador*. De plus, elle rapporte la réaction de Huerga face à cette nomination, le soir même de la sortie de son film :

“Desde luego es una noticia muy buena, sobre todo porque llega el día del estreno de la película y eso significa un empujón más en su lanzamiento”. [...] [E]l cineasta barcelonés Manuel Huerga confía en que el público español repita la acogida que el filme tuvo en el festival de Cannes, “que no fue sólo positiva, sino también emotiva, con la gente llorando y aplaudiendo. Fue más allá del hecho cinematográfico. Por el momento, creo que se está cumpliendo el objetivo que nos planteamos inicialmente: devolver la dignidad a ese chaval que murió de una forma injusta”³⁶.

El País, pour sa part, consacre un article à cet événement quelques jours plus tard et tente d'analyser les raisons de la présélection effectuée par l'Académie. Pour le journaliste Diego Galán, cette nomination – qualifiée d'« inattendue », étant donné que le film de Huerga n'était pas encore sorti en salle lors qu'il a été retenu comme possible candidat aux Oscars – est à mettre sur le compte non seulement de la qualité de l'interprétation des acteurs, mais également de ce qu'il identifie comme une vogue cinématographique – nécessaire – : « En estos tiempos están apareciendo películas que quieren ajustar cuentas con el ayer³⁷. » Plus encore, esquissant

³⁴ BONET MOJICA, Lluís, « Entusiasta acogida a “Salvador” », *La Vanguardia*, 25/05/2006.

³⁵ Voir, pour exemples, GUIL, Inés, « “Volver”, “Alatriste” y “Salvador”, candidatas para representar a España en los Oscar », *El Mundo*, 15/09/2006, et PIÑA, Begoña, « “Volver”, “Alatriste” y “Salvador” competirán para representar al cine español en los Oscar », *La Vanguardia*, 16/09/2006.

³⁶ PIÑA, Begoña, *art. cit.*

³⁷ GALÁN, Diego, « Ajuste de cuentas », *El País*, 22/09/2006.

une comparaison avec le cinéma argentin, le journaliste applaudit la décision de l'Académie en affirmant que « [...] une bonne partie du cinéma argentin de la démocratie a voulu révéler des atrocités tuées jusque-là. C'est ce que fait *Salvador*, un film nécessaire, comme tant d'autres qui manquent encore dans notre cinéma. Les règlements de comptes tardent mais ils finissent par arriver » (« [...] buena parte del cine argentino en democracia se ha empeñado en desvelar atrocidades silenciadas hasta entonces. Como hace *Salvador*, película necesaria, como tantas otras que aún faltan en nuestro cine. Los ajustes tardan, pero terminan llegando »).

Que ce soit parce que la première de *Salvador* a lieu au Festival de Cannes, ou parce que le film est présélectionné aux Oscars, il reçoit dans tous les cas, et ce avant même sa sortie en salle, le soutien institutionnel, et la caution et le prestige que cette reconnaissance officielle confère. Sans que cela ne soit facilement quantifiable, nous pouvons toutefois supposer qu'une telle publicité a sans doute des conséquences sur le public, d'autant plus enclin à aller assister à la projection d'un film que celui-ci est plus médiatisé.

D'après les analyses précédentes, nous pouvons conclure, provisoirement, que le projet de Huerga semble être traversé par une double intentionnalité, selon que l'on se place sur le plan contextuel ou poétique.

D'une part, comme le rappellent nombre d'articles, c'est dans le contexte de discussion parlementaire sur la « Loi de mémoire historique » que paraît le film réalisé par Manuel Huerga. *Salvador*, nous l'avons vu, est précédé d'un grand battage médiatique et se présente, selon son réalisateur, comme un réquisitoire contre l'amnésie dont souffre la société espagnole. Il doit ainsi permettre de retrouver la mémoire qu'une Transition jugée « bancalée » aurait écrasée, mais également, de façon pragmatique, aider les sœurs de Puig Antich à obtenir gain de cause dans l'affaire de la révision du procès de leur frère. C'est d'ailleurs la publicité et le poids symbolique que le film peut donner à leur démarche qui décide les sœurs à autoriser sa réalisation. D'un point de vue contextuel, c'est la logique de réparation³⁸ qui préside donc à la réalisation du film.

D'autre part, si l'on se place maintenant sur le plan poétique, l'objectif affiché de Huerga est de raconter une histoire, celle de Salvador Puig Antich. En ce sens, le projet s'insère dans la catégorie des films narratifs dans lesquels « [...] le récit assume pleinement, euphoriquement la narrativité. Raconter une histoire est bien l'objectif essentiel poursuivi par l'auteur³⁹ ». Ce

³⁸ Sur la question de la possibilité d'apporter réparation judiciaire aux victimes de l'histoire, voir GARAPON, Antoine, *Peut-on réparer l'histoire ? Colonisation, esclavage, shoah*, Paris, O. Jacob, 2008.

³⁹ VANOYE, Francis, *récit écrit, récit filmique*, Paris, Nathan, 1989, p. 191.

lien du récit avec la narrativité est résumé dans l'expression d'« euphorie narrative » qui, d'après Francis Vanoye, serait le mode privilégié des films à succès : « [...] le cinéma est devenu une machine à raconter. Le fonctionnement de l'industrie cinématographique est déterminé par les exigences de la narration représentation, seule base commerciale “sûre”⁴⁰. » Le film de Huerga, qui selon les mots du réalisateur lui-même, aspire à reconstruire le parcours de Salvador Puig Antich est, à notre sens, entièrement redevable à cette forme de la « narration représentation » dans laquelle l'effet à produire sur le spectateur est double : « [...] il faut maintenir le désir de récit [et] il faut maintenir la connivence narrative⁴¹ », c'est-à-dire en quelque sorte la vraisemblance du récit.

Pour finir, nous pouvons dire que, de par son intention de réhabiliter la figure de Puig Antich, le film de Huerga pourrait s'insérer dans la catégorie de la « fiction de la mémoire », en vogue en Espagne depuis le début des années quatre-vingt-dix et particulièrement à partir des années deux-mille.

9.2. *Salvador* ou l'incarnation de l'histoire

Face à l'écriture historiographique qui se revendique d'une logique dépassionnée et qui poursuit au travers du sérieux et de la méthode historiques un idéal d'objectivité, la fiction mémorielle assoit son dispositif poétique sur une théorie de la vérité distincte⁴². À la logique de la preuve qui fonde la démarche de l'historien – la source comme gage de réalité garantissant la pertinence du commentaire et produisant une validation du savoir –, nombre de fictions emblématiques de la « mémoire historique » répliquent par un procès de dramatisation de la « source ». Par les dispositifs d'authenticité qu'elles construisent et déploient, les narrations fictionnelles de la mémoire seraient tout aussi aptes à fournir un discours légitime – bien que d'un autre ordre – sur le passé. C'est dans cette tension entre une prétention à faire histoire et un usage non scientifique de la matière documentaire que réside le cœur problématique de la « fiction de la mémoire ». Nous verrons quel type de construction *Salvador* réserve au

⁴⁰ *Ibid.*, p. 192.

⁴¹ *Ibid.*, p. 195.

⁴² Les développements suivants s'inspirent, en les développant, de deux articles réalisés antérieurement : LLECHA LLOP, Canela, « Rebelle et tais-toi ! ou les représentations médiatiques de Salvador Puig Antich », communication prononcée lors du colloque « Les figures du rebelle », Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 21-22 mars 2013 (à paraître 2015) ; et BONVALOT, Anne-Laure et LLECHA LLOP, Canela, « Quand l'histoire se fait Histoire. Devenirs du passé, a(d)venirs du présent dans la fiction mémorielle de l'Espagne contemporaine », dans María LLOMBART et Pascale THIBAUDEAU (éds.), *Pandora*, n°10 (à paraître 2015).

personnage Puig Antich, puis les modalités de représentation de l'histoire à l'œuvre dans le film.

9.2.1. La construction du personnage et ses déclinaisons

Au sein de ce genre, de nombreuses fictions abordent par exemple l'histoire dans une optique résolument biographique, comme l'indique au cinéma le récent succès des *biopics*⁴³. Ceux-ci se caractérisent par une écriture individualisante et sentimentaliste de l'histoire, mais ils affichent dans le même temps une certaine prétention à l'exemplarité. Un des points d'appréhension privilégié de ce traitement (mélo)dramatique du passé est la figure du protagoniste. Dans ces fictions biographiques, tout se passe comme si la mémoire individuelle avait vocation à s'ériger en paradigme de la mémoire collective : ces fictions hautement exemplarisantes fonctionnent sur un mode métonymique, mais l'individu y est en premier lieu envisagé à l'aune de sa dimension privée – sentimentale, amoureuse, familiale. La dimension politique – collective – se voit bien souvent confinée à une fonction exclusivement poétique : son potentiel dramatique puissant en fait un réservoir riche en rebondissements, mais la récupération des idées ou des théories politiques proprement dites motivent rarement en soi la démarche fictionnelle. Cette disposition à l'individualisation de l'histoire dépasse largement le cadre du film ici considéré, elle est une véritable tendance qui traverse la littérature tout autant que l'industrie cinématographique et audiovisuelle : « L'histoire, qui s'écrivait traditionnellement en termes collectifs – l'histoire d'un pays, d'une armée ou d'un mouvement politique –, s'est personnalisée, en insistant bien plus lourdement sur l'individu⁴⁴. »

a) Salvador : un biopic sur Salvador Puig Antich ?

Ainsi, dans *Salvador* le personnage de Puig Antich est d'emblée placé au centre de la narration de par le caractère éponyme du titre : on ne s'y méprend pas, c'est bien l'histoire de Salvador Puig Antich qui va être mise à l'écran sous forme de *biopic*, faisant la part belle au développement de la dimension « humaine » du protagoniste au détriment bien souvent des aspects plus politiques de sa vie. Cette dimension confidentielle et privée est suggérée par

⁴³ Le *biopic*, contraction de l'anglais *biographical picture*, est un film biographique dont le scénario s'inspire de la vie d'un personnage réel.

⁴⁴ BEEVOR, Antony, « La fiction et les faits. Périls de la "faction" », *Le Débat*, n°165, 2011/3, p. 26 à 40, citation p. 26.

l'usage du seul prénom de Salvador, qui place à la fois le personnage principal dans une relation de proximité avec le spectateur et le film dans une catégorie générique bien spécifique. La structure narrative vient elle aussi confirmer le caractère hautement biographique de la production de Huerga : celle-ci se construit en deux parties bien distinctes ponctuées par trois moments essentiels – l'ouverture : l'arrestation de Puig Antich filmée en focalisation externe ; la rupture : la même scène, le spectateur ayant cette fois accès au point de vue du protagoniste ; la clôture : son exécution et son enterrement – qui inscrivent de manière répétitive le personnage de Puig Antich au cœur du dispositif filmique. Le récit s'ouvre sur l'arrestation de Salvador qui, à travers les entretiens avec son avocat et au sein de flashbacks commentés par sa propre voix en off, va narrer les actions qui l'ont mené jusqu'à la prison. Cette première partie qui adopte ouvertement la forme de l'autobiographie – le personnage-narrateur se confondant avec le personnage-acteur –, a comme ligne de fuite le moment de l'arrestation qui, faisant coïncider le temps de la narration avec celui de l'énonciation, signe le passage à la deuxième partie, dans laquelle le spectateur assiste au développement des relations du protagoniste avec son entourage – carcéral autant que familial – jusqu'au moment de son exécution finale. L'énonciation autobiographique est là pour conférer crédibilité et authenticité au récit filmique ; elle répond à une volonté du réalisateur de donner voix aux vaincus et aux oubliés de l'histoire. En outre, la structure bipartite et ses trois climaxes achèvent d'assimiler, non sans redondance, le personnage de Salvador à la figure de l'inexorable victime.

Si, parce qu'elle retrace la formation et les agissements du groupe, la première partie du film semble un espace propice au développement du projet du MIL, il n'en résulte pas moins que les éléments spécifiquement politiques sont à tout moment mis au service de la trame et ne fonctionnent souvent que comme des événements venant dynamiser la narration : c'est la participation dans un groupe qui agit dans la clandestinité – sans que les raisons politiques de cette action ne soient réellement creusées – et l'arrestation suite à la délation qui provoquent la situation dramatique – élément central dans le film – du protagoniste, emprisonné et confronté à la peine de mort. Le projet politique du MIL n'apparaît qu'en deux brèves occasions, et se voit résumé en ces termes par la voix off : « La politique devient notre vie, mais nous ne luttons pas seulement contre la dictature, nous voulons tout changer. En finir avec le vieux monde et construire une société sans classes » (« La política se convierte en nuestra vida, pero no luchamos sólo contra la dictadura, queremos cambiarlo todo. Acabar con el viejo mundo y construir una sociedad sin clases ») ; « Nous voulons créer un groupe dont la tâche spécifique sera de soutenir le secteur le plus radical du mouvement ouvrier » (« Queremos montar un grupo

con una tarea específica: dar apoyo al sector más radical del movimiento obrero »). Or, comme le signale Ana Domínguez Rama, qui analyse efficacement les travers du film – notamment par rapport au traitement qu’il propose de la matière historique – :

Y en este punto, es decir en el comienzo mismo, reside la principal paradoja de la película: la ausencia de obreros. En “Salvador” no aparecen escenas que reflejen la realidad cotidiana de la mayoría de la población trabajadora, así como tampoco ninguna vinculada a sus protestas – siendo ambos los motivos últimos de la rebelión de movimientos como el MIL, que siempre tuvo presente a la clase obrera como sujeto revolucionario–, anunciando con ello que el contenido de la película adolecerá de contextualización histórica y política⁴⁵.

Les projets du groupe sont ainsi éclipsés par l’hypertrophie du protagoniste, à la fois acteur et commentateur dont la voix vient chapeauter hermétiquement la narration de la première partie. La formation du groupe se fait au gré de ses rencontres avec les autres personnages, fonctionnant comme de simples adjutants de fortune. De plus, les scènes montrant des actions menées par le MIL – plusieurs braquages de banques – sont décrites sur un mode désinvolte et jouissif, et traitées sur le même ton que les scènes filmant l’intimité sentimentale de Puig Antich – rencontre de Cuca et de Margalida. Le spectateur est conquis par la « fraîcheur » du personnage qui découvre la politique comme il découvre la prime amourette, et suit son parcours doublement initiatique avec un entrain guilleret.

À l’intérieur de la catégorie générique du *biopic* dont nous venons d’évoquer la poétique générale, deux isotopies maitresses se dégagent auxquelles nous proposons de dédier autant d’analyses spécifiques : celle du rebelle et celle du martyr.

b) La construction filmique d’un Puig Antich rebelle

Si nous prenons pour point de départ une définition très succincte du rebelle comme celui qui se place en dehors des schémas conventionnels, la « figure du rebelle » pourrait recouvrir plusieurs types de personnes, de personnages ou de héros : le marginal ou le mauvais garçon, le hors-la-loi ou le bandit – entendu dans son sens noble comme celui qui vole aux riches pour donner aux pauvres, qui réussit à tourner en ridicule l’autorité en l’esquivant jusqu’au moment fatidique où, victime d’une trahison, il est arrêté –, ou encore le résistant. Partant de cette caractérisation *a minima*, nous pouvons dire que, parce qu’il s’oppose à l’autorité et à ses ambassadeurs, parce qu’il affirme sa différence, le rebelle est en soi un personnage porteur d’un récit exemplaire. En effet, de par son tempérament même, de par son refus de la société telle

⁴⁵ DOMÍNGUEZ RAMA, Ana, « “Salvador (Puig Antich)” en el *viejo mundo*. Algunas consideraciones históricas respecto a su recuperación mediática », *Hispania Nova. Revista de Historia Contemporánea*, n°7, 2007, p. 860-870, disponible à l’adresse suivante : <http://hispanianova.rediris.es/7/HISPANIANOVA-2007.pdf>.

qu'elle est, il crée la confrontation avec ce système qu'il réprouve – conflit qui est un nœud narratif par excellence. Son goût de la liberté et son insoumission le rendent attirant, mais s'il suscite l'admiration, il peut également servir de repoussoir. Quelles sont les formes narratives-visuelles employées pour présenter un personnage comme rebelle ? Par sa caractérisation même, ce personnage implique certains types de récits, les scénarios se concentrant ainsi sur les moments explosifs de rupture, de passage à l'acte ou de fuite, et s'achevant bien souvent par une confrontation avec la mort. Dans le film de Manuel Hueriga, tous les ingrédients pour faire du personnage principal un rebelle sont réunis, de par les caractéristiques propres de la personne Puig Antich (jeunesse et fin tragique), et de par la facture du film lui-même. *Salvador* se présente ainsi en quelque sorte comme un film de genre, et cela avant tout par son intrigue.

En effet, dès l'ouverture du film, l'atmosphère créée installe le spectateur dans un climat d'oppression représentée par la dureté du régime franquiste, qui va être également ressentie intérieurement par le personnage – sous la forme d'un manque de liberté. Nous assistons ensuite au moment de rupture qui marque le passage à l'acte : la mort relatée d'Enrique Ruano⁴⁶ étant présentée par le Puig Antich-narrateur comme le détonateur de l'organisation et de l'action. Cette mort fonctionne comme une goutte d'eau qui ferait déborder le vase, ce qui est signifié par l'interjection : « Ça suffit ! Finissons-en ! » (« ¡Ya está bien! ¡Basta! »). S'ensuivent des épisodes de libération : d'abord politico-collective par l'organisation en groupe, et par la réalisation des premiers coups armés, des premiers braquages qui sont présentés sous un œil jouissif et même amusé ; puis individuelle, de par la rencontre avec le personnage de Margalida qui signifie une libération personnelle à travers notamment l'expérience sexuelle et psychotrope.

Le film nous plonge par la suite dans une spirale descendante, le personnage en perdant même le monopole de la narration : les premières bavures, puis des difficultés sérieuses, déboucheront sur l'arrestation, le procès, puis la condamnation. Enfin, survient le récit de la mort tragique : tragique dans le sens où elle est effroyable – la séquence durant à peu près une dizaine de minutes –, et où elle émeut ; mais elle va également dans un sens plus classique, car le héros est pris comme dans un piège dont il ne peut s'échapper, et a conscience de sa propre fin. Son héroïsme, et donc sa mythification, passent en outre par une manière d'acceptation impassible de son sort, lorsqu'il console par exemple lui-même son entourage. Cet effet

⁴⁶ Jeune étudiant en droit et militant antifranquiste, Enrique Ruano meurt défênéstré le 20 janvier 1969 alors qu'il est sous surveillance de la *Brigada Político Social*, la police politique du régime. Faire de cet événement le supposé détonateur de l'action du MIL est une façon de replacer d'emblée Puig Antich dans la lignée des combattants antifranquistes.

tragique est d'autant plus ressenti par le spectateur que celui-ci a accès à des éléments que le personnage ignore : les informations que détient l'avocat et qu'il ne révèle pas à Puig Antich ; ou encore, la détresse des sœurs qui semblent accepter de façon stoïque la future exécution de Puig Antich, mais qui dans les scènes dont celui-ci est absent se laissent aller à un épanchement larmoyant.

Mais si *Salvador* est un film de genre de par son développement, il l'est également par les caractéristiques de son protagoniste.

En effet, dans *Salvador*, Puig Antich a tous les attributs attendus du rebelle, de tous les rebelles même, puisqu'il en concentre les styles et les poses que le spectateur espère retrouver. Si, comme le souligne Eric Hobsbawm, « mon hypothèse est simplement que, en ce qui concerne les images retenues pour être vues par un vaste public et aussi pour avoir un impact sur celui-ci [...], l'expérience qu'a ce public de la réalité détermine le degré de divergence qu'il peut avoir avec cette expérience » (« [m]i supuesto es meramente que, en las imágenes pensadas para que las vea un público amplio y tengan repercusiones en él [...], la experiencia que de la realidad tiene ese público determina el grado en que pueden divergir de esa experiencia⁴⁷ »), alors on peut affirmer que le spectateur n'aura aucun mal à identifier Puig Antich comme le rebelle par excellence, au regard de son « expérience de la réalité » et notamment de son expérience cinématographique – c'est-à-dire par rapport à son horizon d'attente générique et catégoriel. Puig Antich est avant tout présenté comme bandit, dans un sens noble, lorsque son projet politique – résumé en quelques phrases : « Nous voulons tout changer, en finir avec le vieux monde et construire une société sans classes, véritablement libre, même si nous savons qu'avec seulement des mots on n'obtient rien » (« Queremos cambiarlo todo, acabar con el viejo mundo y construir una sociedad sin clases, libre de verdad, aunque sabemos que sólo con palabras no se consigue nada ») – est réduit à un « voler au riche pour donner au pauvre », ce qui le mène évidemment à être un hors-la-loi (plus précisément ici « dans la clandestinité » « en la clandestinidad »). Ainsi, dans un premier temps, le spectateur reconnaîtra en lui une réactualisation d'un Robin des bois, désormais urbain et moderne.

Puig Antich est présenté ensuite comme le stéréotype du mauvais garçon. Tout d'abord par sa quête de liberté, qu'il va trouver dans les bras de Margalida – la chambre de Margalida fonctionnant comme un ailleurs idéal, un espace hors de la société jugée contraignante, un lieu de liberté totale et absolue. Mais aussi par sa pose : jeune et beau – ou censé l'être –, blouson

⁴⁷ HOBBSAWM, Eric, *Gente poco corriente. Resistencia, rebelión y jazz*, Barcelone, Crítica, 1999, p. 113.

noir, cigarette à la bouche, et à moto. L'apparition de l'objet moto ne procède pas d'une licence prise par le réalisateur, mais renvoie à un élément biographique réel. Nous retrouvons en effet trace d'une photographie de Puig Antich sur une moto, cliché que la presse met en avant de façon récurrente⁴⁸. Cependant, sur le plan diégétique, la moto est employée dans son aspect symbolique, comme véhicule générique vers la liberté : cela est manifeste, par exemple, dans la séquence où, après avoir appris à la télévision la nouvelle du coup d'État de Pinochet au Chili, le personnage chevauche sa Harley et parcourt sans but une *Ronda* – le périphérique barcelonais – absolument déserte, criant tout son désespoir⁴⁹. Le spectateur reconnaîtra facilement en lui un écho du Marlon Brando de *L'Équipée sauvage* ou du James Dean de *La Fureur de vivre*. On peut dire que de ces films et personnages fondateurs naît un véritable archétype du mauvais garçon beau gosse et rebelle, archétype qui devient désormais une espèce de passage obligé pour quiconque prétendrait réaliser un film mettant en scène une figure de jeune rebelle moderne. Marlon Brando et James Dean fonctionnent comme deux modèles qui créent une réalité, une génération de jeunes « rebelles ». Salvador s'inscrit dans cette lignée, cette expérience, cette esthétique : Puig Antich n'en est, d'une certaine façon, qu'un avatar – ce qui en partie désamorce déjà de fait la charge subversive du personnage.

Le personnage de Puig Antich selon Huerga concentre ainsi les caractéristiques de plusieurs types de rebelles inspirés par les modèles qui sont à la fois créés et véhiculés par la fiction, et notamment par le cinéma. Ces personnages cinématographiques fonctionnent simultanément comme modèle performatif – conditionnant dans la réalité la rébellion par les canons qu'ils produisent (la pose, les vêtements, etc.) et par les archétypes fictionnels qu'ils fournissent – et comme modèle indépassable – les nouvelles créations cinématographiques s'inspirant à la fois de leurs prédécesseurs et de la réalité qu'elles ont contribué à créer. Nous pouvons dès lors légitimement mettre en doute que la rébellion, stéréotypée, reste encore rébellion.

c) Puig Antich martyr de l'antifranquisme

Mais si le personnage Puig Antich répond, de par ses caractéristiques, à plusieurs figures du rebelle, il est également caractérisé comme résistant – résistant contre le franquisme –, et même comme leader politique *a posteriori*. Dans le film, sa mort fait advenir la démocratie en Espagne par la prise de conscience politique qu'elle aurait provoquée dans la société, au prix

⁴⁸ Voir annexe n° 11, p. 493.

⁴⁹ Voir les captures d'écran, annexe

évidemment d'une énorme distorsion historique – la société espagnole n'ayant pas attendu la mort de Puig Antich pour avoir une conscience politique ; le MIL n'étant pas particulièrement antifranquiste mais bien plutôt anticapitaliste.

Sur l'idée que le film contribue à faire de Puig Antich un mythe de l'antifranquisme, nous évoquerons l'intéressant commentaire de l'auteur de l'article d'*El País* du 15 septembre 2006⁵⁰ :

Un cartel en el comienzo del filme nos advierte de que vamos a ver la historia “de un joven (...) que se atrevió a vivir sin miedo”, con lo cual ya se está vallando un determinado terreno de juego: vamos a ver con ese joven, su historia va a ser explicada sin ocultar desde dónde se habla (desde la admiración por su arrojo, por su valentía; también, aunque eso es menos visible en el filme, desde una cierta velada ironía hacia los métodos que el joven, Salvador Puig Antich, uno de los últimos ejecutados por la dictadura franquista, y sus amigos pusieron en práctica para oponerse al dictador). O dicho con otras palabras, que estamos ante una cierta *hagiografía laica de un luchador antifranquista ejecutado*, además, en un proceso judicial plagado de irregularidades⁵¹.

La deuxième partie du film se distingue par ses accents résolument tragiques. En effet, Salvador évolue maintenant dans un drame à la fois familial et carcéral. Sont ainsi mises en avant les relations qu'il entretient avec sa famille : avec des sœurs dévouées qui lui rendent visite et l'entourent jusqu'à la fin, mais également, sous forme épistolaire, avec un père absent qui n'en reste pas moins un référent moral pour le protagoniste ; et parallèlement, les relations tortueuses avec son geôlier – Jesús – : le mépris initial de celui-ci va se transformer au fur et à mesure en une tolérance empreinte de respect puis, lors du climax fatal, et en syntonie avec le sentiment du spectateur, en véritable compassion – Jesús en arrivant même au moment de l'exécution à réprover le système politique dont il est le gardien. À nouveau, au travers d'un biographisme extrême, l'histoire sentimentale, familiale et individuelle prend ainsi le dessus sur le politique et le conflictuel, et partant sur le collectif. C'est la vie personnelle qui est mise en exergue au détriment de l'activité politique, ce qui favorise les identifications projectives du spectateur avec un personnage jeune, finalement pas si marqué idéologiquement, qui s'amuse, aime et souffre. Si le collectif comme sujet politique n'est à aucun moment représenté dans le film, l'écriture personnalisante de l'histoire dessine néanmoins un autre type de collectif, par l'émergence d'une véritable poétique compassionnelle – caractéristique de la construction fictionnelle de la mémoire dominante de l'antifranquisme et de la Transition. La dramatisation à outrance, parce qu'elle cherche à provoquer l'adhésion et l'identification du spectateur au récit poignant, est un des procédés les plus efficaces de la rhétorique de la réconciliation : elle produit la réunion des récepteurs dans une communauté émotionnelle qui recouvre, nous le

⁵⁰ TORREIRO, M., « Un joven sin miedo », *El País*, 15/09/2006.

⁵¹ Nous soulignons.

verrons plus avant, une communauté axiologique. En ce sens, la compassion semble s'ériger en sentiment privilégié, en véritable clé de voûte du dispositif d'apaisement propre au traitement du passé dans la démocratie espagnole actuelle.

Partant d'une volonté de rendre hommage à un personnage « oublié » de l'histoire, et d'une intentionnalité qui répond à une logique de « récupération de la mémoire historique », Huerga n'en construit pas moins un récit (mélo)dramatique produisant selon Germán Labrador-Méndez des « formas ficcionales que abren y cierran el pasado, normalmente en un sentido de superación que propone narrativamente su clausura⁵² ». L'écriture individualisante inhérente à la démarche de Huerga produit une mise au ban des idées politiques qui ont conduit Salvador Puig Antich à vivre ce qui est mis en scène comme un destin tragique : la logique de réparation guidant le projet, si elle est légitime et nécessaire, n'est cependant pas suffisante pour faire mémoire collective. Lorsqu'il fut demandé aux sœurs d'apporter leur soutien au film, celles-ci acceptèrent, avouant d'ailleurs que leur démarche répondait davantage à un désir de reconnaissance légale de l'injustice commise, qu'à un souci de fidélité au projet idéologique du groupe :

Cabe decir que en las razones del “no” no tuvimos en cuenta ninguna de carácter ideológico, es decir, si quedaría maltrecha la imagen de las convicciones y activismo de los miembros del MIL, e incluso la vigencia actual de algunas ideas de los años setenta del pasado siglo. Hay otras personas mucho más expertas en el tema.

Nuestro objetivo siempre ha sido reclamar, como familia a quien le ha tocado vivir esta tragedia, y con el apoyo de gran parte de la sociedad, que se repare la injusticia cometida cuando se asesinó “legalmente” a nuestro hermano después de un proceso que no fue más que una farsa⁵³.

Les derniers mots du film, sur fond d'enterrement, sont justement prononcés par le personnage de l'une des sœurs de Salvador : ce commentaire en forme de diagnostic final vient clore significativement le récit dont la construction apparaît alors comme profondément téléologique. La démocratie, ici formulée dans des termes flous, devient par un effet de structure l'horizon ultime de la lutte politique de Puig Antich, elle est même l'étalon absolu de la réussite de ses actions : « Crec que al final el Salvador està aconseguint el que volia, perquè s'estan fent moltes coses. Almenys, creix la consciencia política, i això, en aquest cony de país, ja és molt ». Que ce soit à la scène ou à la ville, le film est placé sous le haut patronage des sœurs, qui autorisent la formulation du projet politique du MIL dans les catégories du récit de la réconciliation démocratique. La progression dramatique du personnage va également dans le sens de cet

⁵² LABRADOR MÉNDEZ, Germán, « Historia y decoro. Éticas de la forma en las narrativas de memoria histórica », dans P. Álvarez-Blanco, T. Dorca (Coord.), *Contornos de la narrativa española actual (2000-2010). Un diálogo entre creadores y críticos*, Madrid-Frankfort, Iberoamericana-Vervuert, 2011, p. 121-129, citation p. 125.

⁵³ Extrait du texte rédigé par Imma, Montse et Merçona Puig Antich inclus dans le livre *Salvador Puig Antich, un film de Manuel Huerga*, Badalona/Barcelone, Ara Llibres/Mediaproducción, 2006, p. 163.

historicisme téléologique : la construction de la figure de la victime se fait au sein d'une rhétorique filmique du sacrifice et de l'expiation. Salvador, comme son nom opportunément l'indique, est le « Sauveur », celui qui après avoir converti son geôlier à la tolérance et au respect – valeurs démocratiques par excellence –, devient la « [...] víctima propiciatoria del franquismo [...], la figura heroica [que] se construye cristológicamente : la sangre del mártir trae la democracia⁵⁴ ». La vie de Puig Antich se voit ainsi recalibrée aux critères du récit de l'avènement démocratique, la démocratie étant entendue comme destination idéale de l'histoire, et fin indépassable de la politique. Selon Germán Labrador-Méndez, le film est un

[...] espacio donde se opera una adaptación de los valores y códigos del lenguaje antifranquista transicional a los valores de la clase media española actual. Los límites del decoro tienen que ver, pues, con la apropiación ejemplarizante de formas anteriores y la reinterpretación de los valores que les dieron sentido⁵⁵.

Dans une logique déconflictualisante qui tend à lisser l'hétérogénéité des pratiques et des discours politiques derrière la bannière du consensus démocratique, Salvador devient la figure par antonomase du combattant antifranquiste. Pourtant, rien de tel dans le projet du MIL, qui s'inscrit plutôt dans l'internationalisme anticapitaliste que dans une perspective de résistance à la dictature, celle-ci n'étant en effet combattue qu'en tant qu'elle est une forme particulière du Capital. Le fait qu'un commentateur pertinent et avisé comme Labrador-Méndez range spontanément Puig Antich dans la catégorie « antifranquiste » indique à quel point l'opération de réduction de la politique à l'alternative dictature/démocratie à l'œuvre dans le film fonctionne. Précisément parce que les récits du passé républicain et antifranquistes se présentent « como las únicas narrativas decorosas capaces de explicar [el] advenimiento [del pacto fundacional de la Transición]⁵⁶ », et parce qu'ils sont donc les seuls récupérables et audibles dans le présent démocratique, Puig Antich ne pouvait qu'être converti en un fer de lance de l'antifranquisme.

9.2.2. Reconstruction et recontextualisation : une représentation présentiste ?

Dans *Salvador*, deux modes majeurs d'inscription de l'histoire sont à l'œuvre : la reconstruction ou reconstitution historique⁵⁷ – d'un événement, d'une ambiance, d'une

⁵⁴ LABRADOR MÉNDEZ, Germán, *art. cit.*, p. 127.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 128-129.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 129.

⁵⁷ Ce phénomène appliqué à de récentes séries télévisées à succès, a notamment été étudié par : BRÉMARD, Bénédicte, « Cuéntame la crónica de tiempos revueltos: experimentar la verdad histórica mediante la ficción televisiva », *Trama y fondo*, n°24, 2008, p. 141-149.

esthétique –, et l'inclusion et la diffusion d'images d'archive. Nous proposons d'analyser tout d'abord brièvement ces deux modalités représentatives pour tenter d'éclairer les raisons et les implications potentielles d'un tel choix.

La représentation de l'histoire dans le film passe en premier lieu par une reconstitution historique. Cette restitution se traduit tout d'abord par un minutieux travail de recréation d'une ambiance, par l'adoption d'une esthétique particulière : les costumes sont particulièrement soignés ainsi que les décors, les détails chronologiques ou encore le choix musical qui plongent le spectateur au cœur des années soixante-dix – Georges Moustaki, Lluís Llach, Pau Riba, Leonard Cohen ou Bob Dylan sont ainsi certains des chanteurs-compositeurs convoqués. Mais l'exemple majeur de cette reconstruction d'un événement historique est la longue séquence (minute 12:40 à 15:48) consacrée à la manifestation qui a lieu à Barcelone à la suite de la nouvelle de l'assassinat de l'étudiant madrilène Enrique Ruano⁵⁸. La scène est tournée en extérieur, sur la *Gran Via de les Corts Catalanes*, près de la *Plaça Universitat* où se trouve l'entrée de l'emblématique bâtiment de l'Université de Barcelone. La séquence permet efficacement d'illustrer le climat répressif propre à la période par la mise en scène de la brutalité policière. Grâce au travail de la direction artistique et à celui de la postproduction, les décors (voitures, mais également aspect des rues) sont particulièrement réussis. Malgré cette vraisemblance d'ensemble, le réalisateur introduit cependant deux éléments qui détonnent. D'une part, une affiche publicitaire portant la phrase « Je veux me souvenir de cet instant » (« Quiero recordar este momento ») est introduite dans le décor, en fond, alors qu'au premier plan un policier charge un manifestant⁵⁹. Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'un anachronisme dans la mesure où cette phrase est le slogan d'une campagne publicitaire de Kodak⁶⁰, l'effet créé est pour le moins curieux. Si nous considérons cette inclusion dans la diégèse, nous ne pouvons conclure qu'à un trait ironique de la part du réalisateur. Si nous nous plaçons d'un point de vue extra-diégétique, cette phrase fait sens dans le contexte du mouvement de « récupération » de la mémoire, des débats parlementaires pour l'adoption d'une loi de mémoire, et de revendications de révisions de procès. D'autre part, les derniers plans de la séquence de la manifestation sont esthétisés : les manifestants sont désormais des ombres noires, l'angle de la prise de vue pratiquement zénithale tandis que le décor devient blanc⁶¹. Cette esthétique rappelle de façon surprenante celle du peintre et artiste graphique Juan

⁵⁸ Nous reproduisons quelques captures d'écran de cette séquence en annexe n°11, p. 495.

⁵⁹ Voir annexe n°14, p. 497.

⁶⁰ Voir annexe n°15, p. 498.

⁶¹ Voir annexe n°16, p. 499.

Genovés⁶², auquel ces derniers plans semblent rendre un hommage. Cette esthétisation finale d'une séquence longue, lourde et saisissante, si elle permet au niveau diégétique de faire la transition avec la séquence suivante – bien plus légère – en ralentissant notamment le rythme, tend également à notre avis à « déréaliser » l'événement.

Mais la présence de l'histoire est également inscrite dans les génériques ; le film se munit, dans ce que l'on pourrait appeler son paratexte, d'une série d'images d'archives qu'il rediffuse et donc recontextualise. Ce phénomène de « recontextualisation », concept que nous empruntons à Matteo Treleani, implique un certain nombre d'opérations. D'après l'auteur :

La rediffusion des archives est fondée sur trois phénomènes conjoints, trois événements qui déterminent sémiotiquement le document : un changement d'époque (de réception et de production), un changement de support de diffusion et une intention donnant un sens au document lors de ces mutations. [...] La rediffusion est d'abord un changement de contexte médiatique, la plupart des œuvres de réexploitation s'appuyant sur un autre médium (numérique ou autre). Elle est également une recontextualisation temporelle ou, mieux, diachronique, étant donné que les archives appartiennent au passé. En outre, elle demande un effort rhétorique visant à faire parler les archives dans le présent⁶³.

Ainsi, défilent en début de film des photographies de mai 68, de Che Guevara, de Pinochet, de la Guerre du Vietnam, de rassemblements franquistes et antifranquistes, de Yasser Arafat, de Martin Luther King. De la même façon, se succèdent pendant le générique final des extraits de documentaires ou d'images télévisées du roi Juan Carlos prêtant serment sur la Constitution, de Yasser Arafat, de la chute du mur de Berlin, de la guerre d'Irak, des manifestations contre la guerre, de Ben Laden, de l'attentat contre les tours jumelles, de l'attentat de Madrid, de la prison de Guantánamo, de ce que l'on a appelé « la crise des banlieues », et même des manifestations contre le CPE. Au vu du nombre et de l'authenticité de ces images, il nous semble pertinent d'affirmer que l'usage de l'archive a pour fonction ici de replacer le film – et, au-delà, l'histoire même de Salvador Puig Antich – dans le récit plus large de l'histoire contemporaine de l'humanité. Cependant, et de façon analogique à l'effet que peut produire l'accumulation dans le seul personnage de Salvador de plusieurs stéréotypes de rebelle, la surabondance de signaux renvoyant à des événements historiques hétéroclites rend très difficile leur compréhension. Le spectateur, bombardé d'images brutes – dépourvues d'un

⁶² Dans les années soixante-dix, Juan Genovés développe une esthétique autour de deux thématiques principales : l'individu seul, et la multitude. Autour de cette dernière thématique, il représente des sujets que l'on peut facilement associer à des manifestants vus du ciel. Par ailleurs, sur le plan politique, l'artiste s'engage activement dans les mouvements d'opposition au régime franquiste. Nous renvoyons au site web qui lui est consacré : <http://www.juangenoves.com/>.

⁶³ TRELEANI, Matteo, « La recontextualisation des archives audiovisuelles », dans Mateo TRELEANI, *Mémoire audiovisuelles : les archives en ligne ont-elles un sens ?*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, <http://parcoursnumeriques-pum.ca/la-recontextualisation-des-archives-audiovisuelles>, consulté le 25/09/2014.

commentaire qui viendrait expliciter le lien qu'elles entretiennent entre elles –, aura sans doute du mal à saisir le sens, et même la motivation, de l'inclusion de Puig Antich dans cette série. Ce qu'il est en revanche invité à comprendre, c'est l'importance historique de l'événement Puig Antich placé, selon la logique de juxtaposition du dispositif que l'on vient d'évoquer, sur un pied d'égalité avec les Grands Noms de l'Histoire. Ces images d'archive défilant durant les génériques initial et final ensèrent l'histoire de Salvador, et la placent dans une relation d'équivalence avec d'autres luttes historiques. Par ailleurs, la place qu'occupent ces images, qu'il s'agisse de photos ou d'extrait de vidéos, est essentielle : elle signifie, par la mise en mouvement, un enchaînement chronologique, une idée de succession naturelle. Nous voyons ici à quel point, selon une logique de juxtaposition et de succession, sont mis sur le même plan révolution et démocratie, luttes d'émancipation et pacte transitionnel, l'un étant présenté comme la fin naturelle de l'autre. C'est précisément ce mouvement accumulatif qui est d'après Alain Brossat le propre de nos « démocraties culturelles » :

Le principe de base de la sphère culturelle entendue comme musée global est d'établir l'équivalence stricte entre une exposition Mondrian, un film sur la guerre d'Espagne et une course de taureaux ; il n'est nullement d'enchaîner des actions ou des événements sur un plan diachronique, un mode dynamique ou un processus dialectique, mais d'organiser la coexistence et la succession sans suite des objets et des manifestations les plus variés.

Si le projet de Huerga s'inscrit dans une poétique mémorielle de gauche, la syntaxe du générique induit tout de même une spatialisation/juxtaposition des événements historiques convoqués, sans qu'aucune dialectique ne soit réellement établie entre eux – le seul liant étant au fond le présent démocratique qui les contient et les expose dans une mémoire-musée. De plus, si nous admettons avec Treleani que « [...] la seule rediffusion d'une archive dans le présent finit par modifier son statut⁶⁴ », nous pouvons dire que le récit – pourtant plus important en volume – étant enchâssé au milieu de ces images véridiques, acquiert comme naturellement une authenticité, une valeur historique, devenant pratiquement archive parmi les archives. Symétriquement, l'histoire de Salvador confère à ces archives un sens particulier : tout semble suggérer que les luttes passées, présentes et à venir ont été, sont et seront d'une certaine façon inexorablement des luttes pour la démocratie – démocratie dont la nature et la configuration actuelle ne sont jamais questionnées en tant que telles.

C'est pourquoi nous pouvons parler d'une représentation présentiste du passé. Le présentisme est défini par François Hartog comme le « régime d'historicité » contemporain,

⁶⁴ TRELEANI, Matteo, « Conclusions », dans Mateo TRELEANI, *Mémoire audiovisuelles : les archives en ligne ont-elles un sens ?*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, <http://parcoursnumeriques-pum.ca/conclusions>, consulté le 25/09/2014.

dont l'une des caractéristiques principales serait de saturer le champ de la représentation du temps. Pour l'historien, il y a ainsi « un progressif envahissement de l'horizon par un présent de plus en plus gonflé, hypertrophié⁶⁵ ». Comme le encore Hartog, « [l]e futurisme s'est abîmé sous l'horizon et le présentisme l'a remplacé. Le présent est devenu l'horizon. Sans futur et sans passé, il génère, au jour le jour, le passé et le futur dont il a, jour après jour, besoin et valorise l'immédiat⁶⁶. »

9.2.3. Homogénéisation par la culture et la consommation de masse

Malgré, voire même contre, les intentions affichées par le réalisateur⁶⁷, le film ne reflète pas les idées politiques qui ont conduit Puig Antich à la mort, et frise le spectaculaire par une tendance marquée au biographisme, à l'hyperpersonnalisation et à la dramatisation de l'histoire. L'accent est mis – moyennant quelques distorsions historiques – sur les attributs qui font de Puig Antich une figure stéréotypée du rebelle : jeunesse, révolte contre l'ordre établi (le régime franquiste, l'ordre moral) non exempte d'idéalisme, mort prématurée, etc. Une critique du film, paradoxalement positive, parue dans *El País* le 26 septembre 2006, résume à notre avis assez précisément ce que celui-ci reflète :

Huerga los presenta [a los miembros del MIL] como lo que eran: muy simples. Puig Antich era un joven atrevido y bien intencionado, que no tenía conciencia de los límites y que se metió en un lío, junto con una pandilla de amigos y conocidos, sin estrategia, estructura ni objetivos precisos, que entra, sin respaldo alguno, en la espiral de la violencia⁶⁸.

Pour expliquer l'écart entre la volonté affichée par le réalisateur d'une fidélité à l'histoire et le résultat que nous avons jugé présentiste, nous voudrions avancer l'hypothèse selon laquelle une telle béance s'expliquerait par la forme, le type de récit filmique choisi, ce dernier étant dans une large mesure déterminé par le circuit commercial dans lequel le film est destiné à circuler, et donc par les lois du marché cinématographique.

⁶⁵ HARTOG, François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, p. 125.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 126.

⁶⁷ Il déclare, par exemple : « Hay en *Salvador*, como en tantos otros jóvenes de entonces y de ahora, una fuerte convicción de compromiso con la historia, y una gran generosidad en sus actos, porque su lucha no es individualista. Hace lo que hace para conseguir un mundo más justo e igualitario y asume riesgos y da la cara por quienes ni siquiera le conocen. Por eso nos subleva su asesinato, por eso hacemos una película. Porque su muerte no debe quedar en el interesado olvido de quienes todavía hoy lo quieren hacer pasar por un pistolero, despolitizando sus razones y su ideario », dans HUERGA, Manuel, « Tres años después », 15 août 2006, disponible sur le site suivant : <http://manuelhuerga.com/salvador/spip.php?article19>.

⁶⁸ RAMONEDA, Josep, « Un canto triste », *El País*, 26/09/2006.

Soulignons tout d'abord que le film *Salvador* a une prétention à être diffusé à l'international, et partant, à être vu par un vaste public, prétention qu'un excès de références historiques pourrait compromettre. D'ailleurs, le réalisateur affirme dans un reportage d'*El País* du 19 octobre 2003 que :

Llevar a la pantalla la historia de Salvador Puig Antich es un proyecto fascinante porque posee los ingredientes idóneos para una gran película de alcance y comprensión universales. En primer lugar, su propia vida. [...] Su juventud, la atractiva y carismática personalidad, romántica y voluptuosa a la vez, la riqueza y variedad que rodea sus relaciones familiares y sentimentales, la trepidante acción de sus hazañas con los compañeros del MIL y, por supuesto, el tremendo dramatismo de sus últimas horas hasta su ejecución serían ejemplos suficientes para construir una película de gran intensidad .

La volonté d'atteindre un public le plus large possible se présente sous le signe des bonnes intentions puisque la projection de *Salvador* – et la publicité que le film est censé donner à l'affaire – doit aider les sœurs de Puig Antich dans leurs démarches juridiques. Mais *Salvador* est aussi avant tout un produit de consommation, et il faut pour cela qu'il soit mercantilisable, ce qui suppose sa soumission, au même titre que toute autre marchandise, à la loi de l'offre et la demande, et plus particulièrement son adéquation à une possible consommation de masse. Il nous semble que cette exigence commerciale peut expliquer le choix du type de narration que propose le film, c'est-à-dire la mise en place d'un dispositif qui relève de l'« euphorie narrative » induisant un choix esthétique particulier :

[...] l'euphorie narrative implique que la place privilégiée du lecteur-spectateur [...] ne soit pas remise en cause. L'une des conditions de sa tranquillité est l'effacement le plus complet possible des traces de l'énonciation écrite ou filmique. En effet, toute conscience du fait que les éléments du récit ont été choisis, organisés, soumis à une instance narrative extérieure à la diégèse nuirait aux phénomènes de "croyance" et de connivence [...]. Au cinéma, l'un des principaux facteurs de l'effacement du procès d'énonciation est le montage dit "transparent". Le film en son état final est constitué d'images collées (montées) les unes aux autres ; le montage transparent a pour effet de gommer les collures (il opère des "sutures" [...]), de telle sorte que le passage d'un plan à un autre se fasse sans à-coup, insensiblement, "naturellement", sans rompre l'illusion référentielle et la continuité narrative. La présence et la fonction de la caméra [...], les opérations de cadrage, recadrage, les mouvements d'appareil, le montage-collage doivent être "oubliés" du spectateur afin que ne se rompe pas le contact avec l'univers diégétique qui fait l'objet de sa contemplation⁶⁹.

Cet effacement de toute marque énonciative, impliquant la naturalisation, la non-explicitation du dispositif qui préside à la construction du récit filmique, s'il favorise une immersion du spectateur qui n'est pas en soi problématique, devient ici critiquable dans la mesure où il entretient un brouillage entre fiction et non-fiction. Se référant au roman, mais il est possible de le transposer au cinéma, Antony Beevor souligne cet effet d'interférence : « [...] lorsqu'un romancier met en scène un grand personnage historique, le lecteur ne sait pas ce qu'il a puisé

⁶⁹ VANOYE, Francis, *récit écrit, récit filmique, op. cit.*, p. 197-198.

dans les faits attestés et ce qu'il a inventé. Le mélange des deux est donc ce que l'on appellerait une "recréation des événements", comme on dit dans les milieux de la télévision⁷⁰. » Comme le signale Huerga dans le même reportage d'*El País*, au-delà d'une disposition revendicative ou d'une quelconque prétention à la justesse historique,

[I]a película debe aportar algo más que información y retrato riguroso. Nos tienen que mover otras cosas, que debemos trabajar no sólo en el guion, sino también en la puesta en escena. Me refiero a que debemos lograr sacudir conciencias y tocar la fibra de quienes recuerdan el caso, pero sobre todo de aquellos que lo desconocen. Y hacerlo con un lenguaje actual. No se trata de poner el peso en la ideología, hemos de llegar al público con maneras contemporáneas.

Cette dernière citation semble confirmer la tendance que nous évoquions à la représentation présentiste de l'histoire. D'une part, les expressions « langage actuel » et « manières contemporaines » indiquent que le type de narration du passé que propose le film est celle qui est véhiculée par le mouvement le plus officiel de la « récupération de la mémoire historique » qui place la démocratie au cœur de son raisonnement, et donc au mieux, la rébellion du côté de la résistance antifranquiste. D'autre part, ces exigences esthétiques et pédagogiques se traduisent également par le choix d'un certain genre cinématographique – le drame épique larmoyant. C'est ce que souligne Àngel Quintana dans une critique du film de Huerga parue dans le supplément « Culturas » de *La Vanguardia* du 27 septembre 2006⁷¹. L'auteur met le doigt sur une question qui nous paraît fondamentale : la prééminence des exigences propres à l'industrie du cinéma dans les choix génériques et esthétiques. Dans une analyse particulièrement fine, Quintana montre que l'adaptation du film au marché est hautement dépolitisante. La relation entre marché et histoire et/ou politique se donne ainsi dans un lien d'antinomie, les sentiments primant sur les aspects plus rugueux, plus lourds, de l'explication historique, ce qui peut *in fine* déboucher sur un problème éthique. Le journaliste rappelle tout d'abord que *Salvador* n'est pas un film d'auteur, mais un film de producteur, puisqu'il s'agit d'une commande passée par Roures à Huerga. Il rappelle également que le premier a fait appel au scénariste Arcarazo – qui a surtout travaillé pour TV3⁷² –, et à l'acteur allemand Daniel Brühl connu à l'international – du moins en Europe, suite au succès du film *GoodBye Lenin !* Ainsi, d'après Quintana :

Estos tres personajes han sido clave para entender porque *Salvador* apuesta por un look posmoderno, arropado por un guión excesivamente atento a forzar la empatía con el público y por un star system capaz de romper con el aire provinciano del producto. [...] *Salvador* está en

⁷⁰ BEEVOR, Antony, « La fiction et les faits. Les périls de la "faction" », *art. cit.*, p. 28.

⁷¹ QUINTANA, Àngel, « El autor al servicio del productor », « Culturas », *La Vanguardia*, 27/09/2006.

⁷² La chaîne autonome semble ainsi être le point nodal de la rencontre : Escribano en a été le directeur, Roures était à ses débuts journaliste sportif dans cette même chaîne, Huerga commence sa trajectoire à la télévision à TV3, et Arcarazo lui-même est scénariste à TV3.

dos partes diferenciadas. La primera nos muestra las acciones armadas del joven Puig Antich hasta que es apresado [...]. Sin embargo, el celo por la ambientación y la construcción de la acción deja a un lado la cuestión clave que pivota en esta primera parte: ¿Dónde militaba Salvador Puig Antich? La película no nos habla del MIL (Movimiento Ibérico de Liberación), [...] ni explica las razones de su deriva hacia la lucha armada. Da la sensación de que el modelo industrial se muestra reacio a cualquier tipo de explicación histórico/política. Para atrapar al público le es bastante más efectivo mostrar a Puig Antich como un joven idealista que quería cambiar el mundo y que jugó irresponsablemente con las armas. La segunda parte está centrada en la cuenta atrás. [...] Todo el dispositivo filmico aparece orientado a la creación de efectos sentimentales. [...] La adrenalina sentimental se impone al pudor. Las estrategias industriales interpretan los hechos y empieza a vislumbrarse un problema ético.

Ce « problème éthique » dont parle le journaliste est à mettre d'après nous sur le compte des interférences entre fiction et non-fiction dont nous parlions plus haut, si l'on admet que « [l]a frontière entre fait et fiction est une zone d'un immense potentiel commercial, et d'une non moins grande corruption potentielle, en termes historiques⁷³ ». Si le genre et le type de narration choisis induisent une dépolitisation du sujet représenté, ils peuvent également être nuisibles à la connaissance historique : « Le problème central est que la vérité historique et les besoins de l'industrie du cinéma et de la télévision demeurent *fondamentalement incompatibles*. Hollywood doit simplifier la Seconde Guerre mondiale conformément à des recettes établies⁷⁴. »

Nous pourrions rétorquer à ces dernières affirmations que la spécificité de la fiction est de ne pas ressortir à l'« énonciation sérieuse », de ne pas avoir de prétentions scientifiques, et qu'en ce sens, Puig Antich n'est pas dans le film de Hueriga le Puig Antich-historique, mais bien plutôt le personnage Salvador. Cette critique serait recevable si ce n'est,

[...] en los casos en los que se realizan declaraciones de intenciones [...] que, dado el poder de influencia de determinados medios como el cine, unido también al desconocimiento prácticamente total acerca del MIL, provocan un determinismo en el moldeamiento y conformación de la opinión, más acentuado si cabe por la sensibilidad que el filme desprende⁷⁵.

Par ailleurs, cet argument serait également admissible si le dispositif filmique n'insistait pas sur sa référentialité historique, que ce soit dans l'usage des images d'archives dans les génériques initial et final ou dans la mise en garde liminaire. En effet, la déclaration d'intentions suivante, aux accents grandiloquents, ouvre le récit :

Durant els últims anys de la dictadura del general Franco es va produir a Espanya una escalada sense precedents de la conflictivitat social. La repressió del règim va provocar milers de presoners polítics, i desenes d'estudiants i de treballadors morts.

⁷³ BEEVOR, Antony, « La fiction et les faits. Les périls de la “faction” », *art. cit.*, p. 32.

⁷⁴ BEEVOR, Antony, « La fiction et les faits. Les périls de la “faction” », *art. cit.*, p. 33.

⁷⁵ DOMÍNGUEZ RAMA, Ana, « “Salvador (Puig Antich)” en el *viejo mundo*. Algunas consideraciones históricas respecto a su recuperación mediática », *art. cit.*

Aquesta pel·lícula es basa en la història real d'un d'aquests joves que, en un temps i un país en els quals quasi tothom vivia agenollat, es va atrevir a viure sense por.

L'épilogue, pour sa part, prétend inscrire le propos dans l'actualité la plus stricte, puisqu'il rappelle que les sœurs de Puig Antich continuent de demander la révision du procès de leur frère. La fictionnalisation de l'affaire Puig Antich prétend ainsi fonctionner comme une métonymie des revendications mémorielles ayant pour objectif la reconnaissance juridique du tort fait aux victimes du franquisme, et la fin de l'impunité. Finalement, le problème n'est pas tant la liberté que prend le film de présenter le personnage Puig Antich comme il le fait, mais bien plutôt sa prétention à faire histoire ou à avoir une quelconque valeur historique, « [L]e danger est que l'«histoire divertissement» soit désormais la principale source de connaissance prétendument historique pour la majeure partie de la population⁷⁶ ».

9.3. Radiographie de la réception : succès, débats et polémiques

Pour finir, nous voudrions aborder ici, en adoptant une approche pragmatique, la réception dont le film a fait l'objet. Nous analyserons, d'une part, les discours que la critique journalistique a développés à l'endroit du film, et, d'autre part, le débat que ce dernier a pu susciter. Nous chercherons à comprendre dans quelle mesure les controverses qui ont suivi la parution du film s'insèrent dans le cadre d'un débat plus large sur la question mémorielle.

9.3.1. De nombreux prix et un public nombreux : une réussite... commerciale ?

Si du point de vue de la fidélité à l'histoire ce film est amplement critiquable, nous pouvons affirmer qu'en tant que produit culturel il connaît un succès remarquable. En effet, *Salvador* est une production cinématographique destinée à un large public, et en tant que telle, elle est avant tout une marchandise destinée à circuler dans l'industrie du cinéma au niveau international, ce qui ne peut, nous l'avons dit, qu'influencer sa facture. Produit par Jaume Roures – président du groupe MEDIAPRO⁷⁷ – et réalisé par Manuel Hueriga, *Salvador* est l'adaptation du livre *Compte enrere: la història de Salvador Puig Antich* du journaliste

⁷⁶ BEEVOR, Antony, « La fiction et les faits. Les périls de la «faction» », *art. cit.*, p. 32.

⁷⁷ Groupe propriétaire, entre autres, du journal *Público* et de la chaîne de télévision *LaSexta*. Le groupe MEDIAPRO est, entre autres, le producteur des films : *Vicky Cristina Barcelona* de Woody Allen (2008), *Los lunes al sol* de Fernando León de Aranoa (2002), et a actuellement des accords avec la maison de production *El Deseo*, des frères Almodovar. Il produit parallèlement un grand nombre d'émissions pour la télévision, et notamment pour la chaîne autonome catalane TV3.

Francesc Escribano, dont la parution a été, au même titre que le film, précédée d'un important battage médiatique, comme nous l'avons signalé. Le film a bénéficié d'un budget conséquent, il a été présenté dans un très grand nombre de festivals⁷⁸, a été doublé en de nombreuses langues – français, anglais, italien, allemand, japonais, russe –, a aspiré à de nombreux prix (candidate à onze Goya, par exemple⁷⁹ même s'il ne reçoit que celui de meilleure adaptation⁸⁰), et en a gagné plusieurs⁸¹. De cet excellent accueil de la part de la critique cinématographique, la presse rend compte à plusieurs reprises. Citons pour exemple l'article d'*El País* du 20 décembre 2006⁸² qui rappelle que, suite à la bonne réception du film à Cannes, et après sa présélection en vue de la cérémonie des Oscars, le succès du film se voit confirmé par les prix reçus lors du festival *Barcelona de Cine*. À cette occasion, le film reçoit sept des huit prix auxquels il était nominé (meilleur film, meilleur réalisateur, photographie, direction artistique, interprétation masculine, montage et musique). Ainsi,

[l]a lluvia de galardones conseguida por *Salvador* rubrica la exitosa trayectoria de la película, producida por Mediapro con un coste de 6,8 millones de euros. El plural reconocimiento llegó tan sólo un día después de que se dieran a conocer las candidaturas para los Premios Goya, en los que *Salvador* concurrirá en 11 categorías.

Évoquons également *La Vanguardia* du 21 décembre 2006⁸³ qui, à son tour, rend compte de la grande victoire remportée par le film de Huerga lors de la remise des prix du même *Barcelona de Cinema*. L'article rapporte également les mots du réalisateur qui insiste publiquement, une fois de plus, sur la demande de révision du procès intenté par les sœurs de Puig Antich : « Huerga [...] a dédié son Prix aux soeurs de Salvador Puig Antich, qui “sont à l'origine de tout”, tout en exprimant son souhait “qu'un jour on fasse justice pour de bon” se référant à la révision du procès qui a conduit Puig Antich à être exécuté au garrot » (« Huerga [...] dedicó el galardón a las hermanas de Salvador Puig Antich, que “están al origen de todo”, expresando también su deseo “de que algún día se haga justicia de verdad” en relación a la revisión del

⁷⁸ Pour n'en citer que quelques-uns, *Salvador* a été présenté dans la section « Un certain regard » du Festival de Cannes, au festival « Cinespaña » de Toulouse, au *Montreal World Film Festival*, au *Festival del Nuevo Cine Latinoamericano de la Habana*, au *Spanish Cinema Now* de New York, à *La Mirada*, *Jewels of Spanish Cinema* de Melbourne, au *IX Festival Internacional de Cine de Derechos Humanos* en Argentine, au *London Spanish Film Festival*, etc. La liste complète des festivals dans lesquels le film a été diffusé est disponible à l'adresse suivante : <http://manuelhuerga.com/salvador/spip.php?rubrique5>, consulté le 20/01/2013.

⁷⁹ PIÑA, Begoña, « Unos Goya muy disputados », *La Vanguardia*, 28/01/2007. Le film concourt dans les catégories suivantes : Meilleur réalisateur et meilleur film ; meilleur acteur ; meilleur acteur secondaire, entre autres.

⁸⁰ BONAT MOJICA, Lluís, « Goya ya habla con Almodovar », *La Vanguardia*, 30/01/2007.

⁸¹ Se reporter à l'adresse suivante : <<http://manuelhuerga.com/salvador/index.php>>, consulté le 20/01/2013.

⁸² GINART, Belén, « “Salvador”, de Huerga, gran triunfadora de los Premios Barcelona de Cine », *El País*, 20/12/2006.

⁸³ « La película “Salvador”, de Manuel Huerga, acapara los premios Barcelona de Cinema », *La Vanguardia*, 21/12/2006.

proceso judicial que llevó a Puig Antich a ser ejecutado con garrote vil ». D'ailleurs, l'article présente ce que l'on pourrait qualifier de « véritable photographie de famille », sur laquelle apparaissent le réalisateur, le producteur et les sœurs de Puig Antich, photographie qui accompagne sur le mode de la redondance les déclarations de Huerga lui-même⁸⁴.

Si le film fait un tabac auprès des institutions cinématographiques, il est également bien reçu par le public, qui afflue dans les salles. Aussi, avec près de 500 000 spectateurs et plus de 2,5 millions d'euros collectés au 31 décembre 2006⁸⁵, *Salvador* arrive en huitième position du classement établi par le Ministère de la Culture des long métrages espagnols ayant obtenu les recettes les plus élevées de l'année⁸⁶ ; il arrive également en huitième position des films espagnols les plus vus de l'année 2006⁸⁷. Sur le plan culturel et commercial, il s'agit donc là d'une indéniable réussite.

Le succès auprès du public est d'ailleurs corroboré par la réédition du livre d'Escribano au moment de la sortie en salle du film . Ainsi, selon une logique promotionnelle, *La Vanguardia* annonce, comme s'il s'agissait d'une première édition, que « Les Edicions 62 publient ce mois-ci [...] *Compte enrere. La història de Salvador Puig Antich*, de Francesc Escribano, le livre sur lequel se base le film de Manuel Huerga » (« Edicions 62 publica este mes [...] *Compte enrere. La història de Salvador Puig Antich*, de Francesc Escribano, la obra sobre en que se basa la película de Manuel Huerga⁸⁸ ». Le livre publié en 2001 avait pourtant déjà connu un franc succès lors de sa première publication en 2001. Réédité une première fois en 2002, il l'est à nouveau en 2006 suite à la sortie du film, et connaîtra une nouvelle réédition en 2013, ce qui est signe d'un intérêt soutenu du public pour cette question.

Par ailleurs, la réussite du film est également mesurable à l'apparition, quelques mois après sa sortie en salle, de ce que l'on appelle dans le langage commercial du *merchandising* autour du film. Outre les rééditions que nous venons d'évoquer, nous pouvons signaler la commercialisation du film en DVD produit par Mediapro en 2006 et d'une édition *Silver box collection* à charge de la maison de production DeAPlaneta⁸⁹, parallèlement à la sortie de la bande son du film sous le label discographique Sony BMG Music⁹⁰. La même année, paraît

⁸⁴ Voir annexe n°9, p. 491.

⁸⁵ Rappelons que le film paraît le 15 septembre 2006, et qu'il s'agit là des chiffres donnés pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006.

⁸⁶ Données disponible sur le site : <http://www.mcu.es/cine/MC/CDC/Anio2006/CinePelículasEspañolas.html>, consulté le 20/01/2013.

⁸⁷ PIÑA, Begoña, « 25 de los 30 filmes más vistos en el 2006 eran norteamericanos », *La Vanguardia*, 01/12/2007.

⁸⁸ « Limón, arena y cementerio », *La Vanguardia*, 03/09/2006.

⁸⁹ Cette même édition spéciale réapparaît en 2009.

⁹⁰ LLACH, Lluís, *Salvador Puig Antich: banda sonora original*, Madrid, Sony BMG Music, DL 2006.

également le livre *Salvador Puig Antich, un film de Manuel Huerga*⁹¹ coédité par Ara Llibres et Mediapro⁹², l'un des ouvrages de non-fiction en catalan les plus vendus en septembre 2006 – selon le classement établi par *La Vanguardia*⁹³. En 2007, DeAPlanet produit et met à la vente une édition collector limitée constituée de deux DVD : le premier contient le film, la fiche technique et artistique, la bande-annonce, et la biographie de Salvador ; le deuxième, le *making-of* du tournage assorti des commentaires du réalisateur, des scènes éliminées au montage, de la vidéo de promotion, d'un vidéoclip, d'une galerie d'images, du matériel original en super 8mm ainsi que des entretiens avec les acteurs, et de quatre cartes postales⁹⁴. Finalement, en 2008, *La Vanguardia* édite un nouveau livre-CD de Lluís Llach⁹⁵ intitulé *I si canto trist*, contenant un prologue de Roures, qui fait partie de la collection « Lluís Llach » que le périodique vend par fascicules.

9.3.2. Commentaires, critiques et polémiques : une réception mitigée ?

Au-delà de ce succès commercial certain, le film *Salvador* va faire l'objet de très nombreux commentaires et critiques dans la presse écrite, cette abondance indiquant une fois de plus l'intérêt qu'il a massivement suscité. L'analyse de quelques-uns de ces articles devrait nous permettre non seulement de dégager quelle est la lecture majoritaire qui en a été faite, mais également quels éléments sont au cœur de la polémique⁹⁶.

⁹¹ *Salvador Puig Antich, un film de Manuel Huerga*, Badalona/Barcelone, Ara Llibres/Mediaproducció, 2006.

⁹² Le livre inclut des photogrammes du film, des images du tournage avec des textes en catalan et en espagnol du producteur (Jaume Roures), du scripteur (Lluís Azcarazo), du compositeur de musique (Lluís Llach), de la compagne de Puig Antich « Cuca » (Montserrat Plaza i Segarra), du directeur de production (Bernat Elias), du directeur artistique (Antxón Gómez), du directeur des acteurs (Manel Dueso), de la responsable des costumes (Maria Gil), du monteur (Aixalà), de la responsable de coiffure (Mara Collazo Esmorís), du réalisateur (Manuel Huerga), de certains des acteurs du film (Biel Duran – Queso – ; Pablo Derqui – Jordi – ; Tristán Ulloa – Arau – ; Bea Segura – Montse – ; Carlota Olcina – Carme – ; Andrea Ros – Merçona – ; Olalla Escribano – Imma –), de l'auteur du livre duquel est tiré le script (Francesc Escribano), et des quatre sœurs de Puig Antich (Imma, Montse, Carme et Merçona Puig Antich). Il inclut également une chronologie succincte de la vie de Salvador Puig Antich, ainsi que le DVD promotionnel.

⁹³ Voir notamment : « Los libros más vendidos », *La Vanguardia*, 27/09/2006, où le livre apparaît en première position de ventes des livres de non-fiction en catalan, ou encore « Los libros más vendidos », *La Vanguardia*, 04/10/2006, où il est en troisième position.

⁹⁴ Cette édition réapparaît en 2010.

⁹⁵ « "I si canto trist", nuevo libro CD de la "Col·lecció Llach". El tema central del álbum está dedicado a Puig Antich », *La Vanguardia*, 04/01/2008.

⁹⁶ Cette polémique se joue surtout dans les médias alternatifs sur internet. Ainsi, d'anciens camarades de Puig Antich, et d'autres personnes associées créent un site web dans lequel ils dénoncent ce qu'ils considèrent être une distorsion historique à des fins mercantiles : <<http://www.paremoslapeliculasalvador.org/>>, consulté le 23/05/2011. Nous nous limiterons, pour notre part, à l'analyse des articles parus dans la presse.

a) *Les vertus d'une pédagogie du sentiment*

Avant même sa sortie en salle et suite à sa projection au Festival de Cannes, le film *Salvador* fait l'objet de multiples études critiques, dans l'ensemble élogieuses. Citons pour exemple ces quelques phrases de Rodríguez Marchante, envoyé spécial au Festival de Cannes, publiées dans *ABC* le 23 mai 2006⁹⁷ :

“Salvador” sorprende por lo bien hecha y contada que está, y no es nada fácil meterse en esa época tan cercana y tan “cuéntame” sin que le chirrie el tonillo o los tornillos a la narración. Magnífico trabajo de Huerga y magnífico también de sus protagonistas, en especial de Daniel Bruhl, que interpreta con mucho talento y matiz al anarquista Puig Antich. Todo en “Salvador” es de primera calidad [...]. Sin duda Manuel Huerga cuenta lo que pretende (o lo que pretende el productor, Jaume Roures), consigue iluminar la figura de ese hombre y dejar una impresión bastante próxima de aquellos días y aquellos lodos.

Le journaliste corrèle la réussite du film à la crédibilité d'un personnage jugé hautement représentatif d'une époque dont il est saisi comme le reflet adéquat. Le même jour, *El País*⁹⁸ revient sur le chaleureux accueil que le film de Huerga a reçu à Cannes, et donne cette intéressante analyse des raisons d'un tel succès :

El público del festival ha reservado un recibimiento muy emotivo, con interminables y densos aplausos, a la película española *Salvador*, en la que su director, Manuel Huerga, evoca la vida del anarquista Salvador Puig Antich y la de los familiares y amigos que intentaron evitar su ejecución (a garrote vil) el 2 de marzo de 1974. El productor del filme ha afirmado estar “muy contento” con el sentir de los presentes en la sala Debussy, donde se ha estrenado la película. El director ha encontrado la reacción del público “muy emocionante”. La película deja impronta, en gran medida, porque no intenta convertir a Salvador en un héroe, ni en una persona fuera de lo común, sino que le muestra como un joven más de la pequeña burguesía española de la época que se rebela contra una dictadura⁹⁹.

Outre qu'il insiste sur l'enthousiasme du public, l'auteur de l'article met lui aussi en lumière le caractère « normal », et partant représentatif, de la figure de Puig Antich. Un autre article paru dans *El País*¹⁰⁰ rapporte les déclarations de certains des acteurs de *Salvador* qui insistent sur l'importance symbolique du film, et sur son caractère emblématique : « “Mi familia vivió exiliada en Francia por ser republicanos y yo me he sentido muy afectado por este filme”, apuntó Ulloa. “No podemos dejar que casos como el de Salvador Puig Antich queden en el olvido y proyectos como el de Huerga permiten recuperar la memoria”. »

Dès sa parution, les critiques positives du film continuent de se succéder. Ainsi, le 15 septembre 2006¹⁰¹, *ABC* publie un article dans lequel l'aspect cathartique de *Salvador* est mis

⁹⁷ RODRÍGUEZ MARCHANTE, E., « El “Salvador” de Huerga, el cándido de Kaurismaki y el ególatra de Moretti », *ABC*, 23/05/2006.

⁹⁸ EFE, « Triunfa en Cannes “Babel”, del mexicano González Iñárritu », *El País*, 23/05/2006.

⁹⁹ Nous soulignons.

¹⁰⁰ A. I., « Manuel Huerga construye en “Salvador” un alegato contra la pena de muerte », *El País*, 23/05/2006.

¹⁰¹ RODRÍGUEZ MARCHANTE, E., « Cine, retrovisor y catarsis », *ABC*, 15/09/2006.

en avant. Le même jour, dans un texte intitulé « Portrait de l'horreur », *El País*¹⁰² souligne que le film atteint son objectif, celui de refléter le ressenti de toute une génération. Par ailleurs, l'auteur, Agustí Fancelli, recommande vivement le visionnage du film de Huerga dans ces termes : « Courrez voir ce film. Et pleurez sans complexes, c'est une excellente manière de comprendre. C'est le meilleur plaidoyer contre les révisionnistes qui parlent de dictature "molle" » 8« Corran a ver la película. Y lloren sin complejos: es una manera estupenda de comprender. Es el mejor alegato posible contra los revisionistas que hablan de "dictablanda" »). C'est le même rôle pédagogique qui est mis en avant dans l'article qu'*ABC*¹⁰³ consacre à la sortie du film, lorsque le journaliste rappelle l'intention qui a présidé à l'élaboration du film : « Au-delà des objectifs commerciaux du film metteur en scène et comédiens sont d'accord pour montrer le "véritable visage" de l'automne du franquisme » (« Más allá de las pretensiones comerciales del filme, tanto el director como el reparto coinciden en el deseo de mostrar el "verdadero rostro" del otoño del franquismo »). *La Vanguardia*, publie également quant à elle une critique extrêmement élogieuse, qui met l'accent sur l'effet réparateur du film :

[...] *Salvador* emociona y convulsiona al espectador, también en buena parte por el espléndido trabajo de Daniel Brühl, quien aporta absoluta credibilidad a este joven más bien desafortunado en sus comienzos y utópico revolucionario. Su relación en la Modelo con un funcionario de prisiones [...] es otro de los grandes soportes emocionales de una película que viene a aliviar la desmemoria histórica, pero sin discursos maniqueos ni farragosos¹⁰⁴.

C'est une fois de plus le rôle didactique et instructif qui est mis en avant dans un article de Carlos Berzosa, recteur de l'Université Complutense de Madrid. L'auteur assigne au film la fonction d'instrument pédagogique. Un instrument d'autant plus précieux qu'il viendra pallier l'« oubli de la cruauté franquiste », et la mauvaise connaissance que les étudiants ont du passé le plus immédiat de l'Espagne, notamment des dernières années du franquisme (la Guerre civile étant plus fréquemment abordée par les programmes scolaires). L'auteur voit dans le film un moyen de diffuser massivement des connaissances sur une période par ailleurs trop peu étudiée en classe. Par le sous-titre de l'article – Les étudiants espagnols en savent davantage sur le nazisme, grâce au cinéma, ou sur les dictatures du Chili et d'Argentine, par les informations des médias, que sur ce qu'a été notre dictature franquiste » (« Los estudiantes españoles saben más del nazismo, gracias al cine, o de las dictaduras de Chile y Argentina, por las informaciones de los medios de comunicación, que de lo que fue nuestra dictadura franquista ») –, c'est le rôle

¹⁰² FANCELLI, Agustí, « Retrato del horror », *El País*, 15/09/2006.

¹⁰³ LÓPEZ VALLE, D., « El anarquista que murió solo », *ABC*, 15/09/2006.

¹⁰⁴ BONET MOJICA, Lluís, « Cine contra la desmemoria », *La Vanguardia*, 17/09/2006.

pédagogique et vulgarisateur de l'art qui est mis en évidence. Berzosa évoque même les vertus d'une véritable pédagogie du sentiment :

Antes de que tuviera ocasión de ver la película *Salvador*, acerca de la ejecución de Salvador Puig Antich, había hablado con jóvenes que ya la habían visto y que ignoraban por completo los hechos que narra. La mejor descripción la hizo una chica, quien dijo que le pareció impactante. Realmente lo es, y lo que más les extrañaba a los jóvenes es que esos hechos pudieran haber sucedido en la España de los años setenta. Se enfrentaban, de esta manera, a través de la película, al horror que había supuesto el franquismo, y lo hacían ya no sólo a través de las ideas más o menos vagas que acerca de la dictadura les hubiesen contado en los estudios de bachillerato o de lo que pudiesen haber oído en sus casas¹⁰⁵.

Dans le même sens, la tribune de Joan Subirats, professeur de Sciences Politiques de l'*Universitat Autònoma* de Barcelone, fait l'éloge de l'efficacité du film de Huerga. Revenant sur les réticences formulées essentiellement sur internet voyant dans le traitement de la figure de Puig Antich une édulcoration de sa charge révolutionnaire, l'auteur écrit pourtant un article extrêmement élogieux, sacrifiant le critère de fidélité à celui d'efficacité :

[...] al margen del balance por realizar sobre la experiencia que representó el MIL en la lucha antifranquista, lo cierto es que la película va a lograr hacer llegar a un público muy amplio (es un filme comercial, bien hecho, con actores conocidos) una parte de la historia de España y de Cataluña que no ha tenido expresiones artísticas de ese calibre y alcance. Y lo hace sin santificar a Puig Antich y sus compañeros, aceptando rasgos personales contradictorios como el que representa el funcionario de prisiones, y al mismo tiempo sin compasión alguna para con el aparato franquista de violencia institucionalizada¹⁰⁶.

Au-delà de considérations proprement esthétiques, c'est l'aspect didactique du film qui est sans cesse mis en avant par tous ces articles. Ils soulignent unanimement la nécessité de films qui recréent magistralement une époque de façon à la fois divertissante, agréable, mais aussi saisissante et édifiante. L'efficacité de la production « grand public », ses vertus vulgarisatrices et le régime d'exemplarité qu'elle met en œuvre viennent ainsi, selon les commentateurs, combler adéquatement un vide du récit mémoriel national. C'est toujours en référence aux catégories de la « récupération » de la mémoire que le film est analysé et interprété.

b) Un débat sur la construction de la mémoire de l'antifranquisme

Dans un article du 26 septembre 2006 Josep Ramoneda revient sur *Salvador*. Il réalise une analyse du film de Huerga, et plus largement du MIL et de Puig Antich lui-même, en affirmant que :

¹⁰⁵ BERZOSA, Carlos, « El olvido de la crueldad franquista », *El País*, 07/01/2008.

¹⁰⁶ SUBIRATS, Joan, « Política, violencia y cine », *El País*, 21/09/2006.

Ciertamente, el MIL era un grupo marginal, que tuvo una brevísima existencia y que no era mucho más que una pandilla de aventureros. [...] Puig Antich murió sin que casi nadie hiciera nada para evitarlo. Sin duda, Puig Antich no es representativo de la lucha antifranquista en Cataluña. El confuso discurso de un grupúsculo anarcoide no engarzaba con ninguna de las corrientes dominantes del comunismo (en sus diversas y antagónicas expresiones) y el nacionalismo [...]. Manuel Huerga ha hecho una película de ficción, sobre la base de una historia real. No ha hecho un documental. Una excelente película de ficción que ha sabido evitar los muchos riesgos, empezando por el principal: el martirologio. Huerga no mitifica al personaje ni al grupo. [...] La película queda claramente dividida en dos partes. La primera –la formación del grupo y sus acciones– está excesivamente desencarnada del contexto, es demasiado intercambiable por otras situaciones de otros países. Es en la segunda donde la película crece sin parar¹⁰⁷.

Cette longue citation, riche en informations, nous semble intéressante pour plusieurs raisons. Ramoneda mélange critique cinématographique, opinion personnelle et leçon d'histoire, fondant son autorité sur une position de témoin privilégié des événements. Ainsi, il rappelle, non sans une forme de contrition et d'autocritique, l'abandon auquel est soumis Puig Antich de la part de l'opposition au régime franquiste : « A mí, personalmente, me ha afectado mucho recordar cómo los partidos de la resistencia antifranquista, empezando por aquellos en que yo milité (Bandera Roja y el PSUC), dejaron a Puig Antich abandonado a su triste suerte. » À une longue démonstration de repentance suit une analyse relevant plus proprement de la critique cinématographique : pour l'auteur, le film de Huerga serait réussi parce qu'il éviterait la mythification du personnage. Cependant, l'argument qui vient justifier cette déclaration est une fois de plus énoncé depuis l'autorité absolue que confèrerait naturellement la position du témoin d'une époque : le film de Huerga est juste parce qu'il présente Puig Antich et le MIL comme représentatifs de cette époque. Paradoxalement, si Ramoneda juge d'une part la première partie du film trop décontextualisée, il conclut cependant à la fidélité du film par rapport à la réalité de ce qu'était le MIL : un groupe de jeunes bien intentionnés mais, somme toute, un peu écervelés. S'il nous semble que le manque de contextualisation de la première partie induit en effet une lecture erronée, ou du moins entrave activement la compréhension des raisons qui poussent le MIL à agir, les affirmations de Ramoneda viennent attester la véracité du propos de Huerga : la folie de jeunesse serait à l'origine de l'engagement de Puig Antich. L'article de Ramoneda se clôt également sur la référence à la question de la violence armée, montrant à quel point c'est celle-ci qui, à l'époque comme aujourd'hui, pose problème au moment de « récupérer » la mémoire de Puig Antich et du MIL. L'auteur rappelle ainsi pour finir que

[I]a mayoría de la resistencia antifranquista optó por vías no violentas. Sólo en el País Vasco la violencia se hizo crónica y todavía está entre nosotros. La sociedad española no estaba para dar una respuesta violenta a la violencia del régimen. La Guerra Civil operó entonces y durante la

¹⁰⁷ RAMONEDA, Josep, « Un canto triste », *El País*, 26/09/2006.

transición como un superego colectivo que impuso como verdad compartida que todos los esfuerzos tenían que ir destinados a que aquello no se volviera a repetir.

Ramoneda, bien que compatissant avec le sort de Puig Antich, explique indirectement les raisons pour lesquelles les mobilisations en défense de sa cause avaient été rares : Puig Antich se trompait. Ainsi, l'auteur plaide pour que la mémoire de Puig Antich soit réhabilitée dans une perspective humaniste, tandis qu'il condamne ses choix politiques sans cependant jamais réellement les discuter.

À cet article de Josep Ramoneda, semble répliquer une tribune de Pilar Rahola, publiée dans *El País* du 30 septembre 2006 et intitulée « Où est "Margalida" ? ». Bien que l'article de Rahola ne constitue pas réellement une réponse directe à Ramoneda, il est intéressant de les comparer, notamment parce qu'ils recouvrent des positions idéologiques bien différenciées. Si Ramoneda rappelait sa militance dans le communisme maoïste, Rahola pour sa part ne cache pas ses affinités avec les milieux libertaires. Aussi, son point de vue sur le film est tout autre. L'auteure rappelle tout d'abord ce qu'elle considère être un oubli majeur du film : la non présence de la chanson « Margalida » composée par Joan Isaac dont il est dit qu'« après est arrivée *Margalida* avec la voix sensible et presque mystique de Joan Isaac, et à partir de *Margalida*, Puig Antich a fait partie des mythes de générations entières qui, sans connaître sa vie, ont appris à pleurer sa mort » (« [d]espués llegó *Margalida* desde la garganta sensible y casi mística de Joan Isaac, y a partir de *Margalida*, Puig Antich formó parte de los mitos de generaciones enteras que, sin haber conocido su vida, aprendieron a llorar su muerte¹⁰⁸ »). Rahola voit dans cet oubli un phénomène tout à fait représentatif du processus de construction de l'histoire de l'antifranquisme. Elle revient sur un aspect particulièrement polémique, c'est-à-dire sur les fortes différences idéologiques qui divisaient la gauche à la fin du régime franquiste et affirme ainsi :

Especialmente feroz fue la inquina que determinada izquierda, con sus múltiples cabezas trotskistas, demostró contra el movimiento libertario, hasta el punto del puro desprecio y la más pura demonización. Esa misma izquierda que, en vida y muerte de Puig Antich, ninguneó severamente a Salvador, hoy ha producido la película. Por supuesto, me alegra mucho ver cómo algunos saben superar sus sectarismos adolescentes, a favor de la recuperación de la memoria. Pero recuperar la memoria también incluye recuperar las miserias que el antifranquismo cobijó. [...] La historia la escriben los que vencen, y ello vale también cuando se escribe la historia de la resistencia. [...] El anarquismo se quedó fuera, a la intemperie, sometido al olvido o, peor aún, al revisionismo. Y su memoria aún resulta una incómoda carga para todas las familias de la izquierda marxista, esas que convirtieron el antifranquismo en su coto privado.

¹⁰⁸ RAHOLA, Pilar, « ¿Dónde está "Margalida"? », *El País*, 30/09/2006.

Si nous partageons nombre des réflexions de l’auteure, notamment par rapport au processus de construction du récit historique par les voix dominantes, nous pensons que ses quelques lignes mises en correspondance avec l’article de Ramoneda cristallisent un débat qui est en partie étranger à la figure de Puig Antich. Comme nous l’avons vu en première partie de ce travail, si la composante libertaire de la pensée du MIL est indéniable, la composante communiste-marxiste est elle aussi bien présente. Par ailleurs, Rahola ramène elle aussi le débat à la question de l’antifranquisme, alors que cette composante était absolument absente de l’identité politique du groupe. Ce qui semble être en jeu dans ce débat est une bataille pour la construction de la mémoire de l’antifranquisme : il s’agit de savoir quel discours – parmi les nombreux discours en lice – s’imposera comme mémoire hégémonique du groupe, et donc qui en sera potentiellement exclu. L’idée que toute construction de la mémoire du groupe provoque inévitablement des exclusions, quand bien même elle partirait d’une volonté inclusive de justice, est mise en avant dans la critique formulée par Rahola :

Como alegato contra la pena de muerte, y como visualización de la maldad del franquismo, me parece una película impecable, de una gran fuerza narrativa y también emotiva. Sin duda, hace un servicio a la pedagogía de la libertad. Además, es una película bella. Incluso sublime, en la tristeza. Pero precisamente por la materia sensible que trata, y por estar comprometida, según asegura, con la restitución de la memoria, los olvidos que presenta son aún más imperdonables. Uno no puede construir un gran homenaje a la memoria trágica, y después sufrir unos ataques de amnesia estridentes. Hacerlo contamina el compromiso adquirido. [...] Lástima que incluso aquellos que construyen monumentos a la justicia, se permitan ser tan injustos.

L’analyse de ces articles montre à quel point critique cinématographique et polémique mémorielle se rejoignent : la controverse porte sur la « récupération » de la mémoire. En ce sens, la sortie du film est l’occasion d’une reconfiguration du débat mémoriel. De cela rend compte très précisément la joute verbale qui se développe autour de la représentation cinématographique de Francisco Anguas Barragán – dont Puig Antich est accusé d’assassinat. C’est ce dernier aspect que nous allons traiter.

Le 24 septembre 2006, paraît dans *ABC* une colonne d’opinion de José Luis Montoya qui critique fortement *Salvador* considérant que celui-ci est biaisé historiquement, notamment dans sa représentation mythifiée de Puig Antich :

[...] lo que ahora cuenta la película “Salvador” sobre Puig Antich, al que la cinta convierte en héroe y en el “último preso político del franquismo condenado a muerte y ejecutado”, para los que tenemos memoria, y años naturalmente, es como querer contarnos ahora que Caperucita Roja no iba al bosque a ver a su abuelita, sino a “La Casita” a sacarse un sobresueldo. Verán: al tal Puig Antich lo detuvo la policía en Barcelona por cometer atracos, y siendo verdad que era del Movimiento Ibérico de Liberación, si en lugar de pertenecer a éste hubiese sido fraile, no lo hubiesen detenido por fraile, sino por atracador. [...] [U]na vez dentro del portal, Salvador sacó una pistola y a bocajarro le pegó un tiro a un joven inspector recién salido de la academia y cuyo primer destino fue Barcelona; el subinspector, que era sevillano, falleció a consecuencia del

disparo, se llamaba Anguas Barragán y pertenecía a una familia modesta de la ciudad de la Giralda [...] ¹⁰⁹.

Véhiculant le discours officiel sur l'affaire, ce que reproche l'auteur au film est avant tout de présenter Puig Antich comme une victime innocente. Aux yeux du journaliste, et à ceux de la justice, Puig Antich est coupable de l'assassinat d'Anguas Barragán qui devient, sous la plume de Montoya, la vraie victime oubliée.

Quelques jours plus tard, l'écrivain et critique de théâtre, collaborateur assidu d'*El País*, Marcos Ordóñez, publie un article intitulé « L'autre mort », dans lequel il s'attarde sur la figure d'Anguas Barragán. Il rappelle tout d'abord que Huerga et Azcarazo ont fait appel à lui pour construire les personnages, au vu de sa qualité de témoin – puisqu'il aurait connu Puig Antich et Francisco Anguas Barragán. Il affirme ainsi : « J'ai raconté à Huerga et à Arcarazo que Paquito Anguas était un policier atypique. C'est-à-dire qu'il échappait au cliché habituel du flic franquiste. [...] Il avait alors 23 ans, mais il paraissait plus jeune. Il s'intéressait aux mêmes choses que moi : le cinéma et les livres surtout » (« Les conté a Huerga y Arcarazo que Paquito Anguas era un policía atípico. Es decir, que escapaba del cliché habitual del *poli* franquista. [...] Tenía entonces 23 años, aunque aparentaba menos. Le apasionaban las mismas cosas que a mí: el cine y los libros sobre todo ¹¹⁰ »). Si le récit de la rencontre avec Anguas Barragan est fortement imprégné par le contre-cliché du policier cultivé, celui de la rencontre avec Puig Antich paraît tout aussi mythifié :

Entra, riendo. Todo él reía. ¿Cómo explicar una irradiación? [...] Un tipo condenadamente guapo. [...] Años después escuché una canción, gran canción, de Albert Pla: *El hombre que nos roba las novias*. Pensé, en el acto, en Salvador Puig Antich. El muchacho de la cazadora de cuero y la risa abierta y los ojos radiantes, bailando como si el mundo entero fuera suyo.

Une double opération de dépolitisation est à l'œuvre. Ordóñez présente une figure d'Anguas Barragán saisie au prisme unique de sa dimension privée : ce qui prime est l'aspect cultivé du personnage, la culture étant par-là présentée comme forcément contraire à la violence. De plus, l'insistance sur la jeunesse de l'inspecteur, et l'usage d'un diminutif de proximité, semblent indiquer l'innocence d'Anguas Barragán, qui se serait retrouvé dans la Brigada Politico-Sociale (*Brigada Político Social*) par tradition familiale, sans que cette appartenance au corps répressif ne soit commentée. Dans un même mouvement d'humanisation, c'est encore une fois dans sa facette strictement biographique que Puig Antich est envisagé, sans que son engagement politique et sa défense de l'agitation armée ne soient évoqués. La réflexion de l'auteur se clôt

¹⁰⁹ MONTROYA, José Luis, « La película "Salvador", o como hacer héroe al asesino del policía sevillano Anguas », *ABC*, 24/09/2006.

¹¹⁰ ORDÓÑEZ, Marcos, « El otro muerto », *El País*, 01/10/2006.

ainsi par une phrase que nous pouvons qualifier de relativiste, emblématique d'une culture du consensus héritée du processus transitionnel, consistant à affirmer que tous deux étaient également innocents : « Para mí, ni uno está en el infierno ni el otro en el santoral. Dos muertos. Dos asesinatos. » Cette culture de la transition qui implique la mise sur un pied d'égalité de toutes les victimes et répartit équitablement les fautes, induit également un partage idéologique. Tout discours extérieur au consensus se voit presque systématiquement taxé de manichéisme, ressuscitant une configuration binaire fratricide et cainiste (*cainista*). La critique du consensus est ainsi attachée à l'idée d'un retour à une époque non-démocratique révolue. Ce mécanisme paraît clairement dans l'article auquel nous faisons référence lorsque l'auteur évoque sa réaction lors de « l'événement » – la mort d'Anguas Barragan et l'arrestation de Puig Antich :

Me comí entonces esa historia, la doble historia. Se me quedó dentro. A mi viejo no podía decirle, ni de coña, que había conocido a Puig Antich y que no parecía otra cosa que un tío majísimo. Mi viejo era capaz de brearme a preguntas sobre los asistentes a aquella fiesta desvanecida, de la que sólo quedaban unos ojos, una música, una irradiación. A mis amigos de entonces tampoco podía hablarles de Paquito Anguas: hubiera significado mi inmediata excomunió. Bastante tenía con lo que tenía en casa. Salvador Puig era un jodido rojo de mierda asesino de *polis*. Paquito Anguas era un jodido *poli* de mierda al servicio del fascismo. Suele decirse del franquismo que era una época gris. No. Era una época en maldito blanco y negro, sin matices posibles.

À cet article fait écho, sous forme de réponse, celui de Joan Bové Maeztu paru le 4 octobre 2006, et intitulé « Fraude non innocente : le policier “atypique” », qui pour sa part donne une tout autre vision d'Anguas Barragán :

[...] yo también conocí a Francisco Anguas Barragán y la imagen que conservo de él es bien diferente: lo conocí la noche del 26 de septiembre de 1972 en los despachos de la comisaría central de Vía Layetana de Barcelona, de doloroso recuerdo para todos los demócratas que por allí pasaron, estando yo detenido tras una manifestación y lo conocí “trabajando”, es decir, torturándome (yo de rodillas brazos en cruz, él detrás apalizándome con una toalla mojada para no dejar huellas) con especial sadismo [...]. Ahora que se está hablando de la necesidad de recuperar la memoria histórica, no se debería pasar por alto que Anguas Barragán no era efectivamente un policía “normal”, era de la Brigada Político Social cuyos miembros tenían como único fin perseguir, reprimir y encarcelar a las personas que luchaban por las libertades democráticas, aspecto que Ordóñez “olvida” mencionar, y que en otros países que salieron de una dictadura fueron depurados e incluso encausados por los delitos que cometieron contra la libertad de las personas. Es hora de verdades no de fraudes y mentiras exculpatorias¹¹¹.

À la polémique que suscite la représentation cinématographique d'Anguas Barragán, ou plus précisément à la controverse qui porte sur sa « récupération » ou « non-récupération » dans la mémoire collective, c'est-à-dire sur la question de savoir qui est la victime dans cette affaire, viennent s'ajouter d'autres articles. Ainsi, le 5 octobre, *ABC* publie une colonne signée par Sonia Santos, la nièce de Francisco Anguas Barragán. Depuis une position absolument inverse à celle défendue par les ex-membres du MIL ou leurs proches, Santos critique cependant

¹¹¹ BOVÉ MAEZTU, Joan, « Fraude no inocente: el policía “atípico” », *El País*, 04/10/2006.

pratiquement avec les mêmes arguments que ces derniers le film de Huerga. Cette coïncidence dans la critique montre à quel point le film se situe dans une position intermédiaire qui, si elle crée sans doute un large consensus, ne saurait satisfaire aucunement les acteurs directement ou indirectement concernés. Voici les arguments avancés par l'auteure :

Esperaba un argumento basado en el alegato contra la pena de muerte y la defensa de una ideología, pero me he encontrado con la biografía totalmente disfrazada de color rosa, de un muchacho inocente, soñador, valiente que participaba en atracos de forma irrelevante, que utilizaba las armas a modo de juego, inocentemente y no como un joven violento que pertenecía a una banda totalmente estructurada y organizada, que colaboraba con ETA y que utilizaba la lucha armada para defender una ideología¹¹².

Bien évidemment, si les arguments constitutifs du cœur de la critique rejoignent les partisans d'une représentation plus exigeante de Puig Antich au point de vue politique – édulcoration de l'histoire, mythification, etc. –, les raisons qui président à cette argumentation diffèrent en tout point. Dans ce cas, outre le respect de la douleur d'une famille entière, c'est le respect des droits de l'homme qui est invoqué pour critiquer ouvertement le film de Huerga :

Soy una de las más jóvenes de mi familia, defensora de los derechos humanos y estoy totalmente en contra de la pena de muerte y me parece una barbaridad la condena que le impusieron a este hombre. Pero también me parece una barbaridad que se alce en ejemplo para los jóvenes de hoy a un hombre violento que justificaba el derramamiento de sangre y el sufrimiento de otras personas por defender una idea política [...]. Es una contradicción enorme intentar hacer un alegato contra la pena de muerte tomando como ejemplo a una persona que empleó en numerosas ocasiones la violencia. Pienso que cualquier vida humana debe estar por encima de cualquier ideología, sea del tipo que sea. [...] El director al contar la historia a su manera, de forma sesgada, resaltando lo que le interesa, ocultando otros datos y aprovechando que actualmente es políticamente correcto criticar al régimen, lo que está haciendo es crear una imagen falsa [...].

Citons, pour finir, l'article de l'écrivaine et chroniqueuse Susana Fortes publié le 08 octobre 2010 qui résume parfaitement le cœur de la polémique, en reprenant les deux grands arguments qui animent la controverse autour de la question de la victime :

Su biografía [de Puig Antich] podía ser la de cualquier chaval de veintipocos años en aquel tiempo de batallas campales. [...] Francisco Anguas Barragán contaba la misma edad que Salvador, y, como al azar le gustan las coincidencias, también le fascinaba Truffaut. Sabio o ciego, el destino entrelaza sus existencias. [...] Puede que Francisco Anguas fuera ese chaval que dice Ordóñez, un policía atípico que aún no había tenido tiempo de malearse y puede, como aseguran otros, que fuese tan despiadado como cualquiera de sus compañeros de la Brigada Político Social. De lo que no hay ninguna duda es de que murió en el acto. Pero Salvador Puig Antich fue ejecutado a garrote vil [...]. Tardó más de treinta minutos en agonizar. Lo suyo fue un crimen de Estado, cometido, hay que decirlo, sin que la izquierda hiciera mucho por evitarlo. [...] Al salir de ver la película de Huerga, lo primero que se piensa es en el mar. [...] En la orilla están Salvador y Francisco Anguas, dos perdedores fascinados por Truffaut, dos *loubards*, como Antoine Doinel, con el mismo aire de desamparo en los ojos. Dos jóvenes que en cualquier otro lugar del mundo tal vez hubieran podido ser amigos. Y es entonces cuando una comprende de verdad la naturaleza retorcidamente perversa de aquel encanallado, miserable y jodido país.

¹¹² SANTOS, Sonia, « Salvador y verdugo », *ABC*, 05/10/2006.

Le discours de Susana Fortes s’insère ainsi pleinement dans la culture du consensus, la violence politique étant délibérément mise sur le compte d’une époque qui apparaît toujours comme irrationnelle. Si l’auteur hiérarchise les morts en termes de souffrance – donc selon des critères humanitaires –, la conclusion n’en est pas moins relativiste, déshistoricisante et, partant, dépolitisante : le franquisme est une époque où tous les acteurs, fatalement pris dans des événements qui les dépassaient, étaient également victimes ou bourreaux en puissance.

Les débats qui ont cours dans la presse à la suite de la sortie de *Salvador* montrent les difficultés inhérentes à la représentation du passé, et notamment à la construction d’une mémoire collective. La question de la construction mémorielle est profondément politique en ce qu’elle se donne inévitablement sous la forme d’une bataille des mémoires. Ce que la polémique suscitée par le film met en évidence, ce sont les points conflictuels du présent. C’est ce que suggère Jordi Balló, professeur de Communication Audiovisuelle de l’*Universitat Pompeu Fabra* de Barcelone, dans une colonne d’opinion parue le 22 septembre 2006¹¹³. L’auteur, après avoir vu au cinéma le film *Salvador*, dit ressentir un besoin pressant de le comparer avec le livre publié par Carlota Tolosa plusieurs années auparavant. Il fournit ainsi ce que nous jugeons être un excellent diagnostic de la question mémorielle :

Necesitaba el contraste de este gran libro, seco y cortante, con la película de Roures y de Hueriga (y de Escribano y de Arcarazo) para encontrar aquello que no estaba en el filme, para intentar comprender mejor esta sensación paradójica que *Salvador* me produce: es una película útil, clarificadora, y al mismo tiempo es una encrucijada sobre las dificultades de transmitir las claves políticas y emocionales de una época que es también la de ahora. [...] [C]omo ocurre algunas veces, sus limitaciones emergen como algo tan interesante como sus logros. Porque son dilemas sobre la representación de nuestro tiempo. Y sobre sus límites.

Conclusion de chapitre

Nous nous sommes attachée dans ce chapitre à mettre en lumière dans quelle mesure, d’une part, le film *Salvador* réalisé par Manuel Hueriga cristallise un certain type de mémoire, devenu hégémonique en quelques années ; d’autre part, nous avons tenté de montrer comment la sortie du film en 2006 constitue un événement autour duquel est réactivé le débat sur la question de la construction de la mémoire historique.

En effet, si le film de Manuel Hueriga contribue très largement à rendre publique « l’affaire Puig Antich » – et donc sert la démarche légitime de ses sœurs –, ce qui était un des

¹¹³ BALLÓ, Jordi, « Los dilemas », *La Vanguardia*, 22/09/2006.

objectifs recherchés selon les déclarations d'intentions du réalisateur, il ne réussit pas à notre avis à réhabiliter la mémoire spécifique de Puig Antich. Conçu au départ comme un hommage à la rébellion militante, le film participe finalement à un mouvement tendant à normaliser l'hétérodoxie politique en l'intégrant au grand récit de la démocratie. Cette désactivation prend notamment appui sur une construction romantique, lyrique, dramatique et intime de la figure du rebelle, mercantilisable mais aussi appropriable à souhait parce que rendue inoffensive. Nous avons tenté de le montrer, Puig Antich étant tout à la fois présenté comme bandit, comme mauvais garçon, comme résistant antifranquiste et comme leader politique, il y a dans *Salvador* une saturation du sens par la multiplicité des clichés, *stricto sensu*, qui renvoient à la figure du rebelle. Ce surplus mène en définitive à un non-sens absolu, l'absence d'une contextualisation adéquate rendant indéchiffrable le sens de la rébellion, celle-ci n'apparaissant finalement que comme une insurrection fantaisiste peu efficace, et qui plus est tragique. Le film de Huerga, ne permettant pas au spectateur de comprendre les raisons qui ont poussé Salvador à entrer en rébellion, semblerait donc ne présenter Puig Antich que comme un « rebelle sans cause », à l'instar d'un James Dean dans *La Fureur de Vivre – Rebel Without a Cause* –, et ce malgré les bonnes intentions du producteur et du réalisateur. Par ailleurs, par la tendance à l'hyperbiographisme qu'affiche le film, le mouvement qui est mis en exergue est au final celui d'une rébellion personnelle et individuelle, les idées politiques défendues étant trop rapidement évoquées. Si le film pousse à une quelconque réaction, il ne s'agira que d'une révolte émotionnelle : le spectateur, s'identifiant au personnage ou à sa famille, ressentira avec eux l'énorme injustice que suppose la mise à mort finale. S'il est vrai que cette « révolte émotionnelle » pourrait aider les sœurs de Puig Antich dans leur démarche, par la publicité faite à l'affaire et par la sensibilisation d'une large partie de la population, ce qui n'est nullement négligeable, elle n'en reste pas moins dépolitisante. Parce que cette histoire s'achève de façon tragique, et parce que l'action se situe dans une temporalité que l'avènement de la démocratie aurait définitivement reléguée dans le passé, toute potentialité révolutionnaire semble en fait étouffée. Puisque dans le film, l'expérience militante passe uniquement par une quête de liberté qui serait entravée exclusivement par l'obstacle que représente la dictature de Franco, la fin du régime marquerait en quelque sorte la fin de toute rébellion nécessaire, la liberté censée être garantie désormais par la démocratie – libérale.

Ce que montrent le film *Salvador* et la polémique que sa sortie en salle a suscitée, c'est le conflit qui est au cœur du processus de « récupération » de la mémoire historique. Devant contribuer à construire le récit du passé récent de l'Espagne, la « récupération » de la mémoire

historique est une lutte proprement politique, un combat dans le présent qui porte sur le monopole du passé, et qui en ce sens détermine les inclusions et les exclusions de la mémoire collective. Ainsi, la mémoire de l'antifranquisme étant devenue hégémonique à l'intérieur de la mémoire de gauche, c'est la transmission et la connaissance d'expériences militantes alternatives au sein de la communauté qui se trouve entravée.

Conclusion de partie

En Espagne, initialement emmenée par les « mouvements pour la récupération de la mémoire », la question mémorielle gagne la sphère politique et devient un argument fort dans la bataille que se livrent les partis aspirant à gouverner. La presse se fait ainsi largement l'écho des polémiques que suscitent, entre autres, les discussions parlementaires sur la « Loi par laquelle sont reconnus et élargis certains droits et sont fixées des mesures en faveur de ceux qui ont souffert de persécution ou de violence pendant la guerre civile et la dictature » (« Ley por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura »), vulgairement appelée « Loi de mémoire » (« Ley de memoria histórica »), finalement approuvée en décembre 2007. Plus largement, autour de la lutte pour la construction de la mémoire nationale se cristallisent plusieurs affrontements : droite-gauche, centre-périphérie, mais aussi gauche-gauche et périphérie-périphérie. Ainsi, en quelques années, la question mémorielle est venue saturer le débat sociétal, culturel, politique, et médiatique. Partant de cette prééminence du débat sur le passé récent de l'Espagne, l'objectif de cette partie était de montrer comment s'élabore, notamment dans les médias, la construction de la mémoire sur le MIL. Or, le MIL n'est pratiquement jamais cité dans la presse, le seul nom apparaissant étant celui de Salvador Puig Antich. Si cette absence est motivée, pour une part, par le fait que l'une des spécificités du journalisme est la recherche de la nouvelle – le MIL n'étant plus d'actualité, il n'est plus « nouvelle » et ne trouve donc plus sa place dans les médias –, elle est aussi hautement significative de la manière dont s'effectue la « récupération » de la mémoire en Espagne : une tendance à l'individualisation et à une forte personnalisation.

Nous avons vu comment, en peu de temps, la figure de Puig Antich était érigée en exemple paradigmatique des revendications pour la révision des procès du franquisme, la presse suivant pratiquement sur le mode de la chronique l'évolution de la demande intentée par ses sœurs. Devenant la métonymie de ces demandes, son nom est bien souvent utilisé pour montrer les limites de la « Loi de Mémoire Historique ». L'analyse de ce procédé de métonymisation nous a permis de comprendre comment la question mémorielle se judiciairisait. La catégorie de « victime » étant désormais systématiquement appliquée à Puig Antich, elle indique que cette « récupération » s'effectue dans les limites d'une appréhension juridique de sa personne. Mais

cet usage en tant qu'arme de la lutte mémorielle induit également une réduction de Puig Antich à un certain nombre de traits qui font de lui une figure maniable, parce que stéréotypée.

Nous avons par la suite analysé les différentes nominations dont il a fait l'objet, et les processus de construction de mémoires concurrentes que les différents qualificatifs qui lui sont apposés signifient. Qualifié d'« anarchiste » et de « catalan », c'est finalement à la famille antifranquiste qu'il est invariablement associé, Puig Antich étant progressivement défini comme combattant catalan antifranquiste victime du régime. Cette catégorisation, nous avons essayé de le mettre en lumière, est le résultat simultané de la judiciaireisation de la « récupération » de la mémoire, de l'élaboration d'un récit fondateur de la démocratie basé sur les luttes antifranquistes, et partant, de la construction d'une légitimité supplémentaire pour les institutions catalanes qui entretiennent un bras-de-fer avec le Gouvernement central. Ainsi, nous avons tenté de montrer dans quelle mesure les usages publics de la figure de Puig Antich ont été à bien des égards intéressés. Plus largement, l'exemple des représentations et des nominations de Puig Antich dans la presse nous a conduit à envisager le caractère profondément exclu du processus de la « récupération » de la mémoire.

Enfin, nous avons vu dans le dernier chapitre comment le film *Salvador* de Manuel Hueriga, et la polémique que sa sortie en 2006 a suscitée, cristallisent le débat mémoriel qui a cours dans la sphère sociétale et politique. L'étude de ce film nous a permis en outre d'éclairer les difficultés d'une construction hétérodoxe de la mémoire : si le film prétend réhabiliter la mémoire de Puig Antich que le processus transitionnel aurait oblitérée, c'est *in fine* la mémoire antifranquiste qui est revalorisée, les spécificités de Puig Antich, et donc du MIL, étant soumises à l'impératif de cette réhabilitation. La récupération dans et par la mémoire consensuelle de Puig Antich en tant que martyr romantique de l'antifranquisme étouffe le débat public qu'une problématisation historique de ses choix idéologiques pourrait susciter. Le film de Hueriga est polémique et problématique dans la mesure où il prétend remettre sur le devant de la scène la brutalité de la répression franquiste, mais cette volonté de combattre l'oubli produit à son tour de l'exclusion.

Ces « oublis » de la mémoire consensuelle nous parlent aussi dans une certaine mesure du présent : ils définissent, en creux, ce qui peut et ce qui ne peut pas être « récupéré », « remémoré ». Comme le dit Rafael Del Águila :

De modo que, si se trata de un proceso activo y conflictivo, es porque no es una "consecuencia" del pasado, no es un eco objetivo de lo que ya no es, sino una formulación realizada desde el presente y profundamente selectiva. Es decir, es la voluntad presente la que guía los esfuerzos de rememoración, la que establece los términos de la selección de los hechos sucedidos, la que hace que la "memoria histórica" adopte finalmente la forma que adopta, la que dice qué retener

y qué dejar de lado, la que enseña a elegir entre el material del pasado y decide lo que debe seleccionarse para su correcta comprensión. [...] Así pues, los procesos de “rememoración histórica” son activos, cambiantes, selectivos, intersubjetivos, plurales e históricos ellos mismos. Se definen por su apertura y su fluidez. Por su marcada tendencia a responder a las luchas del presente y apuntar hacia el futuro tomando la forma de ejemplo o de proyectos de vida en común. [...] El pasado no escapa del conflicto. El pasado es parte del conflicto¹.

C'est donc la bataille pour la construction de la mémoire de la fin du franquisme et du processus de la Transition qui apparaît en filigrane, et par conséquent, la potentielle remise en cause du pacte fondateur de la démocratie espagnole. C'est parce que la « récupération » de la mémoire a lieu depuis le présent, et de façon bien souvent présentiste, que les fondements de la démocratie sont l'enjeu majeur de la lutte et des polémiques qui ont cours. Si d'aucuns refusent obstinément de faire retour sur le passé, considérant que le processus transitionnel l'a adéquatement clos, le mouvement pour la « récupération » de la mémoire tente, pour sa part, de rééquilibrer ce qui est ressenti comme un tort historique en construisant une narration dans laquelle les luttes de l'antifranquisme viendraient légitimer la démocratie. Si le régime sortant a assuré – notamment au travers de la figure du Roi – la légalité du processus transitionnel, ce serait l'opposition antifranquiste qui lui fournirait une légitimité. Dans les deux cas, c'est la démocratie telle qu'elle a été construite depuis le pacte transitionnel qui apparaît comme le référent ultime : envisagé depuis le présent démocratique, le passé est ainsi relu téléologiquement. Or, comme le signale Elena Hernández Sandoica :

La memoria es el patrón con el que el pasado trata de guiar el presente, la horma que organiza la experiencia social de modo selectivo en busca de objetivos que, de una forma u otra, son políticos [...]. El pasado que arrastra la memoria se instala en el presente de una sociedad dada, se aferra a él y se empeña en orientar el futuro, futuro compartido por las comunidades a las que se refiere, y a cuyo proceso histórico atribuye una apariencia de continuidad².

C'est parce que le paradigme mémoriel dominant dans les dernières années se construit en prenant comme point de fuite idéal le présent démocratique que l'espace discursif occupé par les expériences militantes hétérodoxes est restreint à l'extrême.

¹ DEL ÁGUILA, Rafael, « Desmemoria y rememoración: la guerra y el franquismo hoy », *HISTORIA Y POLÍTICA. Ideas, procesos y movimientos sociales*, n°16, juillet-décembre 2006, p. 187-188.

² HERNÁNDEZ SANDOICA, Elena, « La Historia del Tiempo Presente y la reflexión sobre el pasado reciente y la memoria », dans Gonzalo CAPELLAN DE MIGUEL et Julio PÉREZ SERRANO (éds.), *Sociedad de masas, medios de comunicación y opinión pública*, vol. 1, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2008, p. 23.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Lo contrario del olvido no es la memoria, sino la verdad

Juan Gelman

Dans cette étude, nous nous proposons de montrer les écarts qui existent entre l'identité politique du *Movimiento Ibérico de Liberación* telle qu'elle se donne à lire de façon privilégiée dans ses écrits et publications, et les représentations que nous avons qualifiées de majoritaires qui en sont produites par la presse. En premier lieu, nous sommes partie du postulat que l'accès à la réalité se fait dans une large mesure à travers les catégories épistémiques et perceptives que les grands médias construisent et véhiculent, et que la connaissance du monde est donc toujours fondamentalement médiatisée. En second lieu, nous avons émis l'hypothèse que le traitement médiatique d'un groupe comme le MIL faisait l'objet d'importants phénomènes de mystification et de mythification – deux vocables dont nous avons dès l'abord posé la signification –, ce qui est au demeurant applicable du traitement réservé à tout groupe politique que pour des raisons pratiques on qualifiera ici de radical.

Pour éprouver la validité de cette hypothèse, nous avons choisi d'examiner de façon systématique les apparitions du MIL ou de l'un de ses membres dans la presse nationale à grand tirage, nous appuyant principalement sur quatre périodiques : *ABC*, *El Mundo*, *El País* et *La Vanguardia*. Notre période d'étude s'étendant sur plus de quarante ans (1972-2014), nous avons également décidé d'inclure dans notre corpus d'analyse l'hebdomadaire de faits divers *El Caso* qui permettait de couvrir adéquatement la période du franquisme tardif. Enfin, plus récemment, l'apparition et le succès retentissant, ainsi que le battage médiatique qu'il a occasionné nous ont conduite à verser au corpus le film *Salvador* de Manuel Hueriga.

Puisque nous partions de l'hypothèse que le discours médiatique tend à dénaturer ou à envisager le MIL au prix de nombreuses distorsions, dans la première partie de ce travail il nous a semblé essentiel de revenir longuement sur le groupe lui-même pour tenter de le (re)définir politiquement. Ainsi, nous nous sommes attachée à l'inscrire très précisément à la croisée des luttes ouvrières qui se développent à Barcelone et dans sa région industrielle à la fin des années soixante et au début des années-soixante-dix, et des débats idéologiques qui se succèdent au sein de la gauche au détour des « années 68 ». Nous avons également consacré un long chapitre

à l'examen des textes que le MIL publie, afin d'être en mesure d'exposer toutes les nuances et les influences qui travaillent sa pensée politique. L'idée directrice était d'établir une forme de portrait idéologique du groupe qui puisse servir de base aux développements ultérieurs de l'analyse.

Afin de veiller à historiciser le discours que le MIL produit dans les années soixante-dix, nous avons commencé par réinscrire sa naissance dans le contexte plus large des « années 68 », une période de remise en cause de l'ordre politique, économique et social qui déborde largement le cadre temporel de « mai », et le limites géographiques de la France. Comme l'affirme Geneviève Dreyfus-Armand, si « [l]es processus déclenchés dans [...] un régime dictatorial européen comme l'Espagne [...] se déroulent dans des conditions et des formes très différentes, [i]ls participent pourtant d'une même remise en cause du *statu quo* politique et social¹ ». Ainsi, malgré les spécificités structurelles et conjoncturelles de l'Espagne franquiste, des lignes de force se dégagent qui entrent en résonance profonde avec la situation internationale, et notamment avec la configuration spécifique de la guerre froide. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, un nouvel ordre international fortement polarisé s'installe : deux modèles économiques, politiques et idéologiques que tout semble opposer se consolident. Cette nouvelle géométrie est le théâtre d'importants conflits mettant en scène les deux puissances mondiales et leurs alliés respectifs, dans un affrontement permanent et multifocal. Toutefois, malgré une rhétorique constante de l'antagonisme, les deux blocs semblent partager une volonté de conservation de leur hégémonie, n'hésitant pas à écraser tout mouvement de contestation qui pourrait mettre en péril leur domination. C'est pourquoi nous avons parlé pour la période considérée d'une logique de « conservation systémique », afin de décrire une situation qui se caractérise par le maintien d'un *statu quo* international qui contribue à mettre au jour une même réalité : la violence implacable de l'appareil d'État dans son mouvement d'auto-préservation. Cependant, la stratégie d'ingérence de l'URSS et la politique impérialiste des États-Unis sont fortement dénoncées à l'Est comme à l'Ouest, suscitant de vives réactions qui débouchent sur de véritables mouvements de contestation de l'ordre établi autour de l'année 1968. Se développe notamment une critique de toutes les structures hiérarchiques de la société, jugées normatives, qui va de pair avec l'exploration de formes inédites de mobilisation et de nouvelles revendications au sein d'un processus aussi global qu'international. La récupération des épisodes de mai ou leur écrasement brutal par l'État ne coïncident cependant pas avec la fin du

¹ DREYFUS-ARMAND, Geneviève, « L'espace et les temps des mouvements de contestation », *op. cit.*, p. 26.

mouvement contestataire : ils sont le terreau fertile d'une radicalisation des luttes. Se développent ainsi, en Europe mais surtout en Amérique Latine, de nouveaux combats qui mettent en question toute forme de domination et qui, face à la vague de répression étatique généralisée, décident de mener un combat frontal et armé contre un État dont le rôle conservateur est mis en avant.

Ce cadre général ayant été posé, nous avons voulu dans un deuxième temps dresser un « portrait pratique du MIL », en mettant plus particulièrement l'accent sur la situation socio-économique de l'Espagne du franquisme tardif dans lequel le groupe émerge. Nous avons ainsi rappelé que le contexte de la guerre froide a largement permis à l'Espagne de bénéficier du soutien économique et diplomatique des États-Unis, et de réintégrer par-là progressivement la scène internationale. L'étude des importantes réformes économiques entreprises par l'Espagne afin de faire homologuer son système par les économies voisines, en vue d'une intégration à moyen terme dans les organismes européens, nous a permis de dégager les changements structurels qui se produisent au niveau sociétal. Nous avons essayé de montrer que la libéralisation de l'économie dans un cadre politique strict, c'est-à-dire le mouvement dialectique de l'État franquiste pris entre ouverture et fermeture, est dans une large mesure à la base d'une très forte conflictualité ouvrière – toujours fortement réprimée – et d'une contestation émanant de pans chaque fois plus larges de la population. Par ailleurs, nous avons également mis au jour que si le phénomène de mai 68 a signifié une actualisation des idées antiautoritaires, son incapacité à déboucher sur une vraie rupture avec le système en place a été mis sur le compte de l'absence de surgissement d'un groupe capable d'impulser un mouvement révolutionnaire. Ce diagnostic a donné un nouveau souffle aux conceptions léninistes d'organisation et favorisé la création d'une ribambelle de groupes critiques des partis traditionnels. C'est précisément dans ce contexte que le MIL fait son apparition, dans le sillage des scissions survenues au sein des formations traditionnelles, et au contact des importantes luttes du mouvement ouvrier autonome de Barcelone qui ont cours à la fin des années soixante. Le MIL se constitue au gré des rencontres et développe l'essentiel de ses activités autour des années 1972 et 1973, réalisant de nombreux braquages de banques dans Barcelone et sa région, remettant au goût du jour la méthode libertaire de l'« expropriation ». Cependant, le groupe s'auto-dissout en 1973 et connaît une très forte répression qui débouche sur la condamnation à mort et l'exécution de Salvador Puig Antich le 2 mars 1974.

Dans le dernier chapitre, nous avons dégagé le « portrait idéologique du MIL » en analysant par le menu les nombreux textes que le groupe publie au travers des deux numéros

de sa revue *C.I.A. Conspiración Internacional Anarquista*, et de la maison d'édition « Ediciones Mayo-37 ». Nous avons vu comment à travers la réactualisation de textes de penseurs hétérodoxes, le MIL s'emploie à critiquer les formations de la gauche classique (notamment le PC) qu'il juge réformistes, les groupes léninistes, maoïstes et marxistes-léninistes pour leur caractère dirigiste et, enfin, les formations trotskistes parce que trop déconnectées du mouvement ouvrier. En contrepoint, le MIL défend l'autonomie et l'auto-organisation de la classe ouvrière. Dès lors, il s'assigne un double rôle. D'une part, réaliser des actions d'« agitation armée » pour prouver que le mouvement ouvrier peut accroître le niveau de violence qu'il exerce, démontrant par-là son potentiel révolutionnaire. D'autre part, développer le projet de « bibliothèque socialiste » qui a également pour but de provoquer l'agitation par l'auto-compréhension du mouvement révolutionnaire. Nous avons ainsi défini politiquement le MIL comme un groupe antiautoritaire et anti-léniniste qui reçoit les influences de mai 68, notamment les idées conseillistes ou celles de l'Internationale Situationniste, et qui défend l'auto-organisation de la classe ouvrière et un anticapitalisme internationaliste révolutionnaire.

À partir de ce premier portrait du MIL, nous nous sommes attelée à examiner les multiples représentations dont a fait l'objet le groupe, et notamment Puig Antich, son exécution constituant un véritable événement journalistique. Notre analyse des modes de saisie et des procédures de nomination auxquels a donné lieu le groupe a ainsi occupé la plus grande partie de ce travail. Dans la période considérée, plusieurs moments se caractérisant par des rhétoriques représentationnelles spécifiques se dégagent. Nous avons choisi de les organiser en deux parties, en prenant comme critère principal la concomitance ou non des faits et des représentations dans lesquelles ils sont construits.

Ainsi, dans la deuxième partie de notre étude, nous avons analysé les multiples apparitions du MIL dans la presse à un moment où faits et représentations se donnent dans un rapport de quasi-simultanéité. Nous avons choisi de nous cantonner alors aux années comprises entre 1972 et le milieu des années quatre-vingt-dix, une nouvelle rhétorique s'imposant à ce moment-là qui intronise un véritable changement de paradigme. Cependant, à l'intérieur de ce premier découpage temporel, plusieurs moments forts émergeaient, que nous avons examiné successivement.

Dans un premier temps, nous sommes revenue sur les années du franquisme tardif qui constituent sans aucun doute un moment à part dans la période, et qui s'avéraient de ce fait

essentielles à l'économie d'ensemble. C'est à ce moment que sont forgées les premières catégories d'appréhension du MIL : il s'agit du point de départ à partir duquel nous avons pu par la suite constater et interpréter les éventuels phénomènes de conservation, de changement ou de glissement qui se sont produits. Nous avons vu que ces années sont marquées par un début de libéralisation, la loi sur la presse de 1966 ouvrant une brèche sensible à l'intérieur du contrôle rigide en place jusque-là. Cependant, comme sur le plan économique et social, le régime oscille en matière d'information entre ouverture et fermeture, et la presse reste globalement fortement surveillée. Par ailleurs, quarante ans de censure ont marqué les *habitus* des journalistes, les mécanismes d'autocensure étant indéniablement ancrés. De ce fait, la représentation que la presse produit d'un groupe comme le MIL constitue un exemple paradigmatique du type de traitement qu'a reçu toute forme de contestation pendant le franquisme. Dans un premier moment, peu de journaux rendent compte des activités du groupe mis à part quelques périodiques locaux. Ce n'est que lors de l'arrestation de plusieurs membres du MIL en septembre 1973 que la presse commence à s'y intéresser. Plus précisément, le conseil de guerre intenté à Josep Lluís Pons Llobet et à Salvador Puig Antich, et la condamnation à mort de ce dernier début 1974, au moment même où le régime affiche résolument une volonté d'ouverture, feront l'objet de plusieurs articles. C'est donc le tour spectaculaire que prend l'affaire qui retient l'attention des médias, et notamment de l'hebdomadaire de faits divers *El Caso*, qui va en fournir la couverture médiatique la plus complète.

Les mécanismes de discrédit mis en œuvre relèvent de la logique dominante pendant près de quarante ans : stigmatisation par association au banditisme, criminalisation par association à l'anarchisme, diabolisation par association à la délinquance, et *in fine* dépolitisation par un procédé de « fait-diversification » menant à ce que l'on a appelé avec Pierre Bourdieu et Gérard Noiriel une « fait diversion » de la question politique. *El Caso* ne fait en ce sens que véhiculer la position officielle du gouvernement qui prétend nier, en la passant sous silence, toute opposition au système et au régime. Concrètement, Puig Antich est exécuté au garrot – instrument traditionnellement réservé aux délinquants de droit commun – le 2 mars 1974, le même jour que Heinz Chez, dont la presse précise qu'il s'agit d'un assassin. Les deux exécutions sont alors présentées dans un dispositif visuel qui finit d'amalgamer Puig Antich à un anarchiste délinquant, les deux termes étant posés dans un rapport d'équivalence, voire de synonymie. Par ailleurs, l'apposition du seul terme d'anarchiste à Puig Antich, et à travers lui, au MIL dans son ensemble, si elle fait partie de la stratégie de dépolitisation dont nous venons

de parler, constitue également ce que nous avons appelé avec Reyes Mate une « mort herméneutique », c'est-à-dire le résultat d'une entreprise d'effacement symbolique des spécificités politiques.

Pour apporter un contrepoint à cette vision univoque, nous avons choisi de consacrer le dernier pan de ce chapitre aux réactions qu'ont suscitées la condamnation puis l'exécution de Salvador Puig Antich dans la presse française. L'étude des médias outre-Pyrénées était particulièrement intéressante car les langages que ceux-ci manient sont profondément distincts de ceux analysés jusque-là. La presse française est ainsi unanimement scandalisée par cette exécution, jugée, selon une vision positiviste de l'histoire, tardive et brutale. C'est au respect des Droits de l'Homme que la presse française fait appel pour condamner la mise à mort considérée comme barbare d'un Puig Antich invariablement qualifié d'« antifranquiste ». Si la presse politise l'affaire, elle ne le fait que dans le strict cadre de l'antifranquisme, tout mouvement contestataire se produisant en Espagne n'étant lu que comme une manifestation de l'opposition au régime. Enfin, cette interprétation préfigure par bien des aspects la nature des dispositifs rhétoriques et des tendances représentationnelles qui auront cours en démocratie en Espagne. Nous avons pu tirer des analyses développées dans ce chapitre deux conclusions importantes. En premier lieu, le qualificatif d'anarchiste s'impose dès cette période pour se référer à Puig Antich, il se maintiendra jusqu'à nos jours. En second lieu, c'est parce que Puig Antich a été exécuté, et que cette mise à mort a fait l'objet d'une mise en scène médiatique, qu'un petit groupe comme le MIL, dont le poids réel est très limité, a pu passer à la postérité. C'est donc essentiellement parce qu'il a été médiatisé, et plus précisément par la nature de cette médiatisation, que le groupe acquiert une visibilité, ce qui confirme notre postulat de départ : le rôle majeur qu'exerce la médiatisation dans la connaissance du monde.

Nous nous sommes par la suite concentrée sur le moment de « Transition », que nous avons délimité de façon stricte entre l'année 1974 et l'année 1979 – premières élections démocratiques suite à l'adoption de la Constitution. Cette période fait l'objet de notre deuxième chapitre qui est, à notre sens, le chapitre nodal de ce travail, non seulement parce que structurellement il occupe une place centrale, mais surtout parce que c'est à ce moment que s'opère la promotion des langages postfranquistes, et des réalités qu'ils instituent. Ce sont les glissements sémantiques qui se produisent dans cette étape que nous avons mis en évidence. Le MIL étant saisi en consonance avec les principales problématiques transitionnelles, l'exemple de ses représentations médiatiques permet de mettre en lumière, en les revisitant, les points

conflictuels de la période : la question de la violence, la question de l'amnistie et de l'autonomie, et la question de la liberté d'expression.

Ainsi, nous avons été amenée à évoquer en premier lieu la recrudescence de l'action violente. Celle-ci est à maintes reprises reliée au MIL, puisque nombre d'attentats ou d'actions spectaculaires sont réalisées au nom du groupe, qu'il s'agisse de « venger » l'exécution de Puig Antich, ou d'attirer l'attention sur la situation de certains de ses camarades qui risquent toujours la prison – Josep Lluís Pons Llobet et Oriol Solé Sugranyes. L'enlèvement le 3 mai 1974 du directeur du Banco Bilbao à Paris, Baltasar Suárez, par les GARI constitue, nous l'avons vu, un exemple paradigmatique de cette activité unanimement qualifiée de « terroriste » par la presse. L'examen de la représentation de cet événement par la presse nous a permis de mettre au jour la prégnance d'un lexique relatif au terrorisme, tout acte violent tombant désormais sous cet appellatif que le système en construction basé sur la recherche du consensus ne peut tolérer. Le MIL étant assimilé systématiquement dans la presse à des actions violentes, et bien souvent amalgamé à des organisations qualifiées d'« extrémistes », il est, par ricochet, suspecté de terrorisme. Les médias continuent ainsi de véhiculer des catégories forgées pendant le franquisme, bien qu'un déplacement se soit opéré. Nous avons pu conclure de nos analyses que le discours sur la violence déployé pendant la Transition était au service d'un dispositif de délégitimation politique de tout mouvement de contestation du processus démocratique, et de renforcement du consensus sur lequel celui-ci se fonde. Si les lois sur la « répression du banditisme et du terrorisme » ont permis au régime franquiste de rejeter dans les marges, pour mieux les réprimer, tous les mouvements contestataires, c'est désormais la catégorie de « terroriste » (et les lois répressives qui lui sont associées) qui va permettre de faire le partage entre le corps sain et le corps malade de la société dans un dispositif de biopouvoir des plus classiques. Le « terroriste » est ainsi érigé en ennemi du processus de démocratisation en marche, dans un premier temps, puis en ennemi déclaré de la démocratie incluante, par la suite. Ce que révèlent ainsi ces premières représentations du MIL, ce sont les mécanismes – symboliques, juridiques et policiers – de pacification de la société à l'œuvre pendant la période transitionnelle.

Mais la représentation du MIL dans la presse est également reliée à la question des revendications d'amnistie, plusieurs de ses membres se trouvant encore en prison. Nous avons pu mettre en évidence comment les ex-membres du MIL étaient progressivement qualifiés de « prisonniers politiques », et se trouvaient de ce fait au cœur des revendications pour l'approbation d'une amnistie générale ressentie comme une des conditions *sine qua non* en vue

de la tenue d'élections véritablement démocratiques. C'est également par le truchement de cette question que le MIL se trouve lié, bien qu'encore timidement, aux réclamations d'autonomie qui ont cours au même moment, les ex-membres du groupe étant qualifiés à maintes reprises de « prisonniers politiques catalans ».

Enfin, c'est également à la faveur des revendications pour la liberté d'expression que le MIL surgit dans la presse, plus précisément par le biais de l'« affaire “Els Joglars” ». Suite à la présentation de la pièce de théâtre « La torna », qui met en scène les exécutions de Puig Antich et Chez, les membres de la troupe « Els Joglars » sont jugés en conseil de guerre pour un délit présumé d'injures à l'Armée. Autour de cette affaire, c'est un véritable bras de fer opposant la société civile à l'Armée qui a lieu, la première défendant la nécessité impérieuse de la liberté d'expression pour la construction démocratique, la seconde campant sur ses positions. L'analyse de cette affaire nous a permis de dégager que la proximité historique des événements sur lesquels se fonde la pièce, la non-épuration des forces armées et l'application du Code de Justice Militaire expliquent très largement que quatre membres de la troupe aient été finalement condamnés. Ainsi, nous avons pu éclairer une des contradictions centrales du processus transitionnel : si la Constitution de 1978 inscrit la liberté d'expression comme un droit fondamental, ce n'est qu'en 1985 que le Code de Justice Militaire est définitivement réformé.

L'analyse du triple mode d'apparition du MIL autour des revendications centrales de la Transition (« Llibertat, amnistia, Estatut d'autonomia »), nous a permis de mettre en évidence certains des zones nébuleuses d'un processus longtemps considéré comme modèle et pacifique. Nous avons également pu pointer les implications majeures de ces éléments dans la construction d'un système démocratique fortement centré sur l'aspect judiciaire qui permet d'intégrer des sujets se trouvant dans l'illégalité à la nouvelle citoyenneté promue. Enfin, nous avons conclu à une citoyenneté et une démocratie comprises avant tout en termes juridiques, ce qui n'est pas sans conséquences. Le processus transitionnel, emmené par la volonté de non-rupture que synthétise la célèbre formule de Torcuato Fernández Miranda « de la loi à la loi à travers la loi » (« de la ley a la ley a través de la ley »), institue ainsi la Constitution de 1978 en texte fondateur de la démocratie et contribue également à établir la prééminence du pouvoir judiciaire, dans la mesure où c'est à travers lui que les conflits sont voués à se résoudre.

Finalement, le troisième chapitre de notre deuxième partie s'attache à examiner la période postfranquiste comprise entre les élections de 1979 et le milieu des années quatre-vingt-dix. L'analyse des modes de saisie du MIL à ce moment nous a permis de mettre en évidence l'apparition d'un triple phénomène – encore au stade de tendance – de personnalisation, de

culturalisation et de mémorialisation. Nous avons ainsi pu remarquer le reflux de l'apparition du collectif « MIL » au profit de la seule figure de Puig Antich, qui se trouve dans ces années-là réinvestie essentiellement par le monde artistique catalan. Si l'évocation de Puig Antich a pu à un moment donné être le signe de l'engagement des artistes qui s'emparent de sa figure, elle devient progressivement un lieu commun, l'exécution de Puig Antich apparaissant comme un repère temporel dans les narrations – journalistiques ou artistiques –, comme un événement marquant de la fin du franquisme. Si cette culturalisation de la figure de Puig Antich peut être largement dépolitisée, nous avons cependant également signalé que la question politique se voyait dans ces années-là reconfigurée, et réapparaissait au détour des revendications du devoir de mémoire qui commencent à s'élever.

Ce qu'illustre l'évolution que connaissent les catégories interprétatives appliquées au MIL depuis le début des années soixante-dix jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, c'est un changement de paradigme majeur, la référence révolutionnaire étant, en Espagne comme dans l'ensemble des démocraties occidentales, abandonnée au profit de celle de la réforme.

Nous avons été amenée dans la dernière partie de cette étude à approfondir les lignes de force qui émergent à partir du milieu des années quatre-vingt-dix. Nous sommes partie du constat que la référence au MIL était définitivement abandonnée, la figure de Puig Antich étant la seule à être citée dans la presse, ce qui semblait aller de pair avec la promotion du paradigme mémoriel. Ce que ce dernier pan de notre travail s'emploie à mettre en évidence, ce sont les luttes politiques du présent que les usages et les réinterprétations du passé révèlent. Ainsi, nous avons tenté de montrer comment la reconstruction du passé, notamment sous la modalité de la saisie du MIL par la presse, participait à la légitimation d'un ordre du pouvoir que les idées du MIL pourtant menaçaient.

Dans le premier chapitre, il a été question de retracer dans les grandes lignes la formation et la consolidation du mouvement de la « récupération de la mémoire historique », dans son versant purement juridique comme dans sa dimension civile et sociale. Dans ce contexte, il est rapidement apparu que la figure de Puig Antich s'est vue instituée en paradigme des revendications pour la révision des procès du franquisme, la presse suivant de près l'évolution de la demande intentée par ses sœurs. Ce processus a contribué à faire de Puig Antich une figure-étalon utilisée pour montrer les limites de ladite « Loi de Mémoire Historique ». L'analyse du procédé de métonymisation dont il a fait l'objet a apporté un éclairage décisif sur le mouvement de judiciarisation de la mémoire à l'œuvre dans le présent démocratique. C'est

sous le terme de « victime » que Puig Antich est désormais tendanciellement appréhendé dans la presse, ce qui a permis de mettre en évidence le caractère borné de cette « récupération », qui s'effectue dans les limites étroites d'une réhabilitation sur le plan judiciaire. Mais cette conversion de Puig Antich en un symbole, en ce qu'on a appelé avec Elsa Dorlin un « individu métonymique », induit également un phénomène de réduction : cantonné à une somme de traits schématiques, Puig Antich devient une figure stéréotypée, dont l'usage est toujours politiquement intéressé.

Il s'est ensuite agi de proposer une manière d'inventaire des différents « noms » de Puig Antich, qui nous a aidée à mettre au jour les processus de construction de mémoires concurrentes dont ces différents qualificatifs sont autant de symboles. « Anarchiste », « catalan », puis « antifranquiste », Puig Antich est le creuset où convergent progressivement toutes ces catégories, devenant dès lors une figure hybride : *combattant-catalan-antifranquiste-victime du régime*. Ce type de qualification prend sens au sein d'une triple entreprise de légitimation, qui configure trois modes possibles de « récupération » de la figure du militant dans la mémoire collective. Puig Antich jouit ainsi d'une triple légitimité : victime aux yeux de la justice, symbole, voire figure mythique, de la lutte antifranquiste pro-démocratique, et figure de proue récupérable par des institutions catalanes en mal de reconnaissance. C'est dans les strictes limites de cette configuration à trois voies que Puig Antich est susceptible d'être « récupéré ». Ainsi, nous sommes arrivée à la conclusion que les usages publics de la figure de Puig Antich ont été à bien des égards intéressés. Ce que ces rhétoriques mémorielles révèlent, c'est le caractère tendanciellement exclusif et excluant du processus de la « récupération » de la mémoire, puisque n'est jamais revalorisée l'identité politique originelle de Puig Antich et du groupe auquel il appartenait.

Pour finir, nous avons cherché dans le dernier chapitre à montrer dans quelle mesure le film *Salvador* de Manuel Hueriga, et la polémique médiatique qui s'en est ensuivie, condensent les problématiques centrales du débat mémoriel qui secoue les sphères sociétale et politique. Nous avons pu mesurer l'écart complexe entre l'intentionnalité – une tentative de réhabilitation symbolique d'une figure historique que le processus transitionnel aurait oblitérée, assortie d'un projet pédagogique et édifiant profondément politique – et l'effet pourtant réducteur de la représentation proposée, puisqu'il en va en dernière instance de la réhabilitation d'une mémoire antifranquiste et pro-démocratique. Nous avons tenté de saisir toute la difficulté qu'il y a à formuler publiquement un discours non-mystifiant de revendication d'une mémoire hétérodoxe, puisque les spécificités du MIL se retrouvent toujours soumises à l'impératif d'une

réhabilitation s'effectuant dans les limites du consensus démocratique. La romantisation du traitement de la figure de Puig Antich, au sein d'un processus de promotion globale d'une mémoire devenue, bien malgré elle sans doute, consensuelle, empêche la tenue d'un débat public sur les choix idéologiques qui ont motivé la lutte de Puig Antich et du MIL.

Pour conclure, nous voudrions formuler quelques remarques et hypothèses générales sur la question mémorielle qui traverse notre étude.

D'une part, nous pouvons affirmer que ce travail nous a permis de comprendre comment la promotion d'un cadre judiciaire dans le processus de relégitimation des institutions d'État pendant la période transitionnelle marque les interprétations des discours et des idées du passé, notamment de ceux ressortissant à une forme d'hétérodoxie.

Plus largement, nous pouvons dire que si pendant la Transition la mémoire héritée de la Guerre civile et sa réactivation stratégique, ont pu dans une large mesure jouer un rôle fondamental dans la mise en place d'un consensus visant à éviter la répétition du conflit, il existe une mémoire de la Transition qui tend, dans le présent, à contenir les mouvements revendicatifs. Si, comme cela est souvent avancé, les « nouvelles générations » méconnaissent la période de la Guerre civile et du franquisme, elles ont cependant hérité de la construction d'une mémoire de la Transition comme processus modèle et consensuel. Au sein de cette mémoire, les *aperuristas* du régime ne se distingueraient pas essentiellement d'une opposition antifranquiste comprise dans des termes flous, ces deux groupes souhaitant au fond une seule et même chose : l'avènement de la démocratie, l'avènement d'un système totalisant démocratie-capitalisme. Ce phénomène est sans doute l'un des effets majeurs d'une vision téléologique de l'histoire qui interprète et analyse les événements en partant de leur résultat, le succès unanimement célébré de la Transition justifiant *a posteriori* le bien-fondé de l'ensemble du processus lui-même.

Ces deux éléments se rejoignent, à notre sens, à la fin des années quatre-vingt-dix, et configurent une problématique double. D'une part, et malgré des avancées non négligeables dans ce sens, le processus transitionnel marqué par la mémoire de la Guerre civile a empêché la réhabilitation morale, juridique et économique des victimes. D'autre part, la mémoire d'une Transition modèle, encore largement diffusée aujourd'hui – malgré les efforts que réalisent

nombre d'historiens² – empêche très largement d'envisager des alternatives à l'état de la démocratie présente. Cette problématique à double détente permettrait peut-être d'expliquer une contradiction fondamentale que nous avons rencontrée tout au long de notre travail, et que ces lignes de conclusion pourraient nous aider à éclaircir : si la question mémorielle suscite une forte politisation, elle peut également, comme le cas du traitement médiatique du MIL l'illustre, être largement dépolitisante.

Le régime de représentation mémoriel devenu hégémonique dans les dernières années semble se construire exclusivement autour de la référence démocratique – et de la légitimité des différents acteurs selon qu'ils ont plus ou moins contribué à son avènement –, ce qui ampute les sujets traités de tout un pan politique délié de la lutte antifranquiste, dont nombre de groupes, au même titre que MIL, étaient porteurs. Ainsi, la question du traitement de la violence politique pourrait illustrer cette idée : si la violence politique est en partie envisagée dans le champ mémoriel lorsqu'elle est exercée contre la dictature, elle n'est plus recevable dès lors qu'elle n'a pas pour finalité la démocratie. Cela est dû en grande partie à une moralisation de l'histoire, qui passe par la réprobation de toute violence dans le discours médiatique mais aussi, bien souvent, historiographique, et par l'exclusion du domaine de la « récupération » de la mémoire de tout groupe y ayant fait appel ou défendu son usage. Ce serait précisément cette moralisation qui « s'opère [...] par le *devoir éthique* de condamnation de la violence “terroriste” auquel personne ne peut se soustraire » qui reflèterait « le glissement d'une approche politique vers une approche humanitaire et éthique de la violence³ ».

Aussi, le fait de réhabiliter l'idéal politique défendu par le MIL, entre autres, serait sans aucun doute polémique et problématique : cette démarche poserait, d'un côté, la question de savoir si la violence politique peut, dans certains cas, être légitime, et cela même en démocratie. D'un autre côté, une réactualisation au présent des idées portées par ce groupe pourrait ouvrir un nouveau débat et remettre en question le système politico-économique capitaliste comme base des démocraties occidentales.

Pour finir, dans un exercice spéculatif, nous pouvons nous demander si le déplacement de la question juridico-mémorielle vers l'Argentine, le développement de la crise économique

² Voir notamment IZQUIERDO MARTÍN, Jesús et SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, *La guerra que nos han contado 1936 y nosotros*, Madrid, Alianza, 2006 ; ou encore CHAPUT, Marie-Claude et PÉREZ SERRANO, Julio (Éds.), *La transición española: nuevos enfoques para un viejo debate*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2014.

³ ROSSI, Federica, « La “lutte armée” entre justice, politique et histoire. Usages et traitements des “années de plomb” dans l'Italie contemporaine (1968-2010) », thèse de doctorat en sciences politiques dirigée par Mme la Professeure Annie COLLOVALD, soutenue à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense le 10 novembre 2011, p. 36, <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00642122/>, consultée le 25/08/2014.

qui a favorisé le surgissement de formes renouvelées d'engagement politique, l'abdication du Roi Juan Carlos – symbole du processus transitionnel –, les récentes demandes de réforme de la Constitution – notamment par rapport à la « question catalane » –, ou encore, sur un plan plus académique, la multiplication d'ouvrages critiques de la Transition, n'indiqueraient point le passage à un paradigme post-transitionnel et, partant, post-mémoriel.

ANNEXES

Annexe 1. Bande dessinée « Los comisarios también tienen sueños eróticos », incluse dans la revue *C.I.A.*, n°1

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 2. Bande dessinée « La última mañana de Antonio Juan Creix » incluse dans la revue
C.I.A., n°1

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 3. Première page de la « Chronologie des Groupes Autonomes de Combat », dans la revue *C.I.A.*, n°1

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 4. Photographies de la manifestation de Madrid en soutien au juge Garzón (Efe)

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 5. Photo d'une manifestation à Salamanque contre le rapatriement des papiers (EFE)

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 6. Photo de l'acte pour le retour des « papiers de Salamanque » célébré le 21 juillet 2007
au Palau Sant Jordi de Barcelone (*El Mundo*, 21/07/2007)

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 7. Raimon chante à Barcelone pour le rapatriement des « papiers de Salamanque » (2002)

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 8. Sortie en salles du film Salvador (*La Vanguardia*, 15/09/2006)

« *Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur* »

Annexe 9. « Photo de famille » (*La Vanguardia*, 21/12/2006)

« *Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur* »

Annexe 10. Affiche du film *Salvador*

« *Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur* »

Annexe 11. Captures d'écran du film *Salvador*

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 12. Photo d'archive de Puig Antich la plus reproduite dans la presse

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 13. Captures d'écran de plusieurs plans de la séquence de la manifestation en réaction à l'assassinat d'Enrique Ruano, dans *Salvador*

« *Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur* »

« *Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur* »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

« Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur »

Annexe 14. Plan de l'affiche publicitaire de Kodak dans la séquence de la manifestation dans
Salvador

« *Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur* »

Annexe 15. Publicité de Kodak insérée dans la revue *Blanco y Negro* (24/04/1967, p. 32)

« *Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur* »

Annexe 16. Plan final de la séquence de la manifestation dans *Salvador*

« *Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur* »

Annexe 17. Photogramme du film *Salvador* et son commentaire (*La Vanguardia*, 01/10/2011)

« *Œuvre non reproduite par respect du droit d'auteur* »

Resumen. El Movimiento Ibérico de Liberación (MIL) y sus representaciones en la prensa: mitos y mistificaciones

En un texto titulado “Congreso 1973: auto-disolución de la organización político-militar dicha M.I.L.”, publicado en el segundo número de la revista *C.I.A. Conspiración Anarquista Internacional*, el Movimiento Ibérico de Liberación (MIL) vuelve sobre su experiencia y expone algunas de las razones que lo llevaron a disolverse. He aquí cómo el MIL se presenta en 1973 en este texto que marca el final de un grupo efímero, nacido a finales de los años sesenta y que llevó a cabo sus primeras acciones notorias en 1972:

La práctica del M.I.L. va unida [...] al desarrollo del Movimiento Comunista formando parte de él. Por ello se propone atacar toda clase de mistificaciones. La sociedad actual tiene sus leyes, su Justicia, sus Guardianes, sus Jueces, sus Tribunales, sus Prisiones, sus Delitos, su “Normalidad”. Frente a ello, aparecen una serie de órganos políticos (partidos y sindicatos, reformismo [...]), que fingen contrarrestar esta situación cuando en realidad no hacen otra cosa que consolidar la sociedad actual. La justicia en la calle no es más que denunciar y atacar todas las mistificaciones de la actual sociedad (partidos, sindicatos, reformismo [...], leyes, justicia, guardianes, jueces, tribunales, prisiones, delitos, es decir, su “normalidad”)¹.

Cuarenta años más tarde, los historiadores Javier Tusell y Genoveva García Queipo de Llano publican un libro sobre el Gobierno de Arias Navarro (1973-1976)². Se dedican a analizar los últimos años del franquismo y el inicio del proceso transicional en España, detallando los acontecimientos más importantes del período. El año 1974 se abre con el famoso discurso del recién elegido presidente, Carlos Arias Navarro, delante de las Cortes Españolas, que echa las bases de un programa con tímidos visos reformistas bautizado “el espíritu del 12 de febrero”. Pronunciado al iniciarse un año de “esperanzas y desconciertos”, aquel primer anuncio prometedor va seguido de dos acontecimientos que señalan los límites de la apertura: el caso Añoberos y la confirmación de la pena de muerte para Salvador Puig Antich, miembro del MIL detenido en 1973, acusado del asesinato de un policía y ejecutado a garrote el 2 de marzo de 1974. Al comentar estos episodios, y especialmente la ejecución de Puig Antich, Tusell y García Queipo de Llano dan cuenta de la experiencia del MIL con las palabras siguientes:

En sus actuaciones, entre lúdicas y gansteriles, sus miembros “disfrutaban como enanos” y se declaraban con orgullo “hijos de mayo del 68”. Desde 1972 iniciaron los atracos a entidades pero sin perder el talante original irreverente y humorístico. [...]

¹ «Congreso 1973: auto-disolución de la organización político-militar dicha M.I.L.», *C.I.A. Conspiración Anarquista Internacional*, nº2, [s.l.], Edita MIL, [s.d.], p. 2-9, p. 7, <http://www.mil-gac.info/IMG/pdf/cia2p1-31.pdf>.

² TUSELL, Javier et GARCÍA QUEIPO DE LLANO, Genoveva, *Tiempo de incertidumbre. Carlos Arias Navarro entre el franquismo y la transición (1973-1976)*, Barcelona, Crítica, 2003.

Algunos militantes apenas tenían dieciséis años y otros secaban piel de plátano para fumársela como sustitutivo de droga. [...] En marzo de 1973 su suerte declinó cuando en el curso de un atraco dejaron ciego a un empleado. Lo que había parecido hasta entonces una broma o una aventura romántica basculó hacia la tragedia. [...] Como en tantas ocasiones, el terrorismo había creado un modo de vida: los miembros del MIL subsistían en un círculo vicioso consistente en atracar bancos para obtener dinero para atracar bancos. Eso, como es lógico, favorecía la inestabilidad emocional³.

Tan sólo cuarenta años separan ambos textos y sin embargo casi nada parece vincularlos: ni el lenguaje, ni la forma, ni siquiera el contenido. Los dos textos por supuesto no pertenecen al mismo género: el primero, procedente de un grupo revolucionario, es una declaración de intenciones y un análisis político del presente en el que se inserta; el segundo pertenece al relato autobiográfico. En su declaración, el MIL condena la “normalidad” de la sociedad, evocando a través de ella un sistema de organización sociopolítica de lo común, un modo de gestión en contra del que pretende luchar. En su texto, los historiadores Tusell y García Queipo de Llano propulsan precisamente al MIL del otro lado de la “normalidad”, entendiéndose ésta desde dos niveles, a la vez político y síquico. Terrorismo e inconstancia acaban intrínsecamente entremezclado, resultando ser la acción política fruto de la inconsecuencia, de la patología incluso, más que de un programa teórico y práctico. Una ruptura se ha producido que vuelve incomprensible el discurso que pronuncia el MIL en 1973: es a la vez indescifrable, inaudible e impensable en el presente democrático que, sin embargo, elabora el relato que lo interpreta. Nuestro trabajo quisiera arrancar de esta primera observación de una distancia irreductible entre los relatos.

Por otra parte, lo que se ha dado en llamar el “largo 68⁴”, el “momento 68⁵” o incluso “los años 68⁶” para designar un fenómeno complejo, de larga duración y multifocal en el que el “acontecimiento mayo 68” no constituiría más que un momento paroxístico, presencia la multiplicación de los grupos de “extrema izquierda” a nivel internacional. Esta última noción, construida por el poder, periodistas o analistas – politólogos, sociólogos, historiadores, etc. – para deslegitimar, nombrar o clasificar un conjunto de partidos, movimientos, organizaciones, sindicatos, incluye ideologías y praxis diversas, a veces hasta contradictorias. Esta categoría también está en el centro de debates y tentativas de diferenciaciones respecto de otras nociones

³ TUSELL, Javier et GARCÍA QUEIPO DE LLANO, Genoveva, *Tiempo de incertidumbre...*, op. cit., 2003, p. 74-75.

⁴ Véase : TREGLIA, Emanuele, « Presentación », en TREGLIA, Emanuele (Éd.), « Dossier: Las izquierdas radicales más allá de 1968 », *Ayer*, n°92, 2013 (4), p. 13-20, p. 13, http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer92_Izquierdasradicales_1968.pdf.

⁵ ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, *Le moment 68. Une histoire contestée*, París, Seuil, 2008.

⁶ DREYFUS-ARMAND, et. al. (Coords.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Éditions Complexes, IHTP-CNRS, 2000.

próximas como las de “izquierda de la izquierda”, “izquierda radical” e incluso “izquierda revolucionaria”. Christine Pina expone así estas diferencias:

Si l'expression « extrême gauche » renvoie précisément à une position dans l'espace politique et à un héritage – lui aussi composite mais dans lequel la Révolution de 1917 tient une place importante –, les termes « gauche radicale » ou « gauche de la gauche » semblent désigner des catégories plus vastes ayant vocation à réunir les mouvements, organisations ou partis situés « à gauche » des partis communistes historiques. Ces expressions regroupent donc, au-delà de l'extrême gauche, aussi bien les mouvements anarchistes voire autonomes que l'ultragauche, ainsi réunis du fait de la radicalité des discours et/ou des modes opératoires divers dans lesquels le parti ne constitue pas *a priori* un type d'organisation obligé⁷.

A pesar de estas advertencias, estas expresiones a menudo se utilizan sin distinciones. Nosotros utilizaremos principalmente la de “extrema izquierda” por parecernos ser, a pesar de las controversias que suscita la categoría, la más usada. La emplearemos genéricamente para nombrar, como Emanuele Treglia, a “aquellos grupos y organizaciones que se situaban entonces a la izquierda de los partidos comunistas y socialistas tradicionales y consideraban la revolución como una perspectiva viable a corto-medio plazo [...]”⁸. Si la extrema izquierda fue objeto de numerosos estudios historiográficos, periodísticos o sociológicos, y fue un tema fecundo para la literatura, el documental y el cine en Europa occidental (particularmente en Italia, Francia y Alemania), y en Estados Unidos⁹, en España en cambio ha permanecido ignorada durante mucho tiempo. Si algunos estudios realizados por politólogos o sociólogos abordan el tema¹⁰, ésta sigue siendo un objeto minoritario dentro de los estudios historiográficos. No obstante, a pesar de las circunstancias particulares que vive España, la efervescencia de los “años 68” también se propaga, y son numerosos los grupos que se forman

⁷ PINA, Christine, «L'extrême gauche. Définition(s) et diversité des positionnements politiques», *Grande Europe*, nº16, 2010,

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000559-l-extreme-gauche.-definition-s-et-diversite-des-positionnements-politiques-par/article>, consulté le 19/09/2013.

⁸ TREGLIA, Emanuele, «Presentación», en TREGLIA, Emanuele (Ed.), «Dosier: Las izquierdas radicales más allá de 1968», *op. cit.*, p. 13-14.

⁹ La bibliografía sobre esta cuestión es muy extensa y no podemos aquí sintetizarla. Señalemos no obstante el importante trabajo realizado por la revista *Dissidences* que ha propuesto un conjunto de pistas documentales y bibliográficas en torno a la revolución, a la lucha armada, y al terrorismo, y a los vínculos entre estos conceptos. Para una vista panorámica de la extrema izquierda, véase: HORN, Gerd-Rainer, *The Spirit of '68: Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

¹⁰ ROCA, José Manuel (Ed.), *El proyecto radical. Auge y declive de la izquierda revolucionaria en España (1964-1992)*, Madrid, La Catarata, 1994 ; ROCA, José Manuel, *Poder y pueblo. Un análisis del discurso de la prensa de la izquierda radical sobre la Constitución española de 1978*, tesis de doctorado de sociología dirigida por el profesor Fernando Ariel del Val Merino, defendida en la Universidad Complutense de Madrid en marzo de 1995, <http://biblioteca.ucm.es/tesis/19911996/S/3/S3003901.pdf> ; LAÍZ, Consuelo, *La lucha final. Los partidos de la izquierda radical durante la transición española*, Madrid, La Catarata, 1995 ; CUCÓ I GINER, Josepa, « La izquierda de la izquierda. Un estudio de antropología política en España y Portugal », *Papeles del CEIC, International Journal on Collective Identity Research*, nº1, 2007, <http://dialnet.unirioja.es/servlet/autor?codigo=80309> ; CUCÓ I GINER, Josepa, « Recuperando una memoria en la penumbra: el Movimiento Comunista y las transformaciones de la extrema izquierda española », *Historia política. Ideas, procesos y movimientos sociales*, nº20, 2008, p. 73-96.

a la izquierda del Partido Comunista. Por tanto, ¿cómo explicar esta falta de consideración científica para un fenómeno sin embargo fundamental de finales del siglo XX? Este vacío debe conectarse con la persistencia en España de una “Cultura de la Transición¹¹” que sin duda no estimuló el interés por estos relatos “desviados”, no conformes con las lógicas de reconciliación inherentes al consenso transicional. Ahora bien, el arranque de la crisis económica internacional ha interrumpido un proceso de evolución política y social que permitió consolidar la monarquía parlamentaria, cuestionando así la estabilidad de la que parecía gozar la España del consenso. Esta incertidumbre ha dado, sin duda alguna, un nuevo impulso a los estudios que pretenden interrogar el fundamento del sistema democrático actual, especialmente el mito de una Transición modélica¹². Estas perspectivas críticas abren nuevos derroteros para la investigación, y los grupos de extrema izquierda que defendieron la ruptura frente a la reforma, hasta ahora poco considerados, devienen objetos legítimos de estudio. Tal renovación crítica es una de las razones que explica, a nuestro parecer, que los historiadores se hayan dedicado en los últimos tiempos a esta cuestión. Estos trabajos recientes incluyen algunos estudios panorámicos¹³ así como artículos monográficos que se interesan por un grupo o por un movimiento en particular¹⁴.

¹¹ El papel que ha podido desempeñar la cultura en el establecimiento del consenso democrático ha sido estudiado recientemente en una producción colectiva: MARTÍNEZ, Guillem (Ed.), *CT o la Cultura de la Transición. Crítica a 35 años de cultura española*, Barcelona, Debolsillo, 2012.

¹² Véase BABY, Sophie, *Le mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

¹³ Existen, que sepamos, todavía pocos análisis de conjunto, aunque la cuestión despierte un interés creciente. Señalemos la existencia de algunos números monográficos de revistas como: PÉREZ LEDESMA, Manuel (Coord.), *Las izquierdas en la España democrática, Historia y Política*, nº20, 2008, <http://www.cepc.gob.es/publicaciones/revistas/revistaselectronicas?IDR=9&IDN=662> y TREGLIA, Emanuele (Ed.), «Dosier: Las izquierdas radicales más allá de 1968», *Ayer*, nº92, 2013 (4). Señalamos igualmente algunos artículos: BABY, Sophie y MUÑOZ, Javier, «El discurso de la violencia en la izquierda durante el último franquismo y la transición», en José Luis LEDESMA, Javier MUÑOZ y Javier RODRIGO (Eds.), *Culturas y políticas de la violencia*, Madrid, Siete Mares, 2005, p. 279-304 ; PÉREZ SERRANO, Julio, «Orto y ocaso de la izquierda revolucionaria en España (1959-1994)», en Rafael QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (Ed.), *Los partidos en la transición. Las organizaciones políticas en la construcción de la democracia española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2013, p. 249-289 ; MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, «A la izquierda de lo posible. Las organizaciones revolucionarias durante el tardofranquismo y más allá», en Javier TÉBAR HURTADO (Coord.), *Resistencia ordinaria. La militancia y el antifranquismo catalán ante el Tribunal de Orden Público (1963-1977)*, Valencia, PUV, 2013, p. 147-157 ; MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, «La izquierda revolucionaria de ámbito estatal, de los setenta a los ochenta: una brevísima historia», *Viento Sur*, nº126, 2013, p. 108-118.

¹⁴ GARCÍA ALCALÁ, Julio Antonio, *Historia del «Felipe» (FLP, FOC, ESBA). De Julio Cerón a la liga Comunista Revolucionaria*, Madrid, CEPC, 2001 ; DOMINGUEZ RAMA, Ana, «La violencia revolucionaria del FRAP durante el tardofranquismo», en Carlos NAVAJAS et Diego ITURRIAGA (Eds.), *Novísima. Actas del II Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo*, Logroño, Universidad de La Rioja, 2010, p. 393-410 ; TERRÉS, Jordi, «La izquierda radical de España y los modelos del Este: el referente albanés en la lucha antifranquista», *Ayer*, nº67, 2007, p. 159-176 ; MARTÍN RAMOS, José Luis (Ed.), *Pan, trabajo y libertad. Historia del partido del Trabajo de España*, Barcelona, El Viejo Topo, 2011 ; MIR, Jordi, «Salir de los márgenes sin cambiar de ideas. Pensamiento radical, contracultural y libertario en la Transición española», *Ayer*, nº81, 2011, p. 83-108 ; WILHELMI, Gonzalo, *El movimiento libertario en la Transición. Madrid, 1975-1982*, Madrid, FSS, 2012 ; MARTÍNEZ I MUNTADA,

Dentro de estas producciones, los estudios dedicados al Movimiento Ibérico de Liberación ocupan, al menos en términos cuantitativos, un lugar privilegiado.

Actualmente existen varias publicaciones sobre el grupo que consideramos útil presentar brevemente. Primero, existen folletos –monográficos o en los que se le dedica una parte al MIL– y libros con finalidad documental realizados exclusivamente por militantes¹⁵: se trata esencialmente de cronologías sobre las acciones y las publicaciones del grupo, o de antologías de documentos introducidos con una breve presentación. Estos libros, por muy limitados que pudieran parecer a nivel analítico, presentan un interés doble, tanto por su dimensión de mediación como transmisores de fuentes primarias como por su calidad de agentes reveladores de los cuestionamientos políticos del momento de su publicación.

También disponemos de dos libros realizados por periodistas. Se trata, para el primero, de un trabajo colectivo realizado a finales de los años 1980 por un grupo de estudiantes en Ciencias de la Información de la Universitat Autònoma de Barcelona: verdadera investigación coordinada por el periodista y profesor Ramón Barnils¹⁶, esta publicación reúne las características del periodismo de investigación, y corresponde a la primera tentativa en España para devolver a la memoria la figura política de Puig Antich conectándola a la historia del MIL. En el segundo caso, la obra es escrita por Francesc Escribano¹⁷, profesor asociado en Comunicación Audiovisual en la Universitat Autònoma de Barcelona y periodista que trabaja en televisión desde hace casi treinta años. Este volumen se centra más precisamente en Salvador Puig Antich –sin lugar a dudas, el más conocido de los miembros del MIL– y por tanto está

Ricard, «La LCR más allá del franquismo: de la unidad trotskista al Partido de los Revolucionarios y la fusión con el MC (1978-1991)», *Viento Sur*, nº115, 2011, p. 64-71,

www.vientosur.info/articulosabierto/Vs115_Martinez_LCRMasAlla.pdf ; CAUSSA, Martí et MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard (Eds.), *Historia de la Liga Comunista Revolucionaria (1970-1991)*, Madrid, La Oveja Roja/Viento Sur, 2014.

¹⁵ Sirvan de ejemplo: «CORTADE, André», *Le 1000 : histoire désordonnée du MIL, Barcelone 1967-1974*, París, Éditions de l'oubli, 1974 ; «COMITÉ DE SOLIDARIDAD PRESOS M.I.L.» *Dossier M.I.L.: del Movimiento Ibérico de Liberación a los Grupos Autónomos de Combate y Ediciones Mayo-37*, [S.l.], COMITÉ DE SOLIDARIDAD PRESOS M.I.L., 1973 ; *Gangsters ou révolutionnaires ? : la vérité sur les emprisonnés de Barcelone*, París, [Vérité pour les révolutionnaires espagnols], 1974 ; *Chronologie étoffée et documentée du MIL [1967-1974]*, [s.l.], Hobolo ré-édition, 2005 ; *Retour sur les années de brasse. Les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, Toulouse, Éditions du CRAS, 2005 ; DUHOURCQ, Jean-Claude y MADRIGAL, Antoine, *MIL, mémoires de rebelles*, Toulouse, CRAS, 2007 ; «NOSOTROS...», *Il y a trente ans, Salvador Puig Antich. Fragments du mouvement de l'histoire*, Sant-Amand-Montrond, La Remembrance, 2004.

¹⁶ Se trata de «CARLOTA TOLOSA», *La torna de la torna: Salvador Puig Antich i el MIL*, Barcelona, Empúries, 1985. “Carlota Tolosa” es el pseudónimo del colectivo formado por Ramón Barnils, Elisabet Bonshoms, Montse Majench, Xavier Montanyà, Margarida Palomar, Carles Ruiz, Elisabet Sabartés, Rosa Serra, Carles Serrat y Dolors Tubau.

¹⁷ ESCRIBANO, Francesc, *Compte enrere: la història de Salvador Puig Antich*, Barcelona, Edicions 62, 2001; obra publicada simultáneamente en español: *Cuenta atrás: la historia de Salvador Puig Antich*, Barcelona, Península, 2001.

escrito desde una perspectiva deliberadamente individual: “A través d’una narració àgil i captivadora, *Compte enrere* forneix un retrat no solament polític, sinó també personal, de Salvador Puig Antich i exposa les raons que el van portar a actuar com ho va fer¹⁸”. El periodista se vuelve escritor y, al mezclar impresiones, hechos probados y testimonios de conversaciones, le entrega al lector el relato de los últimos meses de la vida de Puig Antich. Esta obra, que convoca numerosos testimonios, efectúa sin embargo una dramatización de la historia por la manera que tiene de relatarla.

En otro tipo de publicaciones se encuentran los escritos de Jean-Marc Rouillan, antiguo miembro del MIL, militante de los GARI y luego de *Action Directe*: textos que se podrían clasificar, dependiendo de los casos, dentro del género de la literatura carcelaria o en el de las memorias. Por su componente autobiográfico, estos libros son interesantes a la vez como testimonios y como lugares de escritura de una memoria *en marcha*. En la misma lógica literaria está la obra de otro ex-miembro del MIL, Emili Pardiñas Viladrich, que le da su voz al personaje-narrador Ramón Barnils –en homenaje al periodista– para contar lo que él mismo llama las “peripecias del MIL”.

Además, existen tres contribuciones de historiadores propiamente dichos, o de periodistas e historiadores, que abordan el estudio del MIL¹⁹. Se publicaron en momentos y países diferentes: veinticinco años separan la publicación del primero y del último. El de mayor envergadura es sin duda el de Sergi Rosés Cordovilla. Beneficiándose de la distancia temporal suficiente que le permite un acceso más exhaustivo a las fuentes, presenta los aspectos factuales de la historia del grupo, a la vez que lo inserta dentro de un contexto ideológico preciso, lo que le permite acercarse de manera sintética y global a lo que pudo ser la experiencia del MIL. Echando luz sobre algunas cuestiones importantes relativas al MIL, el análisis muestra hasta qué punto teoría y práctica revolucionarias van imbricadas en la historia del grupo, el cual evoluciona siguiendo el curso de su reflexión, dependiendo ésta altamente de las acciones emprendidas.

Para terminar, señalemos la publicación reciente, con motivo del 40 aniversario de la ejecución de Salvador Puig Antich (2014) de dos nuevos libros sobre el tema. Primero, *Salvador Puig Antich, cas obert*²⁰, del periodista Jordi Panyella, vuelve sobre el “caso Puig Antich” y

¹⁸ Fragmento de la contraportada de la edición en catalán.

¹⁹ TAJUELO, Telésforo, *El Movimiento Ibérico de Liberación, Salvador Puig Antich y los grupos de Acción Revolucionaria Internacionalista: teoría y práctica, 1969-1976*, París, Ruedo Ibérico, 1977 ; TÉLLEZ SOLÁ, Antonio, *El MIL y Puig Antich*, Barcelona, Virus, 1994 ; ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una història política*, Barcelona, Alikornio, 2002.

²⁰ PANYELLA, Jordi, *Salvador Puig Antich, cas obert*, Barcelona, Angle, 2014.

analiza de manera pormenorizada el juicio que llevó a éste último a ser acusado de asesinato y ejecutado. Este estudio se inserta plenamente en la actualidad ya que se propone mostrar la falta de garantías en el proceso penal y alienta a que se abra de nuevo el caso, aunándose de esta manera a los trámites judiciales que llevan realizando las hermanas de Puig Antich desde mediados de los años 1990 para pedir que se revise el juicio de su hermano. Por otra parte, el historiador Gutmaro Gómez Bravo acaba de publicar un libro titulado *Puig Antich, la transición inacabada*²¹, que también se concentra sobre el juicio en contra de Puig Antich con el fin de aclarar los motivos del régimen para ejecutarle y de la democracia para ignorar la solicitud de las hermanas.

La abundancia y la multiplicidad de los enfoques traducen un interés por el MIL que aparece como altamente paradójico teniendo en cuenta el limitado tiempo de su existencia (1970-1973), el carácter local de su acción (esencialmente Barcelona y su región industrial, aunque desplazamientos entre el eje Barcelona-Perpiñán-Toulouse existieron) y el escaso número de sus militantes. Nuestro trabajo también parte por tanto de esta segunda observación, que no deja de sorprender: la importancia numérica de los trabajos dedicados al MIL en relación con su impacto efectivo. En este sentido, es indubitable que el acontecimiento que constituye la ejecución tardía de Salvador Puig Antich, el 2 de marzo de 1974, por el brutal método del garrote, y sobre todo su mediatización, son esenciales para comprender el número de estudios a los que el MIL ha dado lugar. Por otra parte, más recientemente, es el movimiento por la “recuperación de la memoria histórica”, especialmente la mediatización de las peripecias judiciales de las hermanas de Puig Antich, lo que explica el interés que sigue suscitando el caso.

Si buena parte de la bibliografía sobre el MIL se ha dedicado a los aspectos más espectaculares y mediatizados del grupo –los numerosos atracos a bancos a lo largo de los años 1972-1973, la ejecución de Puig Antich y recientemente la solicitud de revisión de su juicio–, la mediatización como tal de un grupo como el MIL en cambio no ha sido objeto de un estudio sistemático. Ahora bien, lo hemos dicho, el MIL *existe* ante todo en los relatos mediáticos que suscita. Este trabajo se propone explorar precisamente el análisis de las representaciones mediáticas y especialmente periodísticas de las que ha sido objeto el MIL entre 1972 y 2014. Nuestra investigación parte de una serie de preguntas que pueden ser formuladas de la siguiente manera: ¿cuáles son las modalidades retóricas y discursivas de aparición del MIL en los medios

²¹ GÓMEZ BRAVO, Gutmaro, *Puig Antich. La transición inacabada*, Madrid, Taurus, 2014.

de comunicación? ¿En qué medida contrastan con el *ethos* político –la identidad política– que el MIL construye sobre sí mismo en sus textos fundadores? ¿Acaso emergen constantes, capaces de echar luz sobre la configuración discursiva en la que surgen?

Este estudio se ubica por tanto en el cruce de tres campos distintos pero complementarios: los estudios sobre los medios de comunicación, los trabajos sobre el presente y las reflexiones sobre la “memoria histórica” en España.

Cabe de entrada subrayar la importante influencia que ejercen los *mass media* en la construcción y difusión de los conocimientos históricos, lo que lleva por ejemplo a la historiadora Elena Hernández Sandoica a decir:

[...] nos mostramos quejosos tantas veces del poder que han alcanzado los *mass media*, esas plataformas de poder a las que pocas veces accedemos, y en las que reconocemos un enemigo superior, por su capacidad de intervención sobre el común de la ciudadanía. Una capacidad de persuasión incomparablemente mayor, más rápida y duradera, que la nuestra propia²²...

Partimos del postulado de que los medios de comunicación, como instrumentos de información, no sólo reflejan la realidad, sino que además tienen capacidad de configurarla a su vez²³, a través por ejemplo de decisiones editoriales y de procedimientos convocados para construir la noticia, así como de mecanismos de circulación que les son propios. Por tanto, si “los medios son productores de significado a la par que contribuyen a difundir verdades que se fundan fuera” de él²⁴”, si “los medios son el lugar en que las sociedades industriales producen nuestro real²⁵” y si los periódicos aspiran a constituir una « comunidad de interpretación homogénea de la realidad”, entonces el análisis de las representaciones mediáticas de un grupo de extrema izquierda debería permitirnos identificar algunos de los presupuestos que soportan las percepciones mayoritariamente vehiculadas. Porque difunde marcos y categorías de

²² HERNÁNDEZ SANDOICA, Elena, «La Historia del Tiempo Presente y la reflexión sobre el pasado reciente y la memoria», en Gonzálo CAPELLÁN DE MIGUEL y Julio PÉREZ SERRANO (Eds.), *Sociedad de masas, medios de comunicación y opinión pública*, vol. 1, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2008, p. 19-33, p. 31.

²³ Una síntesis eficaz de esta idea en: FONTCUBERTA, Mar de, y VELÁZQUEZ, Teresa, «La interpretación en la noticia periodística», *Métodos de análisis de la prensa: encuentros sobre metodología del análisis de la prensa (en torno a El País)*, Madrid, Casa de Velázquez, 1987, p. 91-111 o SÁNCHEZ GONZÁLEZ, Juan, «La reconstrucción del acontecimiento histórico a través de los medios de comunicación», en Mario Pedro DÍAZ BARRADO (Coord.), *Historia del tiempo presente. Teoría y metodología. Congreso de Historia del Tiempo Presente 1º 1997 Cáceres*, Cáceres, Universidad de Extremadura, Instituto de Ciencias de la Educación, Seminario de Historia del Tiempo Presente, 1998, p. 109-120.

²⁴ ALMEIDA, Fabrice d', «Histoire des médias, histoire critique, histoire sociale», en Fabrice d'ALMEIDA (Dir.), *La question médiatique. Les enjeux historiques et sociaux de la critique des médias*, París, Seli Arslan, 1997, p. 7-19, p. 12.

²⁵ VERÓN, Eliseo, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Miles Island*, París, Éditions de Minuit, 1981, p. 8.

interpretación que contribuyen a separar lo visible y lo que no lo es, lo posible y lo que no lo es, la prensa desempeña un papel decisivo en la transmisión de las ideologías y en la formación de los comportamientos colectivos²⁶. Precisamente porque la realidad nos viene dada de una manera exponencial por los medios de comunicación y porque son principalmente ellos los que convierten los hechos en acontecimientos, hemos decidido analizar la representación del MIL a través de su filtro.

Si durante mucho tiempo se ha considerado la prensa en España como el motor de la democratización de la sociedad²⁷, lo que le otorgó los calificativos de “cuarto poder” o de “parlamento de papel²⁸”, se constituye progresivamente como un verdadero poder mientras los grandes grupos –especialmente financieros– intervienen de manera creciente a través de ella. Así lo observa José Felix Tezanos:

El problema no es que los medios de comunicación tengan mucho poder –que también puede serlo para una democracia bien equilibrada– sino que en gran parte representan un poder tan concentrado y tan definido económica y políticamente que da lugar a un cuestionamiento práctico de las reglas de juego propias de una democracia; la primera de las cuales es, desde luego, la igualdad de oportunidades ²⁹.

Por otra parte, los propios mecanismos de la prensa, en particular el fenómeno de “*circulation circulaire de l’information*” evidenciado por Pierre Bourdieu, inducen a una homogeneización de la información. Ésta es en parte el resultado de la lógica de competencia entre los diferentes periódicos³⁰. Si esta homogeneización puede ser atribuida, en tiempos de dictadura, a un estricto control de la prensa censura mediante, se explica en democracia a la vez por la concentración de los medios bajo el dominio de algunos conglomerados financieros, por los mecanismos de competencia así como por el mandato a seducir a la audiencia. Partimos así de este postulado: el campo periodístico tiende a la homogeneización, al conformismo, e *in fine* a la despolitización de las informaciones. Estos fenómenos se cristalizan dentro de discursos mayoritarios que podrían calificarse como “discurso dominante”, al menos en términos cuantitativos. Nuestro propósito consiste en mostrar cuáles son las categorías de percepción y de aprehensión de los hechos que este discurso mayoritario construye y vehicula, y cómo

²⁶ Véase : DESVOIS, Jean-Michel, « Quelques considérations préalables », en Paul AUBERT y Jean-Michel DESVOIS (Eds.), *Presse et pouvoir en Espagne 1868-1975*, Colloque international de Talence (26-27 novembre 1993), Maison des pays ibériques – Casa de Velázquez, 1996, p. 5-14.

²⁷ Véase por ejemplo CHAPUT, Marie-Claude, «Del “parlamento de papel” (1962-1982) al periódico de referencia *El País* (1976-...)», en Gonzalo CAPELLÁN DE MIGUEL y Julio PÉREZ SERRANO (Eds.), *Sociedad de masas, medios de comunicación y opinión pública*, vol. 2, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2008, p. 297-316.

²⁸ Véase RENAUDET, Isabelle, *Un parlement de papier. La presse d’opposition au franquisme durant la dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*, Madrid, Casa de Velázquez, 2003.

²⁹ TEZANOS, José Félix, *La democracia incompleta: el futuro de la democracia postliberal*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002, p. 228.

³⁰ Véase BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision*, suivi de *L’emprise du journalisme*, París, Liber-Raisons d’agir, 1996.

evolucionan según la agenda política y las preocupaciones sociales del momento. No nos dedicaremos a un estudio de las estructuras de la prensa como tal, sino que optamos por atenernos al análisis de los discursos construidos sobre el MIL con el propósito de identificar lo que revelan las nominaciones del grupo sobre el momento de su publicación, es decir cómo contribuyen a reforzar o no los repartos establecidos, propios de la sociedad en que aparecen.

Si los medios construyen relatos sobre los acontecimientos, también son excelentes reveladores del estado de las mentalidades del momento. Por eso nos dedicaremos a una contextualización y por ende a una historización sistemática de las representaciones a que da lugar el MIL. De esta manera, este trabajo se inserta asimismo en la línea de importantes investigaciones efectuadas sobre el análisis histórico del presente, dentro de una disciplina reciente a veces llamada “Historia inmediata”, “Historia actual”, otras veces “Historia del presente” o “Historia del tiempo presente” que siempre “*a pour caractéristique principale d’avoir été vécue par l’historien ou ses principaux témoins*”³¹. Los debates teóricos que se dieron en los últimos años, especialmente alrededor del lugar que ocupa el investigador en su investigación, impregnan constante y decisivamente nuestra manera de proceder. Compartimos así los postulados enunciados por Juan Sánchez González:

Lo real es por esencia ininteligible, los hechos sólo se iluminan cuando se convierten en noticia, los sucesos sólo adquieren categoría histórica cuando alcanzan la dimensión de acontecimiento, es decir cuando se introducen en el mundo de la realidad, cuya dimensión es discursiva, y por tanto inteligible, susceptible de ser explicada, comprendida, aunque nunca con criterios estrictamente objetivos, ya que todo discurso, y la realidad lo es, pertenece al campo de las representaciones. [...] Y aunque resulte obvio decirlo, la subjetividad epistemológica no conduce ni “al todo vale”, ni por supuesto a la renuncia de explicaciones rigurosas y racionales del acontecer histórico. La subjetividad es un límite y no una limitación³².

Las ciencias sociales han evidenciado la imposible neutralidad del investigador, asumimos la “subjetividad epistemológica” de nuestra investigación. Estas preocupaciones metodológicas nos invitan a no dejar de considerar nuestra posición ante el objeto de estudio que nos ocupa, y en primer lugar la decisión que lo determinó. Haber escogido este tema en absoluto es anodino: parte de una voluntad de reconstruir el génesis de un discurso que la democracia ya no entiende, y que por tanto queda excluido de los relatos disponibles sobre el pasado. Para nosotros, se trata de volver inteligible un discurso que en los últimos años del franquismo traía una concepción totalmente distinta de la que finalmente se impuso, y sobre todo de poner de manifiesto los

³¹ SOULET, Jean-François, *L’histoire immédiate*, París, PUF, 1994.

³² SÁNCHEZ GONZÁLEZ, Juan, «La reconstrucción del acontecimiento histórico», en Mario Pedro DÍAZ BARRADO (Coord.), *Historia del tiempo presente...*, *op. cit.*, p. 112.

mecanismos y dispositivos por los que se descalifica tal discurso. En este sentido, esta tesis posee una componente política que asumimos plenamente, dándole a política el sentido que le atribuía Bourdieu:

On sait en effet que l'ordre social doit pour une part sa permanence au fait qu'il impose des schèmes de classement qui, étant ajustés aux classements objectifs, produisent une forme de reconnaissance de cet ordre, celle qu'implique la méconnaissance de l'arbitraire de ses fondements : la correspondance entre les divisions objectives et les schèmes classificatoires, entre les structures objectives et les structures mentales est au principe d'une sorte d'adhésion originaire à l'ordre établi. La politique commence, à proprement parler, avec la dénonciation de ce contrat tacite d'adhésion à l'ordre établi qui définit la doxa originaire ; en d'autres termes, la subversion politique présuppose une subversion cognitive, une conversion de la vision du monde³³.

Sin embargo, somos plenamente conscientes de que el primer límite de este trabajo es su propia historicidad. Siendo así, en absoluto pretendemos establecer verdades definitivas e inmutables, por cuanto éstas dependen, y mucho, de nuestros propios presupuestos. Tan sólo quisiéramos proponer una interpretación que podría, es nuestro parecer, alumbrar nuevamente un tema abordado historizándolo. Si este trabajo sin duda dista de ser neutro, sin embargo al menos pretende ser honesto y asume su radical historicidad. Medimos el alcance de las palabras siguientes:

Conviene ser conscientes, por tanto, de que no hay *una* interpretación correcta y definitiva de cada texto, y que, puesto que “la relación del presente con la verdad es móvil”, no sólo todas nuestras interpretaciones son inevitablemente provisionales y sujetas a revisión, sino que las propias preguntas son transitorias, e incluso los supuestos categoriales que subyacen a nuestros actuales debates probablemente quedarán superados antes o después por nuevos paradigmas epistemológicos³⁴.

Sin lugar a dudas nuestro presente está fuertemente impregnado por lenguajes que son los de las luchas de las memorias que transcurren en España desde primeros de los años 1990. Nuestro objeto de estudio se encuentra de esta manera íntimamente ligado a este paradigma memorial, gracias sobre todo al desenvolvimiento de lo que se ha dado en llamar en España el “movimiento por la recuperación de la memoria histórica”. Sin querer entrar en las discusiones científicas que suscita la noción de “memoria histórica³⁵”, nos interesamos por la cuestión de

³³ BOURDIEU, Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, París, Fayard, 1982, p. 149-150.

³⁴ FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, «Textos, conceptos y discursos políticos en perspectiva histórica», *Ayer*, nº53, 2004, p. 131-151, p. 149.

³⁵ Véanse ARÓSTEGUI, Julio, «Retos de la memoria y trabajos de la historia», *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, nº3, Alicante, 2004, p. 15-36 ; FABER, Sebastiaan, SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, e IZQUIERDO MARTÍN, Jesús, «El poder de contar y el paraíso perdido. Polémicas públicas y construcción colectiva de la memoria en España», *Política y sociedad*, nº3, vol. 48, 2011, p. 463-480,

http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCUQFjAA&url=http%3A%2F%2Frevistas.ucm.es%2Findex.php%2FPOSO%2Farticle%2Fdownload%2F36423%2F36916&ei=46I6VK3JB87xaIvXgdgB&usg=AFQjCNH5yEtvCVvmwvy0onFK164UvFwB_g&bvm=bv.77161500,d.d2s

la memoria como fenómeno histórico que cristaliza importantes debates –a nivel de lo social, gubernamental y científico– sobre el modo de construcción del pasado reciente español. Convenimos con Peter Burke que:

Dado que la memoria colectiva, como la individual, es selectiva, es necesario identificar los principios de selección y observar cómo varían en cada sitio o en cada grupo, y cómo cambian en el tiempo. La memoria es maleable y debemos entender cómo se modela y por quién [...]. La historia social de la memoria intenta responder a tres grandes preguntas: ¿cuáles son las formas de transmisión de los recuerdos públicos y cómo han cambiado en el tiempo? ¿Cuáles son los usos de esos recuerdos, del pasado, y cómo han cambiado? Y, a la inversa, ¿cuáles son los usos del olvido?³⁶

En esta perspectiva, el análisis de las representaciones del MIL en la prensa también se da como propósito poner de manifiesto los mecanismos de construcción de la llamada “memoria histórica” en España, los fenómenos de inclusión y exclusión que operan en ella así como los límites de semejante paradigma.

Por último, si la cuestión de la memoria es central para nuestro enfoque, el presente también está fuertemente marcado por un estado de crisis que viene a interrumpir la ilusión de una Transición modélica a la que, seguramente por motivos generacionales, no nos sentimos vinculados. Ambos elementos conjuntos nos impelen a buscar nuevos relatos capaces de volver inteligible el presente que habitamos.

La delimitación de nuestro tema de investigación fue inicialmente motivada por el hecho de que la especificidad del periodismo es la de ser un “champ orienté vers la production de ce bien hautement périssable que son les *nouvelles*³⁷”. En este sentido, la presencia importante y duradera del MIL o de Salvador Puig Antich en la prensa indica que el grupo sigue constituyendo una *noticia* y por tanto aún está a la orden del día – una orden del día variable pero siempre reanudada. La *noticia* siempre se da en un relato construido, “[...] consiste en un modo de conocer la realidad y un modo de comunicar ese conocimiento mediante un relato³⁸”. Por eso quisiéramos, muy humildemente, insertar nuestro estudio en la estela de aquéllas que escriben

[u]na historia que se interesa menos por los determinantes que por sus efectos; menos por las acciones memorizadas e incluso conmemoradas que por el rastro de estas acciones y por el juego de estas conmemoraciones; que se interesa menos por los acontecimientos en sí mismos que por su construcción en el tiempo, por su desaparición y por el resurgir de sus significaciones; menos por el pasado tal como ha

³⁶ BURKE, Peter, *Formas de historia cultural*, Madrid, Alianza Editorial, 2006, p. 69.

³⁷ BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision*, suivi de *L'emprise du journalisme*, *op. cit.*, p. 85.

³⁸ ORIHUELA COLLIVA, José Luis, «La noticia como conocimiento y relato», en Carlos BARRERA y Miguel Ángel JIMENO (Eds.), *La información como relato*, Pamplona, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Navarra, 1991, p. 25.

acontecido que por su reutilización, sus malos usos, su impronta sobre los sucesivos presentes; menos por la tradición que por la manera en la que ha sido formulada y transmitida. [...] Una historia que no se interesa por la memoria como recuerdo, sino como economía general del pasado en el presente³⁹.

Así, antes que hacer una historia social del MIL –lo que, por otra parte, ya ha sido realizado–, entendemos poner de manifiesto las modalidades de aprehensión del MIL por la prensa. A partir de los usos que se hacen del MIL, procuramos “comprendre comment se construisent socialement les compétitions autour des classements et des catégories⁴⁰”. Se trata entonces de rastrear los marcos interpretativos de los acontecimientos, los esquemas mayoritarios de aprehensión de un grupo como el MIL así como de resaltar el tipo de tratamiento que se le da al grupo y las eventuales continuidades o discontinuidades que existen entre los diferentes relatos mediáticos producidos sobre él. Dedicaremos especial atención a los momentos precisos en los que el MIL aparece, enfocaremos los marcos de interpretación manejados por la prensa dominante. Por otra parte, también nos hemos propuesto estudiar los discursos producidos sobre el pasado y las modalidades de aparición del pasado en el presente, es decir interrogar el presente a partir del pasado, a partir de la construcción del pasado, a partir del relato sobre el pasado que construye.

El propósito de nuestro estudio consiste en definitiva en identificar cuál es el discurso mayoritariamente producido sobre el MIL durante casi cuarenta años. La noción de “discurso dominante” llama nuestra atención por motivos de índole cuantitativo y político. Implica considerar el estado del campo discursivo como atravesado por repartos, noción que Jacques Rancière ha teorizado recientemente bajo la expresión de “reparto de lo sensible”:

J'appelle partage du sensible ce systèmes d'évidences sensibles qui donnent à voir en même temps l'existence d'un commun et les découpages qui y définissent les places et les parts respectives. Un partage du sensible fixe donc en même temps un commun partagé et des parts exclusives. Cette répartition des parts et des places se fonde sur un partage des espaces, des temps, et des formes d'activité qui déterminent la manière même dont un commun se prête à participation et dont les uns et les autres ont part à ce partage⁴¹.

En semejante configuración, el discurso mediático desempeña un papel central por cuanto construye, pone en circulación y legitima retóricas y sistemas de representación a expensas de otros. Este "discurso dominante" remite al estado del campo discursivo en un momento

³⁹ NORA, Pierre, « La aventura de “Les lieux de mémoire” », en Josefina CUESTA BUSTILLO (Ed.), *Memoria e historia, Revista Ayer*, nº32, 1998, p. 25-26.

⁴⁰ LOEZ, André, NOIRIEL, Gérard y OLIVERA, Philippe, « Michel Dobry : “Penser = classer ?” », entretien avec Michel Dobry, *Genèses*, nº59, 2005/2, p. 151-165, citation p. 161.

⁴¹ RANCIÈRE, Jacques, *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, París, La Fabrique, 2000, p. 12.

histórico dado, caracterizándose por el despliegue de lenguajes y representaciones mayoritarias que conducen a relegar al margen cierto número de representaciones alternativas. Es este movimiento de relegación el que constituye el objeto de nuestro estudio.

Para analizar las representaciones mediáticas mayoritarias del MIL, hemos escogido como corpus principal la prensa escrita, considerando, siguiendo a Gérard Imbert, que es

[...] un lieu stratégique de constitution du discours social ; à travers la presse, c'est le social tout entier qui parle en tant que celle-ci est le point de convergence d'une multitude de paroles. Dans la schématisation du réel, travail éminemment formel, le discours journalistique informe à la fois sur le monde et sur la façon dont il faut percevoir celui-ci : il informe, met en forme le réel, introduit un ordre là où il n'y a que chaos, il « construit l'événement » (Eliseo Verón) et, par là même, produit du réel ou pour le moins il le reconstitue à travers des « effets de réel »⁴².

De esta forma, hemos seleccionado, siguiendo el triple criterio de la frecuencia, difusión y diversidad, cuatro títulos principales. Han sido descartados del estudio periódicos militantes o alternativos que no contribuyeron a la elaboración del discurso dominante y sólo se han seleccionado publicaciones diarias de amplia difusión que dan cuenta de variadas sensibilidades políticas: *El País*, *El Mundo*, *ABC* y *La Vanguardia* a los que se ha sumado para el período 1972-1975 el periódico semanal dedicado a sucesos *El Caso*. Debemos aclarar lo siguiente: siendo el propósito del trabajo abarcar un objeto en mutación sobre un período cronológico amplio, sólo los artículos de prensa que se refieren al MIL, a sus acciones o a uno de sus miembros publicados entre 1972 y 1974 han sido incorporados al análisis. En cuanto a límites cronológicos del estudio, hemos identificado dos fechas representativas: la de 1972 se corresponde con las primeras acciones del MIL de las que la prensa da cuenta y la de 2014, fecha de la conmemoración del 40 aniversario de la ejecución de Salvador Puig Antich.

Con todo, de entrada nos encontramos con una dificultad metodológica doble. Primero, teniendo en cuenta la amplitud del período considerado y las rupturas esenciales que se producen durante ese tiempo, tan sólo dos diarios permitían abarcar la cronología en su totalidad – *ABC* y *La Vanguardia*. En efecto, *El País* sólo aparece a partir de 1976, *El Mundo* a partir de 1989, mientras que *El Caso* desaparece en 1997 – disminuyéndose su influencia de manera notoria con el advenimiento de la democracia y periclitando el periódico a partir de los años 1980. Animada nuestra metodología por una voluntad de exhaustividad, hemos decidido privilegiar el criterio cuantitativo al de la continuidad: el análisis se limita a los periódicos en

⁴² IMBERT, Gérard, «Stratégies discursives et non-dit dans le discours de la presse – À propos de “El País”», *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 18-1, 1982, p. 361-379, p. 362, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/casa_0076-230X_1982_num_18_1_2372.

los que el número de apariciones de nuestro objeto de estudio era el más frecuente. Hemos procurado sin embargo respetar los criterios de diversidad ideológica y de difusión.

Por otra parte, ha aparecido otra dificultad, que tiene que ver tanto con la voluntad de exhaustividad de nuestro estudio como con el propio funcionamiento de la prensa. No sólo se trata de relatar la historia de un objeto mediático que surge con mayor agudeza en ocasión de determinados acontecimientos, sino también de seguirle el paso, de ir rastreando todas las apariciones del “acontecimiento-MIL” en una perspectiva diacrónica, lo cual exige una indagación sistemática en los medios seleccionados. Por otra parte, el que la prensa funcione como una lupa, hace que oriente su atención hacia determinados elementos según la lógica de la búsqueda de la noticia y de lo espectacular. En este sentido, se concentra rápidamente y esto de manera exclusiva sobre la figura de Puig Antich, dejando de lado al MIL y a los otros miembros del grupo. Nuestra dificultad, como observadores, radicaba en no dejarnos llevar por el mismo movimiento de personalización, tomando en cuenta tal dispositivo con distancia. Resultó esencial no olvidar estos otros aspectos a la hora de realizar en las hemerotecas la búsqueda de artículos que constituyen la base de nuestro corpus de estudio. A la hora de analizar los textos, también hemos reparado en las ausencias, por cuanto podían constituir excelentes evidencias sobre tabúes, siendo por tanto tan relevantes como la dimensión explícita o “llena” del discurso.

Dado que el MIL evoluciona entre Barcelona, Perpiñán y Toulouse y que parte de sus miembros son franceses, también nos pareció pertinente consultar puntualmente la prensa gala, especialmente para el periodo comprendido entre la detención de Salvador Puig Antich (septiembre de 1973) y el momento de su ejecución (marzo de 1974). Se trataba de establecer un contrapunto capaz de echar luz sobre la prensa española sometida al férreo control del régimen. Han sido consultados los artículos de *La Dépêche* de Toulouse, de *L'Indépendant* de Perpiñán, de *Le Figaro*, *Le Monde* y *Libération* (París) dedicados al MIL o a Puig Antich a los que pudimos acceder.

Amén de la prensa escrita, optamos por incluir en nuestro corpus de estudio la película *Salvador* del director Manuel Huerfano, estrenada en 2006. Aunque los códigos, lenguajes, modos de funcionamiento y de circulación de las producciones cinematográficas con creces difieren de aquellos de los periódicos, muchas son las razones que nos llevaron a tal inclusión. Por un lado, el filtro escogido para el estudio –el de una tentativa de aprehensión de un discurso dominante– dificultaba la exclusión de una producción que en términos de impacto sobre el público es decisiva. Por otro lado, porque la precedió una actividad mediática extraordinaria y

que provocó una oleada de artículos en los periódicos considerados, el estreno de la película constituye un acontecimiento central en las representaciones del MIL que era imposible pasar por alto.

Por último, para llevar a cabo este trabajo, tuvimos que volver sobre la historia del MIL contextualizando su aparición dentro del fenómeno de los “años 68” para intentar establecer el *ethos* que el grupo se ha forjado a través de sus discursos. Esta etapa previa resulta esencial para poder medir las eventuales distancias entre dicho *ethos* y la construcción mediática de la que el MIL ha sido objeto. Para ello, hemos incluido en nuestro corpus de estudio todos los textos publicados procedentes del MIL que pudimos inventariar. Resultó así imprescindible realizar una consulta de archivos para acceder al mayor número posible de tales publicaciones. Esta tarea, por muy larga que se reveló a menudo, fue facilitada por el número relativamente limitado de documentos disponibles, custodiados éstos sólo en algunos centros de archivos. Entre ellos, contamos el CEHI, Centre d’Estudis Històrics Internacionals – Pavelló de la República y del Centre de Documentació Històrico-Social de Barcelona, el *Centre de recherche sur l’alternative sociale (CRAS)* de Toulouse, y por último, el *Centre International de recherches sur l’anarchisme (CIRA)* de Lausanne. Por otra parte, la posibilidad de acceder y sobre todo de desplazarse hasta allí, procede directamente de las condiciones excepcionalmente confortables de las que hemos gozado, elemento que queríamos subrayar aquí.

Primero hemos compilado todos los artículos relacionados con el MIL, con sus acciones o alguno de sus miembros. Si empezamos este trabajo en 2009, nuestro marco cronológico llegando hasta el mes de marzo de 2014, nos vimos obligados a estar pendientes de manera frecuente de la actualidad para identificar e incluir progresivamente nuevos artículos al corpus inicial. Mientras tanto, emprendimos una clasificación y una codificación de las noticias por periódico, fecha y temática. Dedicamos especial atención a poner de manifiesto la frecuencia de aparición del “objeto MIL” en la prensa según los períodos, con qué temas va más a menudo relacionado, en qué medida los artículos remiten al grupo en su conjunto o a uno solo de sus miembros, y por último cuáles son los elementos que se ponen de relieve o que al contrario están silenciados en la prensa. El objetivo de tal proceder consistía en poner de manifiesto las categorías de percepción y aprehensión de un grupo como el MIL, en una perspectiva tanto sincrónica como diacrónica. El análisis del discurso producido por la prensa en la sincronía nos ha permitido identificar las convergencias o divergencias entre los varios medios seleccionados; mientras que el estudio diacrónico nos resultó de utilidad para dibujar la evolución del

tratamiento mediático del que es objeto el MIL según las variaciones que ocurren en el contexto sociopolítico y económico.

Este trabajo sobre la parte principal de nuestro corpus se ha completado primero con un trabajo bibliográfico sobre los medios y especialmente sobre su capacidad para limitar o ampliar el campo de pensamiento de los posibles sociales y políticos a través de los marcos interpretativos que fraguan. El estudio de estas categorías nominativas que vehicula la prensa nos ha llevado a preguntarnos lo que revelaban sobre el momento histórico en el cual aparecían, así como cuáles son las tendencias internas a la sociedad que contribuyen a reforzar. Por tanto, si este trabajo primordial sobre el corpus periodístico nos ha permitido poner en evidencia las grandes tendencias representativas que operan en la formulación de un “sujeto MIL” por la prensa, y nos ha llevado después naturalmente a hacer dialogar los trabajos historiográficos disponibles sobre el grupo con el discurso que éste produce. Para tal propósito, analizamos el conjunto de los documentos del grupo que no eran correspondencia privada para intentar definir la identidad política del mismo lo más precisamente posible. Pero dicho trabajo de definición también implicaba por una parte poder manejar de manera adecuada los lenguajes usados, lo que nos ha llevado a interesarnos más precisamente por la teoría política, múltiple y proteiforme, que se desarrolla en los años 1960 y 1970. Por otra parte nos pareció indispensable historizar los discursos producidos por el MIL, lo cual supuso un importante trabajo de análisis de la bibliografía sobre los movimientos políticos de extrema izquierda, sobre los años 1960 y 1970 –a nivel tanto local (luchas obreras de Barcelona) o nacional (grandes transformaciones económicas e importantes movimientos de oposición al régimen) como internacional (guerra fría, “años 68”).

Teniendo en cuenta que la extensión cronológica del período considerado incluye momentos tan ricos como diversos, dedicamos mucho tiempo a la abundante historiografía disponible sobre el tardofranquismo y el período transicional, para ubicar sin cesar los discursos producidos por la prensa en su contexto de enunciación. A falta de estudios sistemáticos sobre los años más recientes, recurrimos puntualmente a los aportes de la filosofía política. Estas contribuciones, está claro, a menudo proponen una comprensión global de la realidad y de los fenómenos complejos que alberga, pero proporcionan claves interpretativas fundamentales para aproximarse al presente democrático.

Una parte importante de nuestro trabajo se ha interesado por la cuestión de la “recuperación de la memoria histórica” en España. Por lo tanto, hemos consultado numerosas producciones sobre la memoria y sobre los usos públicos del pasado. La bibliografía sobre el

tema es extensísima: optamos por concentrar la atención sobre los análisis que la “memoria histórica” suscitó en España. Dentro de este ámbito geográfico, señalemos más precisamente los trabajos realizados por Josefina Cuesta Bustillo y Paloma Aguilar, a los que nuestro trabajo debe mucho. En España, la cuestión de la memoria también ha conocido en los últimos años un importante fenómeno de judicialización, por eso recurrimos de manera puntual a estudios más especializados, sobre todo tratándose de un campo y de lenguajes que nos eran desconocidos.

Por último, nuestra investigación se ha nutrido ampliamente de un campo muy extenso que se articula alrededor de la noción de “violencias políticas”, las cuales a menudo están etiquetadas con la categoría de “terrorismo”. La cuestión de la violencia política en relación con nuestro objeto de estudio, presente temáticamente en la prensa durante los últimos años del franquismo y el proceso transicional, poco o hasta nunca se verbaliza en democracia. Con todo, esta problemática organiza el conjunto de las representaciones memoriales al que da lugar el MIL en democracia.

Nos parece que este trabajo de investigación es interesante desde varias perspectivas. Si el MIL se inscribe teórica y prácticamente en los movimientos contestatarios que cundieron a nivel internacional durante los “años 68”, sus características ideológicas están globalmente ausentes de la prensa dominante aun cuando las nominaciones que al grupo se le atribuyen variaran con el tiempo. Por mucho que tanto historiadores como periodistas se hayan interesado por el MIL, la dimensión teórica del grupo ha sido poco estudiada. Aunque se ha subrayado su originalidad, un análisis más preciso y sistemático de su producción teórica nos ha permitido captar mejor su especificidad: constituir un grupo cuyos presupuestos y desarrollo teóricos superan con creces las reivindicaciones pro-democráticas que se formulan en España en el mismo momento. Por lo demás, a través del análisis del discurso de prensa, este trabajo pone de manifiesto las categorías interpretativas que la misma ha difundido en los últimos cuarenta años sobre el MIL, lo cual hasta día de hoy no se había efectuado. Por último, los aspectos históricos (historia de las ideas políticas) y retóricos (análisis del discurso de prensa) de nuestro trabajo se completan con una reflexión sobre el proceso de construcción de la memoria del pasado más reciente de España, entre otras cosas sobre los mecanismos de inclusión y exclusión que la rigen.

Las hipótesis de partida de este estudio eran las siguientes: aunque los medios escritos han contribuido sin lugar a dudas a que sea conocido el MIL, sistemáticamente han deformado o silenciado el ideal revolucionario defendido por el grupo, bien despolitizando su acción, bien

utilizando políticamente la historia o la memoria del grupo para establecer, afirmar o reforzar narraciones exógenas. Estos procedimientos mistificadores confluían en una disqualificación *de facto* de la opción política defendida por el MIL y por ahí, en una restricción del campo de los posibles ideológicos. El análisis del caso del tratamiento del MIL por la prensa dominante desde una perspectiva diacrónica permite dejar a las claras cuáles son los presupuestos categoriales subyacentes en los debates de cada momento histórico. Así, debe no sólo permitir mostrar por ejemplo la radical historicidad de toda interpretación, sino también dilucidar los mecanismos de construcción de una memoria idealizada, mitificada o mistificada, del MIL. Partimos de la hipótesis de que todo poder, incluso aquél que opera en democracia, busca imponer la univocidad de su narración canónica y de que necesita para conseguirlo deslegitimar o absorber las narraciones paralelas. Postulamos que la evolución que sufre el tratamiento mediático del MIL es significativa de una tendencia más global: la evacuación más o menos insidiosa en el mismo seno de la democracia de narraciones alternativas por los medios.

Para poner a prueba estas hipótesis, hemos adoptado una estructura tripartita.

El conjunto del análisis descansa sobre la identificación de posibles distancias que mediaran entre las representaciones proteiformes producidas por la prensa sobre el MIL durante casi cuarenta años y la identidad política del grupo que se deja leer de manera privilegiada en sus textos. Para apreciar hasta qué punto los relatos que la prensa vehicula sobre el MIL son mistificadores o mitificantes, era preciso volver primero sobre el mismo MIL. Nuestra primera parte va dedicada a una presentación larga del contexto de formación del MIL ubicándolo en el contexto nacional e internacional, radicando el interés en la historización de los discursos que produce. El nacimiento de un grupo como el MIL es indisoluble de la fuerte actividad que caracteriza los “años 68”, un período en el que se cuestiona el orden político, económico y social que rebasa ampliamente el marco temporal del mes de mayo, y los límites geográficos de Francia. A pesar de las especificidades estructurales y coyunturales de la España franquista, destacan unas grandes tendencias que están en relación con la situación internacional, y más particularmente con la configuración específica de la Guerra fría. Con el fin de la Segunda Guerra mundial, se instala un nuevo orden internacional fuertemente polarizado y se consolidan dos modelos económicos, políticos e ideológicos que todo parece oponer. Esta nueva geometría será el teatro de importantes conflictos en el que participen las dos potencias mundiales y sus

respectivos aliados, en un enfrentamiento permanente y multifocal. Ahora bien, a pesar de la existencia de una retórica constante del antagonismo, los dos bloques parecen compartir la misma voluntad de conservación de su hegemonía, no dudando para ello en aplastar cualquier movimiento de protesta que pudiera poner en peligro su dominación. Esta situación nos condujo a hablar para referirnos al período de la existencia de una lógica de “conservación sistémica”, para referirnos a una situación que se caracteriza por el mantenimiento de un *statu quo* internacional que esconde una misma realidad: la violencia implacable del aparato de Estado en su movimiento de auto-conservación. Pero la estrategia de injerencia de la Unión Soviética y la política imperialista de los EE.UU. son denunciadas vehementemente en el seno de ambos bloques, y provocan importantes reacciones que derivan en verdaderos movimientos de oposición al orden establecido alrededor del año 1968. Se desarrolla así particularmente una crítica de todas las estructuras jerárquicas de la sociedad consideradas normativas, junto con una exploración de formas inéditas de movilización y nuevas reivindicaciones en el seno de un proceso tan global como internacional. La recuperación de los episodios de mayo o su aplastamiento brutal por el Estado no marcan no obstante el fin del movimiento de revuelta: antes al contrario, van a dar pie a una radicalización de las luchas. Se desarrollan así en Europa, y sobre todo en América Latina, nuevos combates que ponen en tela de juicio todas las formas de dominación y que frente a la ola de represión generalizada, llevan a cabo un combate frontal y armado contra un Estado cuyo papel profundamente conservador denuncian.

Tras haber elaborado este marco general, quisimos en segundo lugar realizar un “retrato práctico del MIL”, insistiendo para ello particularmente en el contexto socio-económico del tardofranquismo en el que surge el grupo. Así, recordamos primero hasta qué punto el contexto de la guerra fría había permitido a España beneficiarse del apoyo económico y diplomático de los EE.UU. para reinsertarse progresivamente el marco internacional. El análisis de las importantes reformas económicas que realiza España con el objetivo de homologar su sistema al de las economías de los países occidentales, en vistas a una integración a medio plazo en los organismos europeos, nos permitió mostrar los cambios estructurales que se producen en la sociedad. Tratamos así de poner de manifiesto que la liberalización de la economía en un marco político rígido, es decir que el movimiento dialéctico del Estado franquista entre apertura y cerrazón, puede explicar en parte la fuerte conflictividad obrera y la multiplicación de los focos de oposición de partes cada vez más amplias de la sociedad española. Por otro lado, también recordamos que si el fenómeno de mayo 68 había podido producir una actualización de las ideas antiautoritarias, la incapacidad del fenómeno para operar una verdadera ruptura con el sistema

establecido se había atribuido a la ausencia de un grupo capaz de impulsar un movimiento revolucionario. Este diagnóstico permitió dar un nuevo impulso a las concepciones leninistas de organización y favoreció la creación de multitud de grupos críticos para con los partidos clásicos. Es precisamente en este contexto en el que el MIL aparece, en la estela de las escisiones que se producen en el seno de las formaciones clásicas, y en contacto con las importantes luchas del movimiento obrero autónomo de Barcelona que se desarrollan a finales de los años sesenta. El MIL se constituye al azar de los encuentros y desarrolla su mayor actividad entorno a los años 1972 y 1973, realizando en esta época numerosos atracos a bancos en Barcelona y su región, reactualizando con ello el método libertario clásico de la “expropiación”. Ahora bien, tras múltiples desacuerdos internos el grupo se auto-disuelve en 1973. Poco tiempo después, es fuertemente reprimido: varios arrestos y un consejo de guerra culminan con la condena a muerte y la ejecución de Salvador Puig Antich el 2 de marzo de 1974.

En el último capítulo de la primera parte, realizamos un “retrato ideológico del MIL”, al analizar detalladamente la multitud de textos que el grupo publica a través de los dos números de su revista *C.I.A. Conspiración Internacional Anarquista* y de las “Ediciones Mayo-37”. Analizamos cómo a través de la reactualización de textos de pensadores heterodoxos, el MIL realizaba una crítica de las formaciones de la izquierda clásica (particularmente del PC) que considera reformistas, de los grupos leninistas, maoístas y marxistas-leninistas por su carácter dirigista, y por fin, de las formaciones trotskistas por estar demasiado desconectadas del movimiento obrero. El MIL se auto-asigna un doble objetivo: por un lado, realizar acciones de “agitación armada” para demostrar que el movimiento obrero puede aumentar el nivel de violencia que ejerce, mostrando con ello su potencial revolucionario; por otro lado, desarrollar el proyecto de “biblioteca socialista” que pretende de igual modo provocar la agitación por la auto-comprensión del movimiento revolucionario que debe aportar. Así, definimos políticamente al MIL como un grupo anti-autoritario y anti-leninista que recibe las influencias del mayo del 68, y más precisamente de las ideas consejistas y las desarrolladas por la Internacional Situacionista, y que defiende la auto-organización de la clase obrera y un anticapitalismo internacionalista revolucionario.

A partir de este primer retrato del MIL examinamos las múltiples representaciones a las que ha dado lugar el grupo, y particularmente Puig Antich, pues su ejecución constituye un verdadero acontecimiento periodístico.

Así, en la segunda parte de este estudio, analizamos las numerosas apariciones del MIL en el discurso periodístico, en un momento en que los hechos y su representación se dan en un vínculo de casi-simultaneidad. Decidimos centrarnos en el período que va de 1972 a mediados de los años ochenta, pues coincide éste momento con la imposición de una nueva retórica que denota el acontecer de un verdadero cambio de paradigma.

En primer lugar nos centramos en los años del tardofranquismo que si bien constituyen un momento a parte en el período, son esenciales para la comprensión del conjunto del trabajo, pues precisamente en estos años se construyen las primeras categorías de aprehensión del MIL: a partir de estas primeras nominaciones hemos podido constatar e interpretar los fenómenos de conservación, cambio o desplazamiento semánticos que se producen. Vimos que estos años vienen marcados por el inicio de la liberalización de la legislación de la prensa con la tímida apertura que permite la ley de 1966. Por otro lado, cuarenta años de censura dejan impronta y los mecanismos de autocensura siguen aplicándose considerablemente. Por ello, la representación que la prensa produce de un grupo como el MIL constituye un ejemplo paradigmático del tipo de trato que recibieron los grupos de oposición durante el franquismo. Si en un principio, pocos periódicos informan de las actividades del MIL, la prensa empieza a mostrar un interés a partir del momento en que varios miembros del grupo son arrestados en septiembre de 1973. Más precisamente, el consejo de guerra contra Josep Lluís Pons Llobet y Salvador Puig Antich, y la condena a muerte de éste a principios de 1974, serán objeto de varios artículos. Es pues el aspecto espectacular de los acontecimientos lo que llama la atención de la prensa y particularmente del periódico semanal de sucesos *El Caso*.

Los mecanismos para descalificar al grupo puestos en práctica responden a la tónica dominante de los últimos treinta años: estigmatización por asociación con el bandolerismo, criminalización por asociación con el anarquismo, diabolización por asociación con la delincuencia, y por fin, despolitización del acontecimiento. *El Caso* transmite con ello la postura oficial del régimen que pretende negar, silenciándola, cualquier oposición al régimen o sistema. Concretamente, Puig Antich es ejecutado por medio del garrote, ejecución tradicionalmente aplicada a los delincuentes comunes, el 2 de marzo de 1974, el mismo día que Heinz Chez, un desconocido que la prensa presenta como el asesino de un guardia civil. Las dos ejecuciones se presentan en la prensa en un dispositivo visual que acaba por asimilar a Puig Antich con un anarquista delincuente. Por otro lado, el uso exclusivo del término anarquista para referirse a Puig Antich, y a través de él al MIL en su conjunto, si forma parte de la estrategia

de despolitización de la que acabamos de hablar, también constituye lo que hemos llamado junto con Reyes Mate una “muerte hermenéutica”, es decir el resultado de un proyecto de desconsideración simbólica de las especificidades políticas.

Como contrapunto de esta visión unívoca, decidimos dedicar la última parte de este capítulo a las reacciones que provocó la condena y posterior ejecución de Puig Antich en la prensa francesa. El análisis de los medios de comunicación transpirenaicos resultó ser particularmente interesante pues los lenguajes que estos manejan difieren profundamente de los analizados en la prensa española. La prensa francesa se muestra así unánimemente escandalizada por una ejecución que juzga, según una visión positivista de la historia, tardía y brutal. Así, los medios franceses se refieren sistemáticamente al respeto de los Derechos Humanos para condenar la ejecución considerada salvaje de un Puig Antich invariablemente calificado como “antifranquista”. Si la prensa politiza el caso, lo hace en el estricto marco del antifranquismo, interpretando así todo movimiento de protesta que se produce en España como una manifestación de la oposición al régimen. Además, la lectura que ofrecen los medios franceses de este acontecimiento prefigura en gran medida la naturaleza de los dispositivos retóricos y de las tendencias representacionales que se desarrollan en la España postfranquista. De lo expuesto hasta aquí, sacamos dos conclusiones principales. Por un lado, el calificativo “anarquista” se impone en esta época para referirse al MIL y/o a Puig Antich, y se mantendrá hasta hoy. Por otro lado, la ejecución de Puig Antich y sobre todo su mediatización son los elementos que explican que un grupo del tamaño del MIL, cuyo peso real fue muy limitado, haya pasado a la posteridad. Así la mediatización del grupo y la naturaleza misma de esta mediatización explican que el grupo haya cobrado visibilidad, lo que viene a confirmar nuestro postulado de base: el papel esencial de la mediatización en el conocimiento del mundo.

En el segundo capítulo de la segunda parte nos concentramos en el período de Transición delimitado en un marco estricto (1974-1979). Este segundo capítulo es sin duda alguna el más importante de este trabajo, no sólo porque estructuralmente ocupa un lugar central, sino también porque en estos años es cuando se produce la promoción de los lenguajes postfranquistas, y de las realidades que éstos instituyen. En este capítulo analizamos pues los desplazamientos semánticos que se produjeron en la época considerada. Enfocado ahora a la luz de la actualidad más estricta, el ejemplo de las representaciones del MIL para este período nos permitió alumbrar, revisándolos, algunos de los puntos conflictivos del proceso transicional: la cuestión de la violencia, la cuestión de la amnistía y de la autonomía, y la cuestión de la libertad de expresión.

En primer lugar evocamos el auge de la violencia en el período. Esta violencia aparece vinculada al MIL en la medida en que numerosos atentados o acciones espectaculares se realizan en nombre del grupo, ya se trate de “vengar” la ejecución de Puig Antich, o de llamar la atención sobre la situación de algunos de sus compañeros cuyos juicios siguen pendientes (Josep Lluís Pons Llobet y Oriol Solé Sugranyes). El secuestro el día 3 de mayo de 1974 del director del Banco Bilbao de París, Baltasar Suárez, por los GARI, constituye un ejemplo paradigmático de una actividad unánimemente calificada y condenada por “terrorista” en la prensa. El análisis de la representación de este acontecimiento nos permitió mostrar la imposición de un léxico relativo al terrorismo, todo acto violento siendo calificado a partir de este momento como tal, un terrorismo que el sistema en construcción basado en la búsqueda del consenso no puede tolerar. Al estar el MIL sistemáticamente asimilado a acciones violentas, y a organizaciones calificadas como “extremistas”, acaba siendo sospechoso de terrorismo. Los medios de comunicación siguen transmitiendo así unas categorías forjadas durante el franquismo, aunque un desplazamiento se haya producido. Nuestros análisis nos llevaron a la conclusión de que el discurso sobre la violencia desplegado durante la Transición se puso al servicio de un dispositivo de deslegitimación política de todo movimiento crítico con el proceso democrático, y de refuerzo del consenso sobre el que éste se funda. Si las leyes de “represión del bandidaje y del terrorismo” permitieron al régimen franquista marginar y así mejor reprimir a todos los movimientos de oposición, en adelante será la categoría de “terrorista” (junto con las leyes represivas que van asociadas al término) la que permitirá realizar el reparto entre el cuerpo sano y el cuerpo enfermo de la sociedad, en un dispositivo de biopoder de lo más clásico. El “terrorista” se convierte así en el enemigo del proceso democrático en un principio, y, posteriormente, en el enemigo declarado de la democracia inclusiva. Lo que revelan estas primeras representaciones del MIL son los mecanismos –simbólicos, jurídicos y policiales– de pacificación de la sociedad vigentes durante el período transicional.

Pero la representación del MIL en la prensa también está íntimamente relacionada en este período con las reivindicaciones de amnistía, al estar encarcelados varios de sus miembros. Así vimos cómo progresivamente los ex-miembros del MIL son calificados de “presos políticos”, y por ello se encuentran aprehendidos en relación con las reivindicaciones por una amnistía general considerada como la condición *sine qua non* en vistas a la celebración de unas elecciones verdaderamente democráticas.

Por fin, el MIL aparece igualmente en la prensa relacionado con la reivindicación de las libertades de expresión, y más precisamente en 1977, en torno al caso de “Els Joglars”. Tras la

presentación de la obra de teatro “La torna” que ponía en escena las ejecuciones de Puig Antich y Chez, los miembros del grupo de teatro “Els Joglars” fueron juzgados por un consejo de guerra por un delito de injurias a las Fuerzas Armadas. Lo que viene a revelar este caso es el pulso que se da entre la sociedad civil que defiende la necesidad de una verdadera libertad de expresión para la construcción democrática y las Fuerzas Armadas que no están dispuestas a soltar lastre. El análisis de este caso nos permitió así poner de manifiesto que la proximidad histórica de los acontecimientos en los que se basa la obra de teatro, la no depuración de las Fuerzas Armadas y la vigencia del Código de Justicia Militar anterior a la democracia, explican en gran parte que cuatro miembros del grupo sean finalmente condenados.

El análisis de este triple modo de aparición del MIL en el período de Transición nos permitió alumbrar algunas de las zonas grises de un proceso que durante años se consideró como modélico y pacífico. Nos permitió igualmente mostrar algunas de las implicaciones mayores de estos elementos en la construcción de un sistema democrático notablemente centrado en el aspecto jurídico – siendo la justicia la que permite integrar a la nueva ciudadanía los sujetos que se encontraban entonces en la ilegalidad. Por fin, vimos cómo se instituían una ciudadanía y una democracia entendidas ante todo en términos jurídicos. El proceso transicional, basado en la voluntad de no ruptura sintetizada en la famosa frase de Torcuato Fernández Miranda “de la ley a la ley a través de la ley”, establece así la Constitución de 1978 como texto fundador de la democracia y contribuye de igual modo a asentar la primacía del poder judicial, en la medida en que será exclusivamente a través suyo que los conflictos se resolverán en adelante.

Por último el tercer capítulo de esta segunda parte examina el período postfranquista comprendido entre las elecciones de 1979 y la mitad de los años noventa. El análisis del modo de representación del MIL para este período nos permitió poner de relieve la aparición de un triple fenómeno –todavía en su fase embrionaria– de personalización, culturalización y memorialización. Notamos como el retroceso de la aparición del colectivo “MIL” se hacía en beneficio de la figura de Puig Antich, que en esos años aparece repetidamente reivindicada por el mundo del arte catalán. Si durante un tiempo la evocación de Puig Antich fue el signo del compromiso de los artistas que se apoderaban de su figura, progresivamente aparece en las narraciones –periodísticas y culturales– como una simple referencia temporal, como un acontecimiento relevante del final del franquismo. Si esta culturalización de Puig Antich comporta elementos de despolitización, vimos también que la cuestión política se redefinía en

esos años y reaparecía reconfigurada en torno a las reivindicaciones de memoria que empiezan a surgir.

Lo que denota la evolución de las categorías interpretativas aplicadas al MIL desde principios de los años setenta hasta mediados de los años noventa, es un cambio mayúsculo de paradigma: en España, como en el resto de las democracias occidentales, se abandona progresivamente la referencia revolucionaria en beneficio del concepto de reforma.

En la tercera parte de este trabajo profundizamos las líneas interpretativas del MIL que emergen a partir de los años noventa. Lo primero que vimos fue cómo la referencia al MIL desaparecía definitivamente del discurso periodístico, el nombre de Puig Antich siendo así el único que aparece en la prensa, lo que corre parejas con la promoción de un paradigma memorialístico. Lo que este último apartado de nuestro estudio pretendía mostrar eran las luchas políticas del presente que los usos e interpretaciones del pasado revelaban. Así tratamos de mostrar cómo la reconstrucción del pasado, en particular por los medios de comunicación, contribuye a legitimar un orden del poder que las ideas defendidas por el MIL amenazaban.

En el primer capítulo, analizamos a grandes rasgos el nacimiento y el desarrollo del “movimiento por la recuperación de la memoria histórica”, en su vertiente puramente jurídica pero también en su dimensión civil y social. En este contexto, las referencias al MIL en la prensa pasan a ser inevitablemente mediatizadas por el filtro de la cuestión del juicio de revisión de Puig Antich que sus hermanas reclaman. El “caso Puig Antich”, es decir la mediatización de este trámite judicial, se convierte en metonimia de todas las reivindicaciones memoriales, lo que contribuye a convertir a Puig Antich en ejemplo que viene a mostrar los límites de la mal llamada “Ley de Memoria Histórica”. El análisis del proceso de metonimización de Puig Antich nos permitió explicar el movimiento de judicialización de la memoria que se produce en el presente democrático. Vimos cómo Puig Antich es calificado progresivamente por la prensa como “víctima”, lo que indica los límites del proceso de recuperación que se efectúa en el marco estricto de una rehabilitación en el plano judicial. Pero el proceso que convierte a Puig Antich en un símbolo induce también un fenómeno de reducción que lo reduce a una figura estereotipada cuyo uso político es siempre interesado.

Examinamos en el segundo capítulo las múltiples nominaciones de las que era objeto Puig Antich, lo que nos permitió alumbrar los procesos de construcción de memorias paralelas y a veces opuestas que los distintos calificativos revelaban. Definido como “anarquista”, “catalán” y “antifranquista”, Puig Antich acaba cristalizando todas estas categorías. Surgen así

tres vías definitorias principales para referirse a Puig Antich, que son también las tres vías posibles de recuperación de su memoria: víctima para la justicia, símbolo y mito para el antifranquismo prodemocrático, y figura central recuperable por las instituciones catalanas en busca de una mayor legitimidad para renegociar su posición con el Estado central. Pudimos así concluir que lo que revelan estas retóricas memoriales es el carácter tendencialmente exclusivo y excluyente del proceso de recuperación de la memoria, puesto que en ningún momento se revaloriza la identidad política de Puig Antich y del grupo al que pertenecía.

Para acabar, mostramos en el último capítulo en qué medida la película *Salvador* de Manuel Hueriga, y la polémica mediática que provocó su estreno, condensan las problemáticas centrales del debate sobre la memoria que recorre el campo social y político. Pudimos así medir el complejo desfase entre la intencionalidad –una tentativa de rehabilitación simbólica de una figura histórica que el proceso transicional habría echado al olvido– y el efecto reductor de la representación al fin propuesta: en última instancia, se trata siempre de rehabilitar una memoria antifranquista y prodemocrática. Tratamos así de captar lo difícil que resulta formular públicamente un discurso no-mistificante de reivindicación de una memoria heterodoxa, puesto que las especificidades del MIL siempre se ven sometidas al imperativo de una rehabilitación que se efectúa en los límites del consenso democrático. La “romantización” del tratamiento de la figura de Puig Antich, en el seno de un proceso de promoción global de una memoria que se ha convertido en consensual, sin duda muy a pesar suyo, impide el surgir de un debate público sobre las elecciones ideológicas que motivaron la lucha de Puig Antich y del MIL.

Para concluir, queríamos formular algunos comentarios e algunas hipótesis generales sobre la cuestión memorial que recorre nuestro estudio.

Por un lado, podemos afirmar que este trabajo nos permitió comprender cómo la promoción de un marco jurídico en el proceso de relegitimación de las instituciones del Estado durante el período transicional marca las interpretaciones de los discursos y de las ideas del pasado, en particular de aquellos grupos considerados como heterodoxos.

Más ampliamente, podemos decir que si durante la Transición la memoria heredada de la Guerra civil y su reactivación estratégica, jugaron un papel esencial en la consolidación de un consenso que se daba como objetivo evitar la repetición del conflicto, del mismo modo existe una memoria de la Transición que tiende, en el presente democrático, a contener los movimientos reivindicativos. Si, como se ha señalado repetidamente, las “nuevas generaciones” desconocen el período de la Guerra civil y del franquismo, han heredado no obstante la

construcción de una memoria de la Transición como proceso modélico y consensual. En esta memoria, los aperturistas del régimen no se distinguirían fundamentalmente de una oposición antifranquista comprendida en términos imprecisos, pues estos dos grupos habrían deseado por igual una única cosa: el advenimiento de la democracia, y más precisamente el advenimiento de un sistema totalizante democracia-capitalismo. Este fenómeno es sin duda uno de los efectos más importantes que produce la visión teleológica de la historia que interpreta y analiza los acontecimientos partiendo de su resultado, el éxito unánimemente alabado de la Transición justificaría así *a posteriori* la pertinencia del proceso en su conjunto.

Quisiéramos para acabar plantear como hipótesis la existencia de una problemática doble. Por un lado, y a pesar de los avances que han sido realizados, el proceso transicional marcado por la memoria de la Guerra civil ha impedido la rehabilitación moral, jurídica y económica de las víctimas. Por otro lado, la memoria de una Transición modélica, todavía ampliamente difundida –a pesar de los esfuerzos de los historiadores– impide que se consideren alternativas al estado presente de la democracia. Esta doble problemática podría explicar una de las contradicciones fundamentales con la que nos hemos topado a lo largo de nuestro trabajo: si la cuestión memorial provoca una gran politización, también puede en algunos casos, como lo muestra el ejemplo de las representaciones mediáticas del MIL, llevar a una despolitización.

El régimen de representación memorial convertido en hegemónico en los últimos años se construye exclusivamente entorno a la referencia democrática lo que amputa los sujetos tratados de todo el aspecto político desligado de la lucha antifranquista, por el que multitud de grupos, como el MIL, luchaban. Sin ninguna duda, rehabilitar el ideal político defendido por el MIL, entre otros, sería polémico y problemático: plantearía, por un lado, la cuestión de saber si la violencia política puede, en algunos casos, ser legítima, inclusive en democracia. Por otro lado, una actualización de las ideas defendidas por este grupo podría abrir un nuevo debate y cuestionar el sistema político-económico capitalista como base de las democracias occidentales.

Para terminar, en un ejercicio especulativo, podemos preguntarnos si el desplazamiento de la cuestión jurídico-memorial hacia Argentina, el desarrollo de la crisis económica que ha impulsado el resurgir de formas renovadas de compromiso político, la abdicación del Rey Juan Carlos –símbolo del proceso transicional–, las recientes peticiones de reforma de la Constitución –en particular en relación con la “cuestión catalana”–, o, en el plano más académico, la multiplicación de las obras críticas de la Transición, no indicarían el paso a un paradigma post-transicional y por ende también post-memorial.

CORPUS ET BIBLIOGRAPHIE

Corpus

1. CORPUS PRIMAIRE

ABC (1972-2014)

El Caso (1972-1975)

El Mundo (1989-2014)

El País (1976-2014)

La Vanguardia (1972-2014)

2. CORPUS SECONDAIRE

El Noticiero Universal (1972-1974)

La Dépêche (Toulouse, année 1974)

Le Figaro (année 1974)

Le Monde (année 1974)

L'Indépendant (année 1974)

Tele/eXpres (1972-1974)

3. TEXTES ÉMANANT DU MIL

ANONYME, *Dossier Térmica San Adrián del Besós*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973].

ANONYME, *Sobre la miseria en el medio estudiantil (considerada bajo sus aspectos económicos, políticos, psicológicos, sexual y particularmente intelectual y sobre algunos medios para remediarlo)*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973].

ANONYME, *Vamos hacia un nuevo 29?*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973].

BERNERI, Camillo, *Entre la revolución y las trincheras*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1973].
Inclut la préface d'« Ediciones Mayo-37 » : « Guerra de clases 1937, guerra de clases 1973 ».

C.I.A., *Conspiración Internacional Anarquista*, nº1, [Toulouse], [s.n.], [1973].

C.I.A., *Conspiración Internacional Anarquista*, nº2, Edita MIL, [s.d.].

CILIGA, Ante, *Lenin y la revolución rusa*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [s.d.].

ICO (Informations Correspondance Ouvrières) [CANNE-MEIJER, Henk], *Organización de clase en la revolución alemana*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [s.d.].

[NÚÑEZ, Ernest], *Sobre la organización de clase. Barcelona 1973*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [1974].

PANNEKOEK, Anton, *Los consejos obreros en Alemania*, [s.l.], Ediciones Mayo-37, [s.d.].

4. **FILM**

HUERGA, Manuel, *Salvador (Puig Antich)*, 2006, DVD, 134 mn.

Bibliographie

1. OUVRAGES SUR LE MIL, OU L'UN DE SES MEMBRES

ANONYME, *Gangsters ou révolutionnaires ? : la vérité sur les emprisonnés de Barcelone*, Paris, [Vérité pour les révolutionnaires espagnols], 1974.

ANONYME, *Chronologie étoffée et documentée du MIL [1967-1974]*, [s.l.], Hobolo ré-édition, 2005, <<https://infokiosques.net/IMG/pdf/MIL.pdf>>.

ANONYME, *Retour sur les années de braise. Les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, Toulouse, Éditions du CRAS, 2005.

BARNILS, Ramon, « Puig Antich, una vida per la vida », *Arreu. Setmanari d'informació general de Catalunya*, n°19, 28 février-6 mars 1977, p. 38-39.

« CARLOTA TOLOSA », *La torna de la torna, Salvador Puig Antich i el MIL*, Editorial Empúries, 1999.

« COMITÉ DE SOLIDARIDAD PRESOS M.I.L. », *Dossier M.I.L.: del Movimiento Ibérico de Liberación a los Grupos Autónomos de Combate y Ediciones Mayo-37*, [S.l.], COMITÉ DE SOLIDARIDAD PRESOS M.I.L., 1973.

« CORTADE, André », *1000 : histoire désordonnée du MIL*, Paris, Éditions L'échappée, 2005.

DOMÍNGUEZ RAMA, Ana, « “Salvador (Puig Antich)” en el viejo mundo. Algunas consideraciones históricas respecto a su recuperación mediática », *HISPANIA NOVA. Revista de Historia Contemporánea*, n°7, 2007, <http://hispanianova.rediris.es/7/articulosopinion/7op002.pdf>.

DUHOURCQ, Jean-Claude et MADRIGAL, Antoine, *MIL, mémoires de rebelles*, Toulouse, CRAS, 2007.

ESCRIBANO, Francesc, *Compte enrere: la història de Salvador Puig Antich*, Barcelona, Edicions 62, 2001 ; *Cuenta atrás: la historia de Salvador Puig Antich*, Barcelone, Península, 2001.

GÓMEZ BRAVO, Gutmaro, *Puig Antich. La transición inacabada*, Madrid, Taurus, 2014.

LLECHA LLOP, Canela, « El caso Puig Antich en la prensa francesa (1974) », IX Congreso Internacional “Nuestro Patrimonio Común”: “Revolución, Independencia y Ciudadanía: los desafíos del mundo contemporáneo”, Sanlúcar de Barrameda, 8-12 novembre 2010, <http://www.historia-actual.org/Publicaciones/index.php/haol/article/view/570>.

- , « Du militant *subversivo* à un MILitantisme de la subversion », Colloque « Subversion(s) dans la littérature et les arts de l'Espagne contemporaine », Université Paul Valéry-Montpellier 3 / LLACS, Montpellier, 20-21 octobre 2011 (à paraître).
- , « De quoi Puig Antich est-il le nom ? », Colloque « Les Mots en guerre : polyphonie et polémique », organisé par le groupe de recherche « Mots de la controverse et Déconstruction des discours (EA 4249 HCTI) » de l'Université de Bretagne Occidentale, Brest, 27-28 avril 2012 (à paraître).
- , « Rebelle et tais-toi ! Ou les représentations médiatiques de Salvador Puig Antich », Colloque « Les figures du rebelle », organisé par l'EA 369 avec l'appui de l'École doctorale Lettres, Langues, Spectacles (ED 138) et de l'UFR des Langues et des Cultures Étrangères de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 21-22 mars 2013 (à paraître).
- , « Faire la guerre au système, défendre une alternative politique et résister aux médias : le combat du MIL dans l'Espagne franquiste et postfranquiste », dans Florence BELMONTE, Karim BENMILOUD et Sylvie IMPARATO-PRIEUR (Éds.), *Guerre dans le monde ibériques et ibéro-américain. Actes du XXXV^e Congrès de la S.H.F.*, Berne, Peter Lang, 2014, 157-164.
- et Anne-Laure Bonvalot, « Quand l'histoire se fait Histoire : devenirs du passé, a(d)venirs du présent dans la fiction mémorielle de l'Espagne contemporaine », dans : *Pandora*, « Politiques, récits et représentations mémorielles en Espagne et en Amérique Latine aux XX^e et XXI^e siècles » / “Políticas, relatos y representaciones de la memoria en España y en América Latina en los siglos XX y XXI” (à paraître).
- « NOSOTROS... », *Il y a trente ans, Salvador Puig Antich. Fragments du mouvement de l'histoire*, Sant-Amand-Montrond, La Remembrance, 2004.
- PANYELLA, Jordi, *Salvador Puig Antich, cas obert*, Barcelone, Angle, 2014.
- PARDIÑAS VILADRICH, Emili, *Si este año no tocamos la revolución me aventuro con los caballos salvajes*, Paiporta (Valence), Editorial Denes, 2004.
- ROGLAN, Joaquim, *Oriol Solé, el Ché català. Vida, fugida i mort d'un revolucionari*, Barcelone, Edicions 62, 2006.
- ROSÉS CORDOVILLA, Sergi, *El MIL: una història política*, Barcelona, Alikornio, 2002.
- , « Un esbozo de la historia del MIL », dans *Por la memoria anticapitalista. Reflexiones sobre la autonomía*, Eibar [et al.], Barbantxo Beltza Banaketak [et al.], Coordination éditoriale : Editorial Klinamen, 2009.
- ROUILLAN, Jean-Marc, *Je hais les matins*, Paris, Denoël, 2001.
- , *De mémoire (1)*, Marseille, Agone, 2007.
- , *De mémoire (2)*, Marseille, Agone, 2009.
- , *De mémoire (3)*, Marseille, Agone, 2011.
- TAJUELO, Telesforo, *El Movimiento Ibérico de Liberación, Salvador Puig Antich y los grupos de Acción Revolucionaria Internacionalista: teoría y práctica, 1969-1976*, Paris, Ruedo Ibérico, 1977.

TÉLLEZ SOLÁ, Antonio, *El MIL y Puig Antich*, Barcelone, Virus, 1994.

2. OUVRAGES ET ARTICLES THÉORIQUES ET CRITIQUES

ABELLÁN, Manuel L., « De los Servicios Nacionales de Prensa y Propaganda a la Vicesecretaría de Educación Popular » dans Paul AUBERT et Jean-Michel DESVOIS (Éds.), *Presse et pouvoir en Espagne 1869-1975*. Colloque international de Talence 26-27 novembre 1993, Bordeaux et Madrid, Maison des Pays Ibériques – Casa de Velázquez, 1996, p. 233-256.

ACTAS TUPAMARAS, *Una experiencia de guerrilla urbana*, Madrid, Editorial Revolución, 1982.

ADAM, Gérard, « Étude statistique des grèves de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, n°1, vol. 20, 1970, p. 105-119,
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1970_num_20_1_393216.

AGUILAR FERNÁNDEZ, Paloma, *Memoria y olvido de la Guerra Civil española*, Madrid, Alianza Editorial, 1996.

—, « La amnesia y la memoria: las movilizaciones por la amnistía en la transición a la democracia », dans Rafael CRUZ et Manuel PÉREZ LEDESMA (Éds.), *Cultura y movilización en la España contemporánea*, Madrid, Alianza Editorial, 1997, p. 327-357.

—, « L'héritage du passé dans la transition espagnole », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°70, 2003, p. 34-42,
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_2003_num_70_1_402450.

ALBEROLA, Octavio et GRANSAC, Ariane, *El anarquismo español y la acción revolucionaria 1961-1974*, Barcelone, Virus, [1975] 2004,
<http://www.periodicolibertad.com.ar/files/136425555456.pdf>.

ALMEIDA, Fabrice d', « Histoire des médias, histoire critique, histoire sociale », dans Fabrice d'ALMEIDA (Dir.), *La question médiatique. Les enjeux historiques et sociaux de la critique des médias*, Paris, Seli Arslan, 1997, p. 7-19.

AMIN, Samir, « La nouvelle mondialisation capitaliste. Problèmes et perspectives », *Alternatives Sud vol. I*, Louvain-la-Neuve, Cahiers édités par le Centre Tricontinental (CETRI), 1994, p. 1-12, <http://www.cetri.be/spip.php?article392&lang=fr>.

AMNISTY INTERNATIONAL, « España: la obligación de investigar los crímenes del pasado y garantizar los derechos de las víctimas de desaparición forzada durante la guerra civil y el franquismo », novembre 2008, <https://www.es.amnesty.org/index.php>.

ARANGÜENA FANEGO, Coral, « La Ley de Memoria histórica y sus limitaciones: una visión desde la óptica del Derecho procesal », dans Josep TAMARIT SUMALLA (Coord.),

- Justicia de transición, justicia penal internacional y justicia universal*, Barcelone, Atelier, 2010, p. 119-142.
- ARIZMENDI, Milagros, *El cómic*, Barcelone, Editorial Planeta, 1975.
- ARÓSTEGUI, Julio (Éd.), *Violencia y política en España*, Ayer, n°13, 1994.
- , *La investigación histórica: teoría y método*, Barcelone, Crítica, 1995.
- , « La mémoire de la guerre civile et du franquisme dans l'Espagne démocratique », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°74, 2002/2, p. 31-42, <http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002-2-page-31.htm>, consulté le 10/09/2012.
- , « Retos de la memoria y trabajos de la historia », *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, Alicante, n° 3, 2004, p. 15-36.
- , « Memorias, historias y confrontaciones. Los conceptos y el debate », dans Josefina CUESTA (Dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Francisco Largo Caballero, 2008, p. 21-37.
- AUBERT, Paul et DESVOIS, Jean-Michel (Éd.), *Presse et pouvoir en Espagne 1868-1975*, Colloque international de Talence (26-27 novembre 1993), Maison des pays ibériques – casa de Velázquez, 1996.
- AUBRAC, Raymond, « Terroristes ou résistants ? », dans : *Représentations du terrorisme, Topique, Revue Freudienne*, n°83, Paris, L'Esprit du temps, 2003, p. 7-9.
- BABY, Sophie, « Les résistances politiques au processus de transition vers la démocratie en Espagne », *Hypothèses*, 2003/1, <http://www.cairn.info/revue-hypotheses-2003-1-page-215.htm>.
- , « Sortir de la guerre à retardement : le cas espagnol », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°3, novembre-décembre 2007, www.histoire-politique.fr.
- , *Le mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.
- , « Vérité, justice, réparation : de l'usage en Espagne de principes internationaux », dans *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 25-33.
- et MUÑOZ, Javier, « El discurso de la violencia en la izquierda durante el último franquismo y la transición », dans José Luis LEDESMA, Javier MUÑOZ et Javier RODRIGO (Éds.), *Culturas y políticas de la violencia*, Madrid, Siete Mares, 2005, p. 279-304.
- BAKLANOFF, Enric M., *La transformación económica de España y Portugal (la economía del franquismo y del salazarismo)*, Madrid, Espasa-Calpe, 1980.
- BALLE, Francis, *Médias & sociétés*, Paris, Montchrestien, 2005.
- , *Sociologie de l'information*, Paris, 1974.
- BARAHONDA DE BRITO, Alexandra, AGUILAR FERNÁNDEZ, Paloma y GONZÁLEZ ENRÍQUEZ, Carmen (Éds.), *Las políticas hacia el pasado. Juicios, depuraciones, perdón y olvido en las nuevas democracias*, Madrid, Ediciones Istmo.

- BARBET, Cécile et DE SAUSSURE, Louis, « Présentation : Modalité et évidentialité en français », *Langue française*, n°173, 2012, <http://www.cairn.info/revue-langue-francaise-2012-1-page-3.htm>.
- BARCIELA, Carlos, LÓPEZ, M.^a Inmaculada, MELGAREJO, Joaquín et MIRANDA, José Antonio, *La España de Franco (1939-1975). Economía*, Madrid, Editorial Síntesis, 2001.
- BARRERA, Carlos, *Sin mordaza: veinte años de prensa en democracia*, Madrid, Temas de Hoy, 1995.
- BARTHES, Roland, *Essais critiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1964.
- BATISTA, Antoni, *La Carta: historia de un comisario franquista*, Barcelone, Debate, 2010.
- , « El gran torturador franquista » dans : *Sàpiens: Descobreix la teva història*, n°95, septembre 2010, p. 45-53.
- BEEVOR, Antony, « La fiction et les faits. Périls de la “faction” », *Le Débat*, n°165, 2011/3, p. 26-40, www.cairn.info/revue-le-debat-2011-3-pag-26.html, consulté le 08/04/2012.
- BENEDICTO, Jorge, « Ciudadanos, ciudadanía y cultura democrática », dans Manuel PÉREZ LEDESMA (Dir.), *De súbditos a ciudadanos. Una historia de la ciudadanía en España*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007, p. 373-405.
- BERNECKER, Walther L., « “Luchas de memorias” en la España del siglo XX », dans Josefina CUESTA BUSTILLO (Dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Francisco Largo Caballero, 2008, p. 38-57.
- BLANCO LEAL, María del Mar, *Modelos de análisis para el estudio crítico de la prensa*, Madrid, Ediciones Internacionales Universitarias, 2008.
- BOURDIEU, Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.
- , *Sur la télévision*, suivi de *L'emprise du journalisme*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1996.
- BOURRINET, Philippe, *Un itinéraire ambigu : Ante Ciliga (1898-1992)*, [s.l.], [s.n.], 1992, brochure conservée au CEDIAS-Musée social, disponible en ligne en espagnol à l'adresse suivante : <http://www.left-dis.nl/e/ciliga.htm>.
- BRÉMARD, Bénédicte, « Cuéntame la crónica de tiempos revueltos: experimentar la verdad histórica mediante la ficción televisiva », *Trama y fondo*, n°24, 2008, p. 141-149.
- BROSSAT, Alain, *La Démocratie immunitaire*, Paris, La Dispute, 2003.
- , *La résistance infinie*, Paris, Éditions Lignes et Manifestes, 2006.
- , *Le grand dégoût culturel*, Paris, Seuil, 2008.
- , *Tous Coupat, tous coupables. Le moralisme antiviolence*, Paris, Lignes, 2009.

- BUGNON, Fanny, *La violence politique au prisme du genre à travers la presse française (1970-1994)*, thèse de doctorat en histoire, dirigée par Christine BARD à l'Université d'Angers le 9 novembre 2011, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00641911>.
- BURKE, Peter, *Formas de historia cultural*, Madrid, Alianza Editorial, 2006.
- CARRILLO-LINARES, Alberto, « Movimiento estudiantil antifranquista, cultura política y transición política a la democracia », *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, n°5, 2006, p. 149-170, http://rua.ua.es/dspace/bitstream/10045/5922/1/PYM_05_08.pdf.
- CAUSSA, Martí et MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard (Éds.), *Historia de la Liga Comunista Revolucionaria (1970-1991)*, Madrid, La Oveja Roja/Viento Sur, 2014.
- CAZENEUVE, Jean (Dir.), *Les communications de masse. Guide alphabétique*, Paris, Denoël/Gonthier, 1976.
- CHAPUT, Marie-Claude, « Representaciones de las guerrillas en la prensa: ABC, Madrid, La Vanguardia Española (1944-1951) », dans Marie-Claude CHAPUT, Odette MARTÍNEZ-MALER, et Fabiola RODRÍGUEZ LÓPEZ, (Éds.), *Maquis y guerrillas antifranquistas, Regards*, n°7, Université de Paris X – Nanterre, 2004, p. 43-63.
- , « Histoire et mythification de l'anarchisme espagnol », dans Marie-Claude CHAPUT, *De l'anarchisme aux courants alternatifs (XIX-XXI^e siècles)*, *Regards*, n°9, Université de Paris X – Nanterre, 2006, p. 25-49.
- , « Del “parlamento de papel” (1962-1982) al periódico de referencia *El País* (1976-...) », dans Gonzalo CAPELLÁN DE MIGUEL y Julio PÉREZ SERRANO (Éds.), *Sociedad de masas, medios de comunicación y opinión pública*, Vol. 2, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2008, p. 297-316.
- , « La presse critique face aux mutations économiques de la deuxième étape du franquisme (1962-1975) », dans Francis DÉMIER et Elena MUSIANI (Dir.), *La démocratie européenne à l'épreuve des changements économiques et sociaux, XIX^e-XX^e siècle*, Bologne, Bononia University Press, 2011, p. 77-88.
- , « Histoire, mémoire, justice, de l'Espagne à l'Amérique latine », *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 1-4.
- , et TAILLOT, Allison, « Le franquisme face à la justice », *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 39-48.
- , et PÉREZ SERRANO, Julio (Éds.), *La transición española: nuevos enfoques para un viejo debate*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2014.
- CHARAUDEAU, Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck Université, 2005.
- CHIRBES, Rafael, « De qué memoria hablamos », dans Carme MOLINERO (Éd.), *La Transición, treinta años después*, Barcelona, Península, 2006, p. 229-246.

- CHOMSKY, Noam, « Objetividad y cultura liberal » dans *El movimiento libertario español. Pasado, presente y futuro*, Paris, Ruedo Ibérico, 1974.
- CHULIÁ RODRIGO, Elisa, *El poder y la palabra. Prensa y poder político en las dictaduras. El régimen de Franco ante la prensa y el periodismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2001.
- COLECTIVO DE ESTUDIOS POR LA AUTONOMÍA OBRERA, *Luchas autónomas en la transición democrática*, Madrid, Zero, 1977.
- COLOMER, Josep María, *La transición a la democracia: el modelo español*, Barcelona, Anagrama, 1998.
- CORTEN, Olivier, « Intervention en Hongrie (1956) », *Ius contra bellum. Un dossier électronique du centre de droit international de l'Université Libre de Bruxelles*, <http://iusadbellum.files.wordpress.com/2011/07/hongrie-1956.pdf>.
- CRUZ SOANE, María et DOLORES SÁIZ, María, *Historia del periodismo en España 3. El siglo XX: 1898-1936*, Madrid, Alianza Editoriales, 1996.
- CUESTA BUSTILLO, Josefina, « Historia del presente y periodismo », dans Mario P. DÍAZ BARRADO (Coord.), *Historia del tiempo presente: Teoría y Metodología. Congreso de Historia del Tiempo Presente 1º 1997 Cáceres*, Cáceres, Universidad de Extremadura, Instituto de Ciencias de la Educación, Seminario de Historia del Tiempo Presente, 1998, p. 131-157.
- , « Memoria e historia. Un estado de la cuestión », dans Josefina CUESTA BUSTILLO (Éd.), *Memoria e historia, Ayer*, n°32, 1998, p. 203-246.
- , « Memorias persistentes en España », dans Josefina CUESTA (Dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Francisco Largo Caballero, 2008, p. 390-410.
- CUCÓ I GINER, Josepa, « La izquierda de la izquierda. Un estudio de antropología política en España y Portugal », *Papeles del CEIC, International Journal on Collective Identity Research*, n°1, 2007, <http://dialnet.unirioja.es/servlet/autor?codigo=80309>.
- , « Recuperando una memoria en la penumbra: el Movimiento Comunista y las transformaciones de la extrema izquierda española », *Historia política. Ideas, procesos y movimientos sociales*, n°20, 2008, p. 73-96.
- CULLA, Joan B., et RIQUER, Borja de, « Sobre el Archivo de Salamanca: algunas precisiones y reflexiones », *Ayer*, n°47, 2002, p. 279-293.
- DE MIJOLLA-MELLOR, Sophie, « Le terrorisme entre ordre et désordre », dans : *Représentations du terrorisme, Topique, Revue Freudienne*, n°83, Paris, L'Esprit du temps, 2003, p. 23-34.
- DEBORD, Guy, *La Société du Spectacle*, Paris, Gallimard, [1967] 1992.
- , « Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale », *Inter : art actuel*, Numéro 44, supplément, été 1989, p. 1-11, <http://id.erudit.org/iderudit/46876ac>, consulté le 12/10/2013.

- DEL ÁGUILA, Rafael, « Desmemoria y rememoración: la guerra y el franquismo hoy », *HISTORIA Y POLÍTICA. Ideas, procesos y movimientos sociales*, n°16, juillet-décembre 2006, p. 183-206.
- DELMAS, Claude, *Armement nucléaire et guerre froide*, Paris, Flammarion, 1971.
- DÉMIER, Francis, « La démocratie face aux marchés », dans Francis DÉMIER et Elena MUSIANI (Dir.), *La démocratie européenne à l'épreuve des changements économiques et sociaux, XIX^e-XX^e siècle*, Bologne, Bononia University Press, 2011, p. 9-20.
- DESVOIS, Jean-Michel, « Quelques considérations préalables », dans Paul AUBERT et Jean-Michel DESVOIS (Éds.), *Presse et pouvoir en Espagne 1868-1975*, Colloque international de Talence (26-27 novembre 1993), Maison des pays ibériques – Casa de Velázquez, 1996, p. 5-14.
- DÍAZ, José Antonio, *Luchas internas en Comisiones Obreras. Barcelona 1964-1970*, Barcelone, Editorial Bruquera, 1977.
- DÍEZ DE LOS RÍOS SAN JUAN, María Teresa, « Estado actual de la sección Guerra Civil del Archivo Histórico Nacional », *Studia histórica. Historia contemporánea*, n°3, 1985, p. 129-135, <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=3439238>, consulté le 23/09/2014.
- DOLIDIER, Arnaud, « “L’affaire Scala et les anarchistes” : représentations sociales du désordre pendant la transition démocratique espagnole », *Essais. Revue interdisciplinaire d’Humanités*, n°3, 2013, p. 140-160.
- DOMINGUEZ RAMA, Ana, « La violencia revolucionaria del FRAP durante el tardofranquismo », dans Carlos NAVAJAS et Diego ITURRIAGA (Éds.), *Novísima. Actas del II Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo*, Logroño, Universidad de La Rioja, 2010, p. 393-410.
- DOPICO, Pablo, *El cómic underground español, 1970-1980*, Madrid, Cátedra, 2005.
- DORLIN, Elsa, « Vers une épistémologie des résistances », dans Elsa DORLIN (Dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009.
- DREYFUS, François-Georges, « La doctrine de Monroe, un impérialisme masqué », http://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/la_doctrine_de_monroe_un_imperialisme_masque.asp.
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève *et. al.* (Dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000.
- et PORTES, Jacques, « Les interactions internationales de la guerre du Viêt-nam et Mai 68 », dans DREYFUS-ARMAND, Geneviève *et. al.* (Dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000, p. 50-68.
- DULPHY, Anne, « La politique espagnole de la France (1945-1955) », *Vingtième siècle. Revue d’histoire*, n°68, 2000, p. 29-42,

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_2000_num_68_1_3933.

EQUIPO NIZKOR, « La cuestión de la impunidad en España y los crímenes franquistas », <http://www.derechos.org/nizkor/espana/impu/>, consulté le 25/07/2014.

ESPAI EN BLANC (Coord.), *Luchas autónomas en los años 70*, Madrid, Traficantes de Sueños, 2008.

ESQUENAZI, Jean-Pierre, *L'écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2002.

FABER, Sebastiaan, SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, et IZQUIERDO MARTÍN, Jesús, « El poder de contar y el paraíso perdido. Polémicas públicas y construcción colectiva de la memoria en España », *Política y sociedad*, n°3, vol. 48, 2011, p. 463-480, http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCUQFjAA&url=http%3A%2F%2Frevistas.ucm.es%2Findex.php%2FPOSO%2Farticle%2Fdownload%2F36423%2F36916&ei=46I6VK3JB87xaIvXgdgB&usq=AFQjCNH5yEtvCVvmwvy0onFK164UvFwB_g&bvm=bv.77161500,d.d2s.

FEIERSTEIN, Daniel, « Sobre conceptos, memorias e identidades: guerra, genocidio y/o terrorismo de Estado en Argentina », *Política y sociedad*, vol. 48, n°3, 2011, p. 571-586, <http://revistas.ucm.es/index.php/POSO/article/view/36417>.

FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, « Textos, conceptos y discursos políticos en perspectiva histórica », *Ayer*, n°53, 2004, p. 131-151.

FÉRON, Élise, « La représentation médiatique du phénomène terroriste : quelques enseignements du cas nord-irlandais », dans : *Représentations du terrorisme, Topique, Revue Freudienne*, n°83, Paris, L'Esprit du temps, 2003, p. 135-147.

FERRAJOLI, Luigi, « Terrorismo y crisis tardocapitalista », dans PÉREZ MARIÑO, Ventura (comp.), *Justicia y Delito*, Madrid, Universidad Internacional Menéndez Pelayo, 1981, p. 51-64.

FLÓREZ MIGUEL, Marcelino, *Rememoración, historia y justicia*, Valladolid, Ateneo Republicano de Valladolid, 2010.

FOHLEN, Claude, « MONROE doctrine de », *Encyclopædia Universalis*, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/doctrine-de-monroe/>.

FONTAINE, André, *Histoire de la guerre froide II : de la guerre de Corée à la crise des alliances*, Paris, Fayard, 1967.

—, Préface à *La guerre froide 1944-1994*, Paris, Le Monde Éditions, 1994, p. 6-7.

—, *La guerre froide, 1917-1991*, Paris, Éditions de la Martinière, 2004.

FONTCUBERTA, Mar de, et VELÁZQUEZ, Teresa, « La interpretación en la noticia periodística », *Métodos de análisis de la prensa: encuentros sobre metodología del análisis de la prensa (en torno a El País)*, Madrid, Casa de Velázquez, 1987, p. 91-111.

- FORCADELL ÁLVAREZ, Carlos, « Los usos públicos de la historia actual », dans Gonzalo CAPELLÁN DE MIGUEL, et Julio PÉREZ SERRANO (Éds.), *Sociedad de masas, medios de comunicación y opinión pública*, vol. 1, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2008, p. 35-55.
- FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Éditions Gallimard, 1975.
- FRANCO, Marie, « Le fait divers en Espagne : exemplarité et tradition littéraire (*El Caso*, 1955), *Mélanges de la Casa de Velázquez*, Tome 30-3, 1994, p. 143-167, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/casa_0076-230x_1994_num_30_3_2715.
- , *Le sang et la vertu. Fait divers et franquisme. Dix années de la revue El Caso*, Madrid, Casa de Velázquez, 2004.
- FRANK, Robert, « Introduction », dans DREYFUS-ARMAND, Geneviève, et al. (Dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000, p. 13-21.
- GADDIS, John, *La Guerra Fría*, Barcelone, RBA Libros, 2008.
- GALCERAN HUGUET, Montserrat, « El mayo del 68 francés y su repercusión en España », *Dossiers féministes*, n°12, 2008, p. 77-98.
- GALEOTE, Géraldine, « Les liens étroits entre droit et mémoire historique : les cas de la loi d'amnistie et de la "loi sur la mémoire historique" », dans *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 17-24.
- GÁLVEZ BIESCA, Sergio, « El proceso de la recuperación de la "memoria histórica" en España: Una aproximación a los movimientos sociales por la memoria », *International Journal of Iberian Studies*, volumen 19 (1), 2006, p. 27, <http://memoriarecuperada.ua.es/memoria-historica/recuperacion-de-la-memoria-historica/>, consulté le 22/05/ 2013.
- (Coord.), « Dossier. Generaciones y memoria de la represión franquista: un balance de los movimientos por la memoria », *HISPANIA NOVA. Revista de Historia Contemporánea*, n°6, 2006, <http://hispanianova.rediris.es/6/dossier.htm>.
- (Coord.), « Dossier. Generaciones y memoria de la represión franquista: un balance de los movimientos por la memoria », *HISPANIA NOVA. Revista de Historia Contemporánea*, n°7, 2007, <http://hispanianova.rediris.es/7/dossier.htm>.
- GARAPON, Antoine, *Peut-on réparer l'histoire ? Colonisation, esclavage, shoah*, Paris, O. Jacob, 2008.
- GARCÍA ALCALÁ, Julio Antonio, *Historia del «Felipe» (FLP, FOC, ESBA). De Julio Cerón a la liga Comunista Revolucionaria*, Madrid, CEPC, 2001.
- GARCÍA ARÁN, Mercedes, « Repercusiones penales de la Ley de Amnistía de 1977 », dans M^a Jesús ESPUNY TOMÁS y Olga PAZ TORRES (Coord.), *30 años de la Ley de Amnistía (1977-2007)*, Madrid, Dykinson, S.L., 2009, p. 187-191.

- GARGIULO, Gius et SEUL, OTMAR (Dir.), *Terrorismes : l'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des années de plomb*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2008.
- GARO, Isabelle, *L'idéologie ou la pensée embarquée*, Paris, La Fabrique éditions, 2009.
- GARTON ASH, Timothy, *Historia del presente. Ensayos, retratos y crónicas de la Europa de los 90*, Barcelone, Tusquets, 2000.
- GOGUEL, François, « Les élections législatives des 23 et 30 juin 1968 », *Revue française de science politique*, n°5, vol. 18, 1968, p. 837-858,
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1968_num_18_5_393112.
- GONZÁLEZ, Manuel-Jesús, *La economía política del franquismo (1940-1970). Dirigismo, mercado y planificación*, Madrid, Editorial Tecnos, 1979.
- GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, *El fenómeno terrorista*, Las Rozas (Madrid), Dastin Ediciones, 2006.
- , « La violencia política en España del siglo XX: un balance historiográfico », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°38-2, 2008, p. 213-240, <http://mcv.revues.org/627>.
- , « “Récupération de la mémoire” et législation en Espagne. Chronique des controverses politiques et académiques », *MATÉRIAUX pour l'histoire de notre temps*, n°111-112, *Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine*, 2013, p. 5-16.
- GONZÁLEZ QUINTANA, Antonio, « Fuentes para el estudio de la represión franquista en el Archivo Histórico Nacional, sección “Guerra Civil” », *Espacio, tiempo y Forma*, Madrid, Série V, tome 7, 1994, p. 479-505.
- GROSSER, Pierre, *Les temps de la guerre froide*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995.
- GUEREÑA, Jean-Louis, « Archivos y memoria de la Guerra Civil. En torno al “Archivo de Salamanca” », *Amnis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*, 2, 2011, <http://amnis.revues.org.faraway.u-paris10.fr/1521>, consulté le 23/09/2014.
- HAUPT, Georges, « KOMINFORM », *Encyclopædia Universalis*,
<http://www.universalis.fr/encyclopedie/kominform/>.
- HERNÁNDEZ SANDOICA, Elena, « La Historia del Tiempo Presente y la reflexión sobre el pasado reciente y la memoria », dans Gonzálo CAPELLÁN DE MIGUEL et Julio PÉREZ SERRANO (Éds.), *Sociedad de masas, medios de comunicación y opinión pública*, vol. 1, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2008, p. 19-33.
- , RUIZ CARNICER, Miguel Ángel et BALDÓ LACOMBA, Marc, *Estudiantes contra Franco (1939-1975)*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2007.
- HOBBSBAWM, Eric, *Historia del siglo XX*, Barcelone, Crítica, (1995) 2003.

- HORN, Gerd-Rainer, *The Spirit of '68: Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- HUMLEBÆK, Carsten, « Usos políticos del pasado reciente durante los años de gobierno del PP », *Historia del presente*, nº3, 2004, p. 157-167,
<http://historiadelpresente.es/sites/default/files/revista/articulos/3/310usospoliticosdelpasadorecicientedurantelosanosdegobiernodelpp.pdf>.
- IBÁÑEZ, Jesús, “El País: Un dispositivo de producción de realidad”, dans *Métodos de análisis de la prensa. Encuentros sobre metodología del análisis de la Prensa (en torno a EL PAÍS). Annexes aux Mélanges de la Casa Velázquez : rencontres*, Madrid, Casa de Velázquez, 1987, p. 123-127.
- IMBERT, Gérard, « Stratégies discursives et non-dit dans le discours de la presse – À propos de “El País” », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 18-1, 1982, p. 361-379,
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/casa_0076-230X_1982_num_18_1_2372.
- , « El discurso de la representación (*El País* y el discurso de la opinión pública) », dans Gérard IMBERT et José Vidal BENEYTO (Coord.), “*El País*” o la referencia dominante, Barcelone, Mitre, 1986, p. 25-52.
- , « Tipología de los textos de opinión (la subjetividad en el texto periodístico) », dans Gérard IMBERT et José Vidal BENEYTO (Coord.), “*El País*” o la referencia dominante, Barcelona, Mitre, 1986, p. 155-176.
- , « Le journal et son espace (la composante figurative). Approche sémiotique du journal de référence. (À propos de “*El País*”) », *Métodos de análisis de la prensa. Encuentros sobre metodología del análisis de la Prensa (en torno a EL PAÍS). Annexes aux Mélanges de la Casa Velázquez : rencontres*, Madrid, Casa de Velázquez, 1987, p. 43-51.
- IZQUIERDO MARTÍN, Jesús et SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, *La guerra que nos han contado 1936 y nosotros*, Madrid, Alianza, 2006.
- JAMET, Claude et JANNET, Anne-Marie, *Les stratégies de l'information*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- JÁUREGUI, Fernando et MENÉNDEZ, Manuel Ángel, *Lo que nos queda de Franco: símbolos, personajes, leyes y costumbres, veinte años después*, Madrid, Temas de Hoy, 1995.
- JONI, D., *Grupos autónomos: una crónica armada de la transacción democrática*, Barcelone, El Lokal, 2014.
- JUDT, Tony, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Fayard/Pluriel, 2010.
- JULIÁ, Santos, « Echar al olvido. Memoria y amnistía en la transición », *CLAVES DE RAZÓN PRÁCTICA*, Madrid, PROGRESA, Promotora General de Revistas, nº129, Enero/Febrero 2003, p. 14-24.
- , « En torno a los proyectos de transición y sus imprevistos resultados », dans Carme MOLINERO (Éd.), *La Transición, treinta años después*, Barcelona, Península, 2006, p. 59-79.

- , « Las dos amnistías de la transición », *Tendencias21*, 25 avril 2010, http://www.tendencias21.net/espana/Las-dos-amnistias-de-la-transicion_a13.html.
- KLEIN, Naomi, *No logo. El poder de las marcas*, Barcelone, Paidós, 2011.
- KOREN, Roselyne, « Contribution à l'étude des enjeux de la rhétorique laconique : le cas des indications chiffrées », *Représentations du terrorisme, Topique, Revue Freudienne*, n°83, Paris, L'Esprit du temps, 2003, p. 111-124.
- LABRADOR MÉNDEZ, Germán, « Historia y decoro. Éticas de la forma en las narrativas de memoria histórica », dans : Palmar ÁLVAREZ-BLANCO et Tony DORCA (Coord.), *Contornos de la narrativa española actual (2000-2010). Un diálogo entre creadores y críticos*, Madrid/Frankfort, Iberoamericana/Vervuert, 2011, p. 121-129.
- LAIZ, Consuelo, *La lucha final. Los partidos de la izquierda radical durante la transición española*, Madrid, La catarata, 1995.
- LAUTIER, Bruno, « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque Mondiale sur la pauvreté », *Tiers-Monde*, tome 43, n°169, 2002, p. 137-165, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_2002_num_43_169_1571, consulté le 20/09/2014.
- LAYRIS-DUBOSQUET, Françoise, « "El Roto" o *Chroniques d'une haine ordinaire* », dans Marie-Claude CHAPUT (Coord.), *Humor y sociedad en el mundo hispánico contemporáneo*, PILAR : Université Paris X-Nanterre, 2007, p. 91-108, <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=2779485>.
- LE BON, Gustave, *Psychologie des foules*, Paris, Quadrige/PUF, 2006.
- LOEZ, André, NOIRIEL, Gérard et OLIVERA, Philippe, « Michel Dobry : "Penser = classer ?" », entretien avec Michel Dobry, *Genèses*, n°59, 2005/2, p. 151-165.
- LOPATA, Marine, « *El Papis* (1973-1986): una revista de humor políticamente comprometida durante la Transición democrática española », dans GARCÍA GALINDO, Juan Antonio et GREGORIO, Pierre-Paul (Coords.), *Prensa, cultura y sociedad*, PILAR : Université Michel de Montaigne – Bordeaux III, 2012, p. 35-44, <http://dialnet.unirioja.es/servlet/libro?codigo=521128>.
- LÓPEZ PETIT, Santiago, « La relación capital/trabajo durante el Franquismo » [1980], dans Fundación Espai en Blanc (Coord.), *Luchas autónomas en los años setenta. Del antagonismo obrero al malestar social*, Madrid, Traficantes de sueños, 2008, p. 29-72.
- LOYER, Barbara, *Géopolitique du Pays Basque. Nations et nationalismes*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- et AGUERRE, Christian, « Terrorisme et démocratie : les exemples basques et catalans », *HÉRODOTE. Revue de géographie et de géopolitique*, n°130, 2008, p. 112-145, <http://www.cairn.info/revue-herodote-2008-3-page-112.htm>.
- LOZANO, Jorge, *El discurso histórico*, Madrid, Alianza Editorial, 1987.

- M'SILI, Marine, *Le fait divers en République. Histoire sociale de 1870 à nos jours*, Paris, CNRS Éditions, 2000.
- MAINER, José-Carlos et JULIÁ, Santos, *El aprendizaje de la libertad 1973-1986. La cultura de la transición*, Madrid, Alianza Editorial, 2000.
- MAINGUENEAU, Dominique, *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin, 2007.
- MALERBE, Pierre, *La oposición al franquismo 1939/1975*, Oviedo, Ediciones Naranco, 1977.
- MANNONI, Pierre et BONARDI, Christine, « Terrorisme et Mass Médias », *Représentations du terrorisme, Topique, Revue Freudienne*, n°83, Paris, L'Esprit du temps, 2003, p. 55-72.
- MARCOLINI, Patrick, *Le mouvement situationniste. Une histoire intellectuelle*, Montreuil, éditions l'échappée, 2012
- MARENSSIN, Émile (Éd.), *La « bande à Baader » ou la violence révolutionnaire*, Paris, Éditions Champ Libre, 1972.
- MARÍN ARCE, José María, « Condicionantes económicos y sociales de la transición » dans Carme MOLINERO (Éd.), *La Transición, treinta años después*, Barcelona, Península, 2006, p. 81-116.
- MARTELLI, Roger, *Mai 68*, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1988.
- MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo, « Dirección política y control informativo en la prensa del Movimiento (1945-1951) », dans AUBERT, Paul et DESVOIS, Jean-Michel (Éds.), *Presse et pouvoir en Espagne 1868-1975*. Colloque international de Talence 26-27 novembre 1993, Bordeaux et Madrid, Maison des Pays Ibériques – Casa de Velázquez, 1996.
- , *Cuestión de tijeras. La censura en la transición a la democracia*, Madrid, Editorial Síntesis, 2008.
- MARTÍN PALLÍN, José Antonio et ESCUDERO ALDAY, Rafael (Éds.), *Derecho y memoria histórica*, Madrid, Trotta, 2008.
- MARTÍN RAMOS, José Luis (Éd.), *Pan, trabajo y libertad. Historia del partido del Trabajo de España*, Barcelone, El Viejo Topo, 2011.
- MARTÍNEZ, Guillem (Éd.), *CT o la Cultura de la Transición. Crítica a 35 años de cultura española*, Barcelone, Debolsillo, 2012.
- MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, « La izquierda de la izquierda », p. 1-9, traduction augmentée de l'article publié initialement en catalan : CASANELLES, Pau, et MARTÍNEZ I MUNTADA, Ricard, « L'esquerra de l'esquerra », *Quaderns d'Illacrua* n°128, p. 1-3, supplément de *Directa* n°295, 2012. Texte cité disponible à l'adresse suivante : <http://cartografiaculturasradicales.files.wordpress.com/2013/05/la-izquierda-de-la-izquierda1.pdf>.

- , « La LCR más allá del franquismo: de la unidad trotskista al Partido de los Revolucionarios y la fusión con el MC (1978-1991) », *Viento Sur*, n°115, p. 64-71, www.vientosur.info/articulosabiertos/VS115_Martinez_LCRMasAlla.pdf.
- , « A la izquierda de lo posible. Las organizaciones revolucionarias durante el tardofranquismo y más allá », dans Javier TÉBAR HURTADO (Coord.), *Resistencia ordinaria. La militancia y el antifranquismo catalán ante el Tribunal de Orden Público (1963-1977)*, Valencia, PUV, 2013, p. 147-157.
- , « La izquierda revolucionaria de ámbito estatal, de los setenta a los ochenta: una brevísima historia », *Viento Sur*, n°126, 2013, p. 108-118.
- MARTÍNEZ-VASSEUR, Pilar, « La Presse militaire en Espagne entre franquisme et démocratie : le cas de la revue *Reconquista* », *El Argonauta Español* [en ligne], n°10, 2013, <http://argonauta.revues.org/1733>.
- MATEOS LÓPEZ, Abdón, « Historia política, memoria y tiempo presente », dans Mario P. DÍAZ BARRADO (Coord.), *Historia del tiempo presente: Teoría y Metodología. Congreso de Historia del Tiempo Presente 1º 1997 Cáceres*, Cáceres, Universidad de Extremadura, Instituto de Ciencias de la Educación, Seminario de Historia del Tiempo Presente, 1998, p. 271-276.
- MATTICK, Paul, « Anton Pannekoek (1873-1960) », dans Emiliano MADRID EXPÓSITO [Trad. et Éd.], *La izquierda comunista germano-holandesa contra Lenin*, Barcelone, Espartaco Internacional, 2004, p. 241-255.
- MAZIÈRE, Francine, *L'analyse du discours. Histoire et pratiques*, Que sais-je?, PUF, 2005.
- MERCIER-VEGA, Luis, *L'Increvable Anarchisme*, Paris, U.G.E. (Collection 10-18 n°474), 1970.
- MIGUÉLEZ, Fausto, *SEAT: la empresa modelo del régimen*, Barcelone, Dopesa, 1977.
- MIR, Jordi, « Salir de los márgenes sin cambiar de ideas. Pensamiento radical, contracultural y libertario en la Transición española », *Ayer*, n°81, 2011, p. 83-108.
- MOLINERO, Carme, « La ley de amnistía de 1977: la reivindicación antifranquista y su lectura treinta años después », dans M^a Jesús ESPUNY TOMÁS et Olga PAZ TORRES (Coord.), *30 años de la Ley de Amnistía (1977-2007)*, Madrid, Dykinson, S.L., 2009, p. 41-55.
- , « La política de reconciliación nacional. Su contenido durante el franquismo, su lectura en la Transición », *Revista Ayer*, n°66 (2), 2007, p. 201-225.
- MONTERO, José Ramón et MILEY, Thomas (Éds.), *Juan J. Linz. Obras escogidas*, vol. 3, *Sistemas totalitarios y regímenes autoritarios*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009.
- MORADIELLOS, Enrique, « Revisión histórica crítica y revisionismo político presentista: el caso español », dans Josefina CUESTA BUSTILLO (Dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 2008, p. 372-388.
- MORALES MOYA, Antonio, et DARDÉ, Carlos, « Razón de un Archivo », *Ayer*, n°47, 2002, p. 295-303.

- MUÑOZ SORO, Javier, « La reconciliación como política: memoria de la violencia y la guerra en el antifranquismo », *Revista de historia Jerónimo Zurita*, nº84, 2009, p. 113-134, <http://ifc.dpz.es/recursos/publicaciones/29/60/07munoz.pdf>.
- MUR IDOY, Ignacio, « La prensa de fuente a sujeto histórico. Categorías históricas y cambios en la URSS a través de la prensa », dans : Mario P. DÍAZ BARRADO (Coord.), *Historia del tiempo presente: Teoría y Metodología. Congreso de Historia del Tiempo Presente 1º 1997 Cáceres*, Cáceres, Universidad de Extremadura, Instituto de Ciencias de la Educación, Seminario de Historia del Tiempo Presente, 1998, p. 177-182.
- MURER, Jeffrey Stevenson, « La terreur des opprimés – Un examen comparatiste des réponses au terrorisme », dans : *Représentations du terrorisme, Topique, Revue Freudienne*, nº83, Paris, L'Esprit du temps, 2003, p. 13-21.
- NAVAJAS ZUBELDIA, Carlos (Éd.), *Actas del II Simposio de Historia Actual: Logroño, 26-28 de noviembre de 1998*, Logroño, Ediciones Instituto de Estudios Riojanos, 2000.
- NAVET, Georges et VERMEREN, Patrice, « Théories de la violence, politiques de la mémoire et sujets de la démocratie », *Représentations du terrorisme, Topique, Revue Freudienne*, nº83, Paris, L'Esprit du temps, 2003, p. 43-53.
- NOIRIEL, Gérard, *Dire la vérité au pouvoir. Les intellectuels en question*, Marseille, Agone, 2010.
- , « De quelques usages publics de l'histoire », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, nº9, 2009, p. 123-132, <http://traces.revues.org/index4399.html>, consulté le 15/11/2012.
- NORA, Pierre, « La aventura de *Les lieux de mémoire* », dans Josefina CUESTA BUSTILLO (Éd.), *Memoria e historia, Revista Ayer* nº32, 1998, p. 17-34.
- OLIVIER, Michel, *La gauche Bolchevik et le pouvoir ouvrier (1919-1927)*, [s.l.], [s.n.], 2009, <http://www.leftcommunism.org/spip.php?article141&lang=fr>, consulté le 06/02/2014.
- , *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe (1922-1937) – G. Miasnikov*, [s.l.], [s.n.], 2009, <http://www.leftcommunism.org/spip.php?article142&lang=fr>, consulté le 06/02/2014.
- ORIHUELA COLLIVA, José Luis, « La noticia como conocimiento y relato », dans Carlos BARRERA et Miguel Ángel JIMENO (Éds.), *La información como relato*, Pampelune, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Navarra, 1991.
- PALAFIX GÁMIR, Jordi, « España y la economía internacional », dans Florentino PORTERO (Éd.), *La política exterior de España en el siglo XX, Ayer* nº49, 2003, p. 161-184, http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer49_PoliticaExteriorEspañaXX_Portero.pdf consulté le 10/09/2013.
- PANYELLA, Jordi, *Salvador Puig Antich, cas obert: la revisió definitiva del procés*, Barcelone, Angle, 2014.

- PARMENTIER, Guillaume, *Le retour de l'histoire. Stratégie et relations internationales pendant et après la Guerre froide*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1993.
- PAZ, Abel, *Durruti : le peuple en armes*, [Bordeaux], Éditions de la Tête de feuilles, 1972.
- PAZ, María A., « La creación de la Agencia efe: medios técnicos y objetivos », *Comunicación, cultura y política durante la II República y la Guerra Civil*. Bilbao, vol. II, 1990, Universidad del País Vasco, p. 518-530.
- PEDREÑO GÓMEZ, José M^a, « Definición y objeto de la recuperación de la memoria histórica. Balance de un frente de lucha », conférence prononcée dans le cadre des « IV Jornadas el maquis en Santa Cruz de Moya. Crónica rural de la guerrilla española. Memoria histórica viva », qui ont eu lieu les 2, 3 et 4 octobre 2003 à Santa Cruz de Moya, http://www.lagavillaverde.org/centro_de_documentacion/materialesIV/pedreno.htm.
- PÉREZ FRANCESCH, Joan Lluís, « Amnistía, indulto e intencionalidad política », dans M^a Jesús ESPUNY TOMÁS y Olga PAZ TORRES (Coord.), *30 años de la Ley de Amnistía (1977-2007)*, Madrid, Dykinson, S.L., 2009, p. 57-69.
- PÉREZ LEDESMA, Manuel, « “Nuevos” y “viejos” movimientos sociales en la Transición », dans Carme MOLINERO (Éd.), *La Transición, treinta años después*, Barcelona, Península, 2006, p. 117-151.
- , « La invención de la ciudadanía », dans Manuel PÉREZ LEDESMA (Dir.), *De súbditos a ciudadanos. Una historia de la ciudadanía en España*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007, p. 21-57.
- (Coord.), *Las izquierdas en la España democrática, Historia y Política*, n°20, 2008, <http://www.cepc.gob.es/publicaciones/revistas/revistaselectronicas?IDR=9&IDN=662>.
- PÉREZ SERRANO, Gloria, *Un análisis de contenido de la prensa: la imagen de la Universidad a distancia*, Madrid, UNED, 1984.
- PÉREZ SERRANO, Julio, « La transición española en la génesis del capitalismo global, 1973-2003 », dans Carlos NAVAJAS ZUBELDIA (Éd.), *Actas del IV Simposio de Historia Actual: Logroño, 17-19 de octubre de 2002*, Logroño, (vol. I), Instituto de Estudios Riojanos, 2004, p. 145-183.
- , « Experiencia histórica y construcción social de las memorias. La Transición española a la democracia », *Pasado y Memoria: Revista de Historia Contemporánea*, Alicante, n°3, 2004, p. 93-122.
- , « Orto y ocaso de la izquierda revolucionaria en España (1959-1994) », dans Rafael QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (Éd.), *Los partidos en la transición. Las organizaciones políticas en la construcción de la democracia española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2013, p. 249-289.
- PÉREZ TORNERO, José Manuel, « El racimo de la violencia en el discurso periodístico: consideraciones metodológicas », *Métodos de análisis de la prensa. Encuentros sobre metodología del análisis de la Prensa (en torno a EL PAÍS). Annexes aux Mélanges de la Casa Velázquez : rencontres*, Madrid, Casa de Velázquez, 1987, p. 83-90.

- PINA, Christine, « L'extrême gauche. Définition(s) et diversité des positionnements politiques », *Grande Europe*, n°16, 2010,
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000559-l-extreme-gauche.-definition-s-et-diversite-des-positionnements-politiques-par/article>.
- PINILLA GARCÍA, Alfonso, « La memoria del 23-F en la prensa. Creación y realidad », dans Carlos NAVAJAS ZUBELDIA (Éd.), *Actas del IV Simposio de Historia Actual: Logroño, 17-19 de octubre de 2002*, Logroño, (vol. II), Instituto de Estudios Riojanos, 2004, p. 847-863.
- PIOTTE, Jean-Marc, *Marxisme et pays socialistes*, édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, [1979], Chicoutimi, 2002,
http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/marxisme_et_socialisme/marxisme.html.
- POWELL, Charles, « España en Europa: de 1945 a nuestro días », dans Florentino PORTERO (Éd.), *La política exterior de España en el siglo XX*, *Ayer* n°49, 2003, p. 81-119,
http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer49_PoliticaExteriorEspañaXX_Portero.pdf
- PREPOSIET, Jean, *Histoire de l'anarchisme*, Paris, Éditions Tallandier, 2002, 2005.
- QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael (Coord.), *Historia de la Transición en España. Los inicios del proceso democratizador*, Madrid, Colección Historia, Biblioteca Nueva, 2007.
- RADCLIFF, Pamela, « La ciudadanía y la transición a la democracia », dans PÉREZ LEDESMA, Manuel (Dir.), *De súbditos a ciudadanos. Una historia de la ciudadanía en España*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007, p. 343-371.
- RAMA, Carlos M., « Camillo Berneri y la revolución española », prologue à BERNERI, Camillo, *Guerra de clases en España, 1936-1937*, Barcelone, Tusquets, 1977, p. 7-35.
- RANCIÈRE, Jacques, *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, Paris, La Fabrique, 2000.
- RENAUDET, Isabelle, « La presse sous le contrôle de l'État: législation et pratiques de la censure au temps de la loi Fraga (1966-1975) », dans AUBERT, Paul et DESVOIS, Jean-Michel (Éds.), *Presse et pouvoir en Espagne 1869-1975*. Colloque international de Talence 26-27 novembre 1993, Bordeaux/Madrid, Maison des Pays Ibériques – Casa de Velázquez, 1996, p. 289-303.
- , *Un parlement de papier. La presse d'opposition au franquisme durant la dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*, Madrid, Casa de Velázquez, 2003.
- RIEBENBAUER, Raúl, *El silencio de Georg. La verdadera historia sobre la ejecución de Heinz Ches, la torna de Puig Antich*, Barcelone, RBA, 2005.
- ROCA, José Manuel (Éd.), *El proyecto radical. Auge y declive de la izquierda revolucionaria en España (1964-1992)*, Madrid, La Catarata, 1994.

- ROCA, José Manuel, *Poder y pueblo. Un análisis del discurso de la prensa de la izquierda radical sobre la Constitución española de 1978*, thèse de doctorat en sociologie dirigée par M. le Professeur Fernando Ariel del Val Merino, soutenue à l'Universidad Complutense de Madrid en mars 1995, <http://biblioteca.ucm.es/tesis/19911996/S/3/S3003901.pdf>.
- ROGLAN, Joaquim, *El Grup Democràtic de Periodistes (1966-1976). Crònica d'un periodisme esperançat*, Barcelone, Diputació de Barcelona i Col·legi de Periodistes de Catalunya, 1992.
- , *Revistes d'humor a Catalunya*, Barcelone, Diputació de Barcelona i Col·legi de Periodistes de Catalunya, 1994.
- , *14 d'abril: la Catalunya republicana (1931-1939)*, Valls, Cossetània, 2006.
- , *Esmorzars amb Jordi Pujol*, Barcelone, Centre d'Estudis Jordi Pujol, 2009.
- ROJO HERNÁNDEZ, Severiano, « Le Pays basque : une région en quête de liberté », *Amnis* [en ligne], n°2, 2002, <http://amnis.revues.org/161>.
- ROMANO, Vicente, *La formación de la mentalidad sumisa*, Madrid, Libros de la catarata, [Cyan], D. L., 1993.
- ROSENZWEIG, Luc et TERTRAIS, Hugues (Dir.), *La Guerre Froide 1944-1994*, Paris, Le Monde Éditions, 1994.
- ROUYER, Muriel, « La démocratie n'est plus ce qu'elle n'était pas », *Parlement[s], Revue d'histoire politique* 1/ 2004 (n° 1), p. 91-91 ?, www.cairn.info/revue-parlements-2004-1-page-91.htm.
- ROZENBERG, Danielle, « Le « pacte d'oubli » de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé », *Politix*, n°74, 2006/2, p. 173-188, <http://www.cairn.info/revue-politix-2006-2-page-173.htm>, consulté le 18/01/2013.
- SALAS, Nicolás, *La otra memoria histórica: 500 testimonios gráficos y documentales de la represión marxista en España (1931-1939)*, Cordoue, Almuzara, 2006.
- SÁNCHEZ GONZÁLEZ, Juan, « La reconstrucción del acontecimiento histórico a través de los medios de comunicación », dans Mario Pedro DÍAZ BARRADO (Coord.), *Historia del tiempo presente. Teoría y metodología. Congreso de Historia del Tiempo Presente 1º 1997 Cáceres*, Cáceres, Universidad de Extremadura, Instituto de Ciencias de la Educación, Seminario de Historia del Tiempo Presente, 1998, p. 109-120.
- SANZ OLLER, Julio, *Entre el fraude y la esperanza. Las CC.OO. de Barcelona*, Paris, Ruedo Ibérico, 1971.
- SAPERAS, Enric, *Los efectos cognitivos de la comunicación de masas. Las recientes investigaciones en torno a los efectos de la comunicación de masas: 1970-1986*, Barcelone, Editorial Ariel, 1987.
- , *Manual básico de teoría de la comunicación*, Barcelone, CIMS 97, 1998.

- SARFATI, Georges-Elia, *Éléments d'analyse du discours*, Paris, Éditions Nathan, 1997.
- SARTORIUS, Nicolás, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelone, Crítica, 2002.
- SCOT, Marie, « Y eut-il un 'Mai 1968' en Angleterre ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°6, septembre-décembre 2008, <http://www.histoire-politique.fr/documents/06/dossier/pdf/HP6-Marie-Scot-PDF.pdf>.
- SERRA, Narcís, *La transición militar. Reflexiones en torno a la reforma democrática de las fuerzas armadas*, Barcelone, Debate, 2008.
- SERRANO MORENO, Juan Enrique, « Los movimientos de recuperación de la memoria histórica en la región de Murcia », conférence prononcée lors du « IX Congreso de la AECPA (Asociación Española de Ciencia Política y de la Administración). "Repensar la democracia: inclusión y diversidad" », Malaga les 23, 24 et 25 septembre 2009, http://www.aecpa.es/uploads/files/congresos/congreso_09/grupos-trabajo/area04/GT01/13.pdf, consulté le 23/08/2014.
- SILVA BARRERA, Emilio et MACÍAS, Santiago, *Las fosas de Franco. Los republicanos que el dictador dejó en las cunetas*, Madrid, Temas de Hoy, 2003.
- SILVA BARRERA, Emilio, *Las fosas de Franco. Crónica de un desagravio*, Madrid, Temas de Hoy, 2005.
- SOULET, Jean-François, *L'histoire immédiate*, Paris, PUF, 1994.
- STIFFONI, Giovanni, *Camillo Berneri (1897-1937). Mythes, racines et réalités d'un intellectuel anarchiste*, thèse de doctorat en Études méditerranéennes, dirigée par M. le Professeur Alessandro LANDI, soutenue à l'Université Michel de Montaigne – Bordeaux III, le 6 décembre 2012, https://tel.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/812425/filename/These-_-Giovanni-_-Stiffoni.pdf.pdf.
- TAMARIT SUMALLA, Josep (Coord.), *Justicia de transición, justicia penal internacional y justicia universal*, Barcelone, Atelier, 2010.
- TÉLLEZ SOLÀ, Antonio, *Sabaté. Guérilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, Toulouse, Ed. Repères-Silena, 1990.
- TERRÉS, Jordi, « La izquierda radical española y los modelos del Este: el referente albanés en la lucha antifranquista », *Ayer*, n°67, 2007, p. 159-176.
- TEZANOS, José Félix, *La democracia incompleta: el futuro de la democracia postliberal*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002.
- TRAVERSO, Enzo, *Le passé, modes d'emploi : histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005.

- TOBOSO SÁNCHEZ, Pilar, « Empresarios y política en la dictadura de Franco », dans Juan PAN-MANTOJO (Éd.), *Poderes privados y recursos públicos*, *Ayer* n°66, 2007, p. 143-173, http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer66_PoderesPrivadosRecursosPublicos_PanMontejo.pdf, consulté le 13/09/2013.
- TOURAINÉ, Alain, *Le communisme utopique. Le mouvement de mai 1968*, Paris, Seuil, 1968.
—, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.
- TOSSEL, André, *Le marxisme du 20^e siècle*, Paris, Éditions Syllepse, 2009.
- TREGLIA, Emanuele, « Presentación », dans TREGIA, Emanuele (Éd.), « Dossier: Las izquierdas radicales más allá de 1968 », *Ayer*, n°92, 2013 (4), p. 13-20, http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer92_Izquierdasradicales_1968.pdf.
— (Éd.), « Dossier: Las izquierdas radicales más allá de 1968 », *Ayer*, n°92, 2013 (4).
- TUÑÓN SAN MARTÍN, Amparo, « Indicios culturales de la prensa de élite », dans *Métodos de análisis de la prensa. Encuentros sobre metodología del análisis de la Prensa (en torno a EL PAÍS). Annexes aux Mélanges de la Casa Velázquez : rencontres*, Madrid, Casa de Velázquez, 1987, p. 29-41.
- TUSELL, Javier et GARCÍA QUEIPO DE LLANO, Genoveva, *Tiempo de incertidumbre. Carlos Arias Navarro entre el franquismo y la transición*, Barcelone, Crítica, 2003.
- TYRAS, Georges, « Rafael Sánchez Mazas ou la sale mine du “récit réel” (sur *Les soldats de Salamine* de Javier Cercas) », *Témoigner entre histoire et mémoire. Revue pluridisciplinaire de la Fondation Auschwitz*, n°102, janvier-mars 2009, p. 55-69.
- UGARTE, Javier, « ¿Legado del franquismo? Tiempo de contar », dans : Carme MOLINERO (Éd.), *La Transición, treinta años después*, Barcelona, Península, 2006, p. 185-227.
- VÄISSE, Maure (Dir.), *Mai 68 vu de l'étranger*, Paris, CNRS Éditions, 2008.
- VALABREGA, Jean-Paul, « Terrorisme et Contre-terrorisme », dans : *Représentations du terrorisme, Topique, Revue Freudienne*, n°83, Paris, L'Esprit du temps, 2003, p. 11-12.
- VÁZQUEZ MONTALBÁN, Manuel, *Autobiografía del general Franco*, Barcelone, Planeta, 1992.
- VÉRÓN, Eliseo, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Miles Island*, Paris, Éditions de Minuit, 1981.
- VIDAL-BENEYTO, José, « L'espace public de référence dominante », dans : *Métodos de análisis de la prensa. Encuentros sobre metodología del análisis de la Prensa (en torno a EL PAÍS). Annexes aux Mélanges de la Casa Velázquez : rencontres*, Madrid, Casa de Velázquez, 1987, p. 7-15.
- VIENET, René, « Les situationnistes et les nouvelles formes d'action contre la politique et l'art », dans *Internationale Situationniste*, n°11, octobre 1967, p. 32-34, http://www.larevuedesressources.org/IMG/pdf/internationale_situationniste_11.pdf.

- VILLAGRASA HERNÁNDEZ, Félix et ALBEROLA SURINACH, Octavio, « Resumen histórico del Grupo pro revisión del proceso Granado-Delgado », dans GÁLVEZ, Sergio (Coord.), « Dossier. Generaciones y memoria de la represión franquista: un balance de los movimientos por la memoria » *HISPANIA NOVA. Revista de Historia contemporánea*, n°7, 2007, <http://hispanianova.rediris.es/7/dossier/07d020.pdf>, consulté le 09/09/2014.
- WALLERSTEIN, Immanuel, *El capitalismo histórico*, Madrid, Siglo XXI, 2012.
- (présidé par), *Ouvrir les sciences sociales, Rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales*, édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay le 15 septembre 2006, à Chicoutimi, http://www.allianceathena.fr/sites/default/files/telechargements/ouvrir_les_sciences_sociales.pdf.
- WIEVIORKA, Michel, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.
- WILHELMI, Gonzalo, *El movimiento libertario en la Transición. Madrid, 1975-1982*, Madrid, FSS, 2012.
- YSÀS, Pere, *Disidencia y subversión. La lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004.
- , « La crisis de la dictadura franquista », dans Carme MOLINERO (Éd.), *La Transición, treinta años después*, Barcelona, Península, 2006, p. 27-58.
- , « La transición española a la democracia: historia y mitos », dans M^a Jesús ESPUNY TOMÁS et Olga PAZ TORRES (Coord.), *30 años de la Ley de Amnistía (1977-2007)*, Madrid, Dykinson, S.L., 2009, p. 19-40.
- YUSTA RODRIGO, Mercedes, « La “recuperación de la memoria histórica”, ¿una reescritura de la historia en el espacio público? (1995-2005) », *Revista de Historiografía*, n° 9, 2008, p. 105-117.
- , « ¿“Memoria versus justicia”? La “recuperación de la memoria histórica” en la España actual », *Amnis* [en ligne], 2, 2011, <http://amnis.revues.org/1482>, consulté le 10/10/2013.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, *Le moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008.
- , « Retour sir Grenelle : la cogestion de la crise ? », dans DREYFUS-ARMAND *et al.* (Dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000, p. 443-460.
- ŽIŽEK, Slavoj, « De la démocratie à la violence divine », dans Giorgio AGAMBEN *et al.*, *Démocratie, dans quel état ?*, Paris, La Fabrique, 2009, p. 123-149.
- ZORRILLA, Restituto, *Fundamentos de semiótica de la comunicación de masas*, Erandio, Centros de Estudios de Comunicación Social, Editorial Ellacuria, 1984.
- (Dir.), *El análisis del discurso de los medios de comunicación de masas*, Cuadernos de semiótica, Universidad del País Vasco, 1986.

3. ARTICLES DE PRESSE

« Attentat contre le leader étudiant Rudi Dutschke », dans « Le Quotidien de 1968 », *Le Nouvel Observateur*, 12/04/2008,
<http://tempsreel.nouvelobs.com/le-quotidien-de-1968/20080404.OBS8211/attentat-contre-le-leader-etudiant-rudi-dutschke.html>.

CASANOVA, Julián, « La oportunidad desaprovechada », *El País*, 02/02/2013.

CASTILLA, Amelia, « El Congreso aprueba la restitución a Cataluña de los “papeles de Salamanca” », *El País*, 16/09/2005.

CONSTENLA, Tereixa, « Papeles de Salamanca: caso archivado », *El País*, 01/02/2013.

« El Congreso pone límites a la Justicia Universal », *Publico.es*, 25/06/2009.

LÓPEZ ARNAL, Salvador, « “El Movimiento Ibérico de Liberación no pretendía liderar la revolución, sino ofrecer materiales para que los propios trabajadores se emanciparan” », entretien avec Sergi Rosés Cordovilla, *Rebelión*, 11/11/2006.

« Los papeles de Salamanca: del franquismo a la actualidad », *elmundo.es*, 31/01/2006.

MARTÍ, Pep, « Un film i un llibre sobre el MIL desfermen l’escàndol », *El Triangle*, 03/04/3006.

MONTANYÀ, Xavier, « Periodisme d’investigació? És que n’hi ha d’altre? », *Vilaweb*, 24/10/2006, < <http://www.vilaweb.cat/mailobert/2106540/article.html>>.

MUÑIZ, Andrés, « La ONU exige a España que deje de ampararse en la Ley de Amnistía para no juzgar al franquismo », *Publico.es*, 15/11/2013.

NOGUER, Miquel, « La travesía de Artur Mas hacia el independentismo », *El País*, 19/09/2014.

RUSIÑOL, Pere, « La ONU amonestó tres veces a España por la Ley de Amnistía », *Público.es*, 19/04/2010.

1. SITES INTERNET CONSULTÉS

BOE, *Boletín Oficial del Estado*, <http://boe.es/>.

CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale), site consacré à Mai 68, http://www.mai-68.fr/dossiers/dossiers.php?val=6_presentation+codhos.

FORO POR LA MEMORIA, <http://www.foroporlamemoria.info/inicio.htm>.

FRAGMENTS D’HISTOIRE DE LA GAUCHE RADICALE. ARCHIVES ET SOURCES DE LA GAUCHE RADICALE ET/OU EXTRAPARLEMENTAIRE, <http://archivesautonomies.org/>.

INA, Institut National de l'Audiovisuel, www.ina.fr.

REPRESURA. Revista de Historia Contemporánea española en torno a la represión y la censura al libro. Nueva época, <http://www.represa.es/>.

TLFI, Trésor de la Langue Française Informatisé, <http://atilf.atilf.fr/>.

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS

Le *Movimiento Ibérico de Liberación* (MIL) et ses représentations dans la presse: mythes et mystifications

Dans cette thèse, nous proposons d'approcher le *Movimiento Ibérico de Liberación* (MIL), petit groupe anticapitaliste et internationaliste agissant dans les années soixante-dix à Barcelone, au travers de ses représentations médiatiques. Nous privilégions pour ce faire une approche double, qui croise perspective diachronique – un parcours de la presse sous le franquisme jusqu'aux médias en démocratie – et regard synchronique – une étude conjointe et comparative de différents journaux. L'examen du discours de presse relatif au MIL présente en effet un intérêt méthodologique majeur, dans la mesure où il fait apparaître une constellation d'*ethos* qui tiennent lieu d'identité politique au MIL. Les procédures de nomination ou de qualification du groupe, si elles disent long sur les différentes configurations discursives desquelles elles émanent, contribuent à donner du MIL un portrait au kaléidoscope, qui cristallise toujours les langages et les problématiques contemporaines. En confrontant les textes du groupe lui-même à ceux qu'en produisent les médias, nous chercherons à comprendre ce qui advient dans les jeux d'écart, de distorsion ou de recouvrement que cette mise en regard fait apparaître. Les représentations du MIL sont multiples et évolutives : durement réprimé sous le franquisme, le groupe fait peu à peu l'objet d'un mouvement de revalorisation, centré sur la figure de Salvador Puig Antich qui se voit dès lors instituée en métonymie des revendications mémorielles les plus récentes, voire en icône de l'antifranquisme. Notre travail s'attachera à étudier ce qui se joue au cœur de ces dispositifs rhétoriques, pour comprendre ce que les médias *font* au MIL et au projet politique dont il était porteur.

MOTS CLÉS : MIL, Salvador Puig Antich, histoire politique, années soixante-dix, représentations médiatiques, discours de presse, mémoire, démocratie.

ABSTRACT IN ENGLISH

The *Movimiento Ibérico de Liberación* (MIL) and its representations in the press: myths and mystifications

Throughout this doctoral thesis, we will focus on the *Movimiento Ibérico de Liberación* (MIL), small anticapitalist and internationalist group which operated in the seventies in Barcelona. We will then take the press representations of it as the point at issue. Therefore, we support a double approach, which blends both a diachronic perspective – different samples of the subject in written press under Franco's dictatorship up to democracy – and a synchronic point of view – a complete and comparative survey of various newspapers. The analysis of the press's point of view in what concerns the MIL shows a major methodological interest, insofar as it reveals an *ethos* constellation which stands for the political identity of the MIL. Even when the different nominal and classifying strategies of the group sustain each newspaper's different rhetoric settings, they also display a kaleidoscope-type portrait of the MIL, which embodies contemporary languages and issues. By comparing the written documents that the MIL itself published to the media's, we will be able to identify and understand increasing gaps, distortions or even coincidences between both. We can find multiple representations of the MIL which at the same time prove an evolution. The group, severely persecuted during Franco's dictatorship, gradually gained support and acceptance due to the figure of Salvador Puig Antich. He would not only become a metonymy of the most recent memorial claims, but also an icon of anti-franquism. Our approach will be focused on the rhetorical tools used by the media in order to find out what it *does* to the MIL and to its political project.

KEYWORDS : MIL, Salvador Puig Antich, political history, the seventies, press discourse, mediatical representations, memory, democracy.